



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 19 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Droits des personnes transgenres et intersexes	p. 770	Sommaire des séances publiques nos 56 à 59	p. 817	56 ^e séance	Mercredi 25 juillet 2018
Incapacité de travail prolongée	p. 788	Table analytique des séances publiques 2017-2018	p. 818	57 ^e séance	Mercredi 25 juillet 2018
Débat d'orientation sur le rapport de l'Ombudsman	p. 795	Sommaire des questions parlementaires	p. Q240	58 ^e séance	Jeudi 26 juillet 2018
Traitement des données à caractère personnel	p. 804			59 ^e séance	Jeudi 26 juillet 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



La Chambre numérise ses archives historiques



Les archives historiques de la Chambre des Députés seront entièrement numérisées et mises en ligne.

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, et Mme Josée Kirps, Directrice des Archives nationales de Luxembourg, ont signé le 11 octobre 2018 une convention qui prévoit la collaboration des deux institutions pour réaliser la numérisation du fonds d'archives anciennes de la Chambre des Députés.

Ce fonds couvre la période allant de 1841 à 1940. Il est composé de plus de 3.000 dossiers, soit environ 27 mètres linéaires de documents

variés dont des projets de loi, des procès-verbaux de séances parlementaires, des correspondances de la Chambre et des pétitions déposées par des citoyens.

Ces documents historiques donneront aux chercheurs un regard sur le premier siècle d'histoire parlementaire au Luxembourg. Les documents numérisés pourront être consultés dans le courant de l'année 2020 sur le site Internet des Archives nationales (www.anlux.lu).

L'ensemble des documents parlementaires datant d'après 1945 sont déjà numérisés et consultables par la recherche d'archives sur le site Internet de la Chambre (www.chd.lu).

La convention fut signée par Mme Josée Kirps, Directrice des Archives nationales de Luxembourg, et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Face aux questions migratoires l'Europe joue de sa crédibilité

La Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) s'est réunie à Cagliari, le 23 septembre 2018.

Sous la présidence de M. Renato Soru, elle a en premier lieu discuté de l'afflux incessant de migrants des rives Est et Sud de la Méditerranée.

Dans ce contexte, le Président a présenté un projet de recommandation relative au phénomène migratoire et à la situation des réfugiés en Méditerranée, recommandation qui sera finalisée au printemps 2019.

Stigmatisant la « désolidarisation » de certains États membres de l'Union européenne, qui n'honorent plus leurs obligations relevant du droit international en matière d'asile et des migrations, tout comme la surcharge financière et infrastructurelle des pays accueillant les réfugiés, Mme Simone Beissel, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, a lancé un triple appel:

- que le Conseil européen des Ministres accepte le renfort des aides financières attribuées

à la Jordanie, à l'Égypte, au Liban et aux pays du Maghreb;

- que les États membres de l'Union pour la Méditerranée établissent une coopération régionale réelle comportant absolument un échange de données fiables sur les flux des réfugiés politiques et des réfugiés économiques des pays d'origine respectivement d'accueil et qu'ils organisent une lutte commune contre le terrorisme toujours menaçant.

- Mme Simone Beissel a également posé la question s'il ne serait pas légitime, vu leur attitude obstructive à accueillir des réfugiés, que des pays comme la Hongrie et la Pologne payent une contribution supérieure à celle des autres États membres accueillant des réfugiés.

L'oratrice a ensuite prôné les propositions du Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, présentées le 12 septembre 2018 et visant à créer un nouveau pacte de partenariat avec l'Afrique essentiellement subsaharienne. À son avis, il importe de changer de paradigmes en cessant d'envoyer des aides financières directes dans les régions précitées, dont l'arrivée à destination est parfois incontrôlable sinon incontrôlée! M. Jean-

Claude Juncker propose d'investir de façon systématique dans la construction, l'entretien et la modernisation des infrastructures dans les pays cibles, mais sous condition de former préalablement au sein de l'Union européenne des universitaires provenant desdits pays cibles pour qu'ils puissent être « renvoyés » dans leurs pays ensemble avec les investissements, ce qui devrait permettre d'assurer et de contrôler la gestion sur place.

Enfin, la troisième proposition du Président de la Commission européenne concernant le renforcement des effectifs de Frontex est analysée par la Commission: en fait, la Commission européenne propose d'augmenter massivement les effectifs de Frontex, à savoir de 1.500 à 10.000 personnes, ceci pour être à même d'effectuer la sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne et pour rendre ainsi Frontex plus efficace en tant qu'instrument de gestion des grands flux migratoires.

Le Président Renato Soru a appuyé vivement les propositions de M. Juncker qui devront être adoptées par le Conseil européen des Ministres avant de pouvoir être exécutées. Il a rappelé à la fin qu'en automne 2019 l'AP-UpM fêtera son 10^e anniversaire à Barcelone.



Mme Simone Beissel a représenté la Chambre des Députés à Cagliari.

Schülerinnen a Schüler entwerfe Chrëschtkaarte fir d'Chamber



Ronn zwee Méint virun de Feierdeeg hunn an der Chamber d'Preparatiounen ugefaangen.

Zwou Klassen aus dem Lycée technique des Arts et Métiers hunn dem Chamberspräsident Mars Di Bartolomeo hir Virschléi fir eng Chrëscht dags- an Neijoerschkaart vun der Chamber virgestallt.

All Joers verschéckt d'Chamber weltwäit ongeféier 1.500 Chrëscht dags- an Neijoerschkaarten.

Et ass schonns fir déi véierte Kéier, datt dëse Projet zesumme mat de Schülerinnen a Schüler aus dem Lycée technique des Arts et Métiers op d'Bee gestallt gëtt.

Contre la réduction du budget d'Europol



M. Marc Angel

Des députés européens et nationaux se sont penchés sur les priorités d'Europol¹ pour les deux prochaines années qui comprennent non seulement le développement des relations respectivement la coopération avec les pays tiers, en particulier avec

les Balkans occidentaux, mais aussi la répartition des tâches entre Europol et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex.

Dans ce contexte, de nombreux députés ont fait part de leur préoccupation face à la réduction prévue du budget d'Europol dans le cadre financier tel que prévu pour l'instant. En effet, cette réduction du budget forcera l'agence à faire des économies sur les tâches qui lui incombent.

Les députés nationaux et européens sont membres du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC), créé en mai 2017 en vertu de l'article 51 du règlement Europol dont le rôle est de garantir un suivi et un contrôle politique d'Europol. À cette fin, le règlement prévoit entre autres qu'un membre du GCPC participe au conseil de gestion d'Europol. En outre l'agence est tenue de fournir des documents et

d'entendre le GCPC avant d'adopter son programme pluriannuel et le Contrôleur européen des données doit informer les membres du groupe deux fois par an.

La nouvelle directrice d'Europol, Mme Catherine De Bolle, a expliqué qu'Europol mettra un accent particulier sur la lutte contre la cybercriminalité et le cyberterrorisme ainsi que sur la gestion de l'information sur la criminalité dans l'Union européenne (UE).

Elle a également invité les parlements nationaux à soutenir les besoins réels d'Europol. «Investir dans Europol, c'est investir directement dans la sécurité des États membres de l'UE», a-t-elle déclaré.

La directrice exécutive d'Europol a ajouté qu'Europol se trouve à l'avant-garde de la lutte contre la criminalité financière dans l'UE et que l'agence s'est engagée à mettre en

réseau tous les acteurs concernés. Pour les nouveaux défis, une réponse courageuse est nécessaire. Du point de vue de Mme De Bolle, de meilleurs résultats d'enquête peuvent être obtenus par exemple en partageant les conclusions avec les institutions financières.

À cet effet, Europol a lancé un projet pilote de partenariat public-privé en 2017 avec des institutions financières. Mme De Bolle a souligné la nécessité de lutter plus efficacement contre la criminalité financière. Elle a demandé que le volet blanchiment d'argent soit inclus d'office dans toutes les enquêtes transfrontalières et que la coopération avec les institutions nationales soit encore améliorée.

Le Commissaire européen chargé de l'Union de la sécurité, M. Julian King, a donné un aperçu des progrès de l'Union de la sécurité, en particulier concernant les efforts à endiguer

les contenus terroristes en ligne et la lutte contre les nouvelles trompeuses («fake news»), de même que les questions relatives à la protection des données, à la lutte contre la criminalité financière et au blanchiment d'argent.

Dans son intervention, M. Marc Angel a regretté la réduction du budget d'Europol et il a mis en garde contre les effets indésirables. Il a souligné l'importance d'une fonction publique européenne forte qui soutient les objectifs politiques d'Europol et a mis en garde contre le recours excessif à un personnel contractuel dans un domaine tel que sensible.

¹ Europol est l'agence européenne de répression qui soutient les États membres dans la lutte contre les crimes transfrontaliers, en particulier la lutte contre le terrorisme, le trafic d'armes illicites, le blanchiment d'argent ou encore le trafic de stupéfiants.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

Questions d'actualité en matière de fiscalité et d'économie

Des députés membres des parlements nationaux et du Parlement européen se sont retrouvés, les 17 et 18 septembre 2018, à Vienne pour discuter des questions d'actualité en matière de fiscalité et de l'économie dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance qui se tient deux fois par an.

Les débats ont porté sur quatre sujets principaux: la mise en œuvre

d'un cadre de l'UE pour les politiques budgétaires, l'innovation et l'éducation en tant que moteurs d'une Europe compétitive, la lutte contre l'évasion fiscale et les défis de la numérisation.

Certains intervenants ont souligné qu'il fallait accélérer les projets lancés au niveau de l'UE, comme par exemple le Fonds monétaire européen, l'Union bancaire, le processus de Göteborg ou encore le socle social pour permettre à l'Union euro-

péenne de disposer d'un cadre budgétaire clair et efficace.

Bon nombre ont rappelé qu'il fallait profiter de la situation économique favorable actuelle pour mener une politique budgétaire durable en Europe.

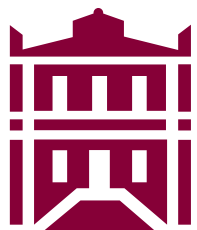
La mise en œuvre du Fonds européen pour les investissements stratégiques a été saluée comme une mesure qui a permis de libérer des investissements nécessaires, mais en

même temps il a été rappelé qu'un déficit d'investissement persistait, notamment en comparaison avec d'autres grandes économies. Les instruments de financement doivent être revus parce qu'ils ne sont pas toujours adaptés, comme par exemple pour les nouvelles industries innovantes (start-ups).

Il faut augmenter les investissements privés en vue notamment de la création d'un «Silicon Valley» européen.



La Chambre des Députés était représentée par M. Alex Bodry.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°19 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Gestion de l'infrastructure ferroviaire

7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi sous rubrique résulte de la fusion de trois projets de loi, à savoir:

1. Projet relatif à la ligne de Pétange à Athus/Longwy - gare de Rodange (doc. parl. 7337)

Il s'agit de procéder à la mise en conformité et au réaménagement complet de la gare de Rodange.

La construction d'un bâtiment P&R avec 1.567 emplacements de stationnement a déjà été autorisée (Loi du 22 mai 2018 modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, doc. parl. n°7234), en vue d'une augmentation probable des flux de voyageurs en gare de Rodange.

Une passerelle de liaison créant un accès du bâtiment P&R vers les quais est également prévue.

Le rehaussement du quai central, qui s'impose en raison des critères relatifs aux spécifications techniques d'interopérabilité, entraîne la suppression partielle d'une voie ferrée qui deviendra par la suite une voie en cul-de-sac.

Les plateformes ferroviaires seront revues dans leur ensemble, y compris le système de drainage, le ballast, les voies ferrées, les installations de traction électrique et les équipements de signalisation.

2. Projet relatif à la ligne de Luxembourg à Troisvierges/frontière - gare de Mersch (doc. parl. 7338)

La mise en conformité des installations voyageurs en gare de Mersch constitue un volet s'inscrivant dans un programme d'éléments planifiés dans le cadre du réaménagement du quartier de la gare de Mersch.

Il est ainsi prévu de prolonger le passage souterrain voyageurs se trouvant au sud de la gare vers le futur bâtiment P&R. En outre, un nouveau passage souterrain voyageurs/piétons central au nord de la gare sera construit.

Ces constructions permettront ainsi d'assurer les connexions entre les quartiers de Mersch et le nouveau quartier de la gare de Mersch.

3. Projet relatif à la ligne de Luxembourg à Wasserbillig - gare de Wasserbillig (doc. parl. n°7341)

Les travaux de modernisation s'intègrent dans le tissu urbain existant en conservant l'agencement général et les fonctionnalités du pôle d'échange actuel.

La construction du nouveau passage souterrain du côté de la Moselle permettra de créer une liaison avec la piste cyclable PC 3. Les usagers disposeront d'un accès vers les quais, la gare routière, le nouveau bâtiment P&R, le local de stationnement pour vélos et le centre de l'agglomération.

La construction d'un bâtiment P&R sur l'assise du parking de surface actuel est prévu. La capacité de stationnement passera à trois cent

soixante-huit emplacements de stationnement, dont vingt seront équipés de bornes de recharge électriques et dont dix seront réservés au car-sharing. Au rez-de-chaussée, il est prévu d'aménager un local sécurisé pour vélos devant présenter une capacité de stationnement de cent quatre emplacements.

Ainsi, la gare routière sera réaménagée permettant d'y ajouter un troisième quai d'une longueur utile de douze mètres. Des adaptations au niveau de la voirie publique sont destinées à sécuriser les traversées piétonnes et les mouvements tournants et à prioriser les bus desservant la gare routière.

Les différentes fonctionnalités ferroviaires seront mises en conformité avec les spécifications techniques d'interopérabilité, dont notamment les mesures de sécurité et d'accessibilité pour les voyageurs moyennant des systèmes d'orientation et de guidage modernisés.

Il est prévu, dans le but d'augmenter la sécurité et les performances au niveau de l'exploitation, de réorganiser les voies de garage et de manœuvre desservant le quai de chargement existant et les voies desservant le port fluvial de Mertert. De même, la longueur utile des voies ferrées sera augmentée.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.07.2018

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable (Présidente: Mme Josée Lorsché):

12.07.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen des projets de loi n°7337, 7338 et 7341

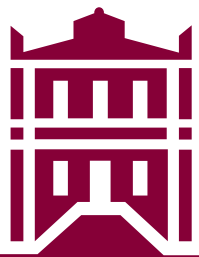
19.07.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018

Loi du 7 septembre 2018

Mémorial A: 2018, n°824, page 1



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des pré-noms à l'état civil et portant modification du Code civil
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson
 - Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Marc Angel (dépôt d'une motion), M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Lex Delles), M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. Marc Angel (interventions de Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Fernand Kartheiser)
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 7287 - Projet de loi modifiant:
 - le Code de procédure pénale;
 - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)

- Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson
- Discussion générale: M. Laurent Mosar (intervention de Mme Sam Tanson), M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. Ordre du jour

6. 7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales

- Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson
- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Gilles Roth)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gudde Moien! Heimat ass d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung un d'Chamber ze maachen?

(Négation)

Merci. Da kënnen mer direkt zum normalen Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7246 iwwert de Statut vun de Gemengefonctionnaires. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

2. 7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Mir hunn e chargéierte Programm des Woch. An duerfir ass et mer eng Freed, lech ze soen, dass mä Rapport wäert kuerz ginn.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- E wäert net kuerz ginn, well en net wichteg wär, mä well mer eigentlech iwwert den Detail vun dësem Projet schonn eng Kéier geschwat hunn, an dat viru quasi exakt dräi Méint. Et geet hei em d'Emsetze vun engem Deel vum Accord salarial an dem éffentlechen Déngscht. A wéi mir alleguerte wëssen, mussen jo, nodeems mer d'Gesetz fir d'Statsbeamte gestëmmt hunn, awer och nach Gesetze a Reglementer geholl ginn, déi de Gemengesector betreffen. Haut maache mer dat beim Gemengesector.

Et geet, wann ech dat kuerz ka resuméieren, haaptsächlech em de Service à temps partiel, dee mer aféieren, wou mer eng Partie Palieren asetzen. Dat ass dee grouse Volet vun dësem Gesetz. Mir wäerten et do de Gemengebeamten, gradesou wéi et de Statsbeamten elo schonn erlaabt ass, erméiglechen, Täch vu 40, 50, 60, 70, 75, 80 oder 90% ze bekleeden.

Natierlech, an dat ass wichteg ze soen, ass dat e Recht, wat d'Gemengebeamten an Zukunft wäerten hunn, mä et ass awer och esou, dass dat accordéiert muss gi vun engem Schäfferot, well e Schäfferot awer och muss duerfir suergen, dass säi Service a senger Gemeng gutt fonctionnéiert. An et ass jo och evident, dass, wann an enger klenger Gemeng op eemol d'Halschent vum Personal géif froen, fir just nach 40% vun der Tâche ze schaffen, dat do grouse Problemer géif schafen. Duerfir sief dat bemierkt.

Zum Gesetz kann ee vläicht nach soen: Wa mer eis an der Zäit driwwer beklot hunn, dass et dacks e bësse méi laang gedauert huet tjeschent der Emsetzung beim Stat an dann der Emsetzung bei de Gemengen, muss een awer soen, dass deen heite Volet op jidde Fall elo séier virugaangen ass. Dat soll eis alleguerte freeën.

Ech wéilt awer, well ech esou vill Riedezäit hunn a well et och wahrscheinlech mäi leschte Rapport elo haut hei ass, dovu profitéieren, fir e puer Mercie lasszeginn. Natierlech ginn hei dacks Mercie gesot, mä dat gehéiert esou zum Bonjour an Awuar. Si ginn dacks iwwerhéiert. Ech fannen awer, wa Mercie geschéilt sinn, da solle se och kommen. Duerfir géif ech gären dem Minister Kersch Merci soen a senger Beamten, souwuel an dem Interieur wéi och an dem Ministère vun der Fonction publique, awer och de Kolleegen aus der Kommissioun vum Interieur an och de Kolleegen aus der Kommissioun vun der Fonction publique.

Ech mengen, dass mer an deene leschte Jore vill a gutt zesummegeschafft hunn an dat konstruktiv an am Sënn vun der Saach. An zum Schluss ginn ech da selbstverständlech nach den Accord vu menger Partei.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Als éischte Riedner huet den Här Gilles Roth d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, ech kann dee Merci da weiderginn, virun allem och un den Yves Cruchten, deen dat während fénnef Joer magistral an där zoustänneger Kommissioun gemaach huet. An et waren net ëmmer einfach Texter, déi mer an der Kommissioun haten.

Doriwwer eraus huet d'CSV selbstverständlech den Accord salarial aus der Fonction publique fir d'Statsbeamte matgestëmmt. Mir maachen dat och haut. An ech wéll doriwwer eraus soen, fir dass do keng Spekulationen opkommen: Fir d'CSV zielt ganz kloer de Prinzip vun dem pacta sunt servanda an der Fonction publique iwwert de Wahltermin eraus. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Hahn huet d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Ech géif da probéieren, dat äänlech séier ze maachen. Ech mengen, de Rapporteur huet et ugeschwat, déi grouse Debatten heiriwwer si scho geféiert ginn, wéi mäi Kolleg de Gusty Graas hei fir eis Fraktioun geschwat huet, wéi et drëms gaangen ass, deen Accord fir d'Statsbeamten ëmzesetzen. Haut ass dat jo da fir d'Gemengebeamten. Dat ass eppes, wat mir

als Partei begrëssen. An deemno gi mer den Accord.

An ech géif awer och nach dem Rapporteur Yves Cruchten villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da wär et um Här Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och déi gréng wëllen net u Mercie spueren: natierlech un den Yves Cruchten fir de Rapport, un de Minister an u seng Beamten. A mir ginn och den Accord zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Gibéryen ass als nächste Riedner ageschriwwen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet, dass mer dësem Projet zoustëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Jo, et ass och eng Selbstverständlechkeet fir eis, fir dese Projet de loi matzestëmmen. Mir haten och schonn deemools bei der Reform 2014 eng Partie Propose gemaach. Véier, fénnef Joer drop mussen mer feststellen, dass verschidde Proposen, déi deemools net ugeholl gi sinn, awer am Gesetz ëmgesat gi sinn. Mir freeën eis doriwwer a mäi Virgänger freet sech och doriwwer.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An domat ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An d'Wuert huet den zoustänneger Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci, Här President. Ech mengen, et ass wirklech alles gesot. Merci un de Rapporteur fir dese Rapport. Mä e grouse Merci fir all déi Rapporten, déi och scho virdu gemaach gi sinn. An dat zielt selbstverständlech fir d'Membere vun der ganzer Kommissioun.

A wa virdu gesot ginn ass, dass eng Rei vun de Proposen ugeholl gi sinn, dann hat dat eppes domat ze dinn, dass dat gutt Propose waren. A wann eng Rei aner Proposen net ugeholl gi sinn, dann huet dat vläicht eppes domat ze dinn, dass se net esou gutt waren. Trotzdeem ee grouse Merci fir d'Mataarbecht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ma de Moie fänkt gutt un.

► **Une voix.**- Esou einfach ass et.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7246 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7246 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Eestëmmegkeet. 60-mol Jo. Domat ass de Projet 7246 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Tess Burton (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot) et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet de loi iwwergoen, dem Projet de loi 7146. Ech brauch net laang Emgeréits ze maachen, well d'Madamm Rapporteur Sam Tanson ass prett. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

3. 7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Sam Tanson** (*déi gréng*), *rapportrice*. - Merci, Här President. De Projet, iwwert dee mer elo ofstëmmen an diskutéieren, betrëfft net vill Leit, mä fir déi Leit, déi e betrëfft, ass en extrem wichteg.

Stellt lech vir, Dir kommt an der falscher Haut op d'Welt! Stellt lech vir, Dir sidd ee Mann, mä Are biologesche Kostüm seet Fra an Ären Entourage wëllt lech an deem falsche Kostüm halen! Stellt lech vir, Ären Entourage wëllt lech dowéinst pathologiséieren an lech duerch Therapien ëmerzéien! Stellt lech vir, Dir hutt e Kand, wat biologesch als Jong gebuer gëtt, mä wat doru verzweifelt! Stellt lech vir, Dir freet lech op d'Gebuert vun Ärem Kand a gitt no der Gebuert gewuer, datt d'Geschlecht vun Ärem Kand net eendeiteg feststeet!

Ech fannen et ganz schwéier, mer déi Situatiounen virzestellen. Mä wann ee weess, wéi schwéier et fir vill Kanner a Jonker souwisou schonn ass, sech an dëser Welt ermëzefannen, hire Wee ze fannen, da kann ee sech virstellen, wéi perturbant et ass, an der falscher Haut, mam falsche Geschlecht gebuer ze ginn.

Grad déi betraffe Kanner a Jonker hunn dacks d'Gefill, net dierfen hire reellen „Ech“ auszeliwwen. Si sinn dacks Mobbing an der Schoul ausgeliewert. Hir Famill riskéiert, se wëllen ëmzorientéieren. Een Drëttel vun hinne probéiert, laut Studien, sech ëmzëbréngen.

Dëse Projet kann natierlech net alles léisen. Mä e probéiert, de Beträffenen d'Liewe méi einfach ze maachen, a weist, datt een heiansdo muss um legislative Plang e bësse kreativ sinn an et dann och méiglech ass, laang etabliert Prozeduren ëmzedenken. Et ass eng Etapp um Wee, fir Diskriminatiounen an Onmenschlechkeet aus dem Wee ze goen an d'Autodeterminatioun ze garantéieren. Et geet heibäi ëm d'Emännerung vum Geschlecht am État civil fir d'transgender an intersex Persounen.

Erlaabt mer e kuerze Vocabulairesexkurs! Déi Thematiken, ëm déi et hei geet, sinn am Resultat um État civil zwar déiselwecht - d'Emännerung vum Geschlecht -, mä d'Ursache si verschidden.

Transgender Persounen si Mënschen, deenen hir Genreidentitéit net mat där iwwereneestëmmt, déi se bei der Gebuert kruten. Dat kënnen Transsexueller sinn, déi sech enger Operatioun ënnerzunn hunn. Dat kënnen awer och Mënsche sinn, déi sech enger Operatioun net wëllen oder kënnen ënnerzëien.

Intersex Persounen si Mënschen, deenen hire Statut net un den Gender gebonnen ass, mä wou et biologesch Charakteristike ginn, genesch, hormonell oder physisch, déi maachen, datt eng Persoun weder exklusiv weiblich nach exklusiv männlech ass. Dat kënnen d'sekundär sexuell Merkmalen si wéi d'Muskelmass, d'Pilositéit, d'Broscht oder de Kierperbau oder awer primär Merkmalen wéi d'Reproduktionsorganer, d'Genitalien oder d'Chromosomstruktur vun den Hormonen.

D'Genreidentitéit gëtt definéiert als Perceptioun, bewusst oder onbewusst, datt een zu engem Geschlecht gehéiert an net zu engem aneren. Wann ee sech net zu deem Geschlecht zouerdnet, dat bei der Gebuert ageschriwwen gëtt, esou huet een et dacks schwéier, seng Plaz an der Gesellschaft ze fannen, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt: Diskriminatiounen a psychologesch Problemer.

Wéi ass déi legal Situatioun bis ewell zu Lëtzebuerg? Zënter der Reform vum Bestietnis spillt op d'mannst um Niveau vum Mariage keng Diskriminatioun. Transgender Persounen kënnen bestuet sinn a bleiwen, och wa se hiert Geschlecht änneren. An d'Adoptioun ass oppe fir all bestuete Koppel, soudatt d'transgender an intersex Persounen déiselwecht Rechter hu wéi jiddwer aneren och.

2015 gouf en interministeriellen LGBTI-Grupp geschaaft, an deem all d'Ministèren an d'Associatiounen zesumme sinn a Solutiounen siche fir d'Problemer vun deene Beträffenen. De Regierungsrat huet sech och viru Kuerzem en Aktiounsplang ginn, deen een um Internetsite vum Familljeministère féint a wou eng Rei Recommandatiounen zu den transgender an intersex Persounen ze fanne sinn.

D'Veinfachung vun der Modifikatioun vum État civil ass eng laangjäreg Fuerderung vun de

beträffenen Associatiounen. Dat klängt vläicht fir munchere wéi eppes Onwiesentlech, mä wéi schreift d'Bundesverfassungsgericht an engem Urteel, op dat ech nach wäert zrëckkommen: „Der Personenstand ist keine Marginalie, sondern ist (...) die ‚Stellung einer Person innerhalb der Rechtsordnung‘. Der Personenstand umschreibt in zentralen Punkten die rechtlich relevante Identität einer Person. Die Verweigerung der personenstandsrechtlichen Anerkennung der geschlechtlichen Identität gefährdet darum bereits für sich genommen die selbstbestimmte Entwicklung.“

Stand haut muss d'Modifikatioun vum État civil iwwert d'Gericht gefrot ginn, esou wéi den Artikel 99 vum Code civil dat generell virgesäit fir Rektifikatiounen vum État civil. De Beträffene muss eng Requête virum Tribunal d'arrondissement eraginn. D'Riichter statuieren no Konklusiounen vum Procureur d'État. Spezifesch Dispositiounen, fir de Virnumm oder d'Geschlecht ze änneren, ginn et net. Dës si vun der Jurisprudenz opgestallt ginn.

Traditionell huet de Richter sech op medezinesch Certificate baséiert, déi beluecht hunn, datt de Geschlechtswiessel duerch Operatiounen an Hormontraitement physisch vollzu gouf an irreversibel war.

Et gëtt allerdéngs e rezente Revirement vun der Rechtsprechung, en Urteel vum 1. Juni 2016 vum Tribunal, an deem et heescht, datt au vu vun der internationaler Evolutioun, déi d'Staten opriff, d'obligatoresch Sterilisatioun fir e juristeschen oder administrative Geschlechtswiessel ofzeschaffen, an au vu vum Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun, deen d'Recht op d'Privatiewe festschreift, de Prinzip vun der Irreversibilitéit vum Geschlechtswiessel duerch Sterilisatioun net kéint oprechterhale bleiwen, fir e Changement am État civil ze kréien, an d'Irreversibilitéit sech just soll op d'Transformatioun vun der Appearance vun der Persoun bezéien.

Nawell ass d'Prozedur zu Lëtzebuerg bis ewell eng viru Geriicht. International gouf et vill Bewegung an deem Dossier. Esou huet de Ministercomité vum Europarat schonn 2010 eng Recommandatioun ugeholl, an där et ënner anerem heescht, datt d'juristesche Ännerung vum Numm a Geschlecht muss kënnen op eng séier, transparent an accessibel Aart a Weis gemaach ginn. Och d'Europaparlament huet den 12. Mäerz 2015 eng Resolutioun gestëmmt mat enger äänlecher Formulatioun.

E puer Länner hunn dës Recommandatiounen suivéiert a vereinfacht Prozeduren virgesinn, esou zum Beispill Malta. Och Lëtzebuerg reit sech elo mat deemem Projet an dës human a fortschrittlech Demarche an.

Ech sträichen och gär ervir, datt virum deemem Projet schonn eng Proposition de loi vun den Deputéierten Sylvie Andrich-Duval a Françoise Hetto-Gaasch den 23. Februar 2016 deposéiert gouf. An där Proposition war, fir e Geschlechtswiessel um État civil ze errechen, keng Operatioun an hormonell Traitement méi néideg. Et war awer nach eng obligatoresch Visitt beim Dokter virgesinn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum Mäerz 2017 zu deemem Punkt eng Rëtsch Froen opgeworf, dont och déi, ob dës obligatoresch Visitt beim Dokter net a Kontradiktioun zum Gescht vum Depathologisierungswëlle vun der Proposition géif stoen.

De Statsrot huet eng Opposition formelle zum Punkt vun dësem obligatorescher Visitt formuléiert, well dem Dokter seng Roll net kloer war. Am Mee 2017 gouf de Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, dunn deposéiert.

Wat sinn déi zwee Hauptpunkten? Eng Vereinfachung vun der Prozedur - déi juristesche gëtt duerch eng administrativ ersat - an eng Depathologisierung - medezinesch Agréffer oder Certificate sinn net méi verlaangt.

Wéi geet d'Prozedur elo genee? Déi generell Prozedur aus dem Artikel 1 gesäit vir, datt all Lëtzebuergער Erwuessenen dem Justizminister kann eng Demande zoukomme loossen, an där e freet, datt d'Geschlecht an de Virnumm am État civil geännert ginn.

Wat muss een dofir maachen? Beleeën duerch eng Reunjioun vu Fakten, datt d'Geschlecht, wat am État civil steet, net dat ass, an deem d'Persoun sech virstellt an an deem se bekannt ass.

Wéi eng Fakte sinn dat? Entweder datt ee sech effentlech als deem revendiquéierte Geschlecht zougehéierig erkläert oder datt een a sengem Familljen- a Frëndschafskrees oder professionellen Ëmfeld ënnert deem Geschlecht bekannt ass oder datt een eng Ännerung vum Virnumm errecht huet, deen dem revendiquéierte Geschlecht entsprécht.

Mir hunn hei nom Avis vum Statsrot, deen eng Opposition formelle bei der éischter Formulatioun gemaach hat, de franséischen Text iwwer-

werholl, dee mer awer ugepasst hunn, andeems mer präziséiert hunn, datt déi Fakten, déi dëst beleeën, net kumulativ sinn, also net all musse gi sinn. A se sinn och net exhaustiv, dat heescht, et kënnen och anerer virbruecht ginn.

An der Praxis wäert et drop erauslafen, datt een zum Beispill Temoignagé bei seng Demande bäileet, déi dëst beleeën. Den Artikel 2 gesäit expressis verbis vir, datt de Fait, datt ee keng medezinesch Interventioun gemaach huet, net als Ursach fir e Refus gëlle kann.

Et sinn awer net nëmme d'Lëtzebuergער Majeuren, déi esou eng Demande kënnen maachen. Och fir Kanner ab fënnf Joer kann eng Demande gemaach ginn, falls si d'Konditiounen vum Artikel 1 erfüllen.

Wisou fënnf Joer? Bis dohi kënnen Kanner dacks scho kloer hir geschlechtlech Autoperceptioun affirméieren. Dëst net ze respektéieren, géllt laut Référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences als eng Form vu psychologescher Gewalt.

Et dierf een net vergiessen, datt d'Elteren esou eng Decisioun nimools mat Lichtegeeket huelen an et no engem ganze Prozess passéiert, duerch deen d'Famill zesumme gaangen ass. Ech verweisen hei op den Avis vun der Intersex & Transgender Luxembourg Asbl, dee mer als Document parlementaire opgeholl hunn, wou eng ganz Rëtsch Temoignagen opgefouert si vu Kanner, déi ab jéngstem Alter hir Genreidentitéit ofwäichend vun där um Pabeier daitlech gemaach hunn.

Ganz schéin Temoignagé féint een zum Beispill och op der Internetsäit vun dem däitschen Trans-Kinder-Netz e.V.

Da kënt nach derbäi, datt et wichteg ass, datt d'Kand esou séier wéi méiglech a sengem Geschlecht gefouert gëtt, fir Diskriminatiounen dans la mesure du possible entgéintzewierken. D'Asbl Intersex & Transgender ass jiddefalls der Meinung, datt dëst eng vun de kruzialen Dispositiounen vum Projet ass.

D'Elteren oder de Représentant légal vu Mineuren ab fënnf Joer kënnen esou eng Demande un de Minister stellen. Wann de Mineur méi wéi zwielef Joer huet, muss säin Accord virleien. Wann d'Elteren ënner sech net eens sinn, kënnen se den Tribunal d'arrondissement saiséieren, deen da laut Artikel 99-1 vum Code civil statuéiert. Wann d'Kand manner wéi fënnf Joer huet, kann och eng Demande gemaach ginn, allerdéngs bleift et do bei der juristescher Prozedur. Déi muss da par requête virum Tribunal d'arrondissement gestallt ginn.

A Fäll, wou et scho fréi ganz kloer ass, ass et wichteg, dës Méiglechkeet ze hunn, well d'Kand da ka viru senger Aschoulung dat richteg Geschlecht um État civil féieren, wat eng Hëllef ka sinn, fir datt d'Kand seng Plaz an der Schoul féint.

Et sinn awer net nëmme Lëtzebuergער, déi kënnen vun der neier Prozedur Gebrauch maachen. Och en erwuessenen, auslännesche Resident, deen zënter zwielef Méint ouni Ennerbriechung am Land leeft, kann esou eng Demande stellen. Och fir en auslännesche Mineur ab fënnf Joer kann eng Demande gemaach ginn, wann hien an ee vun den Elteren oder de Représentant légal op d'mannst zënter zwielef Méint ouni Ennerbriechung am Land wunnt a béid Elteren d'accord sinn.

Déiselwecht Regele gëlle fir d'Refugiéien a Kanner vu Refugiéien. Majeuren ënner Tutelle oder Curatele kënnen och via hiren Tuteur oder Curateur déiselwecht Demande maachen, allerdéngs iwwert d'Gericht.

An all de Prozeduren virum Minister géllt, datt dësen, wann en en Zweifel huet, ob d'Konditiounen vum Artikel 1 erfüllt sinn, de Procureur général d'État informéiert, dee säin Avis ofgëtt.

D'Decisiounen, déi de Minister hëlt, gi par Arrêté ministériel geholl. Géint dësen Arrêté ass e Recours en réformation beim Verwaltungsrichter méiglech. Den Arrêté gëtt un den Officier de l'état civil vun der Gemeng adresséiert, an där den Demandeur gebuer ass oder wou e wunnt, grad wéi un den Demandeur selwer. D'Emännerunge ginn en marge vum Acte de naissance vun der beträffender Persoun a just vun där gemaach. Bei auslännesche Residente gi se op de Register vum État civil vun der Gemeng, an där se wunnen, agedroen.

Bei falschen Indikatiounen ginn d'Emännerungen och nees par Arrêté ministériel annulléiert. Wann eng Persoun, déi schonn eemol eng Demande gemaach huet, eng nei Demande stellt, esou muss se dës virum Tribunal d'arrondissement maachen.

Wichteg ass et nach, ervirzestrichen, datt d'Emännerung vu Geschlecht a Virnumm vun engem Elterendeel näischt an der Filiatioun zu de Kanner ännert. Wann eng Persoun no enger Geschlechtsännerung e Kand kritt oder mécht,

gëtt dat biologesch Geschlecht vun där Persoun geholl, fir d'Filiatioun ze etabléieren. Dat en attendant, datt spezifesch Regele fir d'Filiatioun vun transgender Elteren agefouert ginn.

Dëse wichtige Passus ass no enger Opposition formelle vum Statsrot drakomm, deen drop opmierksam gemaach huet, datt soss eventuell net an all Fall d'Filiatioun gekläert kéint sinn.

Ech hunn am Ufank vu menger Interventioun gesot, datt dëse Projet eng Etapp ass um Wee zu enger op d'mannst um administrative Plang Diskriminatiounsfreiheet fir intersex an transgender Persounen an hir Autodeterminatioun stäerkt. Mir sinn awer nach net um Enn vun deemem Prozess. Zweek Punkten hu mer an der Kommissioun dozou ugeschwat, déi matenee verbonne sinn. Den éischten ass dee vun de chirurgesch Agréffer u klenge Kanner, déi net ëm hir Meenung gefrot ginn, wann Erwuessener fir si decidéieren, datt se solle Jong oder Meedche sinn.

Dir kënt lech virstellen, datt mer hei vun dramatesche Situatiounen schwätzen, an där d'Eltere komplett iwwerfuert sinn. Wéi d'Lag genee hei zu Lëtzebuerg ass, wësse mer net. Dacks geet vun enger Donkelziffer rieds vu klengen Interventiounen, déi gemaach ginn. Am Regierungs-LGTBI-Plang steet, datt tèschent 2001 an 2013 zwee Kanner mat ondefiniéiertem Geschlecht op d'Welt koumen, mä datt Estimatiounen no 103 vu 6.050 Kanner, déi 2016 gebuer sinn, eng Variatioun vun de geschlechtliche Charakteristiken opgewisen hunn.

An der juristescher Kommissioun ware mer eis jiddwerfalls eens, datt esou Agréffer net kënnen sinn a se de Prinzip vun der Inviolabilitéit vun menschleche Kierper an d'Recht op physisch Integritéit a Fro stellen an dowéinst och musse verbuede ginn. De Marc Angel wäert duerno eng Motioun an deem Sënn virstellen.

Enk domat verbonnen ass d'Fro vun der Noutwendegkeet, iwwerhaupt e Geschlecht am État civil virzeginn, voire eng drëtt Optioun am État civil ze hunn. Heizou ginn et an e puer Länner scho Modeller oder Uerteeler vu Geriichter, dont an Däitschland.

An Däitschland kann een zënter 2013 kee Geschlecht virgesinn. Dat géllt allerdéngs just fir intersex Kanner, bei deenen et net méiglech ass, d'Geschlecht unzeginn. An engem Urteel vum Bundesverfassungsgericht vum 8. November 2017, dat Urteel, vun deem ech viru geschwat hunn, soen déi iewesch Richter, Däitschland misst sech bis Enn vun deemem Joer eng drëtt Méiglechkeet ginn, fir datt och Mënschen, déi sech dauerhaft weder dem männlechen nach dem weibleche Geschlecht zouerdnen, dëst kënnen an den État civil androen.

Och mir mussen ons hei weiderentwëckelen. De Projet vun haut ass eng Etapp. Déi nächst Regierung muss sech mat der sougenannter drëtter Optioun am État civil auserneeetzen. Ob dës elo als Neutre, Divers oder X gefouert gëtt, wa mer d'Autodeterminatioun vun de Mënsche wëllen op deemem Punkt garantéieren, da muss mer aner Méiglechkeete virgesinn.

Ech hunn dem Yves Cruchten viru nage-lauschert, wéi e Merci gesot huet. Merciën, déi net einfach esou kommen, mä déi heiansdo wierklich néideg sinn. An ech wëilt hei an deemem Fall déi ganz positiv iwwerfraktionell Zesummenaarbecht ervirsträichen. Hei ass ganz onpolemesch op engem extrem sensibele Sujet geschwat ginn. Mä ouni och den Engagement vun de Beamten aus dem Ministère, déi d'ganz Nuecht duerchgeschafft hunn, an dem Statsrot, deen eng Woch nom éischten Avis en Avis complémentaire ugeholl huet, kéinte mer deen Text haut net stëmmen.

Dofir wierklech e ganz grouse Merci u jiddweren, deen et méiglech gemaach huet, datt fir eng Rëtsch Leit d'Liewe geschwënn e bësse méi einfach gëtt.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci. An éischt Riednerin ass d'Madamm Sylvie Andrich-Duval fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV). - Merci, Här President. Et ass e speziell Tabuthema, mat deem mer haut brieden, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Situatioun vun den Trans- an intersex Persounen, déi elo rechtlech verbessert gëtt.

Ëm wat geet et? Et geet hei ëm e ganz sensibel Thema, well et bestinn nach ganz vill Viruerteeler géint déi Beträffen an eiser Gesellschaft a virum allem zirkuléieren och ganz vill falsch Informatiounen zu deemem Thema ronderëm.

Et geet ëm eppes ganz Perséinlech, déi geschlechtlech Identitéit vun engem Mënsch, wëllt soen, wéi eng Persoun hiert eegent Ge-



schlecht erlieft an empfénnt, onofhängeg vun deem Geschlecht, wat se bei der Gebuert zougedroe kritt.

Transgender Persounen empfangen, dass si am falsche Kierper gebuer sinn. Et si Persounen, déi eng geschlechtlech Émwendung wëlle maache respektiv gemaach hunn. Si leenen d'Merkmaler vun hirem Kierper, déi scheinbar kloer d'Geschlecht definieren, of, an dat scho vu klengem un. D'Kand empfénnt dës Merkmaler als falsch, als net passend.

Am Bericht vun 2013 vum Dokter Erik Schneider un den Europarat iwwert d'Rechter vun den intersex an Transkanner steet, et wier schätzungsweis eent op 500 Kanner betrafft. Dat ass keng Phas, déi eriwirgeet, kee Choix, keng Krankheet an och keng sexuell Orientéierung.

D'Natur mécht eis zu Mann oder Fra oder zu béidem zugläich. Gemengt sinn domat intersex Kanner, déi also net mat eendeitege Geschlechtsmerkmalen, spréich Geschlechtsorganer op d'Welt kommen. Schätzungsweis - well et ginn och hei keng präzis Zuelen - ass dat de Fall bei enger Gebuert op 1.500 bis 2.000, laut deem themateschen Dokument vum Juni 2015 vum Mënscherechtskommissär vum Europarat iwwert d'Mënscherechter vun intersex Persounen.

Verschiede méi subtil Geschlechtsvariatioune ginn och eréischt méi spéit bemierkt, wéi zum Beispill beim Ausbleiwe vun der Menstruatioun. Insgesamt kéinten 1,7% vun de Gebuerten intergeschlechtlicher Natur sinn. Si sinn also weder Mann nach Fra, mä ginn awer bei der Gebuert, jee nodeem, no enger ugerodener Operatioun, déi irreversibel ass, an ouni hir Awëllung engem bestëmmte Geschlecht zougewisen. An dat kéint och esou an de Gebuertsakt stoen, ob dat elo hirer spéiderer Geschlechtsidentitéit entsprécht oder net. Dacks muss se och jorelaang Hormonpräparate huelen a fille sech net gutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, just d'Kanner selwer kënnen a béide Fäll d'Fro beäntwerten, wat si empfangen a fillen a wéi eng Geschlechtsidentitéit si hunn. Eppes hunn déi Betraffe jiddefalls gemeinsam: Et ass e ganz vulnerabele Grupp an d'Donkelziffer ass méiglecherweis méi héich, wéi mer mengen. Si gi ganz dacks net verstanen an hirer eegener Famill, vun hirer Émwelt diskriminiert, hunn am spéidere Liewe vill Problemer, eng Aarbechtsplaz ze fannen, e Logement, a sinn Harcèlement an Haass ausgesat.

Hei dofir een op Lëtzebuergesch iwwersatene Temoignage vun engem Elterendeel vun engem Transbouv vu siwe Joer aus dem Avis vun der Asbl Intersex & Transgender Lëtzebuerg zum virleiende Gesetzesprojet. Ech zitéieren: „Ech war wierklech gemeng mat mengem Kand. Mir hunn et geschloen. Mir hunn em net déi Spillsaachen oder déi Kleeder verschafft, déi et gefrot huet. Mir hunn et bestrooft, well et sech beholl huet wéi e Meedchen. Wann et Kleeder undeeft vu senger Schwëster, schécke mer et op säin Zëmmer. Keen huet eis erkläert, wéi een esou ee Kand erziit.“

Ganz sécher, ech sinn net houfreg op dat, wat ech gemaach hunn. Mä et huet ee geduecht, dat géif fonctionnéieren an dat géif et dozou bréngen, dass et ophält. Elo hu mer verstanen, dass et net kann ophalen. Dat ass esou. Wësst Dir, wéi schlecht ech mech spieren, fir mäi Kand fir eppes bestrooft ze hunn, fir dat et net kann?“

Hire Wee bis an den Erwuessenenalter ass e laangen, schwéiere Wee iwwer Berodung, Diagnostik, Psychotherapie, Pubertéitsblocker, géigegeschlechtlech Hormontherapie bis hin zu Operatiounen. Do vergi vill Jore vun Onglécklechsinn. An et muss ee wëssen, dass dës Persounen dozou tendéieren, sech och ze autumtiléieren oder och en héijen Taux de suicide opweise vu bis zu 30%.

Transgender Europe signaléiert 2017 e psychesche Gesondheitsrisiko bei sechs vun zéng Transpersounen. Hei zu Lëtzebuerg gi se souguer am nationale Suicidepräventiounsplang mat ugefouert. Net well se stierwe wëllen, mä fir hirem Liewen (veuillez lire: Leiden) en Enn ze setzen, si se an där Gefor. Si ginn e regelrechte Kräizwee, bis se eng Geschlechtsémwendung maache kënnen an duerno och nach hiert Geschlecht um État civil an op anere wichtegen Dokumenter changéieren kënnen.

Lëtzebuerg gehéiert nach ëmmer zu deene Länner, wou et kee gesetzleche Kader gëtt, wou et kee Recht op Selbstbestëmmung gëtt, wou eng Diagnos vun enger psychescher Krankheet vun engem Psychiater gefrot gëtt, wou hormonell a medezinesch Behandlungen, vu chirurgeschen Agrëffer un de Geschlechtsorganer bis zur Sterilisatioun, a wou eng psychiatresch Behandlung vu minimum engem Joer oft kombinéiert mat enger Psycho-

therapie imposéiert ginn, eleng opgrond vun der Appreciatioun vum Riichter.

Dofir steet Lëtzebuerg och op der Trans Rights Europe Map 2018 nach net zum Allerbeschten do, trotz Fortschreitter am Schutz géint Diskriminatioun. Duerch d'Gesetz vum 3. Juni 2016 zum Beispill gouf d'Diskriminatioun wéinst Geschlechtsémwendung op der Aarbechtsplaz verbueden, mä de gesellschaftleche Stigma, dee bleift.

An de leschte Jore sinn och dofir eng ganz Rei international an haaptsächlech europäesch Resolutiounen an Opfuerderungen an deem Beräich komm. An et ass grad déi am Abrëll 2015 eestëmmeg gestëmmte Resolutioun 2048 vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarat, déi menger Fraktiounskolleegin Françoise Hetto-Gaasch a mir den Ustouss ginn huet, fir den 23. Februar 2016 eng Gesetzespropos zur Annerung vum Zivilstand am Fall vun Transsexualitéit anzebréngen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Françoise Hetto als engagéierte Member vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarat, ech als Psychologin an allen zwee engagéiert fir Chancëgläichheet wollten domat dem Leidensdrock vun den Transpersounen en Enn setzen. Deem virusgang war awer schonn eng Sensibiliséierung am Kader vun enger Entrevue 2010 vum Françoise Hetto als deemoleger Chancëgläichheitsminister an deem deemolege Justizminister Franz Biltgen mat der Associatioun vun deene Betraffenen.

Och d'Familljekommissioun vun der Chamber hat ënnert deem deemolegen, leider 2012 versterwene President Mill Majerus d'Associatioun Intersex & Transgender Lëtzebuerg empfangen. A last but not least hat och d'CSV an hirem Wahlprogramm 2013 virgesinn, ech zitéieren: „Es wird sichergestellt, dass die Gesetzgebung den Bedürfnissen von intersex und Transpersonen angemessen Rechnung trägt.“

Deem virusgaange waren och nach eng Rei parlamentaresch Ufroe vum Françoise Hetto a mir, mä och vun Deputéierte vun anere Fraktiounen. An do huet d'Regierung och ëmmer nees ugekënnegt, si géif deemnächst e Projet de loi deposéieren, wat dunn awer eréischt den 31. Mee 2017 de Fall war, also iwwer ee Joer no dem Dépôt vun eiser Gesetzespropositioun vun der CSV.

An der genannten Resolutioun 2048, ouni rechtlech verbindlech ze sinn, ginn d'Memberstater opgefuerdert, rapid Prozeduren ze instauréieren, opgebaut op Selbstbestëmmung, fir kënnen Numm a Sex op offiziellen Dokumenter ze changéieren, och déi obligatoresch Sterilisatioun an Traitementen am Kader vun dëser Prozedur ofzeschaffen an Transgender och net als mental Krankheet anzuklasséieren; wat iwwerengens vum Europaparlament gefuerdert gëtt. A genee do wollte mir mat eiser Propos usetzen.

Et war dëst en éischte Schrëtt géint eng besteeënd Diskriminatioun an en Tabu, en éischte Schrëtt a Richtung Selbstbestëmmung, en éischte Schrëtt, fir dee Problem net méi als Krankheet unzesinn an och en éischte Schrëtt, fir als Lëtzebuerg aus där europäescher Schossinn erauszekommen, als e Land, dat déi forcéiert Sterilisatioun nach ëmmer freet.

Et kann a wëllt bekanntlech och net jiddwee, deen am Fall ass, eng Geschlechtsémwendung virhuelen. An ëmmer méi auslännesch Jurisprudenz spréche sech och effektiv dergéint aus. Verschieden europäesch Länner hunn och scho gesetzlech dorop reagiert.

A Schweden hunn och zum Beispill zënter 2016 all Persounen, déi sech hu missen zwangssteriliséieren loosse, fir hiren Zivilstand ze änneren, Recht op Schuedenersatz.

Hei zu Lëtzebuerg huet iwwerengens jo och d'Bezirksgeriicht an enger Decisioun iwwer eng Ufro zur Geschlechtsännerung den 1. Juni 2016 éischtmoleg de Kritär vun der Zwangssterilisatioun fale gelooss.

Eis Propos, déi war, wann och net perfekt, pragmatesch, huet d'Prozedur verkierzt a vereinfacht an hätt schnell kënnen emgesat ginn am Sënn vun de Betraffenen.

En neien Artikel am Code civil hätt kee Beweis méi verlaangt vun enger Sterilisatioun, enger Hormontherapie, enger psychiatrescher, psychotherapeutescher respektiv medezinescher Behandlung. An déi betraffe Persounen hätten niert hirem Gebuertsakt just en Attest gebraucht, dass se en Dokter consultéiert hunn, dass se an deem Kader iwwert déi Konsequenze vun der Annerung vum Akt vum Zivilstand informéiert gi wäeren. Den Dokter, dee sollt eigentlech d'Wëllensäusserung zur gefrotener Geschlechtsännerung mat ugekoppelter Annerung vum Virnumm just bestätegen. An och déi concernéiert Persoun sollt deem do och schrëftlech zustëmmen.

All dëst sollt awer weiderhin eng gerichtlech Prozedur sinn a sollt och dem Riichter déngen, fir seng Decisioun ze huelen. An och Mannerjäreger sollten eng Demande kënnen maache mam Accord vun den Elteren oder dem legale Vertrieeder.

De Statsrot huet, dat ass och scho gesot ginn, d'Propos den 29. Mäerz 2017 aviséiert. En huet kritiséiert, si wier op verschidde Punkten net präzis an net kloer. Dat hu mer awer net als Réckschlag empfénnt, well kuerz drop, am Mee, huet jo d'Regierung dunn endlech hiren eegene Gesetzesprojet agereecht.

D'Rapportrice Sam Tanson, där ech och Merci soe fir hiren detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport, huet eis dat alles am Detail erkläert.

Entre-temps hunn och eng ganz Rei Länner administrativ Prozedure fir dëse Beräich gesetzlech verankert an och domadder déi gesellschaftlech Evolutioun suivéiert.

Nei ass och d'Decisioun vun der Weltgesundheitsorganisatioun, fir Transsexualitéit net méi als psychiatresch Krankheet anzestufen. Dat heescht elo Inkongruenz vun der Adoleszenz an dem Erwuessenenalter a Geschlechtsinkongruenz vun der Kandheet, an ass net méi an der Krankheitsklassifikatioun virgesinn. An domat ass och d'Konditioun fir den Attest vun engem Dokter effektiv net méi ginn.

Dänemark war an där Hisiicht scho Virreider a war eent vun deene éischte Länner weltwäit, wat d'Transsexualitéit zënter dem 1. Januar 2017 vun der Lëscht vun de psychesche Stéierung gestrach huet. Domat ass och e grouse Stigma fort. Et bewierkt, dass d'Barrièren a Politik a Gesellschaft falen. Mat Recht, well wat déi Persounen, souwuel Intersex- wéi Transpersounen, an d'Engt dreift, traumatiséiert heiansdo bis zum Punkt, dass se hirem Liewen en Enn setzen, ass de psychesche Leidensdrock, déi grouss Verzweiflung, déi besonnesch och duerch den Drock vu bausse ausgeléist ginn.

An ech loosse och nach eng Kéier e Betraffenen zu Wuert kommen aus deem virdrun zitéierte Rapport vum Dokter Erik Schneider, dës Kéier eng intersex Persoun iwwert d'Konsequenzen op hir psychesch Integritéit, well se deem falsche Geschlecht zougeuerdnet gouf. An d'Lëtzebuergesch iwwerdroen, héiert dat sech esou un:

„Ech sinn dem weibliche Geschlecht zougeuerdnet ginn, mä ganz schnell war et kloer, dass ech mech éischter männlech verhalten hunn. Iwwert déi chirurgesch Agrëffer eraus ass meng Eltere wärmstens ugerode ginn, fir meng Erzéiung éischer op Weiblechkeet hinzerichten. Dat huet ugefaange mat de Spillsaachen, mat de Kleeder. Duerno sinn ech vun enger mixte Schoul an eng Meedercherschoul gewiesselt ginn, si meng Fräizäitbeschäftigung wéi Futball mat den Nopeschjonge streng kontrolléiert ginn. Ech gouf ageschriwwen a sougenannte Meederchersaktivitéite wéi Strécken oder Bitzen. An trotz all deem ass meng männlech Identitéit bliwwen.“

Während där Zäit gouf menger Mamm vum medezinesche Milieu virgeworf, si wär net streng genuch. Wéi ech zéng oder eelef Joer hat a meng Mamm gesinn huet, wéi onglécklech a virun allem wéi isoléiert ech war, well ech keng Frënn hat, huet si e bësse méi labber gelooss, wat mer och erlaabt huet, nei Kontakter ze kreieren. Ausser fir d'Schoul huet si no an no meng Choix respektéiert, mä et war ee laange Wee.

Haut hunn ech hir verzien, well ech weess, dass si deemoleg Virgabe befollegt huet an net d'Méiglechkeet hat, fir Informatiounen ze kréien, soit iwwer Internet oder iwwer Bicher. Eis Beziéung ass haart op d'Prouf gestallt ginn, wéi ech d'Wourecht iwwer meng Intereschlechtlechkeet erausfonnt hunn. Dee Fait, intersex ze sinn, huet net esou schockéiert, wéi ze wëssen, dass ech e ganz Liewe laang belu gouf. Souguer wann et verzien ass, huet d'Beziéung e Coup kritt.“

Dat gëtt engem ze denken, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

De Gesetzesvorschlag vun der Regierung, dee geet elo wuel méi wäit wéi eis Proposition de loi vun der CSV, mä no den Upassungen opgrond vum Statsrot sengem Avis ass e konsensuellen Text erauskomm, soudass d'Françoise Hetto an ech eis Proposition de loi 6955 dësen 19. Juli zréckgezunn hunn.

Besonnesch wichteg ass fir d'CSV, dass, éischens, bei der entjudicialiséierter - e schwéiert Wuert - a vereinfachter Prozedur beim Justizminister, déi elo kee méi ofstempelt, elo genuch Rechtssécherheet virgesinn ass. Déi betraffe Persoun soll nom franséische Modell mat alle Mëttele kënnen hir Geschlechtsidentitéit dokumentéieren. A bestëmmte Situatioun bleift jo och berechtigterweis d'Gericht zoustänneg. Den Zivilstand, also d'Identitéit vun enger Per-

soun, kann net einfach esou fräi zur Verfügung stoen, esou och de Statsrot.

Zweetens, begrëssenswäert fir d'CSV ass och, dass d'Kanner kënnen vun där neier Prozedur Gebrauch maachen, dat, ob se Lëtzeburger sinn oder net. An all Fall spillt sécherlech de Prinzip vum héijeren Interessi vum Kand. An den ORK, den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, ass heimat och ganz zefriden.

D'Méiglechkeet, d'Geschlecht an de Virnumm virun der Aschoulung ze änneren, erspuert dem Mannerjärege schlëmm Diskriminatiounen a Mobbing an der Schoul. An deem Sënn wär et och wichteg, wann dat gestëmmt Gesetz, wat mer jo hoffentlech gläich stëmme, esou séier wéi méiglech och am Journal officiel verëffentlecht géif ginn, fir dass et kann a Kraaft treden an och déi Betraffen d'Méiglechkeet hunn, hir Demarché scho virun der Schoulentrée kënnen unzefänken.

Drëtens ginn och d'Mënscherechter vun anere Minoritéite mat verbessert, wéi de Persounen ënner Virmundschaft oder den Netlëtzeburger, ouni dass et awer soll zu engem Transtourismus kommen oder ausarten. Dorënner sinn näamlech och LGBTI-Persounen, déi net nëmmen op der Flucht si wéinst Krich, mä och déi an hirem Heemechtsland verfollegt gi wéinst hirer sexueller Identitéit.

Véierten a leschte Punkt, dee wichteg ass fir d'CSV: d'Depathologiséierung, also dass déi Persounen net méi als psychesch krank ugesi sinn.

Och wa mer haut, Här President, e rechtliche Kader ginn, betrëfft d'Transproblematik u sech fënnf Voleten: Et ass dee juristeschen, dee psychologeschen, dee medezineschen, dee vun der sozialer Sécherheet an och dee vun der Chancëgläichheet. An et bleiwen nach eng ganz Rei Froen op.

D'Depathologiséierung an d'Endpsychiatiséierung wëllt net Endmedikaliséierung heeschen. Dat heescht, beim Zougang an der Prise en charge vun de Käschte vun de medezinesche Behandlungen, déi néideg si fir eng Geschlechtsémwendung, sinn d'Gesondheitsministeresch an och de Minister vun der Sécurité sociale gefuerdert.

Sinn hei Verbesserungen ugeduecht? Wéi steet et mat der Intersexualitéit bei der Gebuert? Wéi domat ëmgoen? Den Här Minister, deen hat jo bei der Virstellung vun dem Projet de loi an och an der Kommissioun ugekënnegt, deemnächst eng gesetzlech Léisung ze presentéieren. Soll eng drëtt Léisung am État civil kommen? Dat si Froen, déi mer nach net beäntwert hunn.

An d'Fro ass och: Lait en Text prett am Tirang, au vu, dass jo och d'Familljeministesche déi sougenannten IDAHOT-Erklärung, dat heescht International Day against Homophobia and Transphobia Declaration, ënnerschriwwen huet, an domat och de Verbuet vu geschlechtszouweisenden Operatiounen ouni Awëllung vun de Betraffenen ënnerstëtzéiert?

Fir d'CSV zielt jiddefalls, dat hu mer och an der juristescher Kommissioun gesot, de Prinzip vun der physescher Integritéit an och dem Respekt vun der Persoun.

E weidere Punkt: d'Filiatioun vun de Kanner vun Transpersounen, déi also no der Geschlechtsännerung op d'Welt kéimen. Dat bleift ze regelen. An de Statsrot, dee war emol en attendant, datt dat da fäerdeg op de Leescht soll geholl ginn, mat enger Textpropos vum Parquet d'accord, déi am Text elo iwwerholl gouf.

Et ass jo och en interministeriellen Aarbechtsgrupp fir LGBTI-Froe geschafft ginn ënner der Fiederfierung vun der Familljeministesche. An deen ass och 2015 beoptragt ginn, en nationalen, souzesoen en „Reebou“-Aktiounsplang auszeschaffen, dee mer awer leider an der Chamber net virgestallt kruten. A menges Wëssens ass en och net offiziell an der Effentlechkeet presentéiert ginn.

An d'Regierung huet och elo ganz rezent en iwwerschaften nationalen Aktiounsplang fir déi affektiv a sexuell Gesondheet adoptéiert. An do soll der Thematik, laut Aussoen aus der Press, vum Genre méi Rechnung gedroe ginn. An do wollt ech eigentlech d'Regierung froen, wat do präzis domadder gemengt ass.

E weidere Punkt ass och d'Sensibilisatioun vun der Effentlechkeet, déi ganz wichteg ass. An do géllt et och, d'Medien mat an d'Boot ze huelen. E ganz gutt Stéck Sensibilisatioun ass bis dato jiddefalls och vum CET, dem Gläichbehandlungszentrum, gemaach ginn an och virun allem vun der Asbl Intersex & Transgender, ITL Lëtzebuerg gelescht ginn. Ouni hiert

Fachwëssen an ouni, jo, hir Haartnäckegeket wiere mer net esou wäit komm. Hinnen och am Numm vun der CSV Merci fir hiert Engagement.

D'Formatioun vun de Professionellen - dem medezinnesche Personal, dem Schoulpersonal, dem Personal vun de Betreiwungsstrukturen, de Beamten aus de respektive Verwaltungen - huet wuel esou eng grouss Bedeutung. A wie soll dës Missiounen iwwerhuelen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut droe mer derzou bäi, dass d'Mënscherechter vun Trans- an intersex Persounen e Stéck besser respektéiert ginn. Fir si ass d'ëst eng grouss Saach, och wann déi Betraffen oder vill méi grad well si eng Minoritéit an eiser Gesellschaft duerstellen. Fir eis als CSV zielt jiddwer Eenzelnen.

A mir sinn als CSV och e Stéck houfreg drop, dee politeschen Debat un d'Rulle bruecht ze hunn an, wéi ee seet, e bëssen Damp dohanner gemaach ze hunn, quitte dass d'Françoise Hetto an ech d'Gesetzespropos elo zréckgezunn hunn aus deene virdru genannten Ursachen.

Dofir wäert d'CSV och elo dee méi ausféierleche Projet de loi vun der Regierung ënnerstëtzen. An domat ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir e matzestëmme, net ouni dem Françoise Hetto Merci gesot ze hunn, fir déi flott Teamaarbecht, an och Merci all deenen, déi eis an eiser Demarche ënnerstëtzt hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci der Madamm Andrich. Als nächste Riedner hunn ech den Här Marc Angel ageschriwwen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel** (LSAP). - Jo, Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an deene leschte fënnf Joer huet ons Regierung vill um gesellschaftspolitesche Plang geschafft. An dat mécht eis als LSAP natierlech besonnesch vill Freed, well mir eng Partei sinn, déi säit jeehier fir de Fortschritt ass.

Mir hunn och Wuert gehal, d'Regierung huet och Wuert gehal, well et ass sech, wéi am Regierungsprogramm, och gekëmmert ginn ëm Froen, déi Transident- an intersex Mënschen uginn. Also, dat sinn, wéi gesot, Mënschen, déi eng Minoritéit an onser Gesellschaft sinn an déi sech hir Rechter selwer hu missen oft a schwéier erkämpfen.

An dofir sinn ech haut frou, dass mer mat dem Gesetz den transgender Leit entgéintkommen an domadder och géint d'Diskriminatioun, d'Stigmatisatioun virginn an och hëllefen, Viruerteeler ofzebauen. Ech mengen, d'Madamm Tanson ass an hirer Ried op d'Situatiounen agaange vun Diskriminatioun a Stigmatisatioun. Ech brauch dat hei net nach eng kéier ze widerhuelen.

Als LSAP begrëisse mer, dass Transfraen oder Transmänner net méi mussen iwwer Gericht fueren, well et elo bei Erwuessenen nach just eng reng administrativ Prozedur ass, wann een d'Mentioun vum Sex oder säi Virnumm wëllt änneren. Och ass keen Avis médical a scho guer keng medezinnesch Geschlechtsëm-wandlung, Operatioun oder Behandlung gefrot. Bei dem fortschrëtleche Gesetz gëtt dee fir d'LSAP esou wichtege Prinzip vun der Selbstbestimmung ganz groussgeschriwwen.

Erlaabt mer der Madamm Rapporteur Sam Tanson ze felicitéiere fir hiren exzellente mëndleche Rapport. Ech wëll awer och hire schrëftleche Rapport net vergiessen ze ernimmen, an hunn do besonnesch appreciéiert, dass si déi sëllech Avise vun deene verschiddene Geriichtsinstanzen oder Mënscherechtsorganismen am Detail opgezielt huet a se och richtig gutt resuméiert huet.

Et huet mech och gefreet, dass mer als Kommissioun dee fundéierten Avis vun der Association Intersex & Transgender an der Justizkommissioun als Document parlementaire unerkannt hunn. An d'Virriednerinnen hu jo schonn deen een oder deen aneren interessanten Teoignage aus dem fantasteschen Avis zitéiert.

Et ass, mengen ech, dës Associatioun an och aneren ze verdanken, dass mer haut an onse Fraktiounen an a ville vun de Berufsstänn hei am Land vill Wëssen iwwert d'Suergen an d'Problemer vun transidenten an intersex Erwuessenen, Kanner a Jugendlechen an och vun hiren Elteren hunn.

Dës Asbl mécht an huet zu Lëtzebuerg an um europäesche Plang eng exzellente Informatiouns- awer och Sensibiliséierungsarbecht gemaach. An dofir ass et och deelweis, mengen ech, hinnen ze verdanken, dass mer haut esou e fortschrëtlech Gesetz stëmme kënnen, an dat net nëmme vun de Majoritéitsparteien, mä och déi gréisst Oppositionspartei CSV mécht mat an och ons zwee Kolleege vun déi Lénk.

Et freet mech als LSAP, dass mer esou e breede politesche Konsens op dës Fro hunn an dass mer net e politesche Sträit um Réck vun enger Minoritéit ausdroen.

Der Madamm Andrich an der Madamm Hetto vun der CSV och Merci fir hir Proposition de loi zu dem Thema, déi am Fong e gudden Usaz war, leider awer nach eng Gerichtsprozedur a virun allem den Avis médical virgesinn hat. An ech mengen, et ass richtig, wéi d'Madamm Andrich gesot huet: Dee Projet de loi, deen d'Regierung virbruecht huet, ass méi wäitreechend. An dofir begrëisse mer, dass Dir lech och, wéi mer diskutéiert hunn an der Kommissioun, dem Projet de loi vum Justizminister Félix Braz ugeschloss hutt an Är Proposition de loi zréckgezunn hutt.

Iwwerhaupt wëll ech nach ons Aarbechten an der Kommissioun zu dem Projet de loi ervirsträichen, déi ëmmer op engem exzellente Toun, dignen Toun gefouert goufen, an déi wierklech och exzellente Zesummenaarbecht tëschent Kommissioun a Ministère.

De Projet de loi gouf am Mee 2017 deposéiert. Mir kruten dunn iwwer ee Joer drop den Avis vum Statsrot. An zu deem Statsrotavis, do wollt ech e puer Saachen derzou soen.

Deen éischt Avis, dat war en Avis vun 19 Säiten. Deen huet sech e bësse gelies wéi e Krimi, well wann een e gelies huet, wousst een ni: Erlaabt de Statsrot elo déi administrativ Prozedur oder pocht en op eng Prozedur bei de Gerichter? An et huet mech dunn immens erlichtert, wéi ech op eemol folgende Saz gelies hunn: «Toutefois, la décision à ce sujet incombe, en fin de compte, au législateur.» An ech si frou, dass mir als Legislature déi Decisioun geholl hunn, dass et bei enger reng administrativer Prozedur bliwwen ass.

An deem éischten Avis vum Statsrot waren och fënnf Opposition-formellen. D'Madamm Rapporteur huet déi jo, mengen ech, elo scho gutt hei erkläert. An ech wëll dofir alle Merci soen, déi et fäerdegbruecht hunn, iwwer Nuecht - do ass am Ministère eng ganz Nuecht duerchgeschafft ginn, de Félix Braz mat senge Mataarbechterinnen -, fir dass mer eben als Kommissioun zesummen do konnten Amendementer eraginn, déi de Statsrot dunn och aviséiert huet. An du sinn déi fënnf Opposition-formellen och opgeléist ginn.

D'ëst Gesetz, wat mer haut stëmme, ass e gutt Gesetz, well et wéi och d'Resolutioun 2048 vum Ministerrot vum Europarat (veuillez lire: vun der Assemblée parlementaire vum Europarat) fuerdert, dass d'Modifikatioun vun der Mentiou vum Geschlecht a vun de Virnumm einfach, schnell an accessibel soll sinn. An d'ëst Gesetz entsprécht dësen dräi Termen: Déi Prozedur ass einfach, schnell an accessibel, an dat, well et eng administrativ Prozedur ass.

D'Gesetz ass och gutt an eisen Aen, well och déi spezifesch Froen, wat Kanner an Jugendlecher betrëfft, an dem Gesetz geregelt ginn. Et ass e gutt Gesetz, well et och fir Netlëtzebuerg gëllt selbstverständlech, awer och, an d'Madamm Andrich huet dat och scho gesot, fir Leit, fir Demandeurs de protection internationale ka stëmme. An et gëtt och schonn deen een oder anere Fall hei am Land. An natierlech och, well dat Gesetz net nëmme fir transgender Mënsche gëllt, mä och fir intersex Mënschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Transfraen, Transmänner, Transjugendlecher oder Transkanner an hir Famillje freeë sech iwwert d'ëst Gesetz, mä de Vott eleng geet net duer, fir all Forme vun Diskriminierung, Stigmatisierung hinne géigeniwwer opzehiewen. Dofir begrëissen ech am Numm vun der LSAP och de Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, LGBTI, dee vum Familljeministère an Zesummenaarbecht mat néng anere Ministären ausgeschafft gouf an deen och den 13. Juli duerch de Regierungsrot goug an dunn och publizéiert ginn ass.

An de Groupe de travail interministériel huet dese Plang ausgeschafft mat enger breeder Participatioun vun den Associatiounen, sief dat Rosa Lëtzebuerg, sief dat CIGALE, sief dat Transgender & Intersex Lëtzebuerg an nach aner Organismen, déi sech ëm d'Mënscherechter hei zu Lëtzebuerg këmmen. Déi waren do matabezunn. An ech mengen, dat ass och gutt. An dee Rapport huet iwwer 66 Säiten,

dee Plan d'action. An et ass e wichtege Plan d'action.

An zwee Kapitele vun dem Plan d'action, dem Kapitel 7 an dem Kapitel 8, geet et ëm d'Égalité des droits vun de Personnes transgenres, am Kapitel 7, an am Kapitel 8 vun de Personnes intersexes.

Am Kapitel 7, wat d'Transgender ubelaangt, do si fënnf Objektiv opgezielt mat 16 ganz konkreten Aktiounen fir Transmënschen. An déi 16 ganz konkret Aktiounen ginn deelweis Äntwerten op déi wichtege Froen, déi d'Madamm Andrich hei opgeworf huet, mä d'Äntwerte sinn zum groussen Deel schonn an deem Plang agebett.

Informatioun an Opklärung, Sensibiliséierung, mengen ech, ass eng ganz wichtege Aufgab an ass och e groussen Deel vun deem Plan d'action. An ech mengen, dat ass wichtig, well nach haut ganz vill Leit guer keen Ennerscheid maachen tëschent Identité de genre an Orientation sexuelle. Dat gëtt oft matenee verwieselt. Dat sinn zwou ganz verschidde Saachen.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass et wichtig, dass d'Regierung, awer och d'Sozialpartner am Kader vun der CNS, also vun der Gesondheitskeess, Léisunge fannen fir déi Problemer oder Komplikatiounen, déi et haut nach gëtt, wat d'Reck-erstattung vu Geschlechtsëm-wandlungsoperatiounen oder vun Hormontraitementen ugeet. Do mussen mer virkommen a Léisunge fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP begrëisse mer et virun allem, dass d'ëst fortschrëtlech Gesetz op de Prinzipie vun der Depathologiséierung a vun der Autodeterminatioun fousst. An ech ginn och dofir am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord.

Ech erlabe mer awer, nach eng Motioun am Numm vun de Majoritéitsparteien, déi och vun déi Lénk gedroe gëtt, ze deposéieren. An dës Motioun, an där mer den neien LGBTI-Aktiounsprogramm vun der Regierung begrëissen an och d'Regierung opfuerderen, Traitementen, fir dass een an ee Geschlecht assignéiert gëtt bei klengen intersex Bëbeeën, net zuzeloosen, wann et sech net ëm vital Noutfall handelt.

Och mussen mer bei der Déclaration de naissance Prozedur fannen, déi den intersex Kanner hire Rechter Rechnung droen. An der Justizkommissioun hate mer jo eng Diskussioun iwwert déi medezinnesch Interventiounen am Kader vun dem Gesetz, wat mer hei ofstëmme, mä mir hunn do och iwwer intersex Bëbeeën a Kanner diskutéiert. An dofir wëll ech vläicht déi Motioun kuerz virstellen.

A firwat ech déi Motioun geschriwwen hunn, dat ass, well ech selwer Zeie war an zwee, dräi Seminären, internationale Fachseminären, déi Transgender & Intersex Lëtzebuerg organiséiert huet, wou Mënsche waren, déi als Kanner operéiert gi sinn an an dat falscht Geschlecht assignéiert gi sinn, déi regelrecht gesot hunn: „Mir si kastréiert ginn“, wou och Dokterinnen do waren, Kannerdokteren, déi e Mea culpa gemaach hunn a gesot hunn: „Jo, virun 30 Joer, mir woussten et net aneschtens ze maachen.“

An op deene Seminären ass eng immens Sensibiliséierungsarbecht gemaach ginn. An do hunn ech mat ville Mënsche geschwat an och gemierkt: Duerch den Internet hunn déi Mënsche gesinn, dass se net méi an der Isolatioun sinn. Déi hu sech verstoppt. Si hu gemengt, si wären en Eenzelfall. Si woussten net, dass et där Fall vill géif ginn. An dofir, mengen ech, ass et wichtig, dass mer och dat Thema vun den intersex Kanner an och hir Selbstbestimmung eescht huelen.

Duerfir, an där Motioun rappeliere ech natierlech de Regierungsprogramm, wou ech gesot hunn, dass dee sech géif iwwert déi Froe këmmen. Ech begrëissen de Plan d'action, vun deem ech virdru geschwat hunn. Ech begrëissen natierlech d'ëst Gesetz, wat och fir intersex Mënsche jo e Virdeel bréngt. Ech begrëissen déi Resolutioun vun eise Kolleeginnen a Kolleegen aus der parlamentarescher Versammlung vum Europarat. Dat ass d'Resolutioun 2191 vum 2017: «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes».

Dann huelen ech an där Motioun nach eng kéier d'Definitiounen, wéi se am Aktiounsplang sinn, wat intersex Mënsche sinn oder „des personnes intersexuées“. Ech rappeliere, an dat ass, mengen ech, dee ganz wichtege Saz fir mech an där Motioun, dass déi meescht intersex Kanner, dat sinn „des enfants qui naissent en bonne santé“. Dat si keng krank Kanner, dat si gesond Kanner.

An da rappeliere ech och nach, dass d'Agence des droits fondamentaux vun der Union européenne seet, dass an 21 Länner vun der Europäescher Union nach ëmmer Kanner duerch Operatiounen an ee Geschlecht assignéiert ginn. Et goufen och Presseartikelen

iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Déi eng soen, zu Lëtzebuerg géif net operéiert ginn, déi Operatiounen géifen am Ausland gemaach ginn. Ech mengen, et ass wichtig, dass, wéi de Plang dat och fuerdert, mer hei Statistiken an Zuele kréien.

Dann sinn d'Virriednerinnen schonn agaangen op déi negativ psychologiesch a psychesch a sozial Effeten, déi esou eng Operatioun kann hunn an och eng falsch Assignatioun an e Geschlecht kann hunn.

An da wëll ech och drun erënneren, dass zu Lëtzebuerg, awer och international, all déi Organismen, déi sech mat Mënscherechter ofginn, hei zu Lëtzebuerg waren dat eis Mënscherechtskommissioun an och de Centre pour l'égalité de traitement an nach aner, déi Intervention chirurgicale précoce och denoncieren hunn.

An ech wëll zulescht den ECRI net vergiessen, dat ass d'Commission européenne contre le racisme et l'intolérance. Déi hunn am Februar 2017 Lëtzebuerg recommandéiert, hei zu Lëtzebuerg en Debat unzefänken an eng Informatiounscampagne ze maachen iwwert de Sujet vun den intersex Mënschen. An notamment soll iwwert déi „pratique d'interventions chirurgicales auprès d'enfants en très jeune âge“ geschwat ginn. An do solle mer „leur droit à l'autodétermination“ respektéieren.

An ech mengen, déi Motioun geet voll an déi dote Richtung. Dofir invitéiere mer an där Motioun d'Regierung natierlech, deen Aktiounsplang LGBTI, dee se sech ginn huet, ëmzesetzen. A mir invitéiere se, dee Comité interministériel ze chargéieren, sech vläicht elo prioritär och emol op d'Kapitel 8 Intersex ze konzentriieren, fir dass do ka legiferéiert ginn.

Do ass schonn eng grouss Viraarbecht gemaach ginn, souvill ech weess, fir eben d'Accessibilité u medezinneschen Traitementen, déi d'Assignatioun an e Sex..., dass do, wann déi Leit librement consentéieren, dat och vun der Krankekeess zréckbezuelt gëtt; dass mer, wéi gesot, an der Thematik vun intersex Bëbeeën net Traitementen ouni Urgence vitale erlaben; an nëmme Operatiounen, wa kann e Consentement do sinn; an natierlech d'Instauratioun vun enger Procédure de déclaration de naissance et de sexe, déi dann och d'Rechter vun den intersex Persounen an hir Rechter op e Privatlieue respektéieren.

Dat ass eng Motioun, déi ech wollt ofginn, Madamm Presidentin.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *rappelant que le Gouvernement s'est engagé aux termes du programme gouvernemental de «se pencher sur les questions relatives à l'intersexualité et à la transsexualité»;*

- *se réjouissant de la publication par le Gouvernement d'un plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes et de la création d'un comité interministériel LGBTI sous la présidence du Ministère de la Famille;*

- *se félicitant du vote du projet de loi n°7146 relative à la modification du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil;*

- *considérant que la loi citée ci-dessus concerne aussi bien les personnes transgenres que les personnes intersexes;*

- *prenant acte de la résolution 2191 (2017) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe intitulée «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes»;*

- *rappelant que selon la résolution précitée le terme intersex ou intersexué est un terme générique qui regroupe des personnes présentant une variation des caractéristiques sexuelles et qui naissent avec des caractéristiques sexuelles biologiques qui ne correspondent pas aux normes ou aux définitions médicales de ce qui fait qu'une personne est de sexe masculin ou féminin;*

- *rappelant que la plupart des enfants intersexes naissent en bonne santé;*

- *notant que selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, des enfants intersexes sont soumis à des opérations d'assignation de sexe ou de «normalisation» irréversibles auxquelles ils n'ont pas consenti dans au moins 21 pays membres;*

- *considérant que selon des articles de presse des opérations précoces seraient également pratiquées à l'égard d'enfants nés au Luxembourg;*

- *prenant acte que plusieurs recherches démontrent les effets négatifs de ces interventions précoces tant sur le plan physique que sur le plan psychosocial;*

- *constatant que de nombreuses organisations et organismes internationaux, européens et luxembourgeois*



bourgeois défenseurs des droits de l'homme ont dénoncé les interventions chirurgicales précoces;

- rappelant qu'en février 2017 la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a recommandé au Luxembourg d'engager un débat et mener une campagne d'information sur le sujet des personnes intersexes, et notamment sur la pratique d'interventions chirurgicales auprès d'enfants en très jeune âge et sur les aménagements à faire pour respecter leur droit à l'autodétermination,

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures prévues par le plan national pour la promotion des droits des personnes LGBTI;

- à charger le comité interministériel LGBTI de se pencher prioritairement sur les objectifs et actions concernant les personnes intersexes (chapitre 8 du plan d'action national) en vue de légiférer en la matière dans les meilleurs délais, notamment en ce qui concerne:

- l'accessibilité des traitements médicaux d'assignation du sexe à un âge où les personnes intersexes sont en mesure de donner leur consentement libre et éclairé, et en garantissant le remboursement par les caisses de santé publiques,

- l'interdiction, dans le cas de la thématique intersexue, des traitements sans urgence vitale pratiqués sans le consentement des personnes concernées, et

- l'instauration d'une procédure de déclaration de naissance (et de sexe) respectant les droits des nouveau-nés intersexes, et notamment le droit à la vie privée.

(s.) Marc Angel, Eugène Berger, Sam Tanson, David Wagner.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Ech hoffen, dass vläicht d'CSV och sech se nach eng Kéier duerchliest an och nach nodréiglech vläicht hir Énnerschrëft wëllt dropmaachen. An ech mengen, dat, wat drasteet, ass en aucune contradiction zu deem, wat d'Madamm Andrich gesot huet.

Dat gesot, soen ech lech all Merci fir d'Nolauschteren. Ech si frou heibannen, dass meng lescht Interventioun fir dës Legislaturperiod eng Interventioun ass, wou ech konnt bädroen, Diskriminatioun a Stigmatisatioun ofzebauen. Et ass eng gutt Saach an ech mengen, ech hoffen, dass déi nächst Chamber an déi nächst Regierung op deem dote Wee weiderfiert.

Ech soen lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Angel. Ech ginn lech och Akt vum Depot vum Ärer Motioun. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP).- „Vertraue setze mir awer och an d'Mënsche selwer. Mir mengen, dass si selwer fir sech - an net anerer fir si - déi beschten Entscheedungen treffen. An et ass net un eis an u kengem soss, fir iwwert déi Décisioun jugéieren ze kënnen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

E modernt Land brauch en oppenen an toleranten Émgang mat deene Froen. E modernt Land garantéiert de Mënschen, dass si selbstbestëmmt a fräi decidéieren a liewe kënnen. An dofir wëlle mir och eng Politik vun der Ouverture am Beräich vun der Gesellschaftspolitik maachen.“

Här President, dat waren d'Wierder vum Premier Xavier Bettel während senger Regierungserklärung den 10. Dezember 2013. De Statsminister huet dat deemools virun allem op d'Familljepolitik geméint, awer net nëmmen. Deemools huet en ugekënnegt, dass dës Majoritéit géif den Droit de la famille moderniséieren, de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir Kanner ze adoptéieren.

2014 war et dunn esouwäit. Dëst Haus huet du mat grousser Majoritéit, grousser Zoustëmmung e Gesetz gestëmmt, dat endlech eng Diskriminatioun opgehuewen huet. Eng Diskriminatioun, déi et homosexuelle Männer a Frae virdrun net erlaabt huet, sech ze bestueden, déi et erlaabt huet dunn, hir Léift ze offizialiséieren an eng Famill ze grënnen.

Et war eng Diskriminatioun, déi op engem traditionelle Familljebild berout huet - e Familljebild, dat haut ganz staark changéiert huet.

D'Reform vum Mariage war dofir ouni Zweifel e grouse Moment fir Lëtzebuerg, an dat net nëmmen fir d'LGBTI-Communautéit. Déi waren

natierlech an éischer Linn dovunner betraff. Ech mengen awer, dass et och e Gesetz war, dat Signalwierkung doriwwee eraus hat.

D'Gesetz, dat war och den Ausdrock vun der natierlecher Oppenheet an Toleranz, déi mir hei am Land wëlle virliewen. E Land, an deem ouni Barrière geduecht gëtt, an engem Land, an deem een als Mënsch seng Plaz huet an ee selbstbestëmmt Liewe ka féieren, egal vu wou ee kënn, wat een denkt an och, wéi engem seng sexuell Orientatioun ass.

Jo, mir wëssen awer och: Sexuell Diskriminatioun si leider ëmmer nach e Sujet zu Lëtzebuerg, och nach haut. Ech kommen elo net mat Statistiken, mä och hei am Land sinn dat awer sécher nach vill, ze vill perséinlech Schicksaler - Mënschen, déi e Liewe laang ënnert der Diskriminatioun oder Intoleranz leiden.

Dës Regierung huet jiddefalls Verantwortung iwwerholl a kämpft resolut géint jiddwer Form vu sexueller Diskriminatioun.

Ech erënnere do och un d'Deklaratioun vun IDAHO, déi d'Familljeministesch Corinne Cahen am Kader vun der Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie ënnerschriwwen huet. Aus där Deklaratioun geet nach eng Kéier kloer ervir, dass all d'Mënsche fräi op d'Welt kommen, mat där nämlecher Dignitéit a mat deenen nämleche Rechter, egal wéi eng sexuell Orientatioun oder wéi e bestëmmt oder onbestëmmt Geschlecht si hunn.

Ech denken awer och un d'Grënn vum Comité interministériel LGBTI, wou déi verschiddenen zoustänneg Ministere zesumme mat de representativen Associatiounen un engem Dësch setzen, fir zesummen ze kucken, wou een der LGBTI-Communautéit hei zu Lëtzebuerg nach am Alldag kann entgéintkommen a wou ee kann nach Barriere ofrappen.

Dës Regierung schwätzt awer net nëmmen vun Deklaratiounen. Si ríft net nëmmen Comitéen an d'Liewen. Si hëlt och Mesuren, fir déi gutt, fir déi richtig Virsätz konkret an d'Realitéit ëmzesetzen.

Ech hat virgësichter op der Bilanpressekonzferenz vu menger Fraktioun gesot: Dës Regierung léisst Politik a Gesellschaft erëm am Takt lafen. An, ech mengen, dese Projet ass eng gutt Illustratioun dofir.

Här President, d'Selbstbestëmmung vun intersexuellen oder transsexuellen Mënsche steet bei deemem Projet am Vierdergrond. Et gi Mënschen, déi, wa se op d'Welt kommen, net kloer engem bestëmmte Geschlecht zougeuerdnet kënnen ginn. Do ginn et leider nach oft Situatiounen - och nach hautzudaags, och wann do eng Donkelziffer ass -, dass duerch eng fréi Operatioun dann een zwar kierperlech zu engem Meedchen oder Bouf gemaach gëtt, mä wou de Mënsch sech awer herno net als dat Geschlecht fillt a lieft a sech och net a sengem Kierper da kann erëmfinden.

Et ginn och op där anerer Säit Mënschen, déi zwar mat engem präzise Geschlecht op d'Welt kommen, mä sech awer mam Eruuwessen net an deem Kierper erëmfinden. Vlächicht losse se sech duerfir spéider operéieren, traitéieren, fir dass hire Kierper dann hirem Gefill an hirem Wiesen och entsprécht.

Am Alldag hunn déi Mënschen haut nach mat ville Problemer ze kämpfen, och well hiert Wiesen net an hirem ziviller Identitéit unerkannt a respektéiert gëtt. An et ass jo och do genau, wou dëst Gesetz usetzt.

Mam Projet de loi kënnen déi betraffe Persounen onkomplizéiert - ech betoune wierklech „onkomplizéiert“ - a selwer decidéieren, wéi ee Geschlecht se wëllen unhuelen, an dat och dann zivillrechtlech unerkannt kréien. Ech ginn net op all Detailler an. D'Rapportrice Sam Tanson huet dat gemaach - där ech och hei wëll Merci soe fir hire gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et gëtt hei mat deem Gesetz e Wee proposéiert, dee keen neie Spießrutenlauf ass, mä deen einfach bürokratesch an och digne fir déi concernéiert inter- oder transsex Persoune wäert sinn.

Ganz wichteg ass fir eis och, dass déi betraffe Persounen net méi müssen op medezinesch Certificaten oder psychiatresch Gutachten zrëckgräifen, fir esou eng Prozedur ze lancéieren. Et muss een och net an engem hormonellen Traitement gewiescht sinn, sech net steriliséieren gelooss hunn oder soss chirurgesch Agrëffer ënnerzunn hunn, fir d'Mentioun vum Sex kënnen ze änneren.

D'DP begreist déi einfach Prozedur ganz ausdrécklech, well déi virdrun ganz laangwiereg Procédure judiciaire dach oft ville Betraffene ganz vill Schwierigkeete gemaach huet, respektiv se och heiansdo op deem laange Wee scheitere gedoen huet, well dat laang war. Et huet vill Nerven a Sue kascht, an dann hunn

awer déi eng oder aner ënnerwee - wéi soll ech soen? - opginn.

D'Gesetz, dat mir elo virleien hunn, seet kloer an däitlech, dass Sterilisatiounen oder soss Agrëffer op kee Fall dierfen de Refus motivéieren. Ech mengen, dës Dispositioun, déi begréisse mir och an déi gëtt jo vu villen ausdrécklech begreist, dorënner och vun der Asbl Intersex & Transgender Lëtzebuerg.

Här President, en anere wichtige Aspekt betrëfft d'Kanner. Ech hat et elo scho kuerz ugeschnidden, an et héiert een ëmmer erëm, dass intersexuell Kanner, och Kanner, déi souwuel männlech an och weiblech Geschlechtsmerkmoler bei der Gebuert hunn, virschnell oder ze schnell operéiert ginn. Genau Zuele ginn et leider net. Mä duerch esou en Agrëff gouf oder gëtt och nach vlächicht haut iwwert d'Käpp vun de Kanner ewech decidéiert, wéi ee Geschlecht d'Kand da muss unhuelen, mat all deene Konsequenzen, déi dat da mat sech bréngen kann, wann d'Operatioun awer net deem entsprécht, wéi de Mënsch herno sech a sengem Kierper spiert a wéi eng sexuell Orientatioun en dann huet.

Do sinn dann irreversibel Operatiounen an Decisiounen geholl ginn, wou dann de betraffene Mënsch e Liewe laang domadder ze kämpfen an och ganz oft e Liewe laang dorënner ze leiden hat. Ech mengen, duerfir ass et fir eis wichtig, dass een net dierf irreversibel chirurgesch Agrëff un engem Kand virhuelen, well dat eben déif gräifend Konsequenze mat sech zitt, déi géint d'Selbstbestëmmung vum eenzelne Mënsch ginn.

Esou déif gräifend Entscheedungen dierfen en eisen Ae just vum deene betraffene Persoune selwer geholl ginn. Dat muss net 18 Joer sinn, dat kann och éischer sinn an der Entwécklung vum Mënsch, an der Entwécklung vun deem Jonken. Mä wat awer virun allem wichtig ass: De Consentement an de Wonsch vun deem Betraffenen, vun där betraffener Persoun muss kloer zum Ausdrock kommen.

Ech wëll an deem Kontext op eise Wahlprogramm hiweisen, deen ass och säit gëschter online, wou een alles kann am Detail noliesen - Klammer zou.

(**Interruptions**)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wéi ass d'Umeldung? Einfach DP?

► **M. Eugène Berger** (DP).- DP.lu, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Okay.

(**Hilarité et interruption**)

► **Une voix**.- Ënner Wahlprogramm!

► **Une autre voix**.- Wëllt Der lech inspiréieren?

(**Hilarité**)

► **M. Eugène Berger** (DP).- Op alle Fall, Här President, ech gesinn, et ass e och e groussen Interêt un eisem Wahlprogramm, mä wann Der dann also do drop gitt an do liest, da gesitt Der, dass d'DP och wëllt eng legal Basis schafen, fir dass esou chirurgesch Agrëffer u klengen oder net mëndege Kanner an Zukunft verbuede solle ginn.

An do kann een och liesen, dass mer wëllen, dass chirurgesch Agrëffer, wa se mam Consentement geschéien an noutwendeg sinn, vun de staatleche Krankekeese rembourséiert solle ginn. A fir trans- an intersexuell Leit wäerte mir och préiwen, ob et méiglech ass, e sougenannt drëtt Geschlecht anzeféieren. Och virdrun hat deen een oder anere Riedner dovunner geschwat. Ech mengen, dat si just e puer Pisten, déi d'DP wëllt op de Leescht huelen, fir d'Rechter vun den trans- an intersexuelle Leit an eiser Gesellschaft weider ze stärken.

Zréck bei d'Gesetz, Här President. D'DP begreist et natierlech, dass mir mat deem Gesetz den europäeschen an internationale Recommendationen Rechnung droen. Ech weisen och nach eng Kéier op déi Resoloutioun aus der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe. Dat ass och schonn haut e puermol zitéiert ginn an déi Resoloutioun gouf jo och unanime vun de Lëtzebuerg Vertrieeder am Conseil parlementaire de l'Europe ënnerstëtzt.

Här President, dëst Gesetz ass e weideren, ganz wichtige Schrëtt a Richtung vun enger toleranter an oppener Gesellschaft, an där och d'Minoritéiten eng Plaz hunn. Domadder ass awer nach net alles gedoen, well d'Stärke vun de Rechter an der Akzeptanz vun der LGBTI-Communautéit ass e permanente Prozess. Haut hu mer eng ganz, ganz wichteg Etapp ofgeschloss a mir sinn awer och prett fir déi nächst Etappen.

Dat gesot, géif ech och dann hei den Accord vun der Demokratescher Partei zu deemem Projet de loi ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un d'Madamm Tanson fir dee Rapport, dee si eis presentéiert huet. Et ass eng Diskussioun, déi mer bis elo hei héieren hunn, déi a verschiddener Hinsicht awer nach ëmmer, mengen ech, weist, dass et Mëssverständnisse gëtt oder heiansdo souguer eng gewisse Konfusioun tëschent de Begrëffer vun Gender, vu Geschlecht an och vum Rôle vun Stat.

Ech mengen, als Politik si mir an éischer Hinsicht dem Allgemengwuel vun eiser Gesellschaft verflícht, dass mer an deem Kader probéieren, individual oder Gruppeninteressen ze accommodéieren, dass ass kloer. Awer mir müssen eis emol fir d'Éischt kloer sinn och: Wat ass eigentlech dat Allgemenggutt, déi Prinzipien, op deene mir fonctionnéieren, a wéi pake mer déi un?

Dat ass eng komplizéiert Diskussioun, déi mer net kënnen iwwert de Knéi brieden. Duerfir ass dat hei och e Gesetz, wat eis all betrëfft, an net nëmmen eng kleng Minoritéit.

Et ass och esou, dass dat Gesetz hei u sech net déi intersexuell, op jidde Fall net un éischer Plaz, Mënsche betrëfft. Dat heescht, all déi Argumenter, déi elo komm sinn, déi ee kann nofillen a verstoen, iwwer Operatiounen bei klengen Kanner, wann d'Geschlecht net kloer identifizéiert ka ginn, net kloer erkannt gëtt, dass ass u sech net den Objet vun deemem Gesetz. Hei geet et ëm eppes aneres. Et geet och net ëm erwuesse Leit, déi sech operéieren loosse, wou den Aspect extérieur wiesselt, wou se also äusserlech no primären a sekundären Geschlechtsmerkmalen engem Geschlecht kënnen zougeuerdent ginn. Och ëm déi geet et hei net - soudatt mer eigentlech musse wëssen, wou-riwwer mer hei schwätzen.

Den Usaz vun deemem Gesetz ass emol éischters eng Depathologiséierung, eng Demedikaliséierung vu Leit, déi un enger Geschlechtsidentitéitsdisphorie leiden - och wa gesot gëtt, et ass keng Krankheet, mä et ass kloer e psychologescht Leide vun deene Leit dermat verbonnen. Duerfir dierfe mer net soen, wa mer demedikaliséieren oder depathologiséieren, mer géifen de Leidenscharakter eraushuelen. Dat ass och medezinesch wichteg. Well wa mer soen: „Et ass e Leiden“, dann hunn och déi Leit, déi dovunner betraff sinn, e Recht op eng medezinesch Ënnerstëtzung, och op eng psychotherapeutesch Begleedung, och op Remboursement an deem Beräich. Et soll een also net ze séier higoen a soen: „Mir huelen dee medezineschen Aspect eraus“, well et ass net onbedéngt am Interessi vu ville vun deene betraffene Leit, déi awer vlächicht op anere Weeër Hëllef fir hir speziell individuell Situatioun sichen.

Mir hunn de Risiko mat deemem Gesetz vun enger weiderer Ideologiséierung, well u sech ass viles an deemem Gesetz, wat an d'Richtung geet, fir iwwerhaupt d'Biologie vum Mënsch a Fro ze stellen. Dat ass e Schrëtt, deen d'ADR net geet.

Mir erkenne weider, et ass net eise Verdéngscht, et ass einfach dee vun der Wëssenschaft, vun deem, wat mir sinn als Mënschen, dass mer vun enger Biologie gesteiert ginn an dass eise Wëllen als Individuum sech net kann einfach iwwer eng biologesch Realitéit ewechsetzen, ouni an enorm Kontradiktiounen a Schwierigkeeten ze kommen, notament am Beräich vun der Reproduktioun an der Filiatioun.

Wat hu mer da fir Problemer, an deemem Gesetz, mä och an anere Gesetze, an Diskussiounen, déi mer féieren, fir nach eng rational novollzéibar Filiatioun am Interesse vun de Kanner kënnen hierzustellen?

Dëst Gesetz mécht dat nach méi komplizéiert. Mir ginn net als ADR an d'Richtung vun enger Ideologiséierung vun der Ausblendung vun der biologescher Realitéit vum Mënsch. Mir soen och net, dass d'Kanner e Geschlecht zougewise kréie bei der Gebuert. Den Dokter erkennt et opgrond vun de primären Geschlechtsmerkmalen, déi dann ebe constatéiert ginn.

Et ass also keen arbiträren Akt, et ass e medezineschen Akt. An et wonnert mech wierklech, dass eng CSV hei einfach esou onbedenklech dese Schrëtt matgeet. Dat ass schwéier nozevollzéien.

Mir dierfen net eng Politiséierung vun engem psychesche Leide maachen. An et ass awer och



e bëssen dat, wat hei probéiert gëtt an engem Matleedsreflex, dee mir och kënnen novollzëien. E Matleiden, eng empathesch Approche zu deene Leit, déi concernéiert sinn, ass richtig. A mir sollen och Léisunge probéieren, fir individuell oder allgemeng Problemsituatiounen ze identifizéieren. Mä mir dierfen net a Politiséierung oder Ideologiséierung goen.

Ass et dann normal, datt mer elo souguer penaliséieren, wéi mer et hei viru Kuerzem ageféiert hunn, wann opgrond vun enger Genderidentitéit, wat e komplett fluide Begrëff ass, elo sollen do Prozesser geféiert ginn?

Mir hunn hei de Justizminister sëtzen. Hie selwer kann eis wahrscheinlech net soen, wat d'Konsequenze vun esou engem Gesetz sinn. Mä et ass eng Politiséierung vun der Medezinn, vun der Biologie vum Mënsch. Mir wëllen dat net.

Mir hunn e Gesetz hei, et ass gesot ginn, an anere Länner géif et dat och, mä an där Radikalitéit, wéi mir et hei hunn, gëtt et wahrscheinlech net vill Länner op der Welt, déi op deen dote Wee gaange sinn.

Neen, et gëtt der net vill, Här Minister!

Mir hunn der e puer och vun de Staten an den USA, an ech schwätzen herno iwwert déi Erfahrungen, déi do gemaach ginn.

(Interruption par M. Félix Braz)

Et ass ongerecht géintwärt Lëtzebuerger, déi elo net an där Situatioun sinn an déi hire Virnumm wëllen änneren. Déi Situatiounen oder Prozedure si wäit méi komplizéiert, et gëtt aner Recoursen.

Bei den Ausländer ass et guer net sécher, ob et iwwerhaupt applikabel ass. Wat seet dann deen auslännesche Stat, deen État d'origine, deen där betreffender Persoun seng Nationalitéit ginn huet, iwwer e Changement de sexe? Gëtt dat unerkannt?

Huet emol un, en Afghan kennt heihinner, ännert säi Sex a wëllt da vläicht zréck a säi Land oder huet Kontakt mat sengen Administratiounen! Wat soll dat da fir en Effekt hunn a wat gëtt dat fir Problemer?

(Interruption)

Deen Haaptpunkt, deen eis awer stéiert, dat sinn all déi Implikatiounen op d'Kanner. Mir hu Gott sei Dank eng Gesellschaft hei, wou mer eis engagéieren, fir bei all Mëssbrauch géintwärt Kanner ze hëllefen. Heiansdo schützen mer d'Kanner souguer virun hiren eegenen Elteren, wann dat néideg ass. Mir hu vill Associatiounen, déi sech fir d'Wuel vum Kand beMéien.

Et ass elo esou, datt mat dësem Gesetz awer ganz vill Méiglechkeete vun engem Mëssbrauch géintwärt Kanner eréischt opgemaach ginn. Hei kënnen Kanner oder Elteren decidéieren, fir bei Kanner vu fënnf Joer un e Geschlechtswissel ze maachen, an ënner fënnf Joer ass et souguer néideg, wou mer an aneren Domänen awer den Alter, fir d'Kanner ze schützen, vill méi héich setzen, bei relativ banale Saachen, vum Fëmme bis hin zur Majorité sexuelle, déi och op 16 Joer festgesat ass. En Âge de discernement vu Kanner vu fënnf Joer gëtt et néierens! An eis Gerichter an en Avis juridique - déi hei zwar ernimmt goufen, awer net diskutéiert - soen dat jo och.

Wat ass bei Kanner vun ënner fënnf Joer, wann d'Eltere sech net eens sinn? Wou ass dann d'Méiglechkeet vum Mëssbrauch, wann Eltere zum Beispill e Meedche wollte kréien a se e Jong kruten, a se maachen alles, fir datt dat elo zu engem Meedche gëtt? - Et sinn d'Gerichter, déi dat soen an déi de Risiko erkennen.

Firwat huele mer och déi awer net seriö? Oder ëmgedréit, se wollten e Jong, se kruten e Meedchen, an datt se da vläicht op dee Wee ginn, fir dat ze maachen.

Dat ass elo net eppes, wat ech erfionnt hunn. Dat sinn Instances judiciaires, déi dat wahrscheinlech och aus hirer Praxis hei festgestallt hunn.

(Interruption)

Dir hutt déi Avisa sécher gelies? Ma da si se do dran.

(Interruptions)

Dann ass natierlech iwwerhaupt de Problem vun de Kanner, déi jo an deem Alter nach dacks veronséichert sinn, zemoos virun der Pubertéit, an der Pubertéit. An et si vill Kanner, och dat ass an der Medezinn bekannt, déi hir Identitéit eréischt um Enn vun der Pubertéit fir sech feststellen. Dofir ass et och ganz komplizéiert, wann dat net ganz sécher ass a wann

een dann higee a scho fréizäiteg schwéier Medikatiouner gëtt, wéi Hormonblocker, wéi Antiparkinsonien an esou weider. Et ass en extrem komplizéierte Beräich.

Mir hunn also hei e Gesetz, wat immens vill Problemer opwërft, eng ganz Rei ideologesch Aspekter huet a wou d'Kanner an de Schoule scho konfrontéiert gi mat Begrëffer a Situatiounen, déi kleng Kanner net verstinn.

Hei ass zum Beispill eppes, wat an eise Schoulen ausgedeelt gouf, e Blat, wou ech nëmme ganz kuerz wëll zitieren - et ass op Franséisch -, mä wou d'Kanner da gesot kréien: «Il existe encore d'autres formes de papa/maman, maman/papa, le père ,trans', la mère ,trans', les parents qui changent de sexe ou de genre» - wéi soll e Kand wëssen, wat dat soll sinn? - «au cours de leur vie, mais qui restent les parents de leurs enfants, sauf que le papa devient une maman ou la maman devient un papa. En Allemagne, il existe par exemple l'appellation ,die Väterin' pour parler des mamans qui avant étaient des papas.»

Ech sinn dacks an Däitschland, mä ech hunn deen Ausdrock „die Väterin“ nach ni héieren. Et ass reng Ideologie, a mir musse wierklech oppassen, datt mer hei d'Interesse vun eise Kanner preservéieren.

Et gëtt eng Rei Froen, déi sech stellen an deene Länner, wou dat heiten oder äänlech Dispositionen schon existéieren, wéi an den USA, wéi gesot, an e puer Staten, a wou eng ganz, ganz vehement Debatt iwwert déi Saache leeft an deene Staten, déi et ageféiert hunn. Et ass net esou, wéi hei vläicht den Androck vermëttelt gëtt, datt elo hei eng Léisung offréiert gëtt an dann d'Welt erëm an der Rei ass, well vläicht Diskriminatiounsgrënn ofgeschaaft goufen.

Neen! Mir hunn an den USA e Koup Prozesser, zum Beispill iwwer Männer „Trans“, also Persounen, déi dann als Männer a Fraentoiletten an a Fraendouche ginn, grous Problemer mat Abuse, mat Vergewaltigungen.

Wéi ass et mam Sport?

(Exclamations)

Dat sinn Tatsaachen aus den USA. Kuckt dach nëmme d'Press, kuckt d'Literatur, da gesitt Der dat!

Wéi ass et am Sport? Mir hunn zum Beispill biologesch Männer, déi am Fraesport untrieden, wou déi Associatiounen sech och dergéint wieren,...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Do gëtt e genetesch Test gemaach.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...well se soen: „Dat ass ongerecht!“ Mä alles dat si Saachen, déi och kënnen heimadder verbonne sinn. Mir hu jo hei am Lëtzebuerger Gesetz eppes, datt den Aspect extérieur vun där Persoun iwwerhaupt net muss modifizéiert ginn. Dat heescht, ee Mann, deen einfach eng Carte d'identité als Fra huet, deen huet da wahrscheinlech déi Rechter, sech kënnen an deene Beräicher do ze betätigen, mat der Identifikatioun. Wéi gesot, et gëtt keng Ännerung am Aspect extérieur vun där Persoun.

Wéi ass et da mat eisen Dokumenter? Do gëtt gesot: „Et musse vläicht Zousatzdokumenter ausgestellt ginn.“ Wéi eng Staten op der Welt géifen déi dann unerkennen, wann e biologesch Mann kënn, deen awer Pabeieren als Fra huet, ouni vläicht grous Erklärungen? Wéi sinn d'Reesméglechkeeten? Wéi ass d'Unerkennung konsularsch, an anerer, an anere State vun der Welt?

Alles dat sinn oppe Froen. D'Konsequenzen op d'Aarbechtswelt. Selbstmord, do gëtt et Literatur, nach dat lescht Buch - fir Leit, déi interesséiert sinn -, wat doriwwer publizéiert gouf aus Amerika. Et geet ganz vill op déi Selbstmord-diskussioun an.

Et ass net esou! Et ass jo tragesch genuch! Et ass tragesch genuch, wa Leit esou leiden ënner där Situatioun, datt se Selbstmord maachen, wa se eng Transitioun zu deem anere Geschlecht net kënnen maachen. Mä et gëtt der och vill, déi Selbstmord maachen, wa se dat gemaach hunn oder wa se erëm zréckgaange sinn an dat anert Geschlecht. Dat sinn dacks Leit, déi mat engem grousse psychologesche Leide konfrontéiert sinn. An den éischte Reflex, deen ee muss hunn, ass einfach eng Hëllefstellung, awer ouni elo mussen onbedéngt déi ganz grousse gesellschaftlech Ännerungen do-wéinst ze maachen.

Fir eis als ADR ass kloer: Mir wëllen all deene Leit hëllefen, esou gutt, wéi et geet, an och bei den intersex Persoune konkret an einfach administrativ Moosname sichen. Dat maache mer, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Awer dëst Gesetz huet esou vill Nodeeler, notamment am Beräich vum Schutz vun de Kanner, datt mer et net kënnen matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Kartheiser, erlaabt Dir eng Zwëschebemierkung um Här Lex Delles?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, sécher.

► **M. Lex Delles (DP).** - Et ass keng Zwëschebemierkung, Här President. Ech wollt just den Här Kartheiser froen: En huet vun deem Ziedel geschwat, deen ausgedeelt ginn ass, do wollt ech just froen, a wéi enger Schoul deen ausgedeelt ginn ass. Bei wéi enger Kanner? Wéi al waren déi Kanner? War dat an engem Cours? A wat war wierklech d'Zil vun deem Flyer, deen ausgedeelt ginn ass?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn dat net matbruecht. Ech hunn awer eng Mail doheem, wou ech déi Saache kritt hunn. Ech soen lech da Bescheid. Ech hunn dat elo net matbruecht, ech hu just den Ziedel selwer matbruecht, ech kann lech also elo net direkt äntwerten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir kennt jo all dee bekannte Saz vum Simone de Beauvoir: «On ne naît pas femme, on le devient.» Mä ech mengen, haut kéint ee soen: «On naît humain, et on le reste.» Well op eng gewëssen Aart a Weis schwätze mer hei iwwer Mënschen, wäit iwwer all Form vu Kategoriséierung ewech, déi administrativ, kulturell, anthropologesch festgeluecht gouf a sech verännert huet a sech weiderhi verännert. A Wierklechkeet bleiwe mer weiderhi beim Wiesen.

Ech wéilt och der Rapportrice Sam Tanson, Merci soe fir hir Erklärungen, well et ass net evident, et ass komplex. Ech ka mech selwer drun erënneren, well ech mech och eng Zäit mam Sujet hu misse beschäftegen als Journalist. Dat ass schon, mengen ech, gutt zéng Joer hier. An ech krut vill Hëllef vu Leit, déi sech gutt auskennen, ënner anerem dem Dokter Erik Schneider. Ech hu misse vill Saache liesen, mech konzentréieren dobäi, well och d'Terminologie net ëmmer esou evident ass.

Et war immens interessant. Et gong net ëm eng Theorie, ëm eng Gendertheorie, wéi dat fälschlecherweis ëmmer bezeecht gëtt. An dat wollt ech och nach eng Kéier soen: Dat Wuert „Gendertheorie“, dat ass eng Erfindung vu rietse Kreesser, et ass eng Ligen, eng nei Lige vu rietse Kreesser - ils en sont coutumier -, eng weider Lige vu rietse Kreesser. A Wierklechkeet geet et jo ëm Genderstudien. An d'Nuance ass, datt eng Studie eng Fuerschung ass. An et ass eng immens interessant Fuerschung an deem Sënn, datt se versicht, näischt festzelleen, mä a Wierklechkeet ze fuerschen iwwert d'Selbstbefanne vum Individuum, d'Selbstreflektéierung vum Individuum an d'Zesummespill mat der Gesellschaft, an där en ass, d'Konstruktioun vum Charakter an all senge Facetten, an all senger Komplexitéit.

Natierlech kënn et zur Kategoriséierung. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob een esou wäit soll goen. Bon, de Mënsch ass eben esou, datt en ëmmer muss iergendwéi kategoriséieren, fir kënnen Saachen nozevollzëien. Mä a Wierklechkeet geet et drëms: Et ass eng Mise en abyme, déi immens interessant ass, iwwert d'Identitéit vun all Eenzelnem, déi vill méi komplex ass, wéi mir eis et virstellen, an déi wäit, wäit iwwert dat Biologesch ewechgeet. An dat weess d'Mënschheet, zënter Jordausende souguer, an dorobber kommen ech zréck, well dat ass och immens interessant.

Et geet guer net drëms, iergendengem eppes ewechzehuelen, mä et geet elo bei deem heite Gesetz, dat mir selbstverständlech wäerten ënnerstëtzen, drëm, d'Leit esou unzëerkennen, wéi si sinn, oder och de Leit unzëerkennen, wat si sinn oder wéi si sech selwer befannen oder empfangen. Net méi an net manner.

Et ass awer immens interessant justement, datt een déi Diskussioun féiert, well mir mengen, datt et Evidenze gëtt. Mä Virriedner ass dorobber gaangen. A sengen Ae gëtt et biologesch Evidenzen. Ech mengen, datt ass e bësse kuerz gegruff, zemoos an dëser Fro do.

(Hilarité)

An dat ass näischt Neies, dat ass näischt Neies! Anthropologen hu sech scho längstens domadder beschäftegt. An et ass immens interessant ze gesinn, wéi schon am Laf vun der Mënschheet op verschiddene Plaze verschidde Festleeungen, wat d'Geschlecht oder d'Identitéit ueget, gemaach goufen. Dat heescht, et geet net drëms, hei ze diskutéieren, ob se richtig oder falsch waren, mä et léisst awer erahnen, datt scho viru Jorhonnerten a Jordausenden d'Mënschheet sech d'Fro gestallt huet iwwert d'Identitéit vun all Eenzelnem, an datt se scho viru Jordausenden net ëmmer esou evident war, wéi mir dat ëmmer mengen.

An Nordamerika hate mer dat ganz oft bei den éischten Nationen, bei den Zunis, bei de Lakota, bei de Mohave, wou verschidden Identitéite festgeluecht goufen, oder a Mexiko bei den Zapoteken, a Polynesian, Indien, et kéint ee weiderfuere. Wat ganz interessant ass: Deen eelste juristesche Kodex, dee vum Hammurabi, - mer hunn och gesot Babylonien, dat akkadescht Räich -, also deen eelste juristesche Kodex vum Hammurabi huet en drëtte Genre unerkannt deemools, de Sal-Zikrum, wat grosso modo „mâle-femelle“ heescht. Dat huet u sech den Heritage geregelt, dat heescht, datt eng Fra genausou den Heritage ka kréie wéi e Mann. Do ware vläicht nach aner Consideratiounen derhannert, mä ech mengen, dat weist, datt och deemools Mënschen eng gewëssen Unerkennung krut hunn, déi wahrscheinlech net onbedéngt an de binäre Schema gepasst hunn.

Et ass dofir och interessant ze gesinn, datt den Hammurabi deemools scho méi wäit gaangen ass wéi d'ADR haut am 21. Jorhonnert.

(Hilarité)

Mä wat ganz wichteg ass hei bei dësem Text, dat ass, datt mer definitiv festleeen, datt d'Identitéit vun Einzelne kee Fall fir d'Medezinn oder fir d'Psychiatrie ass. An déi Diskussioun ass ëmsou méi wichteg, well mer hei - an dat huet elo jiddweree gesot, bis op eng Ausnam, minoritär Ausnam, an nach méi minoritär an der Gesellschaft wéi an dëser Chamber, do sinn ech fest dervun iwwerzeugt - eis eens sinn, datt d'Identitéit kee Fall vun der Pathologie ass. A jiddwereen, deen dovunner direkt oder indirekt betraff war, an där Leit ginn et méi, wéi ee mengt, dee weess dat. An et ass eng Fro vun Empathie, datt mer elo festleeen, datt de Problem net bei de Leit selwer läit, mä datt de Problem bis elo bei der Administratioun louch, an datt mer elo dee Problem léisen, deen d'Bürokratie bis elo gestallt huet. Dat ass net ëmmer esou evident, datt d'Bürokratie sech op emol dem Selbstempfanne vun engem Mënsch füügt. Mä dat ass immens wichteg, souwisou fir vill Saachen ze regelen, mä och fir d'Selbstempfanne vun de Mënschen.

Well de Problem ass jo deen: Et kann een iwwer Suicide, och Depressiounen diskutéieren. Immens vill Leit hu gelidden ënner Depressiounen, leiden ënner Depressiounen, wäerte vläicht leider ënner Depressiounen leiden aus ganz verschiddenen Ursachen, bewossten oder onbewossten Ursachen. De Suicide ass eben e Fakt, dee courant ass aus ganz verschiddenen Ursachen, bei Wäitem net onbedéngt nëmme aus verschiddenen Aspekter vun der Identitéit, oder wéi ee mat sech selwer eens gëtt. Eng Cispersoun, esou wéi ech, en normalen Hetero, kann och eng Kéier wierklech Problemer kréien a sech d'Fro stellen iwwert de Sënn vu sengem Liewen.

Mä dat, wat mir elo hei maachen, dat ass, datt mer vläicht e Grond ewechhuele vun Depressiounen oder vläicht souguer vu Suicide-méiglechkeet, datt mer dee Grond elo ewechschafen, an datt mer wahrscheinlech Leit retten, andeems mer dëst Gesetz hei ënnerstëtzen. Emsou méi, well mer haut no bausse kënnen soen, an ech hoffen, datt vill Leit dat wäerte matkréien, datt schlussendlech d'Gesellschaft an déi heite Chamber a ganz, ganz grousser Majoritéit soen: Voilà, de Problem läit net bei lech, de Problem louch bei der Administratioun, an dat schafe mer haut of.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo direkt de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Bei deenen allermoeschte Gesetzer, déi mer an der Chamber maachen, do schwätze mer vu méi allgemenge Prinzipien, vun Interëten, déi et an der Gesellschaft gëtt, déi mer organiséieren, vu Prozeduren, wéi mer eist Zesummeliewen organiséieren. Dat hei ass awer e Projet, dee fir meng Begrëffer e bëssen awer en Eegestellungsmerkmal huet, well mer hei ganz eenditeg an an der Substanz vu Leit schwätzen, vu Mënschen, ech wëll net soe vu Schicksaler, well si kréie Perspektiven duerch dëse Projet de loi, mä si stinn am Zentrum vun deem Text, dee mer haut zur Ofstëmmung bréngen.

Am Kader vun der Ausaarbechtung vum Projet de loi war et dofir bei mir am Ministère, fir mech an och fir meng Mataarbechter op deem heite Projet, och e Prozess. E Prozess, dee mer gemaach hunn am Kontakt mat Leit, déi vun dëse Situatiounen méi direkt betraff sinn, sief et, dass se perséinlech am Fall sinn, sief et, dass et en associativt Émfeld gëtt, wat déi Leit dobäi begleet, sief et, dass et d'Famill ass, déi do derbäi war - ganz oft d'Elteren, eigentlech bal ëm-

mer - an déi, ganz staark ënnerstëtzend fir hir Kanner, dee Prozess mat eis gemaach hunn.

Dofir, déi Reflexiounen virun doriwwer, wéini de Projet de loi déposiert ginn ass oder net, do muss ech soen, déi si fir mech vun iwwerhaupt kenger Relevanz, glat kenger, wierklech glat kenger!

Wichtig war, dass mer mat deene Leit zesammen eis Zäit geholl hunn, fir dass mer all déi Sollicitatiounen, déi Erwaardungen, déi si haten, déi fir si ganz oft Noutwendegkeete sinn, Besoinen sinn, dass mer déi all konnten am Detail duerchdiskutieren, bis mer dann um Enn eis net nëmmen eens dorobber waren, wat mer wëllten hunn, mä virun allem, dass mer eis dorobber konnte verstännegen, wéi mer dat géifen errechen a méiglech maachen, fir dass et net kéint contestabel ginn, dass een et net kéint falsch gemaach kréien, an dass mer déi richteg Antworte ginn hunn, fir dat ze errechen, wou mer eis schonn dës le départ eens waren, dass mer et wëllten errechen.

D'Fro war net, wat mer wëllten errechen. Dat ass à la rigueur einfach ze benennen. D'Fro ass, wéi mer et kënnen errechen, juristeschen an och technesch, fir derfir ze suergen, dass et esou no un dat erukéint, wat fir déi Leit noutwendeg ass. Et ass also hei net ëm Regele gaangen, mä ëm individuell Situatiounen, déi mer dann awer hu mussen an engem legalen Text verpacken an deen esou schreiwen, dass en zillfëierend ass.

An der Diskussioun iwwert deen dote Kär eraus hat ech och d'Geleehheit, mat ville Leit ausserhalb doriwwer ze schwätzen. D'Reflexiounen, déi engem entgéintbruecht ginn, si ganz oft, wann ee bis erkläert huet, wat de Contenu vum Projet de loi wier, fir da mer ze opposieren: „Jo, mä do gitt Der awer ganz wäit, domadder maacht Der d'Dier op fir Abusen! Elo kënnen jo awer och Leit, déi eigentlech guer net wierklech an deem dote Fall sinn, deesen Text gebrauchen, méissbrauchen, fir hiert Geschlecht beim Ministère wëllen ze modifizieren oder aner Saachen ze maachen.“

An da kéint een iergendwann eng Kéier iwwert déi doten Zort vun Diskussioun eigentlech op de Kär vun deemem Projet de loi, an deen ass an engem Saz ze resumieren.

Wann een esou eng Legislatioun mécht wéi déi, déi mer haut maachen, wat huet een do am Kapp? Huet een do am Kapp, e Projet an en Text ze maachen, dee probéiert, all méiglech Abusen ze evitéieren, all méiglech Abusen ze contrecarréieren, se quasi präventiv ze eliminéieren?

Wann een dat mécht, huet een en Text gemaach, deen um Enn deene Leit net wierklech hëllef, déi Hëllef brauchen, well een dat fir si méi komplizéiert mécht, wéi et misst sinn. Oder mécht een um Enn en Text, deen alles dat falen a stoe léisst an nëmmen eng Ambitioun verfolgegt, näamlech deene Leit, déi et wierklech brauchen, wierklech ze hëllefen?

Wëllt een Abusen evitéieren, oder wëllt een hëllefen? Dat ass eigentlech d'Fro, déi ech am Numm vun der Regierung hu mussen trancheieren, ier mer den Text deposiert hunn. A mir hunn eis decidéiert, fir zesammen en Text ze deposieren als Regierung, deen eng Ambitioun verfolgegt, an zilstrebeg verfolgegt, näamlech de Leit déi Hëllef ze ginn, déi se brauchen. An dat anert probéiere mer da mat anere Weeër an de Grëff ze kréien. Dat ass an der Substanz de Resumé vun deemem Projet de loi. An ech mengen, dass dese Projet de loi dat doten Zil net nëmmen verfolgegt, mä och erreicht an där Versioun, wéi mer en haut zum Vott an der Chamber bréngen.

Et gëtt e puer wesentlech Merkmalen do derbäi. Dat Éischt ass, dass mer an Zukunft kloer am Text stoen hunn, dass et keng chirurgesch Prerequisite méi ka ginn. Dat, wat d'Jurisprudenz zu Lëtzebuerg eigentlech geregelt huet - glécklecherweis, muss ee soen, zënter zwee Joer op eng méi mënschlech Aart a Weis -, probéiert huet ze regelen, gëtt elo duerch deen Text kloer festgeluecht: dass et net ka sinn, dass et muss chirurgesch Agréffer an där heiter Matière ginn.

Och dat ass en Deel vun der Selbstbestimmung. Do kann et keng Erwaardungen gi vun der Gesellschaft. Jiddwereen, deen an deem heite Fall ass, muss fir sech decidieren, wéini hie wat wëllt maachen, wéini hie wat ka maachen, wéini hie wat packt.

Do gëtt et kee festgeluechte Rhythmus. Do muss ee jiddwerengem erlaben, mat senger eegener Approche, mat sengem eegene Rhythmus, mat senger eegener Kraaft virgoen ze kënnen, an d'Gesetz erlaabt déi doten Approche. D'Gesetz erlaabt deen dote Rhythmus. Dofir ass dat elo am Gesetz, an net méi an der Jurisprudenz, ee fir allemol kloer festgeluecht.

Mir sinn och bei där administrativer Approche dës le départ bliwwen, och nom Avis vum Statsrot. Ech kommen duerno nach eng Kéier

dozou. An ech mengen och, dass dat richteg ass. Et ass eigentlech fundamental richteg.

Déi administrativ Approche ass déi, déi am beschten ausdréckt, dass et hei net drëms geet, datt déi Leit Demandé mussen stellen, dass se Bittsteller sinn, fir dierfen dat ze sinn, wat se sinn. Mä déi administrativ Approche ass déi eenzeg, déi erëmispigelt, dass mer hei eis wëllen eendeiteg an de Beräich vun der Selbstbestimmung vun deene Leit situieren.

Si wëssen, wat se sinn. D'Gesetz erlaabt elo just, datt si ausdrécke kënnen, wat se sinn, wat se wëlle sinn. An d'administrativ Approche ass do ouni Zweifel déi, déi dat kloer erëmispigelt. Déi Prozedur, déi mer hunn, ass eendeiteg am Beräich vum Deklarativen an net, oder zumindest wesentlech manner, am Beräich vun der Demandé. An dat ass, mengen ech, fundamental wichtig hei fir déi betrafte Leit, dass mer konnte bei där Approche do bleiwen.

En drëtten Aspekt, dee wichtig ass - deen ass haut manner belicht ginn -, ass deen, dass all déi dote Modifikatiounen net am Journal officiel publizéiert ginn, dass och do à la fois d'Selbstbestimmung an och de Schutz vun der Privatsphär respektéiert ginn.

Déi doten Demarché wäerten zu engem Ofschluss kommen a si wäerten offiziell esou akteiert ginn, dass et hinne juristeschen Sécherheet gëtt, mä op eng Aart a Weis, déi si nieft hirer Selbstbestimmung net och nach an eng zweet Diskussioun géif stierzen, an eng effentlech Diskussioun géif stierzen, wou se da misste mat hirer individueller Choixen och nach iwwert den Émwee vun engem Journal officiel konfrontéiert ginn. Dat brauche se net, net méi, wéi all anere Mënsch an eiser Gesellschaft seng individuell Choixen muss justifiéieren. Do gëtt et och kee Journal officiel, dee vill vun deenen doten Decisiounen géif public maachen. Dofir ass et net méi wéi richteg, dass och hei déi Leit dat kënnen maachen.

Mir hunn och virgesinn, dass een als Lëtzeburger am Ausland dofir sech net onbedéngt fir déi ganz Prozedur muss op Lëtzebuerg deplacieren. Mir hunn extra virgesinn - an e Merci geet do un de Kolleg Ausseminister, dee mat senger Leit dat och méiglech gemaach huet -, dass mer eis, fir d'Prozedur ze entamieren, am Ausland iwwert d'Ambassaden an iwwert d'Konsulater och kënnen hiwenden an dass een dofir net onbedéngt muss de Wee op Lëtzebuerg fannen. Och dat aus der Suerg eraus, fir d'Situatioun ze erliichteren.

Da si mer konsequent op de Wee gaange vun der Depathologisierung, dass mer déi ganz Prozedur elo net méi an e medezinnesche Kontext stellen. Et ass och dofir, wou ech d'Proposition de loi vun der CSV net hätt kënnen ënnerstëtzen.

Et kann haut net méi sinn, dass mer an deem Kontext hei dat Ganzt op iergendeng Aart a Weis nach an e medezinnesche Kontext stellen. Ech sinn och dofir frou, dass d'CSV hiren Text zréckgezunn huet an deen heite mat ënnerstëtz, well en net nëmmen méi komplett ass, mä, ech mengen och, well en op de fundamentalen Optiounen méi bei deem ass, wat den Erwaardungen vun de Leit entsprécht. An ech sinn awer och ganz frou iwwert déi Initiativ insgesamt, well mer et dofir fäerdegbréngen hei, an engem ganz breede Konsens en Text ze stëmmen.

Mä déi Depathologisierung ass awer e fundamentale Punkt. Déi Leit sinn net krank. Mir maache se krank, doduerch, dass mer als Gesellschaft hinnen déi Méiglechkeete bis elo net ginn hunn, an der Roll vun der Selbstbestimmung, esou séier wéi se et brauchen, esou séier wéi se et kënnen, hire Choix ze treffen. Dat mécht se krank, d'Netakzeptanz duerch d'Gesellschaft.

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Mä si sinn net krank a si brauchen och dofir net op iergendeng Aart a Weis an e medezinnesche Kontext gestallt ze ginn. Och dat maache mer mat deemem Projet de loi.

Zu den aneren, wou ech nach ëmmer mengen, och wesentlechen Aspekter. Doduerch, dass mer eng integral Depathologisierung maachen, stellt sech dann natierlech d'Fro awer vun enger eventueller Prise en charge vun de chirurgesch Agréffer, déi déi Leit awer ënner Émstänn wëlle maachen. Net all, awer en Deel dovun, net direkt, no de Modifikatiounen vum Geschlecht am État civil, awer vläicht méi spët. Dat sinn zum Deel deier Interventiounen. An net jiddwereen, deen an deem Fall ass, huet perséinlech vun doheem aus d'Moyenen, déi finanziell, fir dat ze finanzéieren.

Et ass also wichtig, dass mer à la fois haut keng Obligatiounen méi dorauer maachen, am Géigendeel. Mä et ass awer och wichtig, dass mer eng Léisung dofir fannen, wéi ee weiderhin eng Prise en charge kéint garantéieren. Et

ass depathologiséiert. Do soen déi eng: Majo, dann huet et jo mat der Krankekeess näischt méi ze dinn.

Ech soen awer elo eppes ënner der Kontroll vun eise Chamberspräsident, deen deemools als Regierungsmember zoustänneg war a responsabel dofir gezechent huet, dass ass der Krankekeess eng Gesondheetskeess ginn ass. An de Mars Di Bartolomeo huet deemools gesot, dass den Numm och Programm wier.

Wa mer also wëllen iwwert d'Caisse nationale de santé d'Gesondheet ënnerstëtzen, all Form vun Gesondheet, da muss et och méiglech sinn, iwwert de Wee vun der Prise en charge, an da soll den Numm Programm sinn, dass mer och hei derfir suergen, dass mer dat och als e Bäitrag zu der Gesondheet vun deene Leit gesinn an definieren, dass also och an Zukunft eng Prise en charge muss méiglech sinn.

An ech wëll soen, dass den haitege Minister vun der Sécurité sociale, de Romain Schneider, wéi mer am Regierungsrot dese Projet de loi approuvéiert hunn, mir och erlaabt huet, effentlech a sengem Numm ze soen, dass hie gewëllt ass - an dass d'Regierung gewëllt ass - e Wee ze fannen, fir dass mer déi Prise en charge weider méiglech loosson.

Dat wäert da geschéien um Niveau vun der Gesondheetskeess, an deem Geescht, deen do ass, an an der Aart a Weis, wéi do Decisiounen fonnt ginn. Mä opsäite vun der Regierung ass et op jidde Fall kloer, dass mer wëllen e Wee fannen, fir weiderhin och an deser integral depathologisierter Matière an Zukunft kënnen eng Prise en charge ze maachen.

Och dat ass fir déi Leit ganz wichtig. Et geet och drëms, do net virum Portmonni eng Injustice ze schafen tëschent deenen, déi da kënnen dat maachen, wat se fir richteg fannen a fir sech och brauchen, an deenen, déi dat nëmmen zum Deel kéinte maachen.

Mir hunn och Solutiounen virgesinn, déi och fir all Netlëtzeburger gëllen. Mir hunn e Land mat 48% Leit, déi kee Lëtzeburger Pass hunn. Wann dese Projet de loi nëmmen fir d'Nationaux gewiescht wier, dann hätte mer e ganz groussen Deel, bal d'Halschent vun de Leit, déi betraff sinn zu Lëtzebuerg, heivunner ausgeschloss. Mir sinn op deen dote Wee gaangen, well dat déi Solutioun ass, déi op Lëtzebuerg passt, déi eiser Realitéit entsprécht.

Mir hunn dat och gemaach, an do sinn eenzel Bedenke formuléiert ginn, ouni dobäi déi Éischt ze sinn an Europa, déi dat maachen. Eis Belsch Noperen hunn dat doten och. Si hunn der manner, mä d'Prinzipiefroen, déi sech stellen, si genee déiselwech - ob et 5% vun der Populatioun betrëfft oder 50%, déi sinn all d'selwech.

Och an der Belsch hu se eng Solutioun fonnt, fir op deen dote Wee ze goen. All d'Residente vu Lëtzebuerg kënnen, wa se d'Konditiounen erfüllen...

Ech notzen direkt meng fënnf Minutte vun der Motioun an engems mat, wann dat geet. Ech krut gesot, et wier an der Rei, wann ech dat géif maachen.

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da musst Der och op d'Motioun agoen!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo. D'Motioun, Här President, viséiert jo eendeiteg grad déi heiten Aspekter, vun deene mer elo schwätzen, notamment d'intersex Leit. An dat sinn och déi lescht Interventiounen, déi ech wëll maachen.

D'intersex Leit si jo spezifesch viséiert vun der Motioun, wou mer och den Optrag un d'Regierung weiderginn, fir méi spezifesch och do nach eng Kéier ze legiferieren. Dat ass en Text, deen haaptsächlech an den Hänn ass vun der Gesondheetsministesch, fir déi dote Fro an notamment de spezifischen Aspekt ze reglementéieren, awéiwäit d'Gesetz soll encadréieren, wann nach dierfe chirurgesch Interventiounen gemaach gi bei Kanner, déi op d'Welt kommen.

Dat ass e fundamentalt Stéck vum Dispositif, dee mer an deser Matière als Land mussen huelen. Et muss een derfir suergen, dass intersex Kanner, déi op d'Welt kommen, tatsächlech do virun all Agréff geschützt ginn, onofhängeg dovun, ob et der elo zu Lëtzebuerg nach vill gëtt oder guer net méi vill. Do si jo an de leschten Deeg a Wochen och effentlech Interventiounen gewiescht, deels och vun Dokterinnen. Dat ass eigentlech net d'Fro. D'Fro ass, dass mer sécherstellen, dass et kee méi ass, an net méi just ganz weiniger nach, well déi meescht Dokterinnen dat souwisou esou gesinn.

Et ass jo och positiv, wann d'Dokterinnen dat och esou gesinn, an ech hunn eigentlech och dorunner keen Zweifel. Mä sécherstelle muss mer, och iwwert de legislative Wee, dass et keng méi där dote Fäll gëtt, dass all Kand geschützt ass, wat esou op d'Welt kéint, bis et

säin eegene Wëlle kann artikuléieren, bis et gesécherert och ass, wat seng Realitéit ass.

An ech mengen och, dass deen Text, dee mer haut stëmmen, och den Drock aus deene Situatiounen eraushëlt, wann een nach an de leschte Joren Drock konnt verspiere, well et eben net méiglech war, duerno säi Geschlecht am État civil liicht ze änneren, fir „direkt ze hëllefen“ - entre guillemets -, dann ass spëitstens duerch de Vott, dee mer haut huelen op deemem Projet de loi, séchergestallt, dass et keen Drock méi gëtt, well et duerno - och viru fënnf Joer, och virun der Aschoung -, iwwert de judiciaire Wee an duerno iwwer e reng administrative Wee méiglech ass, dat ze maachen, wat een als richteg ugesäit, à tout moment, an enger séierer Prozedur. Spëitstens dat hëlt jo dach deen allerleschten Drock eraus, fir direkt bei der Gebuert mengen, chirurgesch mussen ze intervenéieren.

Duerfir mengen ech, dass mer elo just nach déi mussen schützen, déi eventuell awer nach hätte kënnen operéiert ginn. Dofir kann d'Regierung mat Sécherheet déi Motioun do unhuelen, well si vervollstännegt dat, wat mer mat deemem Projet de loi gemaach hunn.

E lescht Wuert, Här President, fir all deene Leit Merci ze soen, déi deesen Text méiglech gemaach hunn, all déi, mat deene mer konnten am Gespréich si während all där Zäit, fir e Projet de loi op den Dësch ze leeën, deen duerch seng Adoptioun zu engem vun de fortschrittlechste weltwäit wäert ginn, zesumme mat Norwegen, fir an der Haaptsaach deen ze nennen. Mir gehéieren zu deene wéinege Länner, déi sech eng Legislatioun an deser Matière ginn. Mir ginn eis awer déi fortschrittlechste, zesumme mat Norwegen. An dat steet eis gutt zu Gesiicht, well et deene Leit hëllef, déi déi Hëllef brauchen. An nëmmen dorëms geet et.

E grouse Merci natierlech och der Commission juridique, och der Rapportrice fir hire Rapport, awer och der ganzer Chamber, un all meng Mataarbechter, déi hei tatsächlech mat Momenter d'Nuecht duerch hu misse schaffen, fir dass mer de Projet nach konnten ofschléissen, mä si hunn et gäre gemaach. Si hunn et gäre gemaach, well och si mat Iwwerzeugung hanert deem Text hei stinn. An e leschte Merci un de Statsrot, deen och ganz vill geschaff huet, fir och deesen Text nach méiglech ze maachen an dem Delai vun deser Legislatur. Ouni si hätte mer dat doten net hikritt. Dofir, och si verdéngen de Merci.

En allerlescht Wuert, Här President, fir ze soen: Villes bleift ze maachen, wat d'Akzeptanz fir déi Leit an eiser Gesellschaft ugeet. Duerfir huet d'Regierung e Plan d'action national ugeholl. Dat wäert dat sinn, wat déi nächst Regierung an all de Fäll muss an deemem Beräich hei guidéieren. Dat ass an de Schoulen, dat ass an de Medien, an ech kéint déi Lëscht elo laang weiderféieren.

D'Akzeptanz, fir déi mussen mer nach all zesumme suergen. Mä dese Projet de loi ass Dréian Aangelpunkt vun allem, an en ass net nëmmen e Schrëtt oder e kleng Schrëtt. Et ass d'Fundament vun all deem, wat an deenen nächste Méint a Jore muss geschéien. Fir déi betrafte Leit ass dat och esou.

Dese Projet de loi ass fundamental. Fir si fänkt eng nei Zäitrechnung un. An ech soen lech alleguete Merci fir Är Zoustëmmung!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7146 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7146 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7146 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag en et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber och bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

A mer sinn da saiséiert mat enger Motioun, déi abruucht ginn ass vum Marc Angel. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

► **M. Marc Angel (LSAP)**.- Här President, ech hat se scho virgestallt, wéi ech um Riednerpult war.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci. D'Madamm Sylvie Andrigh huet d'Wuert.

► **Mme Sylvie Andrigh-Duval (CSV)**.- Merci, Här President. Just zwou Remarken zu der Motioun. Et ass flott, dass déi Motioun presentéiert gouf. Also, d'CSV huet kee Problem mat deem Volet vun den intersex Kanner. Ech mengen, ech hunn dat och a mengen Ausféierungen dokumentéiert, dass mer Wäert op déi kierperlech Integritéit leeën an och de Respekt vun der Persoun ebe bei deene Kanner, wat déi chirurgesch Interventioun ubelaangt.

Mä et ass esou, dass déi Motioun hei iwwert dee Volet vun den zwëscheschlechtliche Kanner erausgeet, andeems se dee Plan d'action LGBTI, dee Reebouaktiounsplang elo - wéi soll ech soen? - dran afaasst, fir en ëmzesetzen.

An deem Fall wollt ech soen, dass dee relativ kuerzfristeg eréischt publizéiert gouf, dass dee Programm, wéi een esou an der Diagonal konnt liesen, eng ganz Rei Kapiteln huet, vun der Erzéiung bis iwwert d'Aarbechtswelt, mä och eng ganz Rei sensibil Sujeten huet wéi d'künstlech Befruchtung, wéi d'Leihmutterchaft an dat ganz Ofstamungsrecht, wat och dermat ze dinn huet.

A mir mengen als CSV, dass et op alle Fall wichteg gewiescht wier, dass mer och eng Kéier hätte kënnen dee Plang do diskutéieren. Mir hunn en net virgestallt kritt an der Chamber. An aus där Ursach - et ass e bëssen, wéi ee seet, fënnef vir zwielef, fir dat elo nach schnell hei mat duerchzehuelen -, wäerte mir eis, wéi gesot, dowéinst enthalen a wënschen, dass mer dee Programm och eng Kéier kënnen duerchdiskutéieren.

Wéi gesot, wéinst den intergeschlechtliche Kanner keen Thema, mä wéinst deem aneren Aspekt wäerte mer eis bei där Motioun hei enthalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Den Här Angel huet d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP)**.- Merci fir d'Erklärung vum der Kollegin Andrigh. Et deet mer wierklech leed, dass se déi net matstëmmen. Ech ka se just rassuréieren, dass an deem Plang ganz vill Aktiounen stinn, konkret Aktiounen stinn, déi Äntwerte ginn op déi Froen.

D'Madamm Andrigh huet an hirer Interventioun virdu ganz wichteg Froen gestallt. Déi Äntwerte ginn, déi Piste ginn ugezeechent. Et ass schued. Mä bon, da stëmmen ebe just déi aner driwwer of. Mä ech sinn op jidde Fall frou, dass des Motioun eng Majoritéit hei an der Chamber kritt. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Villmoos Merci, Här President. An och Merci dem Här Angel an aneren, déi des Motioun hei da virstellen.

Mir kënnen als ADR des Motioun net matdroen, zum engen aus engem Grund, deen och schonn d'CSV gesot huet, dass dee Plang hei ni diskutéiert ginn ass, dass e rezent ass, dass mer net bereet sinn, deen einfach esou ze enterinéieren, ouni dass en emol fir d'Éischt diskutéiert ginn ass an analyséiert ginn ass.

Dat Zweet ass, dass mer eis hei an deser Motioun solle felicitéieren, dass e Gesetz gestëmmt ginn ass, wat mer grad net gestëmmt hunn. Dir verstitt, dass mer wëlle mat eis kohärent

bleiwen an net eng Motioun stëmmen, wou mer eis felicitéieren iwwer ee Vott, mat deem mir net d'accord sinn.

Wat awer elo de Fong ugeet, muss mer nach eng Kéier als ADR soen, dass mer absolutt op si fir eng Diskussioun iwwer Intersexualitéit a kucken, wéi een deene Leit kann hëllefen. Mir denken awer och, dass et wichteg ass, och déi medezinnesch Kresser do an déi Diskussioun voll matanzebezéien. A leschter Zäit sinn eng Rei Kriticken aus deene Kresser komm, wou gesot ginn ass: „Et ass ze vill politiséiert, mir géifen och gär matschwätzen, an den Avis médical gëtt net genuch berücksichtegt.“

Hei an deser Motioun hu mer erëm eng Kéier, dass de Gouvernement soll invitéiert ginn, fir d'Saach ze traitéieren, de Comité interministériel. Dat ass scho richtig, dass déi Akteuren hire Rôle spillen. Mä et däerf net eleng de Gouvernement sinn oder e Comité interministériel, dee sech mat där Matière beschäftegt.

Aus all deene Grënn wäert d'ADR des Motioun net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Keng weider Wuertmeldungen? Da kënnen mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

34-mol Jo, 3-mol Neen an 23 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Koes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen).

Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzoen, dem Projet de loi 7287. An och hei brauch ech net méi weider drop anzegoen, well d'Rapportrice, d'Madamm Sam Tanson, prett ass. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

4. 7287 - Projet de loi modifiant:

1° le Code de procédure pénale;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Sam Tanson (déi gréng)**, rapportrice.- Merci, Här President. Mir kommen elo e bëssen an en anere Beräich, mä en ass awer och wierklech net onwesentlech fir onst Land, fir ons Finanzplaz. Mir hunn eng fundamentale Aufgab, fir géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus virzegoen. Déi zentral Instanz an där Aufgab ass d'CRF, d'Cellule de renseignement financier, em déi et haaptsächlech an deemem Projet geet.

D'CRF, déi bis ewell beim Parquet économique vum Tribunal d'arrondissement ugesidelt war, huet als Missioun, ebe géint de Blanchiment an

d'Finanzéierung vum Terrorismus virzegoen. An dorëms geet et an deemem Text: ons Lutte géint de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus besser ze organiséieren an ze verstärken.

D'CRF kritt d'Déclarations de soupçon vum Blanchiment an/oder Finanzéierung vum Terrorismus. Si analyséiert des an, wann eng primär Infraction festgestallt gouf, leet se d'Informatiounen weider un déi zoustänneg national oder international Autoritéit, fir géint d'Infraction virzegoen.

De Projet hei huet zwee Objeten: Op där enger Säit gëtt d'Organisatioun vun der CRF geännert an op där anerer Säit ginn e puer Dispositiounen betreffend de Fonctionnement vun der CRF changéiert an d'Terminologie gëtt der véierter Directive «antiblanchiment» ugepasst.

Wat deen éischte Volet ubelaangt, esou gëtt d'CRF vum Parquet beim Tribunal d'arrondissement detachéiert a reng administrativ un de Parquet général rattachéiert. Dësen administrative Rattachement schléisst e fonctionnelle Contrôle aus.

Dëse Wiessel am Rattachement huet e puer Ur-sachen. Zënter dem Gesetz vum 26. Dezember 2012 hunn de Parquet an d'Untersuchungsrichter vum Stater Tribunal d'arrondissement net méi déi exklusiv an national Kompetenz an der Matière vum Blanchiment. Déi aktuell Organisatioun war och am GAFI-Evolutionsrapport vum 19. Februar 2010 kritesch analyséiert ginn, soudatt mat där neier Organisatioun probéiert gëtt, deem Rechnung ze droen.

Der CRF hir Onafhängekeet an operationell Autonomie gëtt och elo duerch de Projet verankert. Domat gëtt d'Formulatioun aus dem Artikel 32 Paragraf 3 Alinea 1 aus der Direktiv 2015/849 iwwerholl, «relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme».

D'CRF kritt méi personell Moyenen. Stand haut besteet se aus véier Magistraten, a se kritt duerch de Projet zwee Substitute bäi. Dëst, fir de wuessenden Aufgabe vun der CRF gerecht ze ginn. Et kommen ëmmer méi Deklaratiounen eran an och de Spektrum vun der Aarbecht ass méi grouss ginn, absënns duerch d'Integratioun vun de Steierinfractionen an dem Antiblanchiment-Dispositif.

Am urspréngleche Projet war nach virgesinn, dass d'Magistrate vun der CRF zesumme mam Procureur d'État iwwert d'Suitten decidéieren, déi en Dossier géif kréien. No enger Opposition formelle vum Statsrot, dee seet, d'Opportunité des poursuites géif exklusiv beim Parquet leien an d'Magistrate vun der CRF misste just all d'Informatiounen weiderginn, déi eng Infraction kéinten duerstellen, ass des Dispositioun gestrach ginn.

Den Text gesäit awer och vir, esou wéi de GAFI dat recommandéiert, dass d'CRF, esou wäit et geet, d'Informatiounen selektiv weidergëtt. D'CRF kritt 10.000 Deklaratiounen d'Joer. Eng grouss Partie dovou fällt ënnert d'Kompetenz vun de Lëtzebuerger Gerichter wéinst dem Blanchiment-détention. Wann d'CRF alles géif ongefiltet weiderginn, wieren déi national Juridictiounen iwwerlaff mat den Deklaratiounen.

D'CRF kann eng Kommunikatioun vun Informatiounen a Piëcen un de Parquet just refuséieren, wa se des vun enger auslännescher CRF krut an déi sech géint des Kommunikatioun opposéiert.

Insgesamt ass d'Kooperatioun mat den auslänneschen CRFen am Text geregelt, dëst geméiss de Bestëmmungen aus der Direktiv an de GAFI-Recommandatiounen. Et ass also och geregelt, a wéi enge Konditiounen d'CRF ka refuséieren, auslännesche CRFen Informatiounen weiderzeginn. E Refus wéinst steierleche Froen gehéiert explizitt net dozou.

D'CRF kann och Kooperatiounsaccorde mat auslänneschen Entitéiten ënnerschreiwen, wou déi praktesch Modalitéiten betreffend den Austausch vun Informatiounen an Dokumenter geregelt sinn. Se huet haut schonn eng 20 esou Accorden „Memorandum of Understanding“ op Basis vum Modell, dee vum Egmont Group ausgeschafft gouf, realiséiert. Dat ass de Grupp, an deem 156 international Instanzen regroupéiert sinn, déi fir d'Lutte Antiblanchiment an Antiterrorismus zoustänneg sinn.

De Projet bréngt dann eng nei Notiou an ons Legislatioun, an zwar déi vun den „infractions sous-jacentes associées“. Des Notiou kennt souwuel an d'Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire wéi an d'Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Lutte géint de Blanchiment an ass iwwerholl vun de GAFI-Recommandatiounen an der Direktiv 2015/849.

Et ass vum Vocabulaire hier eng nei Notiou an onsen Texter, allerdéngs net vum Inhalt hier. Se ëmfaasst all d'Infractionen, esou wéi haut

schon am Artikel 506-1, Punkt 1 vum Code pénal définiert an am Artikel 8 Paragraf 1 Punkten a) a b) vum Gesetz vum 1973 iwwert d'Lutte géint d'Toxicomanie. Dat steet och explizitt am Projet de loi.

Domat falen och, esou wéi an den internationalen Texter virgesinn, d'Infractionen, déi duerch eng Prisongstrof vun op d'mannst sechs Méint Prisong bestrooft ginn, drënner. Dat entsprécht dem Text vun der Direktiv, deen a sengen Definitionen als kriminell Aktivitéiten am Sënn vun der Direktiv all Infractionen virgesäit, op där eng Strof ebe vun op d'mannst sechs Méint Prisong läit.

Mir kruten zu deser Fro och en Avis vum Conseil de l'ordre vum 20. Juli 2018, dat heescht de Freideg, nodeems d'Aarbechten u sech an der Kommissioun ofgeschloss waren an och de Rapport eigentlech ugeholl war.

De Barreau fäert, dass d'Obligatioun, fir Soupçonnen ze deklaréieren, ausgeweit gëtt an esou de Secret professionnel vum Affekot a Gefor wier.

E puer Explikatiounen zum Fong. Betraff sinn net all d'Affekoten, mä just déi, déi am Artikel 2.12 vum Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Blanchiment opgefouert ginn, also fir déi Aktivitéiten, déi se do maachen. Dat heescht, wa se de Client ënnerstëtze bei Transaktiounen, déi quasi exklusiv ëm Fongen, ëm Finanzen dréien, dat heescht Immobilien oder Entrepreneuren ze kafen oder ze verkafen, Fongen, Titren oder aner Aktivitéiten ze geréieren, Bankkonten, Spuerkonten, Porte-feuilles opzemaachen an ze geréieren, Apporten ze organiséieren, Fiducieën, Sociéitéten oder äänlech Strukturen ze constituéieren, d'Domiciliatioun oder d'Gestioun ze maachen, Family-office-Aktivitéiten, Prestataires de service fir Sociéitéten oder Fiducieën. De Contentieuxaffekot fällt also net drënner.

Et muss een och soen, dass de Blanchiment quasi ëmmer eng Infraction ass, déi d'Konsequenz vun enger anerer Infraction ass. De Blanchiment ass wuel eng Infraction autonome, mä ass bal an all Fall, ausser vläicht akademesche Fäll, déi engem kënnen afalen, eng Infraction, déi d'Konsequenz ass vun enger Infraction primaire. Ouni Infraction primaire gëtt et kee Blanchiment, soudass och haut schonn d'Denonciatioun sech net just op de Blanchiment en tant que tel bezitt, mä op eben des Infraction sous-jacente, wéi se elo genannt gëtt.

Mir hunn dese Problem mat Verrieder vum Conseil de l'ordre diskutéiert de Méindeg an enger Reunión am Ministère, an där ech als Presidentin a Rapportrice vun deemem Projet deelgeholl hunn. A mir haten och dunn direkt de Freideg de Mëttag eng juristesche Kommissioun fir gëschter Moien aberuff, fir dese Punkt mat de Membere vun der Kommissioun ze diskutéieren, a mir proposéieren, fir bei deemem Text ze bleiwen, wéi en hei virläit.

Mir hunn dese Problem mat Verrieder vum Conseil de l'ordre diskutéiert de Méindeg an enger Reunión am Ministère, an där ech als Presidentin a Rapportrice vun deemem Projet deelgeholl hunn. A mir haten och dunn direkt de Freideg de Mëttag eng juristesche Kommissioun fir gëschter Moien aberuff, fir dese Punkt mat de Membere vun der Kommissioun ze diskutéieren, a mir proposéieren, fir bei deemem Text ze bleiwen, wéi en hei virläit.

Well et awer net de Wëlle vun den Auteurs vum Text war, d'Obligatiounen, fir ze deklaréieren, auszeweiten, an et eng Suerg beim Barreau heizou gëtt, déi eben Ängscht hunn, hire Secret professionnel géif ausgehelecht ginn, hu mer elo am Rapport präziséiert, dass et net de Wëlle vun den Auteurs vum Text ass, d'Obligatiounen fir d'Deklaratiounen auszeweiten. Dowéinst hu mer gëschter Moien, no enger konstruktiver Diskussioun, e Rapport complémentaire ugeholl.

Mir hunn och als Kommissioun festgehalten, dass mer lassgeléist vun deem legislative Prozess eng Diskussioun wëlle mam Barreau iwwer hir Deklaratiounsobligatiounen féieren. Dat och, fir enger Demande vun der CSV-Fraktioun Rechnung ze droen, déi och gëschter erakoum.

Ech mengen, dass insgesamt eng Diskussioun iwwert d'Interpretatioun, déi de Barreau, de Conseil de l'ordre vun hiren Déclarations de soupçon mécht, muss gemaach ginn. De Ministère huet sech engagéiert, déi Diskussiounen ze maache vis-à-vis vum Barreau. An et ass wichteg, dass d'Kommissioun sech un déi Diskussiounen drunhänkt.

Nach eng Remark zum Dateschutz. Op d'Demande hi vum Statsrot sinn d'Dispositiounen heizou erausgeholl ginn, well déi am Projet de loi 7168 geregelt ginn, iwwert dee mer ofstëmmen, deen déi generell Bestëmmunge betreffend den Dateschutz am Strofrecht regelt.

An op d'Demande hi vum Statsrot gëtt dann nach am Antiblanchimentsgesetz vum 2004 eng Prozedur agefouert, fir Recourse géint d'Instruktioun vun der CRF ze maachen. An enger éischter Versioun vum Projet war virgesinn, dass d'Instruktiounen vun der CRF eng Validitéitsdauer vun dräi Méint hunn a kéinte verlängert ginn.

De Statsrot hat eng Opposition formelle gemaach, well dëst net konform zur Direktiv wier,



a gefrot, datt eng Recoursméiglechkeet soll virgesi sinn. Déi kéint elo an den Artikel 9-3 vum Gesetz vun 2004: All Persoun, déi e Recht op Gidder huet, déi vun enger Instruktioun vun der CRF betraff sinn, fir Operatiounen net duerchezeféieren, an all concernéierte Professionelle ka via Requête vun der Chambre du Conseil vum Stater Tribunal d'arrondissement d>Mainlevée vun dëser Instruktioun froen. Voilà!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Éischt Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem ganz grouse Merci un d'Rapportrice, déi sech bei dësem Projet ganz vill Méi ginn huet, well, a si huet dat och scho virdrun exposéiert, sech awer eng Rei vu juristesche Problemer stellen, op déi ech elo nach wäert agoen.

Ech kommen awer bei allem Luef fir d'Rapportrice net derlaanscht, trotzdem eng kleng Kritik unzebréngen, wat d'Prozedur betrëfft. An ech wëll och direkt mat der Prozedur ufänken.

Mir sinn d'lescht Woch konfrontéiert gi mat engem Avis vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten, deen effektiv eréischt erakomm ass, nodeem de Rapport scho gestëmmt war. Ech soen och hei, datt ech dat bedauern, datt de Conseil de l'ordre esou laang gebraucht huet, fir deen Avis eranzeginn, dat obschonn e jo scho méi laang och heimadder saisiéiert ass. Ech bedauern iwwregens och, datt deen Avis just nëmmen un d'Membres avocats vun der Commission juridique gaangen ass. Ech fannen, datt dat net déi richteg Aart a Weis ass.

Nach ass et awer esou, datt, wann de Conseil de l'ordre, wat jo awer net egal wat fir een Organ ass, mä dat Organ, wat alleguerten d'Affekote vertritt, op e juristesche Problem opmierksam mécht, een dat ganz eescht kuckt. Mir haten duerfir gefrot, datt de Conseil de l'ordre vun den Affekote géif an der Commission juridique empfaange ginn, fir datt mer och kéinten en Echange mat hinnen hunn. Déi Demande ass awer refuséiert ginn, och zum Deel aus,...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Madamm Rapportrice, ech hunn lech schwätze gelooss, gitt mir och eng Chance, hei awer kënne meng Ausféierung ze developpéieren!

Wat eis awer haaptsächlech stéiert, ass eigentlech manner deen dote Fait, mä dat ass de Fait, datt de Méindeg um zwou Auer de Justizminister zesumme mat der Présidente-rapportrice de Conseil de l'ordre empfaangen huet. An ech wëll direkt do soen, et ass bien entendu d'Recht, Här President, datt e Rapporteur oder eng Rapportrice Leit...

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ënner besonnesche Konditiounen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här Kox, ech weess net, firwat Dir esou nervös sidd. Loosst mech dach wann ech gelift, loosst mech dach, wann ech gelift,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Just den Här Mosar huet d'Wuert am Moment.

(Interruptions)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Loosst mech dach, wann ech gelift, hei...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech wollt also nach eng Kéier soen: Ech fannen et ganz normal, datt eng Rapportrice oder e Rapporteur Leit empfänkt, déi Suggestiounen oder Recommendationen oder Kriticken zu engem Projet ze maachen hunn.

Wat ech awer net normal fannen, Här President, ass, datt de Justizminister zesumme mat engem President an enger Rapportrice Leit empfänkt, nodeem de Rapport uegoholl ginn ass. Well ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt vun deem Moment un, wou e Projet de loi an der Chamber deposéiert ass, ganz eleng d'Chamber nach doriwwer ze decidéieren huet, wéi et virugeet, an datt eigentlech duerno net méi d'Regierung eleng kann intervéieren.

Mir fannen dat dote ganz onglécklech, Här President. Ech wollt dat trotzdem hei nach eng Kéier ënnersträichen, well dat u sech net d'Prozedur ass, wéi mir eis déi virstellen.

Elo wëll ech awer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Mosar, entschëllegt!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Erlaabt Der eng Zwëschebemierkung?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Bien entendu, wann d'Madamm Tanson mech ausschwätze léisst, sinn ech ëmmer gär bereet, op Froen ze äntwären.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - Aah! Mir ginn ëmmer besser, mir zwee.

(Hilarité et brouhaha général)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Madamm Tanson, loosse mer awer elo net iwwerdreiw!

► **Une voix.** - An dat als Kollege.

► **Une autre voix.** - Gutt, dass et elo gläich eriwwer ass!

(Hilarité)

► **Une troisième voix.** - An dat ënner Kollegen!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Et ass awer nach Potenzial dran, fannen ech, am Besserginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Denkt un haut an net u muer!

(Hilarité)

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - U gëschter.

Also ech wollt präziséieren - mir haten déi Diskussioun och an der Kommissioun -, mir kruten de Freideg am Laf vum Nomëtteg den Avis vum Conseil de l'ordre, deen, wéi den Här Mosar et richtig seet, leider just un d'Affekote vun der Kommissioun gaangen ass, wat schonn e bësse speziell war.

Vu awer d'Wichtigkeet vun dem Conseil de l'ordre hunn ech du mam Minister zesumme gekuckt, wéi mer elo kéinte virgoen. An de Minister huet proposéiert, dass de Conseil de l'ordre géif gesi ginn. Ech hunn dat eng ganz gutt Iddi fonnt. A vu d'Urgence an d'Delaïen, déi mer hunn, well de Vott haut sollt stattfannen, wat och e wichtige Vott ass par rapport zum GAFI wéinst der CRF, ech mengen, dat sollte mer net vergiessen an deem heite Kontext, hunn ech mech un déi Reunioun ugeschloss, déi de Minister mam Conseil de l'ordre virgesinn hat.

Ech hunn dat gemaach, fir sécher ze sinn, dass mer hei de legislative Prozess géifen uerdentlech iwwert d'Bün bréngen. An déi Decisioun war och fixéiert, laang - also laang, wann een hei vu laang ka schwätzen - ier ech iwwerhaupt Är Demande krut, fir de Conseil de l'ordre an der Kommissioun ze gesinn.

Zu Är Demande: Ech wëll lech just soen, ech hunn dat jo och virdu gesot, mir hunn déi net refuséiert, mä mir kruten de Méindeg vun lech eng Demande, fir ze froen, dass mer sollen an der Kommissioun driwwer befannen, ob de Conseil de l'ordre soll gehéiert ginn oder mer de Conseil de l'ordre direkt solle convoquéieren.

Dat war méindes. Do war scho fir dënschdes d'Kommissioun virgesinn, vu all eis Prozeduren an och de Fait, dass mer dat doten hätte misen an der Kommissioun diskutéieren, well do si jo och Reserven dozou komm, iwwert dee ganze Prozedere. Ech weess net, ob d'Vertreider vun deenen anere Parteie vläicht herno nach dorobber aginn. Mä ech weess och net, ob et do eng Unanimitéit gi wär, fir de Conseil de l'ordre ënner deenen heite Konditiounen ze empfänken.

Duerfir hunn ech mer erlaabt, dohinnerzagoen. An dat huet et jo och méiglech gemaach, dass ech lech konnt proposéieren, e Rapport complémentaire ze stëmmen. Voilà, et war eben eng speziell Prozedur. An et ass net drëms gaangen, elo hei iergendengem iergendepes ewechzehuelen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Nach eng Kéier, Madamm Tanson, et ass richtig, wat Der sot. Mä och mir hunn deen Avis jo eréischt freides kritt. Dat heescht, mir kënne jo dann onméiglech schonn donneschdes d'Reunioun vun der Kommissioun froen. Mir hunn dat direkt gemaach. Dat ass effektiv wahrscheinlech eréischt de Méindeg ukomm. Éischer konnte mir och net reagéieren.

Ech bleiwen nach eng Kéier dobäi, ech hätt et léiwer gesinn, de Minister hätt eleng déi Leit empfaangen an Dir hätt eis dat da gesot, an dann hätte mer decidéiert, jo oder neen, ob mer géifen de Conseil de l'ordre empfänken.

Ech muss lech soen: Ech fannen et net glécklech, an ech bleiwen och do derbäi, wann an der legislativer Prozedur e Member vun der Regierung zesumme, zesumme mat engem Deputéierte Leit empfänkt, well dat menger Meinung no net am Sënn vun der Séparation des pouvoirs ass.

Ech wëll awer elo, Här President, op de Fong vun der Thematik agoen, déi wichtig genuch ass, datt mer eis nach eng Kéier domat auserneeetzen. Et geet eigentlech hei praktesch jo just ëm ee Problem oder eng Notioun, déi Pro-

blemer opwërf, an d'Madamm Rapportrice huet dat gesot, dat ass déi „infraction sous-jacente associée“, déi bis elo nach net an den Texter drastoung. Dat heescht, déi eigentlech bis elo onbekannt ass, déi een an där véierter Direktiv Antiblanchiment ermëfent, mä déi mir bis elo, wéi gesot, nach a kengem Text hatten.

An et ass jo och un där doter Notioun, wou d'ailleurs, dat wëll ech awer och hei nach soulevéieren, net nëmmen de Conseil de l'ordre vun den Affekote sech stéisst, mä och d'Chambre de Commerce sech stéisst. Well ech wëll dat och emol nach eng Kéier hei präziséieren: Et ass elo an deene leschten Deeg an och haut ganz vill vun den Affekote geschwat ginn. Dëse Projet applizéiert sech op all d'Professionnels vum Secteur financier. Dat heescht, deen applizéiert sech och op d'Experts-comptables, op d'Fiduciaire, op déi Leit, déi op de Banke schaffen. Et ass also schonn eng Dispositioun, déi eng ganz grouss Portée huet, mat där ee sech also muss seriö auserneeetzen.

Wann Der den Avis, an Dir hutt dat bestëmmt gemaach, Madamm Rapportrice, och liest vun der Chambre de Commerce, gesitt Der, datt si e bëssen déiselwecht Problemer mat deem Text hu wéi de Conseil de l'ordre. An ech mengen, doraus gesäit ee jo awer, datt et seriö Bedenke sinn. Hei ass net iergendwéi een, deen e Problem domadder huet, mä hei sinn et zwee wichtige Gremien, d'Chambre de Commerce an de Conseil de l'ordre des avocats, déi hei reell op e Problem opmierksam maachen. An ech mengen, duerfir ass et och richtig, datt ee sech domat auserneeetzt, wat mer jo och gemaach hunn.

Ech ginn lech och an deem Sënn recht, an ech hunn dat jo och gëschter an der Kommissioun gesot, datt ech d'Impressioun hunn, datt hei e bësse Konfusioun virleien. A mir hu jo och eis Apaisementer kritt, andeem nach eng Kéier ganz kloer gesot ginn ass, hei géif elo net grouss d'Dier opgemaach gi fir all Infraktiounen, mä hei géif just déi Infraction sous-jacente associée spille fir déi Infraktiounen, déi am Artikel 506 Alinéa 1 expressement enumeréiert ginn. A wann dat esou ass, mengen ech, si jo och déi Bedenken, déi hei geäussert ginn, vläicht net esou pertinent.

Et ass allerdéngs e Problem, an ech fueren dann och direkt virun, well ech dat gëschter schonn opgeworf hunn, dee sech menger Meinung no generell hei stellt. An duerfir begrëssen ech jo och déi Proposition, déi Der gemaach hutt, fir eng Kéier no der Vakanz am September mam Conseil de l'ordre zesummenzekommen, fir och iwwert déi Fro ze schwätzen.

An dat ass folgend Fro: No deenen Dispositiounen, déi mir elo hei an dat Gesetz aschreien, mussen also an Zukunft all d'Professionnels du secteur financier, also och d'Affekoten, wa se de Verdacht hunn, datt iergendwéi eppes an engem Dossier net kauscher ass, eng Denonciatioun, eng Informatioun un d'CRF maachen. An dann ass et dee Moment un där, fir ze kucken, wat fir eng Suiten datt een där Informatioun do gétt.

De Problem ass allerdéngs - an do wëll ech awer nach eng Kéier hei drop opmierksam maachen -, wa sech sollt erausstellen, datt do näischt dohanner war an datt dee Verdacht onbegrennt ass, riskéiert deejéinegen, deen dat gemaach huet, well e sech hei wëllt un d'Gesetz halen, Problemer ze kréien um Niveau vu sengem Secret professionnel. Do schwätzen ech natierlech an éischer Linn vun den Affekoten, awer net nëmmen vun den Affekoten, mä dat riskéiert och um Niveau vun enger Bank zum Beispill Problemer ze ginn.

Well virun e puer Deeg ass et och dat Beispill ginn, ass mir gesot ginn, datt op enger Bank justement elo eng Kéier esou ee Problem war. Do ass en Employé, deen huet genau dat gemaach, wat mir em elo virschreien. Et huet sech awer herno erausgestallt, datt dee Verdacht onbegrennt ass. Doropshin huet déi Person, déi den Objet vun där Denonciatioun war, eng Schuedensatzklo elo géint d'Bank ugestrengt. An ech soen lech, datt dat wierklech an der Praxis zu ganz vill Problemer ka féieren. An den Affekot, fir dann nach eng Kéier op deen zréckzekommen, dee wierklech elo esou eng Denonciatioun mécht, déi sech als onbegrennt erausstellt, riskéiert herno souguer, vum Conseil de l'ordre eng Affär gemaach ze kréien, well en de Secret professionnel zu Onrecht net respektéiert huet.

Ech mengen also, datt sech hei wierklech e seriö Problem stellt. An nach eng Kéier, duerfir begrëssen ech och, datt mer nach eng Kéier op déi Thematik zréckkommen am September.

Ech wollt awer gläichzäiteg op en anere Problem e bëssen an deemselwechte Kontext opmierksam maachen, an dat hunn ech och schonn e puermol hei op der Tribün gesot, ech hunn et och schonn an der Kommissioun ge-

sot. Mir wäerten net méi spéit wéi muer de Mëtteg dat neit Dateschutzgesetz stëmmen. An do kréien ech och elo scho gesot, datt dat mat enorm vill Problemer, och notamment am Bankesektor verbonnen ass, well d'Leit elo net méi wëssen: Wat huet Prioritéit?

Sinn et d'Blanchimentstexter? Sinn et d'Dateschutzgesetz? Well déi sinn zum Deel kontradiktöresch. Déi sinn zum Deel kontradiktöresch! An duerfir mengen ech, ass et och wichtig, datt mer och eng Kéier kucken, d'ailleurs net nëmmen mam Justizminister, mä och emol eng Kéier mam Finanzminister, wat fir eng Instruktioun mer deene Leit och ginn. Well déi wësse geschwënn net méi, wat se solle konkret maachen. Denonciéiere se och kucke se d'Dateschutzgesetz? Oder kucke se, wat hire Secret professionnel seet? Dat ass also alles net esou evident.

Ech wëll iwwregens och nach op ee Punkt zréckkommen, Madamm Rapportrice, wou Der eppes gesot hutt, wat och net ganz richtig ass. Dir hutt näamlech virdu gesot, hei wäeren nëmmen verschidden Affekote betraff. Et sinn déi Affekoten, déi am Blanchimentstext opgezitt sinn, dat ass eng ganz Kategorie. Ech wëll lech allerdéngs soen, do ass eng Kategorie, déi hutt Der vergiess. Dat ass näamlech déi Kategorie vun den Affekoten, déi d'Transactions immobilières maachen.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - Ech hunn dat virdu gesot.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, maja. Mä ech soen lech, Transactions immobilières, Madamm Tanson, maachen 90%, wann net 95% vun den Affekoten, well eng Transaction immobilière ass, e Client ze beroden, wann e säin Haus keeft oder verkeeft, wann en eng Locatioun, e Bail à loyer mécht. An ech mengen, datt déi allermeeschten Affekoten dat an hirer Praxis maachen.

Duerfir kommt, mir ginn elo do keng Saache sichen! Ech menge schonn, datt deen Text sech hei op déi allermeeschten Affekote wäert applizéieren.

Leschte Punkt, Här President, op deen ech awer och wollt agoen, ass dee vum GAFI. Well Dir wësst, och dat ass e Sujet, dee mer ganz staark um Häerz läit. Do kéint an den nächste Joren, 2019 respektiv 2020, deen nächsten Avis GAFI iwwer eist Land. An do riskéiere mer awer, mat enger Rei vu Problemer konfrontéiert ze ginn.

Ech wëll elo net nach eng Kéier op dee ganzen Detail vun där Thematik agoen, just awer op ee Punkt. Wann een esou kuckt, och de Bilan vun der CRF, do si relativ vill Denonciatiounen gemaach ginn. Ech stellen awer fest, datt ganz weineg Affäre bis elo zu enger Décision judiciaire geféiert hunn. An ech weess, datt de Justizminister dat äänlech gesäit. De GAFI kuckt jo net nëmmen d'Implementatioun vu Mesuren, mä e kuckt och déi sougenannt „effectiveness“. Dat heescht, e kuckt: Wat ass aus deenen eenzelnen Dispositiounen och konkret entstanen? Wivill Condamnatiounen sinn do ergaangen? An do muss ech einfach soen, datt et eng Rei vu ganz substanzialen Dossiere vun der CSSF notamment géint eenzel Banke gétt, wou déi CSSF ganz substanzial Amendé prononciéiert huet, Amendé, déi bis zu 9 Milliounen Euro ginn.

Ech wëll dat nach eng Kéier hei betounen, wann eng CSSF géint eng Bank eng Amende vun 9 Milliounen Euro prononciéiert, ass et net, well déi Bank just e Bilan net zur Zäit publizéiert huet. An da muss ech lech soen, ass et awer net normal, wann um Niveau vun eise Juridictionen iwwerhaupt emol nach keng Condamnatioun ergaangen ass, wëssend, an hei geet et ëm eng Bank, déi d'Gestioun vun engem malaysesche Fong gemaach huet, datt et schonn am Ausland zu Condamnatiounen komm ass, just hei zu Lëtzebuerg ass nach näischt geschitt.

Ech weess och, dat ass elo net d'Responsabilitéit vum Justizminister. Et ass och net d'Responsabilitéit vum Finanzminister. Mir mussen just wëssen, datt do dote riskéiert, eis awer - net dëser, mä vläicht dann där nächster Regierung - eng Rei Problemer ze stellen.

Ech wollt iwwerhaupt och zu deem ganze GAFI soen, och à l'attention vun Här Justizminister, dee jo och déi Aarbechte ganz enk suivéiert: An deem GAFI si jo ganz vill Länner. Ganz vill Länner! An do sinn der, wou mer alleguerte wëssen, déi et, wat d'Governance betrëfft, net esou genau huelen. Ech huelen nëmmen Ungarn a Polen. Mir kënne awer och Malta an Zypern huelen, wat dëse Beräich betrëfft.

Ech muss lech soen, ech froe mech awer och heiansdo: Wat si konkret d'Konsequenzen, déi

geholl ginn, wann de GAFI elo feststellt, datt hei eng Rei vu Violatiounen verleiht an datt e Land zum Beispill e ganz schlechten Avis kritzt? Wat sinn déi konkret Sanktiounen, déi kënnen géint dat Land geholl ginn, notament um Niveau vum GAFI? Ech wär do net onfrou, Här Minister, wann Der herno vläicht eis och dozou eppes kéint soen.

Dat gesot, nach eng Kéier, wäerte mir eis Zoustimmung zu dësem Projet de loi ginn, wat e wichtege Projet ass. Nach si mer awer frou, wa mer am September nach kënnen deen een oder anere Punkt méi am Detail kucken. An ech wär och frou, wann ech herno vum Justizminister nach eng Rei Antworten op meng präzis Froe géif kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, am Oktober 2008 war am Journal vu France 2 e Reportage ze gesinn, wou Lëtzebuerg alt erëm eng Kéier um Pranger stoung als Steuerparadies mat sengem waasserdichte Bankgeheimnis. Dat war direkt nom Ausbruch vun der Finanzkris. A verschidener vun lech kënnen sech vläicht och nach erënneren an de Mano-a-Mano tëschent dem Premierminister Juncker an dem David Pujadas no der Diffusioun vun deem Reportage.

An eng Sequenz vun deem Reportage war de Lëtzeburger Parquet économique ze gesinn, ee Verrieder vum Parquet, deen interviewt ginn ass. An et huet e bëssen duerno ausgesinn, dass en fait an engem alen, e bëssen almoudesche Büro dräi Leit déi ganz Cellule de renseignement financier géifen duerstellen, déi da sollt responsabel si fir d'Lutte antiblanchiment zu Lëtzebuerg.

Duerno war och eng Wäschmaschinn ze gesinn an deem Reportage. An de klere Message vun der franséischer Télee war: Wéi kann e Land mat 150 Banke seng Verpflichtungen am Beräich vun der Geldwäsch eescht huelen, wann esou wéineg Leit an där Behërde do schaffe mat esou wéinegen technesche Mëttelen? Et kann een haut nach iwwert de Stil an d'Manier vun der franséischer Télee streiden, mä d'Iwwerleeung vun internationale Gremie wéi dem GAFI ass eng ganz äänlech.

De gréisste Risiko an der Geldwäsch zu Lëtzebuerg ass dee vun den internationalen Affären, also op der Finanzplaz. A wa mer ons just oder an der Haaptsaach op lokal Affäre konzentrierte wéi zum Beispill de Blanchiment-détention, da maache mer ons Aufgaben net. An där Risiko gëtt et op der Finanzplaz eng muncher, zum Beispill an onsem Immobiliensektor, deen och ëmmer méi finanziariséiert gëtt, bei Fongen, déi net oder wéineg reguléiert si wéi d'ELTIFen oder d'FIARen, oder an der Aart a Weis, wéi autoreguléiert Professionne wéi d'Affekoten, d'Fiduciairen oder d'Immobilienagenté mat hire Flichten am Beräich vum Antiblanchiment an insbesonnesch mat hiren Deklarationspflichten emginn.

Et ass also immens wichtege, dass mer eng effikass Cellule de renseignement financier hunn. An dofir begrësse mer als LSAP natierlech dëse Projet de loi, dee jo eng Upassung un d'Recommandatioun vum GAFI an un d'Direktiv 2015/849 mécht, wéi d'Rapportrice Sam Tanson et am Detail beschriwwen huet an hirem gudden a komplette Rapport, fir deen ech hir och gäre géif Merci soen.

D'Missioun vun der CRF ass et virun allem, virun enger Enquête oder enger Instruktioun Informatiounen ze sammelen, eng Analys ze maachen zu komplexe Finanzkriminalitätsaffären an déi da weiderzeginn un de Parquet, deen dann decidéiert, wat e mam Dossier mécht.

Eng vun den Haaptneierungen ass, dass d'CRF elo un de Parquet général rattachéiert gëtt. Dëst ass d'Ëmsetzung vun der Recommendation 29 vum GAFI. Se muss awer weider Zougang hunn zu dem Parquet économique an zu allen Informatiounen, déi se brauch, fir hir Missioun anstänneg ze maachen. Weiderhi kritzt d'CRF och zousätzlech Leit, wat mer och ausdrécklech begrëssen.

En anere ganz wichtege Schrëtt an onsen Aen ass och, dass e Comité national de coordination agesat gëtt am Beräich vum Kampf géint d'Geldwäsch. Dëse Comité, dee vun den zoustännegge Ministeren, dem Justizminister, dem Finanzminister, mä och Representanté vun de Geriichter, vum Parquet, vun deene verschidene Autorités de surveillance, vun de Steuerbehörde komposéiert gëtt, koordinéiert

an iwwerwaacht d'Ëmsetzung vun der Politik géint d'Geldwäsch an de Finanzement vum Terrorismus.

Dat ass net just „window dressing“ an eng Aart a Weis, fir Pabeier ze schafen en vue vun der nächster GAFI-Evoluéierung, déi effektiv an zwee Joer kënt. Neen, dat ass och eng wichtege Mesure, fir dëse reelle Kriminalitéitsrisiko bei ons am Land, deen ëmmer mat enger internationaler Finanzplaz emhiergeet, wierklech eescht ze huelen a richtig ze bekämpfen.

Alles dat ass gutt. Mä et ass wéi esou oft: D'Effektivitéit vun esou engem Gremium, vun esou enger Organisatioun wéi der CRF steet a fällt mat der Spezialisierung vun de Leit, och vun den Analysten, déi hei schaffen. Mir hunn et hei mat oft komplexen internationale Montagungen ze dinn, a Fluxen ze retracéieren ass net ëmmer einfach am Kontext vun deenen Affären.

Här President, mir kruten och en Avis vum Barreau, dee schon ugeschwat ginn ass, den 20. Juli 2018, also ganz spéit an der Prozedur, no der Adoptioun vum Rapport vun der Rapportrice Sam Tanson. Iwwert d'Manier an den Tron vun deem Avis géif et munches ze soe ginn, och iwwert d'Aart a Weis, wéi hei mat der Chamber emgaange gëtt. An insbesonnesch iwwert d'Aart a Weis, wéi verschidde Parlamentarier, déi och Affekote sinn, hei cibléiert gi sinn an u sech, jo, am Fong e bëssen instrumentaliséiert ginn, fir hei d'Interéte vun enger Korporatioun, also vun den Affekoten ze verteidegen. Dat fanne mir net glécklech.

Ech fannen et och perséinlech net glécklech, dass ech hei u sech bal an eng Situatioun vun Interessekonflikt gesat ginn duerch esou e cibléierte Message. Ech sinn en Affekot, mä ech si virun allem e Parlamentarier an ech sinn net de Lobbyist vun iergendengem an och net vu menger Zunft.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - De Barreau liest an deem emgeännerten Artikel 5.(1)a vum Blanchimentsgesetz eng breet Obligatioun, fir Deklaratiounen ze maachen, déi net vereinbart kéint gi mam Secret professionnel vum Affekot. Mä si soen, d'Dier wier hei op fir eng Délation généralisée vun all méiglechen Infractions sous-jacentes.

Mir haten dës Diskussioun an der Commission juridique des Woch. An ech verstinn, dass de Barreau hei verschidde Apaisementer krut an där Hisiicht, dass déi Referenz op d'Infraction sous-jacente associée u sech keng Neierung mat sech bréngt, wat de Champ d'application vun deenen Deklaratiounen ugeet vun den Affekoten, mä u sech just e Renvoi ass op déi Infraction vum Artikel 506-1 vum Code pénal, deen u sech onverännert bleift.

Wat méi beonrouegend ass, an dat gëtt och am Rapport ugeschwat, dat ass, dass et hei eng fundamental Interpretationsdivergenz ze gi schéngt tëschent dem Barreau, dem Parquet respektiv dem Ministère, wat déi Deklarationspflicht do ugeet, wéini eng Deklaratioun muss gemaach ginn a wéini keng muss gemaach ginn. Dat ass inquietant. An ech fannen et dofir gutt, dass mer do am September probéieren, eng Diskussioun ze sichen, a probéieren, déi Interpretationsdivergenz aus dem Wee ze rauen.

Et ass gesot ginn, dass et 2017 ganzer 33 Deklaratiounen gouf vum Barreau am Beräich vum Antiblanchiment, dat op enger Zunft vun 2.500 Affekoten, wou der ganz vill am Finanzsektor aktiv sinn. Do loosse ech hei jiddwieren driwwer jugéieren, wéi kredibel dat ass. Ech mengen, dass u sech dee Chiffer awer op eng zegdausend Deklaratiounen am grouse Ganze problematesch ass an och an där GAFI-Revue, déi ons bevirsteet, net ganz kredibel wäert doston. An dofir nach eng Kéier, mengen ech, net nëmme wat d'Affekoten ugeet, mä och aner Berufsständ, ech hunn et gesot, Fiduciairen, Domiciliatairen, all méiglecher aner Berufsständ, déi gréisstendeels autoreguléiert sinn, sinn hei natierlech gefuereert, fir sech nach eng Kéier mat hiren Deklarationspflicht ausenannerzusetzen. An ech mengen, et wär wichtege, dat ze maachen.

Voilà. Dat gesot, nach eng Kéier, begrësse mir dëse Projet de loi. Mir wäerten dee sécher och matdroen. An dat gesot, géif ech lech nach Merci soe fir d'Noluschteren. Voilà, ech wäert muer nach eng Kéier hei sinn. Dat heescht, et ass net meng lescht Interventioun.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuert huet elo d'Madam Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll virop och der Madamm Tanson Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mündleche Rapport an enger dach schwieriger an zimlech sensibeler Matière, well et e ganze Koup Beruufsständ zu Lëtzebuerg betrëfft.

Ech mengen, mir hunn déi lescht Zäit, d'Regierung an dëst Parlament, eng Serie vun Texter ugeholl, déi u sech d'organiséiert Kriminalitéit an notament de Blanchiment, mä och den Terrorisme en général solle bekämpfen. An ech mengen, den A an O, fir dass iergendwéi do kann e positivt Resultat kommen, ass international Kooperatioun.

Déi Texter, déi mer ugeholl hunn, dëse mécht keng Exceptioun, gesinn dann ëmmer vir, dass awer all d'Memberstaten, wann déi Direktiven an deem Secteur emgesat ginn, mussen matmaachen, fir Organismen op d'Been ze setzen, déi eben d'Informatiounen an d'Kontrolle vor Ort kënnen maachen an dann international déi Donnée kënnen viruginn.

Dat Eischt, wat mer jo hei maachen, ass d'CRF, d'Cellule de renseignement financier, fir d'Eischt reafektéieren a reorganiséieren. D'Reaffektatioun vum Parquet économique vum Tribunal un de Parquet général ass eng gutt Saach, well d'Independenz an d'Autonomie fonctionnelle gi gestärkt. Souwisou ass de Parquet général ëmmer den Numero 1, wa mer mat dem Ausland mussen schaffen. An ech mengen, dee Moment ass dat och eng Modernisatioun, déi vun all Mënsch unerkannt gëtt.

Ech ginn net op weider Detailler an. Et ass alles hei gesot ginn. Ech wëll just och nach eng Kéier begrëssen, dass bei deene Punkten do, an notament der Deklarationspflicht, wat en extrem sensible Punkt ass, wou et wichtege ass, dass net direkt Schwierigkeete kommen, all Mënsch, dee betraff ass, weess: „Wat muss ech, wat dierf ech a wat dierf ech op kee Fall?“, dass dat wierklech, och wa mer dat do elo haut acceptéieren, an den nächste Méint gekläert gëtt, fir dass mer net nëmme um nationalen Niveau keng Problemer kréien, mä och vis-à-vis vum GAFI propper dostinn.

Dat hei ass e wichtege Text an et ass gutt, dass mer en haut unhuelen. An ech bréngen heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass et un dem Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerten dat heite Gesetz och matstëmme. An ech muss lech awer soen, datt ech bass erstaunt sinn iwwert déi Diskussioun, déi elo awer virdrun hei geféiert ginn ass iwwer en Avis vum Barreau, deen ech elo déi ganzen Zäit vergeblech versicht hunn, ze fannen. Et ass keen Document parlementaire, et ass och keen Dokument, wat mir perséinlech als Deputéierten zougestallt ginn ass, wat elo awer an de Rapport afléisst a wou ech da gewuer gi vum Kolleg vun der CSV, datt dat en Avis ass, dee just un Deputéiert geschéckt ginn ass, déi och Affekot sinn.

An do muss ech awer soen, wann de Barreau esou en Avis ofgëtt mat deenen Adressaten, dann ass dat en Deni vun der Demokratie hei zu Lëtzebuerg. An dat ass ganz, ganz bedenklech. Ech si wierklech schockéiert iwwert déi dote Virgeewis.

(Brouhaha)

An et weist awer och, datt do eng Lobbygrupp hei zu Lëtzebuerg, eng Lobbygrupp mat e bësse Retard oder mat zimlech vill Retard zum Schluss dann op eemol mierkt oder Angscht huet, datt hinnen Deeler vun hire Feller kéinten dovunnerschwammen. An et ass éischer, e weidere Beweis, datt dat hei, mengen ech, e ganz gutt Gesetz ass, wou et notament drëm geet, fir grad géint déi fiskalesch Montag, déi zu Lëtzebuerg och gemaach ginn, virzegoen a fir der Cellule de renseignement financier déi personell Mëttelen ze ginn, déi se brauch.

Woubäi sech d'Fro nach ëmmer stelle muss oder stelle wäert an Zukunft, ob dat och duerge wäert, vu eis Gréisst vun der Finanzplaz a vu och d'Expansioun vun der Finanzplaz, an ob een do net an Zukunft och nach nobessere muss. Ech mengen, et ass en éischte Schrëtt an et ass en éischte Schrëtt an déi richtig Richtung. Mir ënnerstëtzen dat hei.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer un Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech halen als Eischt gären um Enn vun dëser Diskussioun fest, datt mer alleguerten dee Projet elo stëmme. Ech huelen un, dass d'ADR dat och mécht. Dat ass déi wichtegst Konkusioun vun eiser Debatt vun haut. Dëse Projet wäert eestëmmeg ënnerstëtzt, gedeelt an doduerch och votéiert ginn.

Dat ass och gutt a richtig esou, well hei maache mer e weidere Bäitrag an der Lutte géint de Blanchiment. Dat ass dat, wat mer haut als

Alleréischt maachen. Et ass eppes, wat wichtege ass. Blanchiment soll net toleréiert ginn. Blanchiment vu Suen aus kriminellen Aktivitéite soll verfolge ginn. Europa këmmert sech drëms. Lëtzebuerg ass dobäi Partie prenante. Mir stinn hannert deenen Direktiven a mir maache gären do mat, well mer dat zu Lëtzebuerg net wëllen. Mir si gären eng Finanzplaz, déi sech net brauch ze verstoppen. Mir si gären eng propper Finanzplaz an dat hei ass e wesentleche Bäitrag dozou.

Zu deene connexen Debatten, déi mer dann elo gefouert hunn, wëll ech awer just zwee Wuert dann drop äntwerten.

Dat Eischt, wat deen Avis vum Barreau betrëfft, deen, vu den Auteur, mer natierlech ganz eescht geholl hunn, och wann dat de Vott vun Projet vun haut doduerch weder retardéiert nach verhënnert huet. Mir wäerten déi Diskussioun gär weiderféieren.

Ech wëll awer och do drop hiweisen, dass déi Problemer, déi an deem Avis soulevéiert ginn iwwer eng Interpretatioun vun der Obligation de déclaration, eigentlech manner aus dem Projet de loi resultéieren, mä schonn op déi besteend Gesetzgebung zrëckginn. Duerfir kënnen mer dat och, mengen ech, ouni Hetz an ouni Stress an den nächste Méint diskutéieren, fir ze kucken, ob mer eis do kënnen op eng gemeinsam Interpretatioun eenegen. Mir wäerten dat maachen, mä dat spillt fir de Vott vun haut, mengen ech, net déi alleréischt Importenz.

Zweet Remark par rapport zum GAFI. Mir huelen natierlech déi Evaluatioun, déi usteet, méi wéi eescht, well et ass e ganz wichtege Rendez-vous, dee Lëtzebuerg do huet, wou mer müssen, an de Laurent Mosar sot dat, net nëmme „compliant“ si mat de Gesetz, mä do gëtt och d'„effectiveness“ gekuckt, net nëmme déi, déi Dir erwänt hutt. Do sinn eng ganz Rëtsch vun „compliances“ a vun „effectiveness“, déi mer wäerten do mussen beleen. Mir schaffen dorunner. Et ass eng Erausforderung fir d'ganz Regierung, am Besonnesche fir de Finanzminister a fir de Justizminister, déi hei Hand an Hand schaffen.

Fir Är präzis Fro no de Sanktiounen ze beantwerten, wëll ech lech just soen: Wa mer géifen ieren op eng gro Lëscht kommen, dann heescht dat fir all déi Länner, déi Relatiounen mat Lëtzebuerg hunn, datt se eng „enhanced“, eng verstärkt „due diligence“ hunn an all hire Relatiounen mat Lëtzebuerg. Dat mécht d'Liewe vun der Finanzplaz schonn dann e bësse méi komplizéiert.

Wa mer géifen ieren op der schwaarzer Lëscht landen, da gëlle mer als en „high-risk country“. Dat géif kënnen dozou féieren, dass d'Relatiounen mat der Finanzplaz entweder staark ageschränkt géife ginn oder souguer carrement integral géife verbuede ginn. Wat dat heescht fir eng Finanzplaz, brauch ech lech dann net auszemolen.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci dem Här Justizminister fir seng Explikatiounen. Ech wollt awer nach eng Kéier op d'Fro eigentlech agoen. Ech hu mer déi Lëscht ugekuckt. Do - kömmt, mir sinn eis eens! - sti just ganz exotesch Territoiren drop.

Déi Fro, déi sech awer, mengen ech, eis alleguer stellt, a mir sinn alleguer d'accord: Mir kennen do souguer eng Rei Länner vun der Europäescher Unioun. Ech hat der virdrun zwee genannt: Ungarn, Polen. Ech wär emol gespaant, wann do eng negativ GAFI-Evaluatioun kéim, ob déi dann och reell op eng schwaarze Lëscht kommen.

Dat ass eigentlech déi Fro, déi ech wollt stellen. Ech hu se manner elo par rapport zu eis ginn, well ech mengen, datt d'Hausaufgabe vun der Regierung oder vun deenen diverse Regierung he gemaach gi sinn. D'Fro ass allerdéngs och par rapport zu anere Länner, déi hir Hausaufgaben net maachen, wat do d'Sanktionsméiglechkeete kënnen sinn.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dir stellt... A mir wäerten déi Diskussiounen an den nächste Méint a Joren mat Sécherheet nach méi wéi eemol mussen a kënnen féieren. Dat do ass eng Fro, déi Der un de GAFI selwer muss riichten.

Wat och sécher ass, dat ass, dass d'Evaluatioun, déi duerch de GAFI gemaach gëtt, ëmmer méi exigent, ëmmer méi präzis gëtt. An awer kann een doranner net eng honnertprozenteg Linn erkennen. Et ass e Fait, dass e Land wéi Lëtzebuerg duerch d'Importenz vu senger Finanzplaz, duerch verschidde Saachen, déi an de leschte Joren an der internationaler Aktualitéit stoungen, déi sech zwar op Faite bezéien, déi scho méi laang an der Vergaangenheet zrëckleien, déi net méi d'Finanzplaz vun haut zezeichnen oder bezeichnen, dass dat eis d'Liewen och net erlichtert.

An déi, déi behaapte géifen, dass de GAFI elo ëmmer all Land genee eent wéi dat anert géif behandelen a millimetergenee, dat ass schwéier nozevollzéien, dass dat mat där Stringenz esou honnertprozenteg richteg a gerecht géif gemaach ginn.

Dofir bleiwe fir eis déi Froen, déi Dir stellt par rapport zu anere Länner, méiglecherweis och EU-Länner, net vun der éischter Importenz. Eis Suerg ass déi Evaluatioun, déi mir wäerte kréien. Fir eis ass dat fundamental wichteg, och fir d'Zukunft vun der Finanzplaz.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7287 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7287 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung leeft. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat ass de Projet 7287 uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Joséée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Joséée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Just elo eng praktesch Duerchso. Mir wäerten eis Aarbechten elo weiderféieren. Ech wollt awer aus Rücksicht op d'Kollegen, déi direkt um hallwer zwou eng Chamberskommissioun hunn, soen, dass mer de Vott dann als zweeten de Mëtteg géife maachen, net direkt um zwou Auer, mä als zweeten no deem éischte Projet.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7320. A wéi gewinnt ass d'Rapportrice scho prett. D'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

6. 7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Sam Tanson** (*déi gréng*), *rapportrice*.- Merci, Här President. Mir hunn an deene leschte Woche vill iwwert d'Harmoniséierung vun EU-Recht geschwat. An dat, wat mer elo haut diskutéieren, geet an déiselwech Richtung. De Projet huet zwee Haaptobjeten. Fir d'Éischt emol transposéiert en d'Direktiv 2016/343 iwwert d'Verstärkung vun der Présomption d'innocence an nationaalt Recht fir déi Dealer, wou mer hei nach keng Bestëmmungen hunn. Da weit en d'Kompetenze vun

Juge unique, also dem Riichter, deen eleng statuëiert, am Strofrecht aus, dëst eng reng national Dispositioun.

Wat d'Direktiv ugeet, esou ass déi eng Suite vun Wëlle vun der Europäescher Unioun, aus der EU en Espace vu Fräiheet, vu Sécherheet a vu Justiz ze maachen.

Laut de Konklusiounen vun der Presidence vun europäesche Conseil vun Tampere am Oktober 1999 ass et en Zil vun der EU, fir déi europäesch Legislatiounen am Justizberäich méi no beieneen ze bréngen, fir och eben déi géigesäitig Unerkennung vun Urteeler ze verstärken an domat déi rechtlech Situatioun vun den einzelnen EU-Bierger ze verbesseren.

Dofir muss all Stat kënnen dem Rechtsapparat vun deenen anere EU-Memberstate vertrauen. An dofir mussen eng Rëtsch Normen harmoniséiert ginn, fir sécherzegen, datt d'Prinzipie fir de Bierger viru Gericht déiselwech sinn a seng Rechter a vollem Mooss respektéiert ginn.

2009 huet de Conseil eng Feuille de route uegholl, an där d'Kommissioun ageluete gouf, verschidden Elementer vu minimale prozedurale Rechter fir déi verdächtig Persounen op de Leescht ze huelen an esou eng Kooperatioun tëscht de Staten ze erméiglechen.

Doropshi sinn dräi Direktiven ausgeschafft ginn, tëscht 2010 an 2013. Hei goung et ëm Recht op Iwwersetzung, op Informatioun, op en Affekot, wat duerch d'Gesetz vum 8. März 2017 ëmgesat gouf, d'Gesetz, wat déi prozedural Rechter am Strofrecht garantéiert.

An déi Direktiv, ëm déi et elo hei geet, betrëfft de véierte Volet: verschidden Aspekter vun der Présomption d'innocence a Rechter ronderëm de Prozess.

Et si generell Rechtsprinzipien, déi duerch eng sëllechen internationalen Texter festgehal goufen, wéi zum Beispill den Artikel 6 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun, déi d'Présomption d'innocence garantéiert.

Eng sëllechen Elementer aus der Direktiv sti schonn tel quel an onsen Texter a brauchen net méi ëmgesat ze ginn.

Et sinn dëst: de Prinzip vun fräien Erschéngung vun engem Beschëllegte viru Geriicht. Deen ass schonn am Artikel 190-1 vun onsem Code de procédure pénale ofgedeckt; brauch also net méi ëmgesat ze ginn. An datselwech gëllt fir d'Recht vum Beschëllegten, näischt ze soen.

De Prinzip, datt deen, deen uklot, muss beweisen, datt eng Persoun schëlleg ass, steet zwar och net explizit an engem Text, mä geet aus dem Recht op d'Onscholdsvermuddung ervir. De Parquet muss beweisen, datt eng Persoun schëlleg ass an den Zweifel behiewen.

Wat d'Recht ugeet, sengem Prozess bäizewunnen, an d'Recht op en neie Prozess an op Recoursméiglechkeeten, esou sinn och dës an onser Legislatioun virgesinn.

Eng länger Diskussioun hate mer an der Kommissioun, och, géif ech mengen, aus Aktualitéitsgrënn, iwwert d'Présomption d'innocence. Keen neie Prinzip. E steet an enge sëllechen internationalen Texter, soudatt de Prinzip vun der Présomption d'innocence hei zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt, well déi internationalen Prinzipie gëllen an och hei ugewannt ginn, notamment vun eiser Jurisprudenz, déi sech regelméisseg heiropp referéiert.

Den Artikel 4 Paragraf 1 vun der Direktiv gesäit ënner anerem vir, datt d'Memberstaten déi néideg Moosnamen huelen, fir datt déi éffentlech Autoritéiten an hiren Deklaratiounen net eng verdächtig Persoun oder eng Persoun, déi poursuivéiert gëtt, als schëlleg duerstellen, soulaang déi Schold net legal festgestallt gouf. Dëst verhënnert natierlech net, datt Akte gemaach oder prozedural Schrëtt ënnerholl ginn, fir eben d'Schold vun de verdächtige Persounen festzestellen.

Stand haut fällt dee Schutz bei den nationalen Dispositiounen ënnert den Artikel 8 vun onsem Code de procédure pénale, dee virgesäit, datt d'Prozedur während der Enquête an der Instruktioun geheim sinn. Dësen Artikel gesäit och vir, datt de Procureur général d'État oder de Procureur d'État kann Informatiounen iwwert den Offaf vun der Prozedur éffentlech maachen, andeems awer ëmmer d'Présomption d'innocence respektéiert gëtt.

An der Kommissioun krute mer erkläert vun der Procureure générale d'État, datt dat mat sech bréngt, datt ëmmer bei den offizielle Kommunikatiounen drënner steet, datt natierlech d'Présomption d'innocence gëllt, soulaang wéi se net duerch en Urteel infirméiert gouf.

Och international si mer geschützt, net just duerch Texter, mä och duerch d'Interpretatioun vum Europäesche Mënscherechtsgeriicht. Esou seet d'Jurisprudenz vun der CEDH, datt all Persoun, där hir Schold net duerch e Geriicht festgehalen ass, géint Aussoe vu Verrieder vum

Stat geschützt ass, déi si als schëlleg duerstellen.

Déi konstant Jurisprudenz vun der CEDH seet zënter 1995, datt d'Présomption d'innocence vun alle staatlechen Autoritéite muss respektéiert ginn, zum Beispill d'Urteel Allenet de Ribemont géint Frankräich vum 10. Februar 1995.

Datt dëst an onser hyperinforméierter an net ganz vergiesslecher Welt net mécht, datt eng Persoun net awer vum Public als schëlleg ugesi gëtt, stëmmt. Och wa sielen en Numm genannt gëtt, wat allerdéngs souguer net duerch de Prinzip vun der Présomption d'innocence verbueden ass, esou ass et en plus zu Lëtzebuerg dacks séier gewosst, ëm wien et geet.

Mir hunn an der Kommissioun länger driwwer diskutéiert, ob mer net eng méi speziell Dispositioun an onsen Texter brächten, a waren eis eens, datt eng Diskussioun soll driwwer gefouert ginn. Dës Direktiv soll awer scho bis den 1. Abrëll 2018 ëmgesat sinn. A mir hu jo d'Grondiddi vun der Présomption d'innocence souwuel national wéi international verankert. Si ka vun all Beschëllegtem ageklot ginn. Duerfir hu mer eis drop géeneegt, datt dës Diskussioun an der nächster Legislativperiod ze féieren ass, mä eleng schonn nëmme dat als Rappel, datt dës grondleeënde Prinzip fir all staatleche Verrieder gëllt, kéint wäertvoll sinn, kéint pädagogesch Utilitéiten hunn.

Deen eenzege Prinzip aus der Direktiv, dee bäigefüügt gëtt, ass d'Recht, sech net selwer ze inkriminéieren. Dëst Recht, dat och an der Direktiv steet, ass net als eegent Recht vun der Verdedegung an onsem Droit verankert. Et gëtt elo op e puer Plaze bäigefüügt, och wann de Statsrot och hei der Meenung war, dass dat eigentlech net néideg wär, well et schonn inhärent bei besteeënden Texter ass.

De Statsrot erënnert a sengem Avis drun, datt d'Direktiv net virgesäit, datt d'Memberlänner d'Dispositiounen aus der Direktiv mussen tel quel ëmsetzen, mä just datt déi Rechter, ëm déi et geet, musse garantéiert ginn.

Onofhängeg vun der Direktiv weit de Projet awer och d'Kompetenze vun Juge unique aus. Eng Evolutioun, déi een och an ëmmer méi EU-Länner gesäit. An der Belsch ass esou zum Beispill zënter engem Gesetz vum 19. Oktober 2015 de Juge unique quasi de Prinzip.

Am Exposé des motifs vun deem heite Projet gëtt drop higewisen, datt den Ursprungsgedanke vun der Kollegialitéit dacks net gi wier, well d'Riichter aus Zäitgrënn net kollektiv d'Urteeler géife schreiwen a sech och net all am Detail géife mam Dossier auseruesetzen. An der Praxis géifen zwar wuel déi dräi Magistraten zesummen deliberéieren, mä just ee vun hinne géif den Dossier am Detail kucken an d'Urteel preparéieren, wat da vun deenen anere Riichter nach géif iwwerlies ginn.

En anert Argument en faveur ëmmer vun der Kollegialitéit ass natierlech dat, datt een a komplizierten Dossiere sech ka mat Kollegee beroden. Deem gëtt asoufern Rechnung gedroen, datt de Juge unique just fir eng Lëscht vu maner komplexen Affäre wäert zoustänneg sinn.

Och an der Chambre du conseil gëtt fir eng limitéiert Lëscht elo op de Juge unique zréckgegraff. Am Appell bleift d'Kollegialitéit bestoen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Projet de loi harmoniséiert nach d'Lëscht vun de Plazen, op déi kann zougestallt ginn, a vereinfacht Prozedur bei der Zoustellung vun Urteeler a Citatiounen.

Den Artikel 149 gesäit elo vir, datt, wann eng Situatioun virun de Policeriichter perséinlech zougestallt gouf, d'Urteel, wat kënnt, «réputé contradictoire» ass, also betruecht gëtt, wéi wann eng kontradiktorech Debatt stattfonnt hätt. Géint déi Urteeler kann also keng Oppositioun méi gemaach ginn, just nach en Appell. An äänlech Dispositiounen ginn et och hei am franséischen an am belsche Recht. Et geet drëms ze verhënnere, dass d'Leit, déi pertinemment wëssen, datt se deen Dag sollen op d'Gericht kommen, einfach net kommen an dann awer d'Méiglechkeet hunn, d'Prozedur nach eng kéier ganz vu vir opzerullen.

Datselwech gëllt fir den neien Artikel 185-2bis fir d'Prozedur vum Correctionnel.

Eng lescht Adaptatioun, op déi ech wëll opmierksam maachen, ass déi vum Artikel 186 an 211bis, déi virgesinn, datt och d'Jurisprudenz um Fong kann e Mandat d'arrêt ausstellen. E Pouvoir, dee bis ewell, bis op zwou Ausnamen, dem Untersuchungsriichter reservéiert war an esou zu praktesche Problemer gefouert huet, fir ugeklot Persounen, déi am Ausland am Prisonsinn, virun de Strofriichter ze kréien.

Voilà! Dat war elo dee leschte vun 13 Texter, mengen ech, déi mer an deene leschten dräi Méint, wou ech d'Chance hat, d'Éier hat, d'Commission juridique ze presidéieren, fäer-

deggestallt hunn. E ganz grouse Merci un all déi, déi konstruktiv matgeschafft hunn, fir Är Flexibilitéit an Är Disponibilitéiten an och den Austausch, dee ganz spannend war.

Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci der Madamm Rapporteur Sam Tanson. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci der Madamm Tanson fir hire schrëftlechen a mündleche Bericht. An ech muss lech soen, an deenen dräi Méint waart Der eng dichteg an neutral Presidant vum der Commission juridique.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dir Dammen an Dir Hären: «Quand l'innocence des citoyens n'est pas assurée, la liberté ne l'est pas non plus.» Esou heescht et am Montesquieu sengem «De l'esprit des lois». An net vun ongeféier ass dëst Kapitel iwwerschrifft: «De la liberté du citoyen». Well ëm genee dës Fräiheet, jo, ëm d'Recht op Fräiheet vum Bierger geet et an dëser Debatt, iwwert d'Présomption d'innocence, also eis Onscholdsvermuddung, well si eigentlech direkt an d'Muecht vum Rechtsstat era mam Recht op Fräiheet och vum Mënsch verbonnen ass.

Well och d'Onscholdsvermuddung ass kee Klasseprivileg an och keng Grâce royale. Neen, et ass e fundamentaalt Recht, ee Grondreht, dat ontrennbar ass mam Recht op Fräiheet vum Bierger.

Jo, Här President, oder Madamm Presidentin, de Bierger an eisem Rechtsstat ass fir d'Alleréischte fräi an och fräi vu Schold. An dat, bis him seng konkret a perséinlech Schold an engem bestëmmte Fall mat präzise Beschëllungen a schlëssege Beweiser vum Parquet an engem faire rechtsstaatleche Prozess nogewise gëtt. Soulaang gëllt all Bierger, vum ärmsten Däiwel - an där hu mer der zu Lëtzebuerg nach ze vill - bis hin zu den héchste Kreesser vum Stat, als onschëlleg virum Gesetz.

An ech soen och direkt dobäi: onschëlleg virun der Gesellschaft. Well wéi dacks ignoréiere mer alleguer am Alldag d'Onscholdsvermuddung? Dobäi ass si zwar primär e rechtsstaatleche Prinzip an och e Piler vum Droit pénal, mä als Politiker an och als Bierger vun engem Rechtsstat muss eis Ambitioun eigentlech méi wäit goen, well grad haut an der Welt vun Twitter, Facebook an Instagram ass och d'Place publique, an dat méi wéi jeemools virdrun an eiser Geschicht, zu engem grouse virtuelle Geriichtssall ginn. An datt dës Raum keng Zone de non-droit ass, hunn eis Geriichter dacks genuch bewisen, mä et dierf och keng Zone de non-éthique sinn.

Well och um Internet gëllt de Montesquieu säi Saz: «Quand l'innocence des citoyens n'est pas assurée, la liberté ne l'est pas non plus.»

D'Onscholdsvermuddung ass näamlech grad wéi d'Fräiheet, vun där ech elo grad geschwat hunn, ni selbstverständlech. Si war dat ni, si ass et ni a si wäert dat och ni sinn. Eng Onscholdsvermuddung mécht just da Sënn, wa se „ohne Ansehen der Person“ gëllt, wéi eis däitsch Noperen dat géife soen. An dat ouni Ressentimenten och vun deenen eenzelen Pouvoiren, well wéi sot emol den Helmut Schmidt esou trefend: „Der Rechtsstaat hat nicht zu siegen, er hat auch nicht zu verlieren, sondern er hat zu existieren!“

Dat ass natierlech wouer fir eis Justiz, mä et muss och fir all aner Pouvoiren am Stat an an der Gesellschaft wouer sinn an och wouer bleiwen. An dat zielt fir d'Exekutiv, virop d'Minister, d'Verwaltung an och fir eis Force publique. An dat zielt och fir d'Legislativ a virop fir eis hei an der Chamber, an awer och fir de véierte Pouvoir an eiser Mediendemokratie, eis fräi Press, well fir kee vun deene véier Pouvoiren gëtt et eng Fräiheet, wann net all eenzelen Bierger, egal ob e Schmit oder Meier oder Trump oder Sarkozy heescht, fräi ass, an domadder och fräi vu Schold, bis seng Schold bewisen ass.

Dir Dammen an Dir Hären, allze oft gëtt et bei verschiddene Virfäll eng gewësse Virveruerteeung vun der éffentlecher Meenung. Keen anere wéi dee grouse franséische Jurist, Justizminister, fréiere President vun Conseil constitutionnel an den honorabelen Häre Mosar a Bodry hire fréiere Professor, de Robert Badinter,...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien!



► **M. Gilles Roth** (CSV). - ...deen huet d'Fransousen heirun eigentlech ganz kloer erënnert.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Hie sot am franséischen RTL kloer an däitlech am Kontext vun der Mise en examen vun dem Nicolas Sarkozy: «La présomption d'innocence n'est pas un slogan, mais c'est un principe.» Mä bei der Onscholdsvermuddung geet et justement net drëm, engem nozestoen - wéi een dat vläicht kéint menge vum fréiere Justizminister vum François Mitterrand, deem een net kann ënnerstellen, dass en dem Nicolas Sarkozy unbedéngt sollt noston -, mä déi steet em zou. Et geet, wéi gesot, hei em de Prinzip an domadder em de Bierger, fir deen et Prinzipie gëtt, egal ob een elo an engem konkrete Fall dësse Personnage gär huet oder net.

Well de Rechtsstat, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass keen „Beauty Contest“, vu kenger Säit iwwregens, an d'Demokratie ass och keen „Members only-Club“ mat enger Memberskaart just fir déi ieweschte Zéngtausend. Dat war fréier esou. Mä dat ass haut anescht, zumindest an dem Prinzip.

D'Onscholdsvermuddung huet u sech eng laang Geschicht hanner sech. An am Fong geet se souguer zréck, an dat trotz der Brutalitéit vun de Strofen, déi et soss an deem epochalen Text gi sinn, dee schon de Moie vun dem honorablen Här Wagner zitëiert gouf, näamlech de Kodex Hammurabi, also bis an d'Mesopotamie vum 18. Jorhonnert viru Christus. A bei deenen ale Griichen a Réimer huet den Ugekloeten eigentlech keng Onscholdsvermuddung kennt, hie war primär dem Gewësse vun dem Riichter ausgeliewert, an dee war dacks éischer scholdfixéiert.

An der progressiver chrëschtlicher Philosophie - oh jo! - um Enn vum Mëttelalter, gouf dunn d'Présomption d'innocence erëm invoquéiert, näamlech am 13. Jorhonnert vun franséische Kardinal a Kanoniker Jean Lemoine. An zur selwechter Zäit ass et iwwregens och am angelsächsische Raum virun allem d'Magna Carta vum 1215, déi de Wee zu där allgemeng unerkannter Onscholdsvermuddung bereet huet. Mä dee wierklechen Duerchbroch vun der Présomption d'innocence koom eréischt mat de Lumières, mat dem Montesquieu, deen d'Onscholdsvermuddung am Fong geholl ass Rechtsprinzip definitiv postuléiert huet.

Well am Artikel 9 vun der franséischer Mënscherechtsdeklaratioun vu 1789 heescht et kloer: «Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, ...» Am 20. Jorhonnert, ech maachen dat kuerz, fént d'Présomption d'innocence dann definitiv Anzuch an eng Abberzuel vun internationalen europäeschen an och nationalen Texter, virop den Artikel 11 vun der Allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter vun de Vereenten Nationen vum 1948 a schliisslech och den Artikel 6 vun der Europäescher Konventioun zum Schutz vun de Mënscherechter, grad wéi d'Artikele 47 an 48 vun der Grundcharta vun der Europäescher Unioun.

An trotzdeem, Dir Dammen an Dir Hären, och haut géllt nach laang net iwwerall an eiser Welt d'Onscholdsvermuddung. Jo, souguer an Europa an den USA, allgemeng also am Westen, hu mer nach vill ze dacks Problemer domadder.

Zréck zu eise Text. Ech mengen, dass mer och haut nach zu Lëtzebuerg Nohuelbedarf a Saache Rechtsstat op deem Punkt hunn. Duerfir ass d'Stärkung vun der Présomption d'innocence, wéi et an der Direktiv vun 2016 an och an eise Text vun haut heescht, grad haut méi wéi noutwendeg, an et ass net just eng juristesche Formsache.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdrun ugedeit: D'Onscholdsvermuddung huet en direkten Impakt op d'Strofverfolgung, och wat hir Effentlechkeetsaarbecht ubelaangt, well dës Strofverfolgung schafft eigentlech ënner Ausschloss vun der Effentlechkeet. D'Instruktionsgeheimnis verbitt et, ze kommunizéieren. D'Gerichter si laut Strofprozessuerdung un d'Untersuchungsgeheimnis gehalen, fir eben ze verhënneren, dass eng Persoun effentlech veruerteelt gëtt, ier se iwwerhaupt emol de Prozess gemaach kritt.

D'Onscholdsvermuddung verbitt oniwierleuchte Schnellschëss vusäite vun der Justiz. De Parquet ass gehalen, seng Erkenntnesser net op der Place publique breetzetrëppelen. Déi effentlech Kommunikatioun vun dem Parquet ass duerfir een delikaten Exercice, jo ganz oft en Drotseelakt, well dee wierkleche Gerichtssall ass jo dacks genuch haut déi effentlech an déi verëffentlecht Meinung. D'Justiz muss sech en-

gersäits opmaachen, iwwregens och géint iwwer der Press, déi da manner spekuléiere muss, mä et ass dobäi ëmmer Aemooss a gesonde Mënscheverstand verlaangt.

Den Ëmgang vun de Justizautoritéite mat der Présomption d'innocence an dem Secret d'instruction ass zanter 2009 kloer an eise Code de procédure pénale geregelt, an dat am Artikel 8-3. Et heescht do: «Le procureur général d'État ou le procureur d'État peut rendre publiques des informations sur le déroulement d'une procédure, en respectant la présomption d'innocence, les droits de la défense, le droit à la protection de la vie privée et de la dignité des personnes ainsi que les nécessités de l'instruction.»

Op legislativem Plang, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech, hu mir do eis Aarbecht gemaach. Dës Prinzipie fannen oder vill méi mussen awer landeswäit an ouni Exceptioun vu Mondorf bis op Wemperhaart an alle Fäll hir Applikatioun fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Respekt vun der Onscholdsvermuddung setzt viraus, dass d'Justizautoritéite mat Virsicht Informatiounen un d'Press weiderginn. Eng fräi Press ass mindestens genauso wichteg fir eng Demokratie an iwwregens och fir ee Rechtsstat wéi d'Onscholdsvermuddung. D'Press huet also hei eng wichteg, jo eng zentral Roll an dem Beräich ze spillen. Si muss tëscht dem Recht op Informatioun an dem Recht op Onscholdsvermuddung ofweien. Idealerweise sollen déi zwee Aspekter souguer matenee verbundene sinn. D'Press ass also net un d'Untersuchungsgeheimnis gebonnen. An dat ass gutt esou!

Eist Pressegesetz regelt den Equilibre tëscht dem Recht op Informatioun an der Garantie vun der Onscholdsvermuddung eigentlech ganz subtil. D'Pressegesetz vun 2004 ënnersträicht, dass jiddwereen e Recht op de Respekt vun der Onscholdsvermuddung huet.

Et ass duerfir och net verwonnerlech, dass, niewent de Regressspruch mat Schuedenersatz, eng Persoun an engem Schnellverfahren, also an engem Référé, ka bewierken, dass eng Informatioun richteggestallt gëtt an och d'Diffusivum vun dëser Richtegstellung assuréiert gëtt. Ob se dann allerdéngs nach wouergeholl gëtt, steet op engem anere Blat. Ech denken hei un dat net méi ganz aktuell Lidd vum Reinhard Mey „Was in der Zeitung steht“. Haut misst een et am Fong nei dichten a soen „Was auf Internet, Facebook oder Twitter steht“.

Nieft der Justiz huet d'Press also eng wesentlech Roll an der Wahrung vun der Onscholdsvermuddung ze spillen. An an der Regel funktionéiert dat och gutt. Um Niveau vun dem Pressegesetz ass an den Ae vun der CSV den Ëmgang mat der Onscholdsvermuddung gutt geregelt.

Dir Dammen an Dir Hären, doriwwer eraus hu mer awer hei zu Lëtzebuerg sécher nach Nohuelbedarf. Ech sinn näamlech der fester Iwwerzeugung, dass mir d'Onscholdsvermuddung nach net ganzheetlech zu Lëtzebuerg an all hire Facetten ofdecken.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An de Penalist, de Gaston Vogel, huet a sengem Buch „Manuel de procédure pénale“ eigentlech och verwisen op d'Europäesch Mënscherechtscharta, wou e seet: «Selon la Convention européenne des droits de l'homme, la présomption d'innocence figure parmi les éléments du procès équitable.»

D'Madamm Tanson huet virdrun eenzel Uerteiler vun 1995 vun der Cour européenne des droits de l'homme zitëiert. Am Buch zitëiert de Gaston Vogel och een Arrêt Bruno Gollnisch aus dem Joer 2005, wou e seet: «La présomption d'innocence constitue une liberté fondamentale, elle a la valeur constitutionnelle et s'impose non seulement en matière pénale, mais se diffuse dans l'ensemble de l'ordre juridique. Elle oblige donc le législateur comme les médias.» An de Maître Vogel kennt zur Konklusioun: «Les textes luxembourgeois sont infirmement plus faibles que les textes français. Ils sont même inconsistants par rapport au Code de procédure pénale français.»

Dass mir par rapport zur franséischer Legislatioun, Dir Dammen an Dir Hären, hannendrunhänken, ass awer bedauerlech, dëst emsou méi, well d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv eigentlech eng gutt Geleeënheet gewiescht wär, fir méi wäit ze goen. Mä och hei ass de legislative Prozess - ech soen dat fein, mä awer däitlech - um Enn vun dëser Legislaturperiode op en Neits iwwert de Knéi gebrach ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV). - D'Direktiv ass vum Mäerz 2016. Si sollt bis den 1. Abrëll 2018 ëmgasat ginn. De Projet de loi, Dir Dammen an Dir Hären, deen ass awer eréischt den 20.

Juni dëst Joer deposéiert ginn. Den Avis vum Conseil d'État, dee kënnt dräi Woche méi spéit, den 10. Juli. D'Justizkommissioun muss dann deen Avis, deen dënschdes owes op dem Internetsite vum Conseil d'État ass, den Dag drop, mëttwochs moies um néng Auer - an dat bei esou engem wichtige Gesetzesprojet - analyséieren. A mir stëmmen dann e Rapport den 18. Juli, also eng Woch méi spéit. An haut stëmme mer iwwert de Gesetzesprojet of.

Mat allem Respekt, Dir Dammen an Dir Hären: Dat ass awer keng seriö legal Aarbecht! Et ass eng Chamber virun de Fait accompli gesat, an net nëmme d'Chamber, mengen ech, an dem Fall, mä och de Statsrot. D'Konklusioun vun dem Statsrot ass, dass d'Direktiv ëmgasat ass mat dem Argument - nu lauschtert gutt no! -, dass laut den Auteurs vun dem Gesetzesprojet, also der Regierung, déi meeschte Rechter aus der Direktiv schon zu Lëtzebuerg garantéiert wieren, well se an dem Code de procédure pénale géife stoen oder an internationale Rechtsinstrumenter, déi zu Lëtzebuerg applikabel wieren. Dat schéngt awer e bëssen dürfteg ze sinn!

Well mat deemselwechten Argument, Dir Dammen an Dir Hären, kéinte mir dann eng ganz Rei vu Rechtsprinzipien aus eiser Verfassung strächen, well se souwisou an internationale Rechtsinstrumenter stinn, wéi zum Beispill de Schutz vun der Privatsphär, wéi zum Beispill de Schutz vun dem Eigentum, wéi d'Recht op Meinungsfreiheet a vill anerer méi.

Féiert een dat dote Rasonnement virun, da stellt ee sech an där Logik eigentlech d'Fro iwwerhaupt vun der Noutwendegkeet vun der ganzen Direktiv, well et gouf bei dësem Gesetzesprojet verpasst, d'Onscholdsvermuddung konkret, esou wéi d'Direktiv et verlaangt, an eis Gesetzgebung ze verankeren. Mir behandelen d'Onscholdsvermuddung zu Lëtzebuerg just sektoriell, wéi ech et erkläre hunn, iwwert d'Pressegesetz an am Kontext vun dem Untersuchungsgeheimnis.

Ech sinn awer der Meinung, dass een hei hätt misse méi wäit goen! Och hei kéinte mir eis positiv bei eisen Noperen inspiréieren. Esou widmen eis franséisch Noperen - mir hunn dat an der Justizkommissioun gesot - der Onscholdsvermuddung ee ganze preliminären Artikel an der Stroffprozessuerdung. Dat géif och eiser Rechtskultur gutt doen. Mir sollte wichteg Grondprinzipien vun eiser Stroffprozessuerdung - an d'Onscholdsvermuddung gehéiert evidenterweis dozou -, gewässeremoossen, fir eis de rechtsstaatleche Wee ze weisen, am Code de procédure pénale verankeren. An dat huet d'CSV och an der Justizkommissioun gefuerdert. De Minister huet wuel eng gewëssen Overture gewisen, mä ënner dem Zäitdruck war en net bereet, den Text ze amendéieren.

Mä, Här President, ech géif nach e Schrott méi wäit goen. Verschidde Prinzipien aus der Direktiv sinn an den Ae vun der CSV iwwerhaupt net ëmgasat. Dozou zielt zum Beispill den Ëmgang vun den Autorités publiques mat der Onscholdsvermuddung.

«Les États membres prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les déclarations publiques des autorités publiques (...) ne présentent pas un suspect ou une personne poursuivie comme étant coupable aussi longtemps que sa culpabilité n'a pas été légalement établie. (...) Les États membres veillent à ce que des mesures appropriées soient prévues en cas de manquement à l'obligation fixée...»

Den Artikel 4 seet näamlech, dass d'Memberstate müssen derfir suergen, dass d'Aussoe vun Autoritéiten eng Persoun, déi am Collimateur vun der Justiz ass, net als schëlleg duerstellen, a weider, dass och déi néideg Géigemoosnamen am Fall vun esou engem Verstouss gi sinn.

D'Direktiv schwätzt näamlech vun „déclarations publiques faites par des autorités publiques“. Dat betrëfft un éischer Stell natierlech all d'Protagonisten vun der Strofverfolgung. Et geet awer och em all déi aner Autoritéiten. An do geet rieds vu Ministere an aneren Amtsträger. D'Iwwersetzung an der däitscher Versioun vun der Direktiv ass „agents publics“. Ech mengen näamlech, dass am effentlechen Diskurs grad vun de genannten Amtsträger heiansdo ze séier den Androck entsteet, dass sech eng aner Persoun stroferechtlech eppes zu Scholde komme gelooss huet.

Et gëtt do ze dacks an ze séier aus der Héft geschott. Dat ass net gutt. Dat kann net sinn. Well mir sinn net hei am „Wilden Westen“, mä an engem Rechtsstat. A fir konkret op den Text schwätzen ze kommen, mengen ech, dass mir hei hannert den Erwaardungen vun der Direktiv zréckbliwwen sinn. Hei gëtt et keng Moosnam, déi an dem Gesetzesprojet virgesinn ass, et sief de Minister seet eis konkret herno a senger Interventioun, mat wat fir enge Bestëmmungen hien der Meinung ass, dass dës Ufuerderunge nokomm ginn ass. Dat kann an därer net en einfache Verweis op d'Gesetz vun 1988

iwwert d'Responsabilitéit vun Stat si wéinst engem Dysfunctionnement vun engem Service public.

Här President, zum Schluss, wéi absurd a kontraproduktiv déi Hetz ass, an där d'Gesetzger déi leschten Zäit duerch d'Chamber hei geboatscht ginn, ënnersträicht eigentlech de Fait, dass mir haut mat dësem Gesetz dee sougenannte „Droit de ne pas s'auto-incriminer“ - d'Madamm Tanson huet dat gesot - formell an de Code de procédure aschreiwien, also eng Verlängerung vun dem Droit de silence, also sech net selwer ze belauschten.

Abee, genau virun enger Woch, genau op dëser Plaz, hu mer e Gesetzesprojet gestëmmt iwwert de sougenannte Régime de confiscation, wou de Statsrot express - an ech betounen - de Statsrot express festgestallt hat, am Kontext vun der Infraction de non-justification de ressources, de Statsrot seet, an ech zitëieren: «Or, l'obligation de justifier l'origine des ressources en vue de renverser la présomption légale met à néant le droit au silence.» Dat heescht, mir féieren haut en Droit au silence formel an, wou de Statsrot à propos vun engem Gesetz, wat mir virun enger Woch gestëmmt hunn, formell seet: „Dee spillt hei net!“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann natierlech déi berechtigt Fro gestallt ginn: Stëmmt d'CSV dann elo deen Text? Abee, ech soen lech kloer an däitlech: Jo! An ech soen lech och firwat.

D'CSV stëmmt natierlech e Gesetz, wat d'Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, déi d'Présomption d'innocence an eise Rechtssystem soll verstärken. Mir bedauern awer, an ech soen dat gradesou däitlech, dass d'Regierung an eisen Aen hannert den Ufuerderunge vun der Direktiv bliwwen ass. Mir hunn nach eng Kéier eng Rei vu konkrete Forderungen gestallt, respektiv Verbesserung proposéiert. A mir wiere frou, vun dem Justizminister ze héieren, dass onofhängeg vun dem Rendez-vous mat dem Wieler am Oktober géifen d'Virbereedungen ulafen, fir d'Onscholdsvermuddung an eise nationale Strofrecht méi staark ze verankeren.

Ech soen der Madamm Tanson, ech hunn et am Ufang scho gesot, nach eng Kéier Merci. An ech soen lech Merci, trotz der Mëttesstonn, fir Ar 19 Minutten Nolauschten.

Ech wënschen lech e gudden Appetit an ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci gläichfalls. An den nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, entgéint deem, wat ee kéint vläicht aus den Ausféierungen hei vu mengem Virriedner erausliese respektiv aus dem Titel vun deem heite Projet de loi, dréit et sech schlussendlech, wann een de Contenu kuckt vun deem Projet de loi, manner em d'Festschreiwung vun dem Prinzip vun der Onscholdsvermuddung an eis Gesetzgebung, wéi em eng Minireform vun eiser Stroffjustiz, en Element, wou den CSV-Riedner net drop agaangen ass. Well déi meeschten Annerungen, déi eigentlech duerch deen heiten Text kommen, déi kommen duerch den zweeten Deel vun deem heite Projet, wou eng ganz Rëtsch vun Artikele vum Code de procédure pénale ëmgeännert ginn, fir eng Rëtsch vu Vereinfachungen, vu méi Rechtssécherheet a méi Schnellgeet an eis Strofferichtsprozeduren eranzekreien.

Effektiv ass et esou, dass mer jo schon eng Rei vun Texter gestëmmt hunn, déi am Zesummenhang sti mat de Rechter op en equitable, gerechte Prozess. Ech erënneren do un dee Projet de loi, wou mer gläich dräi Direktiven ëmgasat hunn, ronderëm d'Rechter vun deene Leit, déi gehéiert ginn oder ugeklot ginn, d'Fro vun den Dolmetscher an esou virun an esou weider, vun den Traductiounen vun de wesentlechen Dokumenter, all déi Direktiven. Dat ass jo schon eng Deelëmsetzung vun engem ganze Pak vun europäeschen Texter, wou et drëm gaangen ass, minimal Standards hei an der EU duerchzesetzen, wat den equitable Prozess ugeet a wat d'Rechter vun der Defense ugeet.

Dass dat muss geschéien, beonrouegt mech, soen ech ganz kloer, well all déi dote Prinzipien, wéi hei d'Recht op d'Onscholdsvermuddung, sinn eigentlech allgemeng Rechtsprinzipien, déi zu engem feste Bestanddeel vun all Stroffjustiz an engem demokratische Land gehéieren. A wann d'EU muss dozou iwwergoen, fir dat doten elo präzis nach iwwer spezial Texter eigentlech an déi eenzel Legislatiounen vun de Länner eranzekreien, da weist dat, dass mer net en eenheetleche Rechtsraum sinn, wat d'Justiz ugeet! Da weist dat, dass verschidde Standards, Rechtsstandarde bestinn, wat d'Rechter vun eenzelne Bierger op en equi-

tabelle Prozess ugeet an den einzelnen EU-Memberstaaten!

Soss bräicht jo d'EU eigentlech dat doten net ze maachen, well all déi international Texter bestinn, ech hu mer se jo allegueren nach eng Kéier ugekuckt gehat, déi hei och vun der Regierung invoquéiert ginn, fir ze soen: Majo, mir brauchen hei net spezifesch am Detail festzelleen, wéi elo déi Onscholdsvermuddung sech zu Lëtzebuerg deklinéiert an deenen eenzelne Fäll, well duerch d'international Recht, duerch international Normen, déi sech hei zu Lëtzebuerg applizéieren, gëllt dat schonn haut.

Mä déi Normen do, ech hunn dat ugekuckt, dat ass dann an éischter Linn d'Europäesch Mänscherechtskonventioun. Do falen, wann ech mech net iren, all EU-Staten drënner! Ech huelen deen aneren Text, dat ass natierlech d'Charte vun den Droits fondamentaux vun der EU, déi ass selbstverständlech och applikabel op sämtlech EU-Staten. An ech huelen deen drëtten Text, dat ass dee vun der UNO, de Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Dat ass en Text vun 1966, deen zënter 1983 hei zu Lëtzebuerg ratifizéiert ass, mä do hunn och praktesch sämtlech EU-Staten deen doten Text ratifizéiert.

Dat heescht, mir sinn eigentlech an enger Situatioun, wann ech un de Rechtsraum vun der Europäescher Union kommen, wou d'international Recht deen dote Prinzip festleet a wou et misst eigentlech iwwerflësseg sinn, dass een dat nach muss an d'national Texter erschreiwen, well méi héich international Normen deen dote Prinzip schonn an dräi verschiddenen Texter an enger Formulatioun, déi praktesch identesch ass vun engem Text zu deem aneren, festgehalen hunn.

Ech liesen der eng Kéier vir. Ech huelen dann einfach hei den Text vun der Charte vun den Droits fondamentaux vun der Europäescher Union: «Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.» Voilà! Dat ass de Prinzip, an dee féint ee praktesch an darselwechter Formulatioun iwwerall erëm.

Den Här Roth huet hei als mandatéierte Sprächer vun der CSV sech erstaunt gewisen, dass mer dat zu Lëtzebuerg net méi präzis an eisen Texter schonn dran hätten. Ech wëll just soen, vun 1989 u bis 2013 huet d'CSV de Justizminister gestallt. Et kann also keng Iwwerraschung sinn, dass een elo feststellt, dass eise Code pénal oder Code de procédure pénale deen dote Prinzip net méi präzis festleet.

D'Fro ass: Huet sech jee zu Lëtzebuerg e Problem gestallt mat der praktescher Applikatioun virun de Geriichter oder bei den Autoritéiten, wat d'gesetzlech Applikabilitéit vun deem dote Prinzip ugeet? Neen! Eis Justiz, eis Justizorganer hunn ëmmer Recours gehat op deen dote Prinzip. Et ass e feste Bestanddeel vun eise Rechtssystem. An duerfir si mir eigentlech der Meenung, dass et keen zwéngende Grond gëtt, dat elo an deem Moment méi präzis an den Text eranschreiwen. Et géif sech jo och d'Fro stellen, wéi präzis dat misst sinn, fir dass et wierklech eng Plus-value géif bréngen par rapport zu deem, wat mer haut scho kennen.

Ech wëll drun erënneren, dass de Statsrot - de Statsrot gëtt jo oft vun der Opposition zitéiert, wann d'Avisen an hire Krom passen - hei eigentlech der Meenung war, dass dee klengen Deel vun der Présomption d'innocence, déi kleng Optioun vun deem dote grousse Prinzip, wou mer soen, wou mer elo wëllen ausdrécklech och draschreiwen, dass d'Leit sech net selwer musse kënne belauschten an enger Strofprozedur, dass de Conseil d'État der Meenung war, dee brächte mer och net spezifesch an eist Gesetz anzuschreiwen, well hie sot, deen ass eigentlech ofgedeckt awer och vum allgemenge Prinzip, dass de näischt braucht auszesoen, an da braucht de natierlech och dee Moment dech net selwer ze accuséieren.

Iwwregens ginn et och spezial Texter - et ass vläicht kengem opgefall -, wann ech mech net iren, ass et an eise Gesetz iwwert d'Enquête parlementaire, wou dat dote souger ausdrécklech drasteet, dass d'Leit, wa se aussoe virun enger parlamentarescher Enquêtekommissioun, net kënne forcéiert ginn, sech selwer ze belauschten. Also gëtt et zwar an engem Randgebitt zumindest en Text, deen dat dote schonn haut seet. Mä dat präziséiert, mengen ech, dass et wéinst der korrekter Applikatioun vun deem dote Prinzip an eise ganzem Rechtssystem iwwert déi lescht Jorzéngte keen zwéngende Grond gëtt, dat elo méi präzis hei eranzubringen. Dat géif, menge mir, keng direkt Plus-value bréngen zu deem, wat mer haut vu Rechtssprechung hei zu Lëtzebuerg hunn, wat deen dote Punkt ugeet.

Do ass et och nach eng Kéier interessant ze soen, dass et, no der Interpretatioun nottamment und vun der Europäescher Konventioun vun de Mänscherechter, déi an hirem Artikel 6 Paragraph 2 deen dote Prinzip vun der

Onscholdsvermuddung festleet, esou ass, dass déi Onscholdsvermuddung gëllt an alle Phase vun enger Prozedur: Si gëllt virun dem Prozess, si gëllt während dem Prozess a si gëllt och nom Prozess. En Acquiescement ass en Acquiescement an et kann ee keen Doube bestoe loosson, ob dann net awer vläicht, trotz engem Acquiescement, nach eng Persoun schëlleg gewiescht wär. Och do gëtt et eenheetlech Jurisprudenz op europäischem Niveau, déi sech och natierlech hei applizéiert, déi déi gesamt Tragweid eigentlech vun deem Prinzip vun der Onscholdsvermuddung duerleet. Dat ass och ganz gutt esou, dass esou e wichtige Prinzip och eng breet Interpretatioun kritt.

Mä et ass ganz richtig: An der praktescher Handhabung, och an deem Konflikt, dee ka bestoen tëschent deem dote Recht op en equitable Prozess am Respekt vun der Onscholdsvermuddung an dem Recht op Informatioun, dat all Bierger huet a wou d'Medien eng wichteg Roll spillen, fir de Leit zu deem Recht op Informatioun ze verhëlfen, do kann et natierlech ëmmer erëm zu Konfliktsituatiounen kommen, wou dann en Ofweie muss stattfanne vu Fall zu Fall. A mir begreissen et awer, dat ass sécher jo jiddwerengem opgefall, dass bei alle Kommunikatiounen, déi de Parquet nottamment mécht bei Verfahren, déi ulafen, oder Enquêtes, déi lafen, ëmmer erëm op d'Onscholdsvermuddung ausdrécklech an hire Kommunikatiounen higewise gëtt, wann en Numm vun enger Persoun oder d'Identitéit vun enger Persoun bekannt ass, déi duerch eng Enquête viséiert ass.

Dat ass also, mengen ech, e Punkt, dee wichtig ass, an hei gëtt am Fong déi Aart a Weis, wéi d'Regierung hei virgeet, am Avis vum Statsrot zu 100% ënnerstëtzt.

Wat ass elo awer deen zweete Volet vun deem heite Projet, bei deem elo wierklech eng Rei vun Annerunge kommen?

D'Rapportrice, d'Madamm Tanson, huet dat op eng ganz exzellente Aart a Weis hei an hirem Rapport och virun der Chamber duergeluecht. Do gi mer haaptsächlech ee Schrëtt weider, deen aner Länner, och eis Nopeschlänner, scho méi laang gemaach hunn. Mir gi méi staark op de Wee vun Einzelrichter, wou also och en matière correctionnelle, och am Appell vum Tribunal de police, elo an eenzelne spezifische Fäll den Einzelrichter d'Regel gëtt, a wou och keng Ausnamebestimmungen a priori elo am Text virgesi sinn. Dat gëtt also, wa gewësse Fäll ze traitéieren sinn, ass et net méi déi Dräierkompositioun am Correctionnel oder an der Chambre du conseil, déi spillt, mä et ass dann den Einzelrichter, deen dat mécht.

Dat, menge mir, féiert zu enger Rei vu Vereinfachungen. Et si Problemer bei de Kompositiounen vun eise Geriichter do. Mir wëssen, dass mer e Manko hunn u Riichterinnen insgesamt, fir ze garantéieren, dass och eis Strofjustiz wierklech voll wirksam ka funktionéieren. Duerfir menge mir, dass dat doten eigentlech eng Vereinfachung bréngt, ouni dass doduerch awer d'Rechter vun den eenzelne Bierger iergendwéi geschmälert wäeren.

Och, mengen ech, ass et nützlich, eng Rei vu juristesche Präzisierungen ze bréngen, wéi den Text et hei mécht, wat zum Beispill de Jugement par défaut ugeet, wou elo kloergestallt gëtt, wann eng Persoun perséinlech duerch Citatioun erreecht ginn ass a si kënnt net op de Prozess, dann ass et awer en Uerteel herno, wat kontradiktöresche Charakter huet. Si kann also net iwwert de Wee vun enger Opposition géint dat Uerteel do virgoen.

Eng ännlech Präzisierung geschitt och bei der Zoustellung vun den Uerteeler, wou och elo déi Méiglechkeet, fir zoustellen, méi breet opgeriicht gëtt, net nëmme den Domicile, mä och den Domicile élu, awer och d'Aarbechtsplaz, wat erëm eng Kéier, do huet de Conseil d'État drop higewisen, net ouni Risiko ass, wat och d'Onscholdsvermuddung ugeet respektiv d'Rechter vun deem Einzelnen ugeet. Also, dat soll awer, géif ech mengen, net déi alleréischte Méiglechkeet sinn, déi géif erausgesicht ginn, wann ee wëllt eppes zoustellen. Dat soll déi lescht vun de Méiglechkeete sinn, fir eng Zoustellung ze maachen, well et awer e ganz sensibelen a kriddeleche Punkt ass. Mä et ass wichtig, dass een déi Zoustellung kann uerdentlech maachen, fir dass de Point de départ, wéini dass d'Recoursdelaien ulafen, kloer gëtt an do-duerjer natierlech och kloer gëtt, vu wat fir engem Moment un en Uerteel rechtskräftig ass oder och net.

An dann interessanterweis och nach - dat ass dee leschte Punkt, deen ech wëllt hei uféieren - déi Fro, déi elo hei, mengen ech, eng gutt pragmatische Solutioun kritt, dat ass déi, wa Leit inhaftéiert sinn am Ausland, se ginn awer hei gebraucht fir e Prozess, sief et als Zeien, sief et dass se ugekollt sinn hei, dass elo d'Méiglechkeet besteet, dass e Mandat d'arrêt ausgestallt gëtt vum Geriicht an dass déi Leit

dann heihinner kënne bruecht gi fir déi Dauer vum Prozess. Alles dat, mengen ech, ass am Sënn vun enger wirksamer Justiz, déi awer am Respekt funktionéiert vun de grousse Rechtsprinzipien.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier ofschléissend hei bemierken, dass d'LSAP-Fraktioun ausdrécklech d'Orientéierung vun deem heiten Text gutt fënn, well en a Richtung geet vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren, vu méi Rechtssécherheet a vun enger Festlegung vun de Rechtsprinzipien, déi eis Strofjustiz hei zu Lëtzebuerg kennzeechnen. An duerfir wäerte mer och deen heiten Text stëmmen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci. Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt nach eng Kéier der Madamm Sam Tanson en häerzleche Merci fir hire gudd schréfflechen a mëndleche Rapport.

Här President, um Kontinent haaptsächlech ass u sech de Strofrechtssystem säit ganz laange Joren an nottamment säit der Europäescher Mänscherechtskonventioun vun 1950 baséiert op zwee Grondprinzipien. Dat ent ass „pas de peine sans loi“, dass een net kann arbiträr bestrooft ginn. An dat Zweet, dat ass de berühmte Principe de présomption d'innocence, dat heescht, dass de eréischt schëlleg bass, wann duerch e reguläre Prozess, wéi mer dat haut interpretéieren, deng Schold bewisen ass.

Mir setzen haut mat deem Projet de loi eng Direktiv ëm, déi u sech d'Présomption d'innocence soll stäerken, an dann déi ganz Detailler, déi meng Virriedner och elo gesot hunn, wou mer Rechtsreforme maache fir eng Vereinfachung a méi Effikasitéit vum System.

Ech hu mer deen Text ugekuckt an ech hu mer ee Moment gesot: Brauche mer dat do effektiv? Brauche mer dat? Ass déi Direktiv hei elo wierklech, ass dat eng Necessitéit? An ech soen lech éierlech - an, wéi gesot, mat allem Respekt, Här Roth, Dir wësst, dass ech ganz vill vun Äre Kompetenzen halen -: Ech sinn net iwwerzeegt, dass déi Direktiv hei elo, wann deen zweeten Deel net derbäi wär, wierklech eng Vitalitéit fir eise System ass, well mir sinn zu Lëtzebuerg an allegueren deenen dote Matière, esou wéi mir hei zu Lëtzebuerg funktionéieren, si mir säit ganz laanger Zäit à la une vun all deem, wéi d'Justiz hei geféiert gëtt: de Secret de l'instruction, de ganze System, wéi d'Responsabilitéit vum Parquet ass, eis Pressegesetzter, wéi se ausgeféiert ginn.

Mä mir hunn e ganze System opgebaut, an do, wou ech net mat lech ganz d'accord sinn, Dir wësst, dass eise ganzen Droit pénal um belschen Droit pénal säit ganz laanger Zäit berout, a contrairement zu anere Matière, contrairement zum Droit civil nottamment, war u sech d'Belsch ëmmer fiederféierend an där ganzen Matière pénale, contrairement zu de Fransousen, déi duerch e ganze Koup vu Passéen an anere Problemer vill méi restriktiv waren, nottamment am Schutz vun de Fräiheeten.

Dofir: Et ass gutt, dass mer et maachen. Mir stäerken hei de Principe de présomption d'innocence, wéi gesot. Mä et ass fir mech keng absolutt Prioritéit, well mir sinn e Land, wou de Rechtsstat dat och beinhalt, dass d'Fräiheet vun all Einzelne gekuckt gëtt wéi eng Fleur rare, an och an engem Rechtsstat muss d'Fräiheet vun all Einzelnen all Dag geschützt ginn.

Just nach zwou kleng Remarken zu dem Deel vun der Reform vun der Justiz. De Juge unique ass eng gutt Saach. Mir wëssen, mir hunn e Richterangel. Et ass awer ganz wichtig, dass dee Moment d'Riichter och eng gutt Formation hunn. Ech hat an engem vu menge virege Liwen d'Chance, fir zwëschen '83 an '99 Friddensriichtersersatz mat Daueraz ze sinn.

An ech kann lech soen, ech hunn heiansdo schlecht geschlof, well deemno, wat fir Matière Der hutt, hutt Der als Einzelrichter awer eng präzis Responsabilitéit. Dir muss lech ganz gutt preparéieren. Duerch d'Erfahrung kritt Der derbäi, dass Der ëmmer méi d'Mënsche kennt a mat Momenter op fënnf Meter richt, wann een lech belitt. Et komme lauter esou Saachen. Mä, ech kann lech soen, en Einzelrichter, dat ass e Programm, ech fannen et gutt, mä, wéi gesot, wa mer déi Saach gutt an d'Hand huelen a gutt preparéieren, da gëtt dat bestëmmt och gutt Resultater.

Wou ech nach e liichte Problem hunn, mä dat ass eng Saach vun der Erfahrung, dat ass déi ganz Geschicht mat dem Defaut, do gëtt ëmmer gespilt mat den Oppositionen, mä déi Saach vun der Zoustellung. Mir haten hei an deem Land ëmmer e Grondprinzip, dass mer

gesot hunn: Mir maachen alles, fir d'Aarbechtsverhältnis an de Fait vum Patron erauszehalen, wann iergendeen e Problem häert. Egal wou, ob et elo en Divorce war oder wann e seng Rechnung net bezuelt huet, an et ass u sech d'Zoustellung op enger Aarbechtsplaz, dat war ëmmer esou wierklech dat Alleräuserst, well mer ëmmer wollte soen: Da weess de Patron direkt hei, ech hunn iergendwéi e Problem an esou.

Ech weess, dass och domat gespilt gëtt. Et gëtt och haut ëmmer méi schwierig, fir Zoustellungen ze maachen. Mir gesinn dat elo hei vir. Ech hoffen, dass dat awer elo, och den Alex Bodry huet et scho gesot, esou gehandelt gëtt, dass dat wierklech den Worst-Case-Zeenario ass, fir dass mer awer d'Privatsphäre vun de Leit, och wa se Defendeur sinn, dat heescht, wa se ugesicht sinn, awer esou gutt wéi méiglech schützen an dat awer esou ze handelen, dass dat wierklech d'Exceptionell bleift.

Ech mengen, dat hei ass eng wichteg Reform. Ech soen lech, déi Haaptprinzipie vun eise Lëtzeburger Rechtsstat funktionéieren esou gutt, soudass de Principe de présomption d'innocence an anere Länner, wéi och virdrun hei gesot ginn ass, wou dat momentan awer guer net méi esou evident ass, wichtig ass an déi Direktiv, fir eis ass et dat hei manner, mä den zweeten Deel ass elementar. An dofir, vu dass dat Ganzt zesummen ass, bréngen ech, bien entendu, mat Freed den Accord vun der DP.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wat d'Vitesse vun der legislativer Prozedur ugeet, muss ech effektiv leider dem Gilles Roth recht ginn. Viru bal oder viru knapp fënnf Wochen ass de Projet deposéiert ginn. Et ass een Avis vum Statsrot komm a fënnf Wochen drop, nom Depot, diskutéiere mer schonn e Projet, deen, mengen ech, verschidde Froen awer opwërf.

Dat, wat am onproblemateschsten ass, do rejoinéieren ech d'Iwwerleeunge vu menger Virriednerin, dat ass dee Volet vun der Présomption d'innocence, de Volet vun der Émsetzung vun der Direktiv. Do ass och scho gesot ginn, dass eng ganz Retsch Elementer an eise Recht dra waren, déi ginn hei präziséiert. Dat ass sennvoll. Dat ass awer och elo net wierklech revolutionär.

Dat, wat awer eis e bësse méi opstéisst vum Prinzip hier, dat ass d'Ausweitung vun de Kompetenzen oder vum Kompetenzberäich vun Juge unique. Et stëmmt, dass dat eng Tendenz ass, déi et a villen europäesche Länner gëtt, déi et a Frankräich gëtt, déi et an der Belsch gëtt, och an anere Länner. Mä mer mengen, dass se doduerch net onbedéngt direkt besser legitiméiert ass.

Ech mengen och, dass déi Argumentatioun, déi am Exposé des motifs ugeet, an eisen Aen op jidde Fall net d'Riicht hält. Dat heescht, dass et einfach just méi effikass wier, méi schnell wier, dass et drëm géif goen, vu dass mer e Riichterangel hunn, fir méi séier kënne Prozesser ze traitéieren. Ech mengen, dass doranner awer och eng Gefor besteet an dass dee Prinzip vun der Kollegialitéit e ganz wichtige ass am Rechtssystem, an dee mer hei awer weider zréckdrängen, soudatt och an Appeller virum Tribunal correctionnel an Tribunal de police elo e Juge unique ka sinn. Wann ee weess, dass den Appell awer déi leschten Instanz ass virun der Kassatioun, soudatt Appelluerteeler dacks awer och wéi Jurisprudenz gëllen, dann ass et awer esou, dass dat awer geféierlech ass, wann do e Juge unique dat géif statuéieren.

D'Kollegialitéit ass, den Här Roth huet mat engem Zitat vum Montesquieu ugefaangen, wéi ech e bëssen driwwer nogelies hunn, also d'Ausweitung vum Juge unique en rapport zur Kollegialitéit: Do war eng grousse Debatt a Frankräich an et war nottamment eng Senatrice vum PS, déi en Dokument verfaasst huet, firwat dat esou wichtig ass am Rechtssystem a virun allem, well et e konstitutiv Element wier, esou ass hir Konklusioun, vun der Impartialitéit a vun der Onofhängegkeet vum Geriicht a vun der Rechtssprechung.

A mir mengen dat och, soudatt mer fannen, dass een dëst Gesetz an där heiter Form leider net matstëmme kann.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun eise allgemengen Debat ukomm an d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Et ass elo vun deem engen oder anere gesot ginn, et wär e bësse séier gaangen. Doriwwer kann een diskutéieren. Ech mengen net, dass eng parlamentaresch Aarbecht nëmmen da gutt ass, wa se och laang brauch. Et kann een och a kuerzer Zäit eng anstänneg parlamentaresch Aarbecht maachen, besonnesch wann een déi Diskussioun an där Bandbreit, wéi de Gilles Roth se opgestallt huet, an zwee ka scindéieren.

Den éischten Deel, d'Transpositioun vun der Direktiv. Ech mengen, dass do d'Diskussioun, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, plus déi aner Aspekter, op déi den Alex Bodry an och d'Simone Beissel zu Recht higewisen hunn, wat hir Importenz betrëfft, dass een déi duerch an där Zäit, an där mer déi Aarbecht gemaach hunn, ka maachen.

Si ass dofir net bâléiert. Si ass och dofir net iwwert de Knéi gebrach. Wann et esou wier, da wär et och keng Erfindung vun dëser Koalitioun, well déi do Diskussioun hu mer all fënnef Joer um Enn vun der Legislatur. Déi eng, déi fannen, datt se gutt schaffen. An déi aner, déi fannen, dass et ze séier geet.

Ech mengen, an deem heite Fall ass dat net zoutreffend. Déi weidergeend Diskussioun, déi de Gilles Roth wëllt opmaachen, där ech mech och ganz gäre stellen, déi brauch natierlech méi Zäit wéi nëmmen déi fënnef Wochen. Dofir gesinn ech och kee Problem doranner, de Projet de loi an d'Ëmsetzung vun der Direktiv haut ze stëmmen. Dat verbitt jo net, dass mer weiderféierend Diskussiounen hunn.

Den Alex Bodry an och deelweis d'Simone Beissel hunn natierlech d'Fro gestallt: Jo, firwat brauche mer eigentlech eegen Uniounstexter an enger Matière, wou mer jo par ailleurs dach eng ganz Rei anerer internationaler schon hunn, och eng ganz Rei internationaler Jurisprudenzen hunn, an am Wesentlechen déi vu Stroossbuerg?

Déi Fro ass net onpertinent. Si betrëfft awer elo net spezifesch déi heiten Direktiv. Den Alex Bodry sot et jo och. Dat kann een och op anerer Direktiven applizéieren, dat Argument. Et kann een nach méi wäit goen, et kann ee sech souguer d'Fro stellen: Brauche mer d'Charte des droits fondamentaux? Mir hunn dach d'Konventioun vu Stroossbuerg, wou all d'Memberlänner dra sinn.

Wär et net méi wichteg, mir géifen d'Adhesioun vun der Unioun zu der Konventioun virubringen? Eng Intentioun, déi et jo gëtt, déi awer am Moment iergendwou an de Seeler hänkt, well d'Cour de justice duerch hiren Avis eng Abberzuel vu Froen opgeworf huet, déi där Adhesioun e bëssen am Wee am Moment stinn, wou d'Kommissioun dru schafft, wou de Conseil dru schafft, fir déi passend Antwerten ze fannen, wou mer awer nach net wierklech wäit virukomm sinn zënter deem, dass d'Cour

de justice hiren Avis op där doter Fro public gemaach huet.

Geet dat net vläicht duer? Dat kann ee soen. En Droit pur, duerch d'Hiérarchie des normes, kéint een dat soen. Déi Konventioun vu Stroossbuerg ass exzellent, wann d'Uniounsmemberlänner an d'Unioun selwer se ëmmer géifen de façon diligente respektéieren - wou mer jo wëssen, dass dat net de Fall ass. Et gëtt och Contestatiounen vum System vun der Konventioun, zum Deel och duerch EU-Länner. Ech erwäre just eis englesch Kolleegen, déi ëmmer méi dee Caractère supranational do wëllen a Fro stellen.

Mä d'Demarche vun der Unioun ass awer eng aner. Zënter dem Traité vun Amsterdam 1997 gëtt bewosst a geziilt un engem gemeinsame Raum vu Libertéit, Sécuritéit a Justiz geschafft. An et gehéiert zum Selbstverständnis vun der Unioun, dass se dat och wëllt mat eegenen Texter realiséieren, dee gemeinsame Rechtsraum a Raum vu Fräiheet a Raum vu Sécherheet.

Dofir, wuel kann een dat argumentéieren, falsch ass et net, dass déi aner international Norme kéinten ausräichend sinn. Richtig ass awer och, dass d'Unioun un engem gemeinsame Raum schafft an och probéiert, dee mat eegenen Texter et ze maachen, deen dann eben net op Jurisprudenz berout, mä op eegene Rechtsnormen, déi konform sinn zum System vu Stroossbuerg, déi konform sinn och zu eiser Charta vun de Grundrechter, déi mer eis ginn. Duerfir, mengen ech, ass déi Demarche, déi hei applizéiert gëtt, net falsch.

De Gilles Roth huet geschwat vun... Iwwregens e weidert Argument: Et kéint een dann och dofir plädéieren, dass eis Verfassung géif scho bal iwwerfracht gi mat eegenen Normen. Wa mer alles dat, wat an internationalen Texter ass, als net ausräichend ugesinn, wa mer mengen, mir missten alles mat enger eegener Erkennbarkeet a Lëtzebuerg Texter verankeren, ier mer iwwer Gesetzer, ier mer iwwert de Code de procédure pénale eis ënnerhalen, da wier dat och eng éischt Erausforderung, fir munches vun deem och an där expliziter Form an eis Verfassung wëllen anzeschreiwen.

Och dat maache mer aus enger Rei vu gudden Grënn net. Déi Verfassungsrevisioun, déi d'Chamber sech ginn huet, ass jo och heibanne ganz breet ënnerstëtzt. Och do stinn eng Rei Saachen net dran, well mer soen, dass et duerch d'Verankerung an internationalen Texter och fir Lëtzebuerg kann ausräichend sinn.

Ech halen dofir déi Demarche, déi d'Regierung och bei dësem Projet de loi adoptéiert huet, eigentlech fir ausräichend, an dat gëtt ënnermauert duerch eng Rei vun anere parallelen Demarchen, déi d'Chamber sech jo ginn huet, déi ech eigentlech ënnerstëtzen.

Den Här Roth huet awer eng ganz Rei pertinent Froen opgeworf, wou ech mengen, dass

et derwärt ass, sech iwwert déi an der Zukunft ze ënnerhalen. En huet och den Term gebraucht vun engem Drotseelakt. Dat ass richtig. A mir hunn deen Drotseelakt jo bannent enger Woch och an der Chamber kënne feststellen.

Wann den Här Roth haut zu Recht, an ech soen dat elo ouni Polemik, wann den Här Roth haut zu Recht verweist op d'Importenz vun der Présomption d'innocence, de Secret de l'instruction ass en droend Element do dervun. Dir hutt dat developéiert. Den Intérêt public, fir informéiert ze ginn, d'Politique d'information vun de Parqueten a vum Parquet général spillt dobäi eng wichteg Roll. Wann da virun enger Woch vehement gefuerdert gëtt, dass d'Parqueten an de Parquet général an där enger oder anerer méi aktueller Affär, déi en Intérêt public generéiert huet, méi misste kommunizéieren, da wieren ech mech do dergéint, well ech mengen, dass d'Parqueten an de Parquet général déi sinn, déi am beschte wëssen, wat kann an enger Affär kommunizéiert ginn.

E Member aus Ärer Fraktioun huet virun enger Woch d'Géierged quasi dozou gehalen, mat zum Deel Argumenter, déi een och nach e bësse kann novollzéien. Dir plädéiert haut vehement fir d'Héichhale vum Secret de l'instruction.

Ech fanne mech wesentlech méi an Ärer Plaidoirie erëm, Här Roth, wéi an där vun Ärem Fraktiounskolleeg virun enger Woch. Ech hunn dat och duerfir ëffentlech artikuléiert. Do gesitt Der och schon, wou den Drotseelakt ufänkt: heiansdo an där eegener Fraktioun.

Ech kann op jidde Fall d'Parqueten an de Parquet général nëmmen encouragéieren, natierlech ze kommunizéieren. Et ass wichteg, dass d'Justiz verstane gëtt an erkläert gëtt. Dozou gehéiert och d'Politique d'information vum Parquet général a vun de Parqueten. An ech hu jo hir Moyene verduebelt an der Pressestell, fir datt se méi kënne kommunizéieren a gläichzäitig och dann engem ëffentlechen Drock ze resistéieren. Och doranner kann ech se nëmmen ënnerstëtzen, well si als eenzeg wëssen, wat an enger bestëmmter Affär soll a muss kënne kommunizéiert ginn, ënner anerem och wéinst dem Respekt vun der Présomption d'innocence. An do si mer eis dann eens.

An dann hutt Der gesot, d'Présomption d'innocence wär zu Lëtzebuerg net perfekt a se wär net fäerdeg. Ech géif ech gären drop äntweren: Si gëtt ni fäerdeg, well se evolutiv ass, well ëmmer nees nei Defien op d'Présomption d'innocence duerkommen.

Dir hutt de Kontext vun de soziale Medien ënnerstrach, wou Leit veruerteelt ginn, ier et en Uerteel gëtt, wou Leit un de Pranger gestallt ginn ëffentlech, net nëmmen duerch d'Medien, duerch déi professionell Medien, mä och duerch déi schlecht sougenannte sozial Medien - déi vu Sozialem net ganz vill hunn; et ass eng onglécklech Iwwersetzung aus dem Engle-

schen. Mä dat ass eng riseg Erausforderung. Dofir ass d'Présomption d'innocence och ni fäerdeg, well se sech lafend muss un nei Ufuerderungen upassen.

Dat, wat d'Justizautoritéite maistréieren, ass haut leider just nach en Deel ganz oft vun der ëffentlecher Diskussioun, wou ee séier un de Pranger gestallt gëtt, wou ee séier condamnéiert gëtt, laang ier d'Justiz mat hirem Tempo - dee richtig ass, well Justiz brauch Zäit; dat ass näischt, wat een aus der Héft mécht - mat engem richtigen Uerteel konnt kommen. Dofir, och, gëtt si ni fäerdeg. Et ass eng Dauerausforderung fir eis alleguerten. A soulaang mer d'äers eis all bewosst sinn, maache mer och - hoffentlech - méi richtig wéi falsch.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte vun...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Entschëllegt, Här President, d'äerf ech just nach ee Saz drunhänken, well et dee leschte Projet ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kee Problem!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Entschëllegt, Här President! Well et dee leschte Projet ass, deen aus der Justizkommissioun kënn, wollt ech nach eng Kéier wierklech all den Akteuren aus där Kommissioun, besonnesch och der Presidentin, déi an de leschten dräi Méint d'Chance hat, e Marathon u Rapporten hei ofzeleeën. Si huet dat zu hirem Schued missen am Sprinttempo och nach maachen - an e Marathon am Sprint, dat ass eng ustrengend Aufgab.

Dofir e grouse Merci u si, e grouse Merci un déi ganz Justizkommissioun. Mir hunn déi lescht fënnef Joer enorm vill Aarbecht zesumme geleescht. Ech erspueren lech haut d'Zuelen, mä dat ass esou. Dofir un lech alleguerten e ganz grouse Merci. Et war flott, mat lech zesummenzeschaffen. Wéinst menger kënne mer d'Expérience widderhuelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Roth huet d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir schléissen eis dann als Opposition deene Mercien un. Mir haten zwar heiansdo emol méi hefteg Diskussiounen. Mir sinn awer ëmmer op ee grëngen Zweig komm an, ech mengen, herno war déi Kollegialitéit ëmmer do.

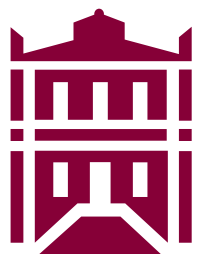
Merci och dem Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma Merci eis alleguer dann!

(Hilarité)

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Moien ukomm. Rendez-vous herno um zwoe Auer. Merci. An d'Setzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 12.52 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire**1.** Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Wiseler, Mme Corinne Cahen

3. 7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Michel Wolter (intervention de M. André Bauler), M. Georges Engel, M. Gusty Graas (interventions de Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen), M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016

portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Marco Schank, M. Yves Cruchten (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf), M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. André Bauler

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7293 - Projet de loi portant modification
1° du Code du travail;
2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;
4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;
5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;
7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal
- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7311 - Projet de loi modifiant
1° le Code du travail; et
2° le Code de la Sécurité sociale
en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée
- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Taina Bofferding, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (demande de vote séparé)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (interventions de M. Marc Spautz)
 - Vote séparé sur l'article 2, point 4
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sézung op.

Ech mengen, mir kënnen direkt mat eiser Dagesuerdnung weiderfueren.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Här President!

2. Ordre du jour

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah, Här Wiseler. Entschëllegt, ech hat lech net gesinn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Just kuerz, fir ze soen: Mir hunn nach eng Question parlementaire, wou den Delai ofgelaf ass, an zwar d'Question parlementaire 3878 vun der Madamm Martine Mergen un den Educationminister respektiv un d'Familljeministesch respektiv un de Justizminister iwwert d'Réfugiés mineurs non accompagnés, déi placéiert sinn am Centre socio-éducatif de l'État respectivement an der Unité de sécurité.

Vu datt den Delai ofgelaf ass, géif ech mech gär op den Artikel 80 (5) vun eiem Reglement baséieren, fir ze froen, datt mer déi Fro kënnen mëndlech hei an der Chamber entweder haut oder muer beäntwert kréien.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech mengen, d'Madamm Minister huet de Wonsch matkritt. Dat ass absolut korrekt laut dem Chambersreglement.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools Merci. Ech ginn dee Wonsch weider. De Familljeministère ass hei leider net zoustänneg. Richteg, d'Fro ass och un de Familljeministère gestallt ginn, mä si concernéiert d'Éducation nationale, mengen ech, virun allem. Dat heescht, ech ginn de Wonsch da weider.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, mir géifen datselwecht maachen. A mir géifen derfir suergen, dass dat esou gemaach gétt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A mir géifen dann zum éischte Projet vun eiem Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen. Dat ass de Projet 7331 iwwert de Bau vun engem Fleegeheim zu Käerjeng. An d'Wuert huet d'Madamm Rapporteur, d'Madamm Josée Lorsché.

3. 7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice*.- Dir Dammen an Dir Hären, zwou Wochen, nodeems mer dem Bau vun engem Fleegeheim fir 200 Persounen um Fousbann zu Uewerkuer gréng Luucht ginn hunn, kënn et mat dësem Projet de loi zum Finanzement vun enger weiderer Infrastruktur, déi fir fleegebedürftig Persounen soll entstoen.

Dëse Projet, deen zu Bascharage - anescht ausgedréckt: Nidderkäerjeng - geplangt ass, ass scho méi laang am Gespréich a geet zréck op d'Orientationsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten, déi mer virun e puer Joer op dëser Plaz gefouert hunn. Schonn deemools huet d'Chamber hiren Accord de principe fir dëse Projet ginn, mam Optrag un d'Regierung, déi néideg Étuden duerchféieren, fir de Projet an enger nächster Etapp kënnen ze realiséieren.

Mat dësem Projet de loi sti mir bei där Etapp a stëmmen den néidege Montant, dee fir de Bau vun dëser Infrastruktur gebraucht gétt. Wéi néideg se ass, geet aus den Zuele vum Statec ervir. Dës Zuele beleeeën, datt de Prozentsaz vu Persounen, déi méi wéi 60 Joer al sinn, zu Lëtzebuerg massiv klëmmt, mat enger Steigerung vu 14% eleng tëschent 2011 an 2016. Derbäi kënn, datt och d'Liewenserwaardung ëmmer méi héich gétt an eiem Land, ouni datt d'Leit awer méi laang doheem bleiwen.

Fréier oder spéider gerode vill Persounen an d'Ofhängegkeet a sinn op Servicer a Strukturen wéi ebe grad déi vun de Fleegeheemer ugewisen. Esou och am Kanton vu Capellen, dee momentan iwwer e CIPA, e Centre intégré pour personnes âgées, an iwwer e Fleegeheim mat engem Total vu just 190 Better verfüügt, dës fir eng Populatioun vun net grad 6.000 Leit, déi an deem Kanton wunnen a méi al wéi 65 Joer sinn a vun deenen der bal 1.000 am System vun der Assurance dépendance sinn, dat heescht, op eng Prise en charge ugewise sinn.

Derbäi kënn, datt d'Infrastruktur, déi sech momentan zu Nidderker befënnt, an engem schlechten Zoustand ass a komplett renovéiert muss ginn. De Besoin vun dësem neie Gebai ass also akut an e gudde Grond, fir de Bau vun enger adaptéierter Wunnstruktur fir déi betraffe Persounen esou schnell wéi méiglech an d'Wee ze leeden. Dat ass dann och de Grond, firwat mir dëse Projet de loi nach ganz séier mat an déi zoustänneg Kommissioun geholl hunn.

Kuerz gesot, geet et ëm de Finanzement vun engem Gebai mat 201 Better a 14 Sejouren, sougenannt „Vakanzebetter“. Wéi an allen anere Fleegeheemer ass eng Restauratioun mat siwe Salle-à-mangere virgesinn, déi e gemeinschaftlech Zesummesinn vun de Residenten ënner engem Daach sollen erméiglechen. D'Zil besteet generell doran, d'Liewe vun ofhängege Persounen esou agreabel an esou autonom wéi méiglech ze gestalten, ouni datt et hinnen un den néidege Soine feelt.

Positiv ass dobäi, datt d'Infrastruktur an direkter Proximitéit zum Zentrum vu Bascharage geplangt ass, mat enger Rei Geschäfte ronderëm an anerersäits awer och enger gudder Vue op d'Landschaft an op de Waasserlaf Mierbaach.

Wat den Accès ugeet, esou ass de Site souwuel fir Autoe wéi och fir den öffentlechen Transport accessibel, an an enger spéiderer Etapp och fir de Vëlo, well eng entsprechend Vëlospist do wäert gebaut ginn.

Et bleift nach ze soen, datt souwuel de Choix vun de Baumaterialie wéi och d'Energiekonzept mat Gréngdaach, enger Fotovoltaikanlag an der Waasserretentioun op strengen ekologesche Kritäre baséiert.

Dir Dammen an Dir Hären, dat gétt et natierlech net zum Nulltariff. De gesamte Präis vun dëser Konstruktioun läit, ofgeronnt, bei 64 Milliounen Euro. Well d'Gestioun an d'Maintenance viraussichtlech vun engem Établissement public sollen iwwerholl ginn, falen d'Käschte vun der Consommation a vum Ënnerhalt vum Gebai net un de Stat, mä un den designierte Gestionnaire.

Et bleift nach zum Schluss ze soen, datt mir an der Nohaltegkeetskommissioun iwwert d'Andeelung vun den Zëmmeren rieds haten. Well d'Pläng drop schlësse loosse, datt et sech ëm Eebettzëmmeren handelt, déi hei sollen entstoen, si mir zur Konklusion komm, datt dësse Voleit nach eemol op de Leescht geholl soll ginn. D'Deputéiert waren der Meenung, datt et sennvoll wier, verschidden Zëmmeren als Zweekbettzëmmeren oder als Chambres communicantes ze plangen, dës fir méi Flexibilitéit ze schafen an eng gemeinsam Notzung fir ofhängeg Koppelen ze erméiglechen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice*.- Dëse Voleit ass allerdéngs net Bestanddeel vun dësem Projet de loi. Duerfir ginn ech net weider drop an. E gétt an enger spéiderer Etapp am Kader vun den Ausféierungspläng gekläert.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbecht un dësem Projet de loi kënn souzeseen engem Sprint gläich: Deposéiert gouf en den 2. Juli 2018 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch. Den Dag drop huet de Statsrot e positiven Avis dozou ofginn. Den 12. Juli 2018 hu mer eis an der zoustänneger Kommissioun dermat befaasst an eng Woch drop huet d'Kommissioun mäi Rapport dann och eestëmmeg uegholl.

Dat gesot, wënschen ech den zukünftege Residenten, datt se sech am Nidderkäerjeng Fleegeheim wuelfillen, wann et bis steet. Mä bis dohi wäert nach eng Zäitche vergoen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An den éischte Riedner ass den Här Michel Wolter.

Discussion générale

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et si gudd Woche fir d'Gemeng Käerjeng. Dat féiert dann derzou, dass den Här Cruchten schon op der Regierungsbänk sëtzt.

(Hilarité)

Nodeem mer d'lescht Woch de Contournement hei an der Chamber gestëmmt kruten, si mer dann dës Woch an der glécklecher Situation, dass mer och en Altersheim zougesprach kréien, oder besser gesot, e Fleegeheim zougesprach kréien.

2013, wéi mer héieren hunn, dass sech géif an der Regierung driwwer Gedanke gemaach ginn, fir en zousätzlech Alters- a Fleegeheim an eis Géigend - am Cap -, ze setzen, hu mer eis bei der Regierung gemellt, beim deemolege Minister, dem Här Spautz. A mir hunn och mat him en Dokument ënnerschriwwen, wou en Engagement vum Stat komm war, fir sech an déi Richtung ze engagieren.

Deen Engagement ass vun der Madamm Minister Cahen weidergefuert ginn no dem Regierungswissel 2013. An et kënn dann haut duerch den Här Bausch an e Projet de loi, dee vun der Regierung erakomm ass, zum Vot.

Firwat konnte mer eis 2013 mellen? Mä ganz einfach, well mer Terrainen zur Verfügung hatten, déi et eis erlaabt hunn, dem Stat respektiv dem Bedriewer ënner ganz avantagéise Konditionen en Terrain ze verginn. Mir waren näamlech als Gemeng der Meenung, dass mer deen Terrain net géife verkafen zu engem deiere Präis, wéi aner Gemengen dat gemaach hunn, u Bedriewer, mä dass mer deen eigentlech fir den „euro symbolique“ géifen zur Verfügung stellen iwwer en Zäitraum vu 50 Joer. Dat, well mer der Meenung sinn, dass esou eng Infrastruktur an enger Gemeng wéi eiser eng zousätzlech Attraktivitéit fir eis Gemeng an och eng Plus-value géif duerstellen.

Äänlech hu mer et och beim LTPS gemaach, deen eng definitiv Bleif bei eis fir seng Südstruktur an deene leschte Jore fonnt huet a wou mer och do den Terrain zur Verfügung gestallt hunn an iwwer 50 Joer quasi dem Stat gratis zur Verfügung stellen.

Déi Terrainen, déi hate mer 2011 kaaft. Wien erënnert sech net un déi rocambolesque Aart a

Weis, wéi eng vun eisen Nopeschgemengen drop reagiert huet, wéi mer engem Bauer Terrainen ofkaaft hunn, fir déi ze tauschen mat Akerland, wat niewent Akerland géif leien a wat op der Grenz tëschent de Gemenge Suessem a Käerjeng géif leien? Hätte mer 2013 déi Terrainen net gehat, dann hätte mer 2013 och net kënnen d'Diskussioun iwwer en Altersheim féieren.

Iwwregens kënn net nëmme en Altersheim op déi Plaz, mä et kënn och nach eng Flüchtlingsstruktur dohinner. Ech wollt der Minister rappeléieren, dass, fir déi Flüchtlingsstruktur kënnen dohinnerzesetzen, mer eis nach mussen eens setzen iwwer eng Rei vu Modalitéiten. Et ass eng Konditioun vun eiser Gemeng, dass mir gären hätten, dass de Stat Suerg derfir dréit, dass dat eng Struktur gétt, an déi Rotatioun erakënn. Dat heescht, dass net Flüchtlingen dohinnerkommen an da während aacht oder zéng Joer op där Plaz logéieren, mä dass et eigentlech eng Struktur wier, déi fir d'Flüchtlinge wier, déi also, wa se um Enn vun der Prozedur ukommen, an eng aner Struktur weiderginn, fir dass nei Flüchtlingen, déi an d'Land kommen, kënnen vun där Struktur profitieren.

Mir sinn an enger éischer Phas bereet, 60 Flüchtlingen opzehuelen. Awer an enger zweeter Phas, wann dat sech elo gudd wäert entwéckelen, ass et jo och vum Bautechnesche scho virgesinn, dass mer 90 Flüchtlinge kéinten ophuelen. Mir mengen, dass mer domadder och an deem Beräich eis Responsabilitéit, déi mer als Gemeng hunn, kënnen iwwerhuelen.

Schlussendlech huet een d'Impressioun - et gétt jo oft iwwer Fusiounen geschwat -, dass fir eis Gemeng op jidde Fall d'Fusion an der Relation mam Stat e ganz groussen Avantage mat sech bruecht huet. Ech hu virun iwwert den LTPS geschwat, dee fir d'Éischt opgrond vun engem Noutfall, näamlech dem Brand vum Jenker, eng provisoiresch... Mir hatten de Jenker fir d'Éischt iwwerholl an dunn den LTPS provisoiresch iwwerholl. A mir hunn den LTPS dunn definitiv am Zentrum vun eiser Uertschaft zougesprach kritt, wat och do nees zu enger Opwärtung vum Zentrum gefouert huet.

Mir hunn d'Duebelgeseigkeet vun der Zuchlinn an deene leschte Jore krut, zesumme mat de Kollege vu Péiteng a vun Dippech. Mir wäerten e Parkhaus kréie bis 2022, gebaut vum Stat fir 450 Plazen, fir haaptsächlech déi Leit vun Déifferdeng a Suessem, déi an d'Stad wëlle schaffen goen, do an deem Parkhaus kënnen opzehuelen. D'lescht Woch hu mer de Contournement zougesprach kritt. An dës Woch, wéi gesot, d'Fleegeheim. A mir wäerte mam Stat zesummen och eng Flüchtlingsstruktur op där Plaz opbauen.

Dat vläicht als Encouragement fir déi Buergermeeschteren - ech hunn héieren, do wieren eng Rei Gesprécher am Ettelbrécker Raum ënnerwee -, ech kann deene Buergermeeschteren nëmme soen: Fusionéiert! Da gitt Der méi attraktiv par rapport zum S'tat. Well wat Der méi Leit representéiert, wat Ären Impakt och méi grouss ass.

Mä lescht Wuert un d'Madamm Ministeress ass, dass ech hir nach eng Kéier soen: Ech hunn héieren, et géif och eng Struktur gesicht gi fir Alzheimerpatienten am Süden. Mir hunn nach Terrainen niewendrun. Wann Der wëllt mat eis an d'Gespréich kommen, de Schafferot ass...

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. André Bauler** (DP).- Bonne Idée!

► **M. Michel Wolter (CSV)**. - ...bereet, fir dat ze maachen, haut, muer oder an deenen nächste Joren. Well déi Terrainen, déi mer deemools kaaft hunn 2011, déi erlaben eis et, fir och weider staatlech a Gemengeninfrastrukturen op där Plaz opzehuelen.

Ech soen Iech villmools Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**. - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP)**. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt der Madamm Lorsché Merci soe fir hire gud-den, explizite Rapport an och begrëissen, datt dës Struktur gebaut gëtt.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer deene Leit, déi eis groussgezillt hunn oder déi virun eis do waren, et och erméiglechen, hire Liewenswond an enger gudder Konditioun, an enger sécherer Konditioun, an engem flotte Kader kënnen ze liewen an dann och en uerdentlechen Ambiente ze hu mat gudder Soenen. Dat ass, mengen ech, eppes, wat mer deene Generatiounen onbedéngt schëlleg sinn.

Ech wëll nach op dräi Saachen agoen. Effektiv war et eng „rocambolique“ Situatioun, wéi ee Buergermeeschter, deen nach net laang Buergermeeschter dee Moment war, engem anere Buergermeeschter, deen deen Terrain op sengem Territoire wollt hunn, dësen ënner der Nues quasi ewechkaaft huet. Dat mécht een u sech, fannen ech, net ënner Kolleegen. Mä dat ass eben d'Aart a Weis, wéi deen ee mat deem aneren hei verfiert.

(Brouhaha et interruption par M. Michel Wolter)

Dat war hoer genau esou, wéi ech dat elo gesot hunn. Dat wëllt ech just hei nach präzisieren.

Effektiv, hei kënn dës Struktur jo un d'Lëtzebuerger Strooss, eng vill befuere Strooss, wéi mer jo ëmmer gesot kréien. Eng weider Struktur, déi also un d'Lëtzebuerger Strooss zu Käerjeng kënn, déi wahrscheinlech och net manner Trafic wäert bréngen. Iwwert deen Trafic do wollt ech effektiv eppes soen:

Do komme jo dann effektiv och e puer Leit hi schaffen. An ech ginn net dovun aus, datt do vill Pensionären nach Autoe wäerten hunn. Dat ass bei eisem Altersheim, wat mir hunn, an eisem CIPA, dee mir hunn, net de Fall. Do sinn et der e puer Stéck, vun deenen 120 hu mer dräi Leit, déi en Auto hunn. Dat sinn der elo net esou vill. Vlächgt och der ëmmer méi, dat ass richtig. Mä ech mengen awer och net, datt bei deenen 200 200 Parkplazen noutwendeg si fir Autoe vun deenen. Mä Leit, déi dohinner schaffe kommen, brauchen awer Plaz. An ech wollt nach eng Kéier un de Minister appellieren, datt och genügend Parkraum soll do ronderëm geschaf ginn. Ech weess, datt dat ëmmer e ganz kriddelegt Thema ass, mä dat misst awer op dëser Plaz gemaach ginn.

Déi drëtt Remark, déi ech wollt maachen - dat ass elo nach eng Kéier an Rapport vun der Madamm Lorsché ugeklongen -, geet iwwert d'Duebelzëmmeren. Mir hunn an deem Rapport hei kënnen liesen, datt d'Männer ophuelen am Alter, wat d'Liewenswaardung ugeet, an et do also net schlecht wär, wann een och méi Koppelen et géif erméiglechen, zesummen hire Liewenswond an engem CIPA ze verbréngen.

Duerfir géif ech nach eng Kéier e waarmen Appell maachen, weinstens d'Méiglechkeet virzugesinn, där Chambres doubles mat Porte communicante oder wéi och ëmmer virzugesinn, déi een zwar vlächgt och kann eenzel notzen, wou et awer och misst méiglech sinn, Chambres doubles dorauer ze maachen, well et ëmmer méi Leit wäert ginn, déi zesumme wëilten hire Liewenswond an esou enger Struktur verbréngen.

Dat gesot, wëllt ech den Accord hei gi vun der LSAP.

Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**. - Merci och. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

(Brouhaha)

► **M. Gusty Graas (DP)**. - Merci, Här President. Et ass jo eng Tatsaach, datt eis Populatioun effektiv ëmmer méi al gëtt. Haut hate mer, op den Dag kann ee soen, 11.754 Leit hei zu Lëtzebuerg, déi méi al wéi 85 Joer waren. An 2001 waren dat der eréischt 6.203.

Et ass och eng Tatsaach, datt d'Leit haut, glécklecherweis, oft méi spéit an d'Altersheem ginn,

wat awer och kann zum Nodeel hunn, datt villfach Urgencé bestinn, wou et dann awer meeschterschweier ass, fir kuerzfristeg Zëmmeren ze kréien.

Et ass also eng Evidenz, datt eng grouss Demande do ass, fir an d'CIPIAen ze kommen. Mir mussen also ouni Zweifel versichen, d'Zuel vun de Better an d'Luucht ze hiewen. An datt elo hei mat dësem Projet 201 Better zousätzlech geschaf ginn, ass ganz begrëssenswäert.

Mir wësse jo och, datt an engem CIPA eng Atmosphär ass, déi - fir en Aussteeenden - oft trist ass, traureg ass. Duerfir ass et wichteg, datt den Environnement awer deementsprechend gestalt gëtt, datt déi Leit awer e Maximum nach kënnen vu Liewensqualität do kréien.

Ech erënneren zum Beispill hei un e Fleegeheim, wat engem elo vlächgt e bësse besser bekannt ass, „An de Wisen“ zu Beetebuerg, wou elo an deene leschte Jore versicht ginn ass, mat klengen aneren Aktivitéiten e bësse méi en agreabelt Ambiente ze schafen, ënner anerem zum Beispill doduerch, datt elo Klengdéieren do ugesidelt goufen. Duerfir vlächgt och meng Virstellung, mä Wonsch, datt dat och zu Käerjeng an Zukunft géif gemaach ginn.

Dann hate mer jo déi Diskussioun, a meng Virriedner hunn dat och schonn hei ugeschnitten, iwwert d'Eebettzëmmeren. Ech soen et awer och ganz éierlech, datt mer och liicht verwonnert waren, datt hei keng Zweebettzëmmer solle virgesi ginn. Wann ee mat eelere Leit schwätzt, dann ass awer oft do de Wonsch, wann ee vun de Partner flegebedürftig gëtt, datt awer deen anere Partner, deen nach an engem gewëssene gudden Zoustand ass, och vlächgt dann deen net eleng losse wëllt. Duerfir, mengen ech, wier et awer gutt, datt ee sech dat nach eng Kéier sollt iwwerleeën. A wéi gesot, meng Virriedner si jo do och schonn op dee Problem agaangen.

Wat positiv ass, dat ass och déi Dezentralisatioun respektiv d'Opdeelung vu Raim an Zonen. Dat erfëllt u sech d'Kritäre vun enger moderner Gestiou vun enger Maison de soins.

Wat de Site ubelaangt, deen ass gutt gewielt. Deen huet eng Proximitéit - an ech si jo elo kee Käerjenger hei, duerfir wëll ech mech och net ze vill ausloossen iwwert d'Situatioun do, mä et geet ee jo awer emol ab und zu an deem Eck do och laansch -, et ass jo e schéinen Eck, an datt dat do awer relativ no ass zum Haaptkär och vun der Gemeng, also vun der Uertschaft Käerjeng, ass ouni Zweifel awer och positiv, net nëmme fir d'Patienten, mä awer och fir déi Leit, déi do op Besuch kommen.

Ech wëll dann een Aspekt awer hei nach usprechen, deen nach net hei ernimmt ginn ass, datt ass, datt am ganze Projet awer och virgesinn ass, datt eng Renaturéierung soll vun der Mierbaach virgeholl ginn. Do kéint een elo villes soen. Ech mengen, gëschter Mëtten hate mer schonn d'Geleeënheet, iwwer Gewässer-schutz ze schwätzen. Et passt elo net direkt esou heihinner, mä et ass awer ëmmer positiv, wann och kleng Baache renaturéiert ginn, well den Impakt och vu klenger Renaturéierungsprojeten ass oft ënnerschat ginn.

Iwwerhaupt, wa mer scho bei deem Aspekt sinn, déi ekologesch Aspekter spillen eng grouss Roll. Et kann een also nëmme begrëissen, wann do Fotovoltaik a vill Begréngung och an deem ganze Raum do entstinn.

Wann dee Bau zu Käerjeng realiséiert ass, dee ganz noutwendeg ass, da bidde sech natierlech och nei Perspektiven fir d'Altersheem zu Nidderkuer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och nach eng Kéier op all déi Efforten zrëckkommen, déi an deene leschte Jore gemaach goufen op deem Gebitt. Ech mengen, et sinn eng weider 918 Better geplangt. Ech maache mech e bëssen hei zum Interpret och vun der Madamm Cahen, déi eis jo d'lescht Woch interessant Zuelen hei matgedeelt huet - ech ginn net méi am Detail drop an -, mä ënner anerem 140 zu Rammerech, plus 120 zu Rémeleng oder 68 Better zu Stengefort. A wa mer de Budget vun 2019 huelen, deen zwar nach eréischt wäert gestëmmt ginn, do ass ënner anerem jo virgesinn, datt zum Beispill 518 Better zu Habscht (veuillez lire: 518 Better, dovun ënner anerem 194 zu Habscht) solle kommen. Dann zu Mondorf soll jo en neie CIPA kommen, Här Buergermeeschter, bei der Villa Ungeheuer - hunn ech dat elo richtig gesot? - mat 200 Better. Jiddefalls gesäit een also, datt do awer eng Dynamik ass, déi och wichteg ass, déi u sech dem Zäitgeescht Rechnung dréit.

An ofschléissend muss ech dat och nach eng Kéier hei widderhuelen, wat de Buergermeeschter hei vu Käerjeng gesot huet. Ech mengen, et war eng wonnerbar Woch, Här Buergermeeschter. Mir freeën eis natierlech och mat Iech zesummen. Dir sidd dës Woch

exzellent verwinnt ginn. Da gesitt Der jo, datt dës Majoritéit och en Häerz huet fir Leit aus der Oppositioun. An an deem Sënn,...

(Exclamations et hilarité)

► **Une voix**. - Egal wat!

► **Une autre voix**. - Wat eng Ausso!

► **Mme Octavie Modert (CSV)**. - Net datt den Här Wolter d'absolutt Majoritéit elo kritt.

► **Une voix**. - Dat do war staark!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**. - Wëllt dat heeschen, dat Fleegeheim ass fir d'CSV?

► **M. Gusty Graas (DP)**. - Dat sot Dir. Dat sot Dir!

► **Une voix**. - Majo, en huet eppes iwwreg fir d'Oppositioun.

► **M. Gusty Graas (DP)**. - An an deem Sënn bréngen ech awer selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei, ouni ze vergiessen, der Madamm Lorsché natierlech och nach Merci ze soe fir hir exzellent Rapporten, déi se gemaach huet.

(Exclamations)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**. - D'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - Jo, villmools Merci, Här President. Och Merci un d'Madamm Lorsché fir hire Rapport. Ech mierken, datt dës Genre vu Projete mech vu Joer zu Joer ëmmer e bësse méi interesséiert, an dofir...

(Hilarité et brouhaha)

► **Une voix**. - Et kënn ëmmer méi no.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - ...dofir awer e puer Kommentaren. Dat Éischt, wat ee muss soen: Et feelen nach ëmmer där Infrastrukture ganz vill. Och am Kanton Kapellen. Déi Statistiken, déi d'Madamm Lorsché eis genannt huet, sinn do ganz däitlech. An ech mengen, egal wien an der Regierung ass, soll sech wierklech och beméien, déi néideg Infrastrukture weider ze bauen, well d'Bevëlkerung gëtt jo och am Duerchschnitt ëmmer méi al.

Dat Zweet ass eng urbanistesche Bemierkung. Mir haten dat schonn ugeschwat, wéi mer iwwert de Contournement vu Käerjeng d'lescht Woch geschwat haten: Et ass esou, datt „op Acker“ effektiv dee grouse Geschäftszentrum an eng ganz Rei vun Infrastrukturen elo scho stinn, alles op der Avenue de Luxembourg. Elo kënn nach dës Heem derbäi, mir héieren, och eng Flüchtlingsstruktur, mir héieren, och nach eventuell eng Alzheimerinfrastruktur. Ech mengen, mir mussen soen, d'Gemeng Käerjeng ass och méi grouss wéi „op Acker“. An et ass sécher gutt, wann d'Gemeng Käerjeng probéiert, deen een oder anere Projet ze kréien, och am Interessi vun der ganzer Region, mä ech mengen, et muss een awer och do kënnen e bësse méi diversifizéiert denke wéi just dat eent Grondstéck un der Haaptverkéiersoder vun der Stad.

Dat Drëtt ass d'Iwwerleeung, ob dann zwee Leit sollen do zesummewunnen. Dat ass sécher eng gutt Iddi fir eeler Koppelen. Et muss een allerdéngs och wëssen, datt esou en Zëmmer 26 Quadratmeter grouss ass. A wann een also gär hätt, datt eng Koppel och dignement kann zesummeliewen, vlächgt och eng Rei vun hire Miwwele ka matbréngen an nach e bëssen esou lieue ka wéi doheem, dann ass et sécher besser, zwee Zëmmer mateneen ze verbanne, fir datt awer do e bësse méi Plaz ass, wéi elo zwee Leit do an een Zëmmer mat hire Miwwelen op 26 Quadratmeter ze setzen. Dat schéngt eis net genuch ze sinn.

An da muss ee vlächgt och nach oppasse mat der Klimatisatioun. Et ass e bëssen d'Tendenz hautzudaags duerch all déi modern Klimaschutzregelen, déi et do ginn, datt op ville Plazen, och an dësem Heem, d'Fënsteren net méi kënnen opgemaach ginn, op jidde Fall net einfach. Et steet zwar do, datt dat an den Zëmmeren vun de Leit net de Fall ass, do missten d'Zëmmeren also nach kënnen iwwer Fënsteren verfüegen, déi ee kann opmaachen. Mä ech mengen, et ass ganz wichteg, datt dorobber geuecht gëtt. Et soll kee Prising hanner Glas ginn aus klimapolitische Grënn. Mä ech mengen, zu der Liewensqualität gehéiert och, datt ee ka lëften, egal wéi klimafreundlech een dann och ass.

Dat gesot, bréng mir ganz gär den Accord vun der ADR fir dës Projet.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**. - Merci. Domat si mer un Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**. - Här President, ech wëllt alle Riedner a virun allem der Rapportrice Merci soe fir hir Baiträg, schréfflech a mëndlech.

A vu dee ganz breede Konsens, wëll ech hei net nach laang Zäit stielen, mä Merci soe fir dee breede Konsens an och soen, datt déi Fro vun den Zëmmeren, déi duerchgängeg sinn, kee Problem ass. Dat hu mer mat der Familjeministesch, mat der Madamm Cahen, alles gekuckt, dat ass an der Praxis herno méiglech. Insofern eng Demande do ass. Well bis elo ass op anere Plazen, krut ech gesot, net onbedéngt d'Demande ëmmer do. Mä wéi gesot, hei ass kee Problem, dat nodréiglech ze bauen. Duerfir, där Suerg, déi d'Deputéiert hei ausgedréckt hunn, kënnen mer absolutt Rechnung droen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**. - Merci och. Domat kéinte mer iwwert de Projet 7331 ofstëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7331 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

An de Mëtte fänkt gutt un: Unanimitéit vu 60 Stëmme. Domat ass de Projet 7331 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A wéi de Moien ofgemaach, géife mer direkt anschléissend de Vott maachen iwwert de Projet de loi 7320.

4. 7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7320 et dispense du second vote constitutionnel

Wann eis Maschinn prett ass - si ass et -, da géife mer mat der Ofstëmmung ufänken. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

58-mol Jo, 2-mol Nee. Domat ass och dës Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme

Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Alex Bodry);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Och hei stellen ech d'Fro no der Dispos.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum Projet 7345 iwwergoen, wou et em eng Rei...

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Garen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ... Garé geet. Voilà. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), *rapportrice*.- Jo, déi huet schonn eng gewässe Gewunnecht. Mir komme vum Fleegeheim op d'Schinnen. Beim Projet de loi, deen ech heimat virstellen, handelt et sech direkt em dräi CFL-Garen, déi moderniséiert an ausgebaut ginn, an zwar d'Garé vu Rodange, Miersch a Waasserbëlleg.

Wéi bei deene villen aneren CFL-Projeten, déi mer an de leschte Joren hei an der Chamber gestëmmt hunn, geet et och hei drëms, déi entsprechend Moosnamen iwwer e Gesetz ze finanzéieren. Dëst natierlech mam Zil, fir d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport ze erhéien an d'Garen un d'Uspréck an d'Besoinen vum der wuessender Benotzerzuel unzepassen.

Well déi dräi Projekte viles gemeinsam hunn, huet d'Nohaltegkeetskommissioun iwwerengs decidéiert, déi dräi Projeten an engem eenzege Dokument ze fusionéieren, an ass domat och dem Wonsch vum Statsrot nokomm.

Wat déi konkret Moosnamen ugeet, limitéieren ech mech am mëndleche Rapport op e kuerze Resumé a verweise fir sämtlech Detailler op mäi schrëftleche Rapport.

Ugefaange bei der Gare vu Rodange, do si folgend Aarbechte geplangt:

Éischtens hu mer d'Moderniséierung an d'Mise en conformité vum den Infrastrukture mam komplette Reamenagement vum der CFL-Gare, woubäi ee muss wëssen, datt d'Quaie bei dëser wéi och bei anere Garen an Zukunft eng Längt vun 250 Meter solle kréien. Dat ass eng international Norm. Si erlaabt, datt en Zuch méi Voituren ka kréien - aacht Voituren - an domat och méi Plaz fir d'Benotzer.

Déi zweet Moosnam besteet aus dem Reamenagement vum der Gare routière, déi vu Busse bedéngt gëtt. Derbäi kommen, drëttens, d'Verbesserung vum der Accessibilitéit, d'Suppressioun vum Passage à niveau Nummer 27, de Bau vum engem neie Souterrain an den Zougang zum neie Park & Ride, dee mir scho mat engem anere Gesetz gestëmmt hunn. Da véiertens, de Bau vum enger neier Busgare an direkter Proximitéit zur der Eisebunngare, a fënneftens, spezifesch Moosnamen a modern Systemer, déi geduecht sinn, fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit oder anere spezielle Besoinen besser ze guidéieren.

De gesamte Käschtepunkt beleeft sech bei der Gare vu Rodange op 107,5 Milliounen Euro. D'Aarbechte sollen am Juli 2019 ufänken an am September 2023 viraussichtlech ofgeschloss sinn - wann net ze vill Imprevuen optauchen.

Ech komme bei d'Gare vu Waasserbëlleg, wou folgend Moosnamen geplangt sinn:

Éischtens, de Bau vum engem neie Parkhaus, fir d'Zuel vun de Parkplaze fir d'Autoen, de Car-sharing, d'Elektroautoen an d'Veloen ze erhéien, mat insgesamt 370 Stellplazen am Park-

haus an 100 zousätzleche Parkplazen enner fräiem Himmel, zweetens, de Reamenagement vum der ganzer Fläch ronderëm d'Parkhaus, drëttens, de Bau vum neie Vélos- a Foussgängerverbindungen, véiertens, d'Erhéijung vum der Accessibilitéit fir Persounen mat spezifesch Besoinen, fënneftens, d'Schafe vum der néideger Plaz fir zwee Commercer - wa se da geféllt solle ginn, dat wär eis Hoffnung -, a sechstens, d'Verbesserung vum der Sécherheet a vun de Capacitéiten vum de Quaie, inklusiv enger besserer Desserte vum Mäerterter Hafen.

Den Ufank vum den Aarbechten ass fir Dezember 2019 virgesinn a si sollen am Fréijouer 2024 ofgeschloss ginn. De Käschtepunkt vum dësem Projet läit bei 105 Milliounen Euro.

Bleift dann nach déi drëtt Gare, d'Gare vu Miersch, wou et engersäits em d'Moderniséierung an d'Erhéijung vum der Capacitéit vum der CFL-Gare geet an anersäits em d'Schafung vum néng Emplacementer fir d'Bussen op der Gare routière. Dëst net nëmmen, fir der aktueller Demande gerecht ze ginn - där Demande, déi et elo scho gëtt -, mä och opgrond vum der Tatsaach, datt en neie grouse Wunnquartier um Site vum fréieren Agrocenter soll entstoen, dee méi Passagéier wäert generéieren.

Donieft geet et bei dëser Gare och em d'Verbesserung vum den Infrastrukturen a vun der Technik, em eng optimal Accessibilitéit fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit, eng besser Ubannung un d'Wunnquartieren an un dat neit Parkhaus an em d'Installatioun vum mBoxe fir Véloen, gradessou wéi em d'Verbesserung vum Informatiounssystem fir d'Clienten.

Hei ass den Ufank vum den Aarbechte fir Abrëll 2019 virgesinn an d'Enn läit beim Dezember 2022, viraussichtlech, dat Ganzt fir e Käschtepunkt vun 51,75 Milliounen Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, wat den Depot vum deenen dräi Gesetzesprojeten ugeet, déi mer dann duerno fusionéiert hunn, an och wat den Avis vum Statsrot ugeet, verweisen ech, fir et kuerz ze maachen, op mäi schrëftleche Rapport.

An der Nohaltegkeetskommissioun vum 12. Juli 2018 hu mir déi dräi Projekte virgestallt kritt vun deene responsabele Leit an den 19. Juli 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport och eestëmmege uegeholl.

Domat sinn ech och hei um Schluss ukomm a soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vum der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An éischte Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

► **M. Marco Schank** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech ka mech och kuerzhalen. D'Madamm Rapportrice huet dee fusionéierte Projet de loi 7345 am Kontext vum der Gestiou vum de Schinneninfrastrukturen exposéiert. Ursprénglech waren dat, wéi gesot, dräi separat Projeten.

Just dann als Erënnerung: éischtens, dee komplette Reamenagement vum der Gare vu Rodange mat dem Bau vum engem Park & Ride-Gebai fir knapp 1.600 Plazen, zweetens, d'Mise en conformité vum den Installations ferroviaires an der Gare vu Miersch, an drëttens, d'Moderniséierungsarbechten an der Gare vu Waasserbëlleg, och do zousätzlech mat engem Bau vum engem Park & Ride-Gebai fir - wann ech mech richtig erënneren - zirka eng 350 Plazen.

Ech kann lech also d'Detailler erspueren. Déi sinn zum Deel elo mëndlech virgedroe ginn. Dir fannt se selbstverständlech och am schrëftleche Rapport. An ech wollt am Numm vu menger Fraktioun och der Kolleegin, dem Josée Lorsché, villmools Merci soe fir deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wollt awer och e generelle Merci lassginn - mir si jo an deenen Deeg vum de Mercien - fir déi lescht Joren. D'Josée huet dat mat vill lwwersicht gemaach an och mat där gebuedener Rücksicht op d'Oppositioun. Dat wollt ech eng Kéier hei gesot hunn an dat, mengen ech, ass och richtig esou.

Déi dräi Projeten, do ginn insgesamt 265 Milliounen investéiert - wat jo e schéine Pak ass. Mir ennerstëtzen - dat hunn ech an der Vergaangenheet scho gesot - a begréissen och déi héich Investissementer, fir den öffentlechen Transport ze verbesseren. Ech mengen, dat ass d'Sue richtig investéiert.

Ech wéilt vläicht ganz kuerz ee Wuert zur Pressekonzferenz soen, déi viru Kuerzem den Nohaltegkeetsminister an och den Direkter vum den CFL den 18. Juli haten zum Thema och virun allem vum de Retarde vum den Zich, vum den Ausfäll vum den Zich. Ech wéll dat elo net nach eemol alles repetéieren. Ech sinn an der Vergaangenheet dacks op déi Problematik

agaangen. Wann ee selwer Zuch fiert, ass een, wéi all déi aner Leit, dacks frustréiert. Mir hunn deeren erëm gesot kritt, duerfir si jo och déi Investissementer geduecht, fir datt et iergendwann eng Kéier soll besser ginn.

Émmerhin, am éischten Hallefjoer 2018 si ronn 5.000 Zich ausgefall. Dat sinn der vill. Et muss een allerdéngs éierlecherweis derbäisoen, wann een déi vun de Streike vun de Fransousen erausrechent, da si mer nach bei ronn 3.300 Zich. Émmerhi sinn dat der émmer nach ze vill an am MoDu 2.0 steet jo och, amplatz datt all véierzegsten Zuch ausfällt, soll an Zukunft allerdéngs all honnertsten ausfalen, an ech mengen, dat muss och de But sinn.

Ech kann awer an deem Kontext net derlaanschtkommen, fir awer och eng Fro nach un den Nohaltegkeetsminister ze stellen an där villbeschwuereener Informatioun vum Client. Ech mengen, wann een näischt ka maachen, wann d'Zich ausfalen, wann d'Zich Retard hunn, da wier et wichteg - an dat huet de Minister, mengen ech, am Kader vum der Mobilitéitsdebatt och nach eng Kéier gesot gehat -, datt een awer de Client misst informéiere kënnen.

Just ee Saz, eng kleng Geschicht: Ech si viru Kuerzem zu Miersch op der Gare gestrant. Ech wollt eigentlech op Ettelbréck fueren. Een Zuch war ausgefall. Mäin Zuch hat zolidd Verspéidung. Den Zuchbegleeder war ganz gentil, konnt mer awer net virunhëllefen, wéi ech elo kéint virukommen. Den Haut-parleur, deen huet gekrëckelt, datt een definitiv kee Wuert verstanen huet, an och meng App huet mer net virgehollé, soudatt ech eigentlech dee Moment schlecht dru war.

An dunn hunn ech mech erënnert, datt d'CFL-Direktioun respektiv och de Minister an Ausischt gestallt haten, datt d'Zuchbegleeder Tablets géife kréien, fir dann, wéi gesot, awer vläicht dem Client ze hëllefen, deen dann do-steet, ouni ze wëssen, wéi et elo virugeet, an duerfir einfach meng Fro: Déi Tablets waren uegekënnegt ginn. Wéini kommen déi? Respektiv, sinn d'Zuchbegleeder amgaangen, equipéiert ze ginn?

An dann, hunn ech héieren - ech weess net, ob dat wouer ass, de Minister weess dat eventuell -, wiere Problemer, hätt et Problemer ginn, fir déiselwecht Tablets ze programméieren. Dat heescht, duerfir wieren d'Equipementer nach net do. Ech kann dat net beuerteelen, duerfir meng Fro.

Op jidde Fall mengen ech awer, datt dat géif ganz vill hëllefen, onofhängeg vun all deem, wat geplangt ass, fir d'Garen mam Teleaffichage an Echtzäit ze equipéieren. De Minister hat gesot, dat géif bis 2020 daueren. Et geet jo näischt vum selwen! Nach mengen ech, déi Tablets géife vill hëllefen. Vlächicht kann een dat dann e bësse méi séier maachen. Merci fir d'Äntwert elo schonn.

An zum Schluss wollt ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Jo, villmools Merci, Här President. Och hei kann ech et erëm kuerz maachen, well meng zwee Virriedner, notamment d'Rapportrice dat ganz gutt gemaach huet, souwuel an hirem schrëftleche wéi an hirem mëndleche Rapport. Duerfir wéilt ech se felicitéieren an hir Merci soen.

Mä awer och den Här Schank huet eng Partie Saache gesot, déi ech kann deelen. Zemoos déi eng, och wann et nëmmen eng Klenggeek ass, dat ass déi vun den Duerchsoen, déi an de Gare gemaach ginn. Mir hate scho selwer eng Kéier doriwwer rieds - also, heiansdo weess een emol net, a wéi enger Sprooch dass d'Duerchsoe gemaach ginn. Do muss ee sech wierklech plazeweis eng afale loosser. Mä, wéi gesot, de Problem schéngt jo awer bekannt ze sinn.

Mir schwätzen hei iwwer dräi Projeten. Ganz generell bemierkt wéll ech soen, dass des Regierung ganz vill Suen an d'Verbesserung vum eiser Mobilitéit gestach huet. Si huet vill Suen investéiert an neie Stroossebau, wat néideg ass, wat wichteg ass, well eis Stroosse quasi iwwerall am Land saturéiert sinn, zemoos zu de Spätzestonnen.

Mä gradessou wichteg ass et awer och, fir Suen ze investéieren an den öffentlechen Transport, an do virun allem an de schinnegebunnenen öffentlechen Transport. An dat ass eppes, wat mir begréissen.

Haut kënnen mer gläich, et ass zwar nëmmen ee Vott an nëmmen ee Gesetz, mä et sinn awer dräi Projeten, déi mer haut réaliséiere kënnen. Si gehéieren zu engem ganze Konzept. An dat

Konzept ass wichteg. Well d'Iddi, déi derhantertstécht, ass jo, dass d'Eisebunn kann hir Capacitéit mat 1,5 multiplizéiere fir d'Passagéier, déi se ka mathuelen. Well wat bréngt et eis, wa mer zum Beispill - an ech ginn elo op deen ee Projet e bësse méi am Detail an, dat ass deen op der Zuchstreck vun Attem op Lëtzebuerg, dee vun der Rodanger Gare - do e Parkraum schafe fir 1.600 Autoen, wa mer zwou Statioune weider, zu Nidderkäerjeng, och nach eng Kéier 400 Parkplaze schafen, also fir 2.000 Autoen, mä mir fannen net genuch Plaz fir d'Leit am Zuch?

An dat ass e Problem op där Streck. Ech wéll Merci soen där heiter Regierung, mä awer och der Regierung virduen, dass mer déi Duebelgeleegkeet agefouert hunn op där Streck. Dat bréngt et fäerdeg, dass mer e ganz gud-den Takt hunn op där Streck. Ech mengen, all Véirelstonn kann een op där Streck den Zuch huele fir an d'Stad a fir zrëck, zu de Spätzestatten op alle Fall. Dat ass schonn eppes, wat de Confort fir de Passagéier enorm erweidert.

Mä natierlech muss ee wëssen, dass zu de Spätzestonnen d'Zich voll sinn. An duerfir eben och d'Iddi, fir d'Garen, fir d'Quaie méi grouss ze maachen, notamment deen zu Rodange op 250 Meter ze erweidern. A wann ech et richtig verstane hunn, Här Bausch, mä Dir kënn mech och korrigéieren, soll dat jo da progressiv an alle Garen esou sinn, dass d'Zich méi laang kënnen gemaach ginn, dass d'Quaie prett sinn, fir esou grouss Zich och opzehuelen, dass mer kënnen méi Leit mathuelen. Dat schéngt mer enorm wichteg ze sinn.

Ech wéll just nach eng Kéier soen, dee Park & Ride, dee mer zu Rodange nieft der Gare maachen - deen elo net direkt hei zu deem Projet gehéiert, well mer e schonn eng Kéier gestëmmt hunn, mä awer eng Relatioun mat dësem Projet huet -, dat sinn 1.650 Autoen. Ech hunn eng Kéier ausgerechent, dat si siwe Kilometer, wann een déi een hannert deen anere stellt am Stau. Dat ass vun der Pétitenger Gemeng bis an den Dippecher Bierg. Dat ass also eng enorm Quantitéit vum Autoen, déi mer kënnen vun eise Stroossen erfoueren. Et ass duerfir e wichtige Projet. An et ass och wichteg, dass mer net nëmmen zu de Leit soen: „Dir kënn Ären Auto hei ofstellen“, mä och: „Mir garantéieren lech, dass Der eng Plaz herno kritt am Zuch.“

Der Gemeng Pétiteng wéilt ech vlächicht nach un d'Häerz leeën, a mir hu jo Verrieder hei: Dir maacht vill Efforten, wat den öffentlechen Transport ugeet. Dir maacht lech och Gedanken iwwer d'Velosweeër a Vélospisten. Mir schafen elo op der Rodanger Gare véier Statioune, fir dass ee ka säi Vélo néierstellen. Et wär gutt, wa mer och géifen u Projeten denken, wéi mer d'Leit dann och mam Vélo bis op d'Gare kréien, dat heescht, dass och do an der Gemeng nach lwwerleeunge gefouert ginn, wéi mer kënnen Vélospisten ausbauen innerhalb vun der Gemeng - net nëmmen déi staatlech Vélospisten.

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Dat ass am Rullen. Dat kann ech lech soen.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Ass dat am Rullen?

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Dat ass am Rullen.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Ma, ech mengen, dat fret allegueren d'Awunner aus Ärer Gemeng, a besonnesch déi vu Rodange a ronderëm.

Da wéilt ech, ier ech ofschléissen, de Minister nach eppes froen. Mir schafe jo hei, net nëmmen hei, mä och zu Waasserbëlleg an anerwärts, grouss Parkplazen. Mir schafe Park & Riden. An d'Iddi ass jo: Mir maachen dat op Plazen, wou d'Leit kënnen emklammen op den Zuch oder op de Bus. Bon, elo schwätze mer hei iwwer den Zuch. Richtegerweis maache mer Park & Riden an engem éischte Ring ronderëm de Ballungszentrum an der Stad. Mir maachen et awer och do, wou d'Leit an d'Land erakommen, wéi zu Rodange oder zu Waasserbëlleg.

Mä mir haten awer och - bon, mir schwätze jo nach eng Kéier iwwer de Projet a Frankräich, iwwer de Park & Ride a Frankräich, dat kënn jo nach des Woch - émmer rieds vum engem Projet vu Park & Ride zu Stackem an der Belsch, an do hu mer awer elo schonn zënter Abrëll näischt méi héieren. Dat Lescht wat Der eis do gesot hat, Här Minister, dat war, dass Der eigentlech bedauert huet, dass op belscher Säit d'Verwaltung relativ lues wär oder d'Politik - oder wien och émmer - relativ lues wär, fir do definitiv Decisiounen ze huelen. Flott wär et,

wa mer do géifen e bësse méi gewuer ginn. Vlächicht fannt Der an Ärer Äntwert nach eng Minutt Zäit, fir dorobber eng Äntwert ze ginn.

Domat ass alles gesot an ech soen nach eng Kéier Merci. Et ass e wichtege Projet, deen d'Zoustëmmung vun der LSAP fënnt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wuesstum ass onni Zweifel Fluch a Sege fir eist Land. Ech mengen, d'Konsequenze si bekannt, virun allem um Niveau vum Verkéier: de Stau, deen net méi kleng gëtt, den Trafic, deen zouhëlt. Et ass evident, datt mer also musse vill méi Efforten nach um Niveau vum ëffentlechen Transport maachen. Et kann een dës Regierung vlächicht munches virwerfen, ma mat Sécherheet net, datt se net ganz geziilt enorm investéiert hätt um Niveau vum ëffentlechen Transport.

Ech wëll drun erënneren, datt d'CFL zum Beispill tëschent 2008 an 2017 2,6 Milliarden investéiert huet. Selbstverständlech geet dat och op e Projet vun der viregter Regierung zréck. An et si bis 2027 nach 3,89 Milliarde virgesinn, fir ze investéieren. Heiansdo huet een zwar e bëssen d'Gefill, wéi wa mer ëmmer der Entwécklung géifen hannendrun.

Et ass jo och evident, et kann een net jiddweringem eng Gare virun d'Dier bauen. Duerfir muss och eng gutt Combinaisoun tëschent Bus/Zuch, tëschent Auto/Zuch hiergestallt ginn. Dat bréngt natierlech mat sech, datt musse eng ganz Rei Park & Riden amenagéiert ginn, datt eng ganz Rei vu Parkhaiser musse amenagéiert ginn, wat jo an deene leschte Jore geschitt ass.

Haut diskutéiere mer dräi Projeten, déi gréisstendeels an den Réichtum ginn.

Fir d'Éischt emol, wat d'Gare Rodange ubelaangt: Mir haten hei schonn de Projet, wat den Ausbau vun de Park & Riden ubelaangt. Haut geet et ëm d'Gare. Dat ass natierlech eng speziell Gare, well se eben och aus dem Ausland direkt ugefuer gëtt. Och d'Gleiser musse hei reamenagéiert ginn. Et kënnen elo deementsprechend och, well d'Quaie verlängert ginn, méi laang Zich kommen. Dat ass gutt esou, well mir wëssen, datt op ville Strecken d'Zich iwwerfëllt sinn.

An d'Mobilité douce muss natierlech och vill méi eng Stëmm kréien. Den Yves Cruchten ass virdrun och schonn op den Aspekt vun dem Vélo agaan. Ouni elo wëllen der Gemeng Péiteng hei Virschreften ze maachen: Ech wëllt awer just drun erënneren, et gëtt jo déi Initiativ vu Vél'Ok, wou sechs Gemengen aus dem Süde sech zesummegeeschloss hunn, wou eBiké gratis zur Verfügung gestallt ginn. Dat géif also och derzou bäidroen, datt d'Awunner aus deene betreffenden Uertschaften sech och kënnen iwwert de Wee vum eBike op d'Garen deplacéieren.

Den zweete Projet ass jo da vun der Gare Miersch, woubäi Miersch jo ganz kloer e méi zentrale Punkt ass vum Land. Do gi vlächicht manner Grenzgängeger ugezunn, mä virun allem ginn awer ganz vill Awunner aus der direkter Émgéigend op Miersch drainéiert. Mir schwätzen also éischer vu Residenten. Wat mer och gutt fannen, wat zu Miersch geschitt, wat och op anere Plaze geschitt: datt déi Garen an déi Quaie solle méi e modernen Ustrach kréien. Ech denke virun allem an déi nei Markisen. E gutt Beispill gesi mer jo hei an der Stad, wéi flott dat sech kann integréieren.

Architektonesch hu mer zu Miersch nach eng ganz flott Gare stoen. Et ass also derwärt, datt mer eis do derfir setzen, datt déi och deementsprechend esou erhalte bleift.

Dann den drëtten Projet, do geet et jo ëm d'Gare zu Waasserbëlleg. Och do, mengen ech, wat d'Erneuerung vun der Gare u sech ugeet, déi brauch guer net a Fro gestallt ze ginn, an datt Waasserbëlleg och zousätzlech Parkplazcapacitéit brauch, ass onëmstridden. Et ass och eng Uertschaft, déi natierlech e bësse wéi e Magnéit wierkt op d'Émland, virun allem natierlech éischer aus dem däitschen Émland. Et si vill Pendler, déi do parke kommen.

Et dierf een och net vergiessen, datt d'Zuchverbindungen op Tréier respektiv an d'Stad musse gutt fonctionnéieren. Do ass jo virgesinn, fir nach Verbesserungen unzestriewen. Zum Beispill soll no Ouschteren, wann de Viaduc Polvermillen opgemaach gëtt, nach e sou-

genannte Bummelzuch agesat ginn, deen da praktesch am 30-Minuten-Takt d'Stad mat Waasserbëlleg respektiv Tréier verbënnt.

Et muss awer och gekuckt ginn, datt Efforte gemaach ginn um Niveau vun den Tariffer, an zwar, datt vlächicht deeselwechten Tarif do kann applizéiert ginn, Lëtzebuerger Tarif a Richtung Wittlich respektiv och Tréier.

Et muss een awer ganz éierlech soen, datt de Bau vun dem Parkhaus zu Waasserbëlleg och net onbedéngt no jiddweringem sengem Goût ass. Et ginn och do Meenungen, déi dat awer éischer e bësselchen a Fro stellen. Dat kann ech och novollzéien. Ech komme selwer aus enger Gemeng, wou och de Projet war, fir direkt bei der Gare niert dem Park & Ride nach e Parkhaus ze amenagéieren an, jiddefalls, de Schäferot aus där Gemeng huet sech do opposéiert. Et pour cause! Well et dierf een awer net vergiessen, wann een op esou ausgestallte Park & Riden nach e Parkhaus amenagéiert, dann zitt een automatesch neie Verkéier un. Och déi Iwwerleung ass also net vun der Hand ze weisen.

Duerfir kann een novollzéien, datt et och zu Waasserbëlleg an deem Sënn Iwwerleung ginn. Gefaart gëtt och do, datt zum Beispill dat elo kéint zu zousätzlech Drainage vun Autoen duerch den Zentrum vu Waasserbëlleg féieren. Do ass och ënner anerem eng Propos gemaach ginn, fir en neie Park & Ride an e Parkhaus bei der „Löwener Mühle“ ze amenagéieren, mat engem neien Arrêt Waasserbëlleg.

Onofhängeg dovun, wat awer wichtege ass - an dat géllt awer fir all déi Projete vu Parkhaiser -, ass, datt een och versicht, déi ekologesch Elementer verstärkt an de Vierdergrond ze stellen. E Parkhaus u sech ass jo vum architektoneschen hier net onbedéngt eppes, wat aluedend ass. Duerfir soll een also kucken, datt een do maximal gréng Beplanzung mat virgesäit.

Vlächicht zum Schluss nach e puer allgemeng Remarken: Den ëffentlechen Transport huet nëmmen eng Chance, wann e gewëssene Confort garantiert ass. Do solle mer eis kengen Illusionen hign. Mir kënnen déi schéinste Plattformen bauen, déi schéinste Quaie bauen, déi schéinste Parkhaiser, mä wann den Zuch u sech net rullt, wann e soll rullen, a wann en net dee Confort bitt, deen e soll bidden, da verléiert e ganz séier un Attraktivitéit.

An ech maache mech hei och zum Firsprécher, oder „Nosprécher“, vu menge Kollege vu yirdrun, déi kleng Detailler opgeléicht hunn. Ënner anerem ass et och ëm d'Duerchsoe gaangen. Ech mengen, ech selwer, deen och regelméisseg mam Zuch fiert, muss dat och ëmmer erëm mierken.

A schued ass et, wann da gutt Projeten am Endeffekt u Klenggekeete scheitern. Duerfir musse do Efforte gemaach ginn. Dat geet bei der Duerchsoe op dem Quai u bis hin zum Affichage, wann d'Zich Retarden hunn, wann de Quai gewiesselt gëtt an esou weider an esou fort, wann d'Zich iwwerfëllt sinn. Wa mer dat net richtig an de Grëff kréien, wéi gesot, dann huet den ëffentlechen Transport net déi Chance, déi en am Fong geholl verdéngt huet.

Dann natierlech och, wat de Verkaf vun Ticketen ubelaangt. Wa meng Informatiounen richtig sinn, ass et de Moment jo nëmme méiglech op deenen Automaten, Ticketen ze kafen, déi och dee Moment musse deeselwechten Dag benotzt ginn. Do kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, besonnesch fir déi international Ticketen, ob et net méiglech ass, wann ech haut mäin Ticket kafen, datt ech muer awer eréischt fueren. Wéi gesot, dat sinn esou kleng Detailler, mä déi awer ganz vill bewierken.

Da wëll ech nach eng Kéier drop zréckkommen, wat ech schonn e puermol hei gesot hunn: Mir sollten dach endlech dat Gesetz vum 10. Mee 1995 ofschafen! Dat ass elo gläich ee Kilometer laang. Et fënnt kee sech méi dran erëm. Mir setzen ëmmer nëmmen nei Texter hannendrun. Ech fannen dat keng gutt legislativ Aarbecht. Et sollt een also endlech emol eng Kéier de Courage hunn an dat Gesetz definitiv ad acta leeën an da mat engem neie Gesetz ufänken.

Dat alles gesot, sti mer selbstverständlech hannert deenen dräi Projeten, déi mer gutt fannen. An ech wëll och nach ofschléissend der Madamm Lorsché Merci soe fir hir verschidde Rapporten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll dann domat ufänken, woumat mä Virsprécher opgehale huet, an der Madamm Lorsché Merci soen als Rapportrice. Si war des Woch ganz vill gefuerdert hei an der Chamber.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - rapportrice. - Et ass nach net fäerdeg.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An et ass nach net fäerdeg.

Dee Projet, dee mer haut stëmmen, ass eng weider Investitioun, déi mer an den ëffentlechen Transport maachen. Et sinn der an dëser Legislaturperiod ganz vill gestëmmt ginn, dat muss ee fairerweis zouginn. An et si souguer eng ganz Rei Projete wéi dësen och, déi am Fong eréischt wäerten an der nächster Legislaturperiod realiséiert ginn.

Déi 263 Milliounen, déi mer haut hei wäerte stëmmen, dat ass eng gutt Investitioun. An ech mengen, all Investitioun, déi mer an den ëffentlechen Transport maachen, fënnt och heibannen an der Chamber meeschtens eng Eestëmmegkeet. Dat beweist, datt mer wierklech als Chamber eng Mentalitéit hei kritt hunn an deene leschte Joren, datt mer musse massiv an den ëffentlechen Transport investéieren.

Ech brauch net méi...

(**Interruptions**)

Gelift? Ah!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dir hutt den Tram vergiess.

(**Interruption**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass wichtege, datt mer hei an den ëffentlechen Transport, an d'Eisebunn investéieren. An...

(**Interruption et hilarité**)

Dir hätt jo gär déi Präzisioun gehat? Voilà!

(**Interruption**)

Elo gitt Der schonn erëm e bësse wäit.

(**Hilarité**)

Ech mengen, déi dräi Projeten huet d'Kollegin Lorsché eis hei am Detail virgestallt, wat zu Rodange zu Miersch an zu Waasserbëlleg geschitt. Am Detail kann een dat resuméieren: Et gëtt méi passagéierfrëndlech, et gi méi Accessibilitéit gemaach, et gëtt behënnertegerecht, et gi Véloverbindunge geschaaft, et gëtt méi Sécherheet, et gëtt méi Capacitéiten, et gëtt méi Park & Riden. An engem Wuert kéint een dat resuméieren: D'Garé gi méi passagéierfrëndlech amenagéiert.

Ech wollt nach kuerz op déi Park & Riden ze schwätze kommen. Mir brauchen eis heibanen net ze erklären, firwat datt mer déi Park & Riden hunn. Mir wëssen, wéi d'Staue sinn. Mir wëssen, datt d'Staue vun Dag zu Dag méi grouss ginn. Eise grouse Problem, dee mer hei am Land hunn, dat ass de Pendlerverkéier. Déi bal 200.000, déi moies Richtung Stad fueren an déi owes erëm aus der Stad fort fueren, dat ass eise ganz grouse Problem, dee mer hei am Land hunn. An dee gëtt jo och net méi kleng.

Ech mengen, mir hunn dat schonn dacks heibanne gesot: Wa mer e Wuesstum hunn, wéi mer en am Abléck hunn, vun 3,5%, da bedeiht dat op där enger Säit 13.000 - mol eppes méi oder eng Kéier manner - nei Aarbechtsplazen, déi mer schafen. Mir wëssen awer och, datt mer da quasi 13.000 Residenten an d'Land bäikréien, wat eis dann zousätzlech och de Wunnungsbauproblem erëm méi grouss mécht.

Mä bei deenen 13.000 Aarbechtsplaze wësse mer awer och, datt do 6.000, 7.000 Plaze vu Frontaliere besat ginn. Dat plus 13.000 Residenten, also hu mer all Joers 20.000 Leit zousätzlech hei am Land, déi sech iergendwéi bewegen. Déi eng ginn an d'Crèche, déi aner an d'Schoul, déi aner gi schaffen, déi aner ginn akafen - mä jiddere beweege sech. A mat deem Rhythmus, mat deem mer elo fueren, hu mer also all Joers 20.000 Leit weider hei am Land, déi sech zousätzlech bewegen.

Duerfir musse mer alles maachen, fir an den ëffentlechen Transport ze investéieren. Mir musse och d'Stroossen ausbauen. Mä mir dierfen eis net erwaarden, datt domadder d'Stauen hei am Land esou séier wäerte méi kleng ginn. Well mir wëssen, wéi laang datt déi Projeten do daueren, meeschtens ginn déi iwwer zwee, dräi, véier, souguer fennef Joer, bis mer se realiséiert hunn, an an der Zwëschenzäit hu mer schonn erëm 100.000 Leit weider am Land, déi sech bewegen.

An da musse mer och wëssen - alleguer déi, déi aus der Grenzregioun kommen oder déi emol eng Kéier moies Richtung Bréissel fueren um aacht Auer, gesinn dat -, datt de Stau Richtung Lëtzebuerg an der Belsch bis Arel, dacks bis hanner Arel geet. Dat heescht, all déi Moosnamen, déi mer elo treffen, déi sinn alleguer wichtege a richtig, mä déi maachen de Stau emol fir d'Éischt - wann en da sollt méi kuerz ginn - moies zu Arel méi kleng, awer hei op eise Territoire gëtt en doduerch net méi kleng, well mer net esou vill Capacitéit gläichzäitig schafen.

Duerfir gi momentan dräi Réng vu Park & Ridë gemaach, woubäi mir deen éische Rank ronderëm d'Stad net richtig fannen, sief dat op der Cloche d'Or, sief dat um Héienhaff, wou jo e puer Dausend Parkplaze geschaaft ginn. Ech mengen, déi Leit, déi dohinnerkommen - an et ass virdrun hei gesot ginn, e Park & Ride zitt natierlech och Autoen un -, mä alleguer déi Leit, déi wëllen op déi Park & Ridë fueren, déi ronderëm d'Stad leien, déi stinn emol fir d'Éischt eng Stonn weider am Stau, fir iwwerhaupt op dee Park & Ride ze kommen.

Duerfir ass et wichtege a richtig eise Meenung no, wann déi Park & Ridë méi wäit ewech gemaach ginn, datt heescht ronderëm d'Grenzen, ronderëm d'Land. An dozou zielen déi dräi, déi mer haut hei matstëmme mat deene Garen, plus déi aner Park & Riden, déi ronderëm d'Grenz vum Land gemaach ginn.

A mir wäerte jo des Woch hei nach e Projet stëmmen, wat den Accord mat der franséischer Republik ubelaangt, wou mer jo och wëllen als Land dann deen drëtten Rank finanzéieren, dat heescht, wou mer direkt an d'Grenzregioun ginn, fir d'Leit do schonn op den ëffentlechen Transport eriwuerzekréien. Dat si menger Meenung no déi, déi am meeschten herno wäerte bréngen, well bei all deenen anere loosse mer d'Leit awer emol fir d'Éischt eng Rei vu Kilometeren iwwert d'Autobunn, iwwert d'Stroosse fueren, fir se hei op e Park & Ride ze kréien.

Et ass also wichtege, datt mer an den ëffentlechen Transport investéieren. An esou wéi an der Vergaangenheet ass dat och haut normal, datt des Projeten d'Zoustëmmung vun der ADR kréien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech och dee Gesetzesprojet matstëmme, fir déi dräi Projeten, déi dräi Garen.

Ech wëllt mech och uschlëissen, ëmmerhin huet des Regierung awer vill investéiert, souwuel an den ëffentlechen Transport wéi och an d'Renovatioun vu Garen, wat wichtege ass. Dat heiten ass erëm e Beispill, mir wëllen dat net leugnen.

Émsou méi muss een ëmmer ënnersträchen, wéi wichtege et ass, datt den ëffentlechen Transport a senger Globalitéit ëffentlech bleift. Dat ass jo justement en Atout. Et kann ee moderniséieren, et kann een ausbauen, wat immens wichtege ass fir Lëtzebuerg, étant donné datt mer eis jo schnell developpéieren, ganz schnell developpéieren. An doduerch kann een dat och steieren. Mir wësse jo ganz genau, datt dat net de Fall ass, wann et privat ass. Et gëtt dat Beispill och alt vun England geholl, wou een och heiansdo... Ech hu Fotoe gesi vun Zich, do freet ee sech, wéi déi iwwerhaupt nach zesummenhalen! An dat muss grausam si fir d'Leit, déi déi all Dag musse huelen.

Dat heescht, mir hunn nach ëmmer déi grouss Tromp hei zu Lëtzebuerg, en ëffentlechen Transport ze hunn, wou d'Allgemengheet kann investéieren. Fir ze investéieren, muss een natierlech och déi néideg Recetten hunn. An dat wäert och fir déi nächst Regierung gellen, datt een engersäits ophält, ze vill ekonomesch Aktivitéit vlächicht op eng demesuréiert Aart a Weis hei unzezeien duerch fiskalen Dumping. Dee fiskalen Dumping, deen dozou féiert, datt ee manner Recetten huet, datt een duerno manner kann investéieren an ëffentlech Infrastrukturen. Dat heescht, do gëtt et schonn eng Kohärenz.

Schlussendlech wollt ech awer nach kuerz eng Fro stellen, well mer och vu Garé schwätzen. Ech mengen, et si Verbesserungen do. D'Zich, globalement gesinn, dat beleeeën och d'Zuelen, komme matzäiten un. Et ginn awer weiderhin nach ëmmer Problemer vu Retarden. De Retard gehéiert och zur Bunn. Ech mengen, dat ka virkommen.

Mä op gewësse Garé ginn et zu de Stousszäite Retarden an de Problem ass eben deen - an dat verstinn ech nach ëmmer net -, datt se net ëmmer ugekënnegt ginn, esou wéi dat misst sinn. Heiansdo gi se ugekënnegt, heiansdo gi se net ugekënnegt. A wat derbäikënn: Wann de Retard ugekënnegt gëtt, da gëtt net ëmmer ugekënnegt, wéi laang dee Retard wäert sinn. Fennef Minutten? Zéng Minutten? 20 Minutten? Wat awer wichtege ass ze wësse fir d'Leit, déi op d'Aarbecht musse, fir datt se sech vlächicht eng aner Léisung kënnen imaginéieren.

Ech hunn ni verstanen, wéi dat méiglech ass hei zu Lëtzebuerg. Ech hunn a Frankräich, an der Paräisser Banlieue, all Dag den Zuch geholl. Do ginn et och heiansdo Retarden, awer guer net esou vill, wéi dat ëmmer esou gesot gëtt. An do gëtt dat erkläert an da weess ee firwat. Dann ass een net frou, mä et ass eben esou.



Mä hei schéngt dat iergendwéi heiansdo net ze klappen. An dat war mir ëmmer esou e bëssen e Rätsel.

Voilà! Dofir, vläicht kann den Här Minister nach kuerz dorop agoen? Mä soss wäerte mer natierlech eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Präsident, ech wëll natierlech fir d'Éischt och der Rapportrice an allen Deputéierte Merci soen, sougutt fir de Rapport wéi och fir all hir Bäitrag, déi hei geleescht gi sinn. An ech wëll versichen, dann niewent engem kuerzen, klengen Gesamtivwerbléck op déi puer allgemeng Froen anzegoen, déi haaptsächlech, géif ech emol soen, d'Problematik vun de Verspéidunge beträff hunn, Zichausfall, Capacitéitsenkpass respektiv d'Informatioun fir de Client.

Déi 264 Milliounen Euro haut, dat si jo am Fong dräi verschidde Projeten, si si regruppéiert ginn - dat ass och kee Problem - hei an ee Projet. Wann ech derbärechnen, dann mer och nach eng Kéier virun e puer Méint bal 200 Milliounen gestëmmt hu fir d'Gare Lëtzebuerg, da komme mer op en Total vu 465 Milliounen, déi mer hei gestëmmt hu bannent e puer Méint fir d'Schinneninfrastruktur. Dat si gewaltig Chiffren, well et muss een déi jo derbäiaddéiere bei all déi Projeten, déi mer déi lescht Joren hei gestëmmt hunn.

Ech muss och soen, wat mer besonnesch gefält, dat ass, datt mer och an der Exekutioun vun de Projete ganz gutt lafen. Wann der d'Zuele kuckt um Kont vun deem, wat mer bis 2017 wierklech och verschafft hunn - well et ass jo dat, wou et drop ukéint, mir kënnen hei Milliounen oder Honnerte Milliounen stëmmen, wa mer se net verschaffen, da verbessert sech um Terrain näischt -, dann ass dat scho pas mal. Mir leien de Moment bei bal 400 Milliounen d'Joer, déi reell verschafft ginn. Dat heescht, dat ass e Rythme de croisière, dee läit um Duebele vun deem, wat mer emol fréier hatten. A mir wäerten, wann dat esou weidergeet an dee ganze Rhythmus, esou wéi e virgesinn ass, agehale gétt, op Spëtzte kommen an zwee, dräi Joer vu bal 500 Milliounen Investissement, déi verschafft gi pro Joer um schinneegebundene Reseau.

Dat ass enorm. Dat sinn enorm Zuelen! Dat kënn Der och roueg am europäesche Verglach kucken. Do leie mer de Moment wierklech ganz un der Spëtzt. Mä et ass awer och noutwendeg, well villes vun deem, wat hei beschriwwen gétt a bemängelt gétt, zu Recht och bemängelt gétt: vun Zich, déi ausfalen, Verspéidunge, déi et nach ëmmer gétt.

Dat huet domat ze dinn, datt de Reseau total saturéiert ass. An et huet awer och mat deem ze dinn, wat den Här Gibéryen um Schluss gesot huet, datt mer nach ëmmer weider Croissance hunn. Dat ass, well ëmmer nach weider Aarbechtsplaze geschaaft ginn, wou Leit hei an d'Land kommen. An trotz dem Fait, datt mer moies an de Spëttestonnen d'Zich wierklech rammelvoll hunn, hu mer nach ëmmer enorm Steigerungen an de Passagéierzuelen.

Just fir lech ze soen, datt mer déi éischt sechs Méint 2018, wann ech de Streik erausrechnen a Frankräich, well do si jo ganz vill Zich ausgefall effektiv eleng wéinst dem Streik, wann ech reng national kucken, also wéi gesot ouni déi grenziwwerschreidend Zich, dann hu mer alt erëm eng Kéier e Plus vu 7% Passagéier d'Joer. Dat heescht, trotz dem Fait, datt de Reseau saturéiert ass an d'Zich wierklech an de Spëttestonne rammelvoll sinn.

Also wéi gesot, et ass net vu Muttwëll, wat mer hei maachen. Mir mussen wierklech weider Gas ginn, datt mer déi Realisatiounen hei wierklech och am Timing ëmgesat kréien. An dat geschitt awer. Just fir lech ze soen, datt et déi nächst Jore graduell wäert besser ginn, an 2019 wäerten dräi grouss Elementer dozou bäidroen, datt et sech bessert:

Dat eent ass, Dir wësst, datt mer an der Entrée vun der Gare Lëtzebuerg e Konflikt hunn téschent der Waasserbëlleger Streck an der Ettelbrécker Streck, der Elwenter Streck. Am Fréijoer d'nächst Joer ass net nëmme de Viaducbau féierdeg, mä och den Ausbau vun der Streck vu Waasserbëlleg op Sandweiler op zwee Gleiser ass féierdeg. Dat mécht natierlech, datt mer do eng vill besser Capacitéit kréien, vill méi eng grouss Fluiditéit kréien a manner Konflikter kréien téschent der Waasserbëlleger Streck an der Nordstreck vun der Eisebunn.

An da geet am Dezember d'nächst Joer de fënnefte Quai schon op vun der Gare Lëtzebuerg. Dat heescht, do si scho Gleiser bäikomm. Dat wäert eis eng Rei nei Méiglechkeete

bidden. Zemoos kombinéiert mat deem, wat op der Waasserbëlleger Streck geschitt, wäerten dann zum Beispill op der Waasserbëlleger Streck am Fahrplang ab Dezember d'nächst Joer erëm Zich bäikommen. Woubäi een awer elo net dierf ënnerschätzen, datt et an der Gare Lëtzebuerg eréischt richtig besser gétt no 2021, dat heescht, wann och de sechste Quai féierdeg ass, a souguer doriwwer eraus 2022, 2023, wann och all déi Gleisanlagen, déi zousätzlech gebaut ginn, bis féierdeg sinn.

Dat heescht, eréischt da kënnen mer déi Capacitéit voll ausschöpfen. Well wat wichteg ass, an ech ginn net midd, et ze betounen, well dat nach ëmmer net richtig verstane ginn ass, et gétt zum Beispill elo gesot: „Jo, elo hu mer en Zuch vun Esch op Ettelbréck, oder vu Rodange kënn den Zuch souguer bis op Elwen erop, dat féiert jo just dozou, datt mer d'Verspéidunge matschleefen. Dat gétt souwisou ni eppes mat deenen duerchgebonnenen Zich!“ Well - effektiv! - déi schleefe just Verspéidunge mat hin an hier. Or ass et awer esou, datt den Haaptproblem, dee mer hunn, deen ass, datt d'Gare Lëtzebuerg, esou wéi se konzipéiert ass, eng Endgare ass. Dat heescht, datt d'Zich sech vun zwou Säiten op engem nämlechte Gleis treffen. A wann do een Zuch natierlech net séier genuch kann ewechgeraumt ginn, well en eng Verspéidung huet, dann huet dat - zack! - direkt Repercussioune op dee ganze Reseau, zemoos esou wéi de Reseau saturéiert ass.

A bei deem Ausbau, an dat muss een ebe verstoen, do sinn zwee Gleiser, déi gebaut wäerte ginn, zwee ganz nei Gleiser. Dat gi richtig Duerchgangsgleiser. Dat heescht, da gétt d'Gare Lëtzebuerg op deene Gleiser betruucht, wéi wann et eng Duerchgangsgare wär, net eng Endgare. Do hält dann och keen aneren Zuch drop. Do halen nëmme déi Zich um Quai, déi grad dann eben duerchfuere. An dat hëlleft natierlech, datt mer déi Verspéidungsproblematik ewechkréie bei deenen duerchgebonnenen Zich. Mä wéi gesot, an der Gare Lëtzebuerg wäert awer och dann duerch de Fait, datt mer generell d'Gleiser ausbauen a Quaië bäikréien, vill méi eng grouss Capacitéit do sinn.

D'Beetebuenger Streck wäert 2023/2024 féierdeg sinn. De Moment ass Lëtzebuerg-Beetebuerg gespaart. A gëschter war am „Tageblatt“ - an iwwregens vum Francis Wagner - en exzellenten Artikel. Ech sinn dankbar fir deen Artikel, well deen emol eng Kéier flott erkläert huet, wat de Moment do amgaangen ass ze geschéien, wat fir eng gewaltig Aarbechte viru Beetebuerg de Moment passéieren an datt dat net aneschter geet wéi mat enger Streckesparung, fir datt d'Leit dat dobausse verstinn, mä datt dat e Bestanddeel ass vum Ausbau vun der Beetebuenger Streck vun zwou op véier Gleiser. Dat ass, wéi gesot, 2023/2024 féierdeg.

2023 kënnen mer scho 70% vun där zousätzlecher Capacitéit ausnotzen. Déi aner 30% kommen eréischt, wann d'Gare Beetebuerg bis komplett nei gebaut ass. Do kënn nach eng Kéier e Finanzéierungsgesetz, oder muss e Finanzéierungsgesetz an der nächster Legislaturperiod nach eng Kéier nokommen. Well d'ganz Gare Beetebuerg gétt och komplett nei gebaut. A wann déi bis ausgebaut ass, da wäerte mer kënnen dat Ganz voll ausschöpfen.

Mä wat een, wéi gesot, muss soen, dat ass, datt et elo all Joer wäert lues a lues Verbesserung ginn. Parallell dozou huet d'Eisebunn jo och eng grouss Ausschreiwung lancéiert - do wäert Enn des Joers den Zouschlag gemaach ginn -, fir fir 400 Milliounen neit Zuchmaterial ze kafen. An dat gétt geliwert ab 2020/2021 dann och pro Joer, fir datt mer, a Fonctioun wéi d'Strecken an d'Garen ausgebaut ginn, dann natierlech och kënnen aner Zich asetzen. A wann ech soen: „d'Garen ausgebaut ginn“, da wäert et esou sinn, datt all d'Garen um Reseau wäerten esou ausgebaut ginn no an no, datt se eng Quailängt hu vun 250 Meter, dat heescht, datt mer méi grouss Zich a méi laang Zich wéi haut kënnen asetzen, esou wéi mer et och elo bei deenen hei dräi Garen, déi mer haut hei stëmmen, virgesinn hunn.

Park-&-Ride-Parkplazen - also ronderëm d'Stad, an der Stad souwisou net, mä ronderëm d'Stad - ginn der zwee nach gebaut, déi grouss Capacitéiten hunn, dat ass richtig. Mä déi sinn och noutwendeg aus villfältege Grënn. Mä de Gros vun de Park-&-Ride-Plazen, déi mer bauen, baue mer wäit ewech vun der Gare. Hei sinn der jo elo dräi virgesi vu 450, 350 an 1.650 Plazen.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer bis 2021/2022 och nach zu Bascharage, an deem Eck vu Rodange, een zousätzleche baue vu 450 Plazen. Et ass e virgesinn zu Ettelbréck vu 450 Plazen. Et ass een zu Elwen virgesi vu 450 Plazen. An dann, dat wäerte mer muer hei diskutéieren, sinn der zwee hannert der Grenz, op der Gare zu Lonkech mat bis zu 500 Plazen an zu Thionville mat 500 Plazen, virgesinn. Also Dir gesitt, de

Gros ass effektiv am grenznoe Gebitt ausge-riicht, fir méiglechst fréi virun allem d'Frontalieren opzefänken, datt mer déi iwwert dee Wee op den Zuch kréien.

Zu dem Informatiounssystem: Mir leien nach ëmmer am Timing, esou wéi ech et och schonn e puermol ugekënnegt hunn. D'Péitenger Streck ass jo schonn am Lafen, nach net zu 100%, et ass an der Pilotphas, mä awer op dem gréissten Deel vun der Streck fonctiounéiert schonn deen neien Informatiounssystem. Am Moment sinn d'Aarbechten amgaange ronderëm d'Gare Beetebuerg. D'Gare Lëtzebuerg wäert bis Enn des Joers kommen. A bis Enn 2019, Ufank 2020 soll dee ganze Reseau domadder equipéiert sinn.

An déi Tabletten, do hate mer effektiv e Programmationsproblem. Deen ass awer entretemps behuewen an den Equipement leeft un, oder deen ass amgaangen. A bis Enn des Joers sollen awer sämtlech Kontrolleren déi Tabletten hunn. Dat heescht, dann hunn d'Zuchkontrollere schonn déi Méiglechkeeten op hirem Tablet, déi herno och an de Garen op den Affichagé si respektiv déi d'Leit op hiren Handy kënnen kréien, wann de System bis ganz fonctiounéiert. Ech mengen, dat heescht, bis Enn des Joers huet jiddefalls den Zuchkontroller, den Zuchschaffner all Méiglechkeeten zu senger Verfügung, fir kënnen dem Client vill besser Informatiounen ze ginn ewéi haut.

Dat ass natierlech och e gewaltigen Investissement gewiescht. Dir musst wëssen, déi Zich gi jo all geolokaliséiert iwwert dee System. Do mussen an de Garen nei Equipementer gemaach ginn. An dee Programm, wéi gesot, dee leeft schonn zwee, dräi Joer vun der Bauphas hier, am Backoffice. Elo ass et d'Installatioun an de Garen, déi amgaangen ass. An dat ass awer nach ëmmer an deem Timing virgesinn, esou wéi mer et ugeduecht hunn.

Da wäerte mer och am September mam Verkéiersverbond eng nei App virstellen, déi e Pilotprojet ass, déi da während sechs Méint an der Pilotphas wäert fonctiounéieren. Déi geet wierklech ganz wäit: Do hu mer net nëmme d'Zich an d'Busser matenee verknäppt, mä och souguer de CITA mat drageholl. Dat heescht, do kann een da seng Strecke sichen an Informatiounen kréien an Echtzäit fir dee gesamte Verkéier.

An dat geet herno souguer esou wäit, datt een ausgerechent kritt: Wat kascht dat eent an dat anert mech? An esou weider, respektiv, do kann dann och vläicht deen Trajet, deen de System mer ugëtt, variéieren. Da kann de System deen een Dag soen: „Elo hëls de haut den Auto“, a muer réit en zum Zuch an iwwermuer vläicht zu anere Kombinatiounen, jee nodeem wéi d'Verkéierslag ass, well alles mat dran ass.

Am September, wéi gesot, stelle mer dat vir. An da leeft dat während sechs Méint als Pilotphas. An da soll et duerno fir de Public opgoen. Och dat gehéiert zum System vun der Informatioun fir de Reesenden, niewent deene Saachen, déi d'Eisebunn hei mécht.

Dann zum Grenziwwerschreidenden: Et ass esou, datt déi Belsch Operatioun, déi mer gemaach hu mat deem gemeinsamen Tarif a mat deem gratis Parking, an der Belsch e grouss Succès war. Ech hunn ëmmer dru gegleef, d'Belsch hunn net dru gegleef. Mä de Fait ass, dat wësse mer duerch Zielungen, déi gemaach gi sinn, an duerch d'Zuelen, déi mer entretemps hunn, datt an der Belsch d'Zich ëm 20% méi Clientë kritt hunn an de Spëttestonnen duerch déi Geschicht.

Mir mussen nach ëmmer e bëssen derhannertgoe fir dee Parking zu Stackem. Et ass allerdéngs och esou, datt op der Belscher Säit téschent Arel a Viville nach eng Rei Moderniséierungen un der Streck musse virgeholl ginn, ier mer dat kënnen maachen. Mä op alle Fall bleiwen ech do derhannert. Ech mengen, datt dee Parking och ganz sénnvoll ass. Iwwert déi aner Grenziwwerschreidend kënnen mer muer schwätze mat Frankräich.

Dann ass et awer och esou, datt d'Fro gestallt ginn ass, oder d'Remark gemaach ginn ass vum Här Wagner, an ech ginn him do recht, datt et wichteg wär, datt den öffentlechen Noverkéier an der öffentlecher Hand géif bliwen. An dat ass zu Lëtzebuerg de Fall. An datt et och esou ka bliwen, dat wëll ech awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, ass net vun ongeféier komm. Dat ass keen Zoufall. Dat ass, well dës Regierung sech agesat huet am Kader vun der Lëtzebuenger Présidence, fir en Accord ze fanne beim véierte Paquet ferroviaire.

An de Kompromëss, deen ech proposéiert hat am Europäesche Conseil, ass glécklecherweis fir eis esou duerchgaangen. An dat bedeit, datt Reseau mat enger gewëssener „Klengheet“, loose mer et emol esou nennen, weider kënnen eng Direktvergab maache bei dem Service public, dat heescht beim öffentlechen Noverkéier. Dat heescht, Lëtzebuerg ka vun där Aus-

nameregulierung profitéieren. D'Vertrag mat der CFL lafen 2024 aus. Meng Meenung ass do ganz kloer. Ech weess net, ob ech dann nach dee sinn, deen dat vergëtt, dat entscheet sech de 14. Oktober d'Joer an doriwwer eraus - wann ech nach Loscht hunn, et ze maachen.

(Hilarité)

Dat entscheet sech duerno.

(Interruption)

Dat ass keng Erpressung. Dat ass einfach d'Reallitéit.

Nee, elo emol Spaass beisäit! Ech mengen, dat entscheet sech an der nächster Legislaturperiod. Mä meng Meenung ass kloer, datt een déi Direktvergab soll maachen.

Allerdéngs wëll ech drop hiweisen, datt mer am Kader vun deem Kompromëss awer och nei Regeln opgestallt hunn, an zwar, datt een d'Direktvergab ka maachen ënner verschidene Konditiounen. Dat heescht, am Cahier des charges musse kloer Sanktiounen virgesi sinn, wat d'Qualitéit ubelaangt vun der Offer, déi gebuede gétt. Mir musse Reportinge maachen, déi mer op Bréssel musse schécken, datt déi Qualitätskritären och agehale gi sinn an esou weider an esou fort. Also ech mengen, et muss een awer schonn eng Rei Saachen erfëllen. Dat ass nei par rapport zu deem, wéi et virdru war.

Mä wéi gesot, meng Meenung ass kloer. Mä et ass där nächster Regierung iwwerlooss, ob se da meng Meenung suivéiert an ob dann den öffentlechen Noverkéier zu Lëtzebuerg en öffentlechen Noverkéier bleift oder ob e privatiséiert gétt.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da géife mer iwwert de Projet 7345 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7345 et dispense du second vote constitutionnel

An de Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo, dat ass d'Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mmes Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen dann zum Projet de loi 7290 iwwergoen, Ännerungen um Code du travail. An de Rapporteur, den Här Georges Engel, ass prett. Här Engel.

6. 7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Hei ass e ganz konkret Beispill vun Digitalisatioun, näamlech d'Digitalisatioun vun enger Rei vun Demarchen

am Kader vun de Sozialwahlen. Iwwer mygüch.lu gëtt en Espace zur Verfügung gestallt, wou Formulairë kënnen erofgeluede ginn, déi vun der ITM ausgeschafft goufen. Also hu mer och eng Uniformitéit hei an den Dokumenter.

Dës Formulairë kann den Employeur dann ausfüllen a se der ITM och op elektronischem Wee erëm zréck zoukomme loossen. An duerfir kritt den Employeur dann e Code.

Dat huet zur Folleg, dass dat eng administrativ Vereinfachung fir d'Entreprises a fir d'ITM ass, déi bis elo all Dokument op Pabeier per Post zougestallt kruten an dunn d'Resultater och hu misse manuell aginn. Dat huet och zur Folleg, dass d'Resultater méi séier do sinn an och méi séier kënnen publizéiert ginn.

Dese Projet ass den 23. Abrëll 2018 deposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass den 3. Juli komm. An et sinn och nach soss Avisen erakomm, nämlech dee vun der CSL a vun der Chambre de Commerce, déi et u sech e gudd System fannen, mä awer och kritiséieren, dass net de Vote électronique direkt hei mat agefouert gëtt. Dat ass zurzäit net méiglech, well dat net konform ass zu engem Artikel vum Code du travail, nämlech dem Artikel L.413-1. Dat kann dann eng Kéier an enger nächster Etapp gemaach ginn.

Voilà. Méi ass och zu diesem Projet net direkt ze soen. Ech sinn awer frou, dass mer deen haut kënnen hei stëmmen, well et e konkret Beispill ass vun Digitalisatioun an och vun administrativer Vereinfachung, an dass ee gesäit, dass d'Digitalisatioun dem Mënsch och kann en direkten Notze bréngen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord hei vun der LSAP.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An ech gesinn hei op menger Fiche, dass déi Kollegen, déi ageschriwwen sinn, den Accord wëlle ginn. Ass dat esou, dass se just den Accord wëlle ginn?

Da soen ech den Häre Kaes, Bauler, Anzia...

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - Den Här Bauler!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Bauler?

Discussion générale

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, ech wollt awer ee Wuert just soen. Wann et drëms geet, fir administrativ Demarchen ze vereinfachen an d'Digitalisatioun sënnavoll ze notzen, fir de Leit d'Liewen ze erliichteren, dann ass meng Fraktioun déi éischt, déi deen dote Projet ënnerstëtzt. Dat gesot, soen ech dem Berichterstatter Merci fir seng Rapporten.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also ech wär elo tentéiert, fir all deenen anere Kollegen d'Wuert och ze ginn.

(Brouhaha et négation)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Macht dat net, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also déi Hären Ali Kaes, Gérard Anzia, Gast Gibéryen a Marc Baum sinn alleguer mat deem dote Projet averstanen.

Merci. An ech géif dann dem Aarbechtsminister d'Wuert ginn, fir wahrscheinlech...

► **Une voix.** - Deen ass och averstanen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... seng Freed doriwwer auszedrücken, dass mir alleguer mat deem Projet d'accord sinn.

(Hilarité)

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Absolutt! Dir liest meng Gedanken, mä ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Rapporteur Merci ze soen, deen esou richteg a brillant dee Projet hei presentéiert huet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Deem schlësse sech selbstverständlech och déi virewänten Hären un.

Voilà! An da wäre mer prett, fir iwwert de Projet 7290 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7290 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

Mir hu 60-mol Jo an domat Unanimitéit.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A fir deen nächste Projet, de Projet 7293, do ass och de Rapporteur, den Här Georges Engel, scho prett. An Dir hutt d'Wuert.

7. 7293 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech hoffen, dass dat dann och esou e brillante Rapport gëtt. Hei geet et nämlech ëm d'SISen, d'Sociétés d'impact sociétal. Verschidde Gesetzestexter gi geännert, fir dass déi SISen, souwäit se zu 100% aus Parts d'impact bestinn, och kënnen Konventiounen mat der öffentlecher Hand maachen an deemno och vun der öffentlecher Ënnerstëtzung kënnen profitéieren.

Effektiv sinn d'SISen am Moment ausgeschloss, well dës finanziell Ënnerstëtzungsgelder an enger Partie Beräicher exklusiv fir Asblen a Fondatiounen reservéiert sinn.

SISen sinn zwar vun hirer juristescher Form hier kommerziell Entrepreneuren, awer si verfolge kee But lucratif a schaffe par définition dacks an deene Beräicher, ëm déi et hei geet, nämlech an der Kooperatioun zum Beispill, dem Bau oder der Gestion locative sociale, der Erwerbsbildung, dem Prêt temporaire vun der Main d'œuvre an och an der wëssenschaftlecher Recherche.

Den Depot ass de 27. Abrëll 2018 gemaach ginn. Mir hunn den 10. Juli 2018 en Avis vum Statsrot kritt. Et goufe keng Observatiounen, mä just Propositionen de texte, fir eng besser Liabilitéit ze kréien.

Soss Avisen waren déi vun der ULESS, der Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire - wat jo och net verwonnerlech ass, dass déi hei en Avis gemaach huet -, déi proposéiert, eventuell och nach den Enseignement privé hei materanzehuelen.

D'CSL, d'Chambre des Salariés, ass d'accord mat diesem Projet.

D'Chambre de Commerce, déi zwar dem Projet de loi positiv géigeniwwersteet, warnt awer virum Risiko, wéi u sech och schonn, wéi de Projet de loi vun den SISen hei ofgestëmmt gouf, vun der Wettbewerbsverzerrung an hätt sech u sech méi Begleedung gewünscht fir d'Émwendung vun enger Asbl an eng SIS.

A si war och der Meenung, dass SIS kéinten ënnerstëtzt ginn, déi net zu 100% aus Parts d'impact bestinn. Dat war net d'Meenung vun der Kommissioun. Fir eis ass et kloer, dass déi SISen, déi zu 100% aus Parts d'impact bestinn, wou dann also och de Gewinn erëm ganz an d'Butten, an d'Objektiver vun der Sociéit zréckfléisst, dass dat just déi sollte kënnen Konventiounen mat der öffentlecher Hand maachen an och vun der öffentlecher Hand kënnen ënnerstëtzt ginn.

Ech si frou, dass dëst Gesetz hei haut ka gestëmmt ginn, well et enger Partie SISen d'Méiglechkeet, fir sech weiderzëntwéckelen, wäert ginn an domadder och den SISen d'Méiglechkeet gëtt, da besser ze iwwerliewen. Duerfir ass dat heiten e gutt Gesetz!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann däerf ech déiselwecht Fro wéi virdrun nach eng Kéier stellen,...

► **Une voix.** - Ech mengen, den Här Bauler wollt nach eppes soen!

(Hilarité et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... well d'Kollegen uginn hunn, dass se hiren Accord wëlle ginn: ob déi Häre Kaes, Bauler, Anzia a Reding an och selbstverständlech den Här Baum just wëllen den Accord vun hire Fraktiounen bréngen.

(Assentiment)

Wann dat esou ass, soen ech lech villmools Merci a froen den Här Minister, fir sech deem unzeschleissen. Den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Ech wollt just och nach eng Kéier dem Rapporteur Merci soen. An ech wollt och just soen, dass dat heiten e Gesetz ass, wat et ons erlaabt, d'Sozialwirtschaft hei zu Lëtzebuerg weiderzëntwéckelen.

Ech mengen, déi heite Regierung huet e Gesetz geschaaft, wat eng zolidd Basis fir d'Sozialwirtschaft hei zu Lëtzebuerg duerstellt. An dat heiten erlaabt verschiddeenen Entrepreneuren aus der Sozialwirtschaft, déi et scho gëtt oder déi et muer wäert ginn, sech ze konstituéieren, besonnesch a Secteuren, déi interessant sinn.

Just d'Formation continue ass een dervun, oder de Logement. Ech mengen, mir schwätze vill iwwer Logement social. Et ass absolutt envisageabel, dass dat och en Domän gëtt, wou d'Sozialwirtschaft kann aktiv ginn. Duerfir ass dat heiten e Gesetz, wat positiv ass fir d'Promotioun vun der Sozialwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer prett, fir iwwert de Projet 7293 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7293 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo, domat hu mer Unanimitéit.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi,

Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7311. A vu dass de Rapporteur scho prett ass, de Georges Engel, brauch ech net nach méi ze soen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

8. 7311 - Projet de loi modifiant

1° le Code du travail; et

2° le Code de la Sécurité sociale

en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Dësen awer fir mech ganz, ganz wichtege Projet de loi, dee soll de Problem vu Leit behiwen, déi eng ganz schwéier Krankheet hunn, doduerjer eventuell eng Zäitchen am Spidol waren oder länger Therapien haten, eng laang Rekonvaleszenz haten, an deenen heimadder ganz vill gehollef ass.

Effektiv ass et esou, dass de Code de la sécurité sociale d'Recht op Krankegeld op 52 Woche limitéiert, an dat bannent enger Referenzperiod vun 104 Wochen. Dat ass den Artikel 14 vum Code de la sécurité sociale. Duerfir ginn all d'Periode matgezielt, wou de Salié an enger Incapacité de travail ass. Um Enn vun deenen 52 Wochen ass och den Aarbechtskontrakt de facto eriwwer. An dat ass den Artikel 125-4 vum Code du travail, deen dat esou seet.

Dat ass fir déi Leit, déi un enger Situatioun sinn, wou se bei déi 52 Woche kommen, eng ganz schwierig, eng ganz grav Situatioun. Ursprénglech war dës Bestëmmung derfir geduecht, d'Leit net éiweg am Krankeschäin ze loossen, mä se esou fréi wéi méiglech en charge ze huelen, soudatt se eventuell an de Reclassement oder an eng Invaliditéit kéinte kommen.

Fir Leit awer, déi un enger Laangzäitkrankheet leiden, schwéier Traitementen müssen iwwer sech ergoe loossen, sinn déi Bestëmmungen do wéi en Damoklesschwäert, souguer wa se eigentlech gutt Chancen hunn, fir nees gesond ze ginn. A fir hinnen elo ze hëllefen, gëtt dës Limit vum 52 op 78 Wochen eropgesat.

Domat awer net genuch. Et gëtt och gläichzäitig eng Reprise progressive du travail agefouert, déi u sech méi flexibel ass wéi deen elo besteeende Mi-temps thérapeutique an déi och méi flexibel ass an de Prozenten, wéi ee ka schaffen. Do kann ee vun null bis x Prozent da schaffen. Déi Reprise progressive du travail gëtt also agefouert, wann - awer och nëmme wann - esou eng Reprise an och d'Aarbecht selwer kënnen zu enger Verbesserung vum Gesondheitszoustand vun der interessierter Person bäidroen.

Déi Zäit géllt wéi eng Incapacité de travail. D'Krankegel leeft virun, mä den Assuré ass awer onfallversichert. Dat erlaabt et dem Interesséierten, sech erëm mat sengen Aarbechtskollegen ze treffen, sech nëtzlech ze fillen, eppes, wat ganz wichteg ass an esou enger Situatioun, an sai Selbstwäertgefill ze stärken, sech net an engem Isolement ze gesinn, d'Moral opzebesseren an esou trotz senger Krankheet sech selwer u sech e positive Push ze ginn.

Et ass anescht wéi beim Mi-temps thérapeutique, wou een u sech jo och mi-temps schaffe geet a mi-temps am Krankeschäin ass a wou de Krankeschäin da vun der CNS, vun der Gesondheetskeess, bezuelt gëtt, an dat anert, well ee jo och effektiv schafft, vum Patron bezuelt gëtt. Hei si mer an enger Incapacité de travail. Den Interesséierte bleift also zulaaschten dann - wann een dat esou ka soen - oder d'Krankegel gëtt weider bezuelt vun der CNS.

Iwwergens, och am Moment ass et méiglech opgrond vun de Statute vun der Gesondheetskeess, d'Limit vum deenen 52 Wochen ze verlängeren. Et huet sech awer erweisen, dass dee Wee net dacks genotzt gëtt, well e komplizéiert ass an an der Situatioun vun enger Laangzäitkrankheet och net wierklech zoomuttbar ass.

No enger Léisung gouf iwwregens laang Zäit gesicht am Kader vun de Verhandlung mat de Sozialpartner. Déi ware schonn am Prinzip och eens, datt eng Verlängerung vun der Limitt vun den 52 Woche sollt kommen, dat opgrond awer vu bestëmmte Kritären. An eng zefriddestellend Léisung konnt awer leider net fonnt ginn, well et onméiglech geschéngt huet, fir do och kloer a gerecht Kritäre festzuleeën.

Dat ass schued. Dat ass awer zum Deel och verständlech, well all Gesondheets Situatioun eenzel ass, eenzegaarteg ass an et duerfir och schwéier ass, do gerecht a kloer Kritäre festzuleeën.

An duerfir huet de Minister eng Partie Mesurë proposéiert, op déi ech elo virdru scho kuerz gaange sinn, nämlech: eng allgemeng Erhéijung vun der Limitt vun den 52 Wochen op déi 78 Wochen, eng Reprise progressive du travail, déi dem Gesondheitszoustand vum Patient muss zeguttkommen, an zäitgläich aner Mesuren, déi déi finanziell Laascht vun dem Krankengeld op de Patron dann och erofschrauwen, de Patron, deen u sech jo och net frou ass mat där Situatioun, éischtens, well en eng Persoun huet, déi an engem Laangzäitkrankeschäin ass. A ganz vill Patrone leide jo och mat deene Leit. Ech weess dat och. Ech kennen eng ganz Rei vu Patronen, déi net frou sinn driwwer, datt een esou e Laangzäitkrankeschäin huet, an déi och net drop erpicht sinn, deem dann och no 52 Wochen den Aarbechtskontrakt ze kënnen.

Also, de Patron, dee bezilt jo sengem kranke Salaré weider seng Pai bis zum Enn vum Mount, an deen de 77. Krankheitsdag fällt. Ech ginn lech e Beispill: Den 1. März gétt ee krank. Dann ass de 77. Krankheitsdag de 16. Mee. Da bezilt de Patron also bis den 31. Mee weider d'Pai. Duerno iwwerhëlt dann d'CNS.

Bis ewell goufen déi Deeg bannent enger Referenzperiod vun 12 Méint gekuckt. An Zukunft geet déi Referenzperiod op 18 Méint erop an de Patron gétt entlaascht, well d'CNS dat iwwerhëlt.

Dohier geet och den Taux de cotisation vun de Patronen un d'Mutualité des employeurs vun 1,95% op 1,85% erof, déi Mutualité, déi de Patronen u sech jo och dann 80% vun der Lohnfortzahlung zréckbezilt.

Et gouf weider un enger Limitt festgehalen. Et hätt ee jo och kënne soen, wat jo och d'Forderung vun enger Gewerkschaft war, fir déi Limitt vun den 52 Wochen einfach falen ze loosene a keng Limitt méi ze maachen. Et gouf awer weider un enger Limitt festgehalen, well mer dat als System och noutwendeg fonnt hunn, well een eisen eenzegaarteg gudd Sozialsystem och net sollt iwwerstrapazéieren an - an dat ass, mengen ech, dat Essenziell awer - well mer eis eens sinn, datt Laangzäitkrankeschäiner kengem, awer och wierklech kengem eppes bréngen.

A fir dat dann och ze verhënnern, ass un enger weiderer Limitt festgehalen ginn, mat all de Mesuren, déi sech dorunner glidderen an déi sollen hëllefen, datt et weder zu esou enger laanger Krankheet soll kommen, wann et net anescht machbar ass, oder all de Suitten, déi herno kënne geholl ginn, wann een dann awer un deenen 78 Woche sollt hänke bleiwen, a wou virdru musse Saache geschéien, fir datt een net bis dohinner kënnt.

Bei der Assurance dépendance, déi och an dem Gesetz mat eng Rei vu Modifikatioune kritt, si folgend Annerunge virgesinn:

Duerch Amendemente vun der Regierung gétt et Annerungen a Saache Bestëmmungen ze klären, ënner anerem wat explizit d'Course-sortieën ugeet, mä och wat d'Émwendung vun de Gardes en groupe a Gardes individuelles ugeet, an och émgedrëit. D'Activités de groupe kënnen a véier Stonnen d'Woch émgewandelt ginn, an individuell, fir mat enger Persoun akafen ze goen, administrativ Demarchen ze maachen oder bei den Dokter ënner anerem ze goen.

Ausserdeem gétt et och extra Forfaite fir weider Activités d'accompagnement am stationäre Beräich, wann de Besoin do besteet. Esou gesäit zum Beispill hei de Paragraf 4 elo vir, datt am Kader vun enger stationärer Prise en charge, fir d'Sécherheet vun der Persoun ze assurieren oder och fir géint den Isolement social virzegoen, d'Prise en charge forfaitaire elo vun haut véier op zéng Stonnen d'Woch kann an d'Luucht goen; wat awer wierklech eng wesentlech Verbesserung vun der Situatioun ass.

Firwat ass e Gesetz gemaach ginn an net e Règlement grand-ducal? Ma hei entsteet en neit Recht. A wann en neit Recht entsteet, ass dat besser an engem Gesetz geregelt, et ass méi eng Gesetzsécherheet, wéi wann dat iwwer e Règlement grand-ducal gemaach gi wär, wat awer e Risiko gewiescht wär, wat d'Rechts-sécherheet ugaange wär.

Den Depot vun dem Projet ass de 15. Mee 2018 gemaach ginn. Den 20. Juni 2018 sinn Amendemente gemaach ginn. De 17. Juli huet de Statsrot säi méi nuancéierten Avis ofginn. Et war awer keng Opposition formelle derbäi.

Aner Avisa waren dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi u sech de Projet de loi approuvéiert, vun der COPAS, déi just en Avis ofginn huet fir deen Deel vun der Assurance dépendance, deen och approuvéiert, mä u sech d'accord gewiescht wär, fir nach méi wäit ze goen.

An d'Chambre de Commerce huet mat der Chambre des Métiers en Avis ofginn. An do ënnersträiche se, datt se u sech keen Accord ginn hu fir eng generell Extensioin vun den 52 Wochen op déi 78, mä u sech nëmme wollten eng Extensioin ginn ënner bestëmmte Konditiounen.

Ech kenne Leit, déi an där heiter Situatioun sinn, déi no bei den 52 Woche sinn an déi Angscht hunn, datt se, wa se eng Gripp kréien oder wa se sech d'Bee brieche, vun haut op muer hiren Aarbechtskontrakt kéinte verléieren. Dat ass wierklech wéi en Damoklesschwäert, wat iwwert deene Leit häng. An dat ass keng gutt Situatioun fir déi, zemools wa se aus enger laanger Krankheet, enger ganz graver Krankheet kommen, wou se eng länger Zäit am Spidol waren oder e länger Traitement hu misse maachen.

Duerfir sinn ech frou a ganz houfreg och, datt ech dést Gesetz hei als Rapporteur ka virstellen. An ech ginn hei och gären den Accord vun der LSAP. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschterein.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de leschte Freideg stoung an enger Wochenzeitung, d'Chamber wier am „Schwéngsgalopp“ ënnerwee, wat d'Vitesse vu verschiddene Projekten ubelaangt, an et misst ee sech och d'Fro stellen, wéi ee verschidde Projekten nach kéint am Detail kucken a consultéieren.

An de Georges Engel, deem ech wëll Merci soen fir säi Rapport, huet och...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Brillante Rapport!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Neen, „brillant“, dat kann ech net soen. Dat kënnt elo am weidere Verlaf, da wësst Der firwat.

De Georges Engel huet a sengem Rapport och drop higewisen, dass den Avis vum Conseil d'État de 17. Juli komm ass. Haut si mer de 25. Dat heescht, virun enger Woch an engem Dag ass den Avis komm vum Conseil d'État. Mir hunn en deen een Dag consultéiert, deen aneren Dag ass de Rapport ugeholl ginn. Do war eng ganz grouss Vitesse hannendrun an dofir passt dat mam „Schwéngsgalopp“ ganz gutt.

Et ass awer och opgefall, an de Georges Engel huet elo nach eng Kéier déi eenzel Avisen erwänt an am Rapport steet zwar dran, dass se consultéiert gi sinn, mä ech hunn am Rapport näischt erëmfonnt iwwert den Avis vun der Chambre des Salariés. Den Avis vun der Chambre des Salariés ass, laut den Dokumentatiounen vun der Chamber, den 2. Juli an der (veuillez lire: an der fréierer) Chambre des Employés privés gestëmmt ginn an den 13. Juli als Document parlementaire zur Verfügung gestallt ginn. Do kann ee jo soen, dofir war keng Zäit méi, fir deen ze consultéieren.

Ech wëll awer soen: Den Avis vun der COPAS ass och den 2. Juli 2018 vun der COPAS guttgeheescht ginn an den 13. Juli en Document parlementaire ginn. Dee konnt awer mat am Rapport verschafft ginn, soudass et mech dach awer wonnert, wann zwou verschidde Strukturen deeselwechten Dag en Avis stëmme an hiren Organer, déi gläichzäitig deeselwechten Dag en Document parlementaire ginn, dass een dann einfach deen een, dee vun der Chambre des Salariés, quer net méi herno am Rapport final zréckféint. Dat ass awer eppes, wat mech dach e bëssen iwwerrascht huet. A soss hätt ech gesot, et wier „brillant“, mä dat vun der Chambre des Salariés ass am Rapport net méi opgetaucht.

Ech wëll soen, dee Projet ass jo an zwee gedeelt. Mir hunn zwee Voleten. Dat eent ass de Volet vun den 52 Wochen an dat anert ass de Volet vun der Fleegeversécherung. De Volet vun deenen 52 Wochen, an de Georges Engel huet dat schon ënnerstrach, dat ass eng Regelung, déi mer am Dezember 2004 agefuert hunn hei an der Chamber an déi vun Ufank u vu ville Säite kritiséiert ginn ass. An ee vun den Haaptkritikpunkte war ëmmer, dass och vill Leit awer no 52 Wochen nach net erëm op de Bee waren.

Gläichzäitig ass vun Ufank un ëmmer kritiséiert ginn, dass Krankheet an Unfall ëmmer matenee vermécht ginn, wou ee sech ëmmer d'Fro gestallt huet, ob et net misst sinn - an ech ginn dovun aus, en huet déi Detailler net gesot, mä dass verschidden aner Meenungen do gewiescht wieren, dass dat ënner anerem eng ass -, dass zum Beispill den Unfall hätt kënnen ausgeklammert ginn. Da wiere verschidde Problemer nämlech net entstanen!

Et ass jo net esou bei deenen 52 Wochen, dass mer do vun Zegausende vu Leit schwätzen, mä mir schwätze vun e puer Honnert Leit - e puer Honnert ze vill, Klammer erëm zou -, awer et ass jo net vun Dausenden, wou mer do schwätzen, an do hätt et misse méiglech sinn, den Unfall erauszehuelen. Well wa mer den Unfall géifen eraushuelen, dann - mä de Minister huet jo do sécher déi detailléiert Chifferen - wieren et der eng jett manner, déi iwwerhaupt an de Fall vun deenen 52 Woche kommen wieren.

An ech erënneren och u méi schwéier Krankheeten. A vill vun de Leit heibannen, inklusiv den Här President, waren derbäi bei deem Temoignage beim Kriibslaf, wou eng Fra ugefaangen huet mat kräischen, wéi se drun erënnert huet, dass se probéiert huet, erëm schaffelen ze goen, fir net an déi 52 Wochen eranzefallen. An et ass net gaangen, well et bei hir net gaangen ass an och am Betrib ganz vill Schwieeregkeete komm sinn. An ech mengen, all déi Leit, déi do derbäi waren, kënne sech dorun erënneren. An dat war och ganz emouvant.

An dofir, och wann et do eng Verbesserung gétt vun 52 Wochen op 78 Wochen, ass fir mech de Problem nach wie vor net geléist. Dat eenzeg, wat elo ass, mir wäerten elo emol 26 Wochen net méi dovunner schwätzen, nämlech wann Der vun 52 op 78 klammert, hunn d'Leit 26 Woche méi. Dofir hätt mir et besser fonnt, wa mer no 52 Wochen eng Léisung fonnt hätten an no 52 Woche gesot hätten - vläicht wéi et war virun 2004 -, dass déi Leit an eng provisoiresch Invalidérent komm wieren, wéi dat bis 2004 de Fall war.

ler deemools d'Ännerung komm sinn, ass et esou eng Cellule gi vun engem gréisseren Betrib - en ass awer haut net méi dee gréisste Betrib aus dem Land -, wou zimlech vill Leit an d'Invalidérent geschéckt gi sinn. An do huet et deemools geheescht, mir missten deem en - wéi soll ech dat soen? - Reedel...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E Rigel.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...e Rigel virschiben, fir dass dee Betrib sech net doriwwer kéint gesondstoussen. De Betrib heescht haut anescht, et ass eng ganz aner Konfiguratioun. Mä dofir...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et war d'ARBED, oder?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här Gibéryen, elo wou Der den Numm sot, ech mengen, esou huet e geheescht. An déi Situatioun ass et an deem Betrib jo net méi ginn. Dofir froen ech mech, firwat mer et net awer fäerdegbruecht hunn, no deenen 52 Wochen ze soen: „Da këns de an eng aner Prozedur an du brauchst der net nach ëmmer de Kapp ze zerbréchen: „Wat geschitt mat mer?““, well elo ass et net bei 52 Wochen, mä elo zerbréchs de der de Kapp: „Wat geschitt, wann ech an där 78. Woch ukomm sinn?“.

Positiv awer an deem Gesetz, dat soen ech awer hannendrop an dat huet de Georges Engel méi detailléiert erkläert, ass déi Geschicht mam Congé thérapeutique, dass et méiglech ass, dass de eng Therapie méchs an awer schaffe gees. Dat ass eppes, wat mer gutt fanne.

Mä wéi gesot, dat anert, nach eng Kéier: Firwat huele mer den Unfall net eraus? An zweetens, firwat da soe mer net: „No 52 Woche musse mer kucken, eng definitiv Léisung ze fannen.“? Well gleeft mer, déi vun eis, déi d'Chance hunn, nom 14. Oktober erëmzekommen, déi wäerte 26 Wochen duerno nach eng Kéier domat beschäftegt ginn, well dann d'Fro sech wäert stellen: A wat maache mer elo mat deenen, déi op 78 Wochen ukomm sinn? Ech weess och, et sinn der dann e puer manner wéi bei deenen 52 Wochen, mä och da wäert do nach eng Kéier de Punkt opkommen.

Iwwerraschend ass awer, wann ee weess, wivill Leit et sinn - mä do wäert de Minister herno sécher nach drop agoen -, dass dat awer 6 Milliounen Euro kascht. Well wann ech weess, dass et e puer Honnert Leit sinn an et si 6 Milliounen Euro, da kann ech mer awer d'Fro stellen, wat mer dann op eemol fir e Salaire médian hunn. Mir souzen de Mëtten an enger Kommissioun zesummen an do hu mer iwwert d'Kannergeld an iwwert de Salaire médian geschwat. An ech muss lech awer soen, fir op dee Käschtepunkt vu 6 Milliounen Euro ze kommen, dann hu mer awer hei zu Lëtzebuerg e relativ héije Salaire.

An da muss ee sech awer do Froe stellen, well, Här President, et ass e Projet, deen lech och um Häerz läit, dee vun der Upassung vum Kannergeld, wou den Här Schneider eis jo gesot huet, en hätt dem Här Meisch an der Madamm Cahen d'Chiffere ginn. Mir hunn déi awer de Mëtten net presentéiert kritt, mä zwee Amendementen, déi d'Regierung haut de Mueren ugeholl huet. Ech weess elo net, Här President, ob elo nach Kommissiounssitzunge sinn, fir d'Amendementen un de Conseil d'État ze ginn, fir de Rapport ze stëmme, fir dass awer deen Accord, dee sollt den 1.1.2018 a Kraaft treden, nach kënnt.

Ech weess et net, Här President, mä dat kënnt Dir eis vläicht soen, an Ärer Wäisheet wësst Dir jo sécher, ob dat nach de Fall ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, dat kann lech Äre Fraktiounspräsident och soen.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ah! ...oder och net.

(Brouhaha et hilarité)

Et ass just do, wat ech wëll soen, wou ee sech déi Fro muss stellen, wat déi 6 Milliounen sinn. Mä ech ginn dovun aus, dass den Här Minister eis herno do d'Fro ka méi am Detail beäntweren. Dat zu dem Problem vun den 52 an 78 Wochen, wou mer eben do léiwer definitiv Léisungen gehat hätten, wéi dass déi Leit nach ëmmer d'Damoklesschwäert iwwer sech hätten, well dat ass just eng Verlagerung.

Da wëll ech vun deem zweete Projet schwätzen, deen hannendrugehaange ginn ass, dat ass dee vun der Fleegeversécherung. Do wëll ech emol fir d'Éischt dem Minister felicitéieren, dass en, nodeem mer schon am Oktober hei gesot hunn, dass mir der Meenung sinn, dass dat net esou einfach iwwert d'Ronne geet, sech net gescheit huet ze soen: „Do ass e Problem, mir wëllen dee Problem léisen“, an dass en dofir och op de Wee gaangen ass, fir Propositiounen ze maachen, déi elo och an dem Gesetz hiren Nidderschlag fannen. Dofir meng Felicitatiounen un de Minister.

Ech wëll awer gläichzäitig soen, ech hunn awer trotzdem Problemer domat, well ech ëmmer verstanen hat an deenen Aussoen, dass mer géifen op dat zréckgoen, wat mer virun der Reform haten, datt, wat d'Course-sortien an all déi Punkten ubelaangt, erëm esou géif ginn, wéi et virum Vott vun dem Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung war.

Deem ass awer net esou. An dat ass jo och vu verschiddene Plazen ënnerstrach ginn, wou zum Beispill och d'COPAS an engem Bréif drop opmierksam mécht. Dat ass deen Avis, deen ech virdru zitéiert hunn. Et ass awer net nëmmen d'COPAS, déi dorop opmierksam mécht, mä och d'Chambre des Salariés. Ech wëll elo net mengen, dass dofir dee Rapport vergiess gi war, mä och d'Chambre des Salariés seet an hirem Dokument, dass et net méi esou ass mat de Course-sortien, wéi dat virun der Aféierung vun der Reform war.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An dofir muss ech lech soen, hu mer elo e bësse Problemer domat, well dat mat de Course-sortien net esou ass, wéi dat virun der Reform war, mä dat ass eng nei Léisung. Mir wëssen, dass Gardes en groupe a Gardes individuelles kënnen ëmgésat ginn, ëmgewieselt ginn. Mä et ass net all Mensch, deen ënner d'Recht vun der Garde en groupe fällt. Also kann deen och duerno net an d'Garde individuelle eriwuerkommen.

Dofir si mer der Meenung, dass do d'Wierklechkeet e bëssen aneschters ausgesäit, wéi mer de Moment amgaange sinn, eis alleguete selwer op d'Schëller ze klappen, dass elo all Problem geléist wier! Well et wäerten och nach aner Iwwerraschungsmomenter an deem Dossier optauchen, well do ass nämlech och nach en Accord fonnt ginn tëschent der Regierung an de Bedriewer vun deenen Haiser, wat déi eenzel Kollektivvertrag ubelaangt, bei dem Kollektivvertrag vun der Entente des hôpitaux an dem Kollektivvertrag vun dem SAS. Do ass och en Accord deementspriedend ënnerschriwwen ginn.

Mä elo ass d'Fro, ech hunn do néierens eppes fonnt am Budget, wéi dat dann elo geet mat deenen Ënnerscheeder, déi d'Regierung wäert un déi Bedriewer bezuelen. Fanne mer dat eréischt am Budget 2019? Gëllt dat dann eréischt ab dem 1. Januar 2019? De 16. Juni ass den Accord ënnerschriwwen ginn. Wat geschitt mat deem, wat de 16. Juni do ënnerschriwwen ginn ass? Zielt dat scho fir déi sechs Méint? Oder ginn déi sechs Méint dann net bezuelt? Dat ass eng Fro, déi mer eis stellen.

Eng aner Fro, déi mer eis stellen, dat ass, elo waren d'Programmer just fäerdeg, fir déi haiteg Method, déi mer bis haut haten, ze berechnen an ze fakturéieren an deenen eenzelnen Haiser. Et si verschidden Haiser, déi schonn emgewieselt haten, anerer nach net. Elo kënn do erëm eppes Neies derbäi. Wéi geet et do mat deene Berechnungen? Wéi gëtt dat berechent fir de Patient? Wat bedeit dat fir de Patient? Erleift deen do eng Erhéijung? Oder wéi geschitt dat, well dat jo och fir hie ganz aner Punkte sinn, wéi dat bis elo Fall war?

An da stellt sech natierlech och nach d'Fro: D'Course-sortie war ëmmer eng Prestatioun an e Recht fir all Mënsch, an elo ass et eng Limitatioun, well net méi all Patient ka vun där Course-sortie profitéieren, deen och d'Fleegeversécherung kritt. Da stelle mer eis natierlech d'Fro, wéi et mat deene stationäre Patienten ass an deenen ambulante Patienten. Wéi ass et do mat der Emsetzung? Wéi ass et do mam Personalschlüssel? Well dee Personalschlüssel, deen elo gerechent gi war, war gerechent ginn op 2017, dorop dass déi dote Leeschtungen alleguerten net méi do sinn. Ass de Personalschlüssel mat berücksichtig ginn? Ass schonn an deenen eenzelnen Haiser bekannt, wéi dat leeft a wat fir eng Auswirkungen dat dorobber huet?

An dann ass natierlech nach eng aner Fro, déi ech mer stellen, wa mer elo do vun ënnerschiddleche Leeschtunge schwätzen, do froen ech dann am Fong och: Wat seet d'CNS dozou? D'CNS muss mat enger Valeur monétaire rechnen. Mir kennen awer an de Statute vun der CNS ëmmer nëmme eng Valeur monétaire. Wa mer awer elo zwee verschidde Kollektivverträge hunn, déi zur Uwendung kommen a wou en Ausgleich bezuelt gëtt, misste mer jo reng theoretisch och zwou Valeur-monétaires rechnen. Wéi geet dat? Dat ass a mengen Ae mat de Statute vun der CNS net méiglech, well s do ëmmer nëmme kanns vun enger Valeur monétaire schwätzen.

Alles dat sinn déi Froen, déi mir eis stellen, well mer fäerten, dass mer elo alleguerten déi éischt Momenter ganz zefridde sinn an dann awer feststellen am Detail, dass éischters dee Problem ass bei de Course-sortien, deen net geleist ass, an dann awer och all déi aner Froe sech stellen am Kader vum Kollektivvertrag, am Kader vun der Valeur monétaire bei der CNS.

An da muss mer jo och froen, wéi et weidergeet mat deene Règlement-grund-ducallen. Wou si se drun? A wat fir enger Aart a Weis komme se? Wivill Haiser haten dat bis elo schonn emgesat a wivill nach net? Well si ware jo amgaangen, et emsetzen opgrond vun deem Projet, dee mer gestëmmt hunn, an nach net weinst deem Projet, deen elo kënn.

Dat, Här Minister, sinn déi Froen, déi ech nach wollt un lech stellen. An Dir verstitt, aus all deenen Ursache wäert d'CSV deem Gesetz hei d'Zoustëmmung net ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Spautz. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Taina Bofferding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wieder zu deene Modifikatiounen an der Fleegeversécherung als Rapportrice vum Projet de loi fir déi viert Reform.

Zur Erënnerung: D'Zil vun der Assurance dépendance ass jo, fir déi fleegebedierfte Leit esou laang, wéi et ebe psychesch a physesch méiglech ass, doheem kënnen ze halen an hirem gewinnten Entourage.

D'Reform setzt dobäi den Akzent op déi sozial Kontakter, déi ebe wichteg sinn, fir dass d'Leit nach weiderhi kënnen an der Gesellschaft participéieren, deelhuefen an net an d'Isolatioun gedrängt ginn. Dobäi goufen eenzel Aktivitéite wéi déi sougenannten „Course-sortien“, also d'Akeef, an déi administrativ Demarchen an e kohärente Kader aus engem Mix vun Aktivitéiten an der Grupp integréiert. Dës Aktivitéite kënnen och Aktivitéiten dobause si mat enger deelweis individueller Betreierung, engem individuellen Encadrement.

D'Course-sortie waren a sinn och mat der Reform weiderhi méiglech. Ech hat och schonn deemools a mengem mëndleche Rapport zur Reform gesot, dass se awer géifen elo esou applizéiert ginn, wéi se eigentlech ursprénglech geduecht waren: dat heescht, net méi systematesch ee Betreier mat enger Persoun zum Bei-

spill en hallwen Nomëtten an engem Akafszenter, wéi et oft de Fall war.

Vu que d'Reform den Usproch huet, d'Assurance dépendance unzepassen, fir de Besoine vun de Concernéierte Rechnung ze droen, ass et evident, an do hate mer eis alleguerten drop géeneget, fir eben an der Praxis d'Handhabungen ze observéieren an ebe gegebenenfalls nozebesseren, wann et noutwendig ass.

An och de Minister huet vun Ufank u gesot, dass d'Gesetz soll evaluéiert ginn. A genau an deem Zeenario si mer elo. Fir all Interpretatiounsdivergenzen aus dem Wee ze raumen an nom Motto: „Ça va mieux en le disant“, kënn et elo zu gesetzlechen Ännerungen, fir ze präziséieren.

Dat neit Gesetz ass esou kloer, wéi et nëmme ka sinn, a stellt och dat finanziell Iwwerlieue vun der Assurance dépendance net a Fro. Et sief awer och nach eng Kéier drun erënnert: Fir d'Recht ze hunn, fir vun den Hëllef vum där Prestatioun hei kënnen ze profitéieren, muss een am System dra sinn. Dat heescht, et muss ee fleegebedierfteg sinn, wat bedeit, dass een Hëllef brauch, fir kënnen säin Alldag ze bewältegen.

Madamm Presidentin, ech profitéieren awer och nach ganz séier dovun, fir e puer Wieder zum zweete Volet ze soen, zu deenen 78 Wochen, notament zu där Limitt, well déi awer ëfters fir Diskussioune gesuergt huet. Muncher engem ass se jo en Dar am A. Verschiddener sinn der Meenung, dass et guer keng Limitt sollt ginn an och endlos Krankgeld sollt ausbezuelt ginn.

Dozou wëll ech soen, dass et menges Wëssens ni eng Option war, eng Limit, also déi 52 Wochen, aus dem Gesetz erauszehuelen. Grad an deenen Thematiken, wou et ëm Krankheet geet an ëm de Fait, am schlëmmste Fall souguer seng Aarbechtsplaz ze verléieren, fannen ech et extrem bëlle, mat esou simplisteschen a populisteschen Aussoe ronderëm sech ze geheien! Verschidden Aussoen, déi mer an deene leschte Méint ze héiere kritt hunn, sinn awer dach scho staarken Tubak a loosse wierklech ganz déif blécken. Esou Polemike soe wéi esou oft méi iwwert deen aus (veuillez lire: iwwert deen aus, dee se an d'Welt setzt), wéi dass se iwwert de Problem selwer eppes soen.

Déi wichtegst Fro ass awer: Firwat gëtt et eng Limitt am Gesetz?

An ech wëll lech soen, bei menger Recherche hunn ech kee Land fonnt, dat net esou eng Limitt huet, an dat och aus guddem Grund. Mir hu mat eiser aktueller Limitt vun deenen 52 Wochen op 104 Wochen, mam Krankgeld vun 100% vum Salaire a méi nach mat där neier Limitt vun 78 Wochen ee vun deene grousszügigste Sozialsystemer. Dat geet och aus enger Etüd vu Glassdoor Economic Research ervir, baséierend op Donnéeën vun der OECD an der Europäescher Kommissioun, woubäi awer Lëtzebuerg leider net bewäert gouf, dofir awer 15 Länner, ënnert deenen zum Beispill Holland déi längste Period huet, näamlech 104 Wochen. Allerdéngs ginn do vun Ufank un nëmme 70% vum Salaire ausbezuelt. Déi meescht Länner hunn eng Limitt vun 52 Wochen. Nëmme Norwegen an Dänemark ersetzen hei och de Salaire zu 100%.

Dat eleng ass keen Argument, mä awer e ganz gudder Grund fir esou eng Limitt. Oder anescht formuliert: Ass et fair, fir déi betrafft Leit, déi wierklech schwierig Zäiten hannert sech hunn an net ëmmer wëssen, wéi et herno weidergeet, ass et fair, fir des onendlech an enger Ongewëssheet hänken ze loosse? Datselwech zielt d'ailleurs och fir de Patron. Wéi wäit wëlle mer eigentlech eise System strapazéieren? A wéi wäit wëlle mer en op d'Ausserst driewen? Ech mengen, déi Fro muss ee sech gefale loosse, wann een hei e System ouni Limitt wëll fuerderen.

A vergiesse mer och net, dass et e Plang B fir des Leit gëtt. Ech denken do un de Reklassement oder un d'Invalidéiert. Déi si vläicht op den éischte Bléck e bëssen ofschreckend. Do wëllt herno eigentlech keen drageroden. Et ass jo ëmmer besser, wann et ouni geet. Trotzdeem kënnen déi Mechanismen, déi Optiounen, de Leit ganz geziilt an hire Situatioun hëllef.

D'Voraussetzung ass natierlech, dass se funktionéieren. Mä och hei ass sech d'Politik deenen eenzelne Schwieregkeeten, déi sech notament an der Praxis stellen, bewosst. Do fir gëtt et jo och e Projet de loi vum Reklassement, deen zwar leider nach net vum Statsrot konnt aviséiert ginn, mä trotzdem sinn hei eng Rëtsch Verbesserungen dran, fir och de Leit hei kënnen ze hëllef. An et kann ee just hoffen, dass dann an der nächster Legislaturperiod dës Gesetz ka gestëmmt ginn.

Eng weider Méiglechkeet gi mer de Leit awer och nach duerch de Mi-temps thérapeutique, deen elo duerch d'„Reprise progressive du tra-

vail pour raisons thérapeutiques“ ersat gëtt. Deenen ongeféier honnert Häertefäll pro Joer, déi riskéieren, duerch de soziale Raster ze falen, soll mat enger méi flexibeler Form gehollef ginn. De Rapporteur huet dat jo och virdu schonn ausféierlech a sengem Rapport erkläert.

Wichtig ass, dass mer de Leit déi néideg Zäit ginn, fir gesond ze ginn, an dass se lues a lues nees kënnen ufänken ze schaffen. Vill Leit sinn, an ech mengen, dat muss een och esou soen, frou, fir iwwerhaapt no enger ganz schwéierer Krankheet nees kënnen ze schaffen an erëm de Wee zrëck an hiert Aarbechtsëmfeld ze fannen, hir Aarbecht erëm kënnen ze maachen, och fir nees sozial Kontakter ze hunn, fir och erëm esou an hirem Entourage ze sinn, dat natierlech no hirem Rhythmus an hire Capacitéiten.

Déi 78 Woche sinn eng Risechance, fir gesond ze ginn, besonnesch a Verbindung mat där Reprise progressive. Dat haitegt Gesetz ass zungonschte vun de Betraffenen, déi iwwer eng länger Zäit krank sinn. Et erméiglecht hinnen eng Verlängerung vun hirem Aarbechtsplaz, et ka se virun engem finanzielle Fiasko retten a virun allem gëtt et hinnen eben duerch déi Reprise méi Flexibilitéit. D'Salarié gehollef, no laanger Krankheet nees lues a lues de Wee zrëck an d'Berufsliewen, op hir Aarbechtsplaz ze fannen.

Ofschléissend nach eng Remark, well dat heite Gesetz beinhalt ëmmerhin zwee ganz wichteg Beräicher aus der Sécurité sociale: Virun allem sinn et gutt Beispiller, déi weisen, dass eis Sécurité sociale keen antikt Instrument ass, dat net finanziell drobar wär, woufir an Zukunft méi op Eegeversuergung misst gesat ginn. Am Géigendeel, mir loosse eis dat Sozialt extrem vill kaschten. An dat ass och gutt esou, well mir investéieren hei ganz kloer an d'Leit a mir suergen derfir, dass et de Leit besser geet.

Mir sinn ëmmer nees mat neien Entwécklung konfrontéiert a leider och mat Eenzelschicksaler, déi et net packen an duerch dat sozialt Netz falen. Mä genau aus deem Grund maache mer Reforme wéi haut. Mir besseren no, fir geziilt de Leit ze hëllef, fir si ze ënnerstëtzen.

Dës gesot, ginn ech dann nach eng Kéier den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir déi gutt Modifikatiounen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Bofferding. Als nächst ageschriwwene Riednerin hunn ech den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech selwer hunn nach zwee Fäll aus mengem fréiere Berufsfeld am Kapp, wou schaffend Leit, déi laang krankgeschriwwen waren, riskéiert hunn, hir materiell Existenz ze verléieren. Dat eent war de Fall vun enger Damm aus der Botzequipp, dat anert vun enger Enseignante. Alle béid hate se eng schwéier Krankheet, déi se béis matgeholl huet. Allen zwee hu si e Liewe laang hir Aarbecht verriicht mat vill Asaz a Konsequenz. Wéi déi 52 Woche Krankschreibung iwwerschratt waren, huet déi perséinlech Dramatik eng weider Dimensioun kritt.

Déi betraffe Persounen an hir Famillje goufen zousätzlech mat existenzielle Fro konfrontéiert. Dës Fäll si keng Eenzelfäll. Et gëtt vu ronn 200 bis 250 Fäll geschwat. Et gëtt der also eng Rëtsch. Denke mer virun allem u Kriibsfäll an en degenerativ neurologesch Krankheeten. Déi Leit, déi hei betrafft sinn, kënnen net als Gesellschaft am Ree stoe loosse, hinnen einfach kënnegen a si hirem Schicksal iwwerloossen.

Madamm Presidentin, ech wëll elo net op all d'Detailler agoen, déi souwuel de Rapporteur gesot huet wéi och meng Virriedner, déi ech awer gäre bereet sinn, ze ënnerstëtzen, zemoos dat, wat d'Madamm Taina Bofferding virdu presentéiert huet.

Wa mer haut d'Period vun der Lohnfortzahlung vun 52 op 78 Wochen eropsetzen, da gi mer eng Äntwert op verschidden Eenzelschicksaler, déi eis net kënnen indifferent, net kënnen kal loosse, well et sech dach ëm individuell Dramen handelt. Et spiert an et versteet een dat näamlech am beschten, wann ee selwer betrafft ass an engem seng gesondheetlech Situatioun esou ass, dass et engem spréchiwertlech an allen Hisiichten un d'Lieweg geet.

Wann eng schwéier Krankheet vun de medezinnesche Kontrollorganer bestäet ass, kënnen mir deem Problem oder där Problematik net einfach indifferent géintwuerstoen. Wa mer also mat deem Gesetz de betraffene Leit wëllen hëllef, andeems mer se materiell net am Stéch loosse, ass dat e wichtige Schrëtt op mënschlech am op soziale Plang. Mir wëlle jo deenen hëllef, déi wierklech an enger grousser Nout sinn.

Dass den Taux de cotisation vun den Employeure vis-à-vis vun der Mutualitéit erfroget, gëtt natierlech vu menger Fraktioun begréisst.

Dat gesot, Madamm Presidentin, soen ech dem Rapporteur, dem Kollege Georges Engel, nach eng Kéier en häerzleche Merci fir seng Berichter a ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, dese Gesetzesprojet betrëfft jo u sech zwou verschidde Gruppe vu Mënschen, déi sech an enger vulnerabler Situatioun befannen: engersäits d'Salarié, déi krank an aarbechtsonfäeg ginn, an anersäits Persounen, déi ofhängeg a fleegebedierfteg ginn.

Wat déi éischt Grupp ugeet, esou begréisse mir als Gréng, dass d'Bezele vun der Indemnité pécuniaire vun 52 op 78 Wochen ausgedéent gëtt, ouni dass d'Referenzzeit vun zwee Joer sech ännert. Kuerz gesot schützt dës Dispositioun déi schwéierkrank Leit jo virum Chômage, wa se sech enger längerer Behandlung müssen ënnerzéien, a gëtt hinnen och méi ënnerlech Sécherheet an engem ganz schwierige Moment vum Liewen.

Mir gesinn et och als positiv u vum Prinzip hier, dass e Salarié seng Aarbecht am Fall vu Krankheet progressiv kann ophuelen, fir sech nees schrittweis op senger Aarbechtsplaz anzeliewen an de Kontakt zu senger Berufskolleegen nees hierstellen.

Eng Fro, déi allerdéngs e bëssen ze denke gëtt, ass déi, wéi des Moosnam an der Praxis soll oflafen a wéi et mëttel- a laangfristeg mat hirem Finanzement wäert ausgesinn. An der Praxis stellt sech virun allem dann e Problem, wann e Salarié krankheetsbedéngt net méi capabel ass, déiselwech Aarbecht ze maache wéi déi, déi e virdu gemaach huet, ouni awer d'Kritäre vum Reclassement externe ze erfüllen.

Besonnesch a Betriber mat méi eenheetlechen an onflexibelen Aarbechtsprofilen gëtt dat net einfach, wat awer net heescht, dass et net ka funktionéieren. Wichtig ass hei an eisen Aen, dass dee Prozess professionell begleet gëtt, esou zum Beispill duerch Aarbechtsmedezinner, déi et jo schonn haut gëtt an déi d'Missioun hunn, sech mat der Sécherheet, mä och mat der Gesondheet vun de Salariéen op der Aarbechtsplaz ze beschäftegen.

Wichtig sinn an eisen Aen awer och d'Aarbechtspsychologen, déi de Volet vum Bien-être au travail müssen ofdecken a méi geziilt geféiert mussen ginn, dës opgrond vun der Tatsaach, dass d'Wuefbefannen op der Aarbecht e wichteg Element ass vun der Präventioun vu weiderem Kranksinn.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Dir Dammen an Dir Hären, als zimlech bedenkelech gesi mir d'Tatsaach un, dass déi progressiv Reprise vun der Aarbecht net direkt als Aarbecht bewäert gëtt, well se um Niveau vun der Remuneration dach awer mat Kranksi gläichgestallt gëtt. Dat ass symbolsch ze gesinn, wat déi u sech positiv Moosnam dach awer e wéineg relativéiert.

Dës féiert jo dozou, dass eng Persoun, déi hir Aarbecht beispillsweis no 60 Woche Krankschäin nees progressiv ophëlt, dee Moment eigentlech net als aktive Mataarbechter vum Betrieb ugesi gëtt. Si gëtt weiderhin als Kranken ugesinn, deen vun der CNS Krankgeld bezuelt kritt, obwuel de Salarié zu gewësse Stonnen am Dag a fir eng bestëmmten Dauer fir de Betrieb ganz aktiv ass. Dat heescht, e produzéiert e Mehrwert, deen net als solchen unerkannt gëtt an deen d'Patronat och net an d'Verantwortung hëlt, mä et éischer zousätzlech finanziell beloungt.

Domat woen ech ze behaupten, dass d'Salariéen zwar vun deser Moosnam profitéieren - dat ass och positiv -, mä dass u sech d'Patronat de gréisste Gewënner vun deser Moosnam ass. Et muss een och dovun ausgoen, dass des Moosnam net ouni finanziellen Impakt op d'CNS wäert bliwen, a mir denken, dass an een, zwee Joer hei eng Evaluatioun misst gemaach ginn, fir deen Impakt ze moossen, fir ze gesinn, wéi vill Leit dovun profitéieren, a fir driwwer nozedenken, ob d'Patronat net awer finanziell bedeelegt misst ginn, fir do méi eng grouss Solidaritéit hierstellen.

Här President, ech kommen zum zweete Volet vun deem Projet de loi. Et geet ëm d'Assurance dépendance, déi jo no der rezenter Reform ëmmer nees kritiséiert ginn ass, virun allem vun der COPAS. Fir deem Rechnung ze droen, ginn eng Rei Punkte vum Gesetz mat



dësem Projet de loi modifizéiert. Elo soen ech dat, wat och d'Taina Bofferding gesot huet: Et ass wichteg ze betounen, datt sech domat näischt un der Grondausrichtung vun der Assurance dépendance ännert an datt déi véier wichteg Grondprinzipien nach wie vor respektéiert ginn.

Dat sinn: éischtens, de Prinzip vun der Rehabilitatioun virun der Prise en charge, zweetens, de Prinzip vum Maintien à domicile virum Hebergement an enger fester Struktur, drëttens, d'Prioritéit vu Saachleschtunge viru Geldleschtungen, an véiertens, d'Kontinuitéit vun de Soinen a vun der Prise en charge. Mir fanne dës véier Prinzipien ganz wichteg a begräissen, datt se weiderhin zielen.

Zanter der Aféierung vun der Assurance dépendance hunn dës véier Prinzipien derzou gefouert, datt zwee Drëttel vun de Beneficiairen doheem gefleegt ginn an och méi laang doheem kënnen wunnen. An et ass och dowéinst, firwat ech just op dese Grupp aginn a menger Interventioun. Dat anert féiert ze wäit.

Dat huet mat sech bruecht, datt d'Réseaux de soins à domicile gewuess sinn an datt eng Rei Centre-de-jour geschafte goufen, fir d'Beneficiairen am Grupp ze versueren. An domat kommen ech bei eng nei Dispositioun, déi heimat geschafte gëtt an déi eng Rei Froen opwerft.

Här Minister, si schaaft jo dat legaalt Recht, 50% vun der järelecher Garde en groupe a Garde individuelle ze konvertéieren. Dës Garde kann doheem assuréiert ginn. Si kann awer och benotzt ginn, fir eng Persoun ausserhalb vun hirer Wunnung ze begleeden, bis zu enger Héicht vu véier Stonnen d'Woch.

Dorënner falen net nëmmen d'Courses-sorties, déi fleegbedürftege Persounen vill bedeiten; dat hu mer an de leschte Woche gemierkt. Si ginn heimat kloer accordéiert, mä natierlech net endlos. A mir sinn och net der Meenung, datt et géif Sënn maachen, Stonnen a Stonnen a Supermarchéen ze verbréngen. Ech schléisste mech och do der Madamm Bofferding un.

Dorënner falen awer och déi administrativ Demarchen an neierdengs och d'Visites médicales.

Eng wichteg Ännerung ass dobäi déi, datt d'Recht op Konversioun vu Gardes en groupe a Gardes individuelles an d'Gesetz ageschriwwen gëtt. Och wann dës Konversioun nach ëmmer méiglech war, esou ass et awer e wichtige Punkt, datt se elo an d'Gesetz kënn. Virun ass se iwwer eng Kaderkonvention geregelt ginn. D'Konversioun konnt dee Moment bei 100% vun de Stonnen leien. An, wéi gesot, mat dësem Gesetz läit se nach just bei 50%. Mä ëmmerhi stinn dës 50% an Zukunft am Gesetz a mussen net méi nei verhandelt ginn. Mir fanne dat e ganz wichtige Kritär.

An där ganzer Diskussioun ronderëm d'Konversioun vu Gruppstonnen an individuell Stonnen stellt sech allerdéngs eng fundamental Fro. Wa vu verschiddene Säite verlaangt gëtt, datt d'Konversioun vu Stonnen am Gesetz bei 100% misst leien, wat jo eng Fuerderung ass, da muss ee sech op där anerer Säit och d'Fro stellen, firwat iwwerhaapt ee Référentiel des aides geschafte ginn ass. Dese Référentiel ass jo notament geduecht, fir d'Besoinen u Garden ze definéieren, souwuel déi vun der Garde en groupe wéi och déi vun der Garde individuelle, dëst duerch Professioneller, déi um Terrain schaffen, a wat ebe grad soll verhéieren, datt duerno um Terrain jiddweree mécht, wat e wëllt.

Aus deem Grond fanne mir et duerchaus sënnavoll, d'Konversioun op 50% vun de Stonnen ze limitéieren. Dës Approche schaaft an eisen Ae genuch Flexibilitéit a si schaaft zousätzlech Kloeerheet, well souwuel d'Beneficiairé wéi och d'Prestatairen an Zukunft genee wëssen, wivill Zäit fir Akeef, administrativ Demarchen an Dokteschvisitten zur Verfügung steet. Dat war bis elo net kloer.

Well dës Dokeschvisitte bis haut net zu der Garde individuelle gehéiert hunn, gëtt den Term „courses et démarches administratives“ iwwregens fale gelooss an deser Reform an duerch méi e vagen Term „déplacement à l'extérieur“ ersat.

Am Kontext vun dësen Deplacementer bleift dann e weidere Punkt ze klären, Här Minister. Et ass deem, datt e Beneficiaire eng Garde en groupe muss accordéiert kréien, fir dës Stonnen iwwerhaapt kënnen ze konvertéieren a fir duerno dann eben och vun engem Deplacement no bause kënnen ze profitéieren, inklusiv der Visitt beim Dokter.

Grad dese Besoin, d'Visitt beim Dokter, hunn awer och déi Leit, déi net ënnert d'Kritäre vun enger Garde en groupe falen an deemno och keng Gruppstonne kënnen konvertéieren, fir eben och bei den Dokter kënnen ze goen. Dat sinn zum Beispill déi Beneficiairen, déi

ausschliisslech eng Garde individuelle accordéiert kréien, well se schwéier fleegbedürfteg sinn an net méi autonom genuch sinn, fir an e Centre de jour kënnen ze goen.

Dës Persounen kënnen wuel nach beschäftegt ginn a bis virun d'Dier begleet ginn, mä laut dem neie Gesetzestext net onbedéngt bei den Dokter, well dës Dispositioun am Kader vun der Garde individuelle néierens explizit festgehale ass. Et misst vläicht einfach eng Kéier haart gesot ginn, wéi dat do soll geregelt ginn. Dir kënn vläicht do e puer Erklärungen dozou ginn. Et kritt een déi Fro ëfters gestallt.

En aner Populatioun, déi och zimlech am Vageschwief, déi net vum Déplacement à l'extérieur an domat och net vu begleeten Dokteschvisitten ka profitéieren, sinn d'Leit mat engem Handicap. Dës Persounen ginn oft nach schaffen a kréie keng Garde en groupe guttgeschriwwen, well déi Form vu Prestatioun guer net gebraucht gëtt. Folglech kënnen och dës Persounen keng Garde-en-groupe-Stonnen a Garde-individuelle-Stonne konvertéieren a bleiwen, deemno wéi, vum Recht, sech bei en Dokter begleeden ze loossen, ausgeschloss. Och hei besteet e gewëssene Klärungsbedarf, wou ech net wëll behaupten, datt et esou ass, mä am Text fënnt een dozou keng Angaben.

Virun allem muss an eisen Aen awer ee fir alle Mol gekläert ginn, wou d'Attributiounen vun der Fleegeversécherung am Beräich vum Handicap ophalen a wou déi vum Familljeministère ufänken. Mir haten eng Kéier gesot, mir géifen eng Commission jointe maachen, fir dee Volet ze beschwätzen. An ech mengen, duerfir ass et ni ze spéit.

An deem Zesummenhang begräisse mir, datt de Familljeministère eng Etüd an Opdrag ginn huet, fir de Volet vun der Assistenzpersoun méi genee ze ënnersichen. Den Asaz vun esou enger Persoun ass eng laangjäreg Fuerderung vun de Verbänn, déi sech fir d'Rechter vu behënnerte Persounen asetzen. An dat Recht op eng Assistenzpersoun géif och net nëmmen de Problem vun de begleeten Dokteschvisitten léisen, mä nach ganz vill aner Problemer, mat deene behënnert Menschen am Alldag konfrontéiert sinn. Aus deem Grond fënnt dese Fuerderung déi voll Ennerstëtzung vun der grénger Fraktioun.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Erhalt vun den Aarbechtsplazen an deem ganz vaste Secteur vun der Assurance dépendance. E klöre Pluspunkt vun der neier Dispositioun mam Numm „déplacement à l'extérieur“ entsteet notament um Niveau vun den Aarbechtsplazen a vum Personal, wat dës Prestatiounen ofsécher. Am virleiende Projet entsprécht d'Qualifikatioun vun dësem Personal där vum Personnel non qualifié an Uleungung zu der Hëllef am Haushalt, déi jo mat der Reform vun 2,5 op 3 Stonnen eropgesat ginn ass.

D'Reduktioun vum Coefficient de qualification um Niveau vun den Deplacementer dréit massiv derzou bäi - an dat ass begréissenswäert -, datt déi vill onqualifizéiert Aarbechtsplazen erhale kënnen bleiwen, wat eng grouss Suerg vum Secteur war a bleift.

D'Ironie vun der Geschicht ass dobäi déi, datt d'Qualifikatioun vum Personal um Niveau vun den Deplacementer elo nees déiselwech ass wéi déi, déi se virun der Reform vun der Assurance dépendance war, mam eenzegen Ennerscheid, datt d'Bezechnung vun der Prestatioun geännert huet. Domat ass lech eng kleng Pirouette gelongen, Här Minister, déi mir als Gréng natierlech begräissen. Si war wichteg a si ass legitim. Si weist, datt e Gesetz net a Stee gemeesselt muss sinn, och net bei deenen anere Punkten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Wann et sech erusstellt, datt verschidden Dispositiounen d'Strooss net halen oder onkloer sinn, dann ass et jo ni ze spéit, fir se ze verbesseren. An dat hutt Dir mat dësem Projet de loi gemaach, och wann ech verschidde méi kritesch Froen opgeworf hunn. An och dese Projet muss jo net a Stee gemeesselt sinn.

Ofschléissend wëllt ech dann awer nach eng Kéier dem Kolleeg Georges Engel, deen e puer Rapport gemaach huet, Merci soen, awer net nëmmen fir seng Rapporten, mä och fir seng Aarbecht als President vun der zoustänneger Chamberskommissioun, an där mir gutt zesumme geschaff hunn, gutt a konstruktiv. An ech denken, de Kolleeg Gérard Anzia, deen och Member vun där Kommissioun war an nach ass, schléisst sech deem Merci un. An domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg Georges Engel Merci soen fir säi gudden Rapport, deen en am Detail hei och mëndlech erkläert huet, wat et eis dann och ermëglicht, datt mir net méi mussen duerno op all Detailler agoen.

Mat dësem Gesetz gëtt e grouse Problem geléist oder zumindest zum Deel geléist. E betrëfft sécherlech keng Dausende vu Leit, mä déi e betrëfft all Joers, déi Leit sinn an der Regel an enger dramatescher Situatioun, wou se wëssen: „Ech sinn elo krank an duerch meng Krankheet verléieren ech dann och elo nach meng Aarbechtsplaz an alles dat, wat mam Verléiere vu menger Aarbechtsplaz zesummenhängt.“ An déi Leit hu jo och keng Aussicht, fir deen Abléck eng aner Plaz ze kréien, well se jo krank sinn.

Datt mer eng Léisung fir déi Leit sichen, ass gutt a richtig. Wa mer elo hei vun 52 op 78 Wochen eropginn, kann een dat nëmmen begräissen. Et kann een natierlech soen: „Et ass eng Grenz, viru war se 52, elo ass se 78“, mä et ass awer trotzdem schon en halleft Joer weider, an deem ee kann hoffen, datt déi Persoun dach awer de Wee gesondheetlech fanne kann, fir erëm eng Aarbecht kënnen opzuehelen. Mä sécherlech wäerten och no deenen 78 Wochen nach eng Rei vu Leit bleiwen, fir déi de Problem net geléist ass.

Et kann een driwwer diskutéieren: Setzt een eng Grenz oder setzt ee keng Grenz? Perséinlech, soen ech, ass fir mech eng Grenz méi richtig. Et kann ee warscheinlech net higoen a soen: „Ma, et ass een e Liewe laang“ - fir elo ze iwwerdreiwen - „krankgemelt“.

Duerfir, mengen ech, misst een awer drop zrëckkommen, datt een deene Leit dann awer no hiren 78 Woche misst d'Méiglechkeet ginn, wa se dann nach krank wäeren, direkt kënnen och an d'Invalidérent ze goen. Well wann een 78 Wochen net ka schaffen goen, well e krank ass, mengen ech, dann ass dat jo awer e Beweis, datt deen d'Konditiounen, menger Meenung no, erfüllt an datt een déi Persoun kéint an d'Invalidérent schécken. Et kann och eng Zwëscheleisung sinn, datt ee seet: „Mir schécken e provisoersch an d'Invalidérent a mir halen en a Kontroll fir deen Dag, wou en erëm apte au travail ass, fir datt mer en dann erëm zréck an d'Aarbecht schécken.“

Mä ech mengen, et sollt een an eise Land virun allem kucken, datt grad déi dote Leit ëmmer en Auswee hunn an net datt mer de Problem vun 52 op 78 Woche verlagere. D'accord fir eng Grenz ze setzen, mä da muss eppes anescht hanner d'Grenz stoen, fir déi Leit sozial opzefänken.

Datt mer déi Iddi elo emänneren an déi progressiv Reprise maachen, dat ass och eng gutt Méiglechkeet. Ech mengen, mir hu jo eng Kategorie vu Leit, ouni elo mussen hei an den Detail anzegoen, wou mer wëssen, datt mer déi Leit och vläicht mussen therapeutesch behandeln, ier se erëm eng Aarbechtsplaz kënnen voll a ganz anhuelen. An datt een och versicht, déi dann ebe progressiv, lues a lues erëm an d'Aarbechtswelt zrëckzeféieren, dat schéngt eis eng gutt Léisung ze sinn, datt mer och déi Méiglechkeet mat dësem Gesetz schafen.

Kloer ass et, wa mer op 78 Wochen eropginn, mengen ech, muss een och op där anerer Säit verstoen: Et geet jo hei em den Accord tëschent de Sozialpartner, déi net eens gi sinn a wou dann eben d'Politik muss eng Decisioun eng Kéier huelen, wat dann eben elo haut domadder geschitt.

Ech mengen, et huet jo jiddwereen, d'Patronat och, unerkant, datt dat mat deenen 52 Wochen e Problem ass fir déi betreffend Leit. A wa mer dann eng Léisung fannen, wou mer soen: „Ma, mir gi vun deenen 52 op 78 Wochen erop“, mä da kënnen mer natierlech net higoen a soen: „Ma da mussen eben och elo d'Betriber, d'Patronat, dee Plus u Loun, u Krankegeld, wat do muss bezuelt ginn, iwwerhuelen.“

An datt dat dann eben doduerch kompenséiert gëtt, datt mer de Prozentsaz vun 1,95% op 1,85% erofsetzen, deen d'Betriber oder d'Patronat muss bezuele fir an hir Mutuelle, begräisse mir och. Ech mengen, hei geet et eis a priori dréms, datt mer eng Léisung fanne fir déi betreffend Leit. Dat ass d'Zil vun dësem Gesetz.

An dann dierf mer net streiden iwwert de Finanzement. Selbstverständlech bezuele mer allgemeng iwwert d'Krankekeesen, bedeelege mer eis jo drun, mä ech gesinn net an, datt mer hei eng Léisung sichen an da soen: „Da muss dofir d'Patronat och weider bezuelen.“ An duerfir si mir och dermat d'accord, datt dee Prozentsaz vun deene Betreffenen deementsprechend vun 1,95% op 1,85% fir d'Cotisiatioun vun dem Patronat fir an d'Mutuelle erofgesat gëtt.

Zum anere Volet, deen éischte Volet begräisse mer ganz, deen zweeten och, muss ech awer

soen. Bei deem vun der Fleegeversécherung ware mer wierklech iwwerrascht: Mir hunn alleguer d'Fleegeversécherungsgesetz hei matgestëmmt a mir waren dunn op eemol...

Also als ADR hu mir dat Fleegeversécherungsgesetz matgestëmmt, well mer ëmmer gesot hunn... Ech hu gesinn, d'Kolleege vun der CSV hunn elo e bësse gelungen dragekuckt, well ech hu gesot: „mir all“, ech korrigéieren dat, also: „Mir als ADR“ hunn dat matgestëmmt, well mer der Meenung sinn, datt e Fleegeversécherungsgesetz fir ons immens wichteg ass hei zu Lëtzebuerg, a well mer och ëmmer gesot hunn, datt mer net sollten un enger Fleegeversécherung spueren.

Ech mengen, statistesch gesi kann all Drëtten vun eis heibannen eng Kéier dorënnerfalen. An e Land wéi Lëtzebuerg, wat esou e Rächtum huet, dat soll, egal wat et mécht mat sengem Geld, mä et soll ëmmer zumindest genuch Geld hunn, fir déi Leit, déi am Alter fleegbedürfteg ginn, mënschwerdeg kënnen ze behandeln.

Dat ass eng Prioritéit, déi an eise Land muss sinn. A mir hunn dat ëmmer hei gesot: „Léiwere hu mir dann eng licht Cotisiatiounserhéijung, wéi datt mer géifen un der Fleege vis-à-vis vun deene Leit spueren!“ An an där Optik hu mer och déi Reform vun der Fleegeversécherung matgestëmmt, well et jo awer a groussen Deeler Verbesserung waren. Mir hunn herno festgestallt, datt mer och eng Verschlechterung dran haten.

Am Fong hätt een dat kënnen méi einfach léisen, wann de Minister deemools direkt gesot hätt: „Jo, dat doten ass e Problem a mir léisen en elo“, amplaz datt iwwer Wochen nach ëmmer behaupt ginn ass: „Neen, et ass net esou!“, an dunn ass dat hin- an hiergaangen. Et ass vill Zäit verluer, vill Sträit gemaach ginn.

A mäi Parteikolleeg Fernand Kartheiser huet jo direkt eng Proposition de loi gemaach, fir eben erëm déi al Situatioun hierzestellen, well et an eiser Optik net gemengt war, wéi mir dat Gesetz gestëmmt hunn, datt dobäi géif eng Verschlechterung erauskommen. Et ass awer eng Verschlechterung erauskomm!

Dann, mengen ech, muss een als Politik och kënnen e Mea culpa maachen, mir, déi et matgestëmmt hunn, awer och eng Regierung an e Minister, a soen: „Hei, do war ee Punkt, deen eng Verschlechterung mat sech bréngt, an da korrigéiere mer et.“ A mat dësem Gesetz gëtt et elo zum Deel oder anescht korrigéiert, wéi et am Ursprung war, mä et ass awer eng Verbesserung, mat där d'Leit aus dem Sektor zumindest erëm kënnen liewen.

Also, wann hei deemools de Minister direkt de Mea culpa gemaach hätt, dann hätte mer vill Tënt net brauchen ze verschreiwen a mir hätte vläicht dann direkt eng Léisung fonnt. An et wär net dee Kaméidi am Sektor gewiescht, deen an deem Sektor onnéidegerweis dunn awer komm ass.

Dat gesot, Här President, wëll ech am Numm vun der ADR d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dëst Gesetz, wat warscheinlech mat enger Majoritéit wäert uegoll ginn, ass dat lescht, wat e sozialpoliteschen Akzent setzt vun deser Regierung, an dat lescht, wat an der Verantwortung vun der LSAP ass, wat elo virun der Vakanz hei zum Vott kënn. An et besteet aus zwee Deeler.

Deen éischten Deel, datt ass d'Ännerung vum Gesetz vun der Fleegeversécherung, also vum deem Gesetz, wat mer virun engem Joer hei an der Chamber votéiert hunn. Woubäi een dann och, mengen ech, dierf awer eng kleng Klammer opmaachen, datt, wann ech liesen an de Bilane vun den eenzelne Parteien, datt ee sech op d'Schëller klappt, vill Gesezter een an d'Prozedur bruecht huet, an eng ganz Rëtsch vun deene Gesezter an der Prozedur sinn Ännerungen vun deene Gesezter, déi ee selwer schon an d'Prozedur bruecht huet, dann huet een nach ëmmer vill geschaff, mä et muss een awer, mengen ech, net ugi wéi eng Tut plakeg Mécken domadder.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Also et ass d'Ännerung vum Gesetz vun der Fleegeversécherung, wou et virun allem geet iwwert

d'Ännerung oder d'Kloerstellung vun der Prise en charge vu Gruppen am semistationäre Milieu an d'Präzisionen, datt d'Garden a Gruppe kënnen a Garde-individuellen ëmgewandelt ginn.

Souwuel den Här Spautz wéi och d'Madamm Lorsché hunn drop higewisen, datt do awer nach eng ganz Retsch Froen opbleiwe mat deenen Annerungen, déi do kommen. Froen, déi och gestallt gi si vun der COPAS. Froen, déi och gestallt gi si vun der Salariatskummer.

Mir gesinn, datt e Wëllen do ass, fir et an déi richteg, an déi gutt Richtung ze bréngen. Ob dat hei dann awer elo de fin Mot vun deem Gesetz wäert sinn, dat wäerte mer eréischt an Zukunft gesinn. Mir mengen..., oder mir bleiwen och bei eiser prinzipieller Kritik, déi mer da virun engem Joer op deser Plaz ubruecht hunn un der Orientéierung vum Gesetz vun der Fleegeversécherung. Mat där Orientéierung kënnen mer nach ëmmer net an där doter Form averstane sinn.

An déi zweet grouss Ännerung, déi betrëfft de Code vun der Sozialversécherung respektiv den Droit du travail. Dat ass déi berüumten a laang diskutéiert Verlängerung vun der 52-Weeke-Frist op 78 Wochen. Bis elo war et esou, datt no 52 Woche Krankeschäi quasi d'Guillotine gefall ass. Dat heescht, et huet ee souwuel kee Krankegeld méi kritt, wéi och, datt automatesch den Aarbechtskontrakt net méi gültig war.

Dat huet an der Vergaangenheet zu ganz ville Cas-de-rigueure gefouert. Jiddweree vun deenen, déi heibanne bis elo geschwat hunn, kennt déi Fäll, well en och deelweis selwer drop ugeschwat ginn ass. An dat sinn dramatesch Situatiounen, well ee wierklech quasi vun engem Dag op deen anere virum Näischt steet, an dat an enger Situatioun, wou ee krank ass, wou een eng Laangzäittherapie mécht, dat heescht, wou och nach eng Kéier engem seng eege sozial Situatioun wesentlech verschlechtert gëtt no engem gewëssene Stéichdatum - wéi gesot, wéi d'Guillotine - no 52 Wochen.

Dat soll op 78 elo verlängert ginn an enger Referenzperiod vun 104 Wochen. An dat ass och gutt esou. Dat ass e Fortschritt. Mä ob et d'Léisung ass fir allegueren déi Cas-de-rigueuren, dat woen ech awer och elo nach ëmmer ze bezweifelen.

Et ass virdu gesot ginn, datt mer missten esou Grenzen aféieren, well wann ee géif vergläiche mat internationalen Etüden oder an internationalen Etüde Vergläicher maache mat anere Länner, da géif ee feststellen, datt Lëtzebuerg mat dee grousszüegste Sozialsystem hätt. Ech mengen, datt een net einfach esou Länner matenee vergläiche kann, deenen hir Sozialsystemer op komplett ënnerschiddleche Basen opgebaut sinn. Mä wat mer vergläiche kënnen, si Situatiounen, déi mer hunn. An eng Situatioun, déi mer bis 2004 haten, kënne mer vergläiche mat enger Situatioun, déi mer bis 2014 oder déi mer bis elo just haten. An ech mengen, dat wär méi en éierleche Verglach, wéi wa mer Appel a Bire matenee kucken.

An ech mengen, datt déi Fro awer am Raum steet, ob dee Modell vun där Grenz wierklech dee richtigen ass. E Mënsch, dee krank ass, ass krank! Dat ass zertifizéiert duerch en Dokter, well en eng Therapie mécht, well en net fäeg ass, duerch d'Krankheet, kënne schaffen ze goen. Wann dee Mënsch... An dat ass jo dat, wat esou sous-jacent ëmmer drënnert: Do kéinten dann Abuse geschéien, souwuel opsäite vun den Entrepris wéi och opsäite vun de Salariéen; wann dat esou ass, mä da mussen d'Kontrollinstanze vun der Sécurité sociale esou ausgestatt ginn, fir genau déi doten Abusen ze entdecken an ze penaliséieren.

An ech mengen, datt et kloer muss sinn, datt e Mënsch, deen esou laang krank ass a wou och net ersichtlech ass, datt en an nääherer Zukunft, an nächster Zukunft kann erëm voll schaffe goen, datt dee soit an eng Prozedur vu Reklassement muss kommen, woubäi och de Reklassement misst reforméiert ginn, oder eben d'Invalidérent - woubäi mer och mengen, datt d'Invalidérent u sech, an de Modell, wéi en den Ament besteet, misste reforméiert ginn.

Derbäi kënt - an och dat ass eigentlech ze begrëssen - d'Reprise progressive du travail, also dat lues a lues Erëmophuele vun der Aarbecht am Krankheitsfall, soufern dat der Gesondheet, dem Gesondheitszoustand vun där Persoun weiderhëllef, also net nëmmen erlaabt, datt se et ka maachen, mä souguer, explizitt steet dat dran, weiderhëllef. Dat ass prinzipiell gutt. Do gëtt eng relativ grouss Flexibilität agefouert. Do kann een e Véierels, hallef oder dräi Véierels schaffen, jee no Gesondheitszoustand, wéi gesot, am Interessi vun de Salariéen.

D'Konditioun ass do, datt een ee Mount vun deene leschten dräi Méint konsekutiv krankgeschriwwen war, fir dat kënnen ze maachen. Bon, deen eenzeg Hoken, oder déi zwee eenzeg Hoke bei deser Mesure sinn, datt et ganz vum Wëlle vum Patron ofhängeg ass, dat heescht, et ass eigentlech keen aklobart Recht, wat een huet, mä et muss een de Consentement vun dem Patron hunn, fir déi dote Form vu progressiver Reprise vun der Aarbecht kënnen ze maachen. An deen zweeten Hoken ass, datt de Finanzement elo, wat déi dote Mesure ugeet, ganz bei der CNS läit.

Virdu war et esou beim Partiel, beim Mi-temps, datt ee fir d'Halschent, also fir déi Zäit, wou ee geschafft huet, och säi Salaire weider vum Patron kritt huet. De Patron gëtt hei komplett dedouanéiert an et bleift een eigentlech krankgeschriwwen. Also och déi Deeg ginn ugezielt op déi nei Grenz vun 78 Wochen, mä et schafft een awer, an et ass d'Krankekeess, déi insgesamt d'Krankegeld bezilt, also och de Salaire vun där Part, wou déi Persoun da schafft.

An da si mer bei deem Punkt, wou mir als Lénk awer wierklech dee gréisste Problem mat deem Gesetz hunn, dat ass näämlech seng Finanzéierung. De Projet kascht der Fiche financièere no 39 Milliounen Euro insgesamt, a si si ganz zur Charge vun der Gesondtheetskeess, déi 39 Milliounen. A si deele sech op op dräi Mesuren: Dat eent, d'Verlängerung vun 52 op 78 Wochen, dat kascht 5 Milliounen; also dat, wouvunner d'Leit dann direkt solle profitéieren. D'Reprise progressive, déi soll 9 Milliounen kaschten; Suen, déi de Patron spuert an déi d'Gesondtheetskeess bäikritt. A 25 Milliounen, deen absolutt déckste Batze vun deem Ganzen, dat geet op d'Senkung vun der Patronatscotisation vun 1,95% op 1,85% an d'Mutuelle des employeurs zréck.

Also, vun 39 Milliounen Euro, déi dat heite kascht, sinn der 34 fir de Patron a 5 Milliounen fir d'Salariéen. Also, wann dat e Kompromiss ass, mä dann huet d'Patronat ganz gutt verhandelt! Anescht kann een dat hei op jidde Fall net bezeichnen.

An duerfir, muss ech lech éierlech soen, war ech awer wierklech erfieert, wéi ech d'Spriecherin vun der LSAP hei héieren hunn, datt dat Soziaalt dem Land..., datt mir eis dat Soziaalt immens vill géife kaschte loosene. Mir loosene eis net dat Soziaalt an deem Fall vill kaschten. Mir loosene eis d'Subventionéierung vum Patronat mat deem Gesetz ganz vill kaschten! Net méi an net manner!

(Exclamations)

„Wéi laang“, huet d'Spriecherin gesot, „wëlle mer de System da strapazéieren?“, an huet Referenz gemaach op d'Grenz, déi misst agefouert gi vun 52 op 78 Wochen; eng Mesure, déi 5 Milliounen kascht! Wéi laang wëlle mer et strapazéieren? 5 Milliounen kascht dat! 34 Milliounen kascht dat, wat d'Patronat kritt.

Här President, domadder kënne mir net averstane sinn. Et ass duerfir och an eisen Aen eng Aberratioun an duerfir froe mir och e Vote séparé, wat den Artikel 2 Punkt 4 ugeet.

(M. Marc Baum dépose une demande de vote séparé appuyée par la sensibilité politique ADR.)

Här President, ech hunn ugefaangen, andeem ech gesot hunn, dat heite wier de leschte sozialpoliteschen Akzent vun der LSAP an deser Regierung. A mir gesinn, wéi en ausfällt: Een Apel fir de Salarié a siwe fir de Patron!

Merci.

► Une voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet de Sozialminister, den Här Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol Merci, net traditionell, mä virun allem hei e spezielle Merci un de Rapporteur fir engersäits säi schrëffleche Rapport, virun allem awer och fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet an där ganzer Zäit, an där ganzer Period an der Kommissioun vun Travail a Sécurité sociale, wou mer ganz vill Projeten diskutéiert hunn an och zu engem Enn bruecht hunn, all Kéiers, mengen ech, a flotten Diskussiounen, all Kéiers am gréisstméigleche Konsens, a virun allem fir säi mëndleche Rapport, wou en op eng Rei Eckpunkten agaangen ass, wou e ganz kloer och d'Differenz gemaach huet tëschent engersäits dem Projet, deen d'Regelung vun 52 op 78 Woche beinhalt, mam Congé an der Reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques derbäi, an op där anerer Säit de Mesuren, déi nach eng Kéier d'Stärkung vun der Fleegeversécherung mat sech bréngen.

Ech wëll och soen, direkt vu vireran - ech mengen, et gouf vum Vertrieder vun deene Lénken hei gesot, datt dat heiten d'Enn an deser Legislaturperiod vun de soziale Projete wier, et gouf drop higewisen, datt mer esou vill Projeten amendéiert hätten -: Ech hunn een amendéiert an där ganzer Zäit, deen ech gemaach hunn, soss keen, an dat ass deen heiten! An ech kommen drop zréck, wat ech och deemools scho beim Vott vun deem Projet gesot hunn, wat ech géif maachen: datt ech mat de Partner, mat de Sozialpartner dat heite géif analyséieren, fir Verbesserungen ze maachen, dann, wa mer eben e Bilan hätten.

Dofir konnte mer et och net éischer maachen. Mir hunn d'Zuelen ofgewart, d'Zuele vun 30. Abrëll, fir ganz genau Zuelen ze hunn, fir ze soen: „Effektiv, hei ass e Problem entstanen op engem Punkt, vun deem mer ounideem gesot hunn, datt dee géif kommen, an op engem aneren, wou och d'Entwécklung selwer eis drop higewisen huet, datt et besser wier, och hei Verbesserungen eriwwerzebréngen.

► M. Marc Spautz (CSV).- Et waren awer och Leit, déi lech vun Ufank un drop higewisen hunn.

► M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.- Dat war awer op aner Punkten, Här Spautz, wou drop higewise ginn ass. Ech hunn néierens gesinn, datt vun Ufank een op d'Course-sortie higewisen hätt, datt do e Problem géif entstoen an datt dat op eemol de Problem vun der Fleegeversécherung wier.

Mä ech géif vläicht zréckkommen op dat, wat den Här Baum gesot huet vun der Sozialpolitik hei a vun deem engen Apel an de sechs Appel oder - wéi huet e gesot? - siwen Äppel. Ech muss soen: Sozialpolitik heescht och, déi richteg Decisiounen ze huelen an Decisiounen ze huelen, datt d'Leit eppes dovunner hunn. An hei wäerten Dausende vu Leit kënnen dovunner profitéieren, datt mer haut des Ännerungen hei maachen!

An zweetens gehéiert zu enger Sozialpolitik och en éierbare Sozialdialog. An des zwee Gesetzesamendementen, déi mer hei maachen, baséieren ebe just op deem Sozialdialog, deen zustane komm ass.

An ech kommen op d'Projeten zréck - an duerno och eenzel -, wat wicteg Projete sinn an de Beräicher vun der Krankversécherung an anerersäits och vun der Fleegeversécherung. Wa mer dat hei erreecht hunn, dann hu mer dat erreecht am gemeinsame Konsens mat de Partner, souwuel wat déi 52 bis 78 Wochen betrëfft, well soss wiere mer net op deem heite Punkt, datt mer endlech kënnen en Accord hei errechen.

Dat war net esou einfach. Do gëtt Jore schonn dru geschafft, fir Annerungen ze maachen an der Regelung vun den 52 Wochen an deene Fäll, déi do drunhänken. An et gouf ëmmer an de Kommissiounen diskutéiert - ech war derbäi, wéi d'Gesetz iwwert de Reklassement gestëmmt ginn ass, wéi ech net Minister war, mä wéi ech nach Deputéierte war, wou mer och ëmmer schonn driwwer diskutéiert hunn: „Mir mussen kucken, eng Léisung ze fannen.“

Jo, kucke geet net duer! Et muss en iergendwann eng Kéier handelen! An et ass esou, datt keng Léisung fonnt ginn ass. A souguer: An der Chamberskommissioun hate mer eng Léisung! Här Spautz, mir haten och d'Léisung deemools vun der sougenannter „provisorescher Pension“, déi et iwwerregens gëtt. Et gëtt eng Pension temporaire, déi am Code de la sécurité sociale steet. Et ass net, datt déi ofgeschafft ass.

(Interruption)

Dat ass also net d'Léisung vum Problem. Mä, ech mengen, Dir hat et e bësse mat der Assurance accident verwiesselt. Mä, ech mengen, dat ass en anere Punkt. An doniewent gëtt et och d'Invalidérent, déi och nach ëmmer besteet - eng vun de Léisungen doranner.

Mä mir hate Léisungen, déi an der Chamber diskutéiert goufen, déi op eemol kee Sukkurs méi kritt hunn, wéi mer eriwergaange sinn, wéi d'Sozialpartner ennerenee geschwat hunn.

Mir haten doriwwer eraus Léisunge fonnt, wou gesot gouf: „Okay, da kommt, mir kucke mat deenen 52 Wochen all Kéiers Punkt fir Punkt eenzel d'Leit.“ Och dat geet net. Och dat ass arbiträr. Do kënt Der net soen, deen ee kritt et, deen anere kritt et net. All d'Leit, déi an deem dote Fall sinn, hunn e Problem, dee muss realiséiert (veuillez lire: dee muss geregelt) ginn.

An ech mengen, du si mer higaangen a mir hunn zesumme mat de Partner gekuckt: Wat ass eng Léisung, déi et erméiglecht an deem ganze Prozess, wou mer ounideem amgaange sinn, dee jo och domat ze dinn huet, datt mer de Contrôle médical reforméiert hunn, wou d'Leit elo éischer gesi ginn,...? D'Leit ginn elo ab dem 40. Dag scho gesinn, fir ze evaluéieren: Si se nach fäeg, fir zréck op den Aarbechts-

maart ze kommen oder si se invalid oder musse se Méiglechkeete kréien, fir nach méi laang effektiv eng therapeutesch Hëllef ze kréien, fir erëm zréck op den Aarbechtsmaart ze goen?

Alles dat ass e Prozess, deen een zesummen ugepaakt huet, a mir koumen dunn op d'Léisung, datt mer einfach de Leit eng Méiglechkeet ginn, méi laang kënnen am Krankeschäin ze sinn, vun 52 Wochen op 78 Wochen.

An ech si frou, datt, mengen ech, hei keen - oder op jidde Fall wéineg - ugedeit huet, datt ee soll déi Limitt ophiewen, also op eng fräi Limitt - ech mengen, dat gouf vu kengem hei gesot -, well ech näämlech der Meinung sinn, datt iergendwou eng Limitt muss sinn. An dat huet näämlech domadder ze dinn, fir d'Krankegeld oder fir Coûten ze... Neen, et geet drëm: Dës Persoun ass eng Persoun, déi krank ass zu engem Moment an déi wëllt zréck op den Aarbechtsmaart kommen a wou de Patron och frou ass, datt en déi Persoun erëm zréck op den Aarbechtsmaart kritt, well et eng Persoun ass, déi laang am Prozess mat dran ass an déi och dem Betrib ganz einfach hëllef, flott produktiv Aarbecht ze maachen.

Hei hu mer also eng Léisung fonnt, fir ze soen: „Okay, mir gi sechs Méint méi laang Zäit, fir datt d'Persoun sech och effektiv kann zréckfannen.“ An deem ganze Prozess leeft et selbstverständlech virun, datt déi eenzel Méiglechkeeten nach ëmmer do sinn! Mä et kann nach ëmmer, mengen ech, d'Méiglechkeet sinn, datt medezinesch decidéiert gëtt: Déi do Persoun kritt eng Invalidérent, kritt eng temporär oder kritt eng definitiv. De Reklassement ass ëmmer méiglech, souwuel den interne wéi den externen ass méiglech, an et ass och méiglech, fir d'Persoun selwer ze suivéieren an eng Rei Méiglechkeeten ze ginn.

Dës Neierung, mengen ech, an dat wësst Der och, ass och e bëssen e Rüttelen an enger gëlener Kou eigentlech, déi ëmmer do war: déi 52 Wochen. Mir wëssen, datt dat e Fait war, deen eigentlech vun de Patronen souzesoen a Stee gemesselt war, well et ganz einfach esou war, datt kee wollt un déi 52 Wochen erugeen. An dofir mengen ech, och grad dat war ee vun de Kompromisser, fir ze soen: „Da kommt, mir ginn op déi 78 Wochen eraus.“ Mir gi sechs Méint méi Zäit a ginn op där anerer Säit awer och d'Garantie, datt dat dote vun der CNS iwwerholt gëtt, fir eben och hei ze kucken, fir d'Persoun erëm an den Aarbechtsprozess eranzekréien, wat dobäi awer eng Neutralitéit bréngt fir d'Betriben.

Op där anerer Säit, wat Dir ugeschwat hutt, déi 25 Milliounen, déi derbäikommen, och dat ass eppes, wat sech erginn huet iwwert d'Quadrupartite. Dir wësst, datt mer eng Quadrupartite haten, wou mer fir 25 Milliounen Prestatiounen fir d'Assuréeen decidéiert hunn, Prestatiounen, déi zu zwee Drëttel de Moment emgesat sinn an déi wäerten emgesat ginn. An an deem Konsens hate mer och Diskussiounen an der Quadrupartite mat der Regelung, datt mer géife kucken, fir fir plus ou moins deesewechte Montant eppes fir d'Patronen ze fannen, fir och hei vun där gudder Situatioun ebe kënnen ze profitéieren, fir och hei d'Charge erofzedrécken an dat kënne virunzeginn un hir Salariéen, och dat mat besseren Aarbechtskonditiounen a mat all deene Saachen, déi do drunhänken.

Mir hunn also hei gekuckt, op där enger Säit ze probéieren, de Leit wierklech... An d'Fro gouf gestallt: Wivill sinn et der dann elo? Jo gutt, de Moment kann ee vun ongeféier enge 400 schwätzen. Mä et ass schwéier, se genau ze zitéieren, se genau ze chiffriieren, well dat Ganzt jo e Prozess ass. Do sinn der, déi ewechfalen am Ufank, déi eng Invalidérent kréien. Do sinn der, déi ewechfalen, déi an de Reklassement kommen. Do sinn der, déi effektiv bis déi 52. Woch hunn, déi kann ee kucken. Et sinn der, déi ofgemellt gi schonn no der 26. Woch. Et ass also e Cumul an dofir: Déi Estimatiounen am Budget, déi mer ginn hunn, sinn natierlech Estimatiounen, déi een eréischt ka gesinn an deem Moment, wann effektiv och d'Gesetz eng éische Kéier applizéiert gëtt. Dir wësst, datt déi Coûten iwwert d'CNS respektiv, an deem anere Fall, iwwert d'Assurance dépendance, wa mer op d'Fleegeversécherung kommen, zréckzeféiere sinn.

Also, wéi gesot, dese Coût ass e Coût, dee gutt investéiert ass. Et ass een, deen eis wäert hëllef, virun allem och ze kucken, datt mer an Zukunft de Leit méi eng Chance ginn, déi de Pech hunn, krank ze ginn, déi hannendrun eventuell de Pech hunn, nach eng aner Krankmeldung ze kréien, also hei de Prozess vun deenen 52 och op 78 Wochen ze gesinn.

A wa mer et mam Ausland awer wëlle vergläichen, gesi mer, datt mer just an zwee Länner och déi 78 Wochen hunn. Dat ass an Holland an dat ass an Däitschland, mat awer Tauxen, déi wäit ënnert deene wéi bei eis leien, wat de Remboursement vu Krankegeld betrëfft.



An da fir mech eppes ganz Essentielles, dat mer och an deemem Kader mat ugepaakt hunn - dat war am Ufank net ugeduecht, dat stëmmt -, dat ass de Volet vun der Reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques. Ech mengen, dat ass e ganz wichtegt Element. Ech mengen, dat gouf och vu jiddwerengem, sou wéi ech dat hei verstanen hunn, begréisst. Dat ass e flott Element, fir effektiv dat ze evitéieren, wéi et de Moment an der Praxis gelaf ass:

An der Praxis gouf ech vu ville Leit ugeruff, déi sech Congé geholl hunn, fir déi doten Zäit ze iwwerbrécken, déi dann ebe probéiert hunn, mat Congé ze spillen, wou se dann zweemol an der Woch gaange si respektiv dann de Rescht doheem bliwwen sinn. Alles dat, mengen ech, brauch elo net méi gemaach ze ginn. An elo ass et, virun allem och duerch d'Flexibilitéit, dat dat Ganz iwwert d'CNS iwwerholl gëtt, esou, dat een am Krankeschäi bleift. A wann et een Dag net geet, da rufft een un: „Et geet net“, an da kéint een eben en aneren Dag. Et ass wierklech eng Flexibilitéit do. An et ass genau op d'Leit, op d'Assurées ugeschwat (veuillez lire: zouggeschneiden), fir datt si effektiv och kënnen no an no an de Prozess erakommen.

A mir hunn och hei agefouert, dat et ka si 25%, 50%, 75%, soudatt een a fur et à mesure probéiert, erëm an de Prozess eranze kommen. Dat huet net nëmme mat der Gesondheet ze dinn, wat de Krankheitsfall betrëfft, wat d'Krankheitsbild betrëfft. Neen, dat ass och e moraleschen Aspekt, deen een hannendrun huet, dee mat Sécherheet och hei kann a wäert spillen.

De Volet da vun der Fleegeversécherung: Bei der Fleegeversécherung wëll ech och nach eng Kéier betounen, datt dat en Accord ass, deen ech a Verhandlungen an dräi Reunionen, déi ech mat deenen eenzelne Partner hat, ofgeschloss hunn. A mir hu souguer eng gemeinsame Pressekonferenz gemaach, fir déi doten Annerungen am Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung no bausen ze droen. D'COPAS war do. Et war eng Gewerkschaft do. Et waren zwou Gewerkschaften net präsent, si waren invitéiert. Si sinn net komm aus diverse Grënn. War dat vläicht, well mer esou fläisseg waren an esou séier mam Projet virukommen? Dat kéint et eventuell gewiescht sinn. Ech weess et net.

Op jidde Fall ass et esou, datt deen heite Projet vu sämtleche Partner um Dësch gedroe gouf a mer, wéi gesot, eng gemeinsam Pressekonferenz haten, fir dat doten eriwuerzebréngen. Dofir ginn ech och dovunner aus, datt sämtlech Partner, dat war d'COPAS, dat war den OGB-L, dat war d'CGFP, dat war den LCGB, déi mat derbäi waren an déi dat dote matgedroen hunn, och wäerten an Zukunft dozou stoen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Entschëllegt, Här Minister, den Här Spautz wollt reagieren.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Selbstverständlech. Da kann ech eng Schlupp drénken.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Merci, Här Minister. Ech wollt just d'Fro stellen: Wann een awer den Avis liest vun der COPAS, do stelle se awer erëm Froen, notamment „courses-poursuites“ oder „courses-sorties“, do stelle se awer nach eng Kéier dat an hirem Avis a Fro, gell.

(Interruption)

Well Der dat elo esou gesot hutt! An hirem Avis, dee mir an der Kommissioun virleien haten, stelle se dat nach eng Kéier a Fro.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech soen lech nach eng Kéier, beim Dialogue social zielt fir mech en Accord, zielt fir mech e Wuert, an dat hu mer eis deemools ginn, datt dat doten dat wier, wat sech géif op déi aktuell Positionen bezéien. An ech ginn also dervun aus, datt dat heiten och esou suivéiert gëtt. Op jidde Fall gesinn ech, datt an der Realitéit dat heiten och esou ukomm ass. An ech hunn nach an dëser Woch mat enger Rei Prestatairé geschwat a jiddwereen ass am Prinzip zefridden, esou wéi et de Moment formuléiert ass an och emgeännert ass.

Mir haten ee Punkt, wou se frou waren, datt mer an der Kommissioun net den Avis vum Statsrot suivéiert hunn. Dat war mat de 50% an dat vu Woch op d'Joer ze gesinn. Ech mengen, do ware se frou. An dat hunn ech och esou gesinn, well wa mer wëllen eng Flexibilitéit drakreien, da muss mer et op d'Joer effektiv gesinn. Dat war e wichtige Punkt nach bei hinnen.

An ech mengen, déi Saach mat de Courses-sorties, déi mer jo elo anescht nennen a wou een och eng Kéier muss emol erklären, em wat datt et eigentlech gounn, an och, wéi iwwerhaapt d'Annerunge vun dëser Fleegeversécherung sinn, do soen ech och, et si Verbesserungen,

mä et ass net d'Réckgrad vun dëser Fleegeversécherung, et ass net d'Iddi vun der Fleegeversécherung, déi gebrach gëtt! Mir schaffe virun an deenen eenzelne Klassen, déi bis elo net zur Diskussioun stinn! Déi sinn akzeptéiert, well d'Leit gesinn, datt se virun allem am Kader vun de Prestations en espèces vill méi erauskreie wéi virun.

Mir gesinn derniewent, virun allem och an deenen aneren Ëmsetzungen, datt genau d'Qualitéit ukomm ass dobaussen, op där anerer Säit virun allem och dee ganze Volet vun den Astufungen ukomm ass, datt effektiv jiddweree verstanen huet, datt en op déi Besoinen, déi en huet, och kann eragoen. An d'Flexibilitéit ass eng, déi souwuel fir d'Prestatairé wéi fir d'Leit selwer ukomm ass. An dat heiten, wat derbäikéint an deene véier Punkten, déi mer hei änneren, sinn zousätzlech Saachen, vun deenen ech vun Ufank u gesot hunn, mir missten déi kucken.

Dat Éischt ass dat virun allem mat dem Volet vun de Garden, wou mer gesot hunn, mir missten effektiv kucken, ob déi Garden, déi festgestat sinn, déi véier, ob déi duerginn, well mer eis jo referéiert hunn op Referenzen vun 2015, do wou mer d'Zuelen net alleguerten haten. Mir gesinn, datt déi net duerginn a mir hu se festgeluecht elo op zéng. Mir sinn awer der Meinung, datt wahrscheinlech a ganz ville Fäll déi zéng zwar wäerte verschriwwen ginn, mä wahrscheinlech net gebraucht wäerte ginn, well eng ganz Rei vu Leit dee Besoin net wäerten hunn. Mä wa se gebraucht ginn, da si se do, fir gebraucht ze ginn.

Wat d'Courses-sorties betrëfft, mengen ech, hu mer kloer elo drageschriwwen, datt jiddweree, deen e Besoin huet an deen effektiv eng Gefor leeft, isoléiert ze gi par rapport zur Gesellschaft, d'Méiglechkeet elo wäert hunn, fir kënnen des Courses-sorties vu véier Stonnen ze kréien, fir eben akafen ze goen, fir eben op d'Bank ze goen, fir eben derniewent bei den Dokter ze goe respektiv aner Saachen och derniewent ze maachen. An, ech mengen, wa mer an der Praxis kucken, wéi et virdu war: Jo, et waren der do, déi fënnel Stonnen haten. Mä d'Moyenne louch bei zwou Stonnen d'Woch, dat wëll ech och eng Kéier soen, fir kënnen deen Impakt ze soen.

A wat d'Astufung ubetrëfft - wie kann dovunner benefidéieren -, muss ech soen, all déi, déi virun d'Courses-sorties haten, goufen integral ëmgewandelt op 40 Stonnen Garde en groupe, krute se also alleguerten accordéiert. An och déi nei wäerten all esou evaluéiert ginn. Deen, deen de Besoin huet, dee kritt en, an deen, dee kee Besoin huet, dee kritt en och net. Dat ass genau wéi bei anere Soinen och, déi gi ginn. Wann een ee gewëssene Soin net brauch, da brauch en en natierlech och net verschriwwen ze kréie respektiv brauch en en och net an Usproch ze huelen.

An et muss een och net - wéi ëmmer gesot gëtt dobaussen -, wann een déi 40 Stonnen och kritt, da muss een net an e Foyer goen, fir kënnen vun deene véier Stonnen ze profitéieren. Ech kann och soen: „Ech wëll nëmme déi véier Stonnen huelen an ech brauch déi aner Stonnen net.“ Och dat, mengen ech, si Saachen, déi no bausse gestreet goufen, déi vun Ufank u net esou gemengt waren an déi och net esou geduecht waren a wou ëmmer gesot gëtt: „De Minister muss d'Gesetz änneren!“

Jo gutt, mir änneren et elo, fir ganz kloer ze sinn! Dat stëmmt! Mä an der Regel hätte mer eis eigentlech nëmme missen op dat beruffen, wéi et virun an der Konventioun war a wéi et virdu vun de Prestatairen applizéiert war. Och do gouf konvertéiert vu Grupp an individuell, vun individuell a Grupp, an do huet keen d'Fro gestallt: Steet dat dann elo am Gesetz oder steet et net am Gesetz? Et gouf einfach esou gemaach.

Ech mengen, vun deem Standpunkt aus maache mer et elo ganz kloer. Et ass eng weider Verbesserung. Et ass eng Kloeerstellung, déi heiriwwer erauskéint. An dat erlaabt eis dann och, mengen ech, deen dote Punkt ganz kloerzestellen an dann hei elo eng Fleegeversécherung ze presentéieren, déi deem nach eng Kéier gerecht gëtt, wéi mer et vun Ufank u ginn hunn, mat deene wichtegen Elementer: Qualitéit an de System, Flexibilitéit, Perennitéit vum System; selbstverständlech mat engem gréisstméigleche Fokus, fir d'Leit esou laang wéi méiglech gutt versuergt doheem ze halen an, wann dat net geet, an en Etablissement weiderzeleeden, do, wou se dann och exzellent versuergt ginn.

An eng Rei Saachen, déi am Domicile ofgedeckt sinn, déi net am Etablissement ofgedeckt sinn, déi hu mer jo iwwert déi sougenannten AAEn ofgedeckt, do wou ee Package ass, wou alles ka mat ofgedeckt ginn - fir och déi Besoinen, déi hei ugeschwat sinn, nach eng Kéier kloerzestellen.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir déi flott Debaten, déi mer haten an der Kommissioun, op där anerer Säit awer och hei an der Chamber. Ech mengen, hei ass e Gesetz, dat elo nach eng Kéier verbessert gëtt, d'Strukture vum Gesetz bleiwe bestoen. An ech si frou, datt mer dëst Gesetz och nach virun Enn vun dëser Legislaturperiod gestëmmt kréien, soudatt d'Leit och direkt kënnen an de Benefiss vun dëse Mesurë kommen.

Merci.

Ech mengen, den Här Spautz hat nach eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Spautz huet d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Jo, Merci. Här Minister, ech kommen nach eng Kéier zrëck op d'Valeurs monétaires. Wéi geet dat elo mat deenen zwou Valeur-monétaires am Kader vun der CNS?

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat ass jo elo e bëssen e Volet, deen aus... Mä et ass awer kee Problem. Mir si jo hei, fir ze äntwerten op Froen an dat maachen ech selbstverständlech.

Ech mengen, Dir wësst, datt déi dote Valeur monétaire an d'Diskussioun koom, nodeem jo 2012 virun allem och d'COPAS net méi d'Verdeelung vun där sougenannter „supplémentärer Valeur monétaire“ gemaach huet an et eigentlech eng Valeur monétaire nëmme méi gouf.

Mir wëssen awer, datt (veuillez lire: datt Verschiddener), virun allem am Kader vun deenen Haiser, déi nach eng Rei Kontrakter sous ancien régime FHL hunn, méi eng héich Belaaschtung hunn. Mir hunn also festgehalen, an dat war en Engagement, deen d'COPAS ginn huet an de Verhandlung mat der Regierung a mat deenen eenzelne Patronatsvertrieder, déi do souzen, datt si an Zukunft déi Verdeelung, esou wéi 2012, erëm géife selwer maachen.

Mir als Regierung hunn eis da verpflichtet - et gëtt jo iwwert d'Assurance dépendance financéiert -, fir déi sougenannten „fresh money“, soen ech emol esou, eranzeginn: 40% vum Stat, 60% iwwert d'Cotisations. Et leeft also vun 2018 un. An ech mengen, et ass am Moment amgaangen: Déi Konventioun, déi zwëschen der CNS an der COPAS besteet, wou d'Fixatioun iwwert d'Valeur monétaire genau geregelt gëtt, déi gëtt de Moment ausgeschafft a ganz kloer definéiert. An an där gëtt da festgehalen, datt et eng éischt Valeur monétaire gëtt. D'Salairé gi bezuelt. De Retour kéint erëm, wat de Coût ass. Et gëtt eng zweet Valeur monétaire definéiert, déi da vun der COPAS un déi eenzel Haiser verdeelt gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Da wäre mer prett fir ofzestëmme. Et ass gefrot ginn...

(Interruptions)

Jo, mä et ass dat, wat ech maachen!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et ass gefrot ginn, den Artikel 45 vum Chambersreglement nuzenduen an e Vote séparé iwwert den Artikel 2 Punkt 4 ze maachen. Vu dass dat gefrot ass, maache mer dat.

Vote séparé sur l'article 2, point 4 du projet de loi 7311

Wien also d'accord ass mam Artikel, wéi en am Moment dosteet, seet Jo. A wien dergéint ass, wéi en elo dosteet, seet Nee. Dat heescht, d'Bestätegung vum Text ass Jo an d'Agooen op d'Fuerderung vun de Kollege vun déi Lénk wär Nee.

(Interruptions)

A wie sech enthält...

(Interruptions)

Bon, jo.

► **Une voix.**- Kënnen mer zur Saach kommen?!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo!

(Hilarité)

Ass alles kloer?

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir géifen also ofstëmme. An d'Ofstëmmung fänkt un.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Den Här Reding ass schon dobaussen!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Procuratiounen nach. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

35-mol fir den Text, wéi en elo ass, 2-mol net fir den Text, wéi en elo ass, an dann 23 Abstentionen. Domat bleiwe mer beim alen Text, esou wéi e proposéiert ginn ass am Regierungstext.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen).

A mir géifen dann iwwert den Ensembl vum Projet de loi ofstëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7311 et dispense du second vote constitutionnel

Do gëllt datselwecht: Wie mam Projet d'accord ass, seet Jo. Wien net dermat d'accord ass, seet Nee. A wie sech enthält, jo, deen enthält sech.

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

38-mol Jo an 22 Abstentionen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7311 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen).

Ech stellen d'Fro vun der Dispens? Jo?

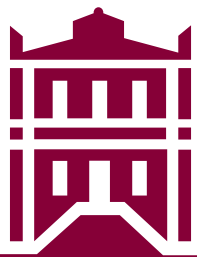
(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Rendez-vous ass muer de Moien um eefel Auer fir den Debat iwwert de Rapport vum Mediateur, vum Ombudsmann. An d'Sëtzung ass eriwuer.

(Fin de la séance publique à 17.02 heures)





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)
- Rapport de la Commission des Pétitions: Mme Claudine Konsbruck
- Ordre du jour (suite)
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Question parlementaire n°3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés
- Mme Martine Mergen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite)
- Débat: Mme Cécile Hemmen, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Roy Reding, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 11.06 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sëtzung op a begréissen ënner eis den neien amerikaneschen Ambassadeur, den Här James Randolph Evans. Welcome to the Luxembourg Parliament!

Ech begréissen da gläichzäiteg och während der Debatt iwwert de Rapport vun dem Ombudsmann/-fra d'Madamm Claudia Monti, déi bei eis ass, an entschëllege mech direkt och fir déi kleng Verspéidung.

2. Ordre du jour

Mir hunn déi Fro, déi net beäntwert war vun der Regierung, un den Ufank vun der Sëtzung geluecht, an Ofsprooch mam Minister, deen awer schéngt zrëckgehalen ze sinn. Dann, mengen ech, géife mer mat eisen normalen Aarbechten ufänken an da muss de Minister ebe waarden, bis dass mer eis Fro kënnen drunhuelen. Wann dat och an der Rei ass fir d'Madamm Hansen, da maache mer dat esou.

(Assentiment)

► **Plusieurs voix.** - Mergen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Madamm Mergen. Entschëllegt! Da maache mer dat esou.

A mer géifen dann zum Débat d'orientation iwwert de Rapport d'activité vun dem Ombudsmann 2017 iwwergoen. De Modell ass de Modell 1. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Claudine Konsbruck. Madamm Konsbruck, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)

Rapport de la Commission des Pétitions

► **Mme Claudine Konsbruck (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, léif Kollegen, erlaabt mer fir d'Éischt am Numm vun der Petitionskommission dem Claudia Monti e grouse Merci ze soe fir säin Engagement während dem leschte Joer a fir deen detailléierte Rapport, dee mer mat grousem Interessi an der Kommission gekuckt hunn.

D'Madamm Monti ass nei säit engem Joer. Et ass en neie Rapport, dee bréngt och mat sech en neie Stil. Contrairement zu hirem Virgänger huet se keng Recommandatiounen un d'Regierung adresséiert, mä si geet an hirem Rapport ganz genau an op eenzel Fäll an op eenzel Schicksaler, déi se concernéiert hunn.

Just pour rappel: De Mediateur gétt et säit 2003. An dëser Period huet en a senge Rapporten am Ganzen 52 Recommandatiounen adresséiert. Déi eng si méi schnell behan-

delt gi wéi anerer, anerer sinn immens lues behandelt ginn. E ganz negativt Beispill ass d'Autorité parentale. Do ass d'Virgeschicht: Do hat de Mediateur 2005 eng Recommandatioun gemaach, fir dat unzepassen un en Arrêt vum Verfassungsgericht vun 1999; d'Recommandatioun Nummer 19 vun 2005. Mir hunn awer d'est Joer, d'Chamber huet d'est Joer elo virun e puer Wochen d'Gesetz erëischt gestëmmt, sou dass déi Recommandatioun leider Gottes immens laang gebraucht huet, bis se duerchgesat ginn ass. Mä dat ass elo een negativt Beispill. Et gétt ganz vill aner Beispiller, déi awer méi séier behandelt gi sinn.

D'Madamm Mediateur ënnersträicht an hirem Rapport, och zu Recht, d'Importanz vun de mënschleche Relatiounen a leet hir Prioritéit op de mënschlechen Aspekt. Dee Volet, dee geet wéi e roude Fuedem duerch de Rapport, duerch déi 130 Säite vun hirem Bericht.

Et dierf een net vergiessen, dass d'Verwaltungen, sief et staatlécher, sief et op Gemengenniveau, haaptsächlech e Service public sinn, en Dëngscht um Bierger, deen do ass fir de Bierger. Dofir ass a bleift de Kontakt mam Bierger an d'direkt Gespréich eng Prioritéit. D'Missiou vum Mediateur ass jo éischters, fir den Dialog mat de Verwaltungen ze vereinfachen, an zweetens, fir d'Vertrauen an d'Verwaltungen ze verstärken.

D'Madamm Mediateur mécht och en interessante Kommentar iwwert d'Maison des droits de l'homme. Si schreift erstaunlecherweis, dass se net wëllt an déi Maison des droits de l'homme integréiert ginn a beriff sech dofir op hir Onofhängegkeet an hir spezifesch Roll. Et ass jo virgesinn, dass an déi Maison des droits de l'homme all déi Instanze solle kommen, déi mat Mënscherechter ze dinn hunn. Et ass de Mediateur, als Mediateur an als Contrôleur externe, et ass d'Mënscherechtskommission, et ass den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, de Centre pour l'égalité de traitement an de Médiateur de la Consommation an de Médiateur de la Santé.

Mir haten eng Diskussioun an der Petitionskommission iwwert dee Punkt a bleiwen awer der Meenung, dass effektiv déi Pist misst weidergefouert ginn. Et ass jo keng Fro vun Onofhängegkeet vum Mediateur; déi ass a bleift natierlech garantiert. Mä eng Integratioun vun hirem Büro an d'Maison des droits de l'homme bréngt awer eng Rei praktesch Avantagé mat sech, sief et, dass se kënnen e gemeinsame Sekretariat deelen, sief et, dass se kënnen eng gemeinsam Bibliothék deelen oder eventuell och eenzel Poste vläicht sech opdeelen.

Dofir hat d'Commission des Pétitions, wéi gesot, doriwwer geschwat. A si wäre frou, wann dee Projet kéint esou weidergefouert ginn, wéi et och am Regierungsprogramm vun 2013 festgehalen ass.

Här President, d'Madamm Monti ënnersträicht och an hirem Rapport de Problem vun der Komplexitéit vun de Gesetzer, déi mer hei am Haus heiansdo stëmme. Et kënn vir, dass Gesetzer sech deelweis iwwerschniden, dass se keng Transitionperiod virgesinn, dass se oft ugepasst musse ginn. De Bierger weess oft net, wat hie wou ka fannen.

D'Texter sinn och net ëmmer kloer oder verständlech fir de Mann vun der Strooss. Derbäi kënn nach, dass d'Gesetzer heiansdo relativ schnell duerch d'Instanze gejummt ginn an dass d'Qualitéit dorënner heiansdo leit. Deen Aarbechtsrhythmus, dee mer an de leschte Wochen haten, ass leider Gottes och eng gutt Illustratioun vun deem Problem. Et ass ganz wahrscheinlech, dass bei deene Gesetzer, déi mer elo an de leschte Wochen hei gestëmmt hunn, eng Rei materiell Feeler virgefall sinn, well, wéi gesot, souwuel d'Ministère wéi de Statsrot wéi d'Chamber hunn immens schnell misse schaffen.

Dee Problem vun der Qualitéit vun de Gesetzer ass e Message un d'Regierung, mä awer och natierlech un ons all hei am Héijen Haus, déi déi Texte mussen analyséieren, amendéieren a finalement ofstëmme.

En anere Message vum Mediateur geet un ons Gemengepappen an ons Gemengemammen. Et ass e Fakt, dass am Fong vill manner Reklamatiounen beim Ombudsmann agereecht gi wéinst Problemer am Kontakt mat Gemengen. Am Joer 2017 waren et der 95 am Ganzen. Et waren 1.149 Fäll, déi Ministère betreffen. Et ass eng relativ kleng Zuel awer. Den Taux de correction bei de Gemengen ass awer méi déif wéi dee beim Stat. Deen ass bei 55,6%, wou d'Gemengen, wéi gesot, dee Moment dem Mediateur recht ginn hunn.

An e kleng Bemoll vum Mediateur a sengem Rapport ass, dass d'Gemenge leider Gottes relativ oft op Affekoten zrëckgräifen, fir de Problem mat him ze besprieche respektiv ze léisen. Dofir e klengen Appell un ons Gemengepappen a Gemengemammen: Sicht den direkte Kontakt mam Mediateur a spuert och d'gementsprechend schon eng Rei Suen an Ärem Budget! Dat ass eng Moosnam, déi dem Mediateur géif ganz entgéintkommen an och vläicht d'Saach géif heiansdo vereinfachen.

Elo géif ech op d'Zuelen zrëckkommen, déi am Rapport vun 2017 stinn. Wéi all Joer ginn déi Zuelen an d'Luucht. 2017 ass de Mediateur befaasst gi mat 1.149 Reklamatiounen oder Fäll, déi Ministèren oder staatlécher Instanze betreffen. Dat Joer virdrun, 2016, waren et der 857, 2015 waren et 743 Fäll. Den Taux de correction global vun all deene Reklamatiounen läit bei 86,8%.

Déi Zuele beweisen, dass d'Institution vum Mediateur gutt fonctionnéiert an och beim Public gutt bekannt ass an dobaussen ëmmer méi visibel gétt.

D'Hitparad vun de Reklamatiounen, wann ech esou soe kann, dat sinn nach ëmmer déi nämlecht dräi Ministère: Et ass éischters d'Affaires étrangères, direction de l'Immigration, déi ganz vill Fäll hunn; de Ministère de la Sécurité sociale an op drëtter Plaz de Ministère de la Famille an d'Finanzen ex æquo.

Bei dräi Ministère si keng Reklamatiounen erakomm: Dat sinn d'Égalité des chances, de Sport an den MSI, d'Sécurité intérieure.

Zwee staatlécher Servicer hunn en Taux de correction vun 100%: Dat ass den Interieur an d'Justiz.

Ech wëll kuerz op eenzel Fäll just agoen. Ech mengen, de Rapport ass 132 Säite laang an d'Detailer fannt Der, wéi gesot, an den eenzelne Kapitelen an och am Rapport vun der Petitionskommission, déi am Fong de Resumé gemaach huet vun all deene Fäll. De Rapport ass jo och un déi concernéiert Kommission geschéckt ginn, déi och Stellung geholl hunn zu deene Reklamatiounen, déi si betreffen.

Dräi eenzel Fäll wollt ech erausgräifen. Éischters d'Immigratioun, wat, wéi gesot, nach ëmmer ee vun den Haaptuleisse vun de Leit ass, déi bei de Mediateur ginn. Do ënnersträicht de Mediateur, dass e befaasst ginn ass mat Retarde bei Erneierunge vun Titres de séjour, nottamment duerch Personalproblemer. De Minister Gramegna war d'lescht Woch an der Finanzkommission an huet ons do och gesot, dass am Fong am Budget 2018 relativ vill rekrutéiert ginn ass, soudass, mengen ech, och an der Immigratioun eng Rei Leit bäikomm sinn, an dat misst dozou bäidroen, dass déi Problemer an Zukunft geléist ginn.

Beim Regroupement familial mengt de Mediateur, dass dat Gesetz e bëssen ze strikt ass. Ons Gesetzgebung gesäit vir, dass déi Demandé mussen agereecht ginn innerhalb vun dräi Méint. Am Ausland sinn déi Delaie vill méi laang. D'Belsch huet zwielef Méint am Gesetz, a Frankräich ass keen Delai virgesinn, soudass och d'Madamm Monti do d'Fro opwerft, ob een dat net eventuell misst upassen.

Am Service Réfugiés war en akute Personalproblem. Deen ass awer och, mengen ech, an de leschte Méint opgehuewe ginn, well dat Personal ass verduebelt ginn.

Zweete Ministère, dee relativ vill Fäll och mat sech bréngt fir de Mediateur, dat ass de Ministère de la Famille. Do sinn eng Rei Reklamatiounen agaangen iwwert de Congé parental, iwwert d'Ausbezuule vun den Allocations familiales, iwwert d'Konditiounen, fir e Congé parental à temps partiel ze kréien. D'Detailer fannt Der, wéi gesot, am Rapport vum Mediateur Säit 71 an déi hannendruckommen.

Drëttes Sujet, Sécurité sociale, do sinn eng relativ héich Zuel vu Fäll bei de Mediateur gedroe ginn iwwer Reclassement professionnel an d'Fro, ob d'Leit, déi nach en Aarbechtskontrakt hunn, mä net méi apte sinn, fir ganz ze schaffen, mä awer kee Krankeschäin hunn, nach kënnen e Reclassement froe bei der Commission mixte vun der Sécurité sociale. Do si relativ laang Developpementer am Rapport iwwert déi Problemer. D'Madamm Monti huet do och, den Ombudsmann huet eng aner Lektür vun deenen Texter, dat ass och eng interessant Diskussioun wäert. Mä ech mengen, mir kommen nach eng kéier an nächster Zäit dorop zrëck.

Voilà, wéi gesot, ech wollt net ze vill an den Detail goen. D'Rapporte si laang, d'Petitionskommission huet och e Rapport gemaach, deen e bësse méi kuerz ass. Ech verweisen lech dorop.

Fir ofzeschleissen nach e puer Eckdate vun den Aarbechte vun der Kommission. De 7. Mee huet d'Madamm Monti hire Rapport un d'Chamber agereecht. Den 8. Mee war d'Presentatioun vum Rapport un déi concernéiert Kommissionen. Den 29. Mee waren Echängé vun der Madamm Monti mat der Petitionskommission. Den 12. Juli hat ech déi grouse Eier, als Rapporteur genannt ze ginn an do sinn och meng Konklusione schon ugeholl ginn an der Kommission. A finalement ass mäi Rapport ugeholl ginn de 24. Juli, unanime.

Voilà, dat ass am Fong alles, wat ech haut zu deem Punkt wollt soen. Ech soen der Madamm Monti nach eng kéier Merci fir hiert Engagement an ech wënschen hir eng gléckleche Hand fir déi nächst Méint an en oppent Ouer fir ons Bierger. E grouse Merci och un d'Petitionskommission, un de President Marco Schank. An ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice.

4. Ordre du jour (suite)

Ech wollt d'Chamber elo an enger méi spezieller Fro aschalten. De Minister ass elo bei eis, fir op déi Fro vun der Madamm Mergen ze äntwerten. Ech mengen, d'Madamm Mergen ass de Moment net heibannen.

(Interruption)

Neen, dat ass kee Problem. Da misste mer vläicht de Minister fir den Nomëtteg virgesinn. Wann dat okay ass?

► **Plusieurs voix.** - Si ass awer do.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann d'Chamber d'accord wär, fir tëschent dem Rapporteur an der Debatt déi Fro anzebauen, da géife mer dat esou maachen. Soss géife mer et am Nomëtteg maachen.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei trëfft den Deputéierten awer wierklech elo keng Schold. Mir hu probéiert, jiddwerengem et recht ze maachen. Wann d'Madamm Mergen prett ass, da géife mer déi exceptionnel Prozedur huelen an elo op d'Fro äntwerte loosse. Madamm Mergen, Dir hutt d'Wuert.

5. Question parlementaire n°3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Entschëllegt, Här Minister, ech war meng Consultatioun ëmdisposéiere während dem Rapport. Ech soen lech Merci, Här President, dass ech déi Fro hei nach ka stellen, well si kënn mer awer ganz wicteg vir. An ech mengen, dass och d'Madamm Monti net oninteresséiert ass un der Äntwert, déi den Här Minister gétt.

Ech hat se eigentlech un dräi Ministere gestallt, an zwar souwuel un den Här Meisch well et ass ons zu Ouere komm, dass anscheinend Mineur-non-accompagné géifen am Centre socio-éducatif de l'État sätze respektiv souguer an der Unité de sécurité.

Mir hunn ons natierlech gefrot, vu dass d'Mineurs non accompagnés awer eng vun onse gréissere Suerge sinn am Kader vun der Immigration a vun der Integratioun, ob dat iwwerhaapt méiglech ass. Dat ass och den éischten Deel vu menger Fro. Dat heescht, dat misst dann den Här Minister mer bestätegen a wivill dass et der sinn, well et ass vun e puer geschwat ginn, engem schwéiere Fall, mä et ass vun e puer geschwat ginn, an dat hat ons awer relativ - relativ - schockéiert.

Mir sinn der Meenung, dass aner Strukturen existéieren, fir déi Mineuren opzefänken. A mir hunn ons dunn d'Fro gestallt, an dat ass och eigentlech d'Fro, déi ech haut hunn, firwat dass déi Mineuren, wa se dann do sinn, wierklech bis an d'Unisec eraplaceiert gi sinn. An ech soen dem Här Minister Merci fir seng Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Mergen. An den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Och Merci fir d'Flexibilitéit vun lech a vun der ganzer Chamber an och vun der Madamm Mergen, déi d'Fro gestallt huet.

Et ass esou, datt mer haut op deem Dag ee Mineur, e männleche Mineur an der Unisec zu Dräibur placéiert hunn. Deen ass do placéiert, well et e Gerichtsuerdeel gëtt, wat de 14. Mee 2018 rechtskräfteg ginn ass, en Uerteel vun Jugendrichte. Eier en dunn an d'Unisec transféiert ginn ass, war en och schon am Centre pénitentiaire de l'État, an der Section disciplinaire vum Centre pénitentiaire de l'État, dat nodeems en eng ganz Rei vun Infraktiounen um Territoire hei zu Lëtzebuerg gemaach huet.

Mir sinn do an engem Fall, wou déi Persoun wuel eng Demandé gestallt huet fir d'Protection internationale. Déi ass alleréisch refuséiert ginn. En huet dunn e Recours beim Tribunal administratif lancéiert. Säin Affekot huet wesse geden, datt en zu engem gewëssenen Zäitpunkt éischer d'Ambitioun hat, de Retour volontaire a säin Ursprungsland unzestriewen. Dat ass momentan, souwäit mir wëssen, awer net méi esou. E mécht och keng konkret Demarchen. E mécht eigentlech och guer keng aner konkret Demarchen, fir och elo säi Statut ze klarifiéieren hei zu Lëtzebuerg.

Et muss een awer och soen, datt säi Statut net deen ass vun engem Mineur non accompagné! Dat ass kloer, obschonn en aus engem anere Land kënnt, obschonn en eng Demandé gemaach huet, déi refuséiert gouf. En ass och effektiv haut mineur. En ass am August 2000 gebuer, also huet en... jo, mineur ass en och net méi ganz, ganz laang.

Dat ass dat, wat ech lech op déi dote Fro kann äntwerten. Nach eng Kéier: Firwat en am Centre socio-éducatif de l'État, an der Unisec zu Dräibur ass, dat ass eng Decisioun an en Uerteel vum Jugendgericht.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da géife mer mat der Debatt iwwert de Rapport vun Ombudsmann weiderfueren. An d'Wuert huet elo d'Madamm Cécile Hemmen.

6. Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite)

Débat

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Här Minister, am Numm vun der sozialistescher Fraktioun wëllt ech der Madamm Claudia Monti och fir hiren Engagement an hir exzellente Aarbecht felicitéieren. D'Unzuel vun den Affären, déi mer an hirem Rapport ermännen, ënnersträicht emol méi d'Wichtigkeet an eiser Gesellschaft vun der Institution Ombudsmann.

Ombudsmann - ass et derwärt, fir et nach emol ervirzehiewen? - assuréiert d'Funktions vun der Mediatioun, vun der Concertatioun, der Promotioun vun de Gesetzter a setzt sech a fir d'Gläichstellung an der Applikatioun vun de Gesetzter a vun den Texter.

Eis nei Mediateure ass hiren Aufgabe gerecht ginn an huet hir Kompetenzen agesat, fir d'Relatioun mat de Verwaltungen ze verbessern. Vill Affäre sinn traitéiert ginn. Mä och d'Madamm Monti huet eigentlech keng Recom-

mandatioun formuléiert. Wie sech awer mam Rapport auserreesetzt, wou vill Beispill bis an de leschten Detail zitéiert ginn, dee wäert schon all déi Lektioone verstanen hunn, déi op déi Situatiounen zoutreffen, an eigentlech sinn déi eenzel Konklusiounen awer och als verstoppte Recommendationen ze verstoen.

Erlaabt mer, dass ech och hei net op déi eenzel Fall wäert agoe respektiv d'Konklusiounen. Dat huet d'Rapportrice zum Deel scho ganz gutt gemaach, an ech wëllt hir och heifir Merci soen. Mä ech wëllt just e puer spezifesch Punkten ervirhiewen.

Fir d'Éischt emol de Volet vun der Maison des droits de l'homme, wou jo och scho rieds gaangen ass a wou d'Mediateure sech an hirem Avant-propos vum Rapport dergéint ausgeschwat huet. Hei sollt jo eigentlech ënner engem Daach d'Servicer vun der Mediateure a vum externe Contrôle vun de sougenannte Lieux privés de liberté, dem CELPL, zesumme mat der Kommissioun vun de Mënscherechter, dem Centre pour l'égalité de traitement, dem ORK, also dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dem Mediateur vun der Consommation an dem Mediateur Santé ënnerbruecht ginn.

Firwat dass si elo net op dee Wee wëllt goen, huet d'Madamm Monti net weider explizéiert, ausser dass si natierlech och d'Onofhängegkeet vun hirem Institutioon souzosen évoquéiert huet. Mä dëst Haus vun de Mënscherechter sollt dach awer d'Synergie vereinfachen, et sollt den Dokumentationszentrum an och d'Generalsekretariat zesummeleeën.

Dës Zesummeleung war och op de franséische Modell ausgerichtet, deen déi sougenannten „défenseurs des droits“, d'Missioun vum Mediateur de la République, de Kannerrechter a soss héich Autoritéit vun der Lutte géint Diskriminatiounen, regroupéiert huet.

Och ass d'Madamm Monti net op d'Recommandatioun Nummer 51 vun hirem Virgängerin, der Madamm Lydie Err, agaangen, wou et dréms geet, fir déi verschidde Kompetenzen vum Mediateur iwwert d'Gesetz vum 22. August 2003 besser ze verankeren. D'Institutioon Ombudsmann sollt esou weider Zoustännegkeete kréien am Beräich vum Schutz vun de Mënscherechter an iwwerhaapt sollt de Wierkungsberäich op de ganze Volet vun den éffentlech-rechtlechen Dénegschtleeschungen erweidert ginn. Och ass jo schon driwwer geschwat ginn, fir d'Gerichtsprozeduren zäitweilig ze ënnerbrieche während där Zäit, wou eng friddlech Solutioun ugestriift gëtt, déi dann och während där Zäit net nach mat weidere Fraise verbonne wier.

Och ass d'Mediateure net op d'Froen agaangen a Relatioun mat der sougenannter Recommendation 52, déi eis virun engem Joer zerguttstert hei beschäftegt huet. Effektiv, duerch d'Gesetz vum 11. Abrëll 2010, dat sech op d'Approbiatioun bezitt vum fakultative Protokoll iwwert d'Konventioun géint Tortur an aner Peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ass d'Mediateure designéiert ginn, fir den externe Contrôle ze iwwerhuele vun de sougenannte Lieux privés de liberté. Dës Service huet als Missioun, fir ze iwwerwaachen, ob déi international Normen an och dat nationaal Recht a puncto Mënscherechter op eise Territoire iwwerall do respektéiert ginn, wou d'Leit agespaart sinn oder sech net fräi an der Gesellschaft beweegen kënnen. An dëser Recommendation 52, déi a Relatioun mat dëser Missioun steet, ass d'Notioun vun der Privatioun de liberté och esou breet wéi méiglech interpretéiert.

Et gëtt gefrot, dass dës Notioun sech op all verletzlech an ofgeschwächte Persoun bezitt, déi sech an enger Situatioun befannen, wou si sech wuel theoretisch a rechtlech fräi kéinte bewegen, mä wou et am Praktischen awer net de Fall ass. An deem Sënn hätt d'Ombudsmann och d'Kompetenz, fir d'Structures d'accueil an den Hebergement vun den DPLe respektiv de BPLen ze kontrolléieren, fir och hei ze kucken, awéiwäit dass d'minimal Standarde respektéiert sinn, déi vun den internationalen Normen virgesi sinn.

Et ass awer verständlech, dass dës éischte Rapport vun der Madamm Claudia Monti sech haaptsächlech op d'Reklamatioun bezitt, schlisslech ass dat jo och déi primär Missioun vum Ombudsmann. Alleréisch muss een och wëssen, dass d'Institutioon vum Mediateur, déi iwwereng och an déi nei Verfassung verankert gëtt, misst an Zukunft vläicht och e bësse méi op den Echange mat deenen aneren Akteuren um Terrain agoen, wéi zum Beispill dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand als ee vu villen, déi sech fir d'Mënscherechter asetzen.

Ech wëllt awer net ofschléissen, ouni och op d'Lignes de bonne conduite administrative anzogoen. Se goufe jo bekanntlech am Januar 2017 vum Regierungsrot guttgeheescht. An duerfir ass et begrëssenswäert, dass se och an

dësem Rapport publizéiert sinn, fir dass se och esou breet wéi méiglech diffuséiert ginn. Och wëllt ech der Mediateure felicitéiere fir hir Propositionen opgrond vun enger gudder Zesummenaarbecht mat de concernéierte Secteuren, kann ee soen, fir de Katalog mat de Mesuren an de Prinzipie vun der bonne Conduite administrative opzestellen. Dës Katalog berout iwwereng op ënner anerem dem Code européen de bonne conduite administrative, deen am September 2001 vum Europäesche Parlament approuvéiert gouf.

De Regierungsrot huet sech engagéiert, fir dës Lignes de conduite net nëmme am éffentlechen Dénegschte ze promovéieren an ëmzesetzen, mä doriwir eraus sollt se och an d'Formatioun fir d'Statsbeamte mat integréiert ginn. Dëst wäert da scho mat Sécherheet derzou bäidroen, dass d'Verwaltungen iwwer hir Agente schon emol sensibiliséiert sinn, wat de Respekt vun dëse Richtlinnen ugeet am Émgang mat de Bierger.

Och wann dës Lignes de conduite natierlech nach verbesserungsfäeg sinn, esou flechten déi sech awer ganz gutt an an déi administrativ Prozeduren an och natierlech an d'Protection des données.

Begrëssenswäert ass och allemol, dass se kloer an däitlech sinn an dass se drop aus sinn, fir d'Integritéit, den Devouement an déi human, mënschlech Approche vun de Beamten ze valoriséieren. D'Mediateure selwer wäert natierlech och op dës Richtlinnen zréckgräifen am Kader vun hiren Enquêtes, grad ewéi och an hirem proaktiver Aarbecht, fir d'Verwaltungen ze motivéieren.

En allerleschte Punkt, deen ech nach wëllt ervirhiewen, ass deen, wou d'Madamm Monti den Appell un d'Gemengenautoritéit mécht, fir éischer op dem direkte Wee mat hir ze kommunikéieren ewéi iwwert den Affekot. Gäre wëllt ech do awer dann och kuerz aus dem Buergermeeschterstand den Appell un d'Bierger weiderreechen, dass och si den direkte Wee bei hire Schafferot sichen amplatz den indirekte Wee an dee vläicht e bësse méi barsche Wee iwwert den Affekot. Wierder soe jo bekanntlech méi wéi en Text. An deem engen oder deem anere seng Meenung erkläert sech och besser, wann ee sech ukuckt an och munches direkt um Terrain hannerfroe kann. A mat dëser Virgeeensweis kéint een ënner Émstänn sech souguer de Wee bei den Ombudsmann sueren.

Mä domadder schlëssen ech dann och elo definitiv of. Felicitiounen nach eng Kéier, Madamm Claudia Monti, fir déi vill traitéiert Dossier an déi grouss Mënschlechkeet, mat där Dir Är Aarbecht geleescht hutt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, wat a verschidde Verwaltungen feelt, ass en Noutagang. Jo, Dir hutt mech richtig verstanen: en Noutagang! Op bal honnert Säite beleet den Aktivitéitsrapport näamlech och dëst Joer nees, dass d'Relatioun tëschent de Bierger an de Verwaltungen net ëmmer evident ass. E Bierger ka mat enger Decisioun net averstane sinn, e ka se vläicht och net novollziehen oder net verstoen. An da kann ee sech vis-à-vis vun Administratioun ganz einfach verluere fillen an et brauch een dann eng Ulafstell, déi engem weiderhëlft.

Dass de Mediateur genausou eng Hannerdier fir de Bierger ass, beweist och dëst Joer nees de statisteschen Deel vum Rapport. 2017 sinn iwwert d'Mediatiounsssekretariat 1.100 Reklamatiounen erakomm. Bei engem Drëttel ass de Mediateur intervenéiert an a bal 90% huet d'Agräife vum Mediateur dann och mat sech bruecht, dass eng Decisioun vun enger Verwaltung verbessert oder zumindest zum Deel verbessert gouf.

D'Unzuel vun de Leit, déi sech un dës Ulafstell wenden, ass konstant um Klammern. D'Zuel vun de Bierger, déi sech un de Mediateur wenden, wa se mat enger Administratioun net méi weider wëssen, hëlt vu Joer zu Joer zou. De Mediateur huet net nëmme u Bekannttheetsgrad gewonnen, mä - an ech mengen, dat kann ech och esou behaupten - och d'Vetraue vun de Bierger gewonnen! De Succès vun dëser Institutioon läit sécherlech zum Deel un dem héijen Taux de correction, deen dëst Joer an der Moyenne bei 86,8% läit.

Ech denken awer, dass et net eleng den Taux de correction ass, deen de Mediateur zu deem gemaach huet, wat en haut ass. Eng Institutioon gëtt gepräagt duerch déi Mënschen, déi se mat Liewe fëllen! De Mediateur, wéi mir en haut kennen, ass d'Resultat vun enger Entwécklung, déi den 1. Mee 2004 ugefaangen huet, deen Dag, an deem d'Sekretariat vum Mediateur geschaf gouf.

Déi successiv Mediateuren hunn derzou bäigedroen, d'Institutioon esou ze gestalten, dass se och zu engem regelrechte Pilier vun eiser Demokratie ginn ass an haut net méi ewechzedenken ass.

Eng ganz Partie Ueregungen aus dem viregte Rapport hunn dann och hire Wee an eise gesetzleche Kader fonnt. Een Denkestouss, deen och vum Mediateur koom, hu mir de Moien hei am Haus live kënnen materliewen. Effektiv, 2014 huet d'Chamber d'Méiglechkeet vun der elektronischer Petitioun geschafen an an hiert Reglement opgeholl. D'Sammele vun den elektronischen Ennerschrëften an déi éffentlech Debatten erlaben et de Bierger, hiert Uleies direkt un d'Chamber erunzedroen an et do ze diskutéieren.

Dat ass elo eng vu ville Recommendationen, déi iwwert déi lescht 14 Joer opgeworf goufen, an dann och ëngesat gouf! Eng ganz Partie stinn nach ëmmer op, an ech mengen, hei ass et wichteg, déi net aus den Aen ze verléieren an an de kommende Joren nach eventuell e Point ze maachen, wou mir do dru sinn.

Här President, d'Madamm Monti ass da schon déi drëtt Persoun, déi dës Service leet. Si huet an hirem mëndlecher Presentatioun betount, an et ass an hirem Avant-propos nach emol ënnerstrach, dass hannert dem Mediateur eng ganz Equipp steet. Zesumme mat hirem Team setzt si sech elo säit engem Joer fir d'Biergerinnen an d'Bierger an eise Land an. Erlaabt mir dofir op dëser Plaz, Här President, am Numm vun der Demokratescher Partei der Madamm Claudia Monti fir hiren éischte Rapport Merci ze soen an ze felicitéieren.

Ech hu virdu gesot, et ass net eleng deen héijen Taux de correction, deen de Succès vum Mediateur ausmécht. D'Biergerinnen an d'Bierger fanne beim Mediateur eng Persoun, Persounen, déi hinnen als Alleréisch emol nolauscheren, hinnen d'Decisioun och emol an anere Wierder erklären an, wann et néideg ass, sech och fir si asetzen. De Mediateur probéiert als Alleréisch emol, an dat huet d'Madamm Monti eis an hirem Presentatioun vum Rapport erkläert, d'Leit ze verstoen, ze verstoen, wat genau hir Situatioun ass a wat si motivéiert huet, de Mediateur opzesichen. D'Frustratioun, déi bei de Leit entstoe kann, wa se sech vun enger Verwaltung net verstane fillen, kann een de Moment dann och novollziehen.

Dass de Mediateur mat Empathie un déi eenzel Fall erugeet, beleet och de roude Fue dem vum Rapport, an zwar deen deen de mënschleche Schicksaler hannert den Decisiounen. Hannert komplexen an deelweis dréchene Gesetzestexten, hannert Direktiv-Transpositionen a Règlements grand-ducaux ass de Mediateur mat trageschen a mënschlech schwieere Situatiounen konfrontéiert.

Ganz besonnesch ass dat de Fall fir déi Affären, déi den Ausseministère a besonnesch d'Immigratiounsdirektioun betreffen, wann et ëm d'Titres de séjour oder och nach d'Demande-de-protection-internationale geet.

D'Gesetzter, déi d'Titres de séjour oder d'Demandes de protection internationale encadréieren, si kloer, an d'Konditiounen hunn hir Grënn. Mä Fall, wéi mir se aus dem Rapport kënnen liesen, féieren eis awer virun Aen, wat et fir déi eenzel Persoun, fir eng Famill u Konsequenze kann hunn. Eng Famill, déi ënner den Dispositioun vum Regroupement familial de Choix muss treffen, ob nëmme déi manerjäreg Kanner nokomme sollen oder ob et awer vläicht besser ass, se net vun hire groussjäreg Geschwëster an dem Rescht vun der Famill ze trennen, wëssend, dass se am Hierkonftsland Geforen ausgesat sinn. Ech mengen, d'Ausmoosse vun esou enger Decisioun kënnen mir eis hei nëmme schlecht virstellen!

De Mediateur stéisst u seng Grenzen, wann an der Prozedur keen Dysfonctionnement konnt festgestallt ginn an deemno d'Gesetz korrekt applizéiert gouf. Mënschlech bleift et schwéier ze akzeptéieren, wa sech fir eenzel Schicksaler näischt ännere kann. Et gëtt awer och där Fall, wou d'Aschalt vum Mediateur sech och hei geloung huet. Informatiounen, déi d'Immigratioun net zur Verfügung hat, kënnen dann awer vum Mediateur ervirbruecht ginn oder et kann een op eng Erreur d'appréciation higewise ginn. D'Situatiounen kënnen sech deblockéieren an och zugonschte vun der Persoun ausgoen.

Wéi et am Rapport steet, ass et éischer seelen, dass de Mediateur a Fall intervenéiert, wann Transferten op Basis vum Dublin-III-Reglement decidéiert ginn. Hei gëtt et näamlech Engagementer, déi d'Memberstate vun der Europäescher Unioun ugeholl hunn an dorënner och Lëtzebuerg.

Liest een déi Fäll, déi de Rapport zesammen-dréit, versteet een, dass de System zum Deel och mat laangen a komplexe Prozedure verbonden ass, sief et fir dat responsabelt Land fir d'Asylprozedur ze bestëmmen oder nach den Transfert vun de Persounen ze organiséieren. An deem Kontext kann een nëmmen hoffen, dass eis europäesch Partner bei de Verhandlungen ëm d'Dublin-Reglementer sech fir eng verbessert Effikassitéit vum System asetzen.

Här President, wat de Logement betrëfft, huet sech d'Kommissioun och mat de Fäll aus dem Rapport ausenanageresat. Hei hu mir mat grouser Zefriddenheet festgestallt, dass de Problem betreffend d'Virkaftsrecht vum Fonds du logement behuewe konnt ginn. De Minister konnt eis dann och vergewësseren, dass de Service vun de Wunnengsbäihëllefe moderniséiert gëtt an dass an Zukunft och hei méi effikass geschafft wäert ginn.

Här President, d'ADEM ass eng Verwaltung, déi dagdeeglech mat ganz ville Leit ze dinn huet, déi no enger Aarbecht sichen an deemno schonn an enger Situatioun sinn, déi net onbedéngt einfach ass. Et ass dofir vläicht net besonnenesch erstanlech, dass de Mediateur sech bei dëser Administratioun mat enger ganzer Rei Fäll muss auserneeetzen. D'Relatioun tëschent dem Placur an dem Demandeur d'emploi ass en Thema, wat regelméisseg opgeworf gëtt, mat der Demande, dass d'Méiglechkeet agefouert gëtt, de Placur kënnen ze wiesselen. D'Chémie tëschent den zwou Persoune muss och stëmmen, wann et drëms geet, en adequaten Encadrement ze assuréieren, wat zum Zil huet, fir d'Persoun eng passend Mesure oder Aarbecht ze fannen. Et kënn awer nun emol vir, dass et zu Hicken tëschent Mënsche kënn. An hei ass eng gewësse Flexibilitéit eng Äntwert, déi béide Parteien zegutt ka kommen.

D'Diskussiounen ëm d'Festleeë vun der Indemnité pécuniaire de maladie weisen nach eng Kéier kloer, dass et immens wichteg ass, dass d'Gesetzter esou genau wéi méiglech sinn, an dass et net ka sinn, dass arbiträr Entscheedunge geholl ginn oder dass d'Jurisprudenzen zur Regel ginn.

Nach e Wuert zur Unerkennung vun Diplomer. Wéi et aus dem Rapport ervirgeet, melle sech Studente mat engem Ofschloss beim Mediateur, dass hir Diplomer zu Lëtzebuerg net unerkannt ginn. Et ass festgeluecht, wéi eng Zort Diplomer unerkannt ginn a wéi eng net. Mä déi Problematik huet awer och dozou bäigedroen, dass en Appell gemaach gouf, dass d'Studenten, ier se op eng Héichschoul oder op eng Uni ginn, sech doriwwer informéieren, ob den Diplom, dee se dann duerno kréien, zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt oder net. Déi Informatioun sinn um Internetsite vum CEDIES opgeléicht, wou dat alles ka relativ einfach nogekuckt ginn.

E weidert Beispill, bei deem de Mediateur zwar näischt un der Entscheedung vun der Verwaltung ännere kann, mä seng Aarbecht awer derzou bäigedroen huet, d'Situatioun fir déi be- traffe Bierger méi verständlech ze maachen, ass déi vum Port du titre professionnel vum Dokter an der Medezinn. No engem Gespréich, dat de Mediateur mam Minister hat, konnt dem Reklamant méi kloer erkläert ginn, woufir et net méiglech ass, den Diplom an de Regëster vun den Titres de formation mat der Mentioun „Dokter“ anzuschreiwien.

Här President, mir gesinn also hei, dass et a verschiddene Fäll och ganz einfach eng Fro vun der Kommunikatioun ass an dass et heiansdo duergeet, sech un en Dësch ze setzen, fir sech auszutauschen.

Dass kuerz Weeër iwwert den direkten Dialog oft kënn vu Virdeel sinn, dat ass eng Experience, déi den OLAI gemaach huet. Ech si frou kënnen ze liesen, dass d'Zesummenaarbecht mam OLAI vun der Mediateur als positiv bewäert gouf. Den Accueil vun de BPlen an den DPlen ass mat enger Rei organisatoreschen Erausforderunge verbonden, déi och ëmmer nees eenzel mënschlech Schicksaler muss berücksichtegen. Komplex Situatiounen sinn dofir méi einfach a Reunionen unzeschwätzen, wéi a säitelaange Bréiwer ze resuméieren. Beim Beispill aus dem Rapport si mir dann nees an enger Situatioun, wou et aus evidente Sécherheitsgrënn muss Regele ginn, déi applizéiert ginn a keng Ausnamen dierfen zougelooss ginn, an dat fir den Interêt supérieur de l'enfant.

Ech war dann och erstaunt, vun der Madamm Mediateur gewuer ze ginn, dass zwar an der Regel d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen immens gutt verleeft an och op dem direkten Dialog baséiert, mä et awer leider zu Fäll kënn,

wou Gemengeresponsabel léiwer op en Affekt zréckgräifen, fir mam Mediateur ze kommunizéieren.

Als Schäfte vu menger Gemeng weess ech, dass d'Situatiounen ganz séier kënnen deblockéiert ginn, wann ee mat de Leit schwätzt, wann een hinnen urift a wann ee se a Reunionen treëft. Am beschte Fall hat ee sech falsch verstanen an et ass eppes an der Kommunikatioun schifgelaf, wat dann och séier behuewe ka ginn. Ass eppes Gréisseres, kann een dann direkt no Léisunge sichen.

Här President, den Opbau vum Rapport huet dem Lieser d'Komplexitéit vun den Dossierer wierklech kloergemaach. Se si chronologesch an am Detail erkläert. Et fënn een dann och ëmmer nees Artikelen aus Gesetzter, Reglementer oder Direktiven, op déi verweise gëtt. Wann eventuell Juristen nach d'Iwwerleeungen, d'Zesammenhäng an d'Konklusiounen verstinn, sinn ech awer wierklech net verwonnert, dass e Bierger net onbedéngt amstand ass, op Basis vun offiziellen Texter ze verstanen, wat dann elo seng Rechter a seng Flichte sinn.

Och wann e Bierger sech wëllt informéieren, kann et also ganz gutt sinn, dass en déi Informatiounen, déi fir seng Situatioun zoutreffen, net fënn oder net versteet. Dofir ass et ze begrëissen, dass d'Lignes de bonne conduite administrative och dëst Joer nees en Thema waren. Déi Recommendationen, déi do zesummededroen sinn, sollen d'Verwaltungen an hir Agenten an hirem Émgang mat dem Bierger sensibiliséieren. Beim Émgang mat de Bierger sollen ëmmer hir Rechter respektéiert ginn, wéi zum Beispill d'Recht op kloer Informatiounen an transparent a verständlech geschriwwen Decisiounen. De Mediateur gëtt jo dofir eng Formation continue um INAP fir d'Beamten.

Och d'Gemengeresponsabel si mat de Linne sensibiliséiert ginn, fir dass och um lokalen Niveau d'Beamten zu deem Sujet sensibiliséiert ginn.

Här President, loosst mech dann nach ofschléissend op d'Konklusioun vun der Petitionskommissioun iwwert d'Maison des droits de l'homme agoen. De Koalitionssaccord hat 2013 virgesinn, dass sech an engem eenzegen Haus d'Commission consultative vun de Mënscherechter, den ORK, den CET an de Mediateur kéinten zesammefannen. Well dës Akteure sech fir d'Mënscherechter asetzen, kéinten esou Synergie geschafe ginn, mat engem gemeinsamen Dokumentationszenter an engem gemeinsame Sekretariat.

Et ass deemools awer och kloer ënnerstrach ginn, dass all Entitéit hir Onofhängegkeet behält. D'Zil vun esou engem Regruppement dierf et op kee Fall sinn, dass déi Akteuren ënner enger eenzeger Autoritéit regrupéiert ginn. Dat ass eng Positioun, déi d'Demokratesch Partei ganz kloer deelt an déi och immens wichteg ass, well hei jiddweree säi spezifesch Themefeld huet, mat senger Identitéit.

Nieft dëser Präzisioun stëmmt d'Demokratesch Partei selbstverständlech de Konklusioun vun der Petitionskommissioun zou. Ech soen der Madamm Rapportrice Claudia Monti fir dës Rapport dann och villmools Merci. Pardon, der Rapportrice dann natierlech fir hire Rapport, dee mëndlechen an dee schrëftlechen - entschëllegt mech! -, villmools Merci. An dann der Ombudsfra, der Madamm Claudia Monti, nach eemol am Numm vu menger ganzer Fraktioun e grouse Merci fir hir Aarbecht an hiert Engagement!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Grazie, signor Presidente! Léif Kollegeginnen a Kollegen, ech kann et net looszen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Fa niente! Fa niente!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Benissimo.

Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech natierlech fir d'Éischt der Madamm Claudine Konsbruck fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci soen. Vu dass meng Virriedner a Virriednerinne scho ganz vill gesot hunn, wëll ech just op e puer wichteg Punkten hiweisen, déi fir eis Gréng wichteg sinn.

Als Éischt wëll ech ervirsträchen, dass den Ombudsmann eng immens wichteg a gutt Aarbecht mécht. Am leschte Joer louch den Taux de correction vum Ombudsmann bei 87% - ech mengen, dat ass elo scho véiermol gesot ginn -, wat och exzellent ass.

Dat ass och ee vun de Grënn, firwat e mëttlerweile a senger Roll als Partner fir d'Identifizéieren an d'Léise vu Problemer allgemeng unerkannt a respektéiert gëtt. En erfëllt jo domad-

der och eng wichteg Missioun, nämlech d'Bierger dozou ze bewegen, aktiv un der Verbesserung vun der demokratescher Institution deelzehuelen.

Och huet sech iwwert déi lescht Joren d'Zesummenaarbecht tëschent den Administratiounen an dem Ombudsmann kontinuierlech verbessert. Déi ufänglech Skepsis huet sech a Kooperatiounsbereitschaft verwandelt, soudass d'Reaktivitéit vun den Administratiounen mëttlerweile immens séier ass.

Mä och, wann dës Fakt fir sech schwätzt, wëll ech trotzdem drun erënnere, dass et net nëmme wichteg ass, eng héichwäerteg a gutt funktionéierend Reklamatiounsinstanz ze hunn, et ass gradesou, wann net méi wichteg, d'Grënn fir d'Reklamatiounen u sech ze bekämpfen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Schlecht Kommunikatioun kann ee vun dëse Grënn sinn. Dowéinst si mir der Meenung, dass eng effizient Kommunikatioun tëschent Verwaltung a Bierger fundamental ass. D'Verwaltungen mussen oppassen, an hire Bréiwer eng kloer an allgemeng verständlech Sprooch ze benotzen, déi et dem Bierger erméiglecht, d'Problematik ze verstanen an d'Entscheedungen nozevollzéien. Nëmme esou kann ee séchergeen, dass Verständnisproblemer net zu Reklamatiounen beim Ombudsmann féieren.

D'Madamm Monti hieft dann och d'Wichtigkeet vun der tëschemenschlechter Relatioun an hirem Rapport ervir. Do kann ech hir nëmme recht ginn, well just wann d'Bierger mat engem Laachen empfangen, kompetent, perséinlech beroden an och mat engem Laache verabschit ginn, gesinn ech d'Missioun vun engem biergerno Service erfëllt. Op villen Administratiounen klappt dat ganz gutt. Mä do hu mer nach e bësse Sputt no uewen, fir d'Déngschtleeschtungsstruktur hei am Land nach ze verbessern.

Beim Gang op eng Administratioun geet et awer net just ëm Formulieren a Formalitéiten, mä ëm Mënschen, déi fir e kuerze Moment zesummekommen. Et ass fir de Stat a fir d'Gemengen d'Geleeënheet, sech ee Gesiicht ze ginn, den direkte Kontakt mam Bierger ze sichen an e mat senger Suergen an Iddien eescht ze huelen an em nozelauschten. Wa mer eis asetze wëlle fir eng solidaresch a matfüllend Gesellschaft, dann ass et um Pouvoir public, mam gudden Beispill virzegoen.

Aus dem Rapport annuel vun der Mediateur geet ervir, dass se géint eng Integratioun vum Ombudsmann an d'Maison des droits de l'homme ass, well si sech Suergen ëm d'Onofhängegkeet vun hirem Service mécht, wat ech verstinn. Mir mengen allerdéngs, dass d'Zesummebréngen ënner engem Daach vun den Institutionen, déi de Bierger a seng Rechter verdeedegen, duerchaus sënnvoll wier. Esou kéinten nämlech Synergien tëschent deene verschiddenen Akteure geschafft ginn, déi zu engem bessere Service fir de Bierger féieren. D'Onofhängegkeet vum Ombudsmann oder vun deenen aneren Institutionen an der Maison des droits de l'homme gëtt domadder net a Fro gestallt, au contraire. Mir wëllen, dass den Ombudsmann onofhängeg bleift och am Kader vun engem Haus vun de Mënscherechter. Esou steet et iwwerens och an der Regierungserklärung vun 2013.

Fir ofzeschlëssen: Madamm Monti, Merci mat Äre ganze Mataarbechterinnen a Mataarbechter, dass Der eng super Aarbecht maacht! An natierlech wënschen ech lech, dass Der weider esou kënn schaffen. An ech soen lech Merci an et war déi lescht fënnel Joer ganz schéin.

Merci.

(*Hilarité et brouhaha*)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- A säin Echo.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här Chamberpräsident. Och am Numm vun der ADR wëll ech mech uschlëssen un d'Felicitatioun fir der Madamm Monti hiren éischte Rapport an hiren Untrëtt vun hirem Amt, dat se mat vill Geschécklechkeet ausfëllt.

Wéi dëst Haus 2003 d'Institution Ombudsmann agefouert huet, war dat mat Sécherheet eng extrem wichteg a gutt Iddi. Endlech konnte Bierger, déi Schwierigkeeten hate mat staatleche Stellen, mat Gemengen, souguer mat Etablissement-publicken, wéi Servior zum Beispill, probéieren, dës aussergeriichtlech ze léisen, andeem se den Ombudsmann befaasst hunn.

Dat géllt all Kéier, wann eng Autoritéit, wat fir enger Natur se dann och wier, net funktionéiert, wéi hir Missioun dat virgesäit, an natierlech wa Gesetzter net oder net richtig ugewannt ginn. Mä déi schéinste Succèsen, déi ech perséinlech materlieft hu mam Ombudsmann, dat waren déi, wou eng Ongerechtegkeet konnt aus der Welt geschafft ginn, och wa se a priori rechtskonform war.

Ech wëll just een eenzege flagrante Fall nennen, wou ee Lëtzeburger vun eiseim Steueramt poursuivéiert gouf, fir eng auslännesch Steuerschuld anzuedriewen. An ech gesinn den Här Roth, dee passt scho ganz gutt op, wat elo kënn. Natierlech sot d'Lëtzeburger Verwaltung: „Et ass net un eis, ze kucken, ob dat wierklech geschëllt ass oder net. Mir maachen dat am Opdrag vun där auslännescher Verwaltung.“ An déi auslännesch Verwaltung sot: „Ben, et ass zwar net geschëllt, dat gi mer zou, dat war komplett falsch, dat dat géint déi Persoun gemaach ginn ass, mä all Recours sinn entre-temps net méi méiglech, well d'Delaien ofgelaf sinn.“ Abee, an deem Fall konnt mat Hëllef vum Lëtzeburger Ombudsmann a sengem belsche Kollege déi Saach do aus der Welt geschafft ginn. Wéi gesot, ee Fall vu villen, deen dokumentéiert, wéi wichteg dës Institution ka sinn.

Wichtig ass och, dass bei rekurrente Fäll konkret Recommendationen formuléiert ginn. D'Madamm Monti huet dat an hirem éischte Rapport net gemaach. Mä et wier an eisen Ae wënschenswäert, wann déi Iddi nees géif opgegraff ginn.

Schliisslech begréisst d'ADR ganz speziell den Opruff vum Ombudsmann un de Legislatuer, dass d'Gesetzter verständlech solle formuléiert ginn. Net nëmmen de Bierger, ma souguer de Spezialist, de Jurist huet oft an ëmmer méi oft Schwierigkeeten, d'Gesetzter richtig ze liesen oder ze interpretéieren. An net méi spéit wéi haut de Mëtteg wäerte mer hei esou en on-säagleche Projet diskutéieren, d'Dateschutzgesetz, wat genau esou ee Gesetz ass, wat ganz einfach onlieserlech ass!

Grad bei komplexe Matièreen ass et wichteg, einfach a kloer verständlech ze formuléieren! Dat ass, wéi gesot, leider Gottes vill ze seelen de Fall an déi nächst Chamber an hir Regierung sollten dat onbedéngt behäerzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. All Joer kréie mer e Rapport vun dem Ombudsmann, deen och ëmmer interessant ass, dee Recommendationen huet oder wéi dës Kéier keng Recommendationen huet. Ech hu mer och d'Fro gestallt, well all Joer muss mer dann awer och an der Chamber hei driwwer diskutéieren: Mussen all Joer Recommendationen gemaach ginn? Ech weess et net. Ass dat wierklech néideg? Muss ee sech all Kéier, muss den Ombudsmann sech all Joer eppes Neies afale looszen? Net onbedéngt. Et mécht kee Sënn.

Muss een op Recommendationen zréckkommen, och op déi, déi déi Jore virdu gemaach gi sinn? Dat ass wéi zum Beispill ënner anerem och d'Communication administrative simple an esou weider. Also, et huet een e bëssen den Androck, dass een all Kéiers erëm op déiselwech Saachen zréckkënn. An dofir sinn d'Diskussiounen och ëmmer e bësse méi kuerz, mengen ech, well schlussendlech hu mer et awer hei mat enger Administratioun ze dinn, déi ëmmer méi rodéiert ass, déi hir Aarbecht ëmmer besser mécht, déi och ëmmer méi vum Public bekannt ass. An ech mengen, dat ass och e ganz wichtegen Aspekt.

Mä ëmmerhin, ech mengen, wat wichteg ass, d'Mediatrice huet gesot, fir si wier et wichteg, den humanen Aspekt ervirzesträchen am Versuch fir Saachen ze léisen. Dat ass richtig, mä ouni Prozeduren an ouni Methodologie an ouni Effektiver funktionéiert dat och net. An ech mengen, dat ass och eng Fro, déi ee muss awer e bësse beschwätzen - vläicht ass dat och d'Geleeënheet, fir d'nächste Kéier dat e bësse besser kënnen ze beschwätzen: Dat ass d'Fro vun den Effektiver, well et schéngt awer esou ze sinn, dass déi Instance wierklech ganz staark sollicitéiert gëtt. A wann ee staark sollicitéiert gëtt, da brauch een och Man a Woman Power. An et schéngt jo och esou ze sinn, dass warscheinlech déi Instance net onfrou wier, wa si géif seriö opgestockt ginn, souwäit ech verstanen hunn. An ech mengen, dat ass awer eng Saach, déi ee sech ganz seriö muss iwwerleeën.

Et geet net duer ze soen: „Et ass gutt, dass mer se hunn“, „et ass wichteg“, „mir si frou“ an esou weider, mä si mussen och kënn schaffen. An dat kascht dann och eppes. Ech mengen, dat ass deemnächst awer eppes, wat ee muss maachen.



Bon, mä ëmmerhi sinn déi Berichter ëmmer interessant, well et ginn dann och ëmmer Fäll analyséiert. A bon, jiddweree ka seng Schwéierpunkten e bëssen esou auswielen, wéi e wëllt. Mä ech mengen, et stellt een einfach fest, datt och déi verschidde Ressorten, déi verschidde Ministèren, déi vill sollicitéiert ginn, dat ass d'Immigratioun, dat ass d'Sécurité sociale, dat sinn d'Finanzen. Et gouf gesot, an dat ass jo och keen Zoufall, well do geet et oft ëm substaanzial Froen, ëm wichteg Froen, ëm Froen och, wou Leit wierklech am Misär sinn. De Logement gëtt och sollicitéiert. Also all Kéiers Saachen, all Kéiers Problemer wierklech, wou et existenziell ass.

Zum Beispill huet een natierlech, dat huet mech awer och interesséiert, am Logement de Fall, an dat ass jo typesch, wou et komplizéiert gëtt, vun enger Persoun, déi an engem Appartement insalubre ass, deen awer vun der Gemeng zur Verfügung gestallt gëtt. Wat geschitt dann? Am Prinzip dierft déi Persoun net dra sinn, mä anerersäits kann een net einfach esou eng Persoun erausgeheien. Also, do ass och de Buergermeeschter an enger schwieerer Situatioun. Dat ass och e bëssen de Problem mat de Studiosen iwwert de Caféen. Sou, wat mécht een? Pucht een d'Leit eraus? Verbitt een dat direkt oder net? Bon, et huet ee wierklech e Problem domadder. Anerersäits, hätte mer eng reell Logementspolitik hei am Land, da géife sech esou Problemer jo net stellen! Et ass och u sech Symptom.

A wa mer scho bei de Gemenge sinn, et ass net déi éischte Kéier, datt de Mediateur, och d'Virgängerin, huet misse soen: Et gëtt anscheinend Gemengen, déi guer net gutt kollaboréiere mam Mediateur. Si ginn ni genannt, namentlech. Ech wäert se och net nennen, well ech net weess, wat fir Gemengen et sinn. Mä dann

denkt ee sech ëmmer: Ah, et ass vläicht déi oder déi oder déil! Ech weess net, ob de Mediateur dat sollt - dat ass eng Fro, déi ech opwerfen, well ech kennen d'Antwort net -, ob ee vläicht och eng Kéier misst méi kloer sinn a wëssen, wat fir Gemengen awer wierklech net kooperativ sinn, well dat vläicht e bësse méi Drock kéint ausüben. Eëmmerhi ginn d'Ministère genannt, firwat dann net d'Gemengen? Ech mengen, dat wär vläicht interessant. Dat muss ee sech iwwerleeën. Vlächet ass et och kontraproduktiv. Dofir, dat ass just eng Fro, déi ech hei opwerfen.

Voilà. Das war's da schon. Ech soen lech all Merci. Ech soen och der Madamm Monti Merci fir hir Aarbecht an ech wënschen hir nach ganz vill Gléck an deenen nächste Joren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet den Här Fernand Etgen, de Minister fir d'Relatioun mam Parlament.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.** - Här Pre... Pardon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh!

(Hilarité)

Maacht eis keng Angscht!

► **M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt am Numm vun der Regierung der Mediateure, der Madamm Claudia Monti, Merci soe fir hiren éischte Rapport am neie Stil.

Der Mediateur hir Aarbecht spillt sech matzen am Liewe vun de Bierger of, am direkte Kontakt mam Bierger. Duerch d'Reklamatioun vum

Bierger kritt een eng besser Vue op d'Relatioun tëschent de Bierger an de staatlechen a kommunalen Administratiounen. D'Mediateur dréit konstruktiv derzou bäi, datt d'Relatioun vun de Bierger mat de staatlechen a kommunalen Instanzen erliichtert a verbessert gëtt.

D'Regierung stellt dann och mat Zefriddenheet fest, datt aus der Analys vun de Fäll duerch déi 18 parlamentaresch Kommissiounen ervirgeet, datt aacht Administratiounen guer net saiséiert gi si respektiv dräi Stéck ee séieren a qualitative Suivi attestéiert kritt hunn.

Et kann een de Service um Bierger verbessern, wann ee weess, wou de Schong dréckt. Déi konkret Dossiere vum Bierger, un deenen d'Madamm Mediateure schafft, weisen op, wou administrativ Prozeduren net funktionnéieren, sief et, datt se ze laangwiereg an ze schwéierfällig sinn, oder datt sech ee Besoin ergëtt, fir Gesetzer oder Reglementer nozebeeseren.

Den alljärelechen Debat iwwert de Rapport bitt d'Geleeënheet, fir op all déi Punkten anzegoen. De Rapport vun der Madamm Mediateure gëtt no senger Presentatioun an de Kommissiounen, wou déi concernéiert Regierungsmembere präsent sinn, vun der Chamber behandelt, duerno gëtt den öffentliche Debat hei an der Chamber d'Méiglechkeet, fir zesummen d'Stärkten-Schwächen-Analys vum alldeegleche Schaffen an den Administratiounen a Ministèren ze maachen.

D'Regierung hëlt déi verschidde Feststellungen vun der Mediateure ganz eescht an ass bereet a beméit, fir de Service um Bierger weider ze verbessern.

Här President, Guichet.lu, Poli.guide, Open Data, dat neit Gesetz iwwert d'Administration

transparente et ouverte sinn alles Beméiungen, déi derzou bäidroen, datt de Bierger sech besser erëmfindt op den administrativen a prozedurale Stroossen. De Bierger kritt d'Gefill, datt en net eleng gelooss gëtt mat sengen Demanden. Doduerch entsteet eng ganz aner Relatioun tëschent de Bierger an der Administratioun an et gëtt duerno am Fall vun engem Refus vun enger Demande och méi novollzéibar, wéi a firwat et dozou komm ass.

Fazit: Et gëtt ëmmer Verbesserungsbedarf an dofir ass de Rapport vun der Mediateure all Joer een Usporn fir d'Regierung an hir Administratiounen, fir de Service um Bierger nach méi performant an transparent ze gestalten.

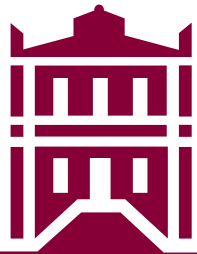
Ofschléissend wëll ech der Madamm Mediateure an där ganzer Equipp vum Ombudsmann nach eng Kéier villmoos Merci soe fir hire fantasteschen Engagement, virun allem awer fir dat exzellent Gespier an déi mënschlech Sensibilitéit, déi si am Dialog souwuel mam Bierger wéi och mat den Administratiounen hunn. Merci och der Rapportrice fir hire Rapport a Merci allen Intervenante fir hir konstruktiv Bäitrag!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Vu dass mer keng Resolutiounen hunn, ginn ech emol dovun aus, dass mer um Enn vun eiser Debatt iwwert de Rapport vun der Ombudsmann sinn. Merci nach eng Kéier och fir d'Präsenz. An domat si mer um Enn vun eiser Moiessetzung ukomm. An de Mëtten ass de Rendez-vous um zwou Auer, wou mer als éischte Punkt déi Drénglechkeetsfro iwwert d'Waasser am Stau hunn.

D'Séizung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 12.09 heures)



SÉANCE 59

JEUDI, 26 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding (dépôt d'une motion), M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Roy Reding)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

3. Question urgente n°3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries

- Mme Martine Mergen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

4. 7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger (intervention de Mme Octavie Modert)

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Henri Kox

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger

- Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Alex Bodry, Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police

- *Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger*

- *Discussion générale: Mme Diane Aehm, M. Franz Fayot, Mme Sam Tanson, M. Roy Reding (intervention de M. Eugène Berger), M. David Wagner (intervention de Mme Claudia Dall'Agnol).*

- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7184 et dispense du second vote constitutionnel*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7168 et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*

- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*

- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Gast Gibéryen)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7)

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*

- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Yves Cruchten, M. Edy Mertens, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*

- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Discours de fin de législature de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

- *M. le Ministre François Bausch, M. Claude Wiseler, M. Paul-Henri Meyers, Mme Viviane Loschetter, M. Alexander Krieps, M. Frank Arndt*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass am Moment net de Fall.

Da géife mer direkt mam éischte Projet ufänken, dem Projet 7215, der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Finanzstabilitéit vum Assurancësecteur. An d'Wuert huet den Här Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

2. 7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur. - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet gëtt d'Direktiv 2016/97 iwwert d'Distributioun vun Assurancen, och nach IDD, Insurance Distribution Directive, genannt, an nationaalt Recht ëmgesat.

Dës Direktiv stellt eng komplett Refonte vun der viregter Direktiv an deem Beräich duer, déi ëmmerhin aus dem Joer 2002 datéiert an dowéinst och net méi grad zu honnert Prozent up to date ass.

D'Zil vun der Direktiv, déi mer mat dësem Projet ëmsetzen, ass et also, fir d'Gesetzgebung op europäischem Niveau an an den eenzelne Memberstaaten un d'Entwécklung wärend de leschte 15 Joer unzepassen.

D'Finanzkris huet dann och Lacunnen am aktuelle gesetzleche Kader opgewisen. Sou sinn zum Beispill eng sëllege Verkaufsmethoden un d'Licht komm, bei deenen dem Client all méiglech Assurancen opgeschwat goufen, déi awer net wierklech senge Besoinen entsprach hunn.

Als Reaktioun op dës Praktike gi mat dëser Direktiv Moosname geholl, déi de Konsumenteschutz stäerken an déi en äänlech héijen Niveau u Schutz beim Kaf vun Assurancëprodukter wëlle garantéieren, wéi MiFID I a MiFID II dat och fir Finanzprodukter virgesinn.

Doriwwer eraus sollen och d'Regelen an de verschiddene Memberstate weider openeen ofgestëmmt ginn, och wann et sech heibäi nëm-

men ëm eng minimal Harmonisatioun handelt. Ech wäert heirobber am Folgenden nach méi genee agoen.

Wéi eng Hauptneierunge gi mat der Direktiv IDD par rapport zu der viregter ëmgesat?

Éischtens gëtt de Champ d'application ausgedéent op Berufsprofiler, déi virdrunner net viséiert waren. Betreff sinn ënner anerem déi, déi Assurancen net als Haaptaktivitéit verkafen, mä als Accessoire zu hirem Haaptservice oder -produit. E gutt Beispill heifir ass dat, wann een en Auto keeft an dann am Garage zousätzlech zum Auto och eng Assurance fir deen Auto kafe kann.

Insgesamt kann ee soen, dass all déi Leit, déi direkt am Verkauf oder an der Berodung a Saachen Assurancen implizéiert sinn, vun dëser Direktiv an den Obligatiounen, déi se aféiert, viséiert sinn.

Ëmgedrëit bedeit dat awer och, dass déi Leit, déi an enger Agence oder an enger Firma schaffen an näischt direkt mam Verkauf ze dinn hunn, zum Beispill eng Sekretärin, e Kontabel oder eng Persoun, déi den Accueil vun de Clienté mécht, net betraff sinn an och net d'Obligatiounen vun der Direktiv mussen erfëllen.

Dës Verflüchtungen, esou wéi se an der Direktiv virgesi sinn, bezéie sech virun allem op d>Weiderbildung vun den Distributeuren vun Assurancen. De Gesetzestext gesäit an deem Kader 15 Stonnen am Joer vir. Et ass heibäi um Commissariat aux assurances, per Règlement festzelleen, wat den Inhalt an d'Modalitéit vun der Weiderbildung sinn, grad ewéi d'Prozeduren, fir dës Kenntniss ze bewäerten.

Allerdéngs sinn d'Intermédiaires d'assurances, déi Assurancëproduiten net als Haaptaktivitéit verdreiwen, heivunner ausgeholl. Fir si gëllt, dass se allgemeng hir Kenntniss iwwer hir Assurancëproduite mussen um leschte Stand halen.

Et ass dernieft och esou, dass am Kontext vun enger Professionaliséierung vum Secteur déi eenzel Entreprisé schonn zënter enger Zäit verschidde Coursé fir hir Agenten ubidden, sief et am Beräich „Formation produits“, sief et am Beräich „Formation soft skills“ oder och nach anerer. Dës Coursé kënnen an déi 15 Stonnen agerechent ginn.

D'Tendenz Richtung Professionaliséierung vum Agentebereuf gëtt vun dësem Gesetzesprojet weider ënnerstëtzt. Och déi aner Elementer, déi vun der Direktiv virgesi ginn, droen dozou bäi. Sou muss an Zukunft fir all Assurancëproduit vun der Kategorie „non-vie“ e sougenannte KID, Dir erënnert lech; e Key Information Document, ausgestallt ginn. An enger einfacher Sprooch sollen an dësem Dokument déi Haapteegeschafte vum Produit grad ewéi säi Präis festgehale sinn, fir dem Client ze erlaben, eng gutt Entscheidung a guddem Wëssen a Gewëssen ze huelen.

Weider Dispositiounen vun der Direktiv bezéie sech nach op eng cibléiert Konzeptioun a

Commercialisatioun vun Assurancë fir e bestëmmt Zilpublikum, am Aklang mam reelle Besoin vun dësem Public, also dass Produiten ausgeschafft a vermaart ginn, déi och deem entsprechen, wat d'Leit respektiv d'Entreprisé wierklech brauchen.

Zousätzlech dozou gesäit d'Direktiv vir, dass d'Assurancëentreprisé solle kontrolléieren, ob dës Virgaben och agehale ginn. Doriwwer eraus ginn et nach verschidden aner Dispositiounen an der Direktiv, zum Beispill fir de Schutz vu sougenannte Whistleblower ze verstärken oder nach Interessekonflikter ze reduzéieren. Ech verweisen op dëser Plaz op mäi schrëftleche Rapport fir weider Detailer.

Här President, nieft dësen Elementer, déi fir all Memberstate gëllen, léisst d'Direktiv hinnen awer och e gewëssene Spillraum, fir méi wäit ze goen an zousätzlech Dispositiounen ze decidéieren.

Déi lëtzebuergesch Gesetzgebung am Beräich vun den Assurancen ass bis elo ëmmer eng vun deene fortschrëttlechste gewiescht. Dat éischt Gesetz geet effektiv op d'Joer 1853 zréck an huet deemools schonn Exigence fir d'Assurancëagenten opgestallt. Wësst Der, 1853, dat waren dräi Joer virun der Grënnung vum Statsrot!

Och d'Aschreiwung vun den Notioune vum Courtier d'assurances a vum Sous-courtier an de gesetzleche Kader war der europäescher Gesetzgebung viraus. An deem Sënn a fir weiderhin en héije Standard u Professionalitéit um Lëtzebuerg Assurancëmarché ze garantéieren, ginn an dësem Gesetzesprojet méi streng Ufuerderungen un d'Intermédiaires d'assurances gestallt, wéi vun der Direktiv virgesinn. Sou ass et zum Beispill obligatoresch fir all Intermediaire, en Agrément ministériel unzefroen a sech beim Commissariat aux assurances an engem Regëster anzeden. Fir d'Intermediairen, déi Assurancë just als Zousatz verkafen, geet et duer, dass se sech an dee Regëster aschreiwën.

Fir den Accès zu de Beruffer am Beräich vun den Intermédiaires d'assurances ze vereinfachen, gëtt mat dësem Gesetzesprojet eng nei Méiglechkeet agefouert. Wärend all déi Agrémenten, déi bis elo ausgestallt gi sinn, och an Zukunft weider fir d'Assurance-vie a fir d'Assurance-non-vie wäerte gültig sinn, ass et och méiglech, nëmme en Agrément fir deen een oder deen anere Beräich ze maachen. Vu dass vill Intermediär souwiesou nëmme an engem vun deenen zwee Beräicher aktiv sinn, ass et net onbedéngt noutwendeg, en Agrément fir déi zwee ze hunn, wat jo och nees mat engem groussen Opwand verbonne wier.

E leschte Punkt, op deen ech nach kuerz agoe wëll, betrëfft d'Modifikatioun vum Privilegimm. Lëtzebuerg ass fir de Moment deen eenzege Memberstat an der Europäescher Unioun, deen esou e System huet. Dës Tatsaach dréit natierlech zur Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäi. Dofir ass et wichteg, dësen Aspekt ze stäerken an auszebauen, be-

sonnesch am Kontext vum Brexit. D'Neierunge vum Gesetzesprojet, dat heescht d'Kombinatioun vun der Existenz vun engem Privilegimm commun vun all de Creanciere mat der Schaffung vun engem Privilegimm de premier rang fir all grouss Zort vu Créancen, sinn dofir och ganz an dësem Sënn.

Här President, erlaabt mer kuerz, op d'Bedeutung vum Assurancësecteur fir déi Lëtzebuerg Wirtschaft anzugehen. Wann ee sech do déi Hauptzuele virun Ae féiert, ass séier kloer, wéi wichteg et ass, dass Lëtzebuerg seng Attraktivitéit weider ausbaut a seng Qualitéit a Kompetenz ofséichert duerch zum Beispill déi Moosnamen, déi ech elo just grad genannt hunn.

2017 huet den Assurancësecteur, wann een dem Commissariat aux assurances gleef, en Ëmsatz vun 235 Milliarden Euro gemaach mat engem Plus vun 3,2% par rapport zum Joer virdrunner. Dat waren net manner wéi 233 Milliounen u Steiergelder, déi eleng duerch dee Secteur an d'Statskeess gefloss sinn. An Aarbeetsplazen ausgedréckt, schaffe ronn 8.300 Leit an deem Beräich.

Interessant ass och, dass am Non-vie bal d'Halschent vum Ëmsatz am Ausland gemaach gëtt. Dat veranschaulicht ganz gutt d'Internationalitéit vun der Lëtzebuerg Finanzplaz an hire gudder Ruff. Et ass och aus deem Grond, dass e groussen Deel vun de Firmen, déi am Kader vum Brexit op Lëtzebuerg kommen oder wäerte kommen, aus dem Assurancësecteur stamen.

D'Grënn fir dës Situatioun hunn ech zum Deel den Dënschdeg schonn an der Aktualitéitsstonn zum Brexit ënnerstrach: eng gutt ausgebildete méisproocheg Aarbeetskraaft, eng laang Erfahrung, eng grouss Oppenheet a Richtung vun Europa an der Welt an eng politesch a sozial Stabilitéit hei am Land.

Spezifesch fir den Assurancësecteur kommen awer och nach den héije Standard u Professionalitéit an eng kompetent Supervisioun duerch de Commissariat aux assurances derbäi. Duerch dëse Projet ginn eis Trëmp weider an dësem Feld verstärkt an och de gesteigerte Konsumenteschutz dierft zum Vertrauen an eis Finanzplaz bäidroen.

Här President, dëse Gesetzesprojet gouf de 6. Dezember 2017 vum Finanzminister deposéiert. D'ULC an d'Chambre de Commerce hunn alle béid en Avis zum Projet ofginn.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis vum 26. Juni 2018 zéng Oppositions formelles formuliert. Op verschiddene Punkten, wéi zum Beispill enger Lëscht, déi all Entreprisé misst uleeën iwwer hiert Personal, dat um Verkauf vun Assurancë bedeelegt ass, wollt déi héich Kierperschaft zousätzlech Präzisierungen.

D'Finanzkommissioun ass dem Statsrot senge Recommendationen an hiren Amendementen vum 4. Juli integral nokomm, soudass dësen a sengem Avis complémentaire vum 11. Juli gréng Luucht konnt gi fir deen heite Projet. Mäi schrëftleche Rapport ass du schliisslech de



17. Juli an der zoustänneger Kommissioun ueg-holl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Merci och fir dat gutt Zesummeschaffen an der Finanzkommissioun. An ech ginn dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci och dem Rapporteur fir säi gewinnt exzellente schréfflechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, en huet hei ganz detailléiert erkläert, wat d'Wichtigkeet vun dësem Projet och fir den Assurancésecteur ass. En huet och nach eng kéier opgewisen, wéi wichteg datt den Assurancésecteur fir eist Land ass.

Ech wollt just vläicht ganz kuerz op e Problem opmierksam maachen, dee mer allegueren och intensiv an der Kommissioun diskutéiert hunn, wou mer, mengen ech, och allegueren enger Meenung sinn. Dat ass, wat d'Agent-d'assurance betrëfft, awer ganz besonnesch déi Leit, déi mat hinne schaffen, d'Sekretariat, d'Assistenten. Do ass et elo esou, datt just d'Agent-d'assurance dierfe Conseile ginn an net méi d'Sekretärinnen oder d'Assistentinnen oder d'Assistenten.

Do, mengen ech, wär et awer am Sënn vum Gesetz, wann een elo net géif wierklech e Casse-tête maachen. Do sinn och ganz vill Sekretären, déi heiansdo den Telefon op-hiewen, déi dann eng Informatioun iwwer eng Police d'assurance ginn. Ech mengen, do wär et gutt, well datt ass och e bëssen eng Suerg vun deem ganze Secteur, datt dat doten eventuell kéint ganz kriddelech ginn herno an der Applikatioun. Duerfir vläicht en Appell och un den zoustänneger Minister, datt mer mat där néideger Doigté datt Gesetz do interpretéieren.

Erlaabt mer awer och, Här President, well et dee leschte Rapport an dëser Legislaturperiod vum André Bauler ass, him e ganz, ganz grouse Merci ze soen!

Ech mengen, hien ass de Rekordhalter vun de Rapporten, ganz besonnesch am Finanzsecteur, derniewent awer och nach a ganz villen anere Secteuren. Ech muss soen: Léiwen Änder, du hues dat exzellent gemaach! Du bass keen aus deem Secteur. Du hues dech do wonnerbar dran erageschafft. A maach der keng Gedanken: Wann s de dann eng kéier keng Loscht méi hues, hei ze sätzen, kanns de dech am Finanzsecteur reintegréieren!

(Hilarité générale)

E ganz, ganz grouse Merci!

An ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech fänken dann do un, wou mäi Virriedner opgehale huet, mat de Blumme fir de Rapporteur, deen hei effektiv och erëm eng kéier e ganz komplette Rapport gemaach huet, deen och ganz sachkundeg war. Effektiv, fir een, deen net Mann vum Fach ass, huet hien dat ganz gutt gemaach an all deene Finanzsecteurprojeten, déi jo wierklech net ëmmer einfach sinn an ëmmer technesch sinn.

Mir sinn natierlech och d'accord mat dësem Projet. Et ass effektiv, wéi de Rapporteur sot, e Projet, deen eppes Aänlech mécht am Assurancésecteur wéi am Finanzsecteur. Dat heescht, e mécht esou eppes wéi d'MiFID II, am Sënn vun den Investisseuren, fir eng besser Protektioun vun den Investisseuren.

Mir haten och effektiv wéi all aner Fraktiounen eng Entrevue mat der Associatioun, déi d'Agents d'assurances representéiert. Do ass erauskomm, dass se zwar d'accord si mat dësem Projet, mä dass se sech och géife wënschen, dass ee géif iwwer ee Statut nodenke fir den Agent d'assurances, och am Sënn vun enger besserer Protektioun vun deem Metier par rapport zu de Compagnies d'assurances, well do ass et kloer ginn awer, dass eng gewësen Dependence besteet, dat heescht, dass se u sech an engem duebelen Desavantage sinn, dass se d'Desavantages hu vum Independant, mä och vum Salarié, dass se oft e bëssen an enger Vulnerabilitéit dosti par rapport zu deene grouse Compagnies d'assurances. An ech mengen, dat wier eppes, iwwert dat ee sollt nodenken an där nächster Legislatur.

Dat gesot, ginn ech wéi gesot den Accord zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Och ech wëll mech deene Mercien emol uschlësse fir d'Éischt fir de Rapporteur. Wéi gewinnt huet hien dat wierklech exzellent gemaach, souwuel am Schrëffleche wéi virdrun am Mëndlechen. Hien ass insbesondere bei dësem Gesetz op déi ënnerschiddlech Punkten agaangen.

A mäi Virriedner huet effektiv och op déi Problematik eng kéier higewisen, well mir och alleguerter sollicitéiert goufe vun deene Leit aus dem Secteur. An ech mengen, dass dëst Gesetz awer eng ganz Rei vun Ouwerturë mécht, eng Sécherheet fir de Client, insbesondere d'Trennung tëschent Berodung a Vermëttlung, wat u sech fir mech ganz wichteg ass, dass ee weess ze ënnerscheeden, eng Professionaliséierung, déi méi staark gëtt.

An dofir wäerte mir dëst Gesetz och mat zwou Hänne kënnen ënnerschreien. An et geet weider a Richtung vun enger propperer an enger besser verständlecher Gesetzgebung. Dofir Merci nach eng kéier dem Rapporteur fir säin exzellente Bericht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Nodeem de Kriticke vum Statsrot iwwert dësen Text Rechnung gedroe gouf, kënnen mir als ADR dësen Text matstëmme, mä ënnert dem Benefiss vun zwou Remarken.

D'Chambre de Commerce huet higewisen op d'Problematik vun deene Leit, déi Intermediäre sinn an déi Produiten initiéieren, déi net ënnert dës Gesetz wäerte falen, a fäerten, als Concepteur de produits hei net méi kënnen ze schaffen. Dat ass notament de Fall vun all deenen, déi Kautiounen gi bei Ventes en état futur d'achèvement, wou mer wëssen, datt de Code civil jo virgesäit, datt entweder muss eng Garantie bancaire oder eng Garantie vun enger Assurance virleien.

Dat Zweet ass d'Problematik vun de Courtieren, wou d'Chambre de Commerce schonn 2012 sech opposéiert huet, datt hei Personnes physiques a Personnes morales verschidde behandelt ginn. Déi eng mussen e Kapital hu vu 50.000, déi aner vun 125.000 Euro. An et ass einfach net explikabel, firwat datt dat soll esou sinn. Dat muss een op jidde Fall upassen. Le cas échéant seet een: Kommt, mir maachen eng Distinction tëschent Courtieren, déi Primmen encaisséieren, dat heescht, wou e Risk besteet, an deene Courtieren, déi keng Primmen encaisséieren a wou kee Risk besteet!

An an deem Sënn ginn ech och elo eng Motioun of, wou mer d'Regierung opfuederen, d'Definitioun vun den Intermediären ze berücksichtegen an an engem spéidere legale Kader anzebannen, a bei de Courtiere kloer ze soen, datt entweder keng finanziell Récklage musse sinn oder nëmme fir déi, déi Primmen encaisséieren, datt dat och kann ersat ginn alt nees eng kéier duerch eng Assurance, eng Haftpflichtversicherung, an andeems d'Personnes morales an d'Personnes physiques gläichgestallt ginn.

Motion 1

D'Chamber

- ass sech der Wichtigkeet vum Assurancésecteur bewusst;

- gesäit d'Entwécklungspotenzial vum Assurancens- a Reassurancésecteur;

- behält d'Situatioun vu Lëtzebuurger Akteure géintwärt der internationaler Konkurrenz am A;

- wëllt jonke Mënschen et méi liicht maachen, sech am Versécherungssecteur eng Zukunft opzebauen;

- gesäit beim Projet de loi 7215 aus all deene Grënn zousätzlechen Handlungsbedarf.

D'Chamber fuerdert d'Regierung op,

- bei der Definitioun vun den Intermediären an Assurance a Reassurance d'Funktioun vum „Intermédiaire souscripteur d'assurances“ ze berücksichtegen an dës an de legale Kader anzebannen;

- bei den Obligatiounen, a besonnesch dem Gesellschaftskapital, deenen Assurancécourtieren ënnerleien, méi differenziert virzegoen, entweder:

° andeems d'Fuerderung no finanzielle Récklagen opgehewe gëtt oder

° duerch eng Kombinatioun mat enger berufflecher Haftpflichtversicherung oder

° duerch eng Beschränkung vun den Oplagen op déi Courtieren, déi tatsächlech Primme vun hire Clienten encaisséieren,

° an och, andeems déi ënnerschiddlech finanziell Couverture, déi vu Courtiere verlaangt gëtt,

ofhängeg dervun, ob si „personne physique“ oder „morale“ sinn, vereenheetlecht gëtt.

(s.) Roy Reding.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmme. Mir mengen, datt dat wierklech eng Avancée ass, wann een och nach bedenkt, awéifern d'Assurancégesellschaften awer wierklech eng kräfteg Lobby-Grupp sinn, net nëmme hei, also um europäeschen Niveau och, an datt och d'Produiten, déi ënnert dës Regelung falen, u sech de Konsument besser beschützen.

Dat heescht, voilà, mir wäerten dat mat ënnerstëtzen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Merci allegueren den Intervenante fir hir konstruktiv Approche hei. Mir schéngen hei eng Unanimitéit ze hunn. Doriwwer freeën ech mech. Fir d'Éischt wéilt ech mech deene ganz léiwe Wiederer vu Verschidde vum lech uschlëssen, wat de Rapporteur ubelaangt, den André Bauler, deen effektiv an déi komplizéiert Sujeten hei souwuel a senge schréffleche wéi och mëndleche Rapporte vill Luucht erabruucht huet. Merci!

Zum Sujet: Dat heiten ass d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, déi zwee Haaptziler huet: Dat éischt ass, de Consommateur ze schützen, an dat zweet ass, esou vill wéi méiglech Transparenz eranzebréngen an an engem d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Standuert fir Assurances ze sécheren. Hei gëtt de Champs d'application méi breet gemaach. Hei ginn d'Informatiounen um Consommateur méi breet gemaach, de Professionalismus gëtt assuréiert.

Ech versti vu verschiddeenen Interventiounen, dass bei all deenen Intermediären, déi hei am Spill sinn, e bësse Versteesdemech, e bësse Flexibilitéit gefrot gëtt, déi ee vläicht net total hei erëmfënnt. Ech mengen, den Dialog muss ee mat deenen Intermediäre weiterféieren. An ech kann lech soen, d'Regierung ass bereet, dat ze maachen. Nu si mer hei an engem Kontext, wou mer eng Direktiv mussen ëmsetzen. Mir mussen dat elo maachen. Mä deen Dialog wäerte mer natierlech weiterféieren am Interêt vun eiser Finanzplaz, vun eiser Assurancéplaz. Wéi den Deputéierte Bauler richteg gesot huet, ass d'Assurance ee vun de wichtegste Piliere vun eiser Finanzplaz.

Am Kontext vun Brexit hu mer gesinn, dass mer grad an den Assurancé vill neier konnten hei unzéien. Mir wëllen an déi Richtung weiderschaffen. De Ministère, ech selwer, mir stinn zur Verfügung, fir deen Dialog mat deene verschiddeenen Akteure weiterzebréngen. A wéi gesot, ech freeë mech, dass mer hei e breede Konsens hunn.

Merci, Här President.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Vläch e Wuert zur Motioun?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech kann e Wuert zur Motioun soen. Ech mengen net, dass et eng opportun Iddi ass, sech elo hei an eng Motioun eranzeginn, déi mer elo hei entdecken. Ech mengen, ech hunn drop geäntwert, andeem ech gesot hunn, mir brauchen en Dialog hei, dee weitergeet. De Kontext vun der Motioun verstinn ech a begrëissen ech. Elo déi dote Motioun, déi mer hei entdecken, einfach esou unzehuelen, schéngt mer net déi richteg Approche. Mä kommt, mir féieren den Dialog weider!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma da géife mer...

(Interruption)

Jo, den Här Reding?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Här President, ech hunn absolutt kee Problem domat, datt mer déi Motioun do an d'Kommissioun verweisen, well et effektiv en Thema ass, wat soll am Konsens gekläert ginn, am Interêt vun der Finanz- an Assurancéplaz. Mir mussen déi elo haut net ofstëmme.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ass jiddweree mat där Approche d'accord?

Mir kommen zwar herno eréischt zur Motioun.

(Négation)

Okay, gutt. Da géif ech proposéieren, emol fir d'Éischt iwwert de Projet de loi ofzestëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7215 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: De Projet de loi 7215 ass mat Unanimitéit ueg-holl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An ech hu gespuert, wéi wann déi Propositioun, déi vum Här Reding komm ass, net op Géigeléift trëfft. Da géife mer och iwwert d'Motioun ofstëmme.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung iwwert d'Motioun fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass d'Ofstëmmung elo ofgeschloss.

3-mol Jo, 55-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech géif dann, vu dass d'Froestellerin hei ass an d'Ministes och, elo déi Question urgente proposéieren iwwert d'Situatioun vum Waasser am Stau. An d'Madamm Mergen huet d'Wuert.

3. Question urgente n°3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Villmools Merci, Här President. Ech soen lech Merci, dass d'Urgence unerkannt gouf, och wann ee ka soen: Et ass elo fir d'Joer ze spët.

Verschiddener vun ons maache Vakanz am Land. An d'Madamm Beissel an ech, mir si besonnesch gären ëmmer an deem Eck do vum Stauséi. Vu kleng op, mengen ech, si mer do an der Géigend. Mir wëssen, mir hunn eng batter Erënnerung u lescht Joer, wou effektiv net nëmme Bloalgen all Waassersport verbueden hunn, mä och e Mangel u Waasser et schwéier gemaach huet, fir iergendeppes um Séi ze maachen.

Här President, vläicht hutt Der dee Lieserbréif vum Här Krier am „Wort“ gelies, virun zwou Woche mengen ech war deen, deen iwwert dee schlëmmen Zoustand vum dem Stauséi schwätzt. Vlächicht kënn Der lech och un de Reportage op RTL erënnere vun de Kollege Hansen a Schank, déi iwwert déi defizitär Infrastrukture ronderëm de Séi geschwat hunn. Vlächicht hutt Der och scho selwer eemol wéi mir aner Séifanater no engem Bistro oder Restaurant oder Hotel gesicht, deen Der kann hutt, a festgestallt, dass erëm ee seng Dieren huet missen zoumaachen.

Dobäi sinn awer eng ganz Rei Efforte gemaach ginn. D'Kläranlag ass a Betrib, och wann net alleguerten d'Gemengen drun ugeschloss sinn. Mä den Här Kaes huet mer verséichert, dass déi Gemengen, déi net drun ugeschloss sinn, hiert Ofwaasser iwwer een anere Mechanismus klären. Et gëtt säit enger Rei Joren - an dat war zur Zäit, wou ech nach selwer am Conseil vun SEBES war - en Ofkomme mat de Bauebetriber, dass se manner düngen, fir dass manner Nitrat an de Stauséi kënn. An do soll sech den Zoustand vum Buedem scho verbessert hunn. D'Phosphater sollen ëm 14% ofgehall hunn.

Dofir meng Froen un d'Madamm Minister: Wat sinn d'Resultater vun der Etüd vum LIST, souwäit se virleien? Kënn Der ons schonn aner oder déi Ursachen nennen, déi schëlleg sinn un der Verseuchung mat Cyanobakterien?

Zweet Fro: Am Communiqué vun der Regierung steet eemol, dass Schwammen an all Activités aquatiques verbuede sinn. An am Kapitel drop steet, dass d'Administration de la gestion de l'eau just vun enger Recommandatioun schwätzt. Ass et elo e Verbuet oder ass et eng Recommandatioun? Wéi kann een dat enforcéieren? Ech kann lech just soen, dass mir gëschter Mëtteg d'Segelschoul ofgebrach hunn an dass mir all Aktivitéiten douewen agestallt hunn.

(Interruption)

Also mir als Segler, pardon.

Ech hu mer och de Projet vum Règlement grand-ducal ugekuckt. Do ass effektiv Sprengstoff dran. A mir wëllen och wëssen, wéi wäit dass Der domat sidd, fir dat mat deenen diversen Akteuren ze diskutéieren.

An ech wollt, Här President, d'Madamm Minister froen, ob si net och der Meenung ass, dass déi nei Chamber, wa se da bis zesummen ass, dat och nach vlächicht eng Kéier sollt op de Leescht huelen, fir déi Fro vum Stauséi awer och ministerieniwergreifend ze diskutéieren.

An déi lescht Fro, Här President, ass: Wat fir Moosname si virgesinn, fir dass et d'nächst Joer net nach eemol zu deem nämlechte Problem kënn?

Här President, och wann et net seng éischt Vokation war, huet de Stau seng eminent wichtige Roll als Waasserliwwerant. De Stauséi ass dat eenzegt Gewässer am Land, wou ee quasi sämtlech Waassersportarten, déi een am Séisswaasser ka maachen, ka maachen.

An drëttens ass d'Géigend vum Stauséi a säin Naturpark eng Touristenattraktioun, déi aus dem Land net ewechzededen ass an déi et och soll bleiwen. An dofir maache mer ons och alleguerten Suergen ëm d'Wuel vum Stauséi, net nëmme d'Leit aus der Géigend. Mä fir d'ganz Land ass en immens wichtig, an och fir déi Stater Haryen, wéi se ëmmer douewe genannt ginn.

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **M. Gilles Baum (DP).** - D'Regierung ass net zoustänneg fir d'Wieder hei am Land.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo d'Madamm Carole Dieschbourg, ons Umweltministesch, a soss keen. Madamm Dieschbourg!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Zielt hinnen emol eppes!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech soen als Éischt emol der Madamm Mergen Merci fir d'Fro a Merci, fir d'Wichtigkeet vun dem Stauséi souwuel als Touristenattraktioun, als Touristemagnéit fir déi ganz Region, fir d'ganz Land ervirzehiewen, wou mer gläichzäitig eisen allergréissten Drénkwaasserreservoir hunn. A jiddweree vun eis ass bei deesen Temperature frou, wa mer eng gutt Waasserqualitéit hunn, souwuel wa mer wëlle schwamme goen, well d'Summerzäit ass d'Zäit, fir schwammen ze goen, wéi awer och, wa mer iwwert d'Drénkwaasser schwätzen.

Déi eng wichteg a gutt Informatioun, déi ech wëll virop ginn, ass: Beim Drénkwaasser besteet kee Problem. Dat gëtt méi déif mat engem Aarm erausgeholl. An do hu mer och Virstufe fir d'Filtratioun an dat gëtt och opbereet, soudass fir d'Drénkwaasser kee Problem besteet. Awer schwamme kënnen mer net goen a mam Boot fuere kënnen mer à ce stade och net goen. An ech muss lech soen, dat ass eng Mesure de précaution. An hei iwwerweit d'Gesondheet vis-à-vis vum Loisir a vum Spaass.

Et ass och esou, dass mer dës Precautioun net eleng geholl hunn. Mir hunn dat mam Gesondheitsministère ofgeschwat. An ech mengen, dass hei d'Gesondheitsgefor ze grouss ass, soudass mer eis Recommandatioun erausginn hunn an lech bieden, eis ze hëllefen, d'Leit och dofir ze sensibiliséieren. Ech hunn och dofir gëschter Mëtteg direkt d'Buergermeeschteren ugeruff ronderëm de Stauséi. Ech hu meng Kollegen an der Regierung avertéiert: den Etienne Schneider fir d'Police, si wäerte verstärkt hëllefen, Kontrollen ze maachen, den Dan Kersch, déi och iwwert de CGDIS wäerte sensibiliséieren.

A mir waren net inaktiv. An dofir hu mer haut eng ganz gutt Kommunikatiounsstrategie an esou Fäll, wou mer Bloalgen hunn. Haut gëtt et iwwer Internet Informatiounen. Ech soen der Press Merci, dass si alles gutt diffuséiert hunn. Mir hunn e Communiqué gemaach, deen ee kann iwwerall liesen. A mir hu virun allem ganz vill Akteuren, déi eis hëllefen, och den Naturpark. Mir hu Flyeren dat lescht Joer gemaach, well mer wëssen, dass et immens wichtig ass, dass mer eis eege Bierger protegéieren an den Touristen dës Informatioun zoukomme loosson.

Deen éischte Volet, also d'Kommunikatioun, déi hu mer maassgeblech verbessert. Mä déi Bloalgen, dat ass e Symptom, dat weist, dass eppes net an der Rei ass. An dofir si mer amgaangen ze kucken. Dofir muss mer och, an dat wëll ech vun deser Plaz nach eng Kéier soen, also mir schaffen zesummen, d'Waasserverwaltung, de SEBES an de LIST mat de lokalen Akteuren, fir d'Ursachen ze kucken. Mä eng vun den Haptursachen ass an deem Fall, an dat bleift och esou, den Nährstoffantrag. An do muss mer mat allen Akteuren zesummeschaffen, och mat der Landwirtschaft.

An da frot Der mech natierlech: Wat sinn d'Mesuren? Majo, d'Mesuren, dat ass ganz kloer, dat sinn eis Moosnamekonzepter, fir d'Stauséischutzgebitt ëmzesetzen, well mer do mat allen Akteuren an allen Themeberäicher - aacht um Stéck - wëllen zesummeschaffen. A mir hunn och d'ailleurs net gewaart, dës Regierung, bis déi Schutzzon do ass. Am Kader vum neie Waassergesetz huet d'Regierung sech d'Méiglechkeet ginn, elo schonn e Pilotprojet ze maachen. An deene leschten dräi Joer si schonn 1,2 Milliounen Euro an de Stauséi geflunn, fir aktiv mat der Landwirtschaft ze schaffen an net Angscht ze maachen an ee Bereich géint deen aneren auszespillen, Tourismus a Landwirtschaft, mä ebe fir mat allen Akteuren zesummeschaffen.

Dofir, déi bescht Mesure ass, d'Schutzzon net erëm ze diskutéieren, net erëm zrëckzebréngen, mä endlech ëmzesetzen. Mir hunn do zanter 1961 eigentlech eng Schutzzon um Blat. Leider, an d'Resultat gesi mer haut a Form vu Bloalgen, ass net alles ëmgesat ginn. Et geet also elo ëm eng gutt regional Entwécklung fir all Akteuren, an der Landwirtschaft nei Chancen ze developpéieren, nei Visiounen ze maachen, fir dass eisen Tourismus an déi Region attraktiv bleift an Dir an Är Kanner kënn um Stauséi Spaass hunn.

Ech wënsche mer dat. Ech wënsche mer, dass mir alleguerten als responsabel Politiker op deem Dossier an där wichtiger Region, am Naturpark mam SEBES, mat de Waasserfournisseuren a mat den Administratiounen zesummeschaffen, fir e gutt Resultat a fir deser Region eng gutt Zukunft ze garantéieren.

An ech soen lech Merci fir d'Fro.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat ass d'Question urgente evakuéiert a mir géifen vun Projet de loi 7216A iwwergoen, enger Direktiv iwwert d'Informatiounen, déi d'Fiduciairë sammele mussen. An de Rapporteur ass den honorabelen Här Eugène Berger.

4. 7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech wollt awer och - ech hat virun net d'Geleeënheet - mengem Virriedner hei, dem André Bauler als Rapporteur, nach eng Kéier Merci soe fir all déi Aarbecht, déi en an der Cofibu gemaach huet.

(Interruption)

Wann et ëm komplizéiert Dossiere gaangen ass an d'Fro war, wie soll Rapporteur ginn, dann hunn der vill an de Buedem gekuckt. Mä den André Bauler huet ëmmer no uewe gekuckt an e stoung Gewier bei Fouss do, fir dann dee Rapport ze maachen.

(Brouhaha)

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Geet den Här Bauler net méi mat an d'Wahlen?

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Voilà. Dat gesot, Här President, ech mengen, haut ass och Vollmound. Fir dann awer zrëckzekommen op eis Aarbechten hei an der Chamber: No engem Projet d'lescht Woch, Dir kënn lech erënnere, deen ech presentéiert hunn, wou et ëm den Accès vun de Steierverwaltungen zu den Donnéeën, déi gesammelt ginn am Kader vun der Lutte antiblanchiment, gaangen ass, hu mer haut e weidere Projet, dee sech och areit an all eis Efforten am Kader vun der Lutte antiblanchiment respektiv am Kader vun eiser Lutte géint d'Finanzéierung vum Terrorismus.

Dir wäert lech vlächicht wonneren, dat hei dese Projet de loi en A, keen Triple-A, mä awer e groussen A bei senger Nummer huet. Dat huet eng Ursach. Mir haten au départ ee Projet unique, den 7216, dee mer awer aus Ursache vun Delaen an zwee gespléckt hunn. Dat ass virun allem, fir dat mer kënnen awer ee wichtige Volet vu verschiddenen Aspekter vum Artikel 31 vun der Directive antiblanchiment „in time“, dat heescht elo fir de Juli 2018 ëmsetzen.

Fir den zweete Volet vum urspréngleche Gesetz, wou et ëm den Zentralregister vun den Donnéeën geet, bleift nach bis 2020 Zäit, fir deen ëmzesetzen. An do huet een dann nach e bësse Rou, well dat sinn awer e puer komplex Artikelen, fir an der Cofibu dann do nach eng Kéier kënnen driwwerzekucken.

Zréck dann zu deem Projet 7216A, dee mer dann haut hoffentlech wäerte stëmmen. Hei geet et drëms, dat déi verschidden zoustänneg Kontrollautoritéiten, déi Verflüchtungen oder Aufgaben am Beräich vun der Präventioun vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung hunn, Accès zu deenen néidegen Informatiounen vun de Fiduciairë respektiv dem Bénéficiaire effectif vun de Fiducië kriegen.

Kuerz e puer Elementer vum Gesetz skizzéiert. Bon, et gëtt éischters festgeluecht, wéi eng Informatiounen d'Fiduciairë vun hire Clienté mussen froen. An da geet et och hauptsächlech drëm, de Bénéficiaire effectif ze identifizéieren, also wiem d'Suen tatsächlech gehéieren. An do wollt ech awer nach eppes aflécken, dat ech net a mengem schrëftleche Rapport gemaach hunn, mä beim Artikel 2 wollt ech dat awer hei da méndlech präziséieren: Also wann d'Bénéficiaire net identifiziéiert sinn, da kann och eng Catégorie de bénéficiaires geholl ginn. An d'Bénéficiaire, dat wollt ech hei präziséieren, kënnen och identifiziéiert ginn duerch eng Caractéristique commune, zum Beispill den Numéro ISIN.

Ech mengen, ech sinn elo net de groussen Spezialist. Herno wäert bestëmmt den Här Mosar als Spriecher vun der CSV do nach weider Erklärunge ginn, wann do nach Froen zu deem spezifesche Punkt wieren.

Bon, op alle Fall mussen dann och déi Informatiounen, déi do vun de Fiduciairë gesammelt ginn, fënnel Joer gehale ginn no der Cessatioun vun der Fiducie. Fir all Fiducie mussen d'Fiduciaire d'Identitéit vum Constituant, vum Protecteur, vum Bénéficiaire an d'Kategorie, zu där de Bénéficiaire gehéiert, froen.

D'Autorités nationales kriegen déi Informatiounen op Demande. A wie sinn och d'Autorités nationales, vun deenen ech elo scho geschwat hunn, déi also do Aufgaben hunn an der Lutte antiblanchiment? De Procureur d'État, d'CRF, also d'Cellule de renseignement financier, d'CSSF, de Commissariat aux assurances, den Enregistrement, d'Douane, d'Steierverwaltung, de Finanzministère an esou weider. Ech mengen, Dir kennt déi alleguerten.

Bon, déi Autorités de contrôle, déi iwwerwaachen de Respekt vun deesen Obligatiounen a kënnen, wéi gesot, Dokumenter froen, Informatiounen bei Persounen nofroen, Inspektiounen op der Plaz maachen, Injunctiounen an Astreinten eventuell ausschwätzen, wann e Problem ass. An d'Autorités de contrôle kënnen och Avertissementer oder carrement administratif Strofe verginn. Als Sanktiounen kënnen Strofe verhaange ginn, déi bis maximal 1.250.000 Euro kënnen goen. D'Detailer fannt Der och am Gesetz an deem Artikel, wou dovu rieds geet, erëm.

Dann déi Decisiounen vun de Sanktiounen, wann der gesprach ginn, déi kënnen innerhalv vun engem Mount op dem Tribunal administratif deferéiert ginn, dat da quant au fond jugéiert.

Voilà, Här President, wat d'Aarbechten an der Kommissioun ubelaangt, de Statsrot hat eng Opposition formelle, där mer och als Finanzkommissioun konnten nokommen. Ofschléissend wëll ech awer och nach eng Kéier präziséieren, dat dese Projet sech och an d'Ëmsetzung vun der Recommandatioun 25 vum GAFI aschreift. Et geet hei bei där Recommandatioun ëm d'Transparenz an d'Bénéficiaire effectifs vun de Construxions juridiques. Dee Projet hei passt also genau dodrop. Dat heescht also, wa mer dat hei gestëmmt hunn, ëmgesat hunn, da si mer och ganz gutt opgestallt, wa mer da wäerten eng Kéier eng nächst Kontroll vum GAFI hei zu Lëtzebuerg kriegen.

Dat gesot, géif ech awer och hei dann den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann huet den Här Laurent Mosar d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, och hei e ganz grouse Merci un den Eugène Berger, de Rapporteur, deen eis an enger komplizierter Matière beschriwwen huet, wéi hei d'Identifikatioun vun de Bénéficiairë vu Fiducië verbessert gëtt, en huet et ennerstrach, ganz besonnesch och am Interessi vun där Evaluatioun, déi eis vum GAFI erwaart, eng ganz, ganz wichtig Demarche.

Ech wëll awer och dovu profitéieren, dem Eugène Berger net nëmme Merci ze soe fir säi Rapport, mä vu datt et, wéi gesot, jo och déi leschte Plenarsitzung ass, him och Merci ze soen a senger Qualitéit als President vun der Finanzkommissioun, wou mer eigentlech fannen, datt en op eng ganz ausgewogen a gutt Manéier déi Kommissioun do gefouert huet.

Dat féiert mech awer zrëck op de Projet de loi, wou de Rapporteur och op e Problem higewisen huet, wou ech mengen, datt ee klengen Oubli am Text ass, Här Minister. Do wëll ech awer nach eng Kéier drop opmierksam maachen. Ech mengen och, datt et eigentlech iwwerhaupt kee Problem ass, wat d'Intentioun vum Legislatuer betrëfft, mä déi Intentioun vum Legislatuer geet net ganz kloer aus dem Text ervir.

Erlaabt mer vlächicht am Zousaz zu deem, wat den Eugène Berger gesot huet, nach eng Kéier ze erklären, ëm wat et geet, och wann et technesch juristescht relativ komplizéiert ass. Et geet eigentlech hei ëm d'Identifikatioun vun de Bénéficiairë vu Fiducien. An do ass et jo esou, datt ganz oft, wann déi Identifikatioun gemaach gëtt, awer nach net onbedéngt en Numm kann op déi Bénéficiairë gesat ginn. Dat steet och ganz kloer am Text dran. An duerfir gesäit eigentlech och den Text vir, datt déi Identifikatioun och ka gemaach ginn net de façon individuelle, mä par renvoi op verschidde Kategorie vu Bénéficiaire. Den Eugène Berger huet dat virdu geschildert.

Wann een den Text liest, mengen ech, ass dat do ganz kloer d'Intentioun vum Legislatuer. Wann een awer elo d'Artikele kuckt, da kéint do e klengen Doute sinn. Duerfir mengen ech,

wier et wichtig - de Rapporteur huet et gesot, ech widerhuelen et och elo nach eng Kéier -, wann den Här Minister vläicht dat do och nach eng Kéier géif soen. Dann, wann eng Kéier en Doute ass, kënne jo d'Spezialisten d'Travaux parlementaires liesen. An da mengen ech ganz kloer, dass se do erausfannen, wat d'Intentioun hei war.

Dat gesot, géif ech och nach eng Kéier Merci soen an den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass et um Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Och dem Rapporteur Eugène Berger Merci fir säi gudden Rapport. Effektiv, bon, mir begrëssen dat heiten natierlech. Dat ass eng vun de Mesuren, fir de Paquet antiblanchiment, den AML 4 ëmzesetzen. Dese Register des fiduciaire, dat ass effektiv ee Punkt, deen ech och e puermol an der Kommissioun soulevéiert hunn, dass d'Fiducie, de Contrat fiduciaire vill aner Applikatiounen huet wéi déi vum Lëtzebuurger Trust.

Dat heescht, et ass u sech en Instrument, wat jo net nëmmen oder, ech géif souguer soen, relativ weineg gebraucht gëtt, fir esou trustaarteg Strukturen ze maachen. Et gëtt och gebraucht, fir zum Beispill Sûretéiten ze maachen, Contrats de sûreté. Et gëtt gebraucht fir Kapitalmaartoperatiounen; zum Beispill d'Titré vun SES si jo sous forme vun enger Fiducie erausginn. An dofir ass och de Verweis op den ISIN, dat heescht, dass een u sech d'Titren, wou een d'Beneficiairen net kennt, déi sous forme globale bei engem Clearstream oder engem Euroclear leien, dann och viséiere kann.

Meng Suerg war, dass mer hei e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss sinn an dass mer u sech op eng ondifférenziéiert Aart a Weis déi ganz Fiducie viséieren, wou mer vläicht hätte kënnen e bësse méi pointéiert op déi Strukturen, déi trustaarteg sinn, higoen. Et ass mer gesot ginn an der Kommissioun vun de Beamten, dass dat net méiglech war, dass den europäesche Kader dat net hiergëtt an dass mer dofir déi ganz Fiducie hu missen hei eranhuelen.

Bon, ech mengen, dat gesot, ass et ëmmer éischer besser méi Transparenz wéi manner Transparenz. An déi Registeren, wou dann duerno all déi Beneficiairen do drastinn, déi si jo dann dee Moment vläicht net utile, mä op alle Fall gëtt et se, wat net onbedéngt eng schlecht Saach ass.

Voilà, dat gesot, gi mir natierlech och den Accord zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kox kritt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Och vu mir en duebele Merci, eng Kéier fir de Rapport vun deemem Gesetz, eng Kéier méndlech a schréfflech, awer och e Merci dann, well et och déi leschte Kéier ass, wou ech dann intervenéieren, fir de President vun der Finanzkommissioun. Merci fir déi fennef Joer gutt Zesummenaarbecht.

Dann inhaltlech, denken ech, dass meng dräi Virriedner souwuel op d'Wichtigkeet vun deemem Gesetz, awer och op d'Problematik agaange sinn, soudass ech do net méi vill brauch dozou ze soen. An ech ginn den Accord zu deemem Gesetz vun eiser Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass et um Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Och fir d'ADR kann ech den Accord bréngen zu deemem Projet. Leider Gottes schaffe mer nees an der Hetz. Hei ass eng Direktiv vun Mee 2015, wou de Projet de loi vun Enn 2017 ass. Dat sinn Delaien, déi net misste sinn.

Dat weist sech och dorun, dass mer de 24. Juli den Avis complémentaire kritt hu vun der Chambre de Commerce, obwuel de Rapport de 17. Juli ugeholl ginn ass. Wat gutt ass, ass, dass mer hei eng Scission gemaach hu vun deenen Texter, well de Register de bénéficiaire effectif an och dee vun de fiduciaire ganz vill Froen opwerfen, och an notamment wat den Dateschutz ubelaangt.

A wat och richtig ass, wat de Franz Fayot gesot huet, et gëtt verschidde Kategorië vu Fiducien, wat och d'Chambre de Commerce ganz kloer an hirem Avis gesot huet, déi net alleguerten eng Conséquence fiscale hunn. An et ass gutt, dass mer Zäit hunn, dat Element an engem spéideren Text méi genau ze definéieren.

Mä wéi gesot, fir diesen Text kann ech den Accord vu menger Partei bréngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann hunn ech den Här David Wagner ageschriwwen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Also d'Directive antiblanchiment vun 2015 verlaangt, dass all EU-Member e Register des bénéficiaires effectifs opstellt. An deem Register sollen déi nei reell Propriétaires an déi final Beneficiaire vun all Sociétés, vun all Fongen a vun all Fiducien erfaasst ginn, soudatt déi kompetent Autoritéite kënnen dës Informatiounen consultéieren.

Dese Register ass immens wichtig, fir géint Geldwäsch oder géint d'Finanzierung vun Terrorismus virzegoen, well bei deene kriminellen Aktivitéite gi jo oft eng ganz Kaskad vu Sociétés benotzt, fir Finanzstréim ze verstopen an ze anonymiséieren. Dee Register ass doriwier eraus och wichtig, fir géint Steuerbedruch virzegoen, wat jo eng Infraction primaire bei der Geldwäsch ass.

Déi Direktiv ass vum Mee 2015 an de leschten Delai, fir se ëmzesetzen, war am Juni 2017. Haut, ee Joer nom Delai, an dem drëtte Joer no der Adoptioun vun der Direktiv hu mer nach ëmmer keen esou e Register an et wäert dës Legislatur wahrscheinlech och kee méi kommen, well d'Regierung hält elo d'Publikatioun vun der neier Directive antiblanchiment zum Ulass, fir d'Kreatioun vun deem Register nach eemol no hannen ze verschiben.

Den Här Finanzminister huet der Kommissioun gesot, Lëtzebuerg wéilt awer déi fennef Antiblanchimentsdirektiv vum Fréijoer 2018 ganz schnell ëmsetzen a géif dowéinst de Projet de loi iwwert de Register nach eng Kéier nei iwwerschaffen. Si wäerten zu Brüssel wahrscheinlech och geschmunzelt hunn, wéi se dat héieren hunn, wann ee weess, wéi schnell mir fir gewéinlech déi Antiblanchimentsdirektiven ëmsetzen.

Mir mengen och net, dass dat Zoufall ass oder dass dat einfach just domm gelaf ass. Mir mengen, dass d'Regierung hei bewusst eent vun de wichtigsten Elementer vun der Antiblanchiment 4 schleefe gelooss huet, fir e puer Joer Zäit ze gewannen. A wahrscheinlech ass et och keen Zoufall, dass elo an där neier Antiblanchiment 5 den Delai fir d'Mise en place vun deem Register op Ufank 2020 verluecht ginn ass.

Dee ganze Prozess ronderëm dee Register gëtt lues a lues zu enger riseger oder zu enger richteger Farce. Ech ginn ze bedenken, dass d'Regierung mat hirem Obstruktionspolitik a Saachen Transparenz net nëmmen d'Steieroptimierung beschützt, mä domadder och gläichzäitig verhënnert, dass d'Finanzierung vun Terrorismus an d'Geldwäsch kënne méi effektiv bekämpft ginn.

Esou bekämpft een Terrorismus vill besser, vill méi effikass, wéi andeems een d'Burka verbitt, wollt ech just do ze bedenke ginn.

Komescherweis sinn et ëmmer déiselwecht, déi dat eent wëllen an dat anert net. Et pour cause! Et ass duerchaus méiglech, dass esou Aktivitéiten iwwer Lëtzebuerg lafen. An et ass der Regierung hir Responsabilitéit, dat ze verhënnere.

Dese Projet de loi, dee jo ursprénglech een Deel vun dem Register sollt ëmsetzen, ass elo an zwee gespléckt ginn. Heimadder ginn elo just d'Dispositiounen geholl iwwert d'Informatioun, déi d'Fiduciaire mussen sammelen an zur Verfügung vun den Autoritéiten halen.

Et ass ee wichtige Schrëtt, a mir wäerten dat och mat ënnerstëtzen. Et kann ee soen: Et ass gutt fir eis Reputatioun, eise Ruff. Ech wéilt nach just eppes soen: Wann ech moies opstinn an ech kucke mech an de Spigel an ech soe mer: „David, du bass immens schéin an immens intelligent“,...

(**Hilarité**)

...dann ass dat kee Ruff. Dat ass kee Ruff! Dat ass meng Meenung, déi ganz subjektiv ass.

(**Hilarité**)

De Ruff, dat ass, wann déi aner datselwecht denken. A wa mir iwwer eise gudden Ruff vu Lëtzebuerg schwätzen, et wier gutt, wann dee gudden Ruff och géif gedeelt ginn an anere Länner ronderëm eis an Europa.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, ier de leschte Riedner geschwat huet, hat ech d'Intentioun, vun

doiwier (veuillez lire: vun der Regierungsbänk aus) mech ze freeën, dass mer hei esou vill Konsens hunn, mä ech wéll awer reagéieren op dat, wat de leschte Riedner gesot huet. Ech kann dat einfach net am Raum stoe loosse. Mat all deenen Efforten, déi Lëtzebuerg gemaach huet, fir impeccabel dozestoen, kann ech net einfach an der Loft stoe loosse, dass Lëtzebuerg sech de Complice mécht vum Finanzement vun Terrorismus oder vu Blanchiment. Et ass einfach inakzeptabel, dass esou eppes hei an der Chamber behaupt gëtt!

An ech wéll ganz einfach un d'Responsabilitéit vun all Mënsch an deemem Sall appelléieren. Mir stinn hei riicht, fir géint de Blanchiment ze kämpfen a géint den Terrorismus. A wann et och nëmmen e puer Leit sinn, déi de Contraire soen, da wéll ech hei op der Tribün soen: Dat wéll mer net an dat ass net esou an dat soll och an Zukunft net esou sinn!

Mir hunn hei eng Scission vum Text gemaach, well contrairement zu deem, wat de leschte Riedner gesot huet, eng Evolutioun stattfënt um europäeschen an um Weltniveau, déi esou séier geet, dass, wann déi véiert Direktiv decidéiert ass, direkt eng fennef an der Période de transition, wou déi véiert muss ëmgesat ginn, schonn adoptéiert gëtt.

Wéi wéllt Der dann, dass mer kënnen eisen Droit ajustéieren, wann am Laf vun där Zäit, wou mer sollen eng Direktiv ëmsetzen, scho Changementer kommen? Dofir hei déi Scission vum Projet de loi. Et geet eis drëm, dass mer dat, wat akteiert ass um europäeschen Niveau a wat kloer ass, direkt ëmsetzen. Dat ass dat, wat mer haut maachen.

An déi fennef Antiblanchimentsdirektiv, déi mer bis 2020 hunn, fir ëmzesetzen, wäerte mer an den Delaien ëmsetzen.

Ech géif gären dem Rapporteur Eugène Berger Merci soe fir déi Presentatioun, déi en hei gemaach huet. An et ass richtig: Hei setze mer deen Deel ëm, deen net a Fro gestallt ass. A mir ginn deene Persounen, déi hei mat implizéiert sinn, d'Obligatiounen, d'Informatiounen anzesammelen iwwert d'Beneficiaire-effectiften.

Déi Fro, déi gestallt ginn ass iwwert d'Kategorië vu Beneficiaire géif ech gär hei am Raum opstoe loosse, hei elo net ferm Positioun huelen als Regierung. Dat ass eng Fro, déi sech stellt, wou ech och bereet sinn, den Dialog weiderzeféieren.

Wat maache mer hei, andeem mer dës Direktiv ëmsetzen?

Eh bien, mir maachen eis konform zum europäesche Recht a mir designéieren déi néideg Autoritéiten - dat ass also zu Lëtzebuerg d'CSSF, de Commissariat aux assurances an och, net ze vergiessen, d'Administration de l'enregistrement et des domaines; gläich beim nächste Projet oder iwwernächste Projet de loi setze mer do nach d'TVA beim Titel derbäi -, déi eis hëllefen, déi Surveillance ze maachen an och d'Sanktiounen auszeschwätzen. Ech freeë mech iwwert de grouse Konsens, dee mer hei hunn. Hei si mer eis eiser Responsabilitéit bewusst a mir setzen eis konform mat der Regelung vun der Union européenne an och vum GAFI.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

A mer kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7216A iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7216A et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt u. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7216A ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Dispens d'accord?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen vun nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7278, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'TVA. An d'Madamm Rapportrice, d'Joëlle Elvinger, ass scho prett. Dir hutt d'Wuert, Madamm Elvinger.

5. 7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7278 gouf den 13. Abrëll vum Finanzminister an déi legislativ Prozedur geschéckt an huet als Objet, d'Gesetz vum 12. Februar 1979 iwwert d'TVA ofzënnere.

Méi genee kënnst an d'Kapitel VIII «Régimes particuliers - Impositions forfaitaires» eng ganz nei Sektoun derbäi, an där et ëm de Regimm vum sougenannte Groupe TVA geet. Mat deem Gesetzesprojet bidde mer de Sociétésiten also d'Méiglechkeet, ënner verschidde Konditiounen vun deem Regimm Groupe TVA kënnen ze benefisiéieren.

Mä wat ass eigentlech e Groupe TVA? A firwat ass e gutt? De Groupe TVA besteet u sech aus ënnerschiddleche Sociétésiten, déi hei am Land etabléiert sinn an déi enk matenee verstréckt sinn, d'est souwuel um finanziellen, ekonomeschen an och um organisationelle Plang. Falls dat de Fall ass, kënnen dës Personnes morales sech an Zukunft als sougenannte Groupe TVA zuesummoendo an sech als eenzeg Assu-jetti besteiere loosse.

De Virdeel vun esou enger fiskaler Fiktioun ass, dass d'Operatiounen ënnert de Membere vum Groupe TVA steierlech net consideréiert ginn. D'Transaktionen tëschent Membere vum Groupe TVA gi betreucht, wéi wa se innerhalb vun därselewechter Gesellschaft gemaach gi wieren. Zudeem kann een och a gewëssene Moosse vun enger Simplification administrative schwätzen. Wann de Groupe TVA näamlech bis eng Kéier gegrennt ass, gëtt et just nach eng eenzeg Deklaratioun vun der TVA ze maachen, amplat dass all eenzel Entitéit hir eegen Deklaratioun erareecht.

Här President, och wa mir haut mat deemem Gesetzesprojet keng europäesch Direktiv ëmsetzen, well mir jo alleguerte wëssen, dass et heianso ganz enk mam Délai de transposition ass, esou besteet haut awer eng gewëssen Noutwendegkeet, fir de Projet de loi hei séier am Haus ofzestëmme.

Ech wéilt dofir vläicht direkt jiddwerengem Merci soen, deen vun deemem Projet matgeschafft huet an derzou bäigedroen huet, dass mer et fäerdegbruecht hunn, fir dee Projet haut nach an d'Pleniéire ze bréngen. Ech denken do besonnesch un d'Beamten aus dem Finanzministère, un de Statsrot, awer och un déi gutt Zesummenaarbecht an der Finanzkommissioun.

Déi ugeschwaten Urgence besteet u sech, well Lëtzebuerg elo rezent vun der Cour de justice veruerteelt gouf. Am Arrêt vum 4. Mee 2017 huet d'Cour de justice näamlech befonnt, dass d'Applikatioun vum Regimm vun de Groupements autonomes de personnes, oder kuerz och GAP genannt, zu Lëtzebuerg net konform zu der TVA-Direktiv wier.

Et muss ee wëssen, dass d'Regimmer vum GAP an dem Groupe TVA äänlech sinn, awer net identesch. Et sinn eigentlech zwou verschidde Philosophien: d'GAP eng Exoneratioun vun der TVA; an de Groupe TVA ass eng fiskalesch Fiktioun, wou all d'Operatiounen tëschent de Membere daerfen ouni TVA gemaach ginn. Ech verweisen do ganz gär op den Exposé des motifs vun demem Projet de loi, deen op deem Punkt ganz exhaustiv ass.

Den 21. September 2017 sinn dunn nach dräi weider Arrête vun der Cour derbäikomm, déi alleguerten d'Applikatioun vum Regimm vun de GAPen esou strikt limitéiert hunn, dass d'So-

cietéiten aus dem Finanz- an Assurancésecteur net méi dierfen dervu profitéieren. Dobäi gräifen zu Lëtzebuerg grad dës Secteuren am meeschten op d'GAPen zréck.

Et kann ee sech awer och nach glécklech schätzen, dass d'Cour an deenen nämlechten Arrête präziséiert huet, dass d'Urteeler keen Effet rétroactif hunn, well soss wiere mer wahrscheinlech nach gutt geréselt ginn. De Lëtzebuerger Standuert ass mat dese Jurisprudenzen also manner attraktiv, mä och manner kompetitiv ginn, grad fir de Finanz- an Assurancésecteur. Dës Secteure konnte vun engem Dag op deen aneren net méi op de Regimm vun de GAP zielen. An dofir war et esou noutwendeg, dass mir esou séier wéi méiglech géife reagéieren. An d'Alternativ heizou ass, wéi gesot, dese Groupe TVA, iwwert dee mer haut ofstëmmen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo kuerz op eenzel Charakteristike vun deem Groupe TVA agoen.

Fir d'Éischt e puer Wuert zum Statut vun esou engem Grupp. De Groupe TVA huet keng Personalitéit juridique oder e Statut, deen him Personalitéit juridique géif entzëien. De Grupp besteet net am Droit commun, mä huet eng reng fiskal Notion.

De Regimm vum Groupe TVA ass net obligatoresch, mä fakultativ. Falls déi eenzel Konditionnen also erfüllt sinn, kann een nach ëmmer entscheiden, ob een op dee Regimm zréckgräift oder net. Ass da bis esou ee Groupe TVA gegrennt, däréi een dee fréiestens no zwee Joer erëm opléisen.

Innerhalb vun deem gegrennte Grupp mussen awer alleguerten d'Entitéiten, déi d'Kritären erfüllen, matzëien. Déi eenzeg Ausnam géllt fir d'Entitéiten, déi net an der Produktiounschaïne involvéiert sinn a bei deenen d'Netdeelhuelen um Grupp keng fiskal Dechete mat sech zëie géifen.

Nach e puer Wuert zur Grënnung vun esou engem Groupe TVA. De Grupp gëtt duerch eng sougenannten Déclaration de constitution de groupe TVA gegrennt. Dës gëtt vum Representant vum Grupp bei der Enregistrierungsverwaltung eragereecht. An där Déklaratioun stinn dann natierlech d'Nimm vun deene Sociéitéiten, déi um Grupp deelhuelen, hir Relatiounen, d'Lienen an d'Fluxen ënnereneen. Et mussen och Organigrammen eragereecht ginn, jee, sämtlech Dokumenter, fir dass d'Verwaltung sech kann e komplett Bild vum Groupe TVA maachen a Frauden ausschléissen.

Här President, ech mengen, ech hunn a menger knapper Zäit den Tour duerch dese Projet gemaach. Et geet wéi gesot haapt-sächlech drëms, eng Alternativ zum Regimm unzebidden, deen elo méi strikt reglementéiert gouf. Aner Länner gräifen op dës Instrument zréck an et ass noutwendeg, dass mir do nozëien.

Fir weider Detailler zu deem dach ganz technesche Projet de loi verweisen ech gär op mäi schrëftleche Rapport.

Zu der legislativer Prozedur bleift dann nach ze soen, dass de Projet, wéi gesot, am Abrëll deposéiert gouf. Ech gouf den 20. Abrëll an der Finanzkommissioun zur Rapportrice genannt. Mir kruten den 13. Juni d'Avise vun der Statsbeamten- an och vun der Handelskummer. Et kann een dann och nach soen, dass béid Kummere sech u sech positiv iwwert dese Projet de loi geäussert hunn. A si begreissen och virun allem, dass séier reagéiert gouf an dass de Groupe TVA net obligatoresch, mä fakultativ fir déi betraffe Personnes morales ass.

De Statsrot huet säin éischten Avis an der Sëtzung vum 3. Juli erausginn. Hien huet an deem Avis ënner anerem gefuerdert, dass mir beim Paragraf 7 vum neien Artikel 60ter nach eng Kéier nobesseren. An deem Paragraf ass et ëm d'Repercussione vun engem Groupe TVA op d'Kompetitivitéit vun aneren ekonomesche Secteure gaangen.

De Statsrot war der Meenung, dass d'Kritären vun där Mesure anti-abus net präzis genuch am Text definéiert wäeren, an hien huet sech och formell géint dës Dispositioun opposéiert. An der Sëtzung vum 10. Juli hu mir an der Finanzkommissioun opgrond vun där Opposition formelle decidéiert, dee Paragraf 7 falen ze loosser. An déi aner Remarque vum Statsrot, déi fannt Der, wéi gewinnt, a mengem schrëftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vu menger Fraktioun, der DP, zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Merci och hei der Rapportrice, déi eis e ganz flotte schrëftlechen a mëndleche Rapport heizou geliwert huet. Ech sinn eigentlech de Mëtten extrèmement frou, Här Minister, datt mer dee Projet hei unhuelen, well Dir kéint lech erënneren, datt net méi spët wéi den 8. Dezember 2016 - dat sinn elo geschwënn zwee Joer hier - d'CSV-Fraktioun genau dat do gefrot hat; d'ailleurs an enger Motioun, déi deemools vun Ärer Regierung ugeholl ginn ass.

Ech wollt dat och emol eng Kéier präziséieren, well et gëtt jo alt heiansdo esou gesot, d'CSV géif ni mat Propositionen kommen. Hei ass eng exzellent Proposition, wou een eigentlech just ka regrettéieren, datt d'Regierung se net schonn éischter ugeholl huet, well dann hätte mer vläicht och net déi Problemer gehat duerch deen Arrêt, deen elo komm ass an dee jo och vun der Madamm Elvinger hei beschriwwen ginn ass.

Ech wëll iwwregens soen, datt, wann ech richtig informéiert sinn, ech mengen, 16 Länner am Moment am Kader vun der Europäescher Unioun schonn dee System vun dem Régime d'unité de TVA kennen, soudatt mir eigentlech elo do am leschte Peloton si vun deene Länner, déi dat dann adoptéieren. Mä besser spët wéi guer net. Duerfir féint dann och dese Projet den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Och vun eis e grouse Merci un d'Joëlle Elvinger fir säi gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. An och vun der grénger Fraktioun e Merci un d'Rapportrice fir de mëndlechen an de schrëftleche Rapport an ech gi gläichzäitig dann den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Och mir ginn eisen Accord als ADR zu deemem Text.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Jo, ech muss zouginn, als kee Mann vun deem Beruff do wouss ech guer net, datt et esou eng Méiglechkeet gouf, de Groupe TVA an esou weider, datt et Méiglechkeet géif ginn, fir Exoneratioun ze maachen.

An ech bewonneren ëmmer déi Leit vun der Place, well déi kommen ëmmer op esou Iddien, dat ass phenomenal. Si kniwwelen... Et si Luuserten. Se si gutt, se si gutt!

(Hilarité)

Mä, ech mengen, déi... Neen, et ass wierklech phenomenal.

Mir bleiwen awer weiderhi skeptesch, fir dat heiten elo unzehuelen, well et schéngt awer weiderhi relativ large ze sinn. Et betrëfft jo och den Assurancésecteur. A mir wäerten dann dese Projet de loi net matdroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert de relativ largé Konsens, deen net bis d'Unanimitéit geet, mä bis bal no drun. Ech géif gär der Madamm Elvinger fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci soen.

Et ass esou, dass dat heiten u sech e relativ wichtige Projet ass, mä well en esou technesch ass, gëtt vläicht déi Wichtigkeet ënnerschat. An et ass och net richtig, wat den Deputéierte Mosar gesot huet, dass Lëtzebuerg hei en retard wier. Mir waren en avance!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Mir waren en avance dank der viregter Regierung a viregte Regierungen, déi e Gruppement autonome geschaaft haten. Vun deem konnten de Finanzsecteur an den Assurancésecteur benefisiéieren, mä leider: Dee System

war esou gutt an esou schéin, dass d'Europäesch Cour de justice fonnt huet, dass en net legal wär. Dat ass d'Realitéit! Fir dann ze soen, dass mer en retard wieren, fannen ech net eng ganz richtig Duerstellung.

Dass dann den Här Mosar seet: „Mir hunn lech schonn am Dezember gesot, dass Der en neie Regimm sollt maachen“, a mir wieren hei a Verspéidung, ass net déi richtig Presentatioun vun der Saach, mä ech si frou, dass mer et gemaach hunn. An ech si frou, dass mer, mat Ausnam vun enger Partei, dat alleguer begreissen an dass mer do an d'Richtung ginn, dass mer eis en Instrument ginn, wat sech elo net nëmme méi applizéiert op d'Finanzplaz an op d'Assurancen, mä en fait op déi ganz Ekonomie.

Dat war awer guer net esou einfach. Mir hu missen de Feu vert vu Bréssel kréien, dee mer da kruten. A mir sinn elo zu 17 Länner, déi esou e Regimm hunn. De Regimm ass optionnell. An ech wëll ënnersträichen, dass et effektiv e favorable Regimm ass, mä dofir muss gesuert ginn, dass d'Regelen alleguerten agehale ginn, well hei si soss Pertes de TVA, Déchet-fiscallen, déi net gutt si fir eis Statskeess. Dofir soen ech scho vun Ufank un der Administration de l'enregistrement e grouse Merci fir d'Ëmsetzung an d'Kontroll vun de Saachen, déi mer hei maachen.

Wéi gesot, mir setzen hei eng Opportunitéit ëm, déi mer virun an deem Sënn net haten. Dat kéint den Entrepreneuren zegutt an dat ass gutt fir d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7278 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7278 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7278 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Boffering (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7230, enger Ofännerung vun der Organisatioun vun der Steierverwaltung. An d'Madamm Joëlle Elvinger als Rapportrice ass prett.

6. 7230 - Projet de loi portant organisation de l'administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1^o la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2^o la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vun deem Gesetzesprojet ass et, d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Administration de l'enregistrement et des domaines vun 1970 ze reforméieren an den d'Entwécklung vun de leschte Joren unzepassen.

D'Reform vun der Fonction publique aus dem Joer 2015 hat effektiv och e groussen Afloss op den Enregistrement. Dës Reform huet, ënner anerem duerch d'Aféierung vun der Gehälterklass A2, eng nei Hierarchiséierung vun de Carrière mat sech bruecht. Eng weider Neierung huet d'Definitioun vun de Verwaltungsrichtlinien no Objektivem betraff.

D'Konsequenz heivun ass, dass am aktuelle Gesetz weiderhi rieds vun enger Rei Konzepter an Dispositiounen ass, déi awer net méi „up to date“ sinn an et dowéinst zu enger Zort Decalage komm ass téschent dem Gesetz vun 1970 an den Exigence vun enger moderner Administration. Deem géllt et, Rechnung ze droen am neie Gesetz.

Nieft den techneschen Aspekter huet d'Regierung awer och profitéiert, fir verschidde méi déif gräifend Ännerunge virzehuelen. Virun allem um Niveau vun der Organisatioun a vun den Attributiounen vum Enregistrement ginn nei Elementer an d'Gesetz geschriwwen. Aus deem Grond war et méi sënnavoll, sech fir e ganz neien Text ze decidéieren, amplaz dat aktuellt Gesetz ëmzënnereen.

Den Enregistrement huet sech iwwert d'Joren evidenterweis selwer och permanent weiterentwickelt. Mat der wirtschaftlecher a sozialer Evolution vum Land krut den Enregistrement no an no nei Missiounen vun de jeeeweilege Regierungen, wéi zum Beispill am Beräich Antiblanchiment an am Beräich vum Kampf géint d'Finanzierung vum Terrorismus. Et geet also virun allem dorëms, d'Organisatioun vum Enregistrement de Réalitéte vun haut an den Erausforderunge vu muer unzepassen.

Och gëtt den Numm vun der Verwaltung un d'Realitéit ugepasst. An Zukunft ass deen offiziellen Numm „Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA“. Domat soll der wichtiger Roll Rechnung gedroe ginn, déi d'Gestioun vun der TVA an den Aktivitéite vum Enregistrement anhëlt.

Zënter der Aféierung vun der TVA op nationalem Niveau 1970 ass déi Roll ëmmer méi gewuess an d'TVA ass haut en zentraalt Element vum Enregistrement senger Aarbecht.

Als Beispill kann een nach verschidden aner Elementer vun deem Gesetzesprojet ervirhiewen.

Éischtens steet den Directeur adjoint elo an der Hierarchie vun der Administration téschent dem Direkter an dem Personal. Et gëtt e Comité de direction geschaaft an d'Organisatioun vun der Direktioun gëtt iwwer en Organigramm geregelt.

Zweetens gëtt dernieft d'Fonction vum Préposé adjoint um Niveau vun de Bureaux d'exécution geschaaft, deen de Préposé soll ënnerstetzen an och kënnen ersetzen. D'Plaz vum Préposé ass och net méi fest, wéi bis elo, an ee Grad an un ee Groupe de traitement gebonnen, wat och hei méi Flexibilitéit mat sech bréngt.

Drittens gesäit de Projet Dispositiounen vir, fir d'Prozedur vum Recouvrement forcé vun administrativen Amendé méi effikass ze maachen. Effektiv ass et esou, dass dës Prozedur an ëmmer méi verschiddene Beräicher, déi mam Enregistrement ze dinn hu respektiv an den Enregistrement grenzen, applizéiert gëtt. An dofir ass et wichtig, dass d'Effikassitéit vun dëser Prozedur séchergestallt ass.

Fir weider Detailler verweisen ech hei op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, de Gesetzesprojet 7230 gouf den 11. Januar vum Finanzminister Pierre Gramegna deposéiert. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Mériers an d'Chambre de Commerce hunn hiren Avis zu deemem Projet ofginn. De Statsrot huet säin éischten Avis den 12. Juni 2018 publizéiert an doranner vertritt en d'Meenung, dass et net ubruecht wier, dem Enregistrement säin Numm ze änneren, fir d'Gewicht vun der TVA an hiren Aktivitéiten ze verdäitlechen, well ee soss jo misst all Attributiounen vum Enregistrement an den Numm setzen an och bei all Changement vun de Missiounen den Numm misst änneren.

Dovun ofgesinn, war déi héich Kierperschaft nach der Meenung, dass d'Missiounen vum Enregistrement net präzis genuch definéiert wieren. D'Finanzkommissioun ass dese Recommendationen, mat Ausnam vun där vum Numm, an hiren Amendement vum 26. Juni dës Joer nokomm.

Am Avis complémentaire vum 17. Juli hat de Statsrot nach eng lescht Opposition formelle

zur Disposition, dass de Minister dem Enregistrement weider Kompetenzen attribuieren kéint. D'Kommissioun huet dese Paragraf du gestrach, an domadder konnt de Statsrot säin Accord zum Gesetzesprojekt ginn.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ëscht gesot, wëll ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

A well et och mäi leschte Rapport ass fir d'Finanzkommissioun géif ech awer nach gär dervu profitieren, fir e puer Mercie lasszeginn, un eischer Linn un de Finanzminister Pierre Gramegna an u seng Beamte vum Finanzministère souwéi och un d'Beamte vun deene verschiddenen Administratiounen, a ganz besonnesch wat meng Projekte betraff huet, wou ech Rapporteur war, dem Enregistrement, der neier Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, der Steierverwaltung an der Douane fir déi gutt Zusummenaarbecht, hir Ennerstützung, hir gutt Hëllef, hir wäertvoll Explikatiounen, déi se eis an der Finanzkommissioun ëmmer ginn hunn, an och hir Disponibilitéit, well se ëmmer do waren, wa mer se gebraucht hunn oder geruff hunn an der Kommissioun.

Ech wëll awer och dervu profitieren, fir de Kollegen aus der Finanzkommissioun an och dem President Eugène Berger Merci ze soen...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - ...fir déi gutt Zusummenaarbecht an all deene Projekten iwwert déi fënnef Joer. An lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. D'CSV-Fraktioun stëmmt selbstverständlech d'ëscht Gesetz, wat eng Upassung ass, wéi d'Rapportrice, d'Joëlle Elvinger, dat gesot huet, vun der Loi organique vun enge vun eisen dräi Steierverwaltungen. Mir hunn och absolutt kee Problem - ech soen dat d'äitlech, quitta dass de Conseil d'État do méi eng nuanciert Position hat -, fir dass och den Numm vun der TVA sollt an den Intitulé vun eiser Enregistmentsverwaltung kommen. Dat zielt besonnesch, an dat ass jo och dat, wat am Exposé des motifs steet, um Niveau vun der Verriedung vun dem Enregistrement an dem Ausland.

Anerersäits muss een och soen: D'TVA ass mëttlerweil eng, wann net déi gréisste speziell Steuer, wat d'Einnamequelle vun eisem Land sinn.

D'Joëlle Elvinger huet mat Recht drop higewisen, fir de Leit vun de Steierverwaltungen Merci ze soen. Dat seet een och dräi Méint viru Wahlen.

Et muss ee ganz einfach soen, dass den Enregistrement, d'Douane an déi direkt Steieren eigentlech eng Mammutaarbecht maache bei eis am Land, well si applizéieren net nëmmen eis Texter, mä - dat solle mer och soen, ech mengen, dat gëtt et an net villen anere Länner - si schreien och nach praktesch alleguerten déi Gesetzestexter. An dat, wat de Finanzminister e Méindeg an der Kommissioun ugedeit huet: Si suergen och nach derfir, dass d'Steieraschätzungen bei eis am Budget, dass déi praktesch millimetergenau sinn, wou net nëmmen eng Majoritéit, mä, ech mengen, e ganz Land a virun allem Regierung a Chamber dervu profitieren.

Bei all deem Luef muss ech awer dann och soen, wou mer kleng Bemollen hunn. Déi kleng Bemollen, déi bestinn eigentlech doranner, dass mer eng Steuerlegislatioun hunn, déi vläicht e bëssen, ech soen, misst entstëbt ginn.

De Moien ass, mengen ech, am Kontext vun der Diskussioun iwwert de Rapport vum Mediateur zu Recht drop higewisen ginn, iwwregens vun dem David Wagner, dass d'Texter, déi d'Leit géife geschriwwen kréie vun der Verwaltung, dass déi misste méi verständlech sinn.

De Roy Reding, op där anerer Säit, huet drop higewisen, dass eis Gesetzestexter och misste fir d'Leit méi verständlech sinn. Ech mengen, dat soll een awer ouni Ofstrécher soen: Dat zielt och besonnesch fir déi Texter, wou d'Leit eigentlech all Joers dermat direkt oder indirekt befaasst sinn. Dat ass och eis Steuerlegislatioun.

(Interruption)

Ech hu mer de Moien eigentlech de Spaass gemaach, fir an der Abgabenordnung emol vir ze bliedern. Ech hunn eng Stilblüt, déi ech lech matbruecht hunn, de Paragraf 25; mä et kéint een der x zielen. Do steet dran: „Die Gemeinde-, Ortspolizei- und sonstigen Ortsbehörden...“, wat fir eng dat och ëmmer sinn, „...haben den Steuerkontrollstellen auch neben der

im §188 vorgesehenen Beistandspflicht Hilfe zu leisten, soweit dies wegen ihrer Kenntnis der örtlichen Verhältnisse...“, wat dat och ëmmer heescht, „...oder zur Ersparung von Kosten oder Zeit zweckmäßig ist.“ An da kënnt en neie Saz: „Eine Entschädigung wird nicht gewährt.“

Dir sidd alleguerten mat mer averstanen: Dat sinn Texter, mengen ech, do wier et net onubruucht, wann een déi eng Kéier géif iwwert de Leescht huelen. Mir hunn net ganz vill eméritiert Universitätsprofessoren. Mir kéinte jo emol bei fréiere pensionierte Statsbeamten nofroen, ob se dat do net géifen an e méi neit legislativt Franséisch ëmschreien.

Da wëll ech awer och nach als lescht Remark maachen: Et gëtt elo eng Upassung vun der Loi organique gemaach fir d'Enregistmentsverwaltung. Et gouf viru laange Joren emol lwwerleungen, ob een net sollt méi eng enk Kooperatioun téschent deenen dräi Steierverwaltungen - dem Enregistrement, den direkte Steieren an/oder der Douane - ustriewen.

Sengerzäit, weess ech nach, war dat, ech soen, net esou einfach, well déi mënschlech Zusummegehéieregkeetsgefäller bei eenzelne Spëtzeleit vun deene Verwaltungen vläicht net esou ware wéi déi Chimie, déi haut téschemënschlech téschent deene Leit vun den Direktiounen an deenen dräi Verwaltungen gutt klappt. Ech mengen, dat wier eng lwwerleung, déi ee sollt nach eng Kéier unhuelen.

A schliisslech, an dat ass déi lescht Remark: Et ass och wichtig, dass de Bierger dobaussen d'Applikatioun vun der Verwaltung vun deenen eenzelnen Texter och ka suivieren. An do wier et jiddefalls eng Meenung vun der CSV-Fraktioun, dass ee sech sollt iwwerleeden, niewent dem Contentieux, also der Geriichtsbareket vun den direkte Steieren och déi vun dem Enregistrement, vun der TVA a vun der Douane bei d'Verwaltungsgerichter ze ginn.

Do kënnt Der soen, dat kann een ënnerschiddlech kucken. D'Verwaltungsgericht huet awer ee grouse Virdeel. Den Taux de rotation vun de Riichter, deen ass do manner grous an do kann eigentlech dann déi eng oder déi aner spezialiséiert Chamber op dem Verwaltungsgericht sech méi konkret an dauerhaft mat deenen Affären ofginn. An d'fir géife mir ofschléissend och derfir plädieren.

Et bleift mir nach just, dem Joëlle Elvinger villmools Merci ze soen. Si war net nëmmen hei an a villen anere Steierdossiere Rapportrice, mä si war virun zwee Joer och Rapportrice vun dem Statsbudget. Merci fir Äre präzise Bericht an dësem Dossier!

An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, d'Madam Elvinger als Rapporteur war ganz präzis an hirem Rapport. Et brauch een also net méi op vill Detailer ze schwätzen ze kommen. Et ass zwar, mengen ech, keen alldeeglechen Akt, dee mer hei vollzéien, well et sech ëmmerhin ëm eng Emännierung vun der Loi organique handelt vun enger vun deenen eelste Verwaltungen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Den Enregistrement, wéi se am Volleksmond heescht - ech weess, ab muer heescht et TVA, mir ginn an d'TVA, ech weess et net, ech hoffen et net -, den Enregistrement ass eng Verwaltung, déi iwwer 200 Joer al ass, déi an hirem Ursprung op d'Franséisch Revolutioun zrëckgeet. Et ass eng vun deenen dräi grouse Steierverwaltungen hei zu Lëtzebuerg mat iwwer 350 Mataarbechter. Et ass och eng vun deene rare Verwaltungen - dat soll een erwirhewen an enger Zäit, wou mer vill iwwer Landesplanung diskutieren an d'Wuert vun der Dezentraliséierung erëm e bësse méi salonfäeg gëtt -, et ass eng Verwaltung, déi dezentral organiséiert ass. Si ass souguer nach bal kantonal organiséiert, well se insgesamt 14 Sitten huet, a si ass an eelef vun zwielef Kantonalhauptuerterratt.

Et ass also eng Verwaltung, déi al ass, eng Verwaltung, déi awer scho virun enger Rei vu Joren de Wee vun der Moderniséierung, vun der Informatiséierung gaangen ass, eng Verwaltung, déi performant organiséiert ass an déi immens wichtig ass zu Lëtzebuerg, haaptsächlech fir d'Erhiewung vun den indirekte Steieren. D'fir fanne mir et normal, besonnesch wat d'Importenz vun der Aarbecht an där Verwaltung ronderëm d'TVA ugeet, dass de Begrëff vun der TVA an den Titel vun där Enregistment- an Domäneverwaltung mat erakënt.

Fir eis ass et wichtig, dass hei eng Rei vu Vereinfachungen stattfannen, déi am Fong déi praktesch Aarbecht an der Verwaltung méi einfach maachen an doduerch eng modern Organisatioun, eng modern Strukturéierung vun der Verwaltung méiglech ass.

Interessant ass, an dat ass relativ rar, dass mer déi ganz Bestëmmung vun Interessekonflikter, déi hei an der Verwaltung virgesi sinn, a Gesetzer stoen hunn, wou jo och e spezielle Service virgesi ass, dee vun den Auditeuren, fir kënnen anzespriechen, wann et zu Interessekonflikter kënnt. Wann also déi Leit, déi d'Decisionen ze huelen hunn, a Konflikter erakommen, da gëtt et aner Leit, déi an hirem Plaz dann déi Decisionen huelen. Dat fannen ech vun der Methodik hier, fir un d'Aarbecht erunzegoen, ganz interessant. Et schéngt mer, wéi wann dat bal en Einzelfall wär an eisen normale Verwaltungsstrukturen. An deem Sënn ass et eng Reform, déi néideg ass, och wann et drëm geet, fir international besser a méi wierksam kënnen géint Steuerbedruch am Beräich vun indirekte Steiere virzegoen.

An d'fir wäert d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Fir d'ëscht awer der Rapportrice e Merci fir d'Ausféierung zu dësem Gesetz. An ech géif mech ganz gären uschlëssen u meng Virrieder, wat d'Verwaltung selwer ubelaangt, eng wichteg Verwaltung, déi elo reforméiert gëtt a sech zäitgeméis fir dat 21. Jorhonnert opstellt.

An da wëll ech awer och profitieren, mä lescht Merci fir déi kollegial Zusummenaarbecht hei nach eng Kéier ze widerhuelen, mat der Regierung, mat der Verwaltung hei aus dem Haus a mat de Verwaltungen dobaussen an de Ministären. An d'fir schlëssen ech of, fir den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn zu dësem Gesetz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dervun aus, dass déi Kollege Roy Reding an David Wagner mer och hiert Averständnis signaliséiert hunn, an ech hunn och esou e Merci aus hire Blécker erausgesinn un all déi, déi virdrun erwänt gi sinn.

(Hilarité)

An da géif ech dem Finanzminister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci. Merci, Här President. Léif Kolleegen aus der Regierung a Membere vun der Chamber, ech freee mech, dass mer hei och Unanimitéit kënnen feststellen. Ech soen dem Joëlle Elvinger Merci fir dese schrëftleche Rapport an natierlech all déi, déi se virdrun hei gemaach huet, schrëftlech an och mëndlech.

Et ass esou, dass mer haut en fait eng Modernisatioun vun der Loi organique vun eiser Administration de l'enregistrement et des domaines maachen. D'TVA ass 1970 agefouert ginn an ass haut eng vun den Haaptsourcé vu Revenue vun Stat. An dat huet een net nëmmen am Titel vun der Administratioun net erkannt, mä iergendwéi war et fir de Public net kloer, wien dann iwwerhaupt d'TVA eranhëlt. D'fir freeen ech mech, dass mer déi Modernisatioun an e puer anerer hei maachen.

Vläicht ee Wuert zum Personal vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA vun haut un no dësem Vott. De Gros vun de 400 Équivalents temps plein, déi an der Verwaltung schaffen, sinn an der TVA an am Enregistrement. Mä mir hunn awer och eng 30 Équivalents temps plein an den Domänen tätég a mir hunn neierdëngs eng Dose Leit am Domaine antiblanchiment. An ech géif gären erwirhewen, dass déi Administratioun an der leschter Zäit ëmmer méi Responsabilitéit an deem Domän krut. Si bekëmmert sech an deem Domän ëm d'Kontroll vun den Expert-comptables, vun de Fiducien, vu Gesellschaften, déi Bijouen oder Autoe verkafen, Agent-immobiliären a leschtens de Freeport. Hei ass also eng Responsabilitéit, déi ganz wichtig ginn ass. An ech huelen deen Element, mä ech kéint och all déi aner huelen, fir der Administratioun e grouse Merci ze soen.

Mir hunn an dësem Gesetz den Organigramm vun deser Administratioun elo nei festgehale. A wéi den Deputierten Alex Bodry richteg ënerstrach huet, et ass e bëssen onüüblech, mä awer en Zeeche vu grousser Transparenz, dass dat hei an d'Gesetz geschriwwen gëtt. An och d'fir Felicitatiounen.

Ech géif gären dem Conseil d'État ausdrëcklech Merci soen, dass en an där heite Saach, wéi a villen aneren Dossieren elo an de leschte Méint, ganz séier geschafft huet, well dat huet eis et erlaabt, d'Gesetz hei ze adoptieren, wat soss onméiglech gewiescht wär.

Zum Ofschluss géif ech gären soen, dass effektiv d'Gesetzgebung vun der Administration de

l'enregistrement vum Joer 1798 datéiert. Dat ass den An fënnef vum Calendrier révolutionnaire, et ass déi eelsten Administratioun am Land. An interessanterweis, den Deputierte Gilles Roth huet d'Steuerabgabenordnung zitéiert op Däitsch, hei komme mer vun der Franséischer Revolutioun, an dat alles huet sech zu Lëtzebuerg ofgespillt. Dat heescht, eis Steiergesetzgebung ass natierlech d'Resultat vun Influenze vun deenen engen a vun deenen aneren.

Den Här Roth huet gesot, an ech ënnerstëtzen dat honnertprozenteg: D'Messagë vun eise Steierverwaltungen alleguerten fir de Public solle vill méi kloer ginn, et muss ee se kënnen verstoen, wann een esou eppes geschéckt kriit. An dat ass haut nach net ëmmer de Fall. Et misst een à la limite souwuel d'Gesetzgebung fir d'Administration des contributions emol ganz op Franséisch schreien, et misst een och d'Gesetzgebung, wat den Enregistrement ubelaangt, koordinieren an nei schreien. Dat sinn awer grouse Aarbechten a si hunn de Moment nach net zu de Prioritéite gehéiert, déi mer eis ginn hunn, well mer ganz oft an der Urgenz handeln, well mer och oft tributär si vun europäeschen Direktiven a Changementer.

Wann Der bedenkt, dass et 1970 nach keng TVA ginn ass an dass mer et deemools nach mat Taxes sur les holdings ze dinn haten, mat Taxes sur les chiffres d'affaires, alles Saachen, déi elo nach an de Gesetzgebungen drastoungen, da gesitt Der, dass een d'Prioritéite richtig setze muss. D'fir freeen ech mech, dass mer hei Unanimitéit hunn.

A bevir ech hei concluieren, vläicht e Wuert an e Réckbléck op déi lescht fënnef Joer. Mir hunn hei zesumme mat lech, Här President, an ech soen lech express hei Merci, an enger gudder Atmosphär 80 Gesetzer adoptéiert mat deem, wat mer elo amgaange sinn hei ze beschwätzen, d'Loi organique fir den Enregistrement. 80 Gesetzer, dat ass ganz vill, wann een dat mat der Vergaangenheet vergläicht, mä och ganz einfach en absolu ganz vill.

Zwee Drëttel vun dese Gesetzer si mat enger ganz breider Majoritéit iwwer 55 Deputierten adoptéiert ginn. An doriwwer freeen ech mech. Natierlech waren et der e puer, déi méi Contestatiounen a méi Sprengstoff a sech haten. Mä dat ass esou an enger Demokratie an dat ass dat Normalst an der Welt.

Wat hu mer hei gemaach? Dräi gréisser Saachen hu mer hei gestëmmt a mateneen debatiert. Mir hunn d'Statsfinanze vu Lëtzebuerg reequilibréiert.

(Brouhaha)

Zweetens, mir hunn eng Steierreform gemaach, déi de Leit an den Entrepreneuren...

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Dat héiere se net gären.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...déi de Leit an den Entrepreneuren zeguttkënn. An drëtens, an domat halen ech op, drëtens hu mer eis Finanzplaz moderniséiert an d'Reputatioun vun eisem Land steet haut besser do wéi virdrun.

An d'fir soen ech lech alleguerten Merci.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat do stëmme mer elo alles mat. Et ass ëmmer schön, wann een eng Abschiedsried kann halen.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Merci fir de Vott.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir géifen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7230 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'ëscht déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7230 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Claudine Konsbruck, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7281, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert de Service de renseignement. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

7. 7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Eugène Berger (DP)**, rapporteur.- Merci, Här President. Am Juli 2013 huet de SREL hei d'Chamber intensiv beschäftigt. Awer keng Suerg, haut de Mëtteg wäert dat net de Fall sinn, well dee Service, déi Verwaltung huet mëttlerweil eng, ech géif bal soen, roueg Vitesse de croisière kritt. An haut de Mëtteg proposéieren ech lech just zwou kleng Modifikatiounen am Gesetz vum Service de renseignement, zwou Modifikatiounen, déi sech eigentlech erginn hunn aus der Praxis, aus den Erfahrungen, déi de Service an deene leschten zwee Joer mat deem neie Gesetz gemaach huet a wou ee gesinn huet, datt et sennvoll wier, wann ee géif Adaptatiounen maachen.

Déi eng Modifikatioun, déi huet ze di mat der Aarbecht, mam Volume vun der Aarbecht, déi dee Service huet, a mat der Aart a Weis vun der Aarbecht, déi en huet.

Dir wësst, datt mer am Gesetz vum 2016 eng ganz Rei Kontrollen agefouert hunn, externer, interner iwwert d'Aktivitéiten, iwwert de Fonctionnement vum Service. Dat bedeit natierlech an der Praxis, datt do ganz vill administrativ Aarbecht muss gemaach ginn, Aarbecht, déi ganz oft iwwert d'Direktioun muss gefouert ginn, wou muss ënnerschriwwen ginn an esou weider.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt de Volumen un Aufgaben am Beräich vun der Terrorismusbekämpfung net ofgeholl huet, datt enner anere deem Service an der Praxis méi wéi eng Kéier, och wann am Ausland Saache passéieren, sollicitéiert gëtt, fir kënnen Informatiounen ze ginn, bref, datt hei wierklech vill Aarbecht ass an datt et duerfir sennvoll geschéngt huet, datt ee géif an der Direktioun eng zousätzlech Kraaft an d'Gesetz aschreiwen, dat heescht en zweeten Directeur adjoint, fir da kënnen Hand mat unzepakten, fir all déi Aarbecht kënnen ze maachen.

En zweete Punkt, dee betrëfft epp es, wat sech an der Praxis erginn huet. Dat ass jo esou, datt dee Service bei senger Missioun ganz oft muss op Donnéeën zréckgräifen, Donnéeën aus Registeren, déi et hei am Land gëtt vu verschidene Autoritéiten, zum Beispill wann Nofroe kommen aus dem Ausland vun anere Services, an dann ass et natierlech praktesch, wann ee kann op Banque-de-donnéeën zréckgräifen oder do Informatiounen froen. Do bestinn - wann Der d'Gesetz vum 2016 nach an Erënnung hutt - elo schon eng ganz Rei Services respektiv Base-de-donnéeën, wou de Service kann drop zréckgräifen, natierlech ëmmer am Respekt vum Datschutzgesetz an der Zukunft. Haut de Mëtteg wäerte mer dat jo och nach um Ordre du jour hu vun deem neien Datschutzgesetz.

Mä hei huet den Alldag vun der Aarbecht am Service gewisen, besonnesch am Kader vun der Terrorismusbekämpfung, an dat war awer net an d'Gesetz 2016 ageschriwwen ginn, datt et interessant wier, wann ee kéint op de sougenannte SIS II zréckgräifen.

Wat ass dee SIS II? Ma dat ass en Informatiounssystem vun de Länner aus dem europäesche Schengen-Raum am Kader vun de Kontrollen, déi gemaach ginn, wa Leit vun ausserhalb vum europäesche Schengen-Raum an deen erakommen.

Dat ass en europäesche System respektiv e System, dee vun de Länner wéi gesot, déi am europäesche Schengen-Raum Member sinn, gefouert gëtt. An da sinn natierlech ëmmer national Systemer, déi dann do deklinéiert sinn. Dann ass ëmmer den N virdrun. A fir Lëtzebuerg dann, wou déi Donnéeën do gesammelt ginn, ass dat de sougenannte N-SIS II. Dat ass also en zentrale System, deen hei vun der Police geréiert an assuméiert gëtt. Bis elo konnten op dee System d'Douane, d'Direktioun vun der Immigratioun, d'SNCA direkt Signalementer maachen oder op deem System consultéieren.

Wéi gesot, am Gesetz vum 2016 war dat net virgesinn an hei ass dann déi zweet Modifikatioun eben am Sënn vun enger effikasser Aarbecht. Besonnesch am Beräich vun der Terrorismusbekämpfung ass et wichteg, datt de Service ka vun hinne verdächtegt Persounen oder Persounen, déi se observéieren, an dee System N-SIS do eraginn. Dat erméiglecht dann, datt déi Donnéeën kënnen europawäit vun den Autoritéiten echagéiert ginn, an op där anerer Säit, datt si de System do - fir et emol op Lëtzebuergesch ze soen - da kënnen uruffen.

Voilà, ech mengen, datt sinn déi zwou wichteg oder zwou kleng Modifikatiounen, déi sech aus der Praxis erginn hunn a wat een dann och soll kompletéieren. Domadder wier alles gesot. Am schréffleche Rapport gesitt Der och den Echange mat dem Conseil d'Etat.

A mir bleift dann nach just, hei den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi ze ginn. Merci.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV)**. - Här President, d'Kommissioun huet ausféierlech dee Projet de loi diskutéiert. Et ass eng Noutwendegkeet, fir dat do ze maachen, an dofir gi mir och eisen Accord zu deemem Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**. - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och d'LSAP-Fraktioun wäert deen heiten Text stëmmen. Et ass vläicht e kleng Prelude zu enger méi grousser Reform fir de Service de renseignement, déi vläicht fir déi nächst Period usteet.

Et ass jo esou, dass mer 2016 e Gesetz gestëmmt hunn opgrond vun den Dysfonctionnement, déi an deem Service stattfonnt hunn, e Gesetz, wat a sengem Inhalt natierlech markéiert war duerch déi Erfahrung vun deene Jore virdrun. An ech mengen, et gëtt Zäit - wéi mer eis dat an anere wichtige Texter virgeholl hunn -, dass een no dräi Joer Applikatioun vun deem doten Text sech Gedanke mécht, ob deen Text dee richtege war a wou Adaptatiounen muss gemaach ginn. Där sinn der sécherlech mat derbäi, soudass ech denken, dass et net déi leschte Kéier ass, wou mer, an engem gudden Sënn, hei iwwert de Service de renseignement schwätzen. Dës Reform ass en éischte Schratt, mä sécherlech wäerten nach aner Texter mussen nokommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann d'Madam Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng)**. - Jo, Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, natierlech net ouni dem Rapporteur Merci gesot ze hu fir säin exzellente Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser huet d'Tribün.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - Villmools Merci, Här President. Och ech wéilt ufänke mat engem Merci un den Här Berger fir deen Exposé, deen en eis gemaach huet. Vlächicht just e puer Kommentaren.

Et ass mer opgefällt, datt den Här Berger, wéi all Mënsch oder bal all Mënsch, wann e vum Geheimdénge schwätzt, vum SREL schwätzt. Firwat ass e SRE genannt ginn deemools an der Reform? Datt deen L fir Lëtzebuerg ewechgefall ass, erënnert mech ëmmer un deen neie Pass - mäi Kollege Roy Reding huet do eng Question parlementaire gestallt -, dee Pass hu mer schon eng Zäit, mä wou elo de Woep verschwënnt. An alles, wat Lëtzebuergesch ass, verschwënnt lues a lues bei dëser Regierung.

(Interruption)

Elo gëtt en neien Directeur adjoint ageféiert beim SREL an e gëtt ageféiert wéinst eppes, wat mir vun Ufank u kritiséiert haten: deen administrativen Opwand, déi lwwerkontroll, déi de Geheimdénge méi läamt. Den Här Rapporteur huet gesot: En ass roueg, e schafft roueg. En ass geläamt duerch véier Kontrollniveauen. Firwat? Déi sinn net néideg. E Geheimdénge muss kontrolléiert ginn, selbstverständlich. E Geheimdénge wëllt och selwer, datt e kontrolléiert gëtt am Parlament, och um Niveau vun der Regierung. Mä wien esou vill Kontrollmechanismen accumuléiert, dee schafft net am Interessi vun engem effikasse Geheimdénge, dee läamt de Service.

An dat, wat den Här Bodry hei gesot huet, dat interpretéieren ech elo emol, déi Noutwendegkeet, fir nei Reformen ze envisagéieren, och als eppes, wat déi Analys confirméiert. Datt den SIS II net vun Ufank un do mat consideréiert ginn ass, ass och en Oubli, deen u sech schwéier pardonnable ass. Den SIS II gëtt et zënter 2007. An déi Reform ass vun 2016. Firwat ass dat net direkt mat consideréiert ginn?

D'ADR wäert dese Projet matstëmmen, well mer einfach der Meenung sinn, datt mer en effikasse Geheimdénge brauchen, deen och Zougang op all déi Donnéeën a Méiglechkeeten huet, déi selbstverständlich zu der gudder Erfüllung vu senger Aarbecht gehéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann ass et un dem Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk)**. - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et wäert heibanne kee verwonneren, wann ech soen, datt mir dat heiten natierlech net matstëmme wäerten. Grad esou wéineg wéi mer d'Gesetz am Juni 2016 gestëmmt hunn, stëmme mer och hei déi effektiv kleng Adaptatiounen, déi zwar am Moment nach anodin wierken.

Mä och den Här Bodry huet et scho gesot, och an der Kommissioun hu mer vun der Direktesch vum Service ugekënnegt kritt, datt dat hei den Ufank ass vun enger ganzer Rëtsch weideren Adaptatiounen. A mir hunn och net vergiess als Lénk, datt mer nach virgëscher e Gesetz hei gestëmmt hunn iwwert de Passenger Name Record, deen och d'Befugnisser vum SRE erweidert. A mir gesinn dat awer éischer ganz skeptesch.

Dat Gesetz ass den 1. Oktober 2016 a Kraaft getrueden. Et ass nach keng seriö Evaluation dovunner gemaach ginn. Ech mengen, datt dat misst geschéien, ier een ufänkt, häppcherweis d'Gesetz ze veränneren. An d'Verännerung vum Gesetz geet ëmmer an zwou Richtungen: Engersäits gëtt de Champs d'action erweidert an anersäits ginn d'Moyenen, déi de SRE zur Verfügung huet, erweidert.

Mir gesinn dat ganz kritesch. Mir menge weiderhin, datt Geheimdéngecher prinzipiell Friemkierper an enger Demokratie sinn. An ech mengen net, datt dat hei eng Verännerung ass, déi an eng positiv Richtung geet, wat déi doten lwwerleung uegt. An duerfir wäerte mer dergéint stëmmen.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet de Premier- a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat.** - Här President, ech soen lech Merci, dass mer dësen Text kënnen haut unhuelen. Wéi gesot, et sinn zwou méi urgent Modifikatiounen, déi ugeholl ginn. An ech mengen, esou wéi d'Virriedner et scho gesot hunn, dat ass och ganz richtege. Mir hunn eis och engagéiert - ech wéilt just drun erënnere -, et ass eng Motioun gestëmmt ginn hei an der Chamber, dass och géif e Bilan gezu ginn no enger gewëssener Durée vum Fonctionnement vum SREL. An ech mengen, am Hierscht kéint een esou lues ufänken, déi éischt Bilan kënnen ze zéien. An da kann een och schon Enn des Joers en Echange hunn iwwert dat, wat wierklech problematesch ka sinn am Fonctionnement oder net.

Mä ech muss lech awer soen, dass mer d'Procédure d'urgence hunn, Här President. Dat ass hei net gesot gi vun engem Virriedner. Mir hunn eng Procédure d'urgence. Dat heescht, et ass ni wéinst administrativem Opwand, esou wéi dat hei gesot gëtt, einfach Transparenzregelen nennen, un déi e Service wéi de SRE sech och ze halen huet. Et kann net sinn, dass mer aus der Vergaangenheet net geliert hunn. A wa mir der Meenung sinn an Deputéiert heibannen der Meenung sinn, dass e SRE soll en libre ac-

tion kënnen maachen, wat se wëllen, dann ass dat net déi Meenung, déi ech hunn iwwer esou e Service mat deene Pouvoiren, déi en huet. Et si Regeln do, si sollen déi och respektéieren.

An hei ass jo d'Fro, fir och en neie Soudirekter kënnen ze kréien, fir méi effikass kënnen ze schaffen. An ech sinn der Meenung, dass dat dote wichtig ass. Ech wéll och soen, dass dee Mechanismus, dee mer awer geschafen hunn, och dass mer déi Reunionen zesumme mam Minister vun der Justiz, zesumme mam Minister vun der banneschter Sécherheet, zesumme mat de Responsable vum SRE hunn, deen Echange, dee bal all Woch stattfënn, gewisen huet, dass dee Mechanismus, deen d'Chamber och gestëmmt huet, dee richtege war.

Duerfir sinn ech frou, dass mer haut e méi effikasse Service och kréien duerch e Soudirekter an och eben duerch deen Accès, dee mer elo kréie beim Transport. Et ass och wéi an Däitschland. Mir brauche jo net hei ze maachen, wéi wa mer déi Eenzeg wieren, dat gëtt et och schon am Ausland an den Texter, dass et esou fonctionnéiert. An duerfir Merci un all déi, déi dësen Text stëmmen.

Mä ech widerhuelen, Här President, de SRE huet e Champ d'application, huet Regeln. Et ass am Interêt vun enger Demokratie, dass déi Regeln och respektéiert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7281 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

59 Participatiounen um Vott. 57-mol Jo, 2-mol Neen: Domat ass de Projet de loi 7281 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7281 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par Mme Simone Beissel), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Fro no der Dispens, ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

A mer géifen zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7184 iwwert d'Akraafttriede vun der Direktiv iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, dee mer zesumme mam Projet de loi 7168 iwwert de penale Volet an déi national Sécherheet an deem dote Beräich wäerte behandelen. An de Rapporteur, den Här Eugène Berger, huet d'Wuert.

8. 7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE

(règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace sur le projet de loi n°7184

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** Merci, Hâr President. Déi perséinlech Date gehéieren zu deem Sensibelsten a Wäertvollsten, wat de Mënsch huet. Et ass de Grondplang vun der ganz individueller Perséinlechkeet. Et ass dat, wat deen ee vun deem aneren ënnerscheet. Perséinlech Donnéeën hu mat eisem Privatliwien ze dinn an och mat der

mënschlecher Würd, déi eigentlech unantastbar sollt sinn.

An duerfir, Hâr President, muss de Schutz vun eise perséinlechen Donnéeën an enger fräier an demokratischer Gesellschaft, wou ee selwer iwwer sech bestëmmen kann, als en héchstent Gutt ugesi ginn.

De Schutz vun de perséinlechen Donnéeën ass duerfir e fundamentaalt Recht. A mat dem europäesche Reglement, mat deem Gesetz, dat ech lech elo presentéieren, setze mer e staarkt Zeechen an ennersträichen, datt et eis méi wéi eescht gemengt ass, a setze kloer d'Rechter vun Eenzele virun d'Interesse vum Commerce.

Och an der neier Verfassung hu mer dat unerkannt a mam Prinzip vun der Autodetermination informationelle, wéi mer dat genannt hunn, hu mer dee Prinzip och festgehalten. Mir liewen an engem Zäitalter, wou ëmmer méi Daten iwwer deen Eenzele gesammelt ginn. Déi digital Méiglechkeete schénge quasi onbegrenzt an deen eenzele Bierger huet ganz oft selwer net méi den Iwwerbléck oder weess iwwerhaupt guer net, wat vun deem engen oder anere gesammelt gëtt, vu wem et gesammelt gëtt an esou weider, ob en den Accord ginn huet oder net.

Dat ass oft eng Verwaltung, déi natierlech rechtshalber mussen eng Rei Donnéeën wéi zum Beispill d'Matricule oder d'Geschlecht oder esou weider vun lech alleguerten an engem Computer sammelen an traitéieren. Dat sinn awer haut méi wéi oft Entreprises, déi iwwer eis Konsumgewunnechte Profiller uleeën, wann een zum Beispill eng Clientskaart huet. Et kann och sinn, wann een en Auto keeft mat engem GPS, datt een herno da ka genau kucken, e Relevé hunn, wou een all Dag mam Auto higefuer ass. Dat sinn natierlech d'Bedreiwler vu sozialen Netzwierker, déi eis Donnéeën an eis Liiblingsklicken, eis Liewensgewunnechte quasi ausspionéieren an auswäerten an déi dann déi Donnéeën fir deier Suen un aner Entreprises alt emol weiderverkafen.

Eis Donnéeën a letztendlech eis Persoun gëtt domadder zu enger Wuer degradéiert, wovun mir dann emol net selwer e materielle Benefits hunn.

(Mme Simone Bissel prend la présidence.)

Dat ass méi wéi eng Kéier oder, ech géif scho bal soen, d'Regel. An de leschte Joren huet dat sech entwéckelt, datt dat net méi am Aklang ass mat deem fundamentale Recht op de Schutz vun der Persoun an eben de perséinlechen Daten.

An duerfir ass et och ze begréissen, datt enner lëtzebuergescher EU-Présidence d'Viraarbecht fir d'est neit EU-Reglement gemaach gi sinn. Elo kënnen mer dann och mat deem EU-Reglement en europawäit eenheetleche Kader setzen, fir de Schutz vun deenen Daten ze garantéieren.

Am Reglement, dat elo säit dem 25. Abrëll 2018 a Kraaft ass, gi verschidde wichteg Prinzipien als Rechter vun de Bierger festgehalten. Ech wëll do e puer wichteger eraussträichen an net alles am Detail vun Reglement, dat si jo och eng ganz Rei Artikelen, hei exposéieren. An och wann Der herno sot: „De Rapporteur huet schonn alles gesot“, an op mäi mëndleche Rapport wëllt verweisen, da maacht dat net a verweist éischer op mäi schrëftleche Rapport, well ech hunn haut de Mëtteg net d'Zäit, fir op alles mëndlech anzegoen.

Mä wat sinn awer e puer vun de wichtege Rechter, déi an deem Reglement stinn? Dat ass éischens emol d'Recht op informationell Selbstbestëmmung, andeems mir mussen explizit em eisen Accord gefrot ginn, wann eng Entreprise oder eng Associatioun, zum Beispill e Veräin, eis Donnéeën wëllt sammeln oder benotzen.

D'Recht op Informatioun. Wat fir eng Date gi gesammelt? Firwat? Wat gëtt domadder gemaach? Déi Informatioun mussen mer an enger einfacher a klorer Sprooch vermittelte kréien. D'Recht, datt Der Är Date kënnert änneren loosse, datt Der eng Aschränkung vum Benotzen oder dem Traitement kënnert hunn. Dir hutt och d'Recht elo, datt Är Date geläscht kënnen ginn, „droit à l'oubli“, eppes ganz Wichtige, eng wichteg Neierung, besonnesch och am Hibleck op sozial Netzwierker.

Duerch dat hei Reglement gëtt awer och d'Recht agefouert, datt Dir musst informéiert ginn, wann eventuell beim Traitement vun Ären Donnéeën eppes schifgaange war oder wann Är Donnéeën mëssbraucht gi sinn. An deem Reglement ass awer och zum Beispill eng besser Protektioun vun de Jugendeleche virgesinn, andeems fir Jonker bis 16 Joer den Accord vun den Eltere muss gi ginn, fir Onlineservicer ze benotzen, och eppes, wat a mengen Aen awer ganz wichteg ass.

Ech mengen, d'est EU-Reglement, dat ënnert der Viraarbecht vun Lëtzebuerg ausgeschafft ginn ass, ass méi wéi just eng „Good-will“-

Deklaratioun. Mä hei gi jo och wierklech d'Moyene geschaaft, fir och kënnen seriö dann dat Reglement ze respektéieren. Bei Verstéiss duerch Entreprisë gesäit d'EU-Reglement deelweis drastesch Strofe vir. Esou kann dat bis 20 Milliounen oder 4% vum Joresëmsaz sinn, wann dee méi héich läit. An dat ka bei sozialen Netzwierker - nenne mer se och, Facebook - dann heiansdo och an d'Honnerte Milliounen goen. Et ass och ganz eescht gemengt mat deem Reglement an et ass och e kloert Signal un déi grous, weltwäit Playeren am Internet.

An nëmmen, fir dat ze illustréieren: Esou Aktiounen, wéi mer der haten am Kader vun den amerikanesche Wahlen, wou Facebook, fir se och ze nennen, iwwer ganz speziell Weeër Donnéeën vu Privatleit gesammelt huet, se weiderverkaaft huet, ouni déi concernéiert Persounen an iergendenger Weis ze informéieren, wann dat elo haut géif hei zu Lëtzebuerg geschéien, da kéint de Lëtzebuerg Bierger do kloen an dat géif dann déi Entreprise ganz deier ze stoe kommen.

Dat ass natierlech e verbesserte Schutz vun de Privatpersounen op där enger Säit. Do klappe mer gären an d'Hänn. Dat ass och fir eis ganz wichteg. Do sti mer dohannert. Op där anerer Säit hu mer natierlech och d'Entreprises, d'Verwaltungen, déi vläicht net ëmmer esou begeschtert sinn iwwer dat neit Dateschutzreglement. An et muss een zwar och soen, et ass heiansdo geschwat ginn, wéi wann d'Welt géif de 25. Mee 2018 ënnergoen. Si ass net ënnergaangen. Et ass awer alles méi oder weiniger a geuerdnete Bunne weidergefuer.

Jo, d'Entreprisë fäerten d'zousätzlech Bürokratie, mä och d'Verwaltungen zum Deel. A si fäerten och, datt hei Barrièrë komme fir d'Expansioun vun hire kommerziellen Aktivitéiten, well jo och ganz vill Reklammen zum Beispill iwwer den Internet gemaach ginn.

D'EU-Kommissioun, mä net nëmmen d'EU-Kommissioun, ech mengen, och mir gesinn dat awer méi differenziéiert. Ech mengen, wann d'Économie numérique sech ka positiv an eenheetlech, harmoniséiert an der EU developpéieren, an och en héije Standard huet, dann ass esou eng Harmonisatioun am Dateschutz eigentlech net nëmmen eng gutt Viraussetzung, mä och eng Chance. An duerfir ass et noutwendeg, datt all Land dann déiselwecht Regelen huet. Da kréie mer en effikasse Bannekaart, och an der Économie numérique. An d'Betriber, déi op en optimalen Dateschutz setzen, déi hunn ënnert dem Stréch bei de Consummateuren och méi Vertrauen, bei de Clienten. An eigentlech sinn dat dann och déi Betriber, déi d'Konsumenten och da vläicht léiwer hunn, déi also dann am Endeffekt doduerjer och méi kompetitiv ginn. Dat soll een och net vergiesse.

An da muss ech awer och soen, d'Betriber fänken net bei null un. Mir hunn eigentlech schonn eng Direktiv am Beräich vum Dateschutz vun 1995. Dir kënnert also rechnen, wiwvill Joer dat sinn. An do ginn et schonn eng Rei Obligatiounen, déi do an d'Wee geleet gi sinn. Bon, déi ware vläicht net ëmmer all esou konsequent. Se sinn och vläicht net ëmmer esou kontrolléiert ginn. Mä mir hu jo och d'Dateschutzgesetz vun 2002. Spéitstens do war et definitiv och hei zu Lëtzebuerg erfuenderlech, datt een zum Beispill eng Autorisatioun bei der CNPD ugefrot huet, wann een eng Datebank wollt opstellen, an et huet een do da missen de Feu vert vun der CNPD kréien.

Fir ze soen, datt dat eigentlech och fir d'Entreprises éischer eng Mise à jour war, mä datt eigentlech elo vläicht dann d'Kontrakter mat de Clientë mussen adaptéiert ginn an datt awer d'Entreprises, déi scho virdru gutt opgestallt waren, och weiderhi gutt opgestallt si respektiv datt se elo d'Chance hunn, fir sech nach besser opzustellen.

An et muss een och soen - dat ass elo eng kleng, pragmatesch Remark nieft dem Rapport -: An der Praxis ass et jo awer och esou, datt vun der CNPD, vun de Chambre-professionellen, vun SIGI a villen aneren, ech ziele se hei net all op, am Virfeld jo och ganz vill Informatioun, net nëmmen Informatioun, mä och praktesch Educatioun gemaach ginn ass an de Leit, den Entreprises, de Verwaltungen gehollef gouf, fir sech op déi nei Mesurë respektiv déi nei Dispositiounen vum Reglement vum 25. Mee anzustellen. Se sinn also net iwwerrumpelt ginn.

An op där anerer Säit muss een awer och soen, datt dat EU-Reglement, wann ech nach bei de Betriber bleiwen, eigentlech eng Simplification administrative och mat sech bréngt. Well mat dem Reglement, an dat ass och eppes Wichtige hei, wat ech wëll ervirsträichen, gëtt e ganz neie Prinzip agefouert, an zwar deen, datt een elo net méi e Contrôle ex ante brauch, also eng Autorisatioun vun der CNPD, fir eng Base de données kënnen opstellen als Betrib oder Verwaltung. Vun elo u fällt déi eigentlech

ewech. Elo spillt de Prinzip vun der Accountability, dat heescht, datt ee keng Autorisatioun muss ufroen. D'Entreprises, d'Verwaltungen si responsabiliséiert, fir dat Reglement ze respektéieren. An et ass eigentlech esou, datt elo d'CNPD nach just am Nachhinein eventuell Kontrollen nom Prinzip ex ante (veuillez lire: ex post) da mécht.

Op där anerer Säit och bei de staatleche Verwaltungen. Wa mer déi kucken, déi effentlech Verwaltungen, do hu mer och scho säit Jore ganz héich Standarden am Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Ech mengen, dat ass jo och eigentlech e Grondpilar vun eise Verwaltungen, datt si de Respekt vun den allgemenge Rechtsprinzipien als iewesch Gebot hunn. An d'Ophiewen, den Traitement vun eisen Donnéeën an de Verwaltungen, dat ass eppes, wat och zum Deel schonn iwwer spezifesche Gesetzer streng geregelt ginn ass, gewéinlech mat Referenz op eisen nationalen Dateschutz.

Mir wëssen, d'EU-Reglement ass säit dem 25. Mee a Kraaft, et ass d'application d'office. Dir frot lech also vläicht: Firwat dann elo nach e spezifescht Gesetz hei?, dat ech lech haut de Mëtten dann am Schnellduerchgang presentéieren. Effektiv, jo, verweise mer am Gesetz ganz oft direkt op d'Dispositiounen, op Artikele vum EU-Reglement, well do all déi grous, wichteg Prinzipien an Dispositiounen drastinn, mä mir brauchen d'est Gesetz aus verschiddeenen Ursachen.

Zum engen, well d'EU-Reglement eng Rei Méiglechkeete virgesäit, fir op spezifesche Punkten national Dispositiounen festzeleeën. Dat maache mer méi speziell am Gesetz, wat verschidde Domänen ugeet wéi dee vun der Press, och nach den Archiven oder bei der wëssenschaftlecher Recherche. Ech wäert do nach herno kuerz drop zrëckkommen.

Am Gesetz, dat mer haut de Mëtteg dann hoffentlech wäerten all stëmmen, stelle mer awer och besonnesch d'CNPD nei op. Dat Gesetz hei beinhalt eigentlech eng nei Loi organique fir d'CNPD. Dat war och noutwendeg, well mat dem EU-Reglement d'Aufgaben an d'Missioune vun der nationaler Opsichtsbehörd vun der CNPD zum Deel ganz neier sinn.

Effektiv huet d'CNPD elo als éischt Missioun d'Kontroll a posteriori vum Anhale vun den Dispositiounen vum Dateschutz. Si kann och a wäert och an Zukunft Kontrolle maachen, mä en aval. Mä si kritt haaptsächlech nei Aufgaben, déi besonnesch am Beräich vun der Sensibilisatioun, der Informatioun unzesidele sinn. Si sollen och beroden: Verwaltungen, d'Regierung, d'Chamber, Entreprises an esou weider.

D'CNPD als Établissement public bleift déi national Opsichtsbehörd a Regulateur am Beräich Dateschutz zu Lëtzebuerg. Et ass un d'CNPD, wou ee sech also och kann an Zukunft wenden, wann een eng Informatioun brauch, mä och wann een eng Reklamatioun huet. Där mussen se dann och nogoen an de Leit Bescheid soen, wat dobäi erauskomm ass. An d'CNPD ass och censéiert, eventuell en Dossier un d'Gericht weiderzeginn, wa se, ech soen elo emol, zum Beispill e kriminellen oder e penale Fait beim Traitement vun Donnéeën am Verdacht hunn.

Et ass och d'CNPD, déi kann Astreinten ausschwätzen oder, wann dat näischt gehollef huet oder wann ee grave Verstouss géint den Dateschutz virläit, administrativ Strofen ausschwätzen. Ech hat dat schonn erwänt, besonnesch wat d'Strofe géint Privatentreprisé sinn. Dat kënnen jo da ganz considerabel Betrag sinn. An ech wëll hei awer präziséieren, datt esou Strofen net bei de staatleche Verwaltungen oder de Gemenge virgesi sinn.

Mir waren eis an der Kommissioun eens, datt et vis-à-vis vun de Verwaltungen aner Méiglechkeete ginn, zum Beispill iwwer Disziplinar-moossnamen, wann een eenzelne Beamten eventuell e Verstouss beim Traitement vun Date gemaach huet. Mir sinn hei an engem anere Cas de figure. Och huet d'Fro sech gestallt, wéi een de Chiffre d'affaires vun enger Verwaltung kéint rechnen oder souguer vun engem Beamte respektiv datt herno jo och de Stat da sech selwer géif seng eege Strof akasséieren iwwer déi nei Verwaltung vun Enregistrement an TVA.

Ech mengen, duerfir hu mer als Chamberskommissioun mat engem Amendement d'Méiglechkeete vum EU-Reglement ausgenutzt, wat dat och erméiglecht. Dat si jo also dann déi Saachen am Reglement, wou steet, datt eng national Chamber dat ka verschiddeentlech regléieren. Mir hunn dat also esou gemaach. Iwwregens si mer do net dat eenzeg Land an

Europa. Och zum Beispill a Frankräich an an Däitschland sinn déi „öffentliche Verwaltungen“, oder wéi et genau do dann heescht, ausgeholl vun deenen Amende-administrativen.

D'CNPD huet als national Dateschutzbehörd och d'Recht, fir bei de Responsable vum Traitement vun den Donnéeën oder de Sous-traitanté kënne virstelleg ze ginn, fir Kontrollen ze maachen, Zougang zu den Donnéeën ze kréien, gegebenenfalls de Responsablen Op-lagen ze maachen, fir sech konform zum Règlement ze setzen.

Vill Missiounen also fir déi nei CNPD, déi also och nei opgestallt ginn ass. A mam Gesetz leed mer elo fest, datt d'CNPD e kollegiaalt Gremium mat véier Memberen ass, déi Kommissär genannt ginn. Een dovunner ass President. Et ginn och véier Suppléanten. Déi mussen alle-guerde Lëtzebuerger sinn an d'Konditiounen vum Accès fir d'Carrière A1 beim Stat erfüllen. Si gi sechs Joer genannt, eemol erneierbar.

Awer besonnesch gëtt Wäert op d'Onofhängegkeet vun der CNPD geluecht. Si hunn hiert eegent Règlement interne an och d'Decisiounen ginn à la majorité absolue vun de Voix geholl.

An dann ass et awer och esou, datt dat natierlech vill Aarbecht ass an datt do och nach Personal ka fir de Fonctionnement bäigeeze ginn, Beamten, extern Spezialisten an esou weider.

Eng aner wichteg Dispositioun, déi mat deem Règlement elo agefouert gëtt, ass déi vum Délégué à la protection des données oder DPO, „data protection officer“ op schéin Neilëtzebuerger. Och dat hat e bësse méi Diskussiounen verursaacht an der Kommissioun. Wéini brauch een esou een delegéierten DPO? Ech hunn nach kee Lëtzebuerger Numm duerfir fonnt. Ech mengen, Dir hutt schon esou de Sproochgebrauch, datt mer alleguerde schon den DPO soen. Et brauch een also en Délégué, op Franséisch en Délégué à la protection des données, wann een eng Verwaltung oder en Organisme public ass, wann een eng Privatentreprise ass, déi an engem, ech soen emol, gréisseren Émfang regelméisseg, systematesch e gréisseren Volumen u méi sensibelen Donnéeën erhieft oder benotzt. Also e kleng Veräin brauch keen DPO, fir dat kloer ze soen.

(Interruption)

Deen delegéierten DPO kann e Mataarbechter sinn, den dann och nach aner Aarbechten am Betrib huet. Seng Aufgab, wat ass d'Aufgab vun deem DPO? Deen ass do, fir eng Bestandsopnam ze maache vun deenen verschiddene Fichieren, Donnéeën, Datebanken, fir ze kucken, wéi déi traitéiert ginn, fir ze kucken, ob se konform zum Règlement erstellt an och traitéiert ginn, a fir eventuell Recommandatiounen ze maachen. Hien ass och de Kontakt, wann d'CNPD eventuell eng Kontroll mécht oder eppes wëllt nofroen bei enger Reklamatioun.

Et ass esou, dat kann natierlech awer e gewëssene Volume vun Aufgab sinn. Dat sinn och nei Profiler, déi vläicht net iwwerall awer präsent sinn, besonnesch an de Verwaltungen. An d'Gesetz hat och duerfir au départ a senger éischter Versioun virgesinn, fir kleng ministeriellen Departementer oder Verwaltungen zur Hand ze goen an iwwer e Kommissariat respektiv iwwer e Commissaire à la protection des données deesen öffentliche Stellen en Délégué à la protection des données zur Verfügung ze stelle respektiv datt dee Kommissariat dann déi Missiounen géif iwwerhuelen.

Och hei hu mer als Kommissioun eng Initiativ ergraff an opgrond vun engem ganz konstruktive Virschlag vun der CSV-Fraktioun hu mer dann och en Amendement gemaach. Firwat dat Amendement? Mä fir datt och kënnen d'Gemenge mat an d'Boot geholl gi bei deem Kommissariat, datt och d'Gemengen iwwer de Kommissariat kënne fueren, fir datt se dann och, ech soen et emol op Lëtzebuerger, en DPO gestallt kënne kréien.

Hei awer och eng wichteg Präzisioun, Madamm Presidentin, den Délégué à la protection des données ass net de Responsable du traitement. Dat ass och wichteg. Deen Delegué ass e Beroder, en Analyst, en Expert, dee seet, wéi een et soll maachen, kuckt, datt dat organisiert gëtt. Mä hien dréit am Endeffekt keng Responsabilitéit. Duerfir heescht e jo och nëmmen Delegué. Et ass a bleibt am Endeffekt de Chef vun enger Entreprise, de Patron, dee muss de Kapp duerhalen, wann eppes schifft. An de Verwaltungen ass et de Verwaltungsdirekter oder de Minister a leschter Instanz, op der Gemeng ass et de Buergermeeschter, an der Chamber ass et dann de wäerte Chamberspräsident, wann do eppes géif schiffoen.

Ech hat gesot, Madamm Presidentin, datt d'Gesetz och e puer spezifesch national Dispositiounen regelt, wat de Schutz vun perséinlechen Daten ueget. Ech ginn nach kuerz dorobber an. Et ass vläicht esou, datt ech fir deen éischte Projet, deen éischte Rapport e bësse méi Zäit brauch wéi fir deen zweeten.

Am Artikel 62 gëtt méi speziell den Traitement oder de Gebrauch vun Donnéeën duerch Journalisten oder fir artistesch oder literaresch Expressioun behandelt. Am Resumé sinn zwou, dräi Dispositiounen zréckzebehalen.

Zum enge bleibt de Quellschutz fir Journaliste garantéiert, wann et ëm Informatiounen geet, déi si am Kontext vu Persoune vun der Vie publique, also Leit vum öffentliche Liewen, publizéieren. Da bleibt de Quellschutz op alle Fall erhalten. Respektiv d'Journalisten kënnen och verschidden Donnéeën iwwer d'Personnes de la vie publique benotzen, publizéieren, déi och méi sensibel sinn, déi eigentlech am Prinzip am Artikel 9 vum EU-Règlement ausgeschloss sinn.

Dat si politesch, reliéis, gewerkschaftlech Astellungen, sexuell Orientatiounen, biometresch Donnéeën, ethnesh Originne vu Persoune an esou weider. Dat ass am Regelfall duerch den Artikel 9 vum EU-Règlement verbueden. Mä wéi gesot, am Kader vun hirer Aarbecht kënnen d'Journalisten dat bei Personnes de la vie publique benotzen, och Schrëftsteller, an dat ass och de Fall fir wëssenschaftlech Aarbechten.

Och wéi gesot, bei wëssenschaftlechen Aarbechten, wou haaptsächlech statistesch geschaff gëtt, sinn Ausname virgesinn am Gesetz. Dat heescht, datt een do och kann Donnéeën ouni den Accord vun deene betraffene Persoune benotzen, mä si mussen anonymiséiert ginn. Dat heescht, et geet jo dann ëm Statistiken, net ëm de Profil vun engem Eenzelen. Och dat muss dann do, wéi gesot, op eng gewëssen Aart a Weis onkenntlech gemaach ginn.

Mir haten och nach spezifesch Dispositiounen virgesi fir de Beräich vun der Santé. Do huet de Statsrot awer eng Rei Problemer domat gehat. An doropshin hu mer eigentlech dee spezifesch Volet Santé ganz misse sträichen. De Conseil d'État seet einfach, den Traitement vun den Donnéeën am Beräich Santé gëtt eigentlech duerch d'EU-Règlement ofgedeckt, do brauche mer näischt speziell ze schreiwen an national Gesetz. An am Artikel 66 schreiw mer nach ledeglech, datt genetesch Donnéeën net am Kader vum Droit du travail oder bei Assurancegeschäfter dierfe benotzt ginn.

Bon, ganz schnell, well d'Zäit leeft mer awer soss fort. Et sinn och nach e puer speziell Dispositiounen am Kapitel 4 geregelt bei Beruffer, déi dem Secret professionnel ënnerleien - Affekoten, Notairen, Auditeuren -, datt do also muss, do gëtt verwisen op déi Prozeduren, déi et bei deene spezifesch Professionen ginn, zum Beispill wann do d'CNPD kënn, eventuell de President vun der Chambre des notaires oder de Bâtonnier oder esou derbäi sinn.

Eng allerlescht spezifesch Dispositioun am nationale Gesetz, déi ech nach wëll kuerz erwähnen, betrifft d'Banque de données am Kontext vun der Surveillance vun de Salariéen op der Aarbechtsplaz, méi speziell am Hibleck op d'Kameraiwwerwachung, déi dann heiansdo installéiert gëtt op der Aarbechtsplaz, haaptsächlech aus Sécherheetsgrënn. U sech muss ee soen, datt och déi Situatioun eigentlech ganz kloer am EU-Règlement ofgedeckt ass. Mir haten awer gesot, mir géifen datt awer nach zousätzlech, ech wëll elo net salopp soen „doppelt moppelen“, mä präzisieren.

Mir sinn also méi wäit gaangen, wéi dat eigentlech am EU-Règlement virgesi war. Mir hunn do d'Dispositiounen vum Consentement nach renforcéiert. Zousätzlech Aweise vu Betriebsdelegatiounen mussen erageholl ginn an esou weider. Och hei hat de Conseil d'État mat sengen Oppositions formelles d'Schlusswuert a mir hunn also den Text elo esou, wéi en eben ass.

Et muss een awer festhalen hei, datt mer hei en Text hunn och an deem Punkt, mat deem mer hei nach ëmmer méi streng sinn hei zu Lëtzebuerg bei den Donnéeën, Kameraiwwerwachung oder ech soen emol d'Badgen, déi enregistriert ginn, wéi d'EU-Règlement dat eigentlech erfuerdert. Dat ass och gutt esou. An ech mengen, duerfir sollen eigentlech och d'Gewerkschaften, déi hate sech jo och do hannendrun e bësse mobiliséiert an dat als Succès vun hinnen ugesinn, datt dat awer elo esou am Gesetz steet, an net eventuell dat schlechtriiden.

Madamm Presidentin, letztendlech sinn och spezifesch Regelunge virgesinn am Beräich vun Donnéeën en matière pénale. Dat si speziell Dispositiounen, op déi ech elo wäert da bei deem nächste Projet de loi méi speziell agoen. Hei gëtt et jo och eng spezifesch EU-Direktiv an duerfir handle mer dat och dann an engem separate Gesetz of.

Wéi gesot, ofschléissend zu deemem Projet wëll ech einfach op mäi schrëftleche Rapport ver-

weisen, wou alles drasteet, wat ech elo net erkläert oder presentéiert hunn. Dir verstitt, datt dat net méiglech war. Och déi verschidden Aviser kënn Der do noliesen, och d'Echange mam Statsrot. Et war eng besonnesch intensiv Matière, komplex juristesche Matière. Et kann een also alles do noliesen.

Och elo, ech maachen dat - Dir wësst dat, als Rapporteur hunn ech dat selten esou gemaach -, mä awer och e grouse Merci un all d'Leit aus deene verschiddene Ministeren. Et sätzen der eng Rei doueue vun der Justiz, ugefouert vun Här Reding, an d'Anne-Catherine Ries mat hirem ganzen Team. Entschëllegt, wann ech elo net jiddwereen do namentlech erwänen. Mä si hunn do ganz vill Aarbecht gemaach, och heiansdo Nuetsitzungen, Sonndessitzungen gemaach, fir datt mer awer hei déi Texte kënne kohärent zesummesetzen.

► **Une voix.** - Des exemples à suivre!

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Awer och, muss ech soen, de Membre vum der Mediekommissioun e grouse Merci. Ech si jo scho laang derbäi an deem Haus a ville Kommissiounen: Et war wierklech eng ganz konstruktiv Aarbecht op ganz héijem Level, wéill ech soen. A mir hu jo, dat kënn och selte vir, zwee Amendementer als Kommissioun abuecht, ënner anerem och eent vun der CSV-Fraktioun. Ech mengen, dat huet wierklech - géif ech scho bal soen - Spaass gemaach. Da géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace sur le projet de loi n°7168

Dann, Madamm Presidentin, géif ech zu deem zweete Volet vun deem groussen Dateschutz, deen haut zur Diskussioun steet, kommen, dat ass deen en matière pénale.

Ech hat elo scho ganz gesot, um europäesche Plang verhält et sech esou, datt d'EU do e spezielle Kader setzt an do eng speziell Direktiv huet, wat de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën en matière pénale regléiert, a mir maachen dat och hei zu Lëtzebuerg.

Firwat? Firwat - froet Der lech vläicht - des ënnerschiddlech Behandlung vun deesen Daten?

Ma d'Äntwert ass eigentlech awer relativ einfach: Well et hei net nëmmen ëm perséinlech Donnéeën geet, mä, wéi een et op Franséisch da formuléiert, Données en matière pénale, an déi si jo awer besonnesch sensibel par définition, well do vläicht Informatiounen sinn iwwer d'Gesetzesverstéiss duerch eng Persoun. Do si vläicht Donnéeën, déi an enger Enquête gesammelt ginn, bei Poursuitten oder bei der Exekutioun vu Strofen an esou weider. Mir sinn eis all do eens, datt dat wierklech sensibel Date sinn, déi wierklech fir déi weingst Ae geduecht sinn. An duerfir soll een also do nach méi Precautiounen huelen, wann déi traitéiert ginn.

Et sinn och Donnéeën, déi eventuell am Kontext vun der nationaler oder öffentlecher Sécherheet betraff sinn. Also, dat gëtt och hei da regléiert, Donnéeën, déi eben och sensibel si fir déi national Sécurité, déi och eventuell mat aneren Autoritéiten echangéiert ginn.

Ech wëll awer och betonen, datt d'EU-Règlement an den entspreche Projet de loi dozou, also déi allgemeng Dateschutzregelen, net ausser Kraaft si fir de Beräich vun de Juridictiounen. Déi spezifesch Dispositiounen aus deemem Projet, déi grefféiere sech eigentlech, kéint ee soen, op déi aner generell Dispositiounen vum EU-Règlement.

Fir et an der Praxis ze illustréieren - ech hunn och no engem Beispill gesicht -: Wann Dir einfach eng Kéier méttés Zäit hutt, Dir gitt op d'Gericht fir iergendeen Prozess ze suivieren, kann et sinn, datt d'Verwaltung, wahrscheinlech d'Gerichtsverwaltung, déi einfach den Numm opëhlt, fir datt ee weess, wien am Sall sëtzt, da faalt Der do ënner datt normal Dateschutzreglement, wou d'CNPD kontrolléiert.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wann Der awer elo als Persoun viru Gericht zitéiert sidd, well Der eng gestéibt hutt, well Der eppes verbrach hutt, well eventuell eng Enquête iwwer lech gelaf ass, dann natierlech ginn Är Donnéeën, déi do traitéiert gi vun de Juridictiounen oder vun der Verwaltung, natierlech an engem But gesammelt, dee vill méi speziell ass, dee sensibel ass. A bei deenen Donnéeën, da spillt dann natierlech hei dese Projet de loi, deen ech dann elo versiche wäert, kuerz a präzis ze formulieren.

Ech hunn et eigentlech scho gesot, am Gesetz gëtt also festgeschriwwen, wat fir Donnéeën ënner de Label „pénale“ falen a wéi déi da vun deene verschiddenen Autoritéiten, Juridictiounen mussen opgeholl an traitéiert ginn. Déi Donnéeën gi spezifesch kategoriséiert.

Ee speziellen Aspekt ass och, datt nach muss - dat steet am Artikel 5 - den Ennerscheed tëschent verschiddene Kategorië vu concernéierte Leit festgehal ginn, net nëmmen vun Donnéeën, mä et ginn och Kategorië vu concernéierte Leit, déi an engem seriöse Verdacht stinn, déi veruerteelt sinn, oder Victime vun Infractionen. Dat ass och noutwendeg, fir herno nach eng Kéier en Dispatching ze maachen iwwer déi verschiddene Kategorien an d'Suitten.

Et gëtt och präziséiert, datt d'concernéiert Persoune mussen, jee no Situatioun, informéiert ginn, respektiv d'Modalitéiten, wéi een dann eben Accés op seng Donnéeën ka kréien, dass een och hei awer a ville Fäll kann Accés kréien. Et kann een och do awer nach weiderhi froen, datt verschidden Donnéeën eventuell geläscht oder émgeännert ginn, zum Beispill, wa se net méi gebraucht ginn oder wann eppes verjäert ass.

Den Droit d'accès kann op där anerer Säit natierlech och vun de Verwaltungen oder vu Gerichter refuséiert ginn, wann zum Beispill nach eng Enquête en cours ass oder wann, wann een dat géif nofroen, eventuell do kéint eng Enquête behënnert ginn oder natierlech, well dat och hei ofgedeckt gëtt, wann et ëm d'öffentlech Sécherheet geet.

Och verlaangt d'Gesetz, datt de Responsable vum Traitement kloer Delaie muss festleeën, wéi laang déi eng oder aner Donnéeën dierfe gehale ginn. Also och hei ass et net esou, datt dat e Perpetuum mobile ass, datt do éiweg déi Donnéeën dierfe gehale ginn.

An, dat ass och eppes Wichtige, si mussen ganz genau Regéister vun den Activités de traitement féieren, fir datt eben ëmmer genau kann notracéiert ginn, wat fir e Beamten a wéini an zu wat fir engem Zweck déi ebe méi sensibel Base-de-donnéeën consultéiert gi sinn.

Sécherlech, mengen ech, eng wichteg Dispositioun, déi verhënnere soll, datt net de Beamten, eventuell fir, ech soen emol, Privatzwecker oder einfach aus Virwëtz dann ouni formal Ursaach géif an d'Base de donnée era wulle goen. Mir kenne jo all dat berüümte Beispill, wou e Beamte kucke geet, wat deen neie vun der Ex-Frëndin verdéngt oder wou e gewinnt huet an esou weider - also dat soll hei och net méi de Fall sinn.

Och fir des Donnéeën muss an de Verwaltungen en DPO genannt ginn. Da ginn et nach eng Rei Präzisiounen an Artikelen, déi dann den Transfer vun Donnéeën zwëschen nationalen Autoritéiten oder mat europäeschen oder internationalen Autoritéiten betreffen.

Dann als Lescht - dat ass awer e wichtige Punkt aus deem Gesetz -: Mir schafen hei och eng spezifesch Autorité de contrôle, an zwar d'Autorité de contrôle judiciaire, Ofkierzung - dat ass elo meng Ofkierzung - ACJ. Mir hunn nach keng Ofkierzung. Nieft der CNPD hu mer also elo d'ACJ. Ech weess net, ob dat dann elo kann als Lëtzebuerger Term gebraucht ginn.

Fir ze soen, mir kréien also nieft der CNPD eng zweet Autorité de contrôle am Beräich vum Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Där neier Autorité de contrôle judiciaire hire Kompetenzberäich ass präzis op den Objet vun deemem Projet de loi achséiert. Et ass also net d'CNPD, déi hei fir des Donnéeën Opsichtsbehörd ass, mä déi nei Autoritéit, well et eben ëm speziell sensibel Donnéeën geet.

Bon, ech mengen, wann een et ëmdréit, fir dat nach aneschtens ze dréien: Et sinn nëmmen déi Traitement vun Donnéeën, déi vun de Juridictiounen vum Ordre judiciaire massiv virgeholl ginn, déi ënner d'Kontroll vun der ACJ falen, d'äst och an der Logik natierlech vum Respekt vun der Séparation des pouvoirs.

Dat spigelt sech dann och an der Zesummesetzung vun deesen neier ACJ, vun deesen Opsichtsbehörd erëm. Si ass zesummegeest aus fënnf Magistrate vu verschiddene Justizsecteuren, an awer och engem Representant vun der CNPD. Et fonctionnéiert e bëssem aänlech. Se sinn och dann also Presidenten oder wat fir ee Rang se hu vun deene Magistraten, dat zielen ech elo net op, Dir kënn dat noliesen. Et sinn och sechs Supplément virgesinn. Och gi si fir sechs Joer an eemol renouvelable genannt. Och do ginn d'Decisiounen à la majorité des voix exprimées geholl.

Se kënnen och Mataarbechter astellen. D'Aufgabe sinn aänlech ebe wéi vun der CNPD, awer ebe méi präzis fir déi Donnéeën en matière pénale. Dat heescht, och si sollen éischter informéieren, sensibiliséieren, beroden, Reklamatiounen traitéieren. Och si kënnen Amendes administratives ausschwätzen, déi vu 500 bis 250.000 Euro kënne goen. Et kann een och do Recours maachen.

Och do, Här President, verweisen ech da pour le reste op mäi schrëftleche Rapport. Do kann

een eng Rëtsch Avisen noliesen, och déi verschidden Echangë mam Conseil d'État, wou mer och eng Rei Opposition-formellen haten, deene mer och an der Kommissioun nokomm sinn.

Voilà, Här President, ech sinn dann um Enn vun den Explikatiounen zu deenen zwee wichtege Projete komm. Domadder schlësse mer dann och de Krees, géif ech soen, vun eisen Aarbechten am Interessi vun dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, well mir hate schonn en Dënschden deen iwwert d'PNR, dee mer dann haut och elo kënnen ofstëmmen, well eben an deem Gesetz Renvoien op des zwee Gesetzer sinn.

Här President, wa mer - hoffentlech - déi dräi Projeten unanime stëmmen, setze mer e kloert Zeechen als Chamber, datt mir 100% hanner all dësen Texter stinn, wou et ëm d'Rechter vun einzelner Bierger geet, an insbesonnesch hei ëm de verstärkte Schutz vun hire ganz perséinlechen Donnéeën. An duerfir hoffen ech, datt mer hei e ganz groussen Accord kréien.

Mir bleift nach just, och den Accord vu menger Fraktioun zu deem zweete Projet ze ginn, an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Rapporteur. An éischt Riednerin ass d'Madamm Diane Aehm fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Déi, déi d'Date beherrschen, wäerten déi ganz Welt beherrschen.“ Dat seet de japanesche Businessman Masayoshi Son, de Fondateur vu SoftBank an den haitegen exklusive Bedriewer vum iPhone a Japan. An hie muss et also wëssen. An hien huet, onofhängeg vu senger Persoun, vollkomme recht, well d'Date sinn effektiv d'Rohstoff an d'Weltmieren vun der Zukunft, grad an engem Europa, wou all Dag ronn 250 Millioune Leit um Internet sinn an op de soziale Medie surfen.

Déi politesch Konsequenz ass dofir kloer. Datschutz ass och ëmmer en Demokratieschutz an och de Schutz vum Rechtsstat, well wann ee soll seng eegen Date beherrschen, et kéint ee scho soen, säin eegent Liewen, dat des Date jo och haut bis an dee kengste Wénkel vum Privaten erëmpeigelen, dann dierf dat weder de Stat a scho guer keng Privatfirma sinn, mä just de Bierger selwer.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Duerfir ass Datschutz och méi wéi jee e Mënscheschutz an duerfir och ëmmer eng Protektioun vun deem, wat de Mënsch ausmécht, näamlech vu senger Fräiheet an dacks genuch och vu senger Würd.

Duerfir ass de Gesetzespackage vun haut och esou wichteg. Net well e perfekt wier - dovu si mer leider wäit ewech -, mä well et dach awer eng eenditeg Verbesserung ass an e Schrëtt an déi richteg Richtung an och e Wee fir d'Zukunft. Mä, wéi gesot, et bleiwen awer munch Kriticken unzëbréngen a Froen opzeweieren. An dat wëll ech haut och maachen.

Dobäi sief virop gesot: Et ass e ganz komplexen an héich technesch Dossier. Mä dat ass net entscheidend. Et ass net primär e Gesetz fir d'Fachwelt, mä et ass e Gesetz fir d'Bierger vun der Strooss oder vun den Datenautobunnen, wéi een an deem Kontext jo soe muss, well den technologesch Fortschritt dierf ni eng Fin en soi sinn. Hie muss an éischer Linn ëmmer e mënschlech-gesellschaftleche Fortschritt sinn, an dat grad am digitalen Zäitalter.

(Interruption)

An anere Wieder: De Mënsch muss sech net der Technik, mä d'Technik muss sech dem Mënsch upassen!

Allerdéngs, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, richteg ass och: „Datschutz ist wichtig, aber man kann auch überziehen.“ Dëst Zitat vum Otto Schily treëft och op dat zou, wat mir an de leschte Wochen erlieft hunn. Vill vun eis hu Mailen drop an derwidder kritt.

Déi eng Mailen, fir eis averstanen ze erklären, dass mir weider Informatiounen oder Reklame geschéckt kréien, a mir sollen eis melen, wa mir dat net méi wëllen. Déi aner Maile waren, fir eis ze informéieren, dass, wa mir eis net explizit géife manifestéieren, mir géife vun der Lëscht vun de Leit, déi ugeschriwwen ginn, gestrach ginn.

► **Une voix.** - Dat war richteg!

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - E gemeinsame Punkt haten des Mailen allegueren. Si hu sech näamlech op dat neit europäesch Reglement iwwert d'Schütze vun de perséin-

lechen Date beruff. Et gëtt een dem Gefill net lass, dass elo op eng Kéier jiddwereen den Datschutz fir sech entdeekt.

Jo, Datschutz ass in, virun allem a Virwahlzäiten, déi eng, well se net sécher sinn, ob se d'Daten, déi se sammeln, richteg benotzen, déi aner, well se net wëssen, wat mat den Date geschitt, déi se oft lichtfankeg weiderginn, oder zumindest akzeptéieren, dass Date gesammelt ginn.

Och mir Lëtzebuurger ginn dacks fräiwëlleg an de Butteker eis Postleitzuel un oder eise Gebuertsdatum, eis Adress an esou weider. Schliesslech wëlle mir jo all informéiert ginn iwwer verschidde Reklammen oder aner extra Aktiounen, wéi dat oft am kommerzielle Fachjargon heescht.

Jo, dacks hätte mir och gäre beim Datschutz de Botter, d'Sue vum Botter an am beschten nach d'Laache vun der Caissière derbäi. Wat awer duerno mat dësen Date geschitt, ass ville vun eis net onbedéngt bewosst oder et ass eis ganz einfach egal.

Här President, esou oder esou huet dat europäesch Reglement iwwert den Datschutz zumindest eppes mat sech bruecht: D'Leit an Europa, awer och hei am Land, si waakreggereselt ginn. Et gouf vill vun Datschutz an de leschte Méint a Woche geschwat, esou vill wéi scho laang net méi. An eleng dat ass schonn ze begreissen, well den Datschutz ass jo net just eng juristesche, mä och eng ganz perséinlech Verhalensform. Net alles kann een hei un de Stat delegéieren. Heiansdo muss een och selwer Verantwortung iwwerhuelen.

Dobäi hu mir den Datschutz hei zu Lëtzebuerg fest an eise Gesetzer verankert. An eiser Verfassung gouf mat der Revisioun vum 29. März 2009 den Artikel 11(3) mat folgendem Wortlaut bäigesat: «L'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi.» En Agrëff an d'Privatsphär vun de Leit kann also nëmme duerch e Gesetz geschéien. Dëst fënnt een iwwerregens och am Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun erëm.

Weider hu mir hei zu Lëtzebuerg d'modifizéiert Gesetz vum 2. August 2002 iwwert d'Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Dëst ass eist eigentlecht Datschutzgesetz zu Lëtzebuerg.

An de leschte Joren huet d'Datenindustrie sech rasant weiterentwéckelt an et gouf héich Zäit, och de legale Kader unzepassen. An dat wäert an Zukunft net vill anescht sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2011 huet d'Europäesch Unioun ugefaange mat enger Revisioun vun der Datschutzdirektiv aus dem Joer 1995. Et gouf festgehale, den Datschutz europawäit harmonesch ze regelen an net 28 verschidde legal Basen ze hunn, wann et ëm ee vun de Grondwäerter vun der EU geet.

Dat neit Reglement mat der Nummer 2016/679 gouf ënner Lëtzebuurger Presidence am 2. Semester 2015 an engem Package finaliséiert. Zweifellos ee Succès vun dëser Presidence, wat mir och ausdrécklech begreissen. Dëst Reglement ass d'application directe an de 25. Mee vun deem Joer an allen europäesche Länner gläichzäiteg a Kraaft getrueden.

Mat deem Reglement huet e wierkeleche Paradigmewissel am Datschutz an Europa stattfonnt.

Fir et kuerz ze resuméieren: Mir komme vun enger Logik vun dem Contrôle ex ante op de Contrôle ex post.

Soss gouf ëmmer am Virfeld ofgekläert, ob den Traitement vun den Date konform zum Gesetz wär. Duerno huet d'CNPD dann eng Autorisation ausgestallt, fir d'Daten ze sammeln an ze traitéieren.

Elo gi mir, wéi gesot, an eng Logik, mat där nodréiglech kontrolléiert gëtt, ob alles korrekt gemaach gouf um Niveau vum Traitement vun den Daten. D'CNPD soll zudeem an Zukunft vill méi kontrolléieren, beroden a sensibiliséieren. Si gëtt also gestärkt.

Déijéineg, déi Date sammeln oder verschaffen, muss se sécherstellen, dass déi Daten nëmme benotzt gi fir bestëmmten Zwecker, déi konform zum europäesche Reglement sinn. Weider muss séchergestallt sinn, dass d'Daten och richteg ofgeséichert sinn an net méi laang gehale ginn, wéi noutwendeg respektiv zum Gesetz hier virgesinn.

Här President, d'Émsetze vun deem ganz komplexen Datschutz hei zu Lëtzebuerg geschitt iwwer dräi verschidde Gesetzestexter, déi net vill méi lieserlech si wéi déi entspreche EU-Texter. Et sinn dëst d'Gesetzesprojeten 7184 an 7168, iwwert déi mir haut diskutéieren, an de Gesetzesprojet 7151 iwwert d'Passagéierdaten.

Lëtzebuerg wäert seng legal Basis also eréischt un déi nei EU-Texter upasse mam Vott vun dësen dräi Gesetzesprojeten, déi haut um Ordre du jour vun der Chamber stinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt ufänke mam Gesetzesprojet 7184 iwwert d'Neischafe vun der Commission nationale pour la protection des données an d'Akraaftriede vun europäesche Reglement iwwert den Datschutz.

De Statsrot huet zu Recht kritiséiert, firwat en neit Gesetz gemaach gëtt. Déi meeschten europäesch Länner hunn näamlech hiren existéierende Gesetzeskader einfach ëmgeännert.

Grad an esou enger komplexer Matière soll een d'Texter, zumindest do, wou et méiglech ass, net nach weider künstlech verkomplizéieren, well och am Datschutz muss een d'Rad net bestänneg nei erfannen. D'Rad ass schonn erfond, och am Datschutz. An ouni des textuell Extravaganze wier ee vläicht vill méi séier virukomm an der zoustänneger Chamberskommissioun. Vläch wieren et och manner juristesche Hürde ginn, déi iwwersprong hu misse ginn.

Mä soit. Mir kënnen hei vill spekuléieren. D'Regierung huet zumindest hei d'Fënstere gründlech opgemaach, bestoend legal Texter einfach ofgeschaaft an neier amplat gesat, obschonns dëst net néideg gewiescht wier. Am Fong ass dat ee Verloscht u politescher Energie, déi engem dann op anere Plaze feelt.

Mä elo kann d'Regierung zumindest dëst Gesetz als hiert eegent Produkt verkafen, wat dann dobaussen och vill besser kléngt, wéi wann een einfach just seet: „Mir hunn e Gesetz aus der verdrängter CSV-Zäit ëmgeännert.“ Bei der Poliereform war et jo och net vill anescht.

An datt mir mat dëser Kritik net eleng dostinn, huet och de Statsrot bewisen, deen direkt e puermol drop higewisen huet, dass och hien d'Demarche vun der Regierung net richteg verstanen huet. An de Statsrot ass jo nu wierkelech keng Oppositionstëmm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt op dëser Plaz dem Här Berger e grouse Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Et war näamlech wierkelech net einfach, vu déi schonn ugeschwate komplex Matière. Trotzdem wëll ech op verschidde Punkten agoen, déi der CSV-Fraktioun wichteg sinn.

Ufänke wëilt ech mat der Commission nationale pour la protection des données.

En éischte Punkt betrëfft d'Pouvoir vun der CNPD. Hei geet et ënner anerem drëm, dass d'CNPD d'Recht huet, juristesche aktiv ze ginn, wann et ëm den Datschutz geet, an dëst souwuel am Kader vun europäesche Reglement wéi vun der europäescher Direktiv.

Mir hunn an deem Kader och iwwert den Arrêt Schrems vum Europäesche Gerichtshaff diskutéiert. A mir hunn eis d'Fro gestallt, ob eng Autorité de contrôle kann eng sougenannten Décision d'adéquation ufechten oder net. An Däitschland, Frankräich an Irland ass dëst jo de Fall. An der Belsch an an Eisträich kann d'Autorité de contrôle kee Recours géint esou eng Décision huelen.

De Statsrot genee wéi d'CNPD hu gemengt, d'CNPD misst kënnen e Recours géint eng Décision d'adéquation huelen. D'Chamberskommissioun huet awer gemengt, et soll een deem Wonsch um Statsrot an der CNPD net Rechnung droen, mä dëst misst op europäeschem Niveau gekläert ginn.

Et ass natierlech ëmmer einfach, sech hanner Europa ze verstoppen. D'CSV ass der Meinung, datt een dem Statsrot seng Bedenken zumindest hätt missen iwwerpräiwen.

Här President, mir hunn eis dann och d'Fro gestallt, ob d'CNPD soll en Accès op d'Lokaler kréien, an deenen d'Date stockéiert ginn. D'CNPD wollt näamlech Accès zu all de Lokaler kréien.

D'europäesch Reglement gesäit vir, dass den Accès zu de Lokaler muss op nationalem Plang geregelt ginn. Fir d'CSV stoung et ausser Fro, datt den Zougang zu de Lokaler ganz restriktiv ze handhabe wier.

Et kann net sinn, dass d'CNPD iwwerall kann eragoen, also och an d'Privathaiser. Hei geet et nach ëmmer ëm de Schutz vun der Privatsphär. Et wier jo eng Perversioun sonnergläichen, fir dës auszehieleche mam Virwand vum Datschutz.

Dofir si mir als CSV frou, dass d'CNPD just Accès op d'Daten huet an net op d'Lokaler, an deene se stockéiert ginn.

Komme mer dann zum Personal vun der CNPD! Och iwwert dëse Punkt hu mir vill diskutéiert. Dat ass jo dacks bei Personalfroen de Fall.

Als CSV stoung et fir eis ausser Fro, dass d'CNPD hoheitlech Aufgaben ausféiert. Duerfir

koum fir eis um Niveau vum Collège just de Statut vum Fonctionnaire a Fro, verbonne mat der Lëtzebuurger Nationalitéit. Dëst ass och de Fall fir d'Suppléantë vum Collège.

E weidere wichtege Punkt ass dee vun de Sanktiounen. D'europäesch Reglement gesäit explizit vir, dass de Stat an d'Gemengen net mussen ënner d'Amendes administratives respektiv d'Astreintes falen, déi kënnen vun der CNPD verhaange ginn.

Et ass an deem Zesammenhang interessant drop hinzewiesen, dass d'Regierung dëst an hirem Gesetzesprojet net virgesinn hat. Op d'Fro firwat, hu mir keng Antwort kritt.

D'Beamte soten eis, dat wier eng politesch Fro. Den zoustänneg Minister konnte mir awer leider net zu deem Sujet befragen, well hien einfach net an déi zoustänneg Chamberskommissioun komm ass, mä sech ëmmer vu senger Beamte vertriebe gelooss huet. Esou vill zu engem gudden Dialog mat der Chamber!

► **Une voix.** - Oh, dat kann dach net sinn!

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Fakt ass jiddefalls, dass déi zoustänneg Chamberskommissioun dunn en Amendement eragereecht huet, deen explizit virgesäit, fir de Stat an d'Gemengen aus den Amendes administratives an aus den Astreintes erauszehuelen. Als CSV verstir mir d'Demarche a mir hu se och matgedroen.

Erlaabt sief awer trotzdeem d'Fro, ob hei net no der Devise „deux poids, deux mesures“ verfuert gëtt! Ech erkläre mech.

Wann an Zukunft op enger Gemeng oder enger Verwaltung eppes schifleeft am Kader vum Datschutz, da kréie si keng Sanktiounen vun der CNPD. Wann awer datselwecht an enger Privatfirma oder engem Etablissement public schifleeft, da kréie si Amendes administratives respektiv Astreintes vun der CNPD.

Am Fong misste jo grad de Stat an och d'Gemengen hei mam gudden Beispill virgoen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Mä well de Statsrot dëst awer matgedroen huet, wëlle mir als CSV an deem Punkt och net méi helleg si wéi de Poopst. Schliesslech si mir jo als Chrëscht-demokraten net konfessionell gebonnen.

(Interruptions)

En anere Punkt, Här President, op deen ech awer wëilt an deem Zesammenhang opmierksam maachen, ass deen, datt mat deem Gesetzesprojet d'Sanctions pénales ofgeschaaft ginn, déi et bis elo am Kader vum Netrespekt vum Datschutz gouf. An Zukunft ginn et just nach administrativ Amendes.

D'Artikelen 22 an 23 vun eise Datschutzgesetz vun 2002 verpflichten de Verantwortleche vun der Verarbeitend vum perséinlechen Daten dozou, all méiglech technesch an organisatoresch Moosnamen ze ergräifen, fir zum Beispill d'Date géint en net autoriséierten Zougrëff ze schützen. Geschitt dat net, riskéiert deejéinegen eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis sechs Méint an/oder eng Amende vun 251 bis 125.000 Euro.

Mam neien Datschutzgesetz gesäit dat elo anescht aus. Do si just nach administrativ Strofe virgesinn, esou dass een, dee sech an der Vergaangenheet eppes zuscholdel komme gelooss huet, keng Prisongsstrof méi brauch ze fäerten.

Et handelt sech hei an deem Fall ëm d'Applikatioun vum Prinzip vun der Retroaktivitéit vun der „méi duusser Strof“, Principe de rétroactivité de la peine la plus douce op Franséisch. Dëst ass e Rechtsprinzip, dee sech aus dem Prinzip vun der Légalité des peines et des incriminations ofleet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum Commissaire à la protection des données! Dëse Kommissär ka fir d'staatlech Verwaltungen de Rôle vum Data Protection Officer iwwerhuelen.

Als CSV hu mir en Amendement eragereecht, dass och d'Gemenge kënnen d'Aufgab vum Data Protection Officer dem Commissaire à la protection des données iwwerdroen. Dësen Amendement gouf vun der ganzer Kommissioun ugeholl an ass an den Text agefloss, wat mir begreissen.

Hei geet et drëm, fir haaptsächlech kleng Gemengen d'Liewen ze vereinfachen. Si kënnen net all en Data Protection Officer astellen. An och esou eng Persoun zu e puer Gemengen deelen, ass net ëmmer einfach.

Fir eis als CSV ass et zousätzlech drëm gaangen, dass, wann et schonn e Commissaire

à la protection des données gëtt, et vill méi einfach ass, fir am Beräich vum Dateschutz eng eenheetlech Linn am ganzen öffentleche Sektour ze hunn.

Här President, e Sujet, dee besonnesch ustrengegend war, huet déi verschidde Kategoriën vum Date betraff, wéi zum Beispill Daten iwwer reliéis, politesch oder philosophesch Iwwerzeugungen, genetesch Daten, biometresch Daten oder och Daten iwwert d'Sexuallewen oder déi sexuell Orientéierung vum de Leit. Den Traitement vum diesen Daten ass prinzipiell verbeude laut dem europäesche Reglement.

Hei wollt d'Regierung, an notament d'Gesondheitsministesch, wesentlech méi wäit goe wéi dat europäescht Reglement an zouloossen, dass dës Date kéinte gesammelt a benotzt ginn am medezinnesche Beräich. Hei gouf och den Assurancen, de Pensiounsfongen, der Caisse médico-chirurgicale an allen Akteuren, déi en Agreement am medezinnesch-sozialen oder therapeutesch Beräich hunn, d'Dier grouss opge-maach. Souwuel de Statsrot wéi d'CNPD waren domadder awer guer net averstanen. Schlussendlech ass dëst fale gelooss ginn.

Als CSV begrësse mir dës restriktiv Handhabung vu besonnesche Kategoriën vum Daten. Fir eis ass de Schutz vum der Privatsphär onbedéngt ze respektéieren, grad an esou sensibele Beräicher wéi diesen.

Här President, mir hunn eis och ausféierlech mat de Bestëmmungen iwwert d'Surveillance sur le lieu de travail auserneegesat. Och dëst war e waarmt Eisen. Doduerjer, dass näamlech d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert den Dateschutz abrogéiert gëtt, fält och d'legal Basis vum Artikel 261-1 aus dem Code du travail iwwert den Traitement vum Daten iwwert d'Surveillance sur le lieu de travail ewech. Dowéinst gëtt dann och an diesem Gesetz den Artikel 261-1 aus dem Code du travail emgänert.

Och fir eis als CSV ass et wichteg, dass d'Leit op hirer Aarbechtsplaz geschützt ginn, grad an diesem Beräich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen awer haut och nach iwwer en anere Gesetzesprojet, näamlech deen iwwert den Traitement vum Daten am penale Beräich respektiv am Beräich vum der bannenzegter Sécherheet.

Och dese Gesetzesprojet huet et a sech. Hei gi ganzer 15 bestoend Gesetzer ofgeännert. Dese Gesetzesprojet ass deemno net ze ennerschätzen, och wann en eréischt um leschten Dag vun deser Legislaturperiod an de Plenum kënnt. Dëst weist awer eemol méi, wéi wichteg den Dateschutz ass an och wéi komplex an technesch déi ganz Matière ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begrëssen dese Projet, well mat diesem Gesetz d'Veaarbechtung vu perséinlechen Donnéeën duerch d'Police eng gesetzlech Basis kritt. Dat war bis elo net de Fall. Iwwert déi sougenannt Urgence ass vu Joer zu Joer e vereelste Règlement grand-ducal verlängert ginn. Mir hunn ëmmer nees betount, dass déi systematesch Verlängerung vum Reglement vum 1992 eng net zefriddestellend Léisung ass. Zumindest gouf doduerch den Uschäi vu Legalitéit gewaart. Och d'Artikel-17-Kontrollinstanz huet regelméisseg an hire Rapporten drop higewisen.

Mir stelle fest, dass déi lescht Reconductioun den 1. Juni 2018 ausgelaft ass. Tëscht dem 1. Juni 2018 an dem Akräaftriede vun diesem Gesetz an engem eventuellen neie Reglement gëtt et also keng reglementaresch Basis méi fir d'Dateveaarbechtung bei der Police. Souguer géintwärt dem neie Gesetz huet eis national Dateschutzkommissioun ëmmer nach hir Bedenken iwwer spezifesche Traitementen duerch d'Police. Dat ass extrem bedauerlech.

D'Kontrollinstanz schreift weider an hirem Rapport, dass d'Police an der Vergaangenheet niéft engem zentrale Fichier och eng Serie aner Traitementen duerchgefouert huet - et goung rieds vum Journal des incidents an esou weider -, déi keng kloer reglementaresch Basis hätten.

Och gouf festgestallt, dass d'Polizisten, déi bei aner Administratiounen a Servicer detachéiert goufen, weider Accès op esou Systemer bei der Police haten. D'CSV hofft, dass déi Onzou-länglechteken entre-temps behuewe goufen an och an Zukunft dem Dateschutz déi Unerkennung zougestane gëtt, déi e verdéngt.

Dir Dammen an Dir Hären, schwéier ass et, mengen ech, och fir d'Juristen hei an diesem héijen Haus, an net nëmme an diesem Haus, ze wëssen, ob dann elo en Dateschutzproblem

an enger Strofferichtsprozedur vun de Gerichter selwer oder vun enger vun den nei geschafene Kontrollinstanz muss gekläert ginn. Dëst féiert zu enger latenter Rechtsunsécherheet an domadder verbonnen zu Problemer an der Praxis. Mir wäerte mat Sécherheet opgefuerdert ginn, an den nächste Méint diesen Text unzepassen an ze präzisieren. Bei all Recht op Dateschutz a berechtigter Protektioun vun der Privatsphär dierf den Dateschutz net derzou féieren, fir Strofferichtsprozeduren um Emwee zum Falen ze bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Of-schluss kommen, wollt ech awer nach e puer Wuert zur Vorratsdatenspeicherung soen, engem vermeintlechen Dada vun eise Justizminister. Duerch e Gesetz vum 24. Juli 2010 huet Lëtzebuerg d'Virgabe vun der Direktiv 2006/24/CE iwwert d'Vorratsdatenspeicherung emgesat.

déi gréng hu sech ëmmer schweiergedoe mat der Gesetzgebung. Si hu sech ëmmer géint dee Stockage ausgeschwat. Eh ben, elo, wou se an der Regierung sinn an et eigentlech kéinte besser maachen, hu se Angscht virum eegene Courage. A si hate sech vill virgeholl. Den Ophänker war en Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff an der Affär Digital Rights vum 8. Abrëll 2014, also méi wéi véier Joer hier.

Et sollt e grouse Worf ginn a sämtlech Luuchte stoungen op gréng. Komescherweis ass dee Projet säit 2015 net méi ugepaakt ginn. Mir haten eis erwaart, dass dat Ganzt elo géif an engem Package, dem Dateschutzpackage, duerch d'Chamber goen. Dëst ass awer net de Fall. „Mir schafen Tatsaachen“, huet eng Kéier een hei op der Tribün gesot. Deen huet geneesou wéineg Wuert gehale wéi déi gréng. Souvill zur Geschichtsschreiwung!

Här President, ofschléissend wéilt ech nach eemol drop hiweisen, dass den Dateschutz eis alleguerten nach vill beschäftege wäert. Och d'Gerichter wäerten nach vill Aarbecht domadder kréien. Et wäerten an Zukunft vill Diskussiounen ginn, fir ze wëssen, wat dann elo ass Norm méi wichteg ass: Den Dateschutz oder den Informationszougang? Den Dateschutz oder den Archivage? Den Dateschutz oder den Antiblanchiment? Den Dateschutz oder de fräien Zougang zum Registre des sociétés? Den Dateschutz oder de fräien Zougang zum Registre des hypothèques?

Ech kéint dës Lëscht nach ganz laang hei weiderféieren. Et bleift jiddefalls och mam neien Dateschutzgesetz respektiv dem europäesche Reglement nach vill ze klären, wat déi praktesch Uwendung um Terrain ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz zum Schluss wéll ech awer nach eemol op de Fong vum Dateschutz als Mënscheschutz zréckkommen. Ech hunn am Ufank vu menger Ried eng Stëmm aus Japan zitëiert. Ech wéll opohale mat enger Mise en garde aus Amerika.

„You Are Not a Gadget,“ priedegt zënter Joren den Internetpionéier Jaron Lanier. Hien huet och e Buch zu diesem Thema geschriwwen, well em den „You“, em d'Mënschebild also, geet et am Ennerbau vun diesem Gesetzpackage, well effektiv ass de Mënsch kee Gadget, keng Maschinn, keng Usammlung vun Daten oder Zifferen - genee dat heescht jo „digital“ oder „numérique“ -, an domadder och kee Produit vu wéi engem Weltkonzern och ëmmer.

Mir mussen also oppassen, datt mer an der schéiner neier Datewelt net eis mënschlech Séil, jo eis selwer, géint e kuerzfristige Funfaktor verkafen, mä dës Debatt vun enger mënschegerechter Datewelt steet eréischt am Ufank. Duerfir ass dëst Gesetz och kee Schlusstrech ënnert d'Debatt vun Dateschutz, mä vill méi just en Optakt vun darselwechter. Et lount sech also, fir hei um Dateball ze bleiwen, am Interessi vun eis alleguer. A genesou ass eise Vott vun haut och ze verstoen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat Hëllef vun Date kann ee Wahle gewinnen; wann et domm geet, den Donald Trump, wann et e bësse besser geet, de Barack Obama. Allen zwee hu se mat Hëllef vu soziale Medien e klengen Ennerscheid gemaach an de Presidentiell vum 2016 an 2008.

Mat Hëllef vun Date kann ee méi effikass Marketing maachen, fir Wuereen a Servicer ze verkafe. Et kann een och Leit iwwerwaachen oder diskriminéieren, zum Beispill op der Aarbechtsplaz. Et kann ee Leit lokalisieren. Wann iergende mer nogelasschert huet virum zwee Deeg, da weess en, dass d'Navigatiounssystemer per Satellitt funktionéieren, duerch Da-

ten, duerch Positiounen, déi dann iwwerkräit gi per Satellitt, wouduerch een da ka Guidage maachen.

Mat vill Daten, Big Data kann en Algorithme fiddere, kënschtlech Intelligenz funktionéieren doe mat ville méiglechen Applikatiounen a bal alle Beräicher, sief et Medezinn, Droit, Linguistik an esou weider.

Wat ass bei diesem Gesetz nei am Verglach zu vergaangen Dateschutzlegislatiounen. Ech erënnere drun, dass mer schon 1979 e Gesetz iwwert den Dateschutz haten, an duerno dat vun 2002, wat d'Direktiv vun 1995 emgesat huet.

Ech erënnere mech nach un dat Gesetz vun 2002. Och deemools war d'Opreegung relativ grouss an de juristesche Milieuen. Et huet jiddweree sech gefrot, wat dann elo wierklech d'Implikatiounen wäere vun deem neien Text. Et huet jiddweree Courrieren an Emailen doruechter geschéckt, Autorisatiounen gefrot a sech de Kapp zerbrach, ob en dann elo misst bei der CNPD eng Autorisatioun froe fir säin Traitement de données.

Bei deenen zwee Gesetzer, deenen zwee viregte Gesetzer, kann een, mengen ech, soen, dass se just deelweis ugewannt ginn, wann iwwerhaapt. Am Fall vun deem vun 1979, mengen ech, kann ee soen, dass dat Gesetz largement „lettre morte“ bliwwen ass. A Skeptiker soen, dass et bei diesem Text, beim RCPD, net anescht wäert sinn.

Wat awer nei ass, mengen ech, wat wierklech nei ass, dat ass d'Digitaliséierung, d'Ausmooss vun der Digitaliséierung an d'Apparitioun vu Mastodonté wéi Facebook, Google a munch aneren, deenen hiert Geschäft dora besteet, géint Liken Daten ze sammelen an déi ze verwäerten an dann erëm weiderverkafe als Servicer.

„Data is the new oil.“ Et kann een et och als eng Wärgung ugesinn. Déi meescht vun eis verbréngt vill, vlicht ze vill Zäit op Facebook an dese Virwahlkampfzäiten. Do steet dann ëmmer „Facebook is free an it will always be that way.“ Wann een nach virum e puer Joer naiv genuch war, fir dorunner ze gleewen, da weess, mengen ech, haut jiddweree, dass ee ganz wuel fir dee Service bezilt, an zwar mat senge perséinlechen Daten.

Ee vun de Fondateure vu Facebook, de Chris Hughes, schreift a sengem Buch „Fair Shot: Rethinking Inequality and How We Earn“, dass hien net gleeft, dass et weinst sengen extraen Talenter war, dass hien Honnerte vu Milliounen mat senge Facebook-Aktie verdéngt huet, mä éischer weinst engem favorablen Environment. Massiv Tech-Gesellschaft wéi d'GAFAe waren a si just méiglech weinst Dereguléierung, Finanzialisierung, niddreger Besteuerung an Tariffer, déi eng kleng Grupp vun Entrepreneuren avantagéiere géigeniwwer vum breede Vollek.

D'Erkenntnis, dass perséinlech Daten awer net just do sinn, fir Business ze maachen, mä dass d'Mënschen e Recht hunn, driwwer ze verfüegen, steet am Zentrum vum Règlement général sur la protection des données an och vun deenen zwee wichtige Gesetzer, déi mer haut stëmmen.

Si stoungen och schon an der Direktiv vun 1995, déi an hirem zweete Considerant diesen, fannen ech, schéine Satz seet: «considérant que les systèmes de traitement de données sont au service de l'homme; qu'ils doivent, quelle que soit la nationalité ou la résidence des personnes physiques, respecter les libertés et droits fondamentaux de ces personnes, notamment la vie privée, et contribuer au (...) bien-être des individus.» Eng Leitlinn, déi ee sech am Fong fir all d'Aspekter vun der Digitaliséierung géif wënschen.

A wa sech heiansdo gefrot gëtt, firwat d'GAFAe all an Amerika entstanen sinn, wa mer e bësse jalous soen: Firwat gëtt et där keng oder net esou vill an Europa?, dann huet dat vläicht och eppes mat enger gewësserer, a mengen Aen, gesonder europäescher Mefiance par rapport zu enger zügelloser an illimitierter Benotzung vu privaten Daten zu geschäftlechen Zwecker ze dinn.

Fir eng kritesch Auseenansetzung mat deenen Dopamin-baséierte soziale Medien à la Facebook empfeelen ech d'Buch, op dat meng Virriednerin och schon higewisen huet, dem Jaron Lanier seng „Ten Arguments for Deleting Your Social Media Accounts Right Now“. Dat ass effektiv e Silicon-Valley-Influencer, deen, mengen ech, weess, wouvunner e schwätzt. An ech géif lech invitéieren, dat ze liesen, an dann no de Wahlen effektiv vläicht Är sozial Konten zouzemaachen.

Als LSAP begrësse mer dës zwee Projet-deloiën ausdrécklech. Si sinn den eschthafte Versuch, an enger digitalisierter Welt den Émgang mat perséinlechen Daten am Interessi vum Mënsch ze gestalten.

Här President, ech géif gäre kuerz op d'Antecedente vun diesem Reglement agoen.

Den RCPD gouf souzesoen ugekënnegt duerch eng Partie zimlech politesche Jurisprudence vum Europäesche Gerichtshaff. Den 8. Abrëll 2014 koum den Arrêt „Digital Rights“, deen d'EU-Richtlinn iwwert d'Vorratsdatenspeicherung 2006/24 vu Mobiltelefonaten als net konform zur Europäescher Mënscherechtskonventioun erkläert huet.

Kuerz drop koum den Arrêt „Google Spain“ vum 13. Mee 2014. Hei goung et em den Droit à l'oubli, also d'Recht fir d'Benotzer, d'Radéierung vun Daten aus enger Sichmaschinn ze fuerderen. Och hei huet d'Europäescht Gericht beschloss, dass et esou en Droit à l'oubli gëtt, egal wou de Responsable du traitement sëtzt, an diesem Fall an Amerika, dat heescht, och wann en ausserhalb der EU ass.

Den 1. Oktober 2015 huet d'Cour hiren Arrêt ginn an der Affär Max Schrems géint Facebook, deen déi amerikanesch Safe-Harbour-Ofkommen als ongenügend invalidéiert huet.

Ech ka mech nach gutt erënnere un déi Sitzungen, déi mer haten an der Commission juridique, wou mer Echangingen hate mam Justizminister, deen eis gesot huet, dass effektiv den Europäesche Gerichtshaff d'Memberstate géif derzou pousséieren, méi wäit ze goen an der Reform vum Data-Protection-Paquet, wou dee Moment e Blocage war, wou d'Länner net weiderkomm sinn.

An ech mengen, et ass deser Regierung, insbesonnesch dem Justizminister mat senger Equipp, héich unzerechnen, dass se et fäerdegbruecht huet hei, déi Situatioun ze deblockéieren an effektiv ënner Lëtzebuenger Presidence am Dezember 2015 dëst Reglement, dat haut, mengen ech, weltwäit als e Benchmark ugesi gëtt fir den Dateschutz an dat och elo adoptéiert gëtt vun all deene grouse Players wéi d'GAFAe, dass mer dat hei fäerdegbruecht hunn. Ech mengen, dat ass eppes, wourop ee kann houfreg sinn.

Här President, d'CNPD kritt eng nei méi wichtige Roll an deem neie Kader vum Dateschutz. Dobäi kënnt e richtege Paradigmewissel, deen doranner besteet, dass, amplaz dass d'Entreprisen an d'Autoritéiten, déi Daten halen an traiteieren, wéi bis elo a priori eng Autorisatioun musse kréien oder konform sinn, se elo am Fong d'Responsabilitéit hunn, fir dat selwer ze maachen. An et kann e Contrôle a posteriori komme mat vill méi héije Strofen, mat vill méi héije Sanktiounen.

D'Veantwortung läit also elo bei den Akteuren aus dem Privatsektor wéi och bei de staatlechen Akteuren. Eng muncher musse sech och elo en DPO, en Data Protection Officer, zouleeën.

Heizou e puer Observatiounen.

D'CNPD muss natierlech däitlech méi Personal kréien, fir dës Missioun seriö kënnen ze erfüllen. Mir hunn an der Kommissioun iwwert d'Schwieregkeet geschwat, fir gutt Leit iwwerhaapt am Sektour vun den TICen ze fannen, vun den neien Technologien, déi bereet wieren, bei eng CNPD schaffen ze goen, wëssend, dass de Privatsektor hei och ganz gutt bezilt.

Mir haten Diskussiounen iwwert d'Méiglechkeet, fir auslännesch Matbierger als Suppleant an deem Conseil de gouvernance oder de direction vun der CNPD ze setzen, wat natierlech eng wichtige Aart a Weis ass, fir gudde Leit eng Carrièresperspektiv ze ginn a fir déi och ze fideliséieren.

Meng Fraktioun wär ganz bereet gewiescht, wéi och anerer, fir op dee Wee ze goen, mä de Statsrot hat do Bedenken, soudass dat schlussendlech net gemaach ginn ass, wat mer bedauern, mä et ass wichteg am grouse Ganzen, dass de Gendarm, also d'CNPD, hei gradesou gutt opgestallt a begaabt ass wéi de Justiciablen.

An dëst ass en extrem wichtige Punkt. D'CNPD ka Geldstrofe vu bis zu 20 Milliounen Euro oder bis zu 4% vum Joresakomes vum engem Betrib verhängen. Et ass e bësse wéi mat der Regulierung vum Finanzsektor - wann een nach eng Kéier d'Analogie vun den Date mam Geld ka woen -, just dass d'CNPD natierlech nach laang net esou wäit ass wéi eng CSSF mat hire puer Honnert Mataarbechter.

Ech hunn och an der Kommissioun d'Fro vum Sanktionsregimm opgeworf, déi mer zentral ze si schéngt. D'CNPD dierf net Juge et partie sinn. Si dierf net d'Instruktioun vum Dossier maachen an dann och d'Strofe verhängen. An ech froe mech, ob mer hei wierklech genuch Garde-fouen agebaut hunn an d'Gesetz, well d'Separatioun innerhalb vun der CNPD net organesch ass, mä reng personell.

An et ass gewosst, dass um Niveau vun der CSSF esou ee Projet de loi ënnerwee ass, dat ass déi Loi «sanctions», op déi mer scho länger

Zäit waarden, déi effektiv déi Division des travaux soll maachen um Niveau vun der CSSF. An, ech mengen, doriwwer soll een och relativ schnell am Kader vun der CNPD nodenken.

Här President, ech géif och nach gären e puer Wuert soen zum Beräich vun der Iwwerwachung op der Aarbechtsplaz. De Volet RGPD vum Projet de loi huet jo op deem Punkt evoluéiert. An de Medien- a Kommunikatiounsminister huet an Zesummenaarbecht mam Aarbechtsminister nogebessert, och opgrond, mengen ech, vum Avis vun der Chambre des Salariés an opgrond vun enger Rei Diskusiounen mat de Sozialpartner.

Den Artikel 88 vum Reglement erlaabt et, e speziellen Traitement vun Daten am Kader vun der Aarbechtsplaz ze maachen. An des Matière gëtt elo weiderhin am Artikel 261-1 vum Code du travail encadréiert. A verschidde Schutzmechanisme goufen hei agebaut.

Et gëtt do zum Beispill en Informatiounsrecht fir de Comité mixte oder d'Personaldelegatioun an och eng Codecisioun a verschiddene Fäll.

An zweetens gëtt et d'Méiglechkeet, en Avis ze froe bei der CNPD. An ausserdeem besteet nach d'Méiglechkeet, eng Reklamatioun bei der CNPD ze maachen, wann ee mengt, dass et net konform wär zum Reglement.

Mä d'Chambre des Salariés wéi och den OGB-L hunn hei seriö Bedenken ugemellt. D'Suerg ass, dass hei Abusen d'Dier opgemaach gëtt, well et keng limitativ Opléschung méi gëtt vu Fäll, wou op der Aarbechtsplaz eng Surveillance ka gemaach ginn. Déi Garantie, déi mer probéiert haten, an den Text anzubauen, déi seet, dass «le simple consentement de la personne concernée ne rend pas d'office légitime le traitement mis en œuvre par l'employeur», also eng Aart «renversement de la charge de la preuve» ass gestrach ginn opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot.

Wéi gesot, wär dat en «renversement de la charge de la preuve» gewiescht zulaaschte vum Employeur, well et ass gewosst, dass weinst dem Lien de subordination e Consentement am Kader vun der Aarbechtsrelation net ëmmer dierf fir boer Mënz geholl ginn.

A mir verstinn d'Bedenken, déi den OGB-L hei umellt. Effektiv ass et an enger digitalisierter Welt esou, dass d'Iwwerwachungsmëttel ëmmer méi divers a villfältig ginn an d'Vulnerabilitéit vun de Salariéen also ëmsou méi grouss.

Dofir wënne mer eis, dass insbesonnesch an deem ganz besonnesch sensibele Beräich d'CNPD eng streng Jurisprudenz entwéckelt an dass een net zécke sollt, eventuell nozebesseren, sief et um nationale Plang, oder sech derfir anzusetzen, soudass et um europäesche Plang hei eng Evolutioun gëtt, wa sech sollt weisen, dass dat net esou fonctionnéiert, wéi et sollt.

Den zweete Volet vum Paquet Protection des données ass dee vun der Behandlung vun strofrechtlichen Daten, déi jo och, wéi de Rapporteur an anerer dat scho viru mer gesot hunn, eng extra grouss Sensibilitéit hunn.

Ee vun den Haaptpunkten hei ass d'Schaffung vun enger Autorité de contrôle judiciaire, déi d'Kontroll vun den Traitementen, déi duerch Gerichter an hirer Fonctioun juridictionnelle gemaach ginn, sollt iwwerhuelen. Dëst ass néideg aus evidente Grënn vun der Gewaltentrennung. Et gëtt also hei am Beräich vun deem Gesetz eng gedeelte Kompetenz vun der Autorité de contrôle judiciaire an der CNPD, déi fir dee ganze Rescht zoustänneg ass.

Här President, et ass scho geschwat ginn iwwer d'Exemptioun fir staatlech Autoritéiten. Dat begrësse mer natierlech als LSAP. Mir begrëssen och déi Solutioun, déi fonnt ginn ass mam Commissariat à la protection des données, deen elo kann DPO spille fir d'Gemengen. Och dat, menge mer, ass eng gutt Léiung, insbesonnesch am Interessi vu méi klengen Gemengen, déi et sech einfach net kënnen leeschten, e Vollzäit-DPO anzustellen.

Här President, de Commissaire à la protection des données, de Gérard Lommel, huet an enger Reunion vun der Héichschoukkommissioun eppes gesot, wat ech fonnt hunn, wat de Paradigmewissel, deen duerch Gesetzter gemaach gëtt, relativ gutt resuméiert. Hie sot: „Den Dateschutz muss an d'Käpp kommen, net op d'Formulären!“ Mä fir dass dat geschitt, mussen d'Leit verstoen, wat hir Rechter a Flichte sinn, a si mussen se och acceptéieren. Si mussen dozou adheréieren. Dat setzt eng gewëssen Educatioun viraus. Dat setzt eng didaktesch Approche, eng Simplificatioun, eng Vulgarisatioun viraus.

An deem Kontext géif ech gären d'Opmierksamkeit vun lech a vun deene Leit, déi eis nolauschteren, am Fong dréien op zwou Broschüren, déi gemaach gi si vun der CNPD. Déi eng ass fir d'Bierger: «Vos données? Vos droits!» An déi aner ass fir d'Beriber a fir d'Organismes publics et associations: «Vos obligations en ma-

tière de protection des données». Dat sinn zwou gutt gemaachte Broschüren, déi op e puer Säiten des komplex Matière ganz gutt resuméieren an déi, mengen ech, och fir, jo, e gewëssenen Apaisement an der Populatioun, bei de Veräiner, bei de Beriber, mengen ech, suerge wäerten an am Fong weisen, dass dat Ganz net esou dramatesch ass, wéi et heiansdo duergestallt gëtt.

Mä ech mengen, dass souwuel d'Bierger wéi och d'Beriber an d'Verwaltungen sech mussen bewosst sinn, dass d'Recht, iwwer seng perséinlech Daten ze verfüegen, sech kënnen ze wieren, wa se mëssbraucht ginn, fir wat fir een Zweck och ëmmer, d'Recht, sécher ze sinn, dass se just fir e bestëmmten Zweck gebraucht ginn, dass dat alles Bierger- a Mëscherecht ass an dass dat ëmsou méi e wichteg Grondrecht ass, well haut an enger globaler digitalisierter Welt déi perséinlech Daten de Grondstoff si vun där neier Ekonomie.

Dat gesot, géif ech lech gäre Merci soe fir d'Nolauschteren an den Accord brénge vun der LSAP fir des zwéi Projet-de-loien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson fir déi gréng.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Här President, ech mengen, hei si verschidde Leit schonn e bëssen an der Vakanz, wann ech d'Dier esou héieren, wa se opgeet. Gutt!

Ech weess, et ass e komplexen Dossier, mä et ass schonn e puermol haut gesot ginn: Et ass wierklech e ganz wichtigen Dossier. An ech mengen, dass et gutt ass, wa jiddweree sech däers bewosst ass.

Et ass e Saz, en ass schonn haut gefall, mä ech fannen, dass dee Saz d'Wichtigkeet vun der Matière immens gutt illustriert. „Perséinlech Donnéeën sinn de Pétrol vun haut“, mat deene Wieder geet och de Film „Democracy“ vum David Berner un, dee ganz gutt retracéiert, wéi d'Aarbechten am Europaparlament zu deem Projet gefall sinn. An dee Saz entsprécht schonn der Realitéit.

D'Bewosstsinn iwwer d'Wichtigkeet vun den Daten ass wuel bei groussen internationale Konzerne scho laang präsent, mä beim breede Public sinn et virun allem déi rezent Skandalen, wéi déi ronderëm Cambridge Analytica, déi ville Leit kloergemaach hunn, dass et net egal ass, wéi eng Tracé se wou hannerloossen, dass alles, dass och de gratis Internet sai Präis huet an dass grad persounbezunnen Donnéeën en héije Präis kënnen hunn.

Eng Notzung am breede Stil vu perséinlechen Donnéeën kann natierlech positiv Aspekter hunn, se ka virun allem d'Recherche an der Medezinn weiderbréngen, mä se kann och ganz negativ Konsequenzen hunn. Se ka manipulieren: vläicht net esou schlëmm - eis Kafegewunnechten; e bësse méi schlëmm - eise Wielerwëllen.

► **(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Net fir näischt gouf et 4.000 Amendementen zum Text vum Rapporteur Jan Philipp Albrecht, engem Text, deen d'ailleurs jo vun der Kommissärin Viviane Reding agereecht gi war. 4.000 Amendementen - esou vill goufen et der nach ni am EU-Parlament - goufen zu deem Text eragereecht.

An och ni viru gouf et esou eng intensiv Lobby-Aarbecht am EU-Parlament, engem EU-Parlament, wou dat jo awer wierklech keng Raritéit ass. An déi Lobby-Aarbecht, déi gouf net, oder op alle Fall net majoritär gemaach, well d'Entrepreneurs Angscht haten, wéi dat vläicht heiansdo verlaude gelooss gouf, virum administrativen Opwand. Si gouf gemaach, well d'Date Gold wäert sinn.

Nawell hu mer elo an Europa dee weltwäit beschte Schutz vun de perséinlechen Daten. Mir setzen hei en Zeechen an déi aner mussen nozéien. Dat ass Europa, wéi et soll sinn. An deen Text ass ënner Lëtzebuerger Présidence ficeliert ginn. An ech mengen, dass et ee vun dem Justizminister Félix Braz senge grouse Succèsen vun där Présidence war.

Skandalen ronderëm d'Revelatiounen vum Edward Snowden oder Facebook beleeden, dass et wierklech e Problem ass. Grad wéi deen um méi klengen Niveau lästegen „targeting“ vun der Publicitéit um Internet. Een Artikel, deen een uklickt, e Produit, deen ee keeft, an et gëtt een dee Produit ni méi lass. Et ass de Geschäftsmodell vun den zwéi Gigante Facebook a Google. Si versprechen déi perfekt „user experience“ doduerch, dass se esou vill wéi méiglech Daten iwwer ons sammelen, Daten, déi mer alleguer, oder vill vun ons, mat enger Grouszüegegkeet fräiginn, déi nëmmen erstaune kann.

An dat ass a mengen Aen deen éischte Meritt vun deenen neien EU-Bestëmmungen: Se maa-

chen d'Leit op ee Problem opmierksam. D'Protektioun vun de perséinlechen Donnéeën ass e Grondrecht, esou steet et am éischte Considérant vum Reglement, mä erstaunlecherweis e Grondrecht, wat vill vun ons net wierklech seriö huelen. Mir mussen ons bei all Notzung, sief et am Internet oder an der realer Welt d'Fro stellen, ob ons Daten ons dat wäert sinn, wat mer en contrepartie kréien, sief et Procenter oder Kafbongen am Buttek, wa mer eng Clientskaart huelen - well et geet net just ëm den Internet -, wou ee vun der Pampers iwwer lessen a Gedrénks, Ennerwäsch a Kleeder sech deemno wéi plakeg ausdeet, fräiwëlleg. Well wann een dat dacks genuch gemaach huet, da kritt een zum Beispill en Akafs bong vun fënnf Euro.

Wie vun lech heibanne géif sech fir dee Präis wierklech ausdoen?

► **(Hilarité)**

Am Internet maache mer datselwecht, wa mer am Géigenzuch zu enger Geolokalisatioun kënnen de Restaurant fannen, deen am Reesguide steet. Ech gesinn, Dir lauschtert mer awer nach no. Dat ass gutt.

► **(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)**

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - E ganz bësse Rou, wann ech gelift. D'Madamm Tanson hutt d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Am Internet maache mer datselwecht. Mir sinn an der Vakanz, mir kucken e Reesguide, mir kréien e Restaurant uginn, an dann huele mer eisen Handy a ginn dann emol déi Adress an a mir soe Google, wou mer sinn, wou mer wëllen iesse goen, an als Contrepartie gëtt Google eis de Wee un.

Déi Prise de conscience muss passéieren, zemoos wann een iwwerzeegt ass, dass d'Daten aus onser Welt net méi ewechzedene sinn. Den Émgang mat den Date muss geléiert ginn. D'Diskussiounen ronderëm d'Dateschutzveruerdung hunn de Meritt, zu deem Léierprozess bäizredoen.

D'CNPD, déi domadder och hirer am Artikel 8.2 vun deemem Projet fixéierter Missioun gerecht gëtt, huet zu Recht an hirer Publikatioun - de Franz Fayot huet se viru scho gewisen: «Vos données? Vos droits!» - net just op déi plus ou moins nei Rechter vum Reglement higewisen, mä och de Leit Recommandatiounen ginn, wéi se solle mat den Daten ëmgoen. Well dat ass u sech d'Prämiss vun allem, an der Essenz: Et soll een net méi vu sengen Date weidergi wéi wierklech néideg. Et soll ee sech informéieren, ier een e Profil erstellt, wat dat alles mat sech bréngt, oder d'Konditiounen vun engem Site akzeptéiert, wou een esou gär einfach nëmmen uklickt, fir esou séier wéi méiglech weiderzekommen.

Et soll een e sécheren Émgang vu sengen Donnéeën fleegen, zum Beispill - an dat ass eppes, wat vill vun ons net maachen - andeems ee verschidden E-Mailen huet fir verschidden Aktivitéiten, professionell, privat, associativ. Et gouf ganz vill Opregung an den Institutiounen a Beriber iwwer déi nei Veruerdung. Mä am alldeeglechen Émgang mat den Daten ännert sech net esou vill. Et si wuel zum Deel déi héich Strofen, déi elo virgesi sinn, an d'Bewosstsinn, dass jiddweree vum Sportsveräin bis hin zum groussen, digitale Konzern, deen Daten traitéiert, ënnert d'Veuerdung fällt, déi maachen, dass d'Opregung grouss ass.

Och ech hunn Honnerten E-Mailen krut vun Newsletteren, déi ech sollt confirméieren. De Gros vun deenen Newsletteren hat ech ni ugefrot an ech hu bei kenger enger mäin Accord ginn. Ech kréie se awer poulfricht weider. Entweder déi Newsletteren hätte mer virum 25. Mee scho guer net geschéckt dierfe ginn, well ech och do net mäin Accord ginn hat, oder si dierfte mer elo net méi geschéckt ginn, well ech no expresser Demande mäin Accord net ginn hunn. Mä do schéngt nach vill Sensibiliséierungsarbecht noutwendeg, och wann d'CNPD, wat elo de reng nationale Volet ueget, schonn eng sëlliche Formatiounen uegebueden huet, bei där e puer Honnert Leit waren. Déi nächst ass, dat fënnst een iwwregens um Site, de 4. September.

Dës Texter hunn och de Virdeel, dass vill Entrepreneurs, Fräiberuffer a Veräiner sech hirer Verantwortung bewosst ginn, net méi Daten ze sammele wéi néideg, déi Daten och net méi laang ze hale wéi néideg, e Regéster iwwer den Traitement vun den Daten ze féieren, Prozedure beim Sous-traitant ze iwwerpräieren, well et ass een net dedouanéiert, wann een engem aneren dat alles weidergëtt. Dat sinn déi Haaptpunkten, mat deene jiddwereen, deen Daten traitéiert, sech spéitstens elo muss ausenanersetzen.

Dat ass net negativ per se, wann ee sech der Wichtigkeet vun den Date bewosst ass. Mä et

ass effektiv eng Revolutioun a verschiddene Mentalitéite verlaangt. Positiv ass, dass och d'effentlech Hand, d'Verwaltungen an d'Gemenge méi sensibiliséiert ginn, dass eng Donnée, déi si traitéieren, net fir jiddwereen, deen op där Plaz schafft, zu all Moment accessibel ass, eng Verflichtung laut Artikel 25 vum Reglement.

En Deel vun der Opregung bei de Gemengen zum Beispill konnt jo berouegt ginn, andeems se d'Méiglechkeet kruten, op Propos hi vun der CSV, fir iwwer den nationale Kommissär ze fueren als DPO. Dat verlagert zwar, wéi mer et och vum Gérard Lommel an der Kommissioun confirméiert kruten, just de Käschtpunkt fir den DPO vun de Gemenge bei de Stat, well och déi national Instanz, op d'mannst an enger éischer Phas, op Privatentrepreneurs muss zréckgräifen, fir dee ganze Volet vun neier Aarbecht ze bewältegen. Mä et garantéiert awer elo, an dat fannen ech déi positivste Saach, virun allem eng homogen Erugoensweis vun all de Gemengen an eben de staatlechen Institutiounen.

Wann ee vun Dateschutz zu Lëtzebuerg schwätzt, geet et awer och an Zukunft net dier, sech just op déi Texter ze berufen, iwwer déi mer haut ofstëmmen. Et muss een ëmmer d'Reglement mat deem generelle Gesetz zesumme liesen, an deemno ëm wat et geet, nach déi sektoriell Dispositiounen mat derbähuelen.

A puncto Dateschutz kënnen all d'Bierger natierlech vun deene Rechter Gebrauch maachen, déi d'Reglement hinnen zouschreift. Ech ginn net méi esou am Detail drop an, vill vu menge Virriedner hunn dat jo scho gemaach, mä am kuerzen Iwwerbléck awer nach eng kéier als Rappel déi wichtigst: Et kann ee gewuer ginn, wéi eng perséinlech Donnéeë vun engem gehale ginn. Et kann ee sech géint dee lästige Profilage an der Publicitéit wieren. Et kritt een eng méi transparent Duerleeung vun der Datennotzung. Et huet een e Recht drop, vergiess ze ginn. Et kann ee verlaangen, dass all d'Daten, déi vun engem enzwoosch gespäichert sinn, zerstéiert ginn. Dat géllt och fir Fotoen, déi Eltere vun engem op Facebook gesat hunn. Dat ass virun allem e Problem, mengen ech, fir déi nächst Generatioun vun Erwuessener.

Wat ännert elo am Fonctionnement hei zu Lëtzebuerg iwwer d'Reglement eraus? Ech ginn elo aus zäitliche Grënn net méi op alles an, et ass jo och scho vill gesot ginn. D'ailleurs och Merci dem Eugène Berger fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Just vläicht nach e puer Punkten. Zoustänneg fir d'Anhale vun Respekt vum Dateschutz ass weiderhin d'CNPD. Hir Missioun verännert sech awer. Et ass scho gesot ginn, et gëtt e Contrôle a posteriori agefouert, wat a villen Hisiichten eng Vereinfachung fir d'CNPD mat sech bréngt, well se sech net méi mat all den Notifikatiounen erëmschloe muss. Mä virun allem ginn d'Akteuren um Terrain responsabiliséiert.

Jiddwereen ass elo selwer zoustänneg fir d'Donnéeën, déi en traitéiert, a muss fir hir Sécherheet suergen, sief et mat oder ouni DPO, dee jo zum Beispill fir déi effentlech Autoritéit Flicht ass. Et ass de Prinzip vun der „accountability“. De Responsabele vum Traitement muss zu all Moment beleedé kënnen, dass den Traitement vun den Donnéeën konform zu Reglement a Gesetz ass. Och d'Persoun vum DPO gëtt net méi vun der CNPD agreéiert. Déi Designatioun fällt also och ënnert d'Responsabilitéit vum Responsabele vum Traitement.

D'CNPD ass elo an Zukunft zoustänneg fir all Traitement vun Donnéeën, ausser dee vun de Justizautoritéiten. Dorop kommen ech nach. Vun de Strofen hier verlagert sech de System vum bis ewell strofrechtliche Plang op administrativ Strofen. D'CNPD kann déi Strofe verhängen, déi am Artikel 83 vum Reglement virgesi sinn, also administrativ Strofen, bei deenen de Montant vu ville Facteurs ofhänkt, wéi zum Beispill, ob eng bewosst oder onbewosst Violatioun vun den Dispositiounen vum Reglement geschitt ass oder ob Sue verdéngt goufen.

Et fällt also bei Wäitem net all Violatioun ënnert déi faméis Strofmooos vun 20 Milliounen Euro, wéi am Artikel 83 vum Reglement virgesinn, oder ob déi 4% vum Chiffre d'affaires. Wéini esou eng Strof ka fälleg ginn, ass am Reglement am Detail opgeléicht an de Stat an d'Gemenge si jo wéi scho gesot vun deene Strofen ausgeschloss.

Dës administrativ Strof sinn ee vun de grouse Changementen vum Fonctionnement vun der CNPD. Mir komme fort vun de strofrechtliche

Sanktiounen, déi sech laut éischtem Avis vun der CNPD als éischter oneffikass erweisen hunn, a behalen där just nach eng. Dat ass déi vun der Entrave, wann also eng Persoun d'CNPD empêcheiert, hire Missiounen nozekommen, da ka se nach ëmmer stroferechtlech belaangt ginn.

Ech mengen, datt déi Verlagerung vu stroferechtlechen op administrativ Strofen an deem Fall gutt ass. Et kënnen esou op eng effikass Aart a Weis Strofe verhaange ginn an d'Effikasitéit ass grad dat, wat an deem Fall elementar ass, well et dorëms geet, en Ofschreckungseffekt ze hunn, fir datt ee sech wierklech der Saach conforméiert.

Zwou Erausforderunge stelle sech, déi vun der Trennung vu Kontroll a Sanktioun, déi zwar gesetzlech intern personnell geregelt ass, mä eventuell nach fir juristesche Diskussiounen ka suergen. An da muss d'CNPD bei der Exekution vun der Sanktiounsroll sech natierlech un d'Prescriptiounen, déi d'CEDH opgestallt huet, halen.

Doduerch, datt d'CNPD elo just nach eng Kontroll a posteriori ausübt, kritt se och ganz zolidd Pouvoiren, fir ze enquêtieren, dont ënner anerem den Accès zu alle perséinlechen Daten, déi traitéiert ginn, an zu all Informatioun, déi noutwendeg ass, fir hir Missioun auszeüben.

D'CNPD kann och iwwer all Affär déi gerichtlech Instanzen informéieren. Mä si kann net, esou wéi am Arrêt Schrems virgesinn, d'Adequationsdecisiounen vun der Kommissioun, also der Europäescher Kommissioun, dat heescht, déi Decisiounen, déi driwwer decidéieren, ob e Land oder verschidde Sektoren aus engem Land en héich genuche Protektiounsniveau bidden, fir datt d'Daten aus der EU an esou en Dréttstat transferéiert ginn, selwer viru Gericht ausbremsen oder eng Fro un den Europäesche Gerichtshaff stellen, fir des Decisioun ze iwwerpréieren.

Däitschland a Frankräich hunn esou eng Disposition, Lëtzebuerg genue wéi d'Belsch net. Mir hunn dat och net virgesinn, well an der Diskussiounen an der Kommissioun sech erausgeschiet huet, datt d'est éischter misst op europäeschem Plang behandelt ginn an datt et op onsem kleng Lëtzebuurger Territoire éischter rar dierft sinn, datt mer mat esou enger Demande konfrontéiert ginn.

Nawell stellt sech d'Fro vun der Konformitéit zum Arrêt Schrems an op d'mannst déi vun der Noutwendegkeet, de Problem europäesch ze regelen.

Op d'Protektioun vun de Salarié ginn ech elo net méi am Detail an, de Franz Fayot huet dat virdu schonn erkläert. Et ass evident, datt d'Salarié muss ganz gutt geschützt ginn, datt do muss eng speziell Kontroll sinn, datt se geschützt ginn. Mä mir hunn eis hei den Opposition-formell vum Statsrot gefügt, déi ze verstoe sinn, wann een déi europäesch Texter kuckt. Mä et ass wierklech en Dossier, deen ee muss am A behalen.

Mir stëmmen haut nach iwwer en zweete Projet of, e bëssen d'Stéifkand vun deem éischten, d'Émsetzung vun der Direktiv 2016/680, d'Protektioun vu perséinlechen Daten am stroferechtleche Beräich. Dese betrëft d'Strofgerichter, de Parquet, d'Police, d'Douane, de Prisong, de SRE an d'Arméi, asoufern se Donnéeën zu stroferechtlechen Zwecker traitéieren. Wa se se zu aneren Zwecker traitéieren, wa se zum Beispill d'Gestioun vun hire Ressources humaines maachen, fale se ënnert d'Reglement, also déi generell Bestëmmungen. Grad wéi beim Règlement sinn déi grondsätzlech Bestëmmungen an der Kontinuitéit vun der Direktiv vun 1995, déi zu onsem Gesetz vun 2002 gefouert hunn.

Et ass begrëssenswäert, wéi och d'Ménschechtskommissioun dat an hirem Avis opwërf, datt elo just nach, ausser fir gerichtlech Aktivitéiten, eng Autoritéit kompetent ass, an zwar d'CNPD. Bis ewell gouf et eng Autoritéit de contrôle spécifique laut Artikel 17 vum Gesetz vun 2002, déi fir Donnéeën vu SRE, Police, Arméi an Douane zoustänneg war, zesummegeat aus dem Procureur général d'État an zwee Membere vun der CNPD, déi awer keng eege Ressourcen hat a fir déi de Règlement grand-ducal, deen am Gesetz virgesi war, ni geholl gouf.

Aus dem Rapport vun der Autoritéit de contrôle geet ervir, datt se just siwemol am Joer 2015 fir en Accès op Donnéeën saiséiert gouf.

Ofschléissend nach e Wuert zu de Sanktiounen. Am Kader vun de stroferechtlechen Donnéeën kënnen och Amendes ausgeschwat gi vu 500

bis 250.000 Euro mat enger Rekursméiglechkeet virum Verwaltungsgericht an, vill méi effikass, d'Méiglechkeet, eng Astreinte vun 100 Euro den Dag auszuschwätzen.

Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun driwwer, wien des Amendes misst bezuelen. Am ursprénglechen Text war virgesinn, datt d'Amendé géint de Stat geschwat ginn, ausser d'CNPD géif feststellen, datt de Fait à la base vun der Sanktioun wéssentlech gemaach gi wär. No enger Opposition formelle vum Statsrot gouf dese Passus allerdéngs gestrich, well an deem generelle Projet am Artikel 48 drasteet, datt d'CNPD keng Strofe ka géint de Stat an d'Gemengen ausschwätzen.

Wann een des Texter also zesumme liest, wat ëmmer d'Erausforderung wäert sinn, da muss des Strof géint d'Persoun geschwat ginn. Jiddweree wäert sech op alle Fall an der nächster Zäit nach dacks mat deser Matière beschäftegen, ob als Privatpersoun oder am Beruff. Et ass eng Matière, déi och stänneg a Bewegung ass, mä soubal net wäert u Wichtigkeet verléieren, mat där mer also all besser hunn, eis ze konfrontéieren.

Mir brauchen hei och elo keng Motioun ze stëmmen, datt mer dat an dräi Joer sollen eng Kéier evaluéieren, well et steet nämlech esou am Règlement, datt schonn de 25. Mee 2020 an duerno am Véierjorestakt eng Evaluatioun vum Règlement gemaach gëtt.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci der Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Madamm Presidentin. Wéi ech haut de Moien uläschlech vun der Debat zum Rapport vum Ombudsmann gesot hunn, ass et onëmänglech wichtig, datt d'Gesetzestexte kloer a verständlech verfaasst sinn. Deen Usproch erfëllen des Texter zum Dateschutz kloer net, wéi och d'Diane Aehm et scho ganz richtig duergestallt huet.

Si mir all heibanne fir Dateschutz? Jo, natierlech. Mä muss een dofir esou eng Usine à gaz oprichten, déi esou komplex ass, datt keen normale Lieser wierklech duerchbléckt?

► **Une voix**.- Ganz gutt!

► **M. Roy Reding** (ADR).- Stänneg muss een tëscht Règlement a Gesetzestexte hin- an hierliesen duerch déi Onmass vu Querverweiser. Neen, ee kloert Gesetz gesäit anescht aus. An eleng duerfir kéint een dat heite schonn ofleenen.

Ech picken dann als Jurist eng Disposition eraus, déi besonnesch kritikabel ass. D'Dateschutzkommissioun kann an Zukunft Astreinté verhängen, Zwangsgelder, fir datt eng Persoun Informatiounen liwwert, déi d'Dateschutzkommissioun gären hätt. Net méi spët wéi des Woch hu mer en Debat gefouert iwwer all Ugeklotem säi Recht, net ze schwätzen, sech net mussen selwer ze inkriminéieren a senger Présomption d'innocence. Dat sinn onvereinbar Texter.

Wann ee sech iwwer d'Diskussiounen, wat den Dateschutz betrëft, informéiert, stellt een erstaunt fest, datt d'Appreciatiounen vu Spezialiste wäit auserneegeen. Déi eng mengen, duerch national Gesetzger gëifen d'Regelen opgeweecht ginn. Anerer soen, d'Reglement, dat europäesch Règlement, vun deem mer hei schwätzen, wier „Meinungsversklavung im EU-Stil“, oder „eines der schlechtesten Gesetze des 21. Jahrhunderts“, wéi den Thomas Hoeren sot, de Chef vum Institut für Informations- und Medienrecht vun der Universität Münster.

Mä d'est Règlement ass virun allem emol eppes: eng onerdreiglech Amëschung vun der Europäescher Kommissioun an enger Matière, déi si eigentlech guer näischt ugeet. National verschidde Regeln zum Dateschutz sinn absolutt keen Hindernis fir den Exercice vun de Grundfräiheeten an Europa. An et war keen anere wéi d'Kommissärin Viviane Reding, déi dat heite Règlement op d'Schinn bruecht huet. Si ass bekannt derfir, eng Verfechterin ze si vun engem uniformiséierte Rechtswies an der ganzer Europäescher Unioun, eng Häresie per se fir d'ADR.

Si sot an engem Interview den 21.2.2012, „künftig solle deshalb eine Regel für einen gemeinsamen Binnenmarkt gelten und eine Datenschutzbehörde als Anlaufstelle dienen.“ - Deemools war et nach „eine Datenschutzbehörde“. - „Vor allem kleine und mittelständische Betriebe würden dadurch entlastet, es müssten nicht mehr ‚Tonnen von Papier‘ ausgefüllt werden, sagte Reding.“

An d'Wierklechkeet, no deem Text, ass de genaue Contraire!

Déi belsch Zeitung „Tendances“ huet resuméiert, wat d'Entreprisë befäerten.

Éischstens: „Sanctions indigestes“, Risesanktiounen vu bis zu 4% vum Chiffre d'affaires - net vun engem Benefiss! - kënnen verhaange ginn.

Zweetens: „Profils à trouver d'urgence“! Soubal méi wéi zéng Leit an der Dateveraarbechtung agespaant sinn, muss all Betrib, all Veräin - och all Veräin! - en Data Protection Officer hunn.

Drëtters: D'Personal muss an der Urgence forméiert ginn, well den interne Prozess vun Datensammlung an Dateveraarbechtung dokumentéiert muss ginn.

(**Brouhaha**)

Véiertens: „Des tonnes de données à analyser“. Ech mengen, mir sinn eis eens, datt et dräi Kategorie gëtt vu Firmen: Déi, wou dee ganze Businessmodell drop berout,...

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Madamm Presidentin!

► **M. Roy Reding** (ADR).- ...datt Date gesammelt ginn. Mir schwätzen hei vu Facebook, Google, Amazon an esou weider. Zweetens,...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Reding, erlaabt Der, dass den Här...

► **M. Roy Reding** (ADR).- ...d'Banken, neen, ech erlaben et net.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Madamm Presidentin, et stëmmt net, wat den Här Reding seet. Et ass net esou, datt e Veräin mat zéng Membere muss en DPO hunn. Dat wëll ech awer hei richtigstellen.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Wann ech gelift, Madamm Presidentin, ech sinn amgaangen ze schwätzen. Kann den Här Berger mech wann ech gelift schwätze loosse?

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Den Här Reding seet egal wat!

► **Une voix**.- Här Berger, Dir kënnt jo nach eng Kéier erauskommen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Berger, Dir kritt d'Wuert duerno.

► **M. Roy Reding** (ADR).- ...zweetens, d'Banken an d'Spideeler, déi wierklech sensibel Date verschaffen, do si mer eis eens, an awer dann drëtters all déi aner Entreprises a Veräiner.

D'Zeitung fiert da viru mat, als fénnefte Kritikpunkt: „Un monstre administratif“. Alles, d'Kollekt an den Traitement vun den Donnéeën, muss dokumentéiert sinn. Ech ginn nach drop an, wat d'Veräiner ubelaangt.

Sechstens: „Alerte aux fuites de données“. Alles dat geet net duer, et muss een och nach sécherstellen, datt d'Cyber Security gesécher ass, datt Firewalls installéiert ginn, bref Méikäschtchen, déi enorm si fir all kleng Betrib an all Veräin.

Siwintens: „Une autorité de contrôle féroce“, déi méi Kompetenzen huet, méi Kontrolle kann duerchféieren a méi Strofe ka verhängen.

Achtens, Risk vu Class Actions. Eng Forderung, déi zum Deel zu Recht erhuewe gëtt vu Konsumenteschutzkreesser, déi awer an deem Beräich kéint richtig batter gi fir Kleng- a Mëttelbetreiber a Veräiner.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence**.)

Néngtens: „Un coût et aucun bénéfice“. Contrairement zu der Madamm Reding hiner Meinung ass dat heiten e Règlement, wat net käschtenneutral ass, ganz am Contraire, wat enorm Käschte fir all Betrib an all Veräin no sech zitt.

An zéngtens: „De nombreuses incertitudes“. Déi Eenzeg, déi dervu profitéieren, si Consultanten an Affekoten.

Konkret, wat d'Veräiner ugeet. Hinne gëtt Folgendes gereden:

Fir d'Éischt emol mussen se e Verzechnes maache vun der Verarbeitungstätigkeit an hirem Veräin.

Zweetens dierfe se nëmmen Daten erhiewen, wou et eng Rechtsgrondlag gëtt. Do hunn ech e Beispill. Eng Firma erlaabt hiren Employéen eemol am Joer, Bowling spillen ze goen. A se hunn d'Schonggréisste gesammelt, fir déi Schong virzebestellen. Dat dierfe se an Zukunft net méi maachen. D'Leit mussen sech selwer em hir Schong këmmen.

Drëtters, d'Membere müssen iwwer d'Dateveraarbechtung informéiert ginn. Kléngt harmlos, ass awer nees Aarbecht.

Si dierfen d'Daten nëmmen soulaang hale wéi erfuenderlech. Et kléngt harmlos, mä wie kontrolléiert dat a wien ass derfir responsabel?

Fénneftens, wien dierf déi Date gesinn a wien dierf se benotzen? Dat muss schrëftlech fixéiert ginn. Et kléngt harmlos, ass awer am konkrete Fall eppes ganz Komplizéiertes.

Sechstens, wéini ginn déi Date gelöscht? Wie këmmert sech drëm? Wat fir eng Delaie gëllen?

Siwintens, wa méi wéi zéng Leit mat den Daten ze dinn hunn, muss en Data Protection Officer agehallt ginn oder benannt ginn.

Achtens, et muss dokumentéiert ginn, wie wéini Date verschafft.

Wéi gesot, alles dat kléngt harmlos, bedeit awer am konkreten Alldag fir d'Firmen a fir d'Veräiner eng enorm Aarbecht, besonnesch wann ee bedenkt, datt jo do och Benevollen dermat befaasst sinn a wat fir eng Strofe kënnen verhaange ginn.

Bref, des Texter si fir eis als ADR en immense Surpoids u Bürokratie. Et sinn onméiglech Sanktiounen, déi verhaange ginn. Et si riseg Käschten dermat verbonnen, riseg Emmerdementer, besonnesch fir Kleng- a Mëttelbetreiber a Veräiner. An dofir soe mir ganz kloer zu deem Text: Neen!

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Jo, Här President, ech erlabe mer, als Rapporteur awer kuerz d'Wuert ze ergräifen. Ech wëll elo net op alles agoen, wat den Här Reding am Numm vun der ADR hei presentéiert huet. En huet elo just eng falsch - wéi soll ech soen? - Informatioun, déi do ass, datt e Veräin mat zéng Membere misst en DPO hunn. Dat stëmmt einfach net!

Ech wëll dat awer hei richtigstellen. Ech kéint och nach aner Saache richtigstellen, mä ech wollt einfach awer dat emol richtigstellen, well dat do ass jo einfach nëmmen kleng Veräiner Angscht gemaach, déi sech effektiv heiansdo emol Froe stellen: Muss ech oder muss ech net? Déi kënnen sech jo dann och un d'CNPD wënnen, mä dat ass wierklech net de Fall.

Dat wollt ech awer hei, wéinstens dat, och direkt richtigstellen.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Et geet net em Veräiner, déi méi wéi zéng Membere hunn. Et geet em Veräiner oder em all Organisatioun, em all Betrib, wou méi wéi zéng Leit Zougrëff hunn op d'Daten.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Neen, dat ass net richtig!

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir klären dat.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Dat muss net gekläert ginn. Dat ass net richtig.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, mä wann et net richtig ass, dann ass et jo evident.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dann ass et jo falsch!

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Et voilà!

(**Brouhaha général**)

An d'Wuert huet elo den David Wagner.

(**Brouhaha**)

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Ech versichen, d'Wourecht ze soen. On verra.

Här President, bon, mir wäerten...

► **Une voix**.- De Mikro ass ze déif.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Geet et net? Pardon.

► **Plusieurs voix**.- Méi héich!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Méi héich?

(**Interruption**)

Ech si guer net ze grouss. Ah, dach, ech si gewuess.

(**Hilarité**)

A mengem Alter geet dat nach.

Här President, mir ënnerstëtzen natierlech des Reform, well se awer an déi richtig Richtung geet. Ob se gutt genuch ass, wäit genuch ass, doriwwer kann een natierlech diskutéieren. An ëmmerhi si mer awer och ganz frou, datt de Virschlag vun déi Lénk, fir d'Recht op d'informationell Selbstbestëmmung an d'Verfassung ze setzen, och vun der Majoritéit ugeholl gouf. A mir freeën eis doriwwer. An datt déi Notioun hei an der Gesetzgebung och Nidderschlag fënn, ass an eisen Ae wichtig a mir felicitéieren eis dofir ganz houfreg.

Et gëtt eng kleng Bemoll, awer ech mengen tatsächlech, et kann een doriwwer diskutéieren, den Här Berger huet dat jo och virdrun ernimmt. Dat ass d'Angscht vu méi kleng Societäten oder Ablen an esou weider, datt ee sech enger-säits déi legitim Fro ka stellen, ob se net ze vill oder iwwerdrifwe kéinten impaktéiert ginn.

ber ze fannen. Mä ech muss lech soen, jiddwereen huet dat eent an dat anert als Extrem gehat. A mir hu missen eng Positioun fannen, wou mer selbstverständlech de Fortschritt vun den Donnéeën kennen huelen, awer net kennen erlaben, dass eng Caissière duerno bezuelt gëtt, wivill Bipse se do an der Minutt gemaach huet.

Dat heescht, dass net d'Effikasitéit de Principal vun der Pai duerno ka sinn, déi duerch d'Surveillance sur le lieu de travail duerno och kann d'Pai justifiieren. Dowéinst ass et fir eis wichteg, dass een all Abus an deem Domän och wëllt vermeiden.

An dann hu mer och eng speziell Derogatioun virgesinn, e favorable Kader geschaaft fir d'Recherche. D'Analyse vu groussen Datesätz ass de Rohstoff vu ville wichtige Fortschritte an der Recherche, sief et am medezinnesche Beräich oder an der Umweltrecherche, der Sozialwissenschaft. Mir gesinn d'Recherche als wichteg Missioun fir d'Gesellschaft an déi muss och weider zu Lëtzebuerg kënnen entwéckelt ginn.

Den Dateschutz, Här President, concernéiert eis alleguerten. Dat ass indispensabel, wéi ech et virduro scho gesot hunn, an enger demokratescher Gesellschaft. Dowéinst war et net ëmmer einfach, dese legislativen Text op d'Been ze setzen. Am Virfeld hu vill Concertatiounen an och Consultatiounen misse stattfannen. Och a Richtung Bréssel an op eis Noperen hu mir misse kucken, dëst och wéinst verschidde Interpretatiounsméiglechkeeten, déi den RCPD eis gelooss huet.

Ech wëll jiddwerengem Merci soen, der Chamberkommissioun ënnert der Leedung vun der Presidentin Beissel, dem Rapporteur Berger an och den Deputéierte fir déi konstruktiv Positiounen, déi hei geholl gi sinn.

An erlaabt mer just, Här President, well et fir mech als Premierminister an als Minister vun de Kommunikatiounen déi lescht Geleeënheet ass, déi ech elo hu vjrun der grousser Vakanz a virun där nächster Echéance législative hunn, hei virzepräsen an lech, Här President, an och de Membere vun der Chamber Merci ze soen.

Mä erlaabt mer, speziell dem Paul-Henri Meyers, dem Viviane Loschetter, dem Alex Krieps an dem Frank Arndt och nach, deene véier Deputéierte, déi decidéiert hunn, elo am Oktober net méi mat an d'Wahlen ze goen, am Numm vun der Regierung bonne Chance ze wënschen! Mir wäerten lech vermessen.

An lech all virun allem e grouse Merci fir déi flott Zesummenaarbecht, déi mer déi lescht fënnf Joer haten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. D'Wuert huet elo kuerz nach den Här Justizminister.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech ka mech effektiv kuerzfaassen. Ech wëll just zu deem zweete Projet de loi, deen d'Direktiv ëmsetzt, nach ee Wuert als Ergänzung drunhänken, fir ze soen, dass mer am Champ d'application vum Gesetz natierlech all déi Matière dran hunn, déi d'Direktiv virgesinn huet. Déi Matière sinn natierlech nëmmen déi, fir déi et och eng europäesch Zoustännegkeet gëtt. Dat sinn d'Gerichter, d'Parqueten, d'Prisonen an och d'Police. Mir hunn awer an deem dote Projet de loi wëllen doriwir erausgoen an natierlech och anerer do mat englobéieren, fir déi et soss hei zu Lëtzebuerg nom Ofschaf vum Gesetz vun 2002 da keng verbindlech Dateschutzregele ginn hätt.

Dat sinn awer net déi mannsten. Ech wëll do als éischt erwänen den SRE, vun deem mer de Mëtteg geschwat hunn. Dee kritt och Dateschutzregelen, well mer en hei an d'Lëscht ophuele vun deenen, op déi sech déi heite Regeln applizéieren, och wa se net, aus evidente Grënn, an der Direktiv virgesi sinn. Dat géllt och fir d'ANS, d'Autorité nationale de sécurité, déi jo d'Habilitatioun mécht an och zoustänneg ass fir de Schutz vu sensibelen Informatiounen. Datselwecht géllt fir d'Lëtzebuerg Arméi, och déi wäert an Zukunft ënnert des Dateschutzregele falen. D'CRF, d'Cellule de renseignement financier, och déi wäert ënnert des Regele falen.

Et ass, mengen ech, net onwesentlech, dat hei nach eng Kéier präziséiert ze hunn!

Dat gesot, wëll ech lech Merci soe fir d'Zoustämmung zu deem doten Text an natierlech och all deene Kolleegen, déi de Chic haten ze rappeliieren, dass dat ënner Lëtzebuerg Presidentie negociéiert ginn ass. Dat war wierklech eng ganz grouss Erausforderung an engem Dossier, dee jorelaang ënnerwee war, an dass mer dat konnten ofschléissen...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Très bien!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - ...an haut kënnen ëmsetzen, ass e Grond vu Satisfaktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dann dervun aus, dass mer prett si fir ofzestëmme, fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7184.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7184 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7184 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum Vott iwwert deen zweete Projet iwwergoen, de Projet de loi 7168.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7168 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7168 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass och do d'Chamber bereet, d'Dispens ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

9. 7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite)

An dann, wéi den Dëschdeg ofgemaach, stëmme mer elo of iwwert de Projet de loi 7151 iwwert d'Passagéierdaten. Ech mengen, do ass alles gesot a mir kënnen direkt zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7151 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo, 2-mol Neen, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Viviane Loschetter).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

D'Fro no der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7292, engem Accord mat Frankräich iwwert de grenziwwerschreidenden Transport. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

10. 7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Et ass ee vun deene leschte Rapporten natierlech. Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet de loi approuvéiere mer e Protocole d'accord, deen den 20. März 2018 tëschent der Lëtzebuerg an der franséischer Regierung ofgeschloss ginn ass. E bezitt sech op d'Zesummenaarbecht am grenziwwerschreidenden Transport a méi speziell op de Finanzement vun den Infrastrukturaarbechten, déi op franséischem Territoire tëschent Metz an der franséischer Grenz zu Zoufftgen realiséiert ginn an zum Deel vu Lëtzebuerg kofinanzéiert ginn.

Mir sinn eis jo alleguer eens, dass kee Wee laansch d'Veerbesserung vun där Zuchstreck a laansch zousätzlech Moosname féiert, vu dat all Dag eng 95.000 franséisch Grenzgänger op Lëtzebuerg schaffe kommen, mat steigender Tendenz.

Fir d'Capacitéit vum persoungebonnene Schinneverkéier ze erhéien, ass d'Zuel vun den Zich tëschent Thionville an der Stad Lëtzebuerg no 2015 op sechs Zich pro Stonn eropgesat ginn, mam Resultat, dass insgesamt 111 Zich am Dag tëschent Thionville - besser gesot Didennewen, op Lëtzebuergesch - an der Stad zirkuléieren.

Well et mat deser Capacitéit nach ëmmer net duergeet, si bis zum Joer 2030 eng ganz Rei Aarbechten op der Streck geplangt. Déi eng fannen op Lëtzebuerg Territoire statt a sinn lech alleguer bekannt, ënner anerem jo dann och den Ausbau vun der Beetebuerg Streck, déi aner ginn op franséischem Territoire ausgefouert a bestinn an enger éischer Etapp aus der Moderniséierung vun der Streck, der Verlängerung vun de Quaien op eng Längt vun 250 Meter an aus dem Bau vu Parkplazen zu Thionville an zu Lonkech mat 700 respektiv 660 Plazen.

Dës Aarbechte sollen tëschent 2022 an 2024 ofgeschloss sinn an dann um Horizont 2028/2030 komme weider Aarbechten derbäi. Si bestinn ënner anerem aus der Verbesserung vun den Haltestellen a vun de Gleispläng, aus der Moderniséierung vun der Signalisatioun a vun der Technik an dernieft och aus der Suppressioun vu verschidde Passages à niveau, mam Zil natierlech, de Flux vum Trafic ze verbesseren.

Wat déi finanziell Participatioun vu Lëtzebuerg ugeet an deem Volet, esou ass e maximale Montant vun 110 Milliounen Euro am Accord festgehale ginn. Esou vill zum Schinrenttransport.

En zweete Volet vum Accord bezitt sech op de Stroosentransport. Hei geet et drëms, Plattformen fir de Covoiturage op der franséischer Säit anzerichten an zousätzlech Parkplazen zu deem Zweck ze bauen.

Wat den Ausbau vun der Autobunn, der A31 op franséischer Säit, ugeet, esou ass virgesinn, déi néideg Etüden duerchzuführen, ob deen Ausbau néideg ass, an de Projet de Fall gesat ëmzesetzen, woubäi ech wëllt bemerken, dass Lëtzebuerg net wäert finanziell doru participéieren.

Fir de Bussen an dem Covoiturage Prioritéit ze ginn, ass virgesinn, d'Bande d'urgence vun der A13 scho mëttelfristig fir deen Zweck ze reservéieren, mam generellen Zil, méiglechst vill Frontalieren an den effentlechen Transport an domat och an de Bus ze orientéieren an doriwir eraus och de Covoiturage ze förderen.

Wat d'Kofinanzéierung vu Lëtzebuerg beim Bau vun de Park & Riden an de Gares routières an der Grenzregioun ugeet, esou leie mer hei bei maximal 10 Milliounen Euro.

Deposéiert gouf dese Projet de loi de 26. Abrëll 2018 vum Ausseminister Jean Asselborn an ass duerno vum Regierungsrot an d'Nohaltgekeetskommissioun weidergereicht ginn. Den 19. Juli 2018 ass en du presentéiert ginn - mat engem Merci un d'Mataarbechter vum MDDI, net nëmme fir dese Projet! An de Statsrot hat guer näischt drun auszesetzen, soudatt mer séier mat den Aarbechten derduerch waren. D'Resultat war, dass mä Rapport den 23. Juli, virun e puer Deeg, eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Domat ass schonn dat Wichtigst gesot, ausser dass ech nach den Accord vun der grénger Fraktioun ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Andrigh-Duval.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrigh-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Ugefaange mat engem Merci un d'Madamm Rapportrice, déi an der leschter Zäit ganz fläisseg Rapporten huet misse schreiwen an et elo gläich gepackt huet!

Mir votéieren elo dann d'Promotioun vum Schinneverkéier mat Frankräich an och d'Kooperatioun tëschent deenen zwee Länner, fir dass déi méi verstärkt gëtt. A wann een an enger Grenzstad wunn, wéi ech zu Diddeleng, da weess een, dass dat net vu Muttwëll ass, well d'Zuel vun de Frontalieren, déi geet ëmmer méi erop. An och wann d'Kadenz vun den Zich zwar an deene leschte Joren an d'Luucht gesat ginn ass, ass et awer kloer, dass déi besteeënd Transportméiglechkeete laang net duerginn, ob dat elo am effentlechen Transport ass oder och am Individualverkéier. Et sinn eng ganz Rei Autofuerer, déi och d'Ofkierzungen duerch d'Uertschaften Diddeleng a Beetebuerg huelen, als Ofkierzung, wéi gesot.

Duerfir begrësse mir als CSV, dass elo dee Schinnereseau op franséischem Territoire op der Streck Metz-Didennewen-Stad soll och moderniséiert ginn, an dat jo an zwou Perio-



den, an och deen Accord do am Stroosseberäich, fir de Covoitage ze férdere. Mir hu jo parallél bei der Verbredereung vun de Bunn op den dräipuregen Ausbau vun der A3 dat jo och ugeschwat, also dass dat och kann op der A31 weidergefouert ginn. An parallél dozou gëtt jo dann op dem Schinnereseau den zweegleisegen Ausbau vun der Streck Beetebuerg-Stad gemaach.

Do wollt ech just eng kleng Fro nach un den Här Minister stellen. Do lafe jo während de Schoulvakanz de Moment déi Aarbechte méi intensiv, soudass do verschidde Strecken aus dem Süden zou sinn, an haaptsächlech och déi Streck Beetebuerg-Stad ass jo total zou bis de 24. August, wann ech do richtig informéiert sinn. An do gëtt jo ausgewach op Bussen an iwwert d'A3, an och vun de Garé vu Frankräich aus fort.

An do wollt ech just den Här Minister uschwätzen, do waren elo kierzlech d'Frontalieren net esou frou mat deene Léisungen an haten e Message op Twitter vum Här Minister net grad esou positiv opgehol. Duerfir wollt ech froen, ob den Här Minister do nach weider Initiative geholl huet, fir de Grenzgänger do an där Phas, wou elo déi Streck soll ausgebaut ginn oder d'Transformatioun gemaach ginn, d'Liewen e bësselchen ze erliichteren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir deen heite Projet matzestëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här Président. Ech kann et och ganz kuerz maachen. Ech wéilt fir d'Éischt der Rapportrice villmools Merci soen, an och mat hir als Presidentin vun der Kommissioun hu mer relativ vill zesumme geschafft. Villmools Merci derfir!

Ech mengen, dass mer haut e wichtege Projet stëmmen, net nëmmen am Detail. An den Detail huet d'Madamm Lorsché eis jo erkläert. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eis bewosst ginn hei zu Lëtzebuerg, dass mer all eis Froe vu Mobilitéit an och eis Froe vun der Landesplanung an der Groussregion denke mussen, déi mussen mer iwwer eis Grenzen ewech kucken. An dat heiten ass e gutt Beispill derfir. An duerfir verdéngt dat och eis Zoustëmmung.

Ech wéilt gären den Här Minister Bausch, awer och déi ganz Regierung feliciteiere fir deen Accord, dee se do fonnt hunn, an dee Projet hei verdéngt eis voll Énnerstëtzung.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Signal sonore d'un portable)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat war fir den Här Graas.

(Hilarité)

Net vum Här Graas, mä fir den Här Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Et huet een net all Dag d'Éier, esou ugekënnegt ze ginn.

Bon, Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Ursaache vum Stau kenne mer, besonnesch op der Autobunn. Dat erlieft ee jo all Dag. Mir wëssen, dass en héije Flux vu Grenzgänger, virun allem aus Frankräich, op Lëtzebuerg kënn. Ech wéll awer hei nach eng Kéier betounen, et ass awer onfair, ëmmer erëm nëmmen de Grenzgänger, de Pendler de Schwaarze Péiter zouzefüge wéinst dem Stau, deen natierlech do net méi kleng ginn ass an deene leschte Joren. Datt muss reagiert ginn, ass ganz evident, dat gesäit een all Dag, virun allem op der A3.

Deen Accord, deen hei getraff ginn ass mat Frankräich, ass vun eiser Säit aus nëmmen ze ënnerstëtzen. Ech mengen, et ass awer wichteg, dass mer elo gutt no bause communicéieren. Dat huet een och gutt gemierkt, wéi eng Delegatioun vun der Regierung am Élysée war a wéi dann deen Accord ënnerschriwwen ginn ass, wat éischer dach zum Deel negativ Reaktiounen, besonnesch op de soziale Medien, ervirgeruff huet, woubäi een dat net ëmmer soll iwwerbewäerten. Et ass jo net..., oder et ass schonn e bëssen aussergewéinlech, wa Lëtzebuerg 120 Milliounen um Territoire vu Frankräich investéiert, mä si sinn awer richtig a gutt investéiert, an do soll een och dee Message no bause ginn.

Ech gräifen och dat kuerz op, wat d'Madamm Andrigh hei gesot huet. Effektiv war jo elo viru kuerzer Zäit eng gewëssen Onrou bei Grenzgänger opkomm, dass se sech opgereggt hunn iwwert déi Manéier, wéi se elo géifen do behandelt ginn. Ech fannen dat e bëssen iwwerspëtzt zwar formuléiert vun deene Leit, well ech hunn elo selwer och emol de Bus geholl déi lescht Deeg, noutgedrongen, well jo keen

Zuch téschent Beetebuerg an der Stad fonctionnéiert. Ech muss och soen, dass d'Eisebunn dat gutt organiséiert, dass vill Personal ronderëm d'Busarréiten do ass, fir d'Leit ze guidéieren.

Ech verstinn natierlech déi Leit, déi vun Didenuewen, vu Metz, vun Nanzeg kommen, dass dat elo net gradesou confortabel ass, wann ee muss zu Beetebuerg aus dem Zuch erausklammen an dann an de Bus klammen. Dat ass natierlech net esou ganz flott. Mä et huet awer och seng Ursaach, well mir schaffen hei un enger ganz wichtege Streck téschent Beetebuerg an der Stad. Wann dat drétt Gleis bis amenagéiert ass, misste mer jo normalerweis e gewëssene Retard kënnen ophuelen.

Fir nach eng Kéier kuerz op de Projet zrëckzekommen, ass et also an deem Sënn gutt, dass mer elo engersäits um Niveau vun dem Schinnereseau investéieren, anerersäits och op de Park & Riden. Dat ass richtig. An ech huelen hei eng Ausso op, déi de Minister och an der Kommissioun gemaach huet: Et wier falsch, wa mir elo de Fransousen och géifen hëllef, d'A3 nach auszubauen, obwuel dat natierlech fir eis och net vun Nodeel wier, wann d'A3 géif op franséischem Gebitt ausgebaut ginn! Bon, d'Fransousen hu sech do fir eppes aneschtens, jiddefalls bis zu dësem Moment, entscheet.

Bref, ech wéll der Madamm Lorsché och nach Merci soe fir dee gudden Rapport, dee se hei gemaach huet, a bréngen natierlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den Här Gast Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Président. Och vun eiser Säit aus e Merci un d'Kollegen Lorsché fir hire Rapport. Ech mengen, hei ass e weidere Projet, mir hunn der scho vill decidéiert, déi an den öffentlechen Transport ginn um nationale Reseau. A mir gesinn an där Wuesstumsfro, déi mer ëmmer méi mussen hei an de Vierdergrond vun der Diskussioun stellen, dass mer haut an enger Situatioun ukommen, wou mer net nëmmen mussen hei am Land maximal investéieren an d'Infrastrukturen, mä dass dat elo schonn iwwert d'Grenzen erausgeet. Ech mengen, mir hunn dat scho Richtung Belsch, do hëllef mer, Richtung Däitschland, a mir hëllef elo Richtung Frankräich.

Duerfir mussen mer eis generell déi Fro stelle vum Wuesstum, wa mer gesinn, dass eise Statsbudget, wa mer bis d'Joer 2000 zrëckginn, vun 2003 bis haut mat Ausnam vun 2007 all Joers defizitär war, obscho mer e risegrousse Wuesstum hei am Land hunn. An och dëst Joer, entgéint deem, wat d'Regierung d'lescht Woch behaupt huet, si hätt et an den Equiliber kritt, wäerte mer en Defizit um Budget maachen, deen téschent 500 a 600 Milliounen wäert leien. Mir gesinn also, dass mer net méi nokomme mat den Infrastrukturen, fir déi ze finanzéieren. A mir gesinn och elo, dass mer ëmmer méi mussen an d'Grenzregionen mat investéieren, fir dass mer iwwerhaupt hei zu Lëtzebuerg eis Économie um Fonctionnéiere behalen!

Ee vun de Problemer gëtt jo deen, well mer ëmmer méi Frontaliere brauchen an d'Frontalieren och nach ëmmer mussen méi wäit siche goen, dass mer geschwënn un dee Punkt kommen, dass och Frontalieren - a mir si schonn deelweis op deem Punkt - sech soen: „Rentéiert et sech iwwerhaupt nach, fir all Dag e puer Stonnen am Stau ze stoen, fir bis op Lëtzebuerg schaffen ze goen?“, an ëmmer méi Betriber méi Problemer kréien, fir iwwerhaupt nach déi Aarbechtskräften ze kréien, déi eis Économie brauch.

An duerfir si mer eben an enger Situatioun, dass mer als Lëtzeburger Stat och mussen elo hëllef, an der Grenzregion an déi Infrastrukturprojeten ze investéieren, well se soss net gemaach ginn oder wahrscheinlech net gemaach ginn a mir am Fong herno da wirtschaftlech hei am Land Problemer kréien, well mer eben déi Aarbechtskräften net méi heihinnerkréie respektiv owes heemkréien.

Wat d'A3 ubelaangt, wier ech guer net esou sécher, dass mer net, falls déi dann eng Kéier ausgebaut gëtt, mussen drun hëllef finanzéieren. Ech mengen, déi ass elo net op der Prioritéit. Et gëtt elo eng Etüd gemaach. Mä loosse mer emol d'Etüd ofwaarden! Da sinn ech och iwwerzeugt, dass d'Fransousen erëm wäerten, wann d'Etüd fäerdeg ass, hei un der Dier uklappen an da soen: „Hei, wann Der gären hätt, dass mer do ausbauen, dann hätte mer gäre vun lech eng Participatioun!“ Datt dat an dësem Fall elo net geschitt ass, ass, well keng Urgeence besteet. Mä ech sinn iwwerzeugt, dass, wann deen Dag bis kënn, d'Fransousen da wäerte scho bei eis uklappen.

Et ass awer e Projet, dee mer am Interessi vun eiser Économie mussen maachen. An duerfir féinnt en och eis Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An als leschte Riedner zum Projet hu mer den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här Président. Och ech wollt nach fir d'Éischt der Madamm Lorsché feliciteieren als Member och vun der Commission du Développement durable. Et war ganz agreabel, mat der Madamm Lorsché ze schaffen, muss ee soen, an et ass keng einfach Kommissioun!

Mir wäerte selbstverständlech och deen heite Projet ënnerstëtzen, well et ass och e konkret Beispill vun interregionaler Zesummenaarbecht, déi ganz néideg ass. Lëtzebuerg ass net dat eenzegt Land op der Welt, wat Noperen huet. Et ass net dat eenzegt klengt Land op der Welt, wat Noperen huet. A kleng Länner mat Noperen, déi wéineg Frontalieren hunn, si meeschtens aarm Länner. An dat ass jo net eise Fall, glécklecherweis. An dofir hu mer och vill Aarbechtskräfte an Aarbechtskolleginnen a -kollegen, déi aus Däitschland, der Belsch oder Frankräich kommen.

Ech mengen, dat kënn jiddwerengem zegutt. Et missten nach vill méi aner Domäne ginn, wou ee méi intensiv op eng groussregional Aart a Weis zesummeschaffe géif. Mir hunn och e Ministère vun der Grande Région, dee war an dëser Legislaturperiode a mengen Aen awer e bëssen net ganz aktiv oder net esou aktiv, wéi en hätt solle sinn. Vlächit ka sech dat d'nächst Kéier verbessern.

Et ass kee Kaddo, dee mer Frankräich maachen, wéi dat vlächit e bëssen esou duergestallt gouf. Ech géif och vlächit opruffen - bon, „opruffen“, ech ruffen näischt op -, mä wann esou bericht gëtt, déijéineg, déi d'Parole publique hunn, sollen heiansdo oppasse bei esou Saachen, wann iwwer esou Saache bericht gëtt, fir ëmmer gutt opzepassen a wierlech ze erklären, dass et Projekte sinn, déi jiddwerengem zegutt kommen, an dass et och dréms geet, Leit heihinnerzebréngen op Lëtzebuerg, déi hei schaffen an och eise Sozialsystem matfinanzéieren. Dat dierf een och net vergiessen!

Voilà, ceci étant dit, mir stëmmen dat mat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här Président. A fir d'Éischt och vu mir e grouse Merci un d'Madamm Lorsché fir hire Rapport an all den Deputéierte fir hire Bäitrag.

Fir d'Éischt emol wéll ech bemierken, dass deen Accord hei eng laang Virgeschicht huet. Wéi ëmmer kënn näischt vum Himmel gefall. An et ass net esou, wéi wann op eemol d'Fransousen oder Frankräich vun haut op muer gesot hätten: „Wonnerbar, mir loosse eis Forderung fäle vun Transfert fiscal zrëck op Paräis a mir ralliéieren eis elo op déi dote Positioun!“ Dat huet vill Aarbecht kascht, haaptsächlech vu Kontakt siche mat gewielte Vertrieeder aus der Groussregion a Frankräich, Deputéierten, och souguer engem fréiere Minister vum Budget, mat deem ech vill Kontakt hat, an déi all gehollef hunn - déi awer aus der Region sinn -, well se d'Region an d'Problemer kennen, fir dass mer zu Paräis Verständnis fonnt hunn, fir op deen heite Wee ze goen an net op en anere Wee. Well ech wéll awer drun erënneren, dass vill Forderung gestallt gi sinn am Virfeld heivunner, déi éischer an d'Richtung gaange sinn, fir dass mir sollten dat maachen, wat mer iwwerregens, dat vergiesse mer ganz gär, mat der Belsch hunn, wou mer en Transfert fiscal maachen an d'Belsch, wou mer dann hei op Paräis Suen iwwerwisen hätten, ouni iergendeng Garantie ze hunn, dass iergendee Centime hei an der Region op der franséischer Säit investéiert gi wär.

Duerfir war meng Argumentatioun ëmmer, fir ze soen: Kommt, mir siche konkret Projeten eraus, déi fir béid Säiten eng Gewënnsituatioun sinn! Wat ass hei fir eis de Gewinn? Mä deen ass op zwee Niveauen ze kucken. Dat eent ass, wa mer natierlech méiglechst vill Frontalieren op den Zuch kréien, da komme méiglechst wéineg Autoen oder vill manner Autoen duerch eis Uertschaften a Stied gefuer, dat heescht, mir hu manner Verkéier hei an eise Land. Mir hu manner Autosverkéier, donc mussen mer an eise Land d'Stroosse manner ausbauen. Dat heescht, mir hu kloer e Virdeel heivunner, wa mer do mathëllef, dat ze investéieren.

Deen zweete Punkt ass awer och, deen dierf een och net vergiessen, mir hunn zu Beetebuerg e grouse Multimodal gebaut, wou mer gär Gidder op d'Schinn hätten. An déi Gidder, déi do op d'Schinn ginn, komme jo mat Ca-

mione respektiv mir huele Camionen do eriwuer, déi mer gären international, haaptsächlech och a Südfrankräich, transportéieren. Bon, also mussen mer kucken, dass mer och de Schinnereseau op der franséischer Säit ausgebaut kréie par rapport zu deem, wéi en haut ass, well soss kréie mer Schwieeregkeeten duerch dat Nadelöhr, dat mer hunn téschent der franséischer Grenz a Metz, mä virun allem téschent der franséischer Grenz an Thionville. Dat heescht, et ass och wéinst dem Multimodal, och wéinst dem Gidderverkéier spillt et eng zentral Roll. Duerfir war et mir wichteg, fir sech drop ze konzentréieren, fir déi Streck do ze finanzéieren.

Bon, mir hunn dat hikritt. Ech wéll awer och direkt derbäisoen: Et ass, mengen ech, den Här Gibéryen, dee gesot huet, et stéing elo hei dran, mir géifen an der A31 eng Etüd... Mir finanzéieren iwwerhaupt näischt mat vun der A31, well dogéint hu mer eis gewiert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat hunn ech och net gesot.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, ech hu just gesot, ech wéilt dat awer präziséieren, well et steet just an der Konventioun dran, dass d'Fransousen eng Etüd maachen. Mä si maachen net nëmmen eng Etüd, si si scho laang amgaangen ze diskutéieren op der franséischer Säit, si gi sech net eens iwwer Varianten an esou weider. An ech soen lech och, ech géif all Lëtzeburger Regierung, och Nofolgeregierungen, déi duerno wäerte kommen, do viru warnen, fir sech op dat Abenteuer anzeloossen, do matfinanzéieren, well do schwätze mer net méi vun 100 Milliounen, mä do geet et an d'Milliarden, déi do ze bezuele sinn!

An duerfir sinn ech der Meenung, dass ech dovu géif wärmstens ofroden, dass ze maachen. En plus hu mer näischt dovunner, well effektiv dat net deen nämlechten Effekt huet fir eis, wéi wa mer d'Schinn ausbauen, aus deene Grënn, déi ech viru beschriwwen hunn.

Duerfir, et ass eng gutt Operatioun, mengen ech, déi hei awer fir béid Säiten eng gutt Saach ass.

Da krut ech d'Fro gestallt wéinst Frontalieren, déi elo net zefridde wäer mat der Streck. Bon, ech muss soen, ech hu mer dat laang ugekuckt, wat an de soziale Medie während e puer Deeg do lass war. An dunn op eemol hunn ech awer eng Äntwert geschriwwen, well ech fonnt hunn, dass verschidde Leit de Bou awer massiv amgaange waren ze iwwerspannen. Ech wéll drop hiweisen, dass véier Méint Streik war! Véier Méint op där franséischer Säit Streik war! A während deene véier Méint hunn d'CFL sech den Hënneschten opgerappt, fir et emol esou auszedrecken, fir ze kucken, dass awer méiglechst alles vun Zich, wat méiglech war, géif gefuer ginn, fir dass d'Frontalieren heihinner op hir Aarbechtsplaz kéinte kommen!

A wéi ech du gesinn hunn, wann eng Streck zougemaach gëtt, well mer déi jo ausbauen am Interêt och vun deenen nämlechte Leit a well dat net aneschtens geet, dass ech dann no zwee Deeg e Shitstorm op de soziale Medien erliewen, dunn hunn ech geduecht: „Elo geet et duer, elo muss de e Punkt setzen!“ An ech fannen, dass ass awer och mäi Rôle, dass ze maachen; dat hunn ech gemaach. An ech krut och duerno Entschëllegungen, well se selwer fonnt hunn, mindestens e gudden Deel dovunner, dass Verschiddene iwwert d'Zil ausgeschoss haten.

Ech mengen, mir mussen eis net alles gefale loosse! Mir maachen hei viles, well mer dat gär maachen, well mer fannen, dass et am béidsäitegen Interêt ass, mä mir brauchen eis awer duerfir keng Frechheete gefalen ze loosse!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech mengen, dass ass awer dat, wat awer richtig ass, wat een och an deem heite Kontext muss soen.

An ech wéll och soen, dass de Problem sech jo guer net méi stellt, well effektiv, den Här Graas huet et jo ernimmt, de Moment ass op der Autobunn... Dat hunn ech och geäntwert, ech hu gesot: „Waart nach e puer Deeg of, da si mer am Congé collectif an dann ass op der A3 net kee Problem méi - mir wëssen, dass d'A3 eng iwwerlaaschten Autobunn ass -, mä bäi Wäitem net méi dee Verkéier, dee mer hunn“, an dat gesi mer jo elo moies, „an da kommen d'Busser och gutt weider.“



Ech wëll iwwregens soen, mir setze jo net nëmmen déi Ersatzbussen a vu Beetebuerg an d'Stad, mä et gëtt och Direktlinn vum Thionville, déi sinn natierlech an der normaler Netvakanzzeit gutt gefëllt, sinn awer elo manner gefëllt, an do ass vill Capacitéit fräi, et kann een och déi huelen. Also, et gëtt Ersatzméiglechkeeten. An iwwregens - an dann halen ech awer op domadder -, et gëtt e Parallellismus, dat ass op der belscher Säit, do ass och d'Streck zou an do sinn och Bussen agesat. Do hunn ech bis elo nach net vill héiere vu Reklamatiounen.

Obschonn et natierlech ëmmer eng Noutléisung ass! Mir si jo net an enger optimaler Situatioun, dat ass ganz kloer. Mä mir maachen awer déi Situatioun, well mer am Summer... An ech si frou iwwert den Artikel, deen am „Tageblatt“ war vum Francis Wagner, deen emol geschriwwen huet, wat do geschitt: datt do op dräi Schichte geschaff gëtt bis Enn August, fir datt mer do all d'Jalone gesat kréien, fir déi Duebelgleisegkeet ze maachen op Beetebuerg!

Also, et ass a jiddwerengem sengem Interêt, an ech sinn och frou, datt d'Diskussioun sech elo no menger Interventioun och berouegt hunn.

Dann nach vläicht just ee Saz zu esou äänleche Projeten:

Et ass och esou, datt et am Transfrontalier, am Iwwerregionalen och aner Regiounen gëtt, wou dat äänlech gesi gëtt. Ech wëll lech soen, datt an der Schwäiz Genève eng äänlech Situatioun huet wéi mir zu Lëtzebuerg. Genève ass eng Finanzplaz. Do schaffe vill franséisch Frontalieren. A Genève huet och iwwert d'Grenz eraus mat investéiert fir ëffentlech Verkéiersmëttel, fir eben de Verkéier besser ze regelen am béidsäitegen Interessi. Dir hutt äänlech Beispiller zu Basel, déi am Lafe sinn. Dir hutt zu Stroossbuerg e Projet vun enger Tramslinn, déi iwwert d'Grenz am Lafen ass.

Also ech mengen, dat ass elo näischt Aussergewöhnlech, an ech mengen, datt dat dee richteg Wee ass, dee mer maachen. An ech mengen och, datt d'Chance fir eis och doranner läit, well Lëtzebuerg huet eng wirtschaftlech Ausstrahlung, déi geet iwwert déi ganz Groussregioun. Mä mir sollen déi net nëmmen egoistesck kucke fir eis, mä am Interessi kucke vun der Groussregioun. Ech mengen, dat ass an eiser aller Interessi.

Ech soe Merci fir déi breet Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Parole après ministre!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Parole après ministre fir den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ganz kuerz, Här President. Ech wollt nach eng Kéier kloerstellen, datt ech net gesot hunn, mir géife finanzéieren, doru participéieren. Ech hu just gesot, wann d'Etüd fäerdeg ass an d'Fransouse kommen eng Kéier reell un déi Situatioun erun, datt se ausbauen oder net ausbauen, datt se dann Demandeur wäeren. Ech sinn iwwerzeegt, datt se Demandeur sinn.

An den Här Minister huet och gesot, mir hätte keen Interêt drun. Dach, bis dohinner hu mir Interêt drun! Mir hunn hei den Ausbau op dräi Spure vun der Diddelenger Autobunn gebaut (veuillez lire: gestëmmt). A wann d'Fransousen net op dräi Spure ausbauen a mir sinn emol eng Kéier bis fäerdeg a si fueren déi aner Säit mat zwou Spure weider, dann hu mir en Interêt drun, datt och déi aner Säit dräi Spure sinn. A spéitstens dann - mä wéi gesot, dat ass Zukunftsmusek, dat dauert nach zéng Joer -, mä spéitstens dann hätte mer och gären, datt et op där anerer Säit mat dräi Spure weidergeet, well soss hunn déi dräi Spure des Säit kee Wäert.

Dann hu mer just Parkraum geschafft vun der Stad bis op Diddeleng, awer et kënn do erëm kee méi séier fort. Duerfir wäert den Dag och kommen, wou mir en Interêt drun hunn, datt op där anerer Säit d'Autobunn op dräi Spure ausgebaut gëtt. Mä, wéi gesot, dat dauert nach Joren, dat ass fir déi nächst Generatioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Natierlech hu mer en Interêt dorunner! Mä dat ass awer eng aner Situatioun. Dat ass eng aner Situatioun wéi bei der Schinn. Do hu mir vill méi villfältig Operatiounen ze maachen an eis Richtung.

An ech soen lech just eent, datt den Drock immens grouss ass a Frankräich selwer bei deene

Bevëlkerungen, déi ech erliewen, fir datt dat do soll gebaut ginn. Wann ech soen, mir hu keen Interêt dorunner, da soen ech dat, well ech der Iwwerzeegung sinn, datt dat souwisou wäert gebaut ginn. Natierlech, wësst Der, déi franséisch Regierung stellt, wéi och aner Regierungen, permanent Fuerderungen. Mir musse jo net alle Fuerderungen noginn! Et ass dat, wat ech domadder wollt soen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat kënnen mer zum Vott iwwergeen iwwert de Projet de loi 7292.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7292 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7292 unanime uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Diane Aehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

An da géife mer zum...

► **Plusieurs voix.** - ...leschten...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...leschte Projet vun eisem Ordre du jour iwwergehen,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...dem Projet de loi 7336 betreffend den Aménagement vun enger Clierfer Verbindungsstrooss, wéi dat esou schéin heescht.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché, huet d'Wuert.

11.7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7)

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Et ass mir natierlech eng Eier, de leschte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod däre virstellen. Ech muss awer och soen, datt et e ganz speziell Gefill ass, jo!

De Projet huet eng länger Geschichte a geet zrëck op d'Joer 1999, wéi d'Machbarkeet vun enger Stroosseverbindung tëschent Reuler an Urspelt an der Clierfer Regioun analyséiert ginn ass.

► **Plusieurs voix.** - Reiler.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Wat gelift? Reiler?

(Brouhaha)

Ech hat en Akzent, en Accent!

► **Une voix.** - Et ass alles an der Rei.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - 2005 koom et dunn zur Decisioun, eng sougenannt „kombiniéiert Variant“ ze bauen, déi et erlabe sollt, deem schéine Landschaftsbild Rechnung ze droen an d'Natur bescht-

méiglech ze erhalen. Den Tracé, deen zréckbale gouf, huet eng Längt vun 3,7 Kilometer a beinhalt ënner anerem dräi grouss Brécken, an zwar de Viaduc Irbich - ass dat richteg ausge-dréckt? -...

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - ...de Viaduc de la Clerve - op Franséisch - an de Viaduc Olegreindchen, an dernieft verschidden Iwwergäng, déi geduecht sinn, fir déi natierlech Korridoren ze erhalen. Derbäi kënn de Bau vun enger bidirektionaler Vëlospist tëschent der N18 an der N7.

De Chantier, deen a fënnf Lousen ageedeelt ass, huet 2015 ugefaangen a soll am Joer 2022 fäerdeggestallt ginn. Fir d'Realisatioun vum ganze Projet waren ursprénglech 33 Milliounen Euro am Budget vun 2011 virgesinn. Am Joer 2016 ass de Montant op 37,5 Milliounen Euro eropgesat ginn, woubäi jo nach ëmmer kee Gesetz néideg war; mir louchen ënner 40 Milliounen.

Duerno huet sech awer erausgestallt, datt d'Geologie ganz komplizéiert war. Et war eng schwiereg Situatioun um Terrain, déi zousätzlech Moosname bedéngt huet an domat och hire Finanzement. De Problem ass notament deen, datt massiv Stabiliséierungsmaassname vum Terrain hu missen duerchgefouert ginn. Dernieft hu sech eng Rei Zousatzmaassnamen als sännvoll erweisen, wéi zum Beispill och d'Veerleung an d'Renaturéierung vun der Clierf.

D'Konsequenz ass déi, datt d'Käschte vun dësem Projet op iwwer 40 Milliounen Euro gewuess sinn - ëmmer méi héich - an dëse Projet de loi néideg gemaach hunn. De Montant, dee mir domat stëmmen, läit bei insgesamt 73 Milliounen Euro a beinhalt net nëmmen d'Aarbechten, mä ënner anerem och sämtlech Etüden an Ingenieurskäschten.

Fir datt Dir elo net un Äre Still upecht, maachen ech et ganz kuerz a verweise fir den Depot an de ganze Rescht vun den Aarbechten op mäi schréffleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Ech wëllt allerdéngs nach betounen, datt net nëmmen d'Nohaltegekeetskommissioun, mä och d'Budgets Kontrollkommissioun dësem Projet de loi gréng Luucht ginn huet.

Domat sinn ech um Enn vu mengem 49. Rapport ukomm,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Une voix.** - Emol keng 50!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Ech sinn net op 50 komm!

...deen ech als Presidentin vun der Nohaltegekeetskommissioun gemaach hunn. Et waren der wierklech vill, mä ech wëllt awer betounen, si wieren net zustane kumm, wa mer an eiser Kommissioun net esou fair a konstruktiv zesummegeeschafft hätten, fir déi vill Projeten op d'Schinn a munchmol och op d'Strooss ze kréien, am Sënn vum Wuert. Duerfir soen ech lech alleguer villmools Merci an ech gi fir d'Allerlescht den Accord vun der grénger Fraktioun fir dës Legislaturperiod.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass den éischte Riedner den Här Emile Eicher.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

Discussion générale

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Jo, als Buergermeeschter vun der Gemeng Clierf freet deen heite Projet mech natierlech ganz vill.

Ech wollt awer och där fläisseger Rapportrice e ganz grouse Merci soe fir dee flotte Rapport, dee se gemaach huet. Dës Transversale verbënt d'N7 mam Plateau bis erof op d'Gare, wat eng flott Saach ass, well op der Gare jo och elo de Lycée opgeet am September, de Lycée Edward Steichen, wou och natierlech zousätzlech Verkéier wäert entsto. Mä et ass och en direkte Link zu der Industriezon zu Lenzweiler, déi nom Plan sectoriel ëm 48 Hektar vergréisert gëtt an do an Zukunft dann déi gréisst interkommunal Zon hei am Land wäert duerstellen.

Deen Trafic, dee wëlle mer deene Clierfer Leit wierklech net zoumudden. An ech wier och frou, wa mer am Delai géife bleiwe bis 2022, fir d'Realisatioun iwwert d'Bün ze bréngen, well mir sinn och um Masterplang zu Clierf um Schaffen. An ouni eng Erlichterung vum Verkéier wäert et ganz schwéier sinn, fir deen ëmzesetzen; wat iwwregens och dem Tourismus gutt wäert bekommen.

An duerfir wollt ech dann awer och nach eng Kéier en extrae Merci soen, datt och un de Vëlostourismus geduecht ginn ass, well et ass net nëmmen eng Strooss, mä et geet och eng Vëlospist derlaanscht erop, déi de Plateau mam Dall verbënt. A fir eis ass dat an Zukunft wichtig, zemoos wou mer dann och mat der Belsch ugeschloss ginn deemnächst un d'RAVeL-Netz an d'Venn-Bunn, wat eng Entwécklung vum Tourismus erméiglecht, déi mer bis elo net haten. Duerfir ass et ganz kloer, datt d'CSV-Fraktioun hiren Accord dozou gëtt.

A loosst mech awer och nach als deen, deen als Lescht fir eis Fraktioun hei schwätzt, lech alleguerten e ganz grouse Merci soen. Här President, och lech eng ganz, ganz flott Vakanz, dem Här Minister och. An hoffentlech gesi mer eis zu esou vill wéi méiglech am Oktober nees erëm.

Merci.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - 120.

(Hilarité)

All!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Majo, Här President, ech hunn esou d'Impressioun, et kann ee sech haut just nach beléift maachen, wann ee sech ganz kuerzfaast.

► **Une voix.** - Do hutt Der recht!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - An ech mengen och, dass zu deem heite Projet eigentlech alles gesot ass. D'Mercien, un déi schléissen ech mech all un. Ech mengen, ech hu gëschter an och d'lescht Woch scho gesot, dass et wichtig ass, dass mer investéieren, souwuel an den ëffentlechen Transport, an d'Schinne wéi och an d'Stroossen.

Hei ass erëm e Stroossebauprojet, deen eis Ënnerstützung verdéngt. Dat soll net deen eenzege sinn. Ech mengen, am Norde gëtt et nach eng ganz Partie Projeten, déi ënnerstützenswäert sinn, wéi zum Beispill de Contournement ronderëm Ettelbréck Richtung Baaschtnech. Dat sinn nach Projeten, deene sech eng nächst Majoritéit kann unhuelen.

Op jidde Fall zu deem heite gi mir eisen Accord. An ech soen lech alleguerte villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ooh! Ooh!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ooh! Also, Här Mertens, ech sinn ontréischtlech! Dir kritt also duebel Riedezäit.

(Brouhaha général)

► **M. Edy Mertens (DP).** - Neen, wann ech gelift!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll just soen, wann am Norde vu Stroossebau geschwat gëtt, denkt een dacks un eng Nord-Süd-Achs oder ëmgedréint, mä dat hei ass elo eng Strooss, déi geet vun der N7 eriwuer, also vum Osten an de Westen, an dann, wéi den Här Emile Eicher gesot huet, féiert dat an en Industriegebitt, wat eng Kéier



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eent vun deene gréissten am Land soll sinn. A mir sinn elo well immens geplot mam Trafic, dofir ass dat schonn e ganz wichtege Projet.

Firwat datt an der Chamber net driwwer geschwat gouf, hat d'Rapportrice virdru gesot: well et net iwwer 40 Milliounen Euro goung. Desto méi si mer frou - also ech op alle Fall si frou -, datt mer elo kënne kuerz driwwer schwätzen, well et ass en immens, immens wichtege Projet.

Ech kann lech och soen, datt ech wäert entlaascht ginn zum Deel a menger Aarbecht als Landdokter, well wann ech owes duerch d'Géigend ginn, da kommen ech mer heiansdo wéi e GPS vir, Emile.

(Hilarité)

Dat ass, well da Sattelschlepper aus deenen onméiglechste Länner do optauchen a Feldweeër an Ofkierzunge benotzen, well se net méi wäsen, wou se dru sinn.

Et ass e ganz wichtege Projet, a wa mer et esou géife loosse, wéi et elo ass, dat geet jo net, da wier et „die Brücke nach nirgendwo“. Dat steet elo einfach esou an der Landschaft. Mir mussen et fäerdegmaachen. A wann et eng Kéier fäerdeg ass, wäert et eng super Entlaaschtung sinn, desto méi, wou elo nach Trafic derbäikënn, wann de Lycée Edward Steichen dann elo den Hierscht wäert opgoen.

Ech soen op alle Fall villmoos Merci der Rapportrice fir en exzellente Rapport an lech alleguerte Merci, datt Der dat jo wäert mat Jo ofstëmme, soudatt am Eislek ee Suergeskand manner ass.

Merci villmoos!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - All Respekt, Edy!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An dann elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, ech sinn och frou, datt mer als leschte Projet nach e Stroossebauprojet kënne stëmme...

(Hilarité)

...fir den Norden. An ech mengen, eis Frënn aus dem Norden, déi hunn dat jo elo hei zum Ausdrock bruecht, déi hunn och op d'Wichtigkeet vun där Strooss do higewisen.

Duerfir wëll ech och vun eiser Säit aus der Kolleegin Lorsché nach eng Kéier Merci soe fir hiren allerleschte Rapport an deser Legislaturperiode, wat e Stroossebauprojet ass. An ech mengen, wat flott ass, dat ass, datt mer an deser Legislaturperiode all déi Stroossebauprojeten eestëmme konnten heibanne stëmme. A well eis gréng Kolleeg vläicht fäerten, an der nächster Legislaturperiode géif déi Eestëmmegeket net méi bestoe fir Stroossebauprojeten, hu se virgebaut a si hunn esou vill wéi méiglech...

(Hilarité)

...Stroosseprojeten nach an deser Legislaturperiode gestëmmt, déi dann an där nächster Legislaturperiode gebaut ginn.

An ech mengen, et ass ze hoffen an ze wënschen, datt mer och nach an där nächster Legislaturperiode erëm eng grouss Eestëmmegeket fannen, fir Stroossen hei am Land ze bauen, déi mer brauchen. Duerfir stëmme mer selbstverständlech dësem Projet zou.

Et ass flott, datt dee leschte Projet och erëm eng Eestëmmegeket huet. Et freet ee sech am Fong: „Firwat gi mer de 14. Oktober wien?“

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mir maachen et net wéi am Kongo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass... Mir mussen eis leider un d'Verfassung halen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir als Lénk, mir sinn och ganz frou elo, engersäits, datt e Lénken Deputéierten dat lescht Wuert huet an deser Legislaturperiode.

(Hilarité)

Mir hu laang misse waarden. Et ass endlech geschitt. Mä mir freeën eis ëmsou méi, kënne Jo ze soen zu engem Projet, deen dem Norden an dem Eislek zeguttkënn. Ech mengen, dat ass ëmmerhin och eppes Flottes, wann een dozou als Lescht ka schwätzen. Vive den Norden! Vive den Edy!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Nohaltegekeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, ech wëll der Madamm Lorsché Merci soe fir hiren 49. Rapport, dee se gemaach huet, an hir natierlech och Merci soe fir déi ganz Legislaturperiode, fir déi vill gutt Sätzungen, déi se presidéiert huet, a Merci alle Membere vun der Nohaltegekeetskommissioun, déi an där Kommissioun do konstruktiv matgeschafft hunn.

Ech wëll dem Här Gibéryen och Merci soen, datt en op en Neits ënnersträicht, wivill datt des Regierung an ech selwer dann och geschafft hunn an deene leschte Joren. Et deet ëmmer erëm gutt, dat vun Oppositionspoliteker ze héieren. An ech versprechen em och, sollte mer d'Chance behalen, an der Regierung ze bleiwen, da wäert dat och esou weidergoen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Fir de Rescht, Här President: Merci fir déi breet Zoustëmmung!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An da kënne mer zu där virleefeg leschter Ofstëmmung fir des Legislaturperiode iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7336 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänt ku. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmme. D'Procuratiounen. Jo, mir missten eigentlech op déi 60 Stëmme kommen.

(Interruption)

Ah, nach eng. Okay. Da si mer op 60.

Also: 60-mol Jo an Unanimitéit, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton,

M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci.

Dat ass da fir d'Lescht, wou ech lech déi Fro stellen. An ech hu mech an deene leschte Wochen drop gefreut, dass ech endlech och emol eng Kéier där schwätzen.

12. Discours de fin de législature de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der Chamber, haut war e bësse méi eng speziell öffentlech Sëtzung, well et wahrscheinlech déi lescht an dëser Zesummesetzung war.

Nom Marathon vun de leschte Wochen an dem Sprint vun deene leschten Deeg wëll ech mat engem erlicherten „Uff!“ ufänken, well eis Chamber vill geschafft huet, mat vill Disziplin un d'Aarbecht erugaangen ass an trotz de Wahlen, déi am Oktober op eis zoukommen, d'Rou behalen huet an d'Diskussionen zwar engagéiert, mä ganz fair gefouert huet. Duerfir e ganz grouse Merci un lech all!

Ech wëll lech haut net mat Statistiken zou tippen. Den detailléierte Bilan, dee mécht d'Präsidentekonferenz muer. Ech wëll hei just op e puer Akzenter agoen, déi mer zesumme gesat hunn a wou déi nächst Chamber nach ka weider ausbauen.

Mir hunn an deser Legislatur vill Efforte gemaach fir d'Chamber, fir d'Haus vun der Demokratie méi fir d'Leit opzemaachen, deenen hir Chamber et jo ass. Éleng an der leschter Sessioun waren iwwer 100 Visite vu Gruppen oder Schoullklassen an deemem Haus. Mir haten dëst Joer och erëm eng Porte ouverte. E grouse Merci un all déi Deputéiert a Membere vun Personal, déi eist Haus de Leit méi no bruecht hunn. Einzel Kolleeg sinn zu richtigen Experten dobäi ginn. Bravo! Besser kann een et bal net maachen.

Och déi nei Form vu Petitioun ass e Wee, iwwert deen d'Leit en direkten Zougang zum Parlament kréien. D'Petitioun ass e wichteg Instrument an eiser Demokratie. Doduerch gesäit d'Politik, wou de Schong dréckt an et ka Bewegung an en Dossier kommen, mol direkt, mol méi laangfristeg.

D'Chamber hat an huet e gudden Drot zu deene Jonken. D'Debatte mam Jugendparlament an der Jugendkonferenz, mä och de Jugendkonvent si wichteg an erfrëschend Diskussionen, déi an d'Parlament erakommen.

Mam Zentrum fir politesch Bildung hu mer en Instrument, fir de Leit d'Demokratie méi no ze bréngen. Zanter deemem Joer gëtt et gutt didaktesch Material fir an d'Schoulen oder soss iwwer eis Institutionen.

D'Chamber ass och verstärkt um Internet - de Site gëtt verbessert - an an de soziale Medie präsent, mat Informatioun a Substanz, mol méi kuerz a knackeg, mol méi explikativ. Mir verno-léisseg awer parallel déi traditionell Medien net a mat eiselem Compte rendu, deen integréiert ass an d'Dagespress, bréngt mer e wichtege Beitrag zu enger méi fondéierter Informatioun vun de Leit. Ech brauch Chamber TV net ze erwänen.

2019 kritt eist allgemengt Wahlrecht 100 Joer. An deem Kader wäerte mer zesumme mam Nationale Musée fir Geschicht a Konscht iwwert de Wee vun enger Ausstellung d'Erungenschaften an den Demokratisationsprozess vun der Lëtzebuenger Gesellschaft dem Public méi no bréngen.

An deser Legislaturperiode huet d'Chamber éischt Schrëtt gemaach a Richtung Evaluatioun vun den öffentleche Politicken, dat heescht, eenzel politesch Aktiounen genee ze analyséieren, fir ze kucken, ob d'Ziler erreicht goufen. Dat muss en Deel vun eiser legislativer Aarbecht a vun eiser Kontroll vun der Regierung sinn a ginn.

Och a Saachen Ausbau vun der Expertise, déi intern an déi extern, huet d'Chamber d'Weihe gestallt. Et gëtt eng Cellule geschafen, fir

d'Kommissiounen, mä och déi eenzel Deputéiert bei hirem Aarbecht an hiren Decisiounen duerch factuell neutral Etüden, Recherchen an Notten ze ënnerstëtzen. Mir hunn éischt Decisiounen geholl, fir Leit an deem dote Sënn ze rekrutéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Demokratie brauch gutt Demokraten. Eng lieweg Demokratie erkennt een net dorun, dass um Enn ëmmer eng Majoritéit decidéiert, mä dorun, dass um Wee bei déi Decisioun jiddweree vu senger Rechter konnt Gebrauch maachen.

Demokratie bedeit, dass Oppositioun a Majoritéit zesummeschaffen, kollegial, an dass keng Minoritéit ënnert d'Rieder kënn. Och dat ass eng vun de Missiounen vun engem Parlamentspräsident. An ech hunn zumindest probéiert, mäi Bescht ze ginn. Et war fir mech eng Eier an eng Freed, President vun dëser Chamber ze sinn.

A well mer kuerz virun de Legislativwahlen stinn, wollt ech aus Iwwerzeugung fir eisen demokratesche System en Appell un eis Wielerinnen a Wieler richten, fir hiert Wahlrecht ze notzen a matzestimmen, wéi d'Parlament soll ausgesinn a wie si hei am Haus soll vertrieben.

Fräi Wahlen si fir eis vläicht selbstverständlech, mä wann ee méi wäit iwwert d'Grenze kuckt, gesäit een, dass et e Privileeg ass an dass jiddwereen, deen d'Wahlrecht huet, och dovun soll Gebrauch maachen, och déi iwwer 75, déi net méi wies musse goen.

Eis Demokratie brauch jiddwer Einzelnen!

Nëmme wann eng Demokratie d'ënnerstëtzung vun de Leit huet, ka se staark bliwen. Eng Demokratie steet a fält mam Engagement vun de Biergerinnen a Bierger fir si a géint Extremismen, déi eis demokratesch Wäerter a Fro stellen, fir se géint esou Tendenzen ze schützen.

Eng Demokratie evoluéiert. An esou wäert d'Digitaliséierung och en Afloss op eis Demokratie hunn. Bei all deem Positiven, wat d'Digitaliséierung mat sech bréngt, dierf dat Wichtig awer net verluer goen. Mir brauchen eng gesond Mëschung tëscht digitaler Kommunikatioun an analoger Politik.

Mir sollen eis déi néideg Zäit loosse, fir Decisiounen virzereeden an ze huelen, an net an en Entscheidungsstress verfallen. Nëmme wie sech déi néideg Zäit fir Decisiounen hält, gesäit och all Optiounen. Demokratie funktionéiert net mat engem „Like-Knäppchen“ oder mat virtueller Kontakt, si brauch den direkte Kontakt mat oppenem Viséier, mat oppenem Geescht an oppenem Häerz fir d'Suerge vun de Leit. Demokratie brauch Zäit an Opmierksamkeit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, verschiddenen Deputéiertekolleeg soe mer haut schonn Äddi, well se am Oktober net méi mat an d'Wahlen ginn. Et sinn dat de Paul-Henri Meyers, d'Viviane Loschetter, den Alexander Krieps an de Frank Arndt.

1999 ass de Paul-Henri Meyers eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn an duerno dräimol op der Lëscht vun der CSV erëmgewielt ginn. Do virdru war hie 14 Joer Member vun Statsrot. Hie kennt d'Institutionen hei am Land vu bannen a vu baussen. Hie war och virdru dat, wat een nennt en „Grand commis de l'État“.

De Meyerse Paul ass ee vun de Pappes vun der neier Constitutioun. Hie war 14 Joer laang President a bal fënnf Joer Vizepräsident vun der Kommission fir Institutionen a Verfassungsreform an huet do vill a konstruktiv geschafft a se zesumme mam jëtzege President „bei“ den Hafe bruecht.

Och mat 81 Joer loosse mer de Paul net gär goen, well seng Expertise an der Sécurité sociale niewent villen aneren Expertisen eis wäert feelen. A Paul, denk drun, wat mer ofgemaach hunn!

Eis Kolleegin Viviane Loschetter wäert och am Hierscht net méi mat an d'Wahlen goen. Déi gréng Politikerin ass zënter Juli 2004 am Parlament. Si huet sech ëmmer mat Leif a Séil fir hir Iddien engagéiert. An dat „mat Leif a Séil“, dat treëft beim Viviane zou wéi bei kaum engem aneren.

Zënter 2013 ass d'Viviane Loschetter Presidentin vun der grénger Fraktioun hei am Haus. Si war Presidentin vun der juristescher Kommission an ënner anerem Member an de Kommissiounen fir Famill, Aarbecht, Finanzen, Reglement, parlamentaresch Kontroll vun dem Service de renseignement an an der Budgetkontrollkommissioun.



Viv, deng Spontanitéit, däin Engagement, deng Disziplin, däin Asaz an deng sagenhaft Disziplin wäerte mer vermessen!

(Hilarité)

Den Dokter Alexander Krieps ass 1999 eng éischte Kéier an der Chamber vereedelegt ginn. Hie war et vun doheem gewinnt duerch säi Papp, den Emile, vu Kand u politesch ze denken an ze diskutieren. Als Hausdokter - a mat Akzent op „Haus“ - vun der aler Schoul huet den DP-Politiker sech am Parlament virun allem an de Beräicher Gesondheet a Soziales engagéiert. Hie war awer och Vizepräsident vun der Budgetkontrollkommissioun, der Aarbechts- a Beschäftigungskommissioun, der Kontekommissioun an der Kommissioun fir d'Force publique.

Wann den Alexander vun eppes gepaakt ass, da gëtt et keen Halt. Hie geet drop lass wéi e gudder Rugby-Spieler: haart, awer fair. Alexander, maach et gutt!

Och de Frank Arndt huet decidéiert, am Hierscht net méi bei de Wahlen matzuegoen. Den LSAP-Politiker a Buergermeeschter vu Wolz ass 2013 an d'Chamber gewielt ginn. Hie war Vizepräsident vun der Budgetkontrollkommissioun a Member an de Kommissiounen fir Ëmwelt, Affaires intérieures, Agriculture, Logement, Economie an Aarbecht. Um internationale Plang war hien aktiv an der Lëtzebuerger Delegatioun vum Benelux-Parlament.

De Frank ass de gebuerene Buergermeeschter, no bei de Leit an en iwwerzeegt - ech hoffen, dass ech dat richteg ausschwätzen - „Wéiler“. Hie praktizéiert ab dem Hierscht d'Trennung vun de Mandater, fir ganz fir seng Stad an hir Leit do ze sinn.

Hinne véier wënsche mir, an ech hoffen, dass ech am Numm vun lech all dierf schwätzen, nëmmen dat Besch!t!

lech alleguer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. An dee Merci schléissen ech de Conseil d'Etat an, deen eng regelrecht Herkulesaarbecht an deene leschte Méint geleescht huet an engem ganz positive Geescht.

Merci der Regierung fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Merci eisem „Generol“, dem Claude Frieseisen, deen allzäit den Iwwerbléck hat, jiddefalls bal allzäit, a sengen Adjoints Isabelle Barra a Benoît Reiter. Respekt an Unerkennung fir eist Personal an der Chamber, wat meeschtens am Hannergrond schafft, mä ouni dat mer haut net kéinte vun enger Mission accomplie schwätzen.

Merci de Mataarbechter vun de Fraktiounen an der Press, selbstverständlech och eisem Sécherheitspersonal an deem Personal, dat am Hannergrond derfir suert, dass et hei ëmmer propper ass, oder bal ëmmer.

Wéi Der scho gemierkt hutt, gëtt hei am Haus vill geschafft, am Moment net nëmmen um legislative Plang. Iwwert de Summer gi gréisser Aarbechten an a ronderëm de Plenarsall gemaach. D'Viraarbechte si schonn zënter bal zwou Wochen amgang. Richteg lass geet et ab elo. De ganze Cäblage muss nei gemaach ginn. Et kommen en neit Riederpult an nei Kameraen. A wann alles riichtleef, ass de Sall Enn Oktober prett fir eis Rentrée.

lech alleguer, heibannen an dobaussen, wënschen ech eng schéin an erhuelend Vakanz an eis all nom 14. Oktober déi beschtméiglech Chamber.

Merci villmools! Merci fir alles.

(Applaudissements)

Den Här François Bausch krit d'Wuert.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, als leschten Iwwerzeegbliwene vun der Regierung haut am Sall...

(Hilarité)

...wëllt ech dann och am Numm vun der Regierung deene 60 Deputéierte wierklech e grouse Merci soe fir déi super Zesummenaarbecht, deels kontrovers, wéi dat sech gehéiert an enger Demokratie, mä awer ëmmer fair a korrekt, déi mer déi lescht Joren zesummen haten. An ech mengen, wann ech de Gesamttotal kucke vun de Gesetzesprojeten, déi d'Chamber gestëmmt huet mat all deem, wat dat hannendru vu Konsequenzen huet, vu Projeten, da kann ech nëmmen zefridde sinn. An ech mengen, dass eng gutt Aarbecht geleescht ginn ass an dëser Legislaturperiod. Duerfir, wéi gesot, e ganz grouse Merci un lech all.

Ech wëll mech natierlech och dem President

uschléissen an deene véier Kolleegen aus der Chamber, déi decidéiert hunn, net méi mat an d'Wahlen ze goen, e grouse Merci soen an hinnen all Guddes wënschen an hire weideren Etappen, wéi se dann och ëmmer ausgesinn, vun hirem Liewen, déi eng vläicht méi roueg wéi déi aner, mä op alle Fall wënschen ech hinnen all Guddes.

Et ass och esou, dass ech dann natierlech och dem Personal vun der Chamber wëll e grouse Merci soen. Ech weess, de Backoffice vun der Chamber ass net esou riseg ausgestatt, zemoos wann ech e mat anere Parlamentar vergläichen. Ech war laang genuch an dëser Chamber, fir dat ze wëssen, a konnt vill hanert d'Kulissen och vun anere Parlamentar kucken. Hei gëtt eng super Aarbecht geleescht. Duerfir och u si e grouse Merci.

A mir bleift näischt aneschtters dann och elo iwwer, wéi lech emol fir d'Éischt eng schéi Vakanz ze wënschen. Déi gëtt wahrscheinlech e bësse méi kuerz fir eis alleguerten dëst Joer wéi vläicht d'Jore virun, mä bon. Wa se méi kuerz ass, ka se duerfir méi hefteg ginn. An da komme vläicht e puer Wochen, déi méi turbulent a méi hefteg ginn.

An ech wënsche jiddwerengem, dee sech der Wahl stellt de 14. Oktober, bonne Chance fir déi Wahl, well ech ka mech nëmmen, Här President, Äre Wieder uschléissen: Wahlen, wann ee fräi Wahlen huet, zemoos an där Zäit, an där mer haut liewen, wéi Der et richteg ennerstrach hutt, dat ass e wäertvoll Gut an dat solle mer wierklech och deemspriechend notzen an alles maachen, fir dass dat zu Lëtzebuerg esou bleift an d'Demokratie gestärkt gëtt.

Merci!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Et bleift mir just, ech mengen, am Numm vu menger Fraktioun, mä och deenen anere Fraktiounen lech Merci ze soen. President vun dëser Chamber ze sinn, ass sécherlech net ëmmer déi einfachste Missioun. Dir musst als President, obwuel Der e wéineg méi héich hei sëtzt wéi mir alleguer, trotzdeem den Iwwerbléck behalen an all Eck vun der Chamber, dass et lieweg heibanne bleift, mä et trotzdeem awer esou ass, dass déi Diskussiounen kënnen uerdentlech lafen.

Dir musst kucken, dass Gerechtegkeet och téschent deenen eenzelne Fraktiounen do ass. Wa jiddweree sech emol direkt ongerecht consideréiert fillt, musst Der probéieren, dee richtegen Equilibre do ze fannen. Dir musst d'Rou behalen, wann et heibannen och heiansdo hëtze gëtt. An dat gehéiert nun einfach zu engem Parlament, dass heiansdo d'Diskussiounen méi hëtze sinn.

An haaptsächlech musst Der lech och packen, wann Der heiansdo wëllt matschwätzen.

(Hilarité)

A fir déi Leit, déi lech kennen, mengen ech, dass dat wahrscheinlech an deene leschte fënnf Joer fir lech dat Schwéierst gewiescht. Dir hutt dat gutt gemaach an deene fënnf Joer. Duerfir villmools Merci!

► **Une voix**.- Bravo!

(Applaudissements)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll awer och dovunner profitieren, fir dem Claude Frieseisen, dem ganze Generalsekretariat, der ganzer Equipp vun de Kommissiounen, vum Fonctionnement vum Sall, vun der Informatik, déi sech ëm d'Ausland bekëmmern, déi vum Protokoll, déi vu Chamber TV, déi vun der Kontabilitéit a vun all deene Servicen, déi mer heibannen hunn, déi eng fantastesch Aarbecht leeschten, villmools Merci ze soen. Ech mengen, mir sinn alleguer dankbar fir dat, wat si fir eis an deene leschte Jore geleescht hunn.

D'Chamber, déi gëtt elo frësch gemaach. D'Handwerker, déi bekëmmere sech dobaussen an den Träpen, d'Teppecher, wat och ëmmer, drëm. D'Wieler, déi bekëmmere sech ëm den Inhalt heibanne vum Sall. An dat ass richteg an dat ass gutt esou. Ech wëll lech just e puer schéin Deeg Vakanz wënschen an dann eis alleguer e sachlechen, diskussionsräichen a flotte Wahlkampf.

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An d'lescht Wuert hunn dann déi Kolleegen, déi mer jiddefalls net hei am Sall wäerten erëmgesinn, mä awer hoffentlech nach oft erëmgesinn. Als Éischten den Här Paul-Henri Meyers.

► **M. Paul-Henri Meyers** (CSV).- Här President, zu enger Zäit, déi esou spéit ass, a bei där Temperatur dobaussen wäert ech ganz kuerz sinn. Merci fir Äre Wieder! Ech maache just eng kleng Korrektur. Ech hunn zweemol gezéckt, fir

an d'Chamber ze kommen, wou ech hatt kënnen kommen. Dat war 1989, nodeem der Madamm Astrid Lulling hire Stull fräi ginn ass. Ech hunn, wann ech dat kann esou ausdrücken, dee Stull net gewollt, mä net wéinst der Madamm Lulling.

(Hilarité)

An ech hu mäi Mandat 1994 als Direktgewielten och net ugeholl, well ech dee Moment Vizepräsident vum Conseil d'Etat war, wat natierlech 1999 bei de Wieler net onbedéngt ganz gutt ukomm war. Ech hu mech misse staark verteidigen, dass ech mäi Mandat dann endlech géif unhuelen.

Ech kann lech och soen: Et deet mer net leed, dass ech déi Decisioun geholl hunn.

Besonnench deene Membere vun der Verfassung- an Institutionskommissioun villmools Merci. Op jidde Fall an där Zäit, wou ech President war an och an der Zäit als Vizepräsident: Et war eng konstruktiv Aarbecht, opgelockert, fräi an ouni, mengen ech, dass perséinlech een deem aneren ze no getruede wär. Mir hu laang Zäit gebraucht. Dat ass och en Zeechen, dass mer alles grëndlech ënnersicht hunn an dass mer och all Meenunge respektieren. Dofir och där Kommissioun nach eng Kéier villmools Merci.

An ech ka mech nëmmen de Wënsch uschléissen, wat d'Wahlcampagne ugeet. Ech kucken dat vu méi wäit.

(Hilarité)

An ech wäert mer elo missen uwinnen, fir d'Sprooch vu Bënzelt erëm méi ze schwätze wéi an deene leschte Joren.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dann d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Här President, ech soen lech och villmools Merci fir déi léif an - ech muss och éierlech zouginn - déi passend Wieder, déi Der u mech adresséiert hutt.

(Hilarité)

Ech muss och gradesou éierlech soen, dass ech viru bal 15 Joer mat ganz vill Freed an och Dankbarkeet hei erakomm sinn an dass ech mat darselwechter Freed a mat darselwechter Dankbarkeet och erëm hei fortginn. An ech erklären lech och, firwat: well do dertéschent, an deene 15 Joer, war et fir mech eng ganz spannend, eng ganz interessant Zäit heibannen, wou ech och gemierkt hunn, dass nieft deene verschiddene politesche Couleure mer awer ee gemeinsam Zil hunn, obwuel mer aner Iddien, vläicht aner Weeër oder sécher aner Weeër hunn. Mä déi Diskussiounen, déi mer hei gefouert hunn, déi waren awer ganz interessant an déi hunn, denken ech och, am Laf vun de Joren onst Land och e bësse widerbruecht.

Mir hu vill zesumme gelaacht. Mir hunn och leider zesumme gekrasch, mä zumindest hu mer dat zesumme gemaach. An dat war perséinlech och fir mech en immens grouse Reconfort. Ech gi mat Freed fort, well ech en anere Projet hunn, well ech elo contrairement zu lech eng verlängert Vakanz wäert hunn, well ech vill Zäit fir all déi Leit wäert hunn, déi an der Lescht vläicht mech net esou vill haten.

An éier ech elo ophalen hei mat schwätzen, wollt ech awer och ennersträchen, dass mir hei an dëser Chamber onheemlech kompetent a frëndlech Mataarbechter hunn, an hinnen och alleguerten e grouse Merci dofir!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Alexander Krieps.

► **M. Alexander Krieps** (DP).- Merci, Här President. Ech hu mech ni geschummt, Member hei an deem Haus ze sinn. Ech war ëmmer frou, hei ze sinn. Et war fir mech eng grouse Éier. Ech kommen aus enger politescher Famill. An dat huet mer heiansdo..., ech war zéng Joer an der Majoritéit, fënnf Joer an der Opposition. Et ass mer zwar heiansdo virkomm, wéi wann ech 15 Joer an der Opposition gewiescht wär!

(Hilarité)

Mä dat gesot, hunn ech hei ganz vill, wéi d'Viviane Loschetter gesot huet, interessant Leit begéint aus alle Sparte vum Liewen an déi alleguer, ouni eng eenzeg Ausnam, d'Wuel vum Land a vun de Bierger virun Aen haten. Dovu sinn ech iwwerzeegt, och déi Kolleeg vun deene kleng Parteiën oder esou, déi sech ëmmer agesat hunn - ech denken u meng Frënn vis-à-vis - fir déi Äermst am Land. Ech maachen hei keng Wahlcampagne, mä ech hunn och anerer gäre gehat; dem Gast Gibéryen säin Humor, deen huet zwar an der Lescht ofgehall.

(Hilarité et interruption)

Ech war de Mëtteg mat enger Journalistin iesse, an dunn huet se gesot: „Här Krieps, Dir sidd ganz roueg ginn.“ Ech weess net, ob et ass wéinst deene sechs Pëlle moies a fënnf owes.

(Hilarité)

Mä ech mengen, dass gesot, wollt ech effektiv och nach eng Kéier dem Claude Frieseisen Merci soen a senger ganzer Mannschaft, well dat ass vill Aarbecht an dësem Haus.

Ech wollt menger Famill, menge véier Kanner a menger gudder Fra Mieke, Merci soe fir hir konstruktiv Kritik doheem,...

(Hilarité)

...déi huet et och ëmmer gereent. An ech muss lech nach eng Kéier widderhuelen, Här President, mir zwee si jo ëmmer gutt eens ginn. Ech wäert e bësse vläicht d'Parlament vermessen, mä ech ginn och elo, wéi d'Madamm Loschetter, an d'Vakanz an da gesi mer virun.

Déi éischt Vakanz sinn zwar op Käschte vum Steierzueler, mä dann duerno wäert ech mech dann zreckleeën a Bicher liesen. A meng Fra huet mer un d'Häerz geluecht, ech soll danz léieren. Dat gëtt déi schwierest Operatioun.

(Hilarité)

Mä ech soen lech alleguer Merci an ech hoffe fir lech all, dass Der gutt Resultater bei de Wahlen hutt, a speziell meng jonk Fraktioun hei - dat war och e Pleséier, an enger ganz jonker Fraktioun ze sinn. Déi hu mech ëmmer ennerstëtzt an ech wäert si och ennerstëtzen.

Här President, Merci villmools!

► **Plusieurs voix**.- Bravo!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An den Här Frank Arndt huet d'Wuert.

► **M. Frank Arndt** (LSAP).- Jo, de Frank ass net esou laang derbäi, fënnf Joer, awer en huet geléiert hei, villes geléiert! An engem Henri en décke Merci, well virauser hunn ech mech dohanne mat him dohinnersat, e Bënzelter Jong, an eng Foto gemaach a gesot: „Esou wäit, wéi deen Här komm ass, all Respekt! Émmer fir d'Politik en oppent Ouer, ni Polemik.“ Dat ass de Beweis, dass et esou geet. An ech denken, dass vun deene véier, déi elo ginn, ech elo d'Éier hunn, bal dat lescht Wuert ze soen, an Här President, erlaabt mer, dass als e bësse méi e Jonken ze soen, dass et eng Éier war, fir hei matzschaffen!

Ech hu mer et net kënnen virstellen, dass muss ech lech éierlech soen. Jo, ech hu mech gemellt gehat, wéi jiddweree sech eng Kéier mell, fir matzuegoen. Ech hu mäi Choix gemaach. Dee Choix war déi lescht Joren zimlech decisiv. An ech soen lech einfach, dass et fir eng geliefte Politik immens wichteg ass, ob fir eng Lékn, ob fir eng ADR oder fir egal wellech Fraktioun, déi heibannen ass, dass et immens wichteg ass, déi Diskussiounen, déi heibanne stattfannen. Bon, si ginn heiansdo kontraproduktiv gesinn. Si ginn heiansdo applaudéiert. Mä si hunn eis iwwert déi fënnf Joer, wou ech konnt derbäi sinn, nëmme widerbruecht.

Ech wënschen natierlech och menger Fraktioun an den nächste Wahlen nëmmen dat Besch, dat kennt Der lech jo virstellen. An ech wëll lech eppes versprechen: Mir maachen d'nächst Joer e Konveniat zu véier.

(Hilarité)

Mir kommen lech besichen.

(Hilarité)

Mir wëssen nach net, wéini datt mer dat maachen, mä esou e klengen Uschub, dass kritt Der vu mir dann, dass wäerte mer da maachen.

An deem Sënn, nach eng Kéier Merci fir déi flott Erfahrung, déi ech hunn dierfe kréien hei, awer och fir d'Versteesdemech, dass ech mech op meng Gemeng wëll konzentréieren.

Merci.

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kolleeginnen, Kolleegen, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten, eisen éffentlechen Aarbechte mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet ukomm, um Enn vun der leschter Sëtzung och. Ech géif lech dann invitéieren, fir zesummen nach e Patt ze drénken - net nëmme Cremant, mä e Cremant, well en esou gutt ass!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm, a Rendez-vous niewendrun. E schéinen Owend, an all deenen, déi eis regelméisseg nokucken, eng schéi Vakanz!

(Fin de la séance publique à 19.09 heures)



Sommaire des séances publiques n^{os}56, 57, 58 et 59

56^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 769
7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux	p. 769
7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil	p. 770-776
7287 - Projet de loi modifiant:	
1 ^o le Code de procédure pénale;	
2 ^o la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;	
3 ^o la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;	
4 ^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)	p. 776-779
Ordre du jour	p. 779
7320 - Projet de loi portant modification:	
1 ^o du Code pénal;	
2 ^o du Code de procédure pénale;	
3 ^o de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales	p. 779-782

57^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 783
Ordre du jour	p. 783
7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage	p. 783-784
7320 - Projet de loi portant modification:	
1 ^o du Code pénal;	
2 ^o du Code de procédure pénale;	
3 ^o de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite)	p. 784-785
7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	p. 785-787
7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail	p. 787-788
7293 - Projet de loi portant modification	
1 ^o du Code du travail;	
2 ^o de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;	
3 ^o de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;	
4 ^o de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;	
5 ^o de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;	
6 ^o de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;	
7 ^o de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal	p. 788
7311 - Projet de loi modifiant	
1 ^o le Code du travail; et	
2 ^o le Code de la Sécurité sociale	
en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée	p. 788-793

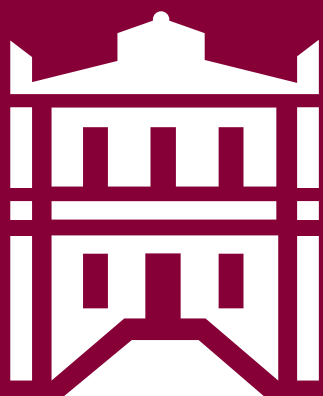
58^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 794
Ordre du jour	p. 794
Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)	p. 794
Ordre du jour (suite)	p. 794
Question parlementaire n ^o 3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés	p. 794-795
Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite)	p. 795-797

59^e séance

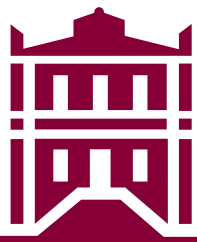
Ouverture de la séance publique	p. 798
7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances	p. 798-799

Question urgente n ^o 3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries	p. 800
7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n ^o 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission	p. 800-801
7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	p. 801-802
7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant	
1 ^o la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;	
2 ^o la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;	
3 ^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État	p. 802-804
7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État	p. 804
7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État	
et	
7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:	
1 ^o de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;	
2 ^o de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;	
3 ^o de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;	
4 ^o de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;	
5 ^o de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;	
6 ^o de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;	
7 ^o de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;	
8 ^o de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;	
9 ^o de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;	
10 ^o de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;	
11 ^o de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;	
12 ^o de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;	
13 ^o de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;	
14 ^o de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et	
15 ^o de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police	p. 804-812
7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite)	p. 812
7292 - Projet de loi	
1 ^o portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;	
2 ^o relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen	p. 812-814
7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7)	p. 814-815
Discours de fin de législature de M. le Président	p. 815-816



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram





Compte rendu n°1

1^{re} séance

Ouverture de la séance publique	p. 1
Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018	p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 1
Discours de M. le Président	p. 1
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 1
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation	p. 1
Communications	p. 1-3
Ordre du jour	p. 3
7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain	p. 3
7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits	p. 3-4

2^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 4
6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel	p. 4-6
7102 - Projet de loi	
1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;	
2) modifiant le Code du travail;	
3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;	
5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant	
1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;	
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;	
3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;	
4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;	
5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées	p. 6-9
6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»	p. 9-12

3^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 13
Ordre du jour	p. 13
7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration	p. 13
7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation	p. 13-14

Compte rendu n°2

4^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 15
Communications	p. 15-16
Changements de composition de commissions parlementaires	p. 16
Changement de composition du comité de discipline	p. 16
Ordre du jour	p. 16
Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth	p. 16
Ordre du jour (suite)	p. 16
Renouvellement du mandat du Président, du Vice-Président et d'un conseiller à la Cour des comptes	p. 17
6844 - Projet de loi portant	
1. modification de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du travail	
2. modification de l'article 3 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises	p. 17-19
7185 - Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017	p. 19-20
7192 - Projet de loi portant approbation du Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013	p. 21-22
6409 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale	p. 22-25

5^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 26
6884 - Projet de loi portant approbation	
1. du Règlement général de l'Union postale universelle adopté au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012;	
2. de la Convention postale universelle et de son Protocole Final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012	p. 26-27
7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques	p. 27-28
7116 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001	p. 28-29
Interpellation de de M. Fernand Kartheiser au sujet de la liberté d'expression	p. 29-41

6^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 42
Changement de composition d'une commission parlementaire	p. 42
Ordre du jour	p. 42
Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy»	p. 42-55
Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger	p. 55-56
Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy» (suite)	p. 56-63
Motion de M. Gilles Roth relative à la réforme des stock-options	
et	
Motion de M. Eugène Berger relative à la mise en oeuvre pour le 1 ^{er} janvier 2018 de la modification du taux et du renforcement des obligations de notification	p. 63-65

Compte rendu n°3

7^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 66
---------------------------------	-------

Communications	p. 66
Ordre du jour	p. 66-67
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 67
- Question n°280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 67
- Question n°281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement	et

- Question n°3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement	p. 67-68
- Question n°282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé	p. 68
- Question n°283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture	p. 68
- Question n°284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 68-69
- Question n°285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 69

- Question n°286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 69
Question élargie n°26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative	p. 70
Question élargie n°25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement	p. 70-71

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar	p. 71
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23 ^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn	p. 71-75
Message de M. le Président	p. 75

7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale	p. 75-76
7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange	p. 76-78
7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008	p. 78-79

7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg	p. 79
---	-------

8^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 80
Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député	p. 80
Communications	p. 80
Ordre du jour	p. 80
Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,	

sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire	p. 80-82
Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire	p. 82-94
Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen	p. 94
7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire	p. 94-96

7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire	p. 94-96
---	----------

Compte rendu n°4

9^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 97
Ordre du jour	p. 97
7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 97-101
Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite)	p. 101
Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite)	p. 101
7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite)	p. 101

7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement	p. 101-104
--	------------

7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État	p. 104-110
--	------------

7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant	
--	--

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;	
--	--

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;	
---	--

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	p. 110-111
--	------------

7212 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016	p. 111-112
---	------------

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes	p. 112
---	--------

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur	p. 112
---	--------

10^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 112
Communications	p. 112-113
Ordre du jour	p. 113
7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:	

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions lé-



gislatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 113-115

11^e séance

Ouverture de la séance publique p. 116

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances p. 116-118

- Discussion générale p. 118-129

Ordre du jour p. 129

12^e séance

Ouverture de la séance publique p. 130

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- Discussion générale (suite) p. 130-143

Compte rendu n°5

13^e séance

Ouverture de la séance publique p. 145

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- Prise de position du Gouvernement p. 145-148

- Votes sur les projets de loi 7200 et 7201 et dispenses du second vote constitutionnel p. 150

- Motions p. 150-151

Ordre du jour p. 148

7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016 p. 148-150

Ordre du jour (suite) p. 151

6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable p. 151-152

7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal p. 152-153

7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État p. 153-154

14^e séance

Ouverture de la séance publique p. 155

Question urgente n°3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d'incendie et de secours p. 155-156

6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale p. 156-157

7060 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales p. 157-163

7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 p. 163-167

7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or;

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel;

Motion n°1 de M. David Wagner relative à l'introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

et

Motion n°2 de M. David Wagner relative à l'opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201) p. 167-175

Discours de fin d'année de M. le Président p. 175

Compte rendu n°6

15^e séance

Ouverture de la séance publique p. 176

Communications p. 176-177

Ordre du jour p. 177

Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur p. 177-178

Ordre du jour (suite) p. 178

Heure de questions au Gouvernement

- *Question n°287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et*

- *Question n°288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 178-179*

- *Question n°289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement) p. 179*

- *Question n°290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 179-180*

- *Question n°291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Katheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 180*

- *Question n°292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 180-181*

- *Question n°293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 181*

- *Question n°294 du 16 janvier 2018 de Mme Josée Lorsché relative à la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

et

- *Question écrite n°3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 181-182*

- *Question n°295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 182*

- *Question n°296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxembourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 182*

- *Question n°297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 182-183*

- *Question n°298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

et

- *Question écrite n°3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 183*

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL p. 183-186

6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière p. 187-189

7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles p. 189-191

Ordre du jour (suite) p. 191

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 191-195

16^e séance

Ouverture de la séance publique p. 195

Changement de composition du comité de discipline p. 195

Ordre du jour p. 195

7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises p. 195-210

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite) p. 210

7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015 p. 210-211

7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014 p. 211

7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015 p. 211-212



7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016 **p. 212-213**

Changement de composition du comité de discipline (suite) **p. 213**

17^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 214**

Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire **p. 214-215**

Communications **p. 215**

Ordre du jour **p. 215**

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi **p. 215-216**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 216**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 216**

Hommage à Mme Anne Brasseur **p. 216**

Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur **p. 216**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 216**

Question élargie n°28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel **p. 217-218**

7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal **p. 218-225**

7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché **p. 225-226**

7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit **p. 226-229**

7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée **p. 229**

Compte rendu n°7

18^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 231**

7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 231-242**

7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire **p. 242-246**

7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental **p. 246-247**

19^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 248**

6982 - Projet de loi sur les marchés publics **p. 248-253**

7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 253-254**

7111 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police **p. 254-256**

20^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 257**

Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire **p. 257**

Communications **p. 257**

7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale **p. 257**

Ordre du jour **p. 257**

Heure de questions au Gouvernement

- *Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* **p. 257-258**

- *Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale*

et

- *Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale* **p. 258-259**

- *Question n°302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie* **p. 259**

- *Question n°303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* **p. 259**

- *Question n°304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biennuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie* **p. 259-260**

- *Question n°305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* **p. 260**

- *Question n°306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie* **p. 260**

- *Question n°307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* **p. 260-261**

- *Question n°308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement* **p. 261**

- *Question n°309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale* **p. 261**

Ordre du jour (suite) **p. 261**

Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État **p. 262**

7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux **p. 262-264**

Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois **p. 264-271**

Compte rendu n°8

21^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 272**

7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national **p. 272-278**

7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017 **p. 278-280**

7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016 **p. 280-281**

7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016 **p. 281-282**

7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017 **p. 282-284**

7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce **p. 284**

Ordre du jour **p. 284**

7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

et

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017 **p. 284-286**

22^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 287**

Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur **p. 287-288**

7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers **p. 288**

Débat de consultation sur la problématique du logement **p. 288-304**

Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner **p. 302-303**

23^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 305**

Communications **p. 305**

7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 305**

Ordre du jour **p. 305**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère **p. 305-311**

7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées **p. 311-315**

Compte rendu n°9

24^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 316**

Débat sur la politique européenne et étrangère **p. 316-329**

6982 - Projet de loi sur les marchés publics **p. 329-330**

25^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 330**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies **p. 330-334**

Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration **p. 334-342**

26^e séance

Ouverture de la séance publique **p. 342**



Communications p. 342

Ordre du jour p. 342

6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours p. 342-352

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves p. 352

Annnonce de la démission de M. Claude Adam p. 352

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite) p. 352

Compte rendu n°10

27^e séance

Ouverture de la séance publique p. 353

7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV p. 353-356

Ordre du jour p. 356

Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire p. 356-364

28^e séance

Ouverture de la séance publique p. 365

7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et

4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 365

7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 366

7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz») p. 366-371

7226 - Projet de loi portant approbation de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance”, faite à Nicosie, le 8 mai 2017 p. 371-372

7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 372-378

Hommage à M. Roger Negri p. 378

Hommage à M. Claude Adam p. 378-379

29^e séance

Ouverture de la séance publique p. 380

Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 380

Communications p. 380

Ordre du jour p. 380

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson p. 380-382

Changements de composition des commissions parlementaires p. 382

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 382

Octroi de deux titres honorifiques p. 382

Ordre du jour (suite) p. 382

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

- Question n°311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 382-383

- Question n°312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système carsharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 383-384

- Question n°313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour LuxTram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

- Question n°314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1^{er} mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

- Question n°315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 384-385

7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données p. 385-386

7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales p. 386-388

7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 388-392

7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 392-395

Compte rendu n°11

30^e séance

Ouverture de la séance publique p. 396

Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire p. 396

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial p. 396-399

7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016 p. 399-400

7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile p. 400

Débat de consultation sur l'aménagement du territoire p. 401-416

31^e séance

Ouverture de la séance publique p. 417

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement p. 417-420

7138 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 420-421

Débat de consultation sur la mobilité p. 421-434

32^e séance

Ouverture de la séance publique p. 434

Communications p. 434

Ordre du jour p. 434

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 434-437

Compte rendu n°12

33^e séance

Ouverture de la séance publique p. 438

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) p. 438-440

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

- Débat général p. 440-449

34^e séance

Ouverture de la séance publique p. 449

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 449-459

Ordre du jour p. 459

Changement de composition d'une commission p. 459

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 459-460

- Prise de position du Gouvernement p. 460-461

- Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité» p. 461-467

- Prise de position du Gouvernement p. 467-468

35^e séance

Ouverture de la séance publique p. 468

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 468-473

- Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État» p. 473-476

- Prises de position du Gouvernement p. 476-480

Compte rendu n°13

36^e séance

Ouverture de la séance publique p. 481

Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école

p. 481-482

Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées p. 482-483

7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'emploi de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 483-486

6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique;

- au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

et portant abrogation de



- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne p. 486-487

7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 487-488

7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 488-489

7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics,

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

et

6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics p. 489-499

37^e séance

Ouverture de la séance publique p. 500

Communications p. 500-501

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 501

Ordre du jour p. 501

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 501

- Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 501-502

- Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 502

- Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances p. 502

- Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 502-503

- Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Kierjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

- Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 503

- Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAS au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 503-504

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler p. 504

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord p. 504-507

Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire p. 507-508

7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 p. 508-509

7175 - Projet de loi portant approbation de 1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017 p. 509-510

7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gächel, le 4 juillet 2016 p. 510

7157 - Projet de loi du [...] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37 p. 510-514

7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012 p. 514-515

7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 515

7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement p. 515-516

38^e séance

Ouverture de la séance publique p. 517

7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les

conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 517-521

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles p. 521-529

Compte rendu n°14

39^e séance

Ouverture de la séance publique p. 530

Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013 p. 530

Communications p. 530-531

7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État p. 531

Ordre du jour p. 531

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis

et

Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1^{er} juin 2018 p. 531-535

6994 - Projet de loi sur la protection des animaux p. 535-542

7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil p. 542-543

40^e séance

Ouverture de la séance publique p. 544

Communications p. 544

Ordre du jour p. 544-545

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire p. 545

- Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 545

- Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

- Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 545-546

- Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 546

- Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 546-547

- Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1^{er}, première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 547

- Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 547

- Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 547

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite) p. 547-548

7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police p. 548-557

7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques p. 557

7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables p. 557-558

7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés p. 558-559

41^e séance

Ouverture de la séance publique p. 559

7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des



traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale p. 559-566

7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 p. 566-568

7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg p. 568-574

Compte rendu n°15

42^e séance

Ouverture de la séance publique p. 576

6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;

2. du Code civil;

3. du Code pénal;

4. du Code de la sécurité sociale;

5. du Code du travail;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;

11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 576-588

6921 - Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

1) du Code de procédure pénale,

2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,

3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques p. 588-592

7205 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes p. 592-593

7219 - Projet de loi

1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce;

2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973 p. 593-594

6984 - Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification:

1. du Code pénal;

2. du Code du travail; et

3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics p. 594-595

7211 - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - anexe Mersch p. 595

43^e séance

Ouverture de la séance publique p. 596

Communications p. 596

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 596-597

Ordre du jour p. 597

Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry p. 597

Ordre du jour (suite) p. 597

Résolution de M. Alex Bodry relative à la décision de ne pas siéger en session ordinaire le 9 octobre 2018 à 14.30 heures p. 597

7181 - Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire et modification de

1° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2° la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers p. 597-604

7203 - Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) n°655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires p. 604-605

Ordre du jour (suite) p. 605

7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 605

Ordre du jour (suite) p. 605

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise p. 605-606

44^e séance

Ouverture de la séance publique p. 607

7260 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017 p. 607-608

7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (suite) p. 608-609

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite) p. 609

7261 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017 p. 609-610

7173 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif p. 610-615

7231 - Projet de loi relative à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 p. 615-622

Compte rendu n°16

45^e séance

Ouverture de la séance publique p. 623

7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 623-624

6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires p. 624-628

7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la co-

opération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016

p. 628-629

7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie p. 629-633

Hommage à M. Marcel Oberweis p. 633

46^e séance

Ouverture de la séance publique p. 634

Communications p. 634-635

Ordre du jour p. 635

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Kongsbrück p. 635

Changements de composition des commissions parlementaires p. 635

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 635-636

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 636

- Question n°333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 636

- Question n°334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 636

- Question n°335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire p. 636-637

- Question n°336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 637

- Question n°337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 637

- Question n°338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 637

- Question n°339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances p. 637-638

- Question n°340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement p. 638

- Question n°341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des États-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 638-639

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg p. 639-642

7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1^{er} du Code de la sécurité sociale p. 642-645

7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale p. 645-647

7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative p. 647-648

7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 648-651

7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1^{er} de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens p. 651

47^e séance

Ouverture de la séance publique p. 652

7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale p. 652-658

7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair p. 658-659

7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018 p. 659-660

7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 660



7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales
p. 660-661

48^e séance

Ouverture de la séance publique p. 662

7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1^o du Code de la sécurité sociale;

2^o du Code du travail;

3^o de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4^o de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5^o de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation
p. 662-665

7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
p. 665-667

7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1^o le développement et la diversification économiques, 2^o l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
p. 667-671

7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017
p. 671

7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
p. 671-672

Compte rendu n°17

49^e séance

Ouverture de la séance publique p. 674

Communications p. 674

Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis p. 675

Ordre du jour p. 675

Question élargie n°32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail p. 675

7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M
p. 675-678

7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

1^o du Code de la sécurité sociale;

2^o du Code du travail;

3^o de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

4^o de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5^o de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

6^o de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une mai-

son de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

7^o de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

et portant abrogation

de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
p. 678-687

6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1^o de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3^o du décret modifié du 18 juin 1811 concernant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais
p. 687-690
p. 690-693

Ordre du jour (suite) p. 690

7195 - Projet de loi portant:

1^o transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2^o modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement
p. 693

7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
p. 693-694

50^e séance

Ouverture de la séance publique p. 694

7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance
p. 694-696

6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne
p. 696-697

7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13
p. 697-699

7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas
p. 699-700

7152 - Projet de loi portant

1^o transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2^o modification du Code de procédure pénale;

3^o modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale
p. 700-702

7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie
p. 702-704

7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017
p. 704

51^e séance

Ouverture de la séance publique p. 705

7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonc-

tionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1^{er} février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État
p. 705-706

7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État
p. 706-707

7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV
p. 707-710

7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»
p. 710-712

52^e séance

Ouverture de la séance publique p. 713

Communications p. 713

Octroi de titres honorifiques p. 713

Ordre du jour p. 713

7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1^o du Code du travail; et

2^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
p. 713-716

7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
p. 716-722

7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
p. 722

7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch
p. 722-724

Ordre du jour (suite) p. 724

Compte rendu n°18

53^e séance

Ouverture de la séance publique p. 726

7283 - Projet de loi portant modification:

1^o de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;

2^o de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3^o de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4^o de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute
p. 726-730

7277 - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018
p. 730

7004 - Projet de loi modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg;

3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité
p. 730-732

6810 - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte
p. 732-738

7220 - Projet de loi portant modification

1^o du Code pénal;

2^o du Code de procédure pénale;

3^o du Nouveau Code de procédure civile;

4^o de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

5^o de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

6^o de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

7^o de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

8^o de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du Code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle, en vue d'adapter le régime de confiscation
p. 738-740

7305 - Projet de loi

1^o relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et

2^o modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2ter
p. 740

54^e séance

Ouverture de la séance publique p. 741

7208 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et modifiant

1. la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

2. la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), et

3. la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays
p. 741-742

7327 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs
p. 742-744

7335 - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés
p. 745

7169 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique
p. 745-751

55^e séance

Ouverture de la séance publique p. 752

Communications p. 752

Ordre du jour p. 752

Heure d'actualité au sujet du plan du Gouvernement britannique pour l'après-Brexit
p. 752-755



7142 - Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues
p. 755-758

7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État
p. 758-760

7207 - Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012
p. 760-762

7235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013
p. 762

7264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre
p. 762-764

7303 - Projet de loi
1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et
2° modifiant la dénomination du lycée
p. 764-765

7334 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren
p. 765-767

7343 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés
p. 767-768

Compte rendu n°19

56^e séance

Ouverture de la séance publique p. 769

7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
p. 769

7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil
p. 770-776

7287 - Projet de loi modifiant:

1° le Code de procédure pénale;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de

l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) p. 776-779

Ordre du jour p. 779

7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales
p. 779-782

57^e séance

Ouverture de la séance publique p. 783

Ordre du jour p. 783

7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage
p. 783-784

7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite)
p. 784-785

7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
p. 785-787

7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail
p. 787-788

7293 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal
p. 788

7311 - Projet de loi modifiant

1° le Code du travail; et

2° le Code de la Sécurité sociale

en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée
p. 788-793

58^e séance

Ouverture de la séance publique p. 794

Ordre du jour p. 794

Débat d'orientation sur le rapport d'activité de

l'Ombudsman (2017) p. 794

Ordre du jour (suite) p. 794

Question parlementaire n°3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés
p. 794-795

Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite) p. 795-797

59^e séance

Ouverture de la séance publique p. 798

7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances
p. 798-799

Question urgente n°3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries
p. 800

7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission
p. 800-801

7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
p. 801-802

7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
p. 802-804

7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État
p. 804

7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
et

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne

portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police
p. 804-812

7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite)
p. 812

7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen
p. 812-814

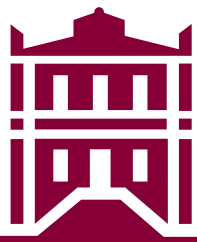
7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7)
p. 814-815

Discours de fin de législature de M. le Président
p. 815-816



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
3987	Max Hahn, Claude Lamberty	Surchauffe des maisons passives	4032	Gusty Graas	Échange éventuel de territoires entre la Serbie et le Kosovo
3988	Fernand Kartheiser	Bornes de recharge pour voitures électriques	4036	Laurent Mosar	Taxation des Gafa
4021	Diane Adehm, Gilles Roth	Décision prise par la Cour de justice de l'Union européenne	4037	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans les domaines de droit
4022	Gusty Graas	Sensibilité électromagnétique	4040	Martine Hansen	Peste porcine africaine
4024	Max Hahn	Indemnités des pompiers volontaires	4041	Gusty Graas, Edy Mertens	Peste porcine
4026	André Bauler, Gusty Graas	Systèmes dits du «carry back» et du «carry forward»	4046	Eugène Berger	Évolution de la situation budgétaire de l'État au premier semestre 2018
4029	Alex Bodry	Formalités lors du dépôt des listes de candidats pour les élections législatives	4050	Cécile Hemmen	Recherche médicale et clinique
4031	Claudia Dall'Agnol	Voyeurisme	4052	Gusty Graas	Protoxyde d'azote (gaz hilarant)
			4053	Josée Lorsché	Installation de quatre nouveaux appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM)
			4073	Laurent Mosar, Claudine Konsbruck	Vote par correspondance

Question 3987 (10.08.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant la surchauffe des maisons passives:

Dans sa réponse à notre question parlementaire n°3889 du 21 juin 2018, Monsieur le Ministre renvoie aux dispositions en matière de protection thermique du règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation. Ce règlement prévoit des mesures concrètes qui devraient éviter la surchauffe du bâtiment en saison estivale, et rendre l'installation d'un système de climatisation inutile.

Cependant, il nous revient que bon nombre de personnes se voient obligées à installer une climatisation, en raison justement d'une surchauffe de leur maison et en raison de la difficulté à installer des systèmes de refroidissement géothermique après la construction d'un bâtiment.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cas particuliers?

- Une étude a-t-elle été réalisée au préalable confirmant l'efficacité des mesures prévues par le règlement précité?

- Jusqu'à quelle température extérieure ces mesures devraient-elles en principe garantir un confort thermique?

- Étant donné que beaucoup de personnes installent une climatisation ex post, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait de mise de permettre également une installation ex ante?

Réponse (24.10.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Tout en considérant la réponse à la question parlementaire n°3889 du 21 juin 2018, il y a lieu de souligner que le risque de surchauffe des bâtiments n'est, de façon générale, pas lié au standard énergétique respectivement au niveau d'isolation du bâtiment.

Le risque d'une potentielle surchauffe de bâtiments est notamment lié à la conception architecturale du bâtiment, et plus particulièrement en ce qui concerne le recours à d'importantes parts vitrées dans le bâtiment. Afin de garantir dans ces cas une protection thermique adéquate en été, l'installation et l'opération adaptée de protections solaires extérieures est nécessaire pour protéger les parts vitrées.

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit des dispositions concrètes afin d'éviter les surchauffes dans les bâtiments d'habitation. Ces dispositions tiennent compte des développements en la matière au niveau européen et dans les pays limitrophes, qui ont été élaborées sur base de simulations dynamiques de bâtiments et ont été calibrées sur base des plages de températures extérieures qui prévalent dans nos latitudes.

Les dispositions concernant la protection thermique estivale ont été renforcées en 2016 par l'introduction d'une nouvelle méthode de calcul qui définit l'exigence à respecter en fonction de la part vitrée, des dimensions et des capacités d'accumulation thermique du local critique du bâtiment concerné. Le respect

des exigences en question doit être documenté et faire partie de la demande d'autorisation de construire.

Des cas dans lesquels l'installation d'une climatisation devient nécessaire n'ont pas été portés à ma connaissance jusqu'à présent. Reste à préciser que les services concernés de mon ministère entretiennent des contacts périodiques avec les acteurs du marché et poursuivent l'ambition d'échanger couramment sur les exigences en matière de performance énergétique des bâtiments, échanges qui incluent également les réformes des méthodologies de calcul sur lesquelles sont basées les exigences.

Finalement, il y a lieu de préciser que par le biais des dispositions actuellement en vigueur en matière de performance énergétique des bâtiments et les conditions édictées pour l'allocation des aides financières, le Gouvernement ne veut pas créer d'incitatif en vue de l'installation de systèmes de refroidissement énergétiquement non efficaces allant à l'encontre d'une politique climatique raisonnable qui mise sur les mesures passives.

En guise de conclusion et au vu de ce qui précède, j'estime qu'il n'y a donc pas de nécessité de procéder à des modifications du cadre réglementaire actuellement en vigueur.

Question 3988 (10.08.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les bornes de recharge pour voitures électriques:

Am Kader vun der Promotioun vun der Elektromobilitéit sinn zu Lëtzebuerg eng Rei vu Bornen installéiert gi fir d'Opluede vun den Elektrogefierer. Anerer kommen nach dobäi.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Borne vu wéi engem Typ goufe bis elo zu Lëtzebuerg installéiert?

2. Wéi vill verschidden Typen vu Borne fir Elektroautoe gëtt et a sinn déi standardiséiert?

3. Wéi vill Bornen, déi ganz séier lueden (Supercharger-Bornen), ginn et zu Lëtzebuerg?

4. Missten, an den Ae vum Här Minister, där Supercharger-Bornen net bei all Taxistatioun - besonnesch op der Gare an um Flughafen - stoen, well soss ze vill Zäit fir d'Opluede verluer geet?

Réponse commune (26.09.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

ad 1. Vun den 800 éffentlech accessibelen Opluedstatiounen, déi no den Ufuederunge vun ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché landeswäit bis Enn 2020 vun de Stroumnetzbedreier installéiert wäerte ginn an énnert dem Numm „Chargy“ vermaart ginn, sinn der am Moment 204 installéiert. Zousätzlech dozou kommen nach 34 „Chargy OK“-Opluedstatiounen, déi nach vun aneren éffentlechen oder privaten Akteuren installéiert goufen a genee d'selwecht, wéi déi 800 Statiounen vun de Stroumnetzbedreier, funktionéieren. Vu datt déi meescht Opluedstatiounen zwee Autoe gläichzäiteg kënnen oplueden, waren Ufank September 472 Parkplazen equipéiert, fir nozuelueden.

ad 2. Et gi weltwäit eng Rei vu verschidden Typen vu Steckeren, fir Elektroautoen ze lueden.

An der Europäescher Unioun ass et fir éffentlech Opluedstatiounen, déi mat enger Leeschtung vu bis zu 22 kW séier kënnen lueden awer obligatoresch, datt dës op d'mannst mat engem Stecker vum „Typ 2“ (norme EN 62196-2) equipéiert sinn. Opluedstatiounen, déi méi séier kënnen lueden an déi mat Wiesselstrom funktionéieren, mussen op d'mannst och mat engem Stecker vum „Typ 2“ equipéiert sinn. Bei de schnellen Opluedstatiounen, déi mat Gläichstrom funktionéieren, muss op d'mannst ee Stecker vum Typ „Combo 2“ (norme EN 62196-3) installéiert sinn. Et ass wichteg ervirzehiewen, datt Elektroautoen, déi iwwert de „Combo 2“ kënnen séier geluede ginn, och émmmer iwwert den „Typ 2“ kënnen méi lues geluede ginn.

Alleguerten d'„Chargy“ an „Chargy OK“-Opluedstatiounen si mat „Typ 2“-Steckeren equipéiert a kënnen bis zu 22 kW séier lueden.

ad 3. Wat dat séiert Luede vun Elektroautoen uegt, esou schwätzt ee vu Luedleeschtungen ab 22 kW respektiv 50 kW.

An dës Kategorie falen och déi sougenannten „Supercharger“, déi am Moment mat bis zu 120 kW kënnen lueden. Heibäi handelt et sech awer ëm e private Service, deen am Moment just vun enger Autosmark ka benotzt ginn. Am Moment sti véier vun dësen „Supercharger“ op engem privaten Terrain vun engem Hotel an der Gemeng Schëtter.

Am Reseau „Chargy“ ginn et am Moment keng Opluedstatiounen, déi mat méi wéi 22 kW kënnen lueden. D'Iddi vun den 800 Opluedstatiounen ass, datt ee bei Bedarf am ganze Land d'Autonomie vu sengem Elektroauto einfach a séier vergréisseren kann. „Chargy“-Opluedstatiounen kënnen mat bis zu 22 kW Leeschtung lueden an doduerch an enger Stonn d'Autonomie ëm bis zu 150 km vergréisseren a ginn domadder d'fir am Alldag mat engem Elektroauto ze fueren.

ad 4. D'„Chargy“-Infrastruktur ass och accessibel fir Taxien, a vu datt eng gréisser Unzuel vu Statiounen bei de Gare an am Zentrum vun den Uertschaften installéiert ginn, profitéieren och d'Taxien dovun. Op groussen Taxistatiounen, wéi zum Beispill op der Gare an um Flughafen, ass et awer sécher sënnvoll ze kucken, ob een nach méi schnell Bornen installéiert, déi fir déi elektresch Taxie reservéiert sinn. D'Installatioun vun Opluedstatiounen, déi nëmme vun enger Autosmark kënnen benotzt ginn, gëtt net aktiv vun der Regierung ënnerstëtzt.

Fir an Zukunft mat engem Elektroauto och wäit reesen ze kënnen, gëtt am Moment vun der Regierung gekuckt, fir och Opluedstatiounen, déi mat mindestens 150 kW kënnen lueden, am Land ze installéieren. Dës solle prioritär beim Autobunnsresau opgeriicht ginn a sollen och kompatibel mam „Chargy“-System sinn.

Question 4021 (24.08.2018) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la décision prise par la Cour de justice de l'Union européenne:

En date du 13 août 2018, la Cour de justice de l'Union européenne a accepté d'examiner une plainte collective déposée contre les États de l'UE pour inaction climatique. Cette plainte porte sur la passivité des États européens face au réchauffement climatique. L'UE ne respecterait pas ses engagements qui, d'autant plus, ne seraient pas assez ambitieux. Cette inaction causerait, selon les plaignants, la baisse des ré-

coltes de différents producteurs. La plainte pourrait s'avérer historique et causer de vastes changements si les États européens étaient condamnés par après.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette plainte? Comment le Luxembourg se positionne-t-il au sein du Conseil des Ministres européens?

2) Quelles seraient les conséquences matérielles et financières en cas d'une condamnation des États européens?

3) Quelles sont les mesures prises par le Gouvernement pour faire face au réchauffement climatique?

Réponse (26.09.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) Il appartient in fine à la Cour de justice de l'Union européenne d'apprécier le bien-fondé juridique de la «plainte». Au niveau du Conseil, le Grand-Duché avait soutenu les délicats compromis ayant mené à la directive 2018/410 («système européen d'échange de quotas d'émission de CO₂ (ETS)»), au règlement (UE) 2018/841 relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 («LULUCF») et au règlement 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris («ESR»).

ad 2) Le Gouvernement ne peut pas se prononcer sur l'issue d'un procès en cours.

ad 3) Une multitude de mesures et d'actions ont été prises. Dans la suite je me permets d'énumérer que les éléments phares de la stratégie nationale.

Le Gouvernement est résolu à atteindre l'objectif de réduction des émissions de 40% en 2030 par rapport à 2005, fixé au niveau communautaire pour le Luxembourg par le règlement (UE) 2018/842 précité et de contribuer ainsi à la mise en œuvre des objectifs climatiques internationaux.

La stratégie nationale en matière de protection du climat se décline autour de plusieurs axes, qui selon l'accord de Paris, repose sur des objectifs de réduction, une stratégie d'adaptation et la réorientation des flux financiers.

Les initiatives nationales

Le pacte climat avec les communes, dont le champ d'application a été étendu aux thématiques de la pollution de l'air, de l'économie circulaire et du développement durable, continue à être une success-story luxembourgeoise: Toutes les communes sont dorénavant membres du pacte, 85% des communes certifiées et 32 conseillers climat engagés. Plus de 30 millions EUR de subventions ont été accordées aux communes entre 2013 et 2017 via le pacte et 23,7 millions EUR moyennant le Fonds pour la protection de l'environnement pour des projets dans le domaine de l'énergie.

La stratégie d'adaptation

La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique pour le Grand-Duché de Luxembourg adoptée en 2018 répond à un objectif fixé par le programme gouvernemental



de 2013 en matière de politique climatique au niveau national.

Elle énumère les conséquences prévisibles du changement climatique et identifie 13 secteurs affectés par ces conséquences. Il s'agit des secteurs du logement, de l'énergie, de la sylviculture, des infrastructures, de la gestion des crises, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de la santé, de la biodiversité, du tourisme, des espaces urbains, de la gestion de l'eau et de l'économie.

Pour chaque secteur, les conséquences liées au changement climatique ont été classées selon leur probabilité d'apparition ainsi que selon leur degré d'importance pour le Luxembourg. La stratégie propose ainsi de mener des actions en priorité pour les conséquences les plus pertinentes dans chaque secteur concerné par les effets du changement climatique.

La solidarité internationale

Dans le cadre de l'aide climatique internationale, le Luxembourg s'est engagé à investir 120 millions EUR entre 2014 et 2020. Environ 100 millions EUR de financements sont déjà affectés à ce jour, dont une enveloppe de douze millions EUR qui est réservée aux ONG. Une quarantaine de propositions de projets bi- et multilatéraux, dont 13 projets d'ONG, ont été soumises au ministère.

De plus, ensemble avec le Ministère des Finances, une «Climate Task Force» a été créée en vue de réorienter la place financière luxembourgeoise vers des investissements durables.

Les mesures sectorielles ciblées

- La prime house

L'aide accordée aux ménages pour la rénovation énergétique, la construction de logements à performance énergétique élevée ou l'utilisation d'énergies renouvelables est toujours sollicitée. Ainsi, plus de 16.000 projets ont été subventionnés entre 2014 et 2017 et la participation financière du régime «PRIME House» s'élève à 87 millions EUR depuis 2014. De plus, les délais de traitement des dossiers ont été fortement réduits à moins de trois mois.

- L'essor de l'énergie éolienne et de l'énergie photovoltaïque

En ce qui concerne les énergies renouvelables, on constate un doublement de la production d'électricité par PV et un triplement par éoliennes.

- La mobilité durable et le changement de paradigme dans la politique de mobilité

En matière de financements, 1.595.947.476 EUR ont été investis dans le rail, 173.645.880 EUR dans le tram et 19.894.700 EUR dans les pistes cyclables. En outre, les nouvelles mesures fiscales ont contribué à augmenter la part des véhicules électriques nouvellement immatriculés qui passent de 139 (2016) à 386 (2017) et les hybrides plug-in qui passent de 170 (2016) à 714 (2017).

L'élaboration du nouveau pacte climat national: «Generatioun Klima»

Ce troisième plan climat, intitulé «Generatioun Klima: de Klimaplang fir eis gemeinsam Zukunft», qui se trouve en phase de consultation interministérielle, devrait aboutir à une vision stratégique de la politique climatique pour les principaux secteurs concernés et mobiliser l'ensemble des acteurs pour aborder conjointement les défis du futur.

D'après les dernières estimations, le Luxembourg atteindra son objectif de réduction des gaz à effet de serre prévu par le protocole de Kyoto en 2020 tel qu'il a été amendé en 2012, mais se voit, avec un objectif de réduction de 40%, confronté à un défi considérable à l'horizon 2030 suite aux obligations découlant du règlement (UE) 2018/842 précité.

Des efforts restent ainsi nécessaires à moyen et long terme dans le domaine de la réduction des sources d'énergie fossile dans le domaine du transport. Il y a lieu de rappeler que le Luxembourg, en signant, puis en ratifiant l'Accord de Paris sur le climat, a accepté sa responsabilité de contribuer à la protection du climat, ce qui implique une réduction globale des émissions de gaz à effet de serre et une sortie progressive des sources d'énergie d'origine fossile. Une réduction des émissions de gaz à effet de serre doit passer, pour le Luxembourg, inévitablement par une baisse continue des ventes de carburants routiers, sachant que ces dernières représentent deux tiers des émissions de gaz à effet de serre attribuées au Luxembourg.

Question 4022 (27.08.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **sensibilité électromagnétique**:

La souffrance des personnes dites «électrohy-persensibles» augmente à mesure que le terri-

toire est de plus en plus couvert par le réseau téléphonique. Il s'agit de personnes qui ne supportent plus la moindre onde électromagnétique. Un rapport publié récemment par l'Agence nationale de sécurité sanitaire avançait le chiffre de 3,3 millions de personnes atteintes en France par l'hyperélectrosensibilité (EHS). Certains médecins sont d'avis qu'il s'agit d'une maladie environnementale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que des statistiques au sujet de personnes atteintes d'EHS sont connues au Luxembourg?

2) Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis qu'il s'agisse d'une maladie environnementale?

3) Est-ce que, le cas échéant, des mesures sont envisagées pour lutter contre ce problème?

Réponse (12.09.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) La Direction de la santé est au courant de la problématique de l'hyperélectrosensibilité (EHS), dont la Division de la santé au travail et de l'environnement effectue régulièrement des mesurages des champs électromagnétiques de basses et de hautes fréquences.

Cependant, la Direction de la santé ne dispose pas de statistiques concernant le nombre de personnes atteintes d'EHS, à l'exception des données saisies lors des mesurages des champs électromagnétiques dans le milieu public et privé (particuliers et entreprises).

ad 2) L'hyperélectrosensibilité électromagnétique est caractérisée par divers symptômes que les individus touchés attribuent à l'exposition aux champs électromagnétiques. Parmi les symptômes présentés on peut mentionner des symptômes dermatologiques (rougeurs, picotements), des symptômes neurasthéniques et végétatifs (fatigue, lassitude, difficulté de concentration, nausées, palpitation cardiaque et troubles digestifs). L'hyperélectrosensibilité électromagnétique se caractérise par une série de symptômes non spécifiques, pour lesquels on manque d'éléments tangibles sur le plan toxicologique ou physiologique.

D'après le dernier grand atelier international de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur ce sujet, cet ensemble de symptômes ne fait partie d'aucun syndrome reconnu. Néanmoins, l'OMS reconnaît depuis 2005 l'existence de cette hypersensibilité qui se «caractérise par des symptômes non spécifiques qui diffèrent d'un sujet à l'autre». L'OMS estime qu'il n'existe aucun diagnostic clair, ni de bases scientifiques qui permettent de relier les symptômes à une exposition électromagnétique.

Au Luxembourg, comme dans la plupart des pays de l'Union européenne, l'hyperélectrosensibilité aux ondes électromagnétiques n'est pas reconnue comme une maladie et continue à faire l'objet de controverses entre experts. La Direction de la santé continue à suivre les débats et les recommandations de l'OMS dans ce domaine.

ad 3) La Division de la santé au travail et de l'environnement reste attentive au sujet de la problématique de l'EHS et s'engage par voie de mesurages et de recommandations à réduire au maximum l'exposition du public et personnes privées aux champs électromagnétiques dans le but de lutter contre d'éventuels effets nocifs des nouvelles technologies sur la santé.

Question 4024 (27.08.2018) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **indemnités des pompiers volontaires**:

Depuis le 1^{er} juillet 2018, l'ensemble des services de secours sont regroupés sous le nouveau Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). La loi portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours prévoit que le conseil d'administration du CGDIS fixe les indemnités des pompiers volontaires pour l'exercice de leurs fonctions et de leurs activités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le conseil d'administration a déjà fixé les indemnités pour l'exercice des fonctions des pompiers volontaires ainsi que celles dues pour les permanences casernées et non casernées prestées?

- Dans l'affirmative, à combien s'élève cette indemnité?

- Dans la négative, pour quand la fixation de ces indemnités est-elle prévue?

Réponse (05.10.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Comme le soulève à juste titre l'honorable Député, et conformément à l'article 18 de la loi

du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, le conseil d'administration du CGDIS statue sur la fixation de ces indemnités, sous réserve de l'approbation du Gouvernement en conseil.

Le conseil d'administration du CGDIS en a effectivement délibéré lors de sa séance du 26 juillet 2018 en adoptant le règlement d'indemnisation qui fixe les indemnités des pompiers volontaires. Suite à l'approbation par le Gouvernement en conseil, la communication du règlement d'indemnisation ressortira de la compétence et de la responsabilité du CGDIS.

Je me permets, à l'occasion, de reproduire toutes les nouvelles mesures légales prises pour valoriser davantage l'engagement du volontariat:

- le pompier volontaire perçoit, pour l'exercice de ses fonctions et de ses activités au sein du CGDIS, des indemnités qui sont exemptes d'impôts;

- le pompier volontaire est remboursé jusqu'à hauteur de cinquante pour cent des paiements qu'il a effectués pour la souscription d'une pension complémentaire dans le cadre du régime de la prévoyance-vieillesse ou d'une assurance maladie privée complémentaire. Ce montant est adapté aux variations du coût de la vie;

- le pompier volontaire, qui a effectué au moins 15 ans de service, a droit à une allocation de reconnaissance. Ce montant est adapté aux variations du coût de la vie;

- le pompier volontaire peut profiter d'un congé spécial pour formations de 60 jours, ce qui se traduit en une augmentation de 18 jours par rapport à l'ancien système;

- le pompier volontaire profite d'un droit de priorité pour l'accès à la carrière du pompier professionnel.

Par le biais de ces mesures, le Gouvernement a montré son engagement et sa sensibilité envers l'engagement dont font preuve les pompiers volontaires au quotidien.

Question 4026 (29.08.2018) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** (DP) concernant les **systèmes dits du «carry back» et du «carry forward»**:

Avec la réforme fiscale de 2017, le Gouvernement a modifié les systèmes dits du «carry back» et du «carry forward» en faveur des exploitations agricoles, forestières et viticoles. En effet, ces systèmes permettent aux exploitants de compenser de bonnes années avec des années moins bonnes afin de diminuer leur charge fiscale lors d'une année particulièrement couronnée de succès tandis que d'autres années ont été moins lucratives.

L'adaptation des règlements grand-ducaux concernant les différentes primes agroenvironnementales suite à la mise en œuvre de la loi agraire a eu comme conséquence que beaucoup d'exploitants reçoivent l'ensemble de leurs primes agroenvironnementales des cinq dernières années en 2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le revenu des primes agroenvironnementales peut être échelonné sur plusieurs années?

- Dans l'affirmative, quelles conditions doivent être remplies?

- Est-ce que l'exploitant doit en faire la demande explicite auprès de son bureau d'imposition? Sur combien d'années les bénéfices extraordinaires peuvent-ils être échelonnés?

- Concernant plus particulièrement ces deux principes permettant de compenser une charge fiscale exceptionnellement lourde liée aux fluctuations des revenus agricoles, existe-t-il une circulaire précisant les modalités d'application?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de faire publier une telle circulaire destinée aux exploitations concernées afin de fournir des précisions sur les modalités de ces procédures?

Réponse (01.10.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 a modifié les articles 133 et 114 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.).

L'article 133 L.I.R. est une disposition spéciale applicable au bénéfice agricole et forestier en vue d'éviter toute imposition excessive à

l'égard des revenus en question. En vue de faire face aux périodes marquées par des conditions climatiques défavorables ainsi que la baisse continue des prix des produits agricoles, le susdit article permet de tempérer la progressivité du barème et de traiter les fluctuations de bénéfice dépassant le bénéfice moyen agricole et forestier (à l'exception des bénéfices provenant de la sylviculture) comme revenu extraordinaire imposable à un taux plus favorable que le taux de progression du barème. L'objet de cette disposition fiscale est donc de déterminer l'impôt relatif à la partie du bénéfice des exploitations agricoles et forestières qui dépasse la moyenne des bénéfices de l'exercice considéré et des exercices entiers précédents. En allongeant la période de référence de trois ans à cinq ans (donc sur une moyenne de six exercices) dans le cadre de la réforme fiscale de 2017, les exploitants agricoles et forestiers peuvent davantage compenser de bonnes années avec de moins bonnes années. Ce revenu extraordinaire du bénéfice agricole et forestier qui dépasse la moyenne des bénéfices de l'exercice envisagé et des cinq exercices entiers précédents, est imposé au taux global appliqué au revenu ordinaire, sans que ce taux ne puisse dépasser toutefois 27% (par comparaison au taux maximal de 42% applicable aux revenus ordinaires des personnes physiques), ce qui permet en conséquence de tempérer la progressivité du barème. D'éventuelles primes agroenvironnementales incluses dans le bénéfice agricole et forestier peuvent également, le cas échéant, bénéficier de ce taux de faveur.

Qui plus est, la réforme fiscale de 2017 a supprimé les termes «et sans que la réduction d'impôt résultant de la présente mesure puisse dépasser 5.000 euros» de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 24 décembre 1988 portant exécution de l'article 133 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Les contribuables actifs dans le secteur agricole et forestier profitent donc pleinement de la durabilité, de la sélectivité, de la compétitivité et de l'équité de la réforme fiscale de 2017.

Outre la détermination de l'impôt relatif prévue par l'article 133 L.I.R., les exploitations agricoles et forestières peuvent également bénéficier du report de pertes. Selon l'article 114 L.I.R., un contribuable peut déduire, à titre de dépenses spéciales, les pertes subies au cours d'années d'imposition antérieures dans son entreprise commerciale, dans son exploitation agricole ou forestière ou dans le cadre de l'exercice de la profession libérale. À partir du 1^{er} janvier 2017, la déduction des pertes réalisées au cours d'exercices d'exploitation clôturés après le 31 décembre 2016 est limitée à 17 années. Le droit au report de pertes est une mesure corrective nécessaire par rapport à l'annualité de l'impôt afin de tenir compte de la capacité contributive effective du contribuable sur une période dépassant un seul exercice d'imposition.

Les susdites règles fiscales permettent en conséquence aux exploitations agricoles et forestières de faire face aux intempéries et aux périodes de sécheresse qui peuvent avoir pour conséquence une fluctuation de leurs bénéfices.

Aucune demande spécifique n'est à présenter pour l'application de ces mesures. La déclaration fiscale annuelle permet d'indiquer le montant des pertes reportables. Il est à souligner que le report de pertes est lié à la tenue d'une comptabilité régulière. Concernant le revenu extraordinaire, l'application du taux de l'article 133 L.I.R. est également à demander dans le cadre de la déclaration fiscale annuelle.

Étant donné qu'il s'agit de dispositions générales dont les conditions et modalités d'application ne présentent pas de difficultés particulières, la publication d'une circulaire spécifique sur ce sujet n'apparaît pas nécessaire.

Question 4029 (30.08.2018) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant les **formalités lors du dépôt des listes de candidats pour les élections législatives**:

Lors de la procédure de dépôt des listes de candidats pour les élections législatives il a été constaté que les bureaux électoraux principaux des quatre circonscriptions ont eu une interprétation différente des formalités à remplir lors du dépôt des listes.

Ces divergences ont notamment concerné les pièces à fournir en appui du dépôt: certificats

d'inscription sur les listes électorales et copie de pièces d'identité.

La question récurrente des prénoms admis sur les listes (nom figurant sur l'acte de naissance ou nom d'usage) a également été débattue.

1) Le Gouvernement ne partage-t-il pas l'opinion du soussigné qu'il serait utile que les formalités du dépôt soient interprétées de façon uniforme dans toutes les circonscriptions?

2) N'est-il pas envisageable qu'à l'avenir une circulaire ministérielle ou une concertation entre les bureaux électoraux principaux puisse régler les détails non prévus par la loi en attendant une éventuelle modification de la loi électorale?

Réponse (07.09.2018) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

ad 1) Le Gouvernement partage l'opinion de l'honorable Député.

ad 2) Comme la loi électorale n'a pas réglé tous les détails en question, le Gouvernement ne voit pas d'objection à recourir à l'émission d'une circulaire ministérielle.

Question 4031 (31.08.2018) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **voyeurisme**:

Je me réfère à ma question parlementaire n°3272 du 7 septembre 2017 au sujet des cas de voyeurisme «sous la jupe» qui n'avaient pas été poursuivis, faute de qualification pénale.

Vous aviez répondu au sujet de ce vide juridique que «Les autorités judiciaires procèdent actuellement à une analyse pour savoir si les textes sont suffisants pour faire condamner de tels faits. Si tel n'est pas le cas, une nouvelle législation sera élaborée.»

Emboîtant le pas à la Belgique, qui avait par une loi du 1^{er} février 2016 légiféré sur cette question, la France, suite à la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, punit désormais également le «upskirting» d'un an d'emprisonnement et de 15.000 EUR d'amende.

Le Royaume-Uni, l'Angleterre et le Pays de Galles sont également sur le point de voter une telle loi, alors que l'Écosse avait déjà légiféré en 2010.

La loi française précitée, dite «Loi Schiappa» punit également, parmi d'autres nouvelles infractions, l'usage de la «drogue du viol» comme circonstance aggravante du viol.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Existe-il des chiffres récents concernant les plaintes pour voyeurisme au Luxembourg?

2) Est-ce qu'une nouvelle législation dans ce sens est en voie d'être préparée?

3) La «drogue du viol» est-elle prise en compte dans le droit luxembourgeois actuel, ou faudrait-il songer à légiférer afin de punir de tels faits?

4) Existe-t-il des chiffres sur l'usage du GHB, respectivement du GBL ou d'autres psychotropes rapportés dans des cas d'agressions sexuelles au Luxembourg?

Réponse (15.10.2018) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

ad 1) Suivant les informations communiquées par le Parquet de Luxembourg, aucune affaire nouvelle de «voyeurisme» n'a été renseignée.

ad 2) Des faits de tentatives de voyeurisme dans des lieux publics, pour lesquels des procès-verbaux ont été dressés en 2016, ont été classés sans suite, ceux-ci ne tombant sous aucune qualification pénale. À noter que plusieurs qualifications pénales sont susceptibles de s'appliquer à ce genre de situation.

ad 3) L'usage de la «drogue du viol» est pris en considération pour apprécier que la victime était hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer de la résistance, en vertu de l'article 375 du Code pénal:

«Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, notamment à l'aide de violences ou de menaces graves, par ruse ou artifice, ou en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer la résis-

tance, constitue un viol et sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.

Est réputé viol commis en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur la personne d'un enfant âgé de moins de seize ans. Dans ce cas, le coupable sera puni de la réclusion de dix à 15 ans.»

ad 4) Il n'est pas possible de fournir des statistiques sur l'usage quelconque de substances dans le cadre de viols, respectivement d'attentats à la pudeur, dès lors qu'il ne s'agit que d'éléments purement factuels, relevant de l'appréciation souveraine des juges du fond, et non pas d'éléments constitutifs de ces infractions.

Question 4032 (05.09.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**échange éventuel de territoires entre la Serbie et le Kosovo**:

En vue d'endiguer le conflit éternel entre la Serbie et le Kosovo, les deux pays discutent actuellement sur un échange éventuel de territoires. Ainsi le nord du Kosovo serait intégré dans la Serbie tandis que la vallée du Presevo située dans le sud-ouest de la Serbie tomberait sous la souveraineté du Kosovo. Ces pourparlers ont été rendus possibles entre autres grâce à un changement de la politique des États-Unis dans ce dossier. Le Commissaire européen en charge de la politique de voisinage et des négociations d'élargissement n'a pour sa part pas exclu une modification des frontières entre ces deux pays. Par contre, la chancelière allemande se fait le porte-parole des adversaires d'un tel arrangement craignant une réaction en chaîne incontrôlée dans la région des Balkans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Est-ce qu'une telle modification des frontières pourrait entraîner une nouvelle instabilité dans cette région?

2) Est-ce que, suite à la réunion informelle «Gymnich» des Ministres des Affaires étrangères à Vienne en date des 30 et 31 août derniers, une position commune des États membres de l'UE semble être envisageable?

3) Dans l'hypothèse que les deux pays en question trouveraient un accord, est-ce que l'UE serait prête à se rallier à une telle décision, d'autant plus que selon le Gouvernement du Kosovo l'indépendance de son pays serait reconvenue par la Serbie après cet échange projeté?

Réponse (01.10.2018) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1) Un règlement du différend entre la Serbie et le Kosovo est indispensable pour assurer une stabilisation durable des Balkans occidentaux et pour permettre à ces pays d'adhérer à l'Union européenne. Le détail des discussions entre les deux parties sur une normalisation de leurs relations bilatérales n'est pas connu. Une éventuelle révision des frontières dans cette région comporte des risques et ne peut certainement pas constituer un objectif en soi. De même, un tel projet ne peut que constituer un élément parmi d'autres dans le cadre d'un accord global et définitif entre les deux pays qui garantit les droits des minorités dans les deux États et est basé sur le droit international.

ad 2) Les États membres apportent leur plein soutien aux efforts de médiation de Madame Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Le dialogue actuellement en cours a pour objectif de résoudre tous les sujets contentieux et d'aboutir à un accord global et définitif entre les deux pays.

ad 3) Voir supra.

Question 4036 (06.09.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **taxation des Gafa**:

En effet, selon la presse allemande, Berlin abandonnerait le projet de taxation des Gafa. Selon un document confidentiel du Ministère des Finances allemand, la «diabolisation» des grandes entreprises numériques ne serait pas «appropriée au but recherché». Selon de nombreux observateurs, ce revirement aurait des conséquences importantes sur l'orientation européenne en la matière. L'OCDE a, quant à elle, déjà constaté dans un rapport publié le 16 mars avant le G20 Finances de Buenos Aires qu'il existe des «points de vue divergents» sur

la manière d'aborder la taxation des géants du numérique.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me confirmer que la position officielle de Berlin en la matière correspond aux révélations de la presse allemande?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il m'informer sur la position du Gouvernement relative à la taxation européenne des Gafa à la lumière des déclarations du Ministère des Finances allemand?

3) Monsieur le Premier Ministre est-il, pour le reste, toujours en faveur d'une réponse OCDE à la question? Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire si la diplomatie luxembourgeoise a déjà entrepris des démarches à ce sujet au niveau de l'OCDE?

4) Monsieur le Premier Ministre peut-il, enfin, m'éclairer sur les conséquences européennes et internationales du revirement allemand en la matière? La taxation des Gafa est-elle encore réaliste dans un avenir proche?

Réponse (10.10.2018) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Le Premier Ministre luxembourgeois n'est pas en mesure de commenter les positions des autres États et ne spéculé pas sur leurs choix stratégiques.

Quant à la position luxembourgeoise, elle est bien établie. Le Gouvernement partage l'objectif d'une fiscalité équitable et efficace pour les entreprises actives dans le domaine numérique. Dans l'esprit du principe du «level playing field», le Luxembourg préconise une solution globale négociée et mise en œuvre au niveau de l'OCDE.

L'accord du Gouvernement luxembourgeois sur la proposition de directive concernant la taxe sur les services numériques est conditionné par une clause de caducité («sunset clause») bien calibrée et clairement délimitée dans le temps, faisant en sorte que la taxe en question ne soit qu'une mesure provisoire et temporaire.

Quant aux démarches au niveau de l'OCDE, il est à noter que les autorités luxembourgeoises participent activement à toutes les réunions organisées en la matière.

Question 4037 (06.09.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans les domaines de droit**:

D'Sproochegesetz vun 1984 seet a sengem Artikel 3: «Langues administratives et judiciaires. En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi a wou gëtt Lëtzebuergesch am Abléck am Beräich vun der Justiz gebraucht?

2. Wëll d'Regierung d'Lëtzebuergesch Sprooch am Beräich vun der Justiz stäerker?

3. Wa jo, wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung konkret, fir d'Lëtzebuergesch Sprooch an der Justiz méi ze verbreedden?

4. Kann e Bierger d'Iwwersetzung vun engem Uerteel op Lëtzebuergesch froen (oder och op Däitsch), ënnert der Konditioun, datt eleng déi franséisch Versioun géllt (fait foi)?

5. Wann neen, firwat net?

6. Wa jo, iwwerhëlt dann de Stat d'Käschte vun der Iwwersetzung op Lëtzebuergesch (oder op Däitsch)?

Réponse (15.10.2018) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

ad 1. Opgrond vum Artikel 3 vum Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 kann d'Lëtzebuergesch Sprooch a Gerichtsaffäre gebraucht ginn.

Deemno kann a stroufrectleche Froen all Unhéierung virun der Police oder virum Geriicht a Lëtzebuergesch Sprooch oflafen. Plainté gi regelméisseg op Lëtzebuergesch deponéiert. D'Plaidéiere vun den Affekoten an d'Requisitoir vum Parquet sinn op Lëtzebuergesch, wann d'Parteien dës Sprooch verstinn.

An handelsrechtleche Froe sinn d'Debaten op Lëtzebuergesch, wa Parteien, déi dës Sprooch schwätzen, perséinlech virstelleg ginn. An Zivilsaachen ass et nëmmlecht, wann d'Parteien perséinlech mussen erschéngen.

Et gëtt bei de Gerichter kee Beräich, wou de Gebrauch vun der Lëtzebuergesch Sprooch ausgeschloss oder benodelegt ass.

Esou wéi d'Gesetzestexter ëmmer op Franséisch geschriwwen sinn, ginn d'Gerichtsuerteeler bal ëmmer op Franséisch gesprach. A rare Fäll ginn d'Uerteeler op Däitsch geschwat (wann däitschsproocheg Leit bedeelegt sinn).

ad 2. + 3. Ech verweisen op d'Moossnamen, déi dës Regierung proposéiert huet, fir déi Lëtzebuergesch Sprooch ze promovéieren.

ad 4., 5. + 6. Et ass méiglech eng Iwwersetzung vun engem Uerteel an déi Lëtzebuergesch oder däitsch Sprooch ze kréien.

Ech verweisen op eng kriminalrechtlech Affär (de Mordfall vun Haler) bei där e grouss Uerteel an d'Lëtzebuergesch Sprooch iwwersat gouf, well ee vun den Ugekloten an der Sitzung deklaréiert huet weder déi franséisch nach déi däitsch Sprooch genuch ze verstoen, fir de genauen Inhalt vun der Gerichtsdecision ze verstoen.

D'Käschte vun der Iwwersetzung vum Uerteel, vu Verhéieren a vu wichtegen Dokumenter an enger stroufrectlecher Prozedur iwwerhëlt de Stat op Basis vum Gesetz vum 8. März 2017 iwwer déi prozedural Garantien am Beräich vum Stroufrecth.

Question 4040 (14.09.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **peste porcine africaine**:

Zu Étalle bei Arel gouf kierzlech déi Afrikanesch Schwéngspesch nogewisen. Bei de Lëtzebuergesch Schwéngsbauerer herrscht dofir eng grouss Onsécherheet. Fir op d'Problematik hinzeweisen haten déi betraffe Bauerer eng Reunion mam Här Landwirtschaftsminister wou och no konkrete Mesurén gefrot ginn ass. Laut mengen Informatiounen, wier nach ëmmer kee konkreten Aktiounsplang do, fir géint Schwéngspesch virzegoen

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen.

- Kann den Här Minister dëst bestätegen?

- Wa jo, wat ass de Grond, firwat et kee konkreten Aktiounsplang gëtt?

- Wann neen, wéi gesäit den Aktiounsplang aus?

- Ass et wahrscheinlech, datt d'Krankheet duerch e Wëldwiesel vu Polen an d'Belsch komm ass oder éischer iwwer een aneren Wee?

- Si präventiv Mesuren am Beräich vum Transport (Déieren, Fuddermëttele, Kadaveren), zum Beispill durch obligatorisch Desinfektiounen, geholl ginn? Wa jo, wéi eng?

- Riskéiert de Fall vun Étalle direkt Konsequenzen op eis Betriber a puncto Verkaf vun Déieren an d'Ausland respektiv op den Transport vun Déieren innerhalb vum Land ze hunn?

Aktuell ass d'Naturverwaltung derbäi verschidde Freilandhaltungsprojete vun Hausschwäin, eng interessant Alternativ, ze entwéckelen.

De Risiko vun enger Kontaminatioun mat der Afrikanesch Schwéngspesch vu Wëllschwäin ass bekanntlech bei Freilandhaltung däitlech méi héich, wéi bei geschlossene Schwéngsbetrieb.

Laut mengen Informatiounen befanne sech zwee vum Stat initiéiert Projete manner wéi 3 km ewech vun existenten haaptberuffleche Schwéngsbetrieb.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Ëmweltminister folgend Froe stellen:

- Wéi grouss schätzt d'Madamm Minister an den Här Minister de Risiko an d'Gefor an, wann esou Projete manner wéi 3 km ewech vun deene Betriber initiéiert ginn? Beim Ausbroch a Constat vun der Afrikanesch Schwéngspesch mussen bekanntlech all Hausschwäin an engem Rayon vun 3 km gekeult ginn.

- Wat geschitt mat den aktuelle Projeten nom Ausbroch vun der Afrikanesch Schwéngspesch an der Grenzregioun? Gi si weider verfollegt? Wéi kann een de Risiko reduzéieren?

Réponse commune (11.10.2018) de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

Zum Zäitpunkt, wou dës Äntwert verfaasst gouf, sinn an der Belsch an der „Forêt d'Étalle“ 70 Fäll vun Afrikanesch Schwéngspesch confirméiert. Zënter dem éische Fall an der Belsch hate mir hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Aktiounen, fir op d'Problematik hinzeweisen: zwee Point-de-pressen, eng ganz Rei



Reunioun mat Vertrieeder vum Landwirtschaftsministère an den zoustännege Verwaltungen (Administration des services vétérinaires en Administration de la nature et des forêts), eng Reunioun vun der „Task Force ASP“ an eng Reunioun mat de Jeëer aus der Iwwerwaachungszone.

Wat d'Pläng ubelaangt, hu mir der esouguer zwee: e „plan d'urgence“, dee vun der Europäescher Reglementatioun virgesinn ass, fir de Fall wou mir e Fall vu Schwéngspestsch an engem Schwéngsbetrieb feststellen, an e „plan de vigilance“ fir d'Iwwerwaachung vun de Wëllschwäin, deen no der „Task Force ASP“ vum Februar 2018 iwwert de Summer ausgeschafft gouf. Fir dee wichtigste Punkt vun der Detektioun an der Analys vu kranke Wëllschwäin a Kadaver ofzeddecken, schaffen d'Naturverwaltung an d'Veterinärsverwaltung enk zesummen; d'Leit si forméiert an equipéiert.

D'Hypothesen, dass d'Krankheet iwwer Wëldwiessel vu Polen an d'Belsch komm ass, kann een ausschléissen, well e Wëllschwäin, wat sech a Polen ugestach huet, de Wee bis an d'Belsch net packe kann, well d'Krankheet am Zäitraum vun e puer Deeg déidlech verleeft.

Eng indirekt Kontaminatioun, zum Beispill dass infizéiert Fleeschreschter aus engem vun den infizéierten Länner an d'Belsch komm sinn an do vun engem Wëllschwäin opgeholl goufen, oder à la limite, wéi et insinuéiert gouf, dass krank Wëllschwäin aus Polen an der Belsch lafe geloss gi sinn, ass wesentlech méi wahrscheinlech.

Präventiv Mesuren, fir ee Verschleefe vu Krankheeten ze evitéieren, mussen ëmmer respektéiert ginn. Bei der Afrikanescher Schwéngspestsch mussen déi Mesuren awer verschäerft respektéiert ginn, an dëst an de Betriber, an de Schluechthaiser a virun allem beim Transport vu liewege Schwäin.

De Fall vun Étalle huet keng direkt Konsequenzen a puncto Verkaf vun Déieren an d'Ausland an op den Transport hei zu Lëtzebuerg. Et ass awer esou, dass am Fall vun enger Detektioun hei am Land dëst direkt an indirekt ekonomesch Konsequenzen op déi national Schwéngsproduktioun wäert hunn, déi am Moment schwéier ofschätzbar sinn.

Momentan sinn zwee Pilotprojete vu Fräilandhaltung vu Schwäin vun der Naturverwaltung ënnerstëtzt ginn, dëst an enker Zesummenaarbecht mat der Veterinärsverwaltung. Beim Ausschaffe vun dese Projeten ass d'Méiglechkeet vum Optriede vun der Schwéngspestsch natierlech mat a Betruecht geholl ginn, an d'Virgawe vun der Veterinärsverwaltung si strikt agehale ginn: sou ass notamentum an duebelen Drot (mat engem Ofstand vun engem Meter) obligatoresch, fir de Kontakt tëscht Wëll- an Hauschwäin ze verhënneren.

Kee vun dese Projete läit an der aktueller „zone de surveillance“ fir d'Afrikanesch Schwéngspestsch. Et ass och momentan just ee vun deenen zwee Projete schonn ëmgesat, zu Pëtscht. Dese Projet ass am Rayon vun 3 km zu engem Schwéngsbetrieb. De Responsabele krut geroden d'Schwäin elo dobannen ze halen, bis d'Situatioun an der Belsch méi kloer ass. Beim zweete Projet zu Rued-El, deen nach net ëmgesat ass, ass ee Schwéngsbetrieb nobäi, de Bedreier ass deeselwechten. Hie krut natierlech och geroden d'Schwäin elo nach net erauszusetzen.

Question 4041 (14.09.2018) de **MM. Gusty Graas** et **Edy Mertens** (DP) concernant la peste porcine:

La peste porcine africaine, pour laquelle il n'existe pas de vaccin, fait rage en Europe depuis plusieurs mois. La propagation de ce virus inquiète le milieu agricole, surtout les éleveurs de porcs.

Ce jeudi, deux sangliers contaminés ont été détectés dans la Province du Luxembourg en Belgique.

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Combien d'éleveurs de porc compte le Luxembourg? Quelle est l'étendue de leur cheptel?

- Quelle est l'évolution du nombre d'éleveurs de porcs au Luxembourg?

- Est-ce qu'un cas de peste porcine a déjà été détecté au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences pour un éleveur de porc lors d'une contamination? Quelles mesures doivent être prises si le virus est détecté auprès d'un sanglier?

- Dans la négative, existe-il des mesures de précaution pour diminuer les risques d'une propa-

gation du virus au Luxembourg? Est-ce que le Luxembourg dispose d'un plan d'action pour faire face à une propagation de la peste porcine? Est-ce qu'une coopération dans la lutte contre ce virus est prévue avec nos pays voisins?

Réponse (28.09.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Le Luxembourg compte une centaine d'éleveurs et de producteurs de porcs totalisant quelque 90.000 porcs.

Depuis le dernier épisode de peste porcine classique 2001-2005, le nombre de producteurs et la structure de l'élevage porcin ont fortement évolué, dans le sens que le nombre de producteurs a diminué alors que l'élevage s'est spécialisé.

Au moment de la rédaction de cette réponse, aucun cas de peste porcine africaine n'a été détecté au Luxembourg, contrairement à la Belgique où 14 cas ont été détectés sur des sangliers.

Au cas où un élevage de porcs est infecté, tous les porcs de l'élevage doivent être mis à mort et l'éleveur est indemnisé pour cette perte directe. Autour de l'exploitation, une zone de protection ainsi qu'une zone de surveillance doivent être instaurées au niveau desquelles les exploitations porcines sont surveillées et des restrictions quant au transport des porcs sont mises en place.

Lors de la détection du virus sur un sanglier, une première zone infectée doit être définie; celle-ci s'étend actuellement en Belgique sur une surface de 63.000 ha. Une première mesure à prendre dans cette zone est l'interdiction de la chasse ainsi que toute activité pouvant mettre en mouvement les sangliers et de cette façon provoquer une extension de la maladie. Suite à la recherche active des cadavres de sangliers dans cette zone en vue de leur analyse sur une éventuelle présence du virus de la peste porcine africaine, la zone infectée peut mieux être définie et les différentes mesures concernant la chasse doivent être implémentées. En outre, une surveillance accrue des exploitations porcines dans cette zone et un renforcement de leur biosécurité sont de mise.

Dès la détection du premier cas de peste porcine africaine sur un sanglier en Belgique, plusieurs mesures préventives ont été mises en place. Les autorités luxembourgeoises ont défini une zone d'observation qui est limitée au nord par l'autoroute A6, à l'est par l'autoroute A4 et au sud ainsi qu'à l'ouest par les frontières française et belge. A l'intérieur de cette zone, une recherche active de cadavres de sangliers en vue de leur analyse est effectuée afin qu'un premier cas de la peste porcine africaine sur un sanglier soit détecté le plus rapidement possible afin de limiter une extension de la maladie. Au niveau des exploitations porcines, le confinement des porcs est ordonné et la biosécurité est renforcée.

Dès la suspicion de la maladie sur un sanglier dans la forêt d'Étalle en Belgique, les autorités des trois pays voisins (Belgique, France et Luxembourg) se sont concertées quant aux mesures à prendre. L'échange d'informations quant à l'évolution de la maladie et à la mise en place des procédures à suivre est pratiquement quotidien.

Question 4046 (18.09.2018) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant l'évolution de la situation budgétaire de l'État au premier semestre 2018:

Lors de la réunion conjointe de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 23 juillet 2018, Monsieur le Ministre des Finances a fait le point sur l'évolution de la situation budgétaire de l'État au premier semestre 2018. Dans ce contexte, il a fait état d'une nette amélioration par rapport aux prévisions du projet de budget pour l'année 2018.

Ainsi, je souhaiterais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

- Au regard des derniers chiffres disponibles, la tendance constatée au premier semestre se confirme-t-elle?

- À quel niveau s'établit désormais le solde de l'administration centrale par rapport à la même période des années précédentes?

- Au regard de ces évolutions, Monsieur le Ministre prévoit-il encore d'avoir recours à un emprunt obligataire, tel qu'autorisé par la loi budgétaire pour l'année 2018?

Réponse (02.10.2018) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances:*

Contrairement aux craintes exprimées par certains députés lors de la réunion conjointe de la

Commission des Finances et du Budget et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 23 juillet 2018, les chiffres au 31 août 2018 confirment la poursuite de la tendance positive constatée au premier semestre.

En ce qui concerne le niveau des recettes et des dépenses au 31 août 2018, celui-ci est comparable avec l'évolution des années précédentes, tel que l'illustre le tableau ci-dessous:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ainsi, le solde de l'administration centrale au 31 août 2018 s'établit à -108 millions d'euros. Ce solde est à mettre en perspective avec les soldes à la même période des années 2017 (-96 millions d'euros), 2016 (-282 millions d'euros) et 2015 (-330 millions d'euros).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Partant, le niveau de la dette publique se situe actuellement à 21,8% du PIB.

Sur base de ces éléments, aucun recours à un nouvel emprunt obligataire ne s'avère nécessaire au cours de l'année 2018.

Le tableau ci-dessous reprend, par ordre chronologique, les emprunts émis et remboursés au cours de l'actuelle période de législature (chiffres d'octobre 2013 à septembre 2018):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il s'ensuit qu'en termes nets, le Gouvernement n'a emprunté que 1,768 milliards d'euros, pour financer des investissements cumulés de l'ordre de dix milliards d'euros.

Par ailleurs, les emprunts en question se sont faits à des taux bien plus favorables (entre 0% et 0,625%) que ceux des gouvernements précédents (entre 3,616% et 4,56%). Ainsi, grâce à la notation AAA, d'ailleurs récemment confirmée par les principales agences de notation, la charge de la dette reste particulièrement faible pour le Luxembourg.

Question 4050 (20.09.2018) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant la recherche médicale et clinique:

Le 24 octobre 2018 se tiendra la 4^e Journée de la recherche médicale.

Le but ultime de la recherche médicale et plus particulièrement la recherche clinique consiste dans l'acquisition de connaissances afin de maintenir ou d'améliorer la qualité des soins des patients.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Existe-t-il au Grand-Duché un moyen d'évaluer les recherches médicales, les essais et expérimentations cliniques et leurs répercussions sur les patients?

2) Au bout de combien de temps en moyenne la recherche débouche-t-elle sur des nouveaux traitements ou approches thérapeutiques?

3) Quels sont les domaines ou axes de recherche dans lesquels les chercheurs et médecins cliniciens au Grand-Duché mènent actuellement des projets?

4) Les patients sont-ils systématiquement informés que leur traitement fait l'objet d'un projet de recherche clinique?

5) Combien de projets de recherche clinique sont actuellement en cours au pays, quels sont les hôpitaux impliqués et combien de patients sont concernés?

6) Comment cette recherche clinique se finance-t-elle et est-ce que les fonds sont suffisants pour mener à bien une recherche clinique de qualité?

Réponse (23.10.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

ad 1) L'évaluation des recherches médicales, des essais et des expérimentations cliniques au Luxembourg est prévue d'une part par le règlement grand-ducal du 30 mai 2005 relatif à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain et d'autre part par le paragraphe premier de l'article 27 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Le premier texte précise les définitions suivantes:

a) «essai clinique»: toute investigation menée chez l'homme, afin de déterminer ou de confirmer les effets cliniques, pharmacologiques et/ou les autres effets pharmacodynamiques d'un ou de plusieurs médicaments expérimentaux, et/ou de mettre en évidence tout effet indésirable d'un ou de plusieurs médicaments expérimentaux, et/ou d'étudier l'absorption, la distribution, le métabolisme et l'élimination d'un ou de plusieurs médicaments expérimentaux, dans le but de s'assurer de leur innocuité et/ou efficacité;

b) «essai non interventionnel»: étude dans le cadre de laquelle le ou les médicaments sont prescrits de la manière habituelle conformément aux conditions fixées dans l'autorisation de mise sur le marché. L'affectation du patient à une stratégie thérapeutique donnée n'est pas fixée à l'avance par un protocole d'essai, elle relève de la pratique courante et la décision de prescrire le médicament est clairement dissociée de celle d'inclure le patient dans l'étude. Aucune procédure supplémentaire de diagnostic ou de surveillance ne doit être appliquée aux patients et des méthodes épidémiologiques sont utilisées pour analyser les données recueillies.

Le deuxième texte stipule que tout essai, étude ou expérimentation clinique ne peut être pratiqué sur l'être humain en vue du développement des connaissances biologiques ou médicales sans autorisation préalable du ministre, les avis de la Direction de la santé et du Comité national d'éthique de recherche (CNER) ayant été demandés au préalable.

La Direction de la santé ainsi que le CNER évaluent donc la pertinence des essais cliniques et leurs répercussions potentielles sur les participants et les patients, en étudiant tous les dossiers de demandes d'approbation pour de nouvelles recherches ou essais. Les responsables de la conduite de ces projets sont tenus également de notifier au ministère d'éventuels effets indésirables survenus pendant ces essais et de mettre à disposition les résultats permettant d'en objectiver l'impact pour les patients.

ad 2) La recherche ayant pour but le développement de nouveaux traitements (menée essentiellement par l'industrie pharmaceutique) inclut la phase préclinique (études en laboratoire et chez l'animal), la phase clinique (études sur l'humain, phases I à III) et l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché. Le parcours est très réglementé et le tout peut nécessiter près de 15 ans pour qu'une molécule d'intérêt thérapeutique devienne un «vrai médicament» (hors dispositifs médicaux).

D'autres types de recherches, directement axées sur la pratique médicale journalière, peuvent avoir un impact plus rapide sur l'approche thérapeutique, comme par exemple la validation de certains protocoles de radiothérapie, l'évaluation d'outils d'accompagnement du patient (matériel d'éducation, outils d'aide à la compliance thérapeutique, etc.) ou l'évaluation de l'apport de nouvelles technologies (télémédecine, dispositifs connectés, ...) dans la prise en charge des patients. Ces interventions peuvent également évaluer des dispositifs médicaux, des actes chirurgicaux, des tests diagnostiques et des techniques d'imagerie, des interventions sur l'hygiène de vie, des psychothérapies, des soins préventifs, etc.

ad 3) Les sciences et technologies de la santé au Luxembourg ont connu un grand essor ces dernières années et se spécialisent actuellement dans les domaines de la médecine personnalisée, du diagnostic, de la bioinformatique et de l'informatique médicale.

Le Luxembourg Institute of Health (LIH), actif dans les domaines de la recherche biomédicale et de la santé publique, se concentre sur les domaines de l'oncologie, infection et immunité et la santé de la population.

Le Luxembourg Center for Systems Biomedicine (LCSB) de l'Université du Luxembourg mène des travaux de recherche axés sur les maladies neurodégénératives (telles que la maladie de Parkinson), la métabolisme et l'analyse des mécanismes pathologiques.

Les liens étroits entre ces instituts et les médecins cliniciens hospitaliers ont permis de développer des axes de recherche autour des maladies les plus fréquentes ou les plus complexes: le cancer, les maladies cardiovasculaires, neurodégénératives ou infectieuses, le diabète, les allergies, les blessures du genou ou les maladies respiratoires.

ad 4) Avant de pouvoir participer à un essai clinique, tout patient doit signer un formulaire de «consentement éclairé», c'est-à-dire la décision, qui doit être écrite, datée et signée, de

participer à un essai clinique, prise de plein gré après avoir été dûment informé de la nature, de la portée, des conséquences et des risques et avoir reçu une documentation appropriée, par une personne capable de donner son consentement ou, s'il s'agit d'une personne qui n'est pas en mesure de le faire, par son représentant légal; si la personne concernée n'est pas en mesure d'écrire, elle peut donner, dans des cas exceptionnels prévus par la loi, son consentement oral en présence d'au moins un témoin.

D'après l'article 3 du règlement grand-ducal du 30 mai 2005 relatif à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, un essai clinique ne peut être entrepris que si, notamment:

a) les risques et inconvénients prévisibles ont été pesés au regard du bénéfice attendu pour le sujet participant à l'essai et pour d'autres patients actuels et futurs. Un essai clinique ne peut commencer que si le ministre conclut que les bénéfices attendus sur le plan thérapeutique et en matière de santé publique justifient les risques et ne peut se poursuivre que si le respect de cette exigence est constamment surveillé;

b) le sujet participant à l'essai ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de donner son consentement éclairé, son représentant légal, a eu la possibilité, par le biais d'un entretien préalable avec l'investigateur ou un membre de l'équipe d'investigation, de comprendre les objectifs de l'essai, ses risques et ses inconvénients, ainsi que les conditions dans lesquelles il sera réalisé, et a, en outre, été informé de son droit de se retirer des essais à tout moment;

c) sont garantis le droit du participant au respect de son intégrité physique et mentale tout comme le droit du participant à la vie privée, ainsi qu'à la protection des données le concernant selon la réglementation en la matière;

d) le sujet participant à l'essai ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de donner son consentement éclairé, son représentant légal, a donné son consentement écrit après avoir été informé de la nature, de la portée, des conséquences et des risques de l'essai clinique; si la personne concernée n'est pas en mesure d'écrire, elle peut, dans des cas exceptionnels prévus par la loi, donner son consentement oral en présence d'au moins un témoin;

e) le participant peut, à tout moment et sans qu'il n'encoure aucun préjudice de ce fait, se retirer de l'essai clinique du fait de la révocation de son consentement éclairé;

f) il existe des dispositions relatives à l'assurance ou à l'indemnité couvrant la responsabilité de l'investigateur et du promoteur.

ad 5) Le dernier rapport annuel du CNER (2017), par lequel passent toutes les demandes d'autorisation pour les études cliniques, mentionne 50 avis émis pour des nouvelles études ainsi que 43 avis émis pour des amendements à des études en cours. Dans l'ensemble, on peut estimer le nombre d'études en cours au Luxembourg à plus d'une centaine. L'ensemble des hôpitaux du pays est impliqué à des degrés divers. Deux établissements se détachent: le CHEM avec une douzaine d'études et le CHL avec une centaine d'études (données reprises dans les rapports d'activités). Depuis 2016, on estime le nombre total de patients concernés à plus de 3.000 par an.

ad 6) La recherche clinique initiée directement par les firmes pharmaceutiques est largement financée par ces firmes elles-mêmes, via des contrats avec les hôpitaux et les médecins. Il est cependant important d'avoir également une recherche clinique publique, indépendante des firmes pharmaceutiques. Celle-ci n'est pas financée de façon directe par l'État. Elle peut bénéficier de fonds indirects via le financement de projets de recherche plus fondamentaux, soit par le Fonds national de la recherche (FNR), soit par la Commission européenne. Il n'existe, pour le moment, pas de ligne budgétaire spécifique pour un financement public de la recherche clinique. Les hôpitaux qui parviennent à investir dans la recherche clinique le font sur leurs fonds propres, ou par une utilisation des primes de qualité. À noter que les moyens humains et structurels accordés à la recherche dans les hôpitaux sont souvent en dessous de ce qui est nécessaire pour parvenir à répondre à toutes les attentes des cliniciens chercheurs ou des instituts de recherche (du Luxembourg ou européens). L'absence de statut de clinicien chercheur au Luxembourg implique par ailleurs que les médecins qui s'en-

gagent dans des projets de recherche le font principalement sur leur temps «libre». Enfin, des financements tiers (dons, fondations dont Fondation cancer, ou collaboration avec des entreprises pharmaceutiques) peuvent parfois financer certains projets, sur base de propositions détaillées fournies par les investigateurs.

Question 4052 (20.09.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **protoxyde d'azote (gaz hilarant)**:

Des cartouches de protoxyde d'azote percées dans un ballon de baudruche sont inhalées par des jeunes jusqu'au fou rire. Il s'agit d'un gaz hilarant qui est consommé par des adolescents de douze à 16 ans faisant ainsi leurs premières expériences de psychotropes. Les capsules sont vendues légalement pour les typhons de crème chantilly.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que dans notre pays des statistiques sont connues concernant cette manière de provoquer un effet euphorisant?

- Est-ce que l'usage de cartouches de protoxyde d'azote peut avoir des effets nocifs pour la santé s'il est prolongé ou répété?

- Est-ce que ce produit peut être considéré comme une drogue?

- Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre entend lancer une campagne afin de rendre attentif aux conséquences nuisibles de l'usage de ces cartouches?

Réponse (09.10.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Mes services ne disposent pas de statistiques spécifiques, voire représentatives, sur la prévalence de l'usage à des fins enivrantes de protoxyde d'azote à l'échelle nationale. Toutefois, sur base des informations fournies par les associations spécialisées dans la prévention auprès des jeunes et dans les milieux festifs et des données collectées dans le cadre du système national d'alerte précoce en matière de drogues et de modes de consommation émergents, on peut juger que ce même usage constitue un phénomène assez marginal au Grand-Duché de Luxembourg.

Le protoxyde d'azote n'est pas classé comme stupéfiant ni au niveau international par la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 des Nations Unies ni au Grand-Duché de Luxembourg. Ses mécanismes d'action pharmacologique ne sont d'ailleurs que partiellement élucidés à l'heure actuelle. Il semble toutefois établi à ce jour que le protoxyde d'azote produit des effets sur une grande variété de récepteurs de neurotransmetteurs.

Ainsi, les effets aigus les plus fréquemment rapportés par les usagers sont les suivants: hilarité, fous rires, sensation de chaleur, sentiment de bonheur allant jusqu'à l'euphorie, état onirique, distorsions auditives et visuelles, hallucinations, analgésie, sédation. Ces effets s'installent typiquement quelques secondes après l'inhalation du produit avec un pic d'action après dix à 30 secondes. En ce qui concerne les effets adverses, on citera l'engourdissement des extrémités, la diminution de la dextérité et de l'équilibre, des vertiges, des nausées (surtout associées à l'usage concomitant d'alcool ou en cas d'usage prolongé), le risque de perte de conscience et le risque d'hypoxie, voire d'asphyxie (avant tout en cas de forte concentration).

Les effets observés sont dose-dépendants et varient en fonction de l'éventuel usage concomitant d'autres produits psychoactifs. Un usage prolongé et régulier de protoxyde d'azote peut entraîner une carence en vitamine B12 et être associé entre autres à une anémie, à divers troubles neurologiques, à des difficultés au niveau du contrôle moteur et à une paresthésie. Alors que le potentiel d'addiction physique du protoxyde d'azote n'est pas établi à ce jour, il convient de souligner que ses effets immédiats, généralement ressentis comme agréables, intenses et de courte durée, peuvent induire une dépendance psychologique chez certains usagers.

Le protoxyde d'azote fait entre-temps partie des substances sur lesquelles notamment le Centre de prévention des toxicomanies informe en matière de risques et dommages potentiels d'usage et ce, entre autres, par le biais de son site Internet et ses interactions avec le public jeune. L'évolution éventuelle de la prévalence de l'usage de protoxyde d'azote continuera par ailleurs à être surveillée, avec un ensemble d'autres substances émergentes ou réémergentes consommées à des fins récréatives, dans le cadre du système d'alerte précoce précédemment cité.

Question 4053 (21.09.2018) de **Mme Joséé Lorsché** (*déi gréng*) concernant l'**installation de quatre nouveaux appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM)**:

Afin de réduire les temps d'attente pour obtenir un rendez-vous d'examen IRM, le Gouvernement a décidé d'autoriser l'installation dans quatre hôpitaux de quatre nouveaux appareils IRM. Le nombre total d'appareils au Luxembourg passe ainsi de sept à onze.

Cette mesure a suscité des avis divergents concernant son utilité. Certains acteurs ont proposé de flexibiliser les horaires de fonctionnement des appareils existants et d'adapter l'organisation des hôpitaux afin de réduire les temps d'attente.

Un aspect qui pourtant n'a été que très peu évoqué jusqu'à présent est celui de la claustrophobie chez certains patients, qui fait qu'il leur est presque impossible de passer un examen IRM dans un appareil conventionnel tubulaire fermé. Une solution semble être l'utilisation de prémédication. Il semble pourtant évident qu'il serait préférable que les patients ne soient pas obligés de prendre des médicaments supplémentaires, d'autant plus qu'il existe une autre solution, à savoir celle de passer l'examen dans un appareil IRM à champ ouvert. Pourtant, en ce moment, il n'y en a pas au Luxembourg et la seule alternative est de se rendre dans un des pays voisins, où les coûts de l'examen sont souvent plus élevés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé:

1) Y a-t-il parmi les nouveaux appareils IRM un appareil à champ ouvert afin de tenir compte des besoins spécifiques de certains patients, dont par exemple les patients claustrophobes?

2) Dans la négative, est-ce que ces patients sont par conséquent forcés de passer leur examen à l'étranger s'ils ne veulent pas de prémédication?

3) Madame la Ministre pourrait-elle fournir des statistiques sur le nombre de personnes obligées à utiliser la prémédication afin de pouvoir passer l'examen IRM?

Réponse (23.10.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les sociétés offrant en Europe des appareils de résonance magnétique avec service d'entretien et d'actualisation de la technologie ne commercialisent plus d'appareil ouvert d'un ou d'un et demi Tesla (champ magnétique désiré pour une performance diagnostique optimale). Ces sociétés ne commercialisent plus du tout d'appareils IRM ouverts.

Par contre, le diamètre de l'anneau a été augmenté de 10 cm. La longueur du tunnel a été réduite dans certains modèles de façon à ce que la tête reste hors de l'anneau lorsque des extrémités sont examinées. De même, le bruit causé par le fonctionnement des appareils IRM a été nettement diminué. Ces aménagements couplés avec une approche compréhensive du personnel formé à cet effet peuvent rendre un examen plus supportable.

Il existe déjà à l'heure actuelle un appareil IRM au pays disposant du diamètre plus important indiqué.

Les services du Ministère de la Santé ne disposent pas de données chiffrées concernant le nombre de patients obligés à utiliser une prémédication en raison d'une claustrophobie.

Question 4073 (08.10.2018) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Claudine Konsbruck** (CSV) concernant le **vote par correspondance**:

Les électeurs ont eu la possibilité de solliciter le vote par correspondance pour les élections législatives du 14 octobre, soit par envoi postal d'un formulaire à la commune de leur résidence, soit en introduisant une telle demande via le site de MyGuichet.lu.

Or, il semble que la procédure sur MyGuichet.lu a prêté à confusion et que beaucoup de personnes n'ont pas finalisé par erreur les différentes étapes de cette procédure.

Ainsi, après avoir rempli le formulaire de demande sur MyGuichet.lu, il fallait procéder par signature électronique. Pour procéder à la signature électronique, le système a dévié les utilisateurs vers le site de LuxTrust.

Après validation des données enregistrées auprès de LuxTrust, les utilisateurs ont été invités à taper la touche «envoi». Beaucoup de personnes ont compris à tort que cela signifiait en-

voi à la commune de résidence et ont arrêté à ce stade les démarches estimant que le dossier était clos.

Or, en tapant «envoi», les personnes ont uniquement été redirigées vers MyGuichet.lu pour finaliser les démarches.

Il s'ensuit que beaucoup de demandes sont actuellement toujours en suspens auprès de MyGuichet.lu.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du nombre de demandes en suspens suite à cette inadvertance des usagers sur MyGuichet.lu?

- Existe-t-il un moyen pour régulariser ces demandes encore en temps utile?

Réponse commune (22.10.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Selon l'article 168 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, tout électeur peut demander de voter par correspondance lors des élections législatives. L'article 170 de la loi stipule que la demande peut se faire soit par voie de dépôt électronique sur une plateforme étatique sécurisée, en l'occurrence MyGuichet.lu, soit sur papier libre, soit sur un formulaire préimprimé. Dans leur question parlementaire, les honorables Députés estiment que la procédure sur MyGuichet.lu a prêté à confusion et que certaines personnes n'ont pas finalisé par erreur les différentes étapes de cette procédure.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la procédure relative au vote par correspondance est identique aux autres 250 procédures authentifiées qui existent sur MyGuichet.lu depuis l'introduction des procédures électroniques intelligentes en 2013. En 2017, MyGuichet.lu comptait plus de 204.000 transmissions. En 2018, plus de 250.000 demandes ont déjà été transmises avec succès. En ce qui concerne le vote par correspondance, le nombre des demandes qui ont été transmises avec succès, s'élève selon une première estimation à plus de 10.000. Le nombre des demandes non transmises ne peut pas être établi étant donné que différents facteurs peuvent être à la source de cette non transmission et que les règles de la protection des données personnelles sont à respecter.

Le requérant est guidé à travers les différents écrans par rapport aux informations nécessaires au traitement de sa demande. Une fois que la saisie des informations est terminée et validée, le requérant est invité à signer électroniquement sa démarche. En effet, pour permettre une signature en connaissance de cause une visualisation sous forme de PDF est générée. Une fois la signature apposée, l'utilisateur est invité à enregistrer sa démarche dans son espace personnel (bouton «Enregistrer dans MyGuichet»). La démarche passe alors au statut «Transmissible». Pour faire transiter la demande à sa commune, le requérant doit utiliser le bouton «Transmettre». Un email de confirmation est envoyé au requérant.

Le CTIE est bien conscient que cette procédure peut sembler complexe, raison pour laquelle le CTIE a mis en place plusieurs moyens pour assister les citoyens en cas de soucis. Ils peuvent ainsi contacter le Helpdesk de Guichet.lu en ligne ou par téléphone. Les citoyens peuvent également se faire assister dans leurs demandes électroniques par les agents du Guichet.lu-Accueil, qui se situe à 11, rue Notre Dame, et où des ordinateurs sont mis à disposition des citoyens. Dans un souci d'évolution constante, le CTIE reste bien entendu à l'écoute des citoyens pour faire évoluer ses plateformes dans un processus d'amélioration constante.

Étant donné que le délai pour soumettre une demande de vote par correspondance est venu à expiration, les personnes n'ayant pas réussi à transmettre leur demande à la commune respective seront traitées comme les électeurs qui n'ont pas opté pour le vote par correspondance de sorte qu'ils ont reçu entre-temps une convocation pour se présenter physiquement le jour des élections. Il est recommandé aux personnes qui ne pourront pas se rendre aux urnes le jour du scrutin, de livrer les raisons de leur impossibilité de participer au scrutin au procureur d'État territorialement compétent, conformément à l'article 89 de la loi électorale.